



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

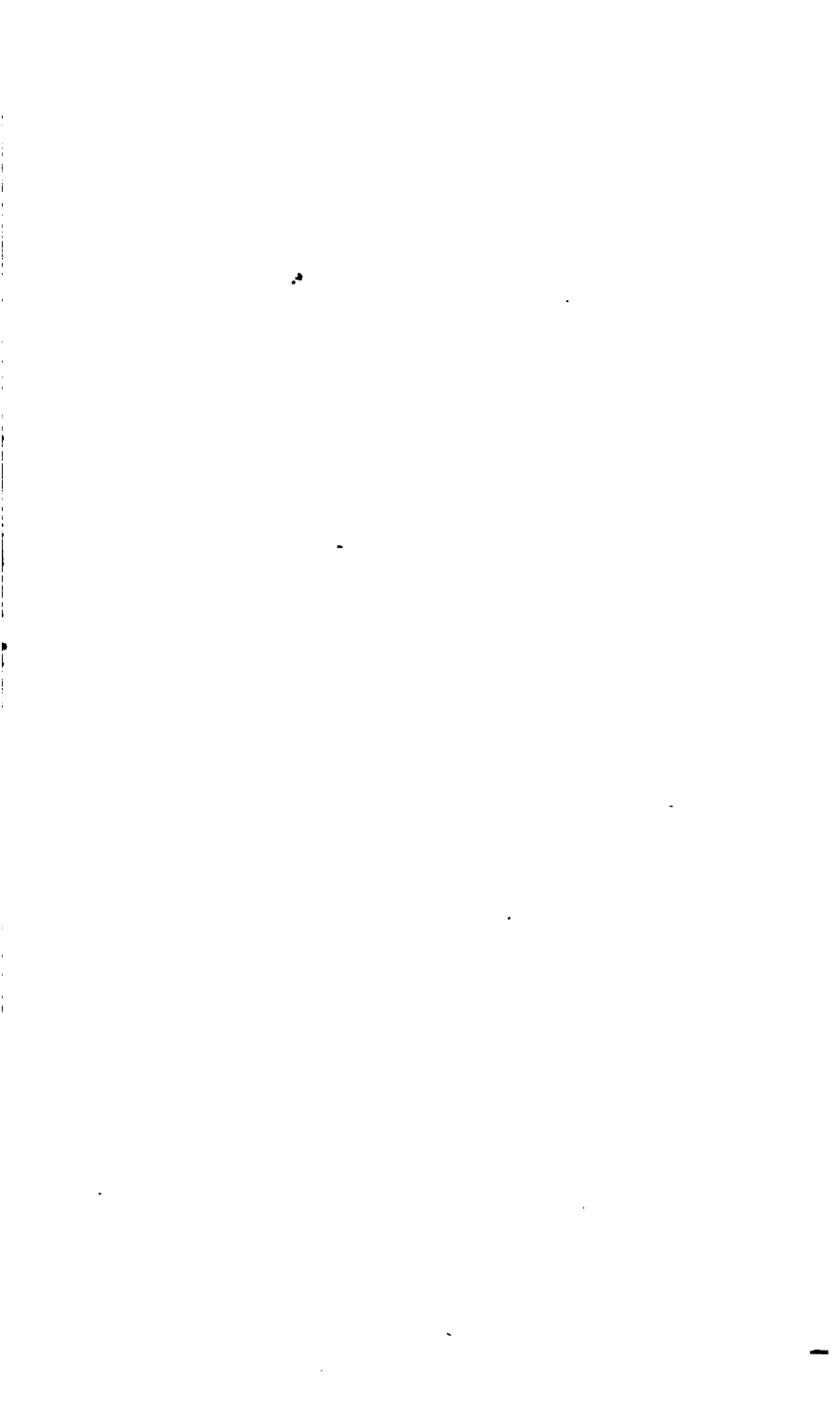
- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



STANFORD UNIVERSITY LIBRARY





BULLETIN DES LOIS
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
X^e SÉRIE.

SECOND SEMESTRE DE 1850

CONTENANT

LES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS D'INTÉRÊT PUBLIC ET GÉNÉRAL

PUBLIÉS

DEPUIS LE 1^{er} JUILLET JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1850.

TOME SIXIÈME.

N^{os} 283 à 339.

PARIS.

IMPRIMERIE NATIONALE.

FÉVRIER 1851.

349.44

Fel

10th ser.

v. 6

1850

594733

Y9A981J 0107NAT2

TABLE

CHRONOLOGIQUE

Des Lois, Décrets et Arrêtés contenus dans le tome VI de la X^e Série du Bulletin des Lois.

NOTA. Les titres à côté desquels il y a un * sont ceux des décrets ou arrêtés insérés seulement par extrait au Bulletin.

DATES des lois, décrets et arrêtés.	TITRES DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
	ACTES ANTÉRIEURS AU 2 ^e SEMESTRE DE 1850.		
22 Octob. 1849.	* DÉCRET qui autorise M. François Gustave à prendre à l'avenir le nom de <i>Lafontaine</i>	311	455
1 ^{er} Février 1850.	RÈGLEMENT sur la comptabilité des matières appartenant au département de l'agriculture et du commerce.....	290	102
5.	* DÉCRET qui autorise M. Rat à substituer à son nom celui de <i>Lecompte</i>	293	151
25 Mars.	DÉCRET qui proclame des brevets d'invention..	287	85
1 ^{er} Mai.	* DÉCRET qui étend la juridiction du commissaire central de police de Montpellier.....	306	405
14.	* DÉCRET qui étend la juridiction du commissaire de police de Thouars.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
17.	* DÉCRET qui étend la juridiction des commissaires de police ordinaires de Montpellier.	<i>Ibid.</i>	406
25.	* DÉCRET qui étend la juridiction du commissaire de police de Beauvais et supprime le commissariat de police de Servian.....	307	428
26.	* DÉCRET qui rétablit le commissariat de police de Meudon (Seine-et-Oise).....	<i>Ibid.</i>	429
30.	* DÉCRET portant rectification de la route départementale de l'Isère n° 7.....	305	406
<i>Idem.</i>	* DÉCRET qui classe une nouvelle route départementale dans l'Yonne.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
7 Juin.	* DÉCRET qui étend la juridiction du commis-		

DATES des lois, décrets et arrêtés.	TITRES DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
	saire de police de Béziers et celle du commissaire de police de Brignoles.....	310	448
11 Juin 1850.	* DÉCRET qui statue sur l'établissement de la station de Saint-Quentin.....	305	406
12.	* DÉCRET qui étend la juridiction du commissaire de police de Granville.....	310	448
13.	DÉCRET qui proclame des brevets d'invention..	304	325
Idem.	* DÉCRET qui statue sur diverses routes départementales de la Seine.....	305	407
15.	* DÉCRET qui autorise le sieur Larrien à ajouter à son nom celui de Estellé.....	312	462
22.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Troyes (Aube), d'un établissement de sœurs de la charité de Saint-Vincent-de-Paul.....	283	2
Idem.	* DÉCRET portant que M. de Mieulle est nommé directeur du comptoir de la banque de France à Angers.....	Ibid.	16
Idem.	* DÉCRET qui étend la juridiction du commissaire de police de Cherbourg.....	310	448
24.	* DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'exécution d'un pont suspendu sur la Vézère, à Vernéjou (Corrèze).....	285	26
26.	DÉCRET qui établit un conseil de prud'hommes à Cette.....	283	7
Idem.	DÉCRET qui établit un conseil de prud'hommes à Yvetot.....	Ibid.	8
Idem.	DÉCRET qui crée à Bastia deux places de courtier de marchandises, interprète et conducteur de navires.....	Ibid.	9
28.	DÉCRET qui modifie, en ce qui concerne le Laran (département des Basses-Pyrénées), le tableau joint à l'ordonnance du 10 juillet 1835, relative à la pêche fluviale.....	292	147
29.	DÉCRET qui autorise la fondation, dans chacune des communes de Perrogney et de Courcelles-en-Montagne (Haute-Marne), d'un établissement de sœurs de la Providence.....	283	10
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Paimpont (Ille-et-Vilaine), d'un établissement de sœurs de la charité de Saint-Louis.....	Ibid.	12

DATES des lois, décrets et arrêtés.	TITRES DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletin. s.	PAGES.
29 Juin 1850.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Rivière-le-Bois (Haute-Marne), d'un établissement de sœurs de la Providence.....	283	14
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Marigné (Maine-et-Loire), d'un établissement de sœurs de la Charité.....	289	85
30.	DÉCRET qui autorise la consolidation des bons du trésor délivrés à la caisse d'amortissement du 2 janvier au 30 juin 1850.....	293	149
SECOND SEMESTRE DE 1850.			
1 ^{er} Juillet.	Loi qui crée dans le département de la Drôme, arrondissement de Valence, une nouvelle commune dont le chef-lieu est fixé à Saint-Marcel	283	2
15 Mars, 13 Juin, 2 Juillet 1850.	Loi relative aux mauvais traitements exercés envers les animaux domestiques.....	Ibid.	1
3 Juillet.	Loi portant allocation de crédits pour Saint-Pierre-et-Miquelon, pour la Martinique et pour la Guadeloupe.....	284	17
Idem.	Loi qui ouvre un crédit extraordinaire pour l'installation de l'institut agronomique.....	Ibid.	18
4.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Pont-le-Voy (Loir-et-Cher), d'un établissement de sœurs de la Nativité-de-la-Sainte-Vierge.....	Ibid.	21
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Warnecourt (Ardenne), d'un établissement de sœurs de Sainte-Catherine.....	290	121
5 Octobre 1849,	Loi sur l'admission et l'avancement dans les fonctions publiques	284	19
27 Juin et 5 Juillet 1850.	Lois qui autorisent la ville de Besançon à contracter un emprunt et le département du Gard à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	20
5 Juillet.	DÉCRET qui ordonne la rectification d'une route départementale de la Loire.....	305	407
Idem.			

DATES des lois, décrets et arrêtés,	TITRES DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	numéros des Bulle- tins.	PAGES.
6 Juillet 1850.	DÉCRET qui crée une justice de paix à Saint-Cloud (Algérie).....	284	22
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la justice de paix établie à Guelma (Algérie) ressortira au tribunal de Bône.....	<i>Ibid.</i>	23
<i>Idem.</i>	LOI qui ouvre un crédit extraordinaire pour le paiement du subside consenti en faveur du Gouvernement oriental.....	286	29
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise la ville d'Orléans à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	30
<i>Idem.</i>	* DÉCRET portant prolongement et classement de deux routes départementales de la Gironde..	305	408
8.	DÉCRET qui raye du tableau de classement onze places de guerre ou postes militaires.....	285	25
<i>Idem.</i>	LOI qui ouvre un crédit extraordinaire pour dépenses relatives à l'exposition de Londres..	286	31
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise la ville de Beaune à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la vente des substances vénéneuses.....	288	76
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la banque de France à établir une succursale à Reunes.....	295	177
<i>Idem.</i>	* DÉCRET portant que M. Louis Petit est nommé directeur du comptoir d'escompte de la banque de France à Rennes.....	<i>Ibid.</i>	183
<i>Idem.</i>	* DÉCRET portant suppression d'un commissariat de police dans une commune.....	325	646
9.	LOI modificative de celles des 9 août 1847 et 23 mai 1848, qui ont autorisé le département de la Gironde à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	286	32
<i>Idem.</i>	* DÉCRET qui autorise le sieur Astaix (Joseph), à ajouter à son nom celui d'Ogier.....	307	429
17 Juin, 2 et 10 Juil. 1850.	LOI relative à la publicité des contrats de mariage.....	288	71

DATES des lois, décrets et arrêtés.	TITRES DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	Nombres des Bulle- tins.	Pages.
13 Juin, 2 et 10 Juill. 1850.	LOI relative à la concession des produits des ma- nufactures de Sèvres, des Gobelins et de Beauvais.....	288	72
14 Juin, 1 ^{er} et 10 Juill. 1850.	LOI concernant les petites salines des côtes de la Manche, le sel de troque et l'admission en France des sels étrangers.	288	74
10 Juillet.	LOI qui autorise le département de la Mayenne à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	Ibid.
17 Juin, 1 ^{er} et 10 Juill. 1850.	LOI relative à la concession de l'entreprise du transport des dépêches entre Marseille et la Corse.....	290	87
10 Juillet.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Saint-Cyr- le-Gravelais (Mayenne), d'un établissement de sœurs de la Charité.....	Ibid.	123
11.	LOI relative à la mise en état de siège de la Guadeloupe.....	285	25
Idem.	LOIS relatives à des emprunts et à des imposi- tions extraordinaires pour les départements d'Indre-et-Loire et du Morbihan.....	288	75
Idem.	DÉCRET qui fixe la cotisation à percevoir, pen- dant l'exercice 1850, sur les coupons, parts ou éclusées de bois de charpente, sciage et charronnage flottés, destinés à l'approvision- nement de Paris.....	295	178
Idem.	DÉCRET qui fixe la cotisation à percevoir, pen- dant l'exercice 1850, sur les trains de bois flotté destinés à l'approvisionnement de Paris.....	Ibid.	180
Idem.	* DÉCRET portant rectification de la côte de Ro- milly, sur la route nationale n° 19.....	305	408
Idem.	* DÉCRET fixant la direction de la route départe- mentale des Deux-Sèvres n° 5.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	* DÉCRET qui classe au rang des routes départe- mentales du Rhône, sous le n° 13, une par- tie délaissée de la route nationale n° 6....	Ibid.	409
Idem.	* DÉCRET déclarant d'utilité publique, pour la gare du chemin de fer de Montpellier à Cette, diverses parcelles de terre.....	Ibid.	Ibid.

DATES des lois, décrets et arrêtés.	TITRES DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Belle- tins.	PAGES.
13 Juillet 1850.	* DÉCRET qui proclame des brevets d'invention.	313	465
Idem.	DÉCRET qui proclame des cessions de brevets d'invention.....	315	525
Idem.	* DÉCRET portant création d'un nouveau commissariat de police à Marseille et extension de la juridiction des deux commissaires de police d'Elbeuf.....	325	646
8 Mars, 5 et 15 Juil.	LOI sur les sociétés de secours mutuels.....	290	99
16 Juillet.	RÈGLEMENT sur les vacations du Conseil d'état.	287	69
Idem.	LOI sur le cautionnement des journaux et le timbre des écrits périodiques et non périodiques.....	289	79
Idem.	LOI portant rectification de celle ci-dessus, sur le cautionnement des journaux et le timbre des écrits périodiques.....	291	125
17.	DÉCRET relatif à la promulgation du traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu le 8 mars 1848, entre la France et la république de Guatemala.....	292	133
19.	LOI qui rétablit au budget du ministère des travaux publics, exercice 1850, des portions de crédits restées sans emploi sur les exercices antérieurs.....	295	169
17 Juin, 5 et 20 Juil.	LOI relative à l'emploi du crédit de cinq millions ouvert, par la loi du 19 mai 1849, pour les colonies agricoles de l'Algérie.....	Ibid.	173
20 Juillet.	LOI qui créent trois nouvelles communes dans les départements de l'Ardèche, d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan.....	Ibid.	175
21.	DÉCRET qui supprime deux escadrons de guides.	Ibid.	182
22.	LOI relative aux défrichements des bois.....	293	149
Idem.	* DÉCRET portant rectification de la route départementale n° 7 des Bouches-du-Rhône.....	305	409
Idem.	* DÉCRET qui classe, au nombre des routes départementales des Basses-Pyrénées, sous le		

DATES des lois, décrets et arrêtés.	TITRES DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletin.	SÉQU.
	n° 20, le chemin vicinal de grande communication n° 18.....	305	410
22 Juillet 1850.	* DÉCRET qui prolonge la route départementale du Pas-de-Calais n° 11.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	* DÉCRET qui décline, des routes départementales du Jura, la route de Poligny à Sallières.	307	429
<i>Idem.</i>	* DÉCRET portant création d'un commissariat de police dans une commune.....	325	646
23.	DÉCRET qui affecte la citadelle de Belle-Ile-en-Mer aux condamnés à la peine de la détention, et aux individus condamnés à la déportation, pour crimes commis antérieurement à la promulgation de la loi du 8 juin 1850.	295	182
24.	DÉCRET portant répartition du crédit accordé, par la loi du 15 mai 1850, pour les dépenses classées au budget du département des finances, exercice 1850.....	294	153
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui prescrit le transfert du lazaret et de l'intendance de Marseille aux îles du Frioul.....	299	211
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que les provenances des pays où règne le choléra pourront être soumises, dans les ports de la Méditerranée, à une quarantaine d'observation de trois à cinq jours.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
25.	Loi qui ouvre un crédit extraordinaire, sur l'exercice 1850, pour l'entretien du haras de Saint-Cloud.....	296	185
<i>Idem.</i>	* DÉCRET qui autorise le sieur <i>Humbert (Henry)</i> à ajouter à son nom celui de <i>Harmand</i>	307	429
<i>Idem.</i>	* DÉCRET qui statue sur la route départementale n° 11, de Tours à Guéret.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
3, 17 et 26 Juill. 1850.	Loi qui approuve un échange d'immeubles entre l'État et M. <i>Pinta</i> père, dans le département du Pas-de-Calais.....	296	186
<i>Idem.</i>	Loi relative au majorat de M. de <i>Rovigo</i>	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
26 Juill.	Lois qui autorisent le département de la Charente à s'imposer extraordinairement, et la ville de Calais à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	187
		<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>

DATES des lois, décrets et arrêtés.	TITRES DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
27 Juillet 1850.	DÉCRET pour l'exécution de la loi du 5 juin 1850, sur le timbre des effets de commerce, etc.....	297	191
Idem.	DÉCRET pour l'exécution du titre II de la loi du 16 juillet 1850, sur le timbre des effets périodiques et non périodiques.....	Ibid.	193
Idem.	LOIS relatives à des impositions extraordinaires et à des emprunts pour les départements des Ardennes, de la Manche, de la Haute-Marne et des Deux-Sèvres.....	299	204
Idem.	DÉCRET portant répartition des crédits ouverts par la loi du 15 mai 1850, pour les dépenses du ministère de la guerre (exercice 1850).	301	257
29.	DÉCRET qui modifie les droits à l'importation des tourteaux de graines oléagineuses.....	297	196
Idem.	LOIS qui autorisent les départements de l'Aube et de l'Oise à s'imposer extraordinairement, et la ville de Beaune à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement....	299	206
Idem.	LOI relative à un changement de circonscription territoriale.....	Ibid.	207
Idem.	LOI portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1851.....	300	217
Idem.	RÈGLEMENT d'administration publique pour l'exécution de la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement.....	305	373
Idem.	DÉCRET qui nomme les membres de la section permanente du conseil supérieur de l'instruction publique.....	Ibid.	384
Idem.	* DÉCRET portant suppression d'un commissariat de police dans une commune.....	315	646
Idem.	* DÉCRET portant extension de la juridiction de divers commissaires de police dans six communes, et création d'un nouveau commissaire de police à Besançon.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	* DÉCRET portant création de commissaires de police dans deux communes.....	Ibid.	647

DATES des lois, décrets et arrêtés.	TITRES DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
29 Juillet 1850.	* DÉCRET portant création d'un commissariat central de police à Tours.....	325	647
30.	Loi sur la police des théâtres.....	298	197
<i>Idem.</i>	Loi qui modifie le deuxième paragraphe de l'article 9 de la loi du 30 avril 1849, relative à l'indemnité coloniale.....	<i>Ibid.</i>	198
<i>Idem.</i>	Loi portant allocation de crédits additionnels au budget de 1850, pour couvrir les dépenses faites avant les réductions prononcées par la loi de finances du 15 mai 1850.....	299	201
<i>Idem.</i>	Lois qui autorisent la ville de Bayonne à contracter un emprunt, et les départements des Pyrénées-Orientales et de la Seine à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	208
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant convocation des conseils généraux et des conseils d'arrondissement.....	<i>Ibid.</i>	212
31.	TABLEAU du prix moyen de l'hectolitre de froment, pour servir de régulateur aux droits d'importation et d'exportation des grains et farines, conformément aux lois des 15 avril 1831 et 26 avril 1833.....	297	189
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la taxe postale des journaux et autres imprimés échangés entre la France et les pays étrangers.....	299	213
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui détermine la tolérance du poids des pièces de vingt centimes.....	301	367
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme trois membres du conseil supérieur de l'instruction publique.....	305	385
<i>Idem.</i>	* DÉCRET portant création, à Paris, de six emplois de commissaires de police pour les matières d'or et d'argent.....	325	647
1 ^{er} Août 1850.	Loi qui autorise la ville de Lorient à contracter un emprunt.....	299	209
<i>Idem.</i>	Loi relative à un changement de circonscription territoriale.....	<i>Ibid.</i>	210
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Montigny-le-Gannelon (Eure-et-Loir), d'un établissement de sœurs de la Providence.....	<i>Ibid.</i>	213

DATES des Lois, décrets et arrêtés.	TITRES DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
1 ^{er} Août 1850.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Ruillé-le-Gravelais (Mayenne), d'un établissement de sœurs de la Providence.....	380	247
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui statue sur l'établissement d'un pont à Brécy-Brières (Ardennes).....	305	410
2.	Lois qui autorisent les départements de l'Aube et du Pas-de-Calais à s'imposer extraordinairement.....	301	254
<i>Idem.</i>	Loi relative à un changement de circonscription territoriale.....	<i>Ibid.</i>	255
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui classe la citadelle du Pont-Saint-Esprit comme place de guerre de la seconde série.....	302	275
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Lanty (Haute-Marne), d'un établissement de sœurs de la Providence.....	304	368
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Beaumont-sur-Vingeanne (Côte-d'Or), d'un établissement de sœurs de la Providence.....	305	385
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Calonne-sur-la-Lys (Pas-de-Calais), d'un établissement de deux sœurs hospitalières de la Providence.....	<i>Ibid.</i>	387
<i>Idem.</i>	* DÉCRETS divers portant extension de la juridiction des commissaires de police de deux communes.....	325	647
4.	DÉCRET relatif aux provenances des pays où règne la fièvre jaune.....	304	370
13 Juin, 3 Juillet, 5 Août 1850.	Loi sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus.....	301	249
5 Août.	Loi qui ouvre un crédit pour les indemnités de terrain dues à raison de l'exécution de canaux latéraux à la Marne et à la haute Seine.	<i>Ibid.</i>	253
17, 26 Juil. et 5 Août 1850.	Loi qui approuve un échange d'immeubles entre l'État et M. Montier, dans le département de l'Eure.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>

DATES des lois, décrets et arrêtés.	TITRES DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Belle- tins.	PAGES.
5 Août 1850.	Loi qui crée, dans le département de l'Aveyron, une nouvelle commune, dont le chef-lieu est fixé à Saujac.....	301	256
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme le vice-président et le secrétaire du conseil supérieur de l'instruction publique pour l'année 1850-1851.....	305	389
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie l'article 2 du décret du 23 mai 1850, portant répartition des inspecteurs d'académie entre les départements.	<i>Ibid.</i>	390
6.	DÉCRET qui charge M. Baroche de l'intérim du ministère de la justice, pendant l'absence de M. Rouher.....	299	216
<i>Idem.</i>	Loi qui supprime la commune de Saint-Pierre-de-Surgères (Charente-Inférieure).....	301	256
<i>Idem.</i>	Loi qui fait cesser le cours forcé des billets de la banque de France.....	302	265
<i>Idem.</i>	Loi qui modifie les clauses et conditions de la concession des chemins de fer de Tours à Nantes et d'Orléans à Bordeaux.....	<i>Ibid.</i>	266
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre un crédit extraordinaire pour les dépenses qu'a entraînées la tenue du conseil général de l'agriculture, du commerce et des manufactures.....	<i>Ibid.</i>	269
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre des crédits extraordinaires pour les dépenses du matériel de l'administration centrale de l'instruction publique, et pour frais d'impression.....	<i>Ibid.</i>	270
<i>Idem.</i>	Lois relatives à des emprunts et à des impositions extraordinaires pour les villes d'Alby et de Fontenay, et pour les communes de Bati-gnolles et de Neuilly.....	<i>Ibid.</i>	271
7.	Loi sur la presse dans les colonies.....	302	273
<i>Idem.</i>	Loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1851.....	303	277
<i>Idem.</i>	Loi relative à l'imputation des dépenses auxquelles donne lieu l'exécution des diverses lois électorales.....	<i>Ibid.</i>	308

DATES des lois, Décrets et arrêtés.	TITRES DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
7 Août 1850.	Loi portant prorogation des lois des 25 juin 1841 et 24 août 1848, qui accordent des primes d'encouragement pour la pêche de la morue, de la baleine et du cachalot.....	303	309
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre des crédits supplémentaires pour le service du conseil d'état et pour le service de la justice en Algérie.....	<i>Ibid.</i>	310
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre des crédits pour le service de la Légion d'honneur et pour celui de l'Impri- merie nationale.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre des crédits pour les dépenses re- latives à la conservation du mobilier national.	<i>Ibid.</i>	311
<i>Idem.</i>	Loi relative aux travaux de restauration et d'agrandissement des bâtiments du Conser- vatoire des arts et métiers.....	<i>Ibid.</i>	313
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre un crédit extraordinaire pour les travaux d'usine de la manufacture nationale de Sèvres.....	<i>Ibid.</i>	314
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre un crédit extraordinaire pour la réparation des dégâts causés à l'île de la Réunion, par l'ouragan du 28 février 1850 et jours suivants, et pour secours alimen- taires.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui reporte à l'exercice 1850 des crédits non employés en 1849, pour les travaux du fort Boyard et le curage de la petite rade de Toulon.....	<i>Ibid.</i>	315
<i>Idem.</i>	Lois qui ouvrent des crédits au département de la marine et des colonies pour des créances appartenant à des exercices clos et à des exer- cices périmés.....	<i>Ibid.</i>	316
<i>Idem.</i>	Loi relative à des crédits pour différents ser- vices du ministère des finances.....	<i>Ibid.</i>	319
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre un crédit supplémentaire pour le service des douanes.....	<i>Ibid.</i>	320
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre un crédit pour les dépenses des paquebots-postes de la Méditerranée sur les lignes du Levant et des côtes de l'Italie....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>

DATES des lois, décrets et arrêtés.	TITRES DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
7 Août 1850.	Loi qui ouvre un crédit extraordinaire pour indemnité de suspension de péage sur le pont de la Roche-de-Glun (Drôme).....	303	321
<i>Idem.</i>	Lois relatives à des emprunts pour le département de la Haute-Garonne et pour la ville de Nancy.....	<i>Ibid.</i>	322
<i>Idem.</i>	Lois qui créent deux nouvelles communes dans les départements du Morbihan et de Seine-et-Oise.....	<i>Ibid.</i>	323
<i>Idem.</i>	DéCRET portant répartition du fonds commun affecté aux dépenses ordinaires des départements, pendant l'exercice 1851.....	304	370
14 Juin, 2 Juillet et 7 août 1850.	Loi sur le timbre et l'enregistrement des actes concernant les conseils de prud'hommes...	303	307
7 Août.	DéCRET concernant l'école française d'Athènes.	305	390
9.	* DÉCRET qui autorise l'ouverture d'une route départementale entre Béthune et Armentières.....	312	462
11.	DéCRET qui modifie l'ordonnance du 31 mai 1838, sur la comptabilité publique, en ce qui concerne la durée des exercices.....	305	392
<i>Idem.</i>	DéCRET qui classe les forts de Marseille dans la seconde série des places de guerre.....	<i>Ibid.</i>	394
<i>Idem.</i>	DéCRET portant nouvelle organisation de l'école spéciale militaire.....	<i>Ibid.</i>	395
<i>Idem.</i>	* DÉCRETS divers portant extension de la juridiction des commissaires de police de deux communes.....	325	647
12.	DéCRET qui accorde à la ville d'Avignon un entrepôt réel de douanes.....	305	404
<i>Idem.</i>	* DÉCRET qui autorise M. <i>Warnier de Wailly</i> à ajouter à son nom celui de <i>de Wandonne</i> ...	312	462
15.	DéCRET qui ouvre un crédit extraordinaire pour l'emprunt grec.....	305	405
19.	DéCRET qui charge M. <i>Rouher</i> de l'intérim du ministère des finances, pendant l'absence de M. <i>Fould</i>	306	415

DATES des lois, décrets et arrêtés.	TITRES DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
22 Août 1850.	DÉCRET relatif aux vacances de la Cour des comptes pour l'année 1850.....	306	415
23.	* DÉCRET qui autorise l'exécution d'une route départementale de Perros à Lorient.	312	463
<i>Idem.</i>	* DÉCRET qui classe une nouvelle route départe- mentale sous le n° 22, dans le Pas-de-Calais.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	* DÉCRET qui classe deux nouvelles routes dé- partementales dans l'Oise, sous les n° 29 et 30.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
29.	DÉCRET relatif aux pensions de retraite des fonctionnaires de l'instruction publique. ...	308	433
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui élève le lycée de Lille à la seconde classe.	<i>Ibid.</i>	434
30.	DÉCRET portant répartition du crédit accordé, par la loi du 29 juillet 1850, pour les dé- penses de la justice pendant l'année 1851..	307	417
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit supplémentaire pour dégrèvements sur la taxe des biens de mainmorte.....	<i>Ibid.</i>	420
<i>Idem.</i>	* DÉCRET qui statue sur la construction d'un pont à Clairoux (Oise).....	<i>Ibid.</i>	430
31.	TABLEAU du prix moyen de l'hectolitre de fro- ment, pour servir de régulateur aux droits d'importation et d'exportation des grains et farines.	306	413
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui rapporte, en ce qui concerne la cité de Carcassonne, le décret du 8 juillet 1850, par lequel plusieurs places de guerre ou postes militaires ont été rayés du tableau de classement.	307	421
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui retranche la ville de Carentan du nombre des postes militaires.	<i>Ibid.</i>	422
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie la dénomination de deux chaires de chimie instituées au Muséum d'histoire naturelle.	308	435
<i>Idem.</i>	* DÉCRET qui autorise le département de la Manche à fonder trois bourses entières dans le collège de Cherbourg.....	<i>Ibid.</i>	439

DATES des lois, décrets et arrêtés.	TITRES DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NOMBRES des Bulletin.	PAGES.
1 ^{er} Sept. 1850.	DÉCRET qui déclare vacante la chaire de M. Libri au collège de France.....	308	436
Idem.	DÉCRET qui déclare vacant le siège de M. Libri à l'académie des sciences.....	Ibid.	437
Idem.	DÉCRET relatif à l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du commerce..	324	629
2.	DÉCRET qui détermine les formes suivant les- quelles la compagnie du chemin de fer de Marseille à Avignon sera tenue de faire, vis- à-vis de l'État, les justifications prescrites par l'article 5 de la loi du 19 novembre 1849..	307	422
Idem.	ARRÊTÉ qui ouvre un crédit pour l'appropriation de diverses localités du Palais-National au service de l'exposition de peinture et de sculpture en 1850.....	Ibid.	427
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Pouillé (Vendée), d'un établissement de filles de la Sagesse.....	308	437
Idem.	DÉCRET qui approuve les statuts de la commu- nauté des religieuses franciscaines de Notre- Dame-des-Anges, établie à Tourcoing (Nord).	312	457
Idem.	DÉCRET portant autorisation de la communauté des religieuses franciscaines de Notre-Dame- des-Anges, établie à Tourcoing (Nord)....	Ibid.	458
Idem.	DÉCRET qui charge M. Baroche de l'intérim du ministère de l'instruction publique et des cultes, pendant l'absence de M. de Parieu..	320	600
3.	DÉCRET qui ouvre le bureau de douane de Fraüenberg (Moselle) à l'entrée et au transit de la librairie en langues mortes et étran- gères.....	307	428
8.	DÉCRET qui charge M. Rouher des fonctions de ministre des travaux publics, pendant l'ab- sence de M. Bineau.....	308	439
10.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Plélo (Côtes-du-Nord) d'un établissement de filles du Saint-Esprit.....	310	445

DATES des lois, décrets et arrêtés.	TITRES DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletin. s.	PAGES.
13 Sept. 1850.	DÉCRET qui ouvre un crédit extraordinaire pour le service de la justice en Algérie.....	309	441
14.	* DÉCRET qui fixe à quatorze le nombre des avoués près la cour d'appel de Bordeaux....	<i>Ibid.</i>	443
15.	DÉCRET qui fait cesser l'intérim du ministère des finances.....	312	458
16.	DÉCRET portant que les courtiers de marchandises, interprètes et conducteurs de navires, à Toulon, pourront être autorisés à exercer avec ces fonctions celles d'agent de change..	310	447
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie la composition du conseil de prud'hommes de Troyes.....	311	451
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie la composition du conseil de prud'hommes de Flers (Orne).....	<i>Ibid.</i>	452
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui dissout le conseil de prud'hommes établi à Marseille.....	<i>Ibid.</i>	453
18.	ARRÊTÉ qui accorde au ministre des affaires étrangères des crédits supplémentaires sur les exercices 1849 et 1850.....	309	442
19.	DÉCRET sur l'organisation du dépôt de la guerre.....	311	454
20.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1850 la portion de l'indemnité coloniale de six millions de francs qui n'aura pas été employée à l'époque de la clôture de l'exercice 1849.....	314	513
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au département de la marine et des colonies, sur l'exercice 1849, un crédit extraordinaire applicable au chapitre des hôpitaux.....	<i>Ibid.</i>	514
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant répartition des crédits accordés au département de la marine et des colonies pour le service de l'exercice 1850.....	316	541
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant répartition des crédits accordés au département de la marine et des colonies pour le service de l'exercice 1851.....	<i>Ibid.</i>	553
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fait cesser l'intérim du ministère de l'instruction publique et des cultes.....	310	600

AUTRES des lois, décrets et arrêtés.	TITRES DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
25 Sept. 1850.	DÉCRET portant prorogation du tarif des droits de navigation perçus sur les canaux de Berry et latéral à la Loire, de Digoin à Briare....	312	459
26.	* DÉCRET qui statue sur l'élargissement de la route départementale n° 10 de Seine-et-Marne....	318	570
27.	DÉCRET qui fait cesser l'intérim du ministère des travaux publics.....	312	459
28.	DÉCRET qui réunit la communauté des religieuses Ursulines de Bressuire (Deux-Sèvres) à la congrégation des sœurs de la Sagesse de Saint-Laurent-sur-Sèvre (Vendée) et autorise la fondation, à Bressuire, d'un établissement de sœurs de la Sagesse.....	<i>Ibid.</i>	460
29.	DÉCRET relatif à la taxe des défrichements de bois, établie par le décret du 2 mai 1848, et supprimée par la loi du 22 juillet 1850..	314	515
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe les prix de vente des poudres de mine et de commerce extérieur.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe le prix des poudres de chasse que la régie des contributions indirectes vendra à charge d'exportation.....	<i>Ibid.</i>	516
<i>Idem.</i>	* DÉCRET portant tarif des droits de péage du passage d'eau dit de l'île Durand, sur la Loire.....	<i>Ibid.</i>	523
<i>Idem.</i>	* DÉCRET qui fixe le tarif des droits de péage sur le bac de Montey-Notre-Dame (Ardennes).	315	539
<i>Idem.</i>	* DÉCRET qui approuve le tarif des droits de péage dans la commune de Saint-Léger-aux-Bois, sur l'Oise.....	320	602
30.	TABLEAU du prix moyen de l'hectolitre de froment, pour servir de régulateur aux droits d'importation et d'exportation des grains et farines.....	311	449
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit de neuf mille deux cent quarante-quatre francs, représentant le versement fait au trésor par la ville de Paris, pour la construction d'un trottoir devant le palais de l'Institut.....	314	517

DATES des lois, décrets et arrêtés.	TITRES DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
30 Sept. 1850.	DÉCRET qui supprime la taxe établie sur le thé, à l'octroi de Paris, par le décret du 31 décembre 1849	316	563
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte aux exercices 1850. et 1851 des portions du crédit ouvert, par la loi du 15 novembre 1849, sur les exercices 1849 et 1850, pour les dépenses de la liquidation de l'indemnité accordée aux colons.....	322	621
1 ^{er} Octob.	DÉCRET relatif à la contribution spéciale à percevoir, en 1850, pour les dépenses des chambres et bourses de commerce d'Arras, de Boulogne, d'Honfleur, du Havre, de Saint-Omer et de Toulouse.....	314	518
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'admission aux fonctions d'instituteurs publics des élèves des écoles normales primaires et des maisons du noviciat régulièrement autorisées qui n'auraient pas encore atteint leur vingt et unième année..	320	581
7.	DÉCRET qui autorise la fondation, à la Cropte (Mayenne), d'un établissement de sœurs de la Charité.....	314	519
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation de deux établissements de sœurs de la Présentation de Marie, l'un à Roujan (Hérault) et l'autre à Pouzolles (même département).....	<i>Ibid.</i>	521
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant nouvelle organisation du corps de l'intendance militaire.....	315	534
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit extraordinaire pour l'acquisition de tableaux et dessins faisant partie de la collection du feu roi de Hollande, et destinés au Musée du Louvre.....	318	569
<i>Idem.</i>	* DÉCRET qui statue sur l'élargissement du pont de Gasquet, sur l'Hérault.....	<i>Ibid.</i>	571
<i>Idem.</i>	DÉCRET pour l'exécution de la loi du 15 mars 1850, en ce qui concerne l'enseignement primaire.....	320	582
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit supplémentaire pour les traitements éventuels des professeurs des facultés des sciences et des lettres.	321	607

DATES des lois, décrets et arrêtés.	TITRES DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
8 Octobre 1850.	DÉCRET portant prorogation de la réunion du conseil d'arrondissement de Sceaux.....	314	522
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant convocation des collèges électoraux du département du Nord.....	315	538
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Marvejols (Lozère), d'un établissement de sœurs de Saint-Joseph, dites du Bon-Pasteur.....	319	573
9.	DÉCRET qui réduit le droit établi à la sortie des ouvrages en fonte.....	315	539
10.	DÉCRET qui crée un adjoint spécial à Malzieu-Forain (Lozère).....	317	567
11.	DÉCRET portant distribution partielle de la seconde réserve faite sur la répartition du fonds commun affecté aux dépenses ordinaires des départements pendant l'exercice 1850.....	321	607
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant distribution de la réserve faite sur la répartition du fonds commun affecté aux travaux de construction des édifices départementaux d'intérêt général, et aux ouvrages d'art sur les routes départementales, pendant l'exercice 1850.....	<i>Ibid.</i>	609
13.	DÉCRET qui ouvre le bureau de Bailleul (Nord) à l'importation et à l'exportation des grains et farines.....	319	575
14.	DÉCRET qui ouvre un crédit supplémentaire pour les frais d'établissement de bulles et d'informations des cardinaux, archevêques et évêques.....	<i>Ibid.</i>	576
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des cultes (service des cultes) un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au budget de la Légion d'honneur un crédit supplémentaire sur l'exercice 1850.....	324	631
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui statue sur une rectification de la route nationale n° 182, de Mantès à Rouen.	<i>Ibid.</i>	635

DATES des lois, décrets et arrêtés.	TITRES DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
15 Octobre 1850.	DÉCRET qui accorde un crédit extraordinaire pour le paiement, pendant le second semestre de 1850, du subside consenti en faveur du Gouvernement oriental.....	317	565
<i>Idem.</i>	* DÉCRET qui fixe le nombre des huissiers du tribunal de Bar-sur-Seine.....	318	571
16.	DÉCRET portant que la cour d'assises de la Seine sera divisée en quatre sections pendant les mois de novembre et de décembre 1850...	317	566
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe les heures d'ouverture et de fermeture de plusieurs bureaux de douane..	318	569
<i>Idem.</i>	DÉCRET sur l'avancement dans le corps du génie.....	319	579
<i>Idem.</i>	* DÉCRET qui crée un adjoint au maire dans la commune de la Chapelle-Basse-Mer (Loire-Inférieure).....	321	618
18.	DÉCRET qui approuve la convention passée, le 16 octobre 1850, entre le ministre des travaux publics et la compagnie du chemin de fer de Tours à Nantes.....	320	589
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la convention passée, le 16 octobre 1850, entre le ministre des travaux publics et la compagnie du chemin de fer d'Orléans à Bordeaux.....	<i>Ibid.</i>	594
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant répartition du crédit accordé, par la loi du 29 juillet 1850, pour les dépenses du ministère de la guerre en 1851..	321	610
21.	DÉCRET portant prorogation de la chambre temporaire de la cour d'appel de Paris....	319	579
22.	DÉCRET qui nomme M. le général de Schramm ministre de la guerre.....	320	601
25.	* DÉCRET qui autorise M. Querieux-Prigny à ajouter à son nom celui de Linois.....	324	636
28.	DÉCRET sur l'élection du président du conseil de discipline de l'ordre des avocats au Conseil d'état et à la Cour de cassation.....	320	601
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant convocation des collèges électoraux du département du Cher.....	322	623

DATES des lois, décrets et arrêtés.	TITRES DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
28 Octobre 1850.	DÉCRET qui fixe les heures d'ouverture et de fermeture de quatre bureaux de douane....	312	623
29.	DÉCRET qui approuve le tarif des droits de péage sur le bac de Rhinau (Bas-Rhin).....	326	654
31.	TABLEAU du prix moyen de l'hectolitre de froment, pour servir de régulateur aux droits d'importation et d'exportation des grains et farines.....	311	605
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux cautionnements de divers agents comptables et non comptables ressortissant au ministère des finances.....	323	625
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Ballée (Mayenne), d'un établissement de sœurs de la Charité.....	314	633
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1850, un crédit extraordinaire pour les dépenses relatives à l'exécution des lois des 5 juin et 16 juillet 1850, sur le timbre.....	315	638
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances un crédit supplémentaire sur l'exercice 1850..	<i>Ibid.</i>	639
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux dégrèvements prononcés pour les cotes irrécouvrables comprises aux rôles des contributions directes.....	<i>Ibid.</i>	640
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ajoute le bureau de douanes de Saint-Blaise (Ain) à ceux qui ont été précédemment désignés pour constater la sortie des ouvrages d'or et d'argent.....	<i>Ibid.</i>	642
4 Nov.	DÉCRET relatif à la vente des dépouilles de chevaux morts ou abattus, provenant des corps de cavalerie et des dépôts de remonte.....	314	635
6.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1850 une portion du crédit ouvert, sur l'exercice 1849, pour les dépenses des colonies agricoles en Algérie.....	315	642
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit extraordinaire pour les frais relatifs à l'institution d'évêchés dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.....	317	659

DATES des lois, décrets et arrêtés.	TITRES DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
7 Nov. 1850.	* DÉCRET qui autorise la fondation de deux bourses entières dans le lycée de Bastia (Corse).....	336	765
8.	* DÉCRET qui autorise la prise de possession, par le chemin de fer de Strasbourg, de divers terrains.....	Ibid.	766
Idem.	* DÉCRET qui statue sur le même objet.....	Ibid.	Ibid.
10.	DÉCRET qui appelle à l'activité les quinze cents jeunes soldats de la classe de 1849 affectés à l'armée de mer.....	325	643
11.	DÉCRET relatif aux dépêches non contre-signées adressées à des fonctionnaires, qui auront été refusées à cause de la taxe, et dont les destinataires n'auront pas requis l'ouverture.....	326	650
Idem.	* DÉCRET qui autorise la ville d'Auch à convertir des bourses d'internat, dans son lycée, en bourses d'externat.....	336	666
12.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Château-Thierry, d'un établissement de sœurs de Notre-Dame-de-Bon-Secours.....	325	644
Idem.	DÉCRET qui autorise l'établissement d'une ligne télégraphique électrique entre Nantes, Paimbœuf, Saint-Nazaire et le Croisic, pour la transmission des dépêches exclusivement relatives au commerce maritime.....	327	660
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Saint-Fraigne (Charente), d'un établissement de sœurs de Sainte-Anne, dites de la Providence.	Ibid.	664
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Lavenay (Sarthe), d'un établissement de sœurs de la Charité.....	Ibid.	665
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, dans la commune de Bignon (Mayenne), d'un établissement de sœurs de la Charité.....	Ibid.	667
Idem.	* DÉCRET qui classe au rang de route départementale un chemin vicinal dans les Pyrénées-Orientales.....	336	766
13.	Loi qui ouvre un crédit extraordinaire pour secours aux établissements de bienfaisance..	325	637

DATES des lois, décrets et arrêtés.	TITRES DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NOMINOS des Bulle- tins.	PAGES.
13 Nov. 1850.	LOI qui ouvre un crédit extraordinaire appli- cable aux dépenses nécessaires à l'exécution de la loi du 18 juin 1850, sur la caisse des retraites ou rentes viagères pour la vieillesse.	325	637
14.	DÉCRET qui lève le séquestre mis sur le chemin de fer de Paris à Sceaux.....	327	669
16.	DÉCRET qui appelle à l'activité quarante mille jeunes soldats de la classe de 1849.....	326	651
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que les premier et deuxième escadrons des guides seront fondus en un seul.....	<i>Ibid.</i>	652
18.	LOI qui autorise la prorogation de la convention conclue, le 1 ^{er} mai 1850, entre la France et la Sardaigne.....	<i>Ibid.</i>	649
<i>Idem.</i>	LOI qui ouvre un crédit pour frais de répara- tions, d'installation et d'ameublement des galeries publiques du Conservatoire des arts et métiers.....	<i>Ibid.</i>	650
20.	DÉCRET qui fixe les heures d'ouverture et de fermeture de quatre bureaux de douane....	<i>Ibid.</i>	653
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie le tarif des graines oléagi- neuses à l'importation.....	<i>Ibid.</i>	654
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Préve- ranges (Cher), d'un établissement de sœurs de la Charité.....	327	670
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Quincieux (Rhône), d'un établissement de sœurs de Saint-Charles.....	330	690
23.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Trosly-Leire (Aisne), d'un établissement de sœurs de l'En- fant-Jésus.....	<i>Ibid.</i>	692
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Montheron (Haute-Garonne), d'un établissement de filles de la Croix, dites <i>Sœurs de Saint-André</i>	<i>Ibid.</i>	694
15 Mars, 14 Juin et 25 Nov. 1850.	LOI relative aux comptes rendus des travaux des mines, des ponts et chaussées et des bâ- timents civils.....	327	657

DATES des lois, décrets et arrêtés.	TITRES DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
25 Nov. 1850.	LOI qui ouvre un crédit supplémentaire pour le service des postes.....	327	658
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui établit un conseil de prud'hommes à Toulouse.....	330	696
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui convertit en une chaire de botanique et d'histoire naturelle médicale la chaire de botanique de la faculté de médecine de Montpellier.....	336	756
26.	* DÉCRET portant approbation d'un tarif pour la perception des droits au passage d'eau de Vieux-Port sur la Seine.....	334	744
27.	DÉCRET portant prorogation de la chambre temporaire du tribunal de première instance de Besançon.....	328	675
13, 21 et 27 Nov. 1850.	LOI relative à la convention d'extradition conclue, le 28 avril 1850, entre la France et la Saxe.....	329	677
<i>Idem.</i>	LOI qui approuve un échange d'immeubles conclu entre l'État et les communes de la vallée de Barèges.....	<i>Ibid.</i>	680
<i>Idem.</i>	LOI qui approuve un échange d'immeubles conclu entre l'État et l'hospice civil de Grenoble.....	<i>Ibid.</i>	681
<i>Idem.</i>	LOI qui approuve un échange d'immeubles entre l'État et les hospices de Douai.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
27 Nov.	* DÉCRET qui statue sur la rectification d'une route départementale dans l'Ardèche.....	336	767
<i>Idem.</i>	* DÉCRET qui statue sur la rectification d'une route départementale dans la Loire.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	* DÉCRET qui statue sur les numéros et les dénominations de vingt-six routes départementales du Gard.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
28.	LOI qui autorise le département d'Eure-et-Loir à s'imposer extraordinairement.....	329	682
<i>Idem.</i>	LOIS relatives à des changements de circonscriptions territoriales.....	<i>Ibid.</i>	683

DATES des lois, décrets et arrêtés.	TITRES DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
28 Nov. 1850.	Décret portant convocation du conseil général du département de la Sarthe.....	333	732
3 Juill., 18 et 29 Nov. 1850.	Loi sur la correspondance télégraphique privée.	330	685
30 Nov.	TABLEAU du prix moyen de l'hectolitre de froment, pour servir de régulateur aux droits d'importation et d'exportation des grains et farines.....	328	673
2 Juillet et 30 Nov. 1850.	Loi qui apporte des modifications au mode de recrutement du corps des ingénieurs des ponts et chaussées.....	330	687
30 Nov.	Loi relative à un changement de circonscription territoriale.....	<i>Ibid.</i>	689
2 Déc.	Loi qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1850, des crédits extraordinaires montant à la somme de douze millions trois cent soixante et douze mille huit cent quarante francs.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret qui modifie la composition du conseil de prud'hommes de Tourcoing.....	331	701
<i>Idem.</i>	Décret qui modifie la composition du conseil de prud'hommes d'Évreux.....	<i>Ibid.</i>	702
<i>Idem.</i>	Décret qui modifie la composition du conseil de prud'hommes de Villefranche (Rhône)..	<i>Ibid.</i>	703
<i>Idem.</i>	Décret qui modifie la composition du conseil de prud'hommes de Saint-Quentin.....	<i>Ibid.</i>	704
<i>Idem.</i>	Décret relatif au comité consultatif d'hygiène publique.....	334	741
3.	Décret portant répartition du crédit accordé, sur l'exercice 1851, par la loi du 29 juillet 1850, pour les dépenses classées au budget du département des finances.....	332	707
4.	Loi portant approbation du décret du 15 octobre 1850, qui a ouvert un crédit extraordinaire pour le paiement du subside consenti en faveur du Gouvernement oriental.....	331	699

DATES des lois, décrets et arrêtés.	TITRES DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
4 Déc. 1850.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1850 une por- tion du crédit ouvert sur l'exercice 1849, pour l'achèvement des bâtiments de la cour d'ap- pel de Lyon	333	732
5.	Loi portant allocation d'un crédit extraordinaire de huit millions quatre cent soixante mille francs, pour dépenses non prévues aux bud- gets de 1850 et 1851. (Ministère de la guerre.)	331	700
Idem.	DÉCRET qui établit à Montereau-Faut-Yonne (Seine-et-Marne), une chambre consultative des arts et manufactures.	Ibid.	705
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Villematier, commune de Villemur (Haute-Garonne), d'un établissement de filles de la Croix, dites <i>Sœurs de Saint-André</i>	334	741
Idem.	DÉCRET sur les conditions auxquelles les étran- gers peuvent être admis à enseigner en France.	336	757
15, 22 Nov. et 6 Déc. 1850.	Loi relative au désaveu de paternité en cas de séparation de corps.	333	723
18, 27 Nov. et 6 Déc. 1850.	Loi concernant les registres tenus aux colonies par les curés et desservants, pour constater les naissances, mariages et décès des per- sonnes non libres, antérieurement au décret d'abolition de l'esclavage.	Ibid.	724
15, 27 Nov. et 6 Déc. 1850.	Loi sur la procédure relative au partage des terres vaines et vagues, dans cinq départe- ments composant l'ancienne province de Bretagne.	Ibid.	Ibid.
6 Déc.	DÉCRET portant nomination de membres de la commission chargée de l'examen de toutes les questions relatives à la caisse des retraites ou rentes viagères pour la vieillesse.	335	748
21, 29 Nov. et 7 Déc. 1850.	Loi relative à la promulgation du Code de com- merce dans les colonies.	331	735
7 Décemb.	DÉCRET qui autorise le ministre des finances à		

DATES des lois, décrets et arrêtés.	TITRES DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
	procéder à la vente des rentes provenant des caisses d'épargne et du chemin de fer de de Lyon.....	335	749
9 Décemb. 1850.	Loi portant approbation du décret du 13 septembre 1850, qui a ouvert un crédit extraordinaire pour le service de la justice en Algérie.....	334	736
Idem.	Loi portant approbation du décret du 31 octobre 1850, qui a ouvert un crédit extraordinaire pour les dépenses relatives à l'exécution des lois des 5 juin et 16 juillet 1850, sur le timbre.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi portant approbation du décret du 15 août 1850, qui a ouvert un crédit extraordinaire pour l'emprunt.....	Ibid.	737
Idem.	Décret sur les distinctions honorifiques spécialement attribuées aux membres de l'enseignement.....	336	759
18, 27 Nov. et 10 Déc. 1850.	Loi ayant pour objet de faciliter le mariage des indigents, la légitimation de leurs enfants naturels et le retrait de ces enfants déposés dans les hospices.....	334	738
10 Déc.	Décret portant convocation du conseil général du département des Ardennes.....	Ibid.	744
13.	Décret portant prorogation du tarif des droits de navigation perçus sur les canaux du Berry et latéral à la Loire, de Digoïn à Briare....	335	750
2, 9 et 16 Déc. 1850.	Loi qui approuve un échange d'immeubles entre l'État et M. et M ^{me} de Ségur.....	Ibid.	747
16 Décemb.	Loi portant approbation du décret du 6 novembre 1850, qui a ouvert un crédit extraordinaire pour les dépenses relatives à l'institution d'évêchés dans les colonies.....	Ibid.	748
17.	Décret portant réception de la bulle d'institution canonique de M. Regnier pour l'archevêché de Cambrai.....	Ibid.	751

DATES des lois, décrets et arrêtés.	TITRES DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
17 Déc. 1850.	DÉCRET portant nomination des membres de la commission chargée de l'examen des comptes à rendre par les ministres pour l'année 1850.	339	792
18. <i>Idem.</i>	DÉCRET portant prorogation de la chambre temporaire du tribunal de première instance de Bagnères.....	335	752
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réception de la bulle d'institution canonique de M. Couesseau pour l'évêché d'Angoulême.....	336	760
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réception de la bulle d'institution canonique de M. Chalandon, comme coadjuteur de l'évêque de Belley, avec future succession, et sous le titre d'évêque <i>in partibus</i> de Thaumacum.....	<i>Ibid.</i>	761
15 Juin, 1 ^{er} Juillet et 19 Déc. 1850.	Loi relative au délit d'usure.....	<i>Ibid.</i>	755
19 Décemb.	DÉCRET qui autorise l'établissement d'un télégraphe électrique sous-marin entre les côtes de France et d'Angleterre.....	<i>Ibid.</i>	762
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe à onze le nombre des avoués près la cour d'appel de Douai.....	337	774
20.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Saint-Denis-le-Ferment (Eure), d'un établissement d'une sœur de la Providence.....	336	763
24.	DÉCRET qui ouvre un crédit, sur l'exercice 1851, pour les dépenses du service des paquebots-postes de la Méditerranée.....	337	772
<i>Idem.</i>	LOI relative à l'achèvement du palais de justice de Montpellier.....	<i>Ibid.</i>	772
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise la ville de Tours à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	LOI relative à un changement de circonscription territoriale.....	<i>Ibid.</i>	773
27.	DÉCRET qui fixe les taxes à percevoir en France, en Algérie et dans les parages de la Méditerranée où la France entretient des bureaux		

NOMS des lois, décrets et arrêtés.	TITRES DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
27 Déc. 1850.	de poste, pour les lettres et les journaux originaires ou à destination de la Californie .	339	793
30.	Décret qui proroge la perception du second décime extraordinaire établi à l'octroi de Paris par l'arrêté du 17 juin 1848.....	Ibid.	795
30.	Loi relative au traité de commerce et de navi- gation conclu, le 5 novembre 1850, entre la France et la Sardaigne.....	Ibid.	779
Idem.	Loi relative à la convention littéraire conclue , le 5 novembre 1850, entre la France et la Sardaigne.....	Ibid.	788
31.	TABLEAU du prix moyen de l'hectolitre de fro- ment, pour servir de régulateur aux droits d'importation et d'exportation des grains et farines	338	775
Idem.	DÉCRET portant prorogation du tarif des droits de navigation actuellement perçus sur le canal d'Arles à Bouc.....	339	796
Idem.	DÉCRET portant prorogation du tarif des droits de navigation actuellement perçus sur le canal des Ardennes.....	Ibid.	797

FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS
DU TOME VI.



BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 283.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2261. — *Loi relative aux mauvais traitements exercés envers les Animaux domestiques.*

Des 15 Mars, 13 Juin et 2 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Seront punis d'une amende de cinq à quinze francs, et pourront l'être d'un à cinq jours de prison, ceux qui auront exercé publiquement et abusivement de mauvais traitements envers les animaux domestiques.

La peine de la prison sera toujours appliquée en cas de récidive.

L'article 483 du Code pénal sera toujours applicable.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 15 Mars, 13 Juin et 2 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, CHAPOT,
PEUPIN, HEECKEREN, BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2262. — Loi qui crée dans le département de la Drôme, arrondissement de Valence, une nouvelle Commune dont le Chef-lieu est fixé à Saint-Marcel.

Du 1^{er} Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les divers terrains circonscrits sur le plan ci-annexé par un liséré jaune, et cotés 1, 2, 3, 4, sont distraits : le premier, de la commune de Châteauneuf-d'Isère; le deuxième, de celle d'Alixan, canton de Bourg-du-Péage; le troisième, de la commune de Valence; le quatrième, de celle du Bourg-de-Valence, canton de Valence, arrondissement du même nom, département de la Drôme, et érigés en une commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à Saint-Marcel.

2. La nouvelle commune fera partie du canton de Valence.

3. La limite entre la commune de Saint-Marcel et les quatre communes désignées en l'article 1^{er} est déterminée par la ligne jaune visée dans le même article.

4. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions des distractions prononcées seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret du Président de la République.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 1^{er} Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, CHAPOT,
PEUPIN, HEECKEREN, BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2263. — DÉCRET qui autorise la fondation, à Troyes (Aube), d'un Établissement de Sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul.

Du 22 Juin 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;

Vu le testament notarié, en date du 26 novembre 1841, par lequel M. Champagne a légué, 1° mille francs aux pauvres de la paroisse de Saint-Pierre, à Troyes; 2° cent francs au curé de Saint-Pantaléon de la même ville, et pareille somme de cent francs à chacun des desservants de Saint-Fargeau, de Saint-Amand et de Minécourt, pour lesdites sommes être employées moitié au soulagement des pauvres et moitié aux besoins de l'église; 3° à la fabrique de l'église paroissiale et cathédrale de Saint-Pierre, à Troyes, deux sommes, l'une de mille cinq cents francs, l'autre de cent francs, et divers objets mobiliers estimés trois cent quinze francs; 4° cinq cents francs à chacune des congregations des sœurs hospitalières de l'instruction chrétienne, dites *Ursulines*, et des hospitalières de l'instruction chrétienne, dites de la *Providence*, et des communautés du Bon-Pasteur et des Carmélites, à Troyes; 5° le quart de tous ses biens meubles et immeubles à chacun des séminaires diocésains de Châlons et de Troyes, et des écoles secondaires ecclésiastiques de ces diocèses; 6° mille francs à titre particulier au séminaire de Troyes; 7° deux mille cinq cents francs aux sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, établies au cloître Saint-Elie, à Troyes, savoir : cinq cents francs à titre gratuit et deux mille francs pour servir à l'entretien des enfants qu'elles élèvent gratuitement à l'ouvrage;

Vu l'acte de décès du testateur, en date du 12 mars 1847;

Vu l'acte notarié en date du 25 mars 1847, et la lettre du 13 décembre suivant, par lesquels la demoiselle Charbonnier, nièce et légataire universelle du testateur, donne son consentement à la délivrance des legs, sous la réserve qu'il lui sera fait abandon d'une somme de huit mille francs que son oncle lui destinait;

Vu l'état de l'actif et du passif de la succession portant à quatre-vingt-quinze mille neuf cent quatre francs vingt centimes la valeur des biens délaissés par l'abbé Champagne, et le passif à vingt-trois mille sept cent trente-huit francs cinquante huit centimes, non compris diverses rentes viagères montant à mille cent cinquante francs;

Vu les délibérations en date des 6 août et 23 septembre 1847, par lesquelles les bureaux d'administration des séminaires et écoles secondaires ecclésiastiques des diocèses de Troyes et de Châlons demandent l'approbation d'accepter, chacun en ce qui le concerne, indépendamment du legs de mille francs concernant en particulier le séminaire de Troyes, le bénéfice des legs à titre universel, sauf la réduction de la somme de huit mille francs réclamée par la demoiselle Charbonnier;

Vu les demandes et délibérations des desservants des succursales de Saint-Fargeau, de Saint-Amand et de Minécourt, des fabriques de ces églises et des bureaux de bienfaisance de ces communes, tendant à obtenir l'approbation des legs faits auxdits desservants, dans l'intérêt des églises et des pauvres;

Vu les observations du curé de Saint-Pantaléon, à Troyes, et de

la fabrique de cette église, en ce qui touche le legs de cent francs, fait au curé pour l'église et les pauvres ;

Vu la délibération du bureau de bienfaisance de Troyes, en date du 23 octobre 1848, contenant acceptation provisoire de la partie de ce dernier legs revenant aux pauvres ;

Vu les délibérations des conseils d'administration des congrégations des hospitalières de l'instruction chrétienne, dites *de la Providence*, et de la communauté des sœurs du Bon-Pasteur, à Troyes, tendant à obtenir l'autorisation d'accepter les legs qui les concernent ;

Vu les délibérations du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, dont la maison mère est à Paris, ayant pour objet d'obtenir l'autorisation, 1° de fonder au cloître Saint-Étienne, à Troyes, un établissement de son ordre ; 2° d'accepter les legs résultant, en faveur de cet établissement, du testament du sieur *Champagne* ;

Vu les états de l'actif et du passif des établissements ecclésiastiques et religieux, vérifiés et certifiés par les préfets de la Seine, de l'Yonne, de la Marne et de l'Aube ;

Vu le décret du 8 novembre 1809 (1) qui a autorisé la congrégation des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, à Paris, et approuvé ses statuts ;

Vu la délibération par laquelle les sœurs destinées à composer l'établissement du cloître Saint-Étienne, à Troyes, s'engagent à se conformer exactement aux statuts de la maison mère ;

Vu la délibération du conseil municipal de Troyes, en date du 23 décembre 1847, sur la formation dudit établissement ;

Vu le procès-verbal d'enquête *de commodo et incommodo* qui a eu lieu à Troyes sur le même objet, le 24 août 1847 ;

Vu les lois des 2 janvier 1817, 24 mai 1825, 18 juillet 1837 ;

Vu la loi du 15 mars 1850 sur l'enseignement ;

Vu les ordonnances des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831 ;

Vu les avis des archevêques de Paris et de Sens, des évêques de Châlons et de Troyes, et des préfets de la Seine, de l'Yonne, de la Marne et de l'Aube ;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, en date du 18 mars 1850 ;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, existant à Paris (Seine) en vertu du décret du 8 novembre 1809, est autorisée à fonder à Troyes (Aube), au cloître Saint-Étienne, un établissement de son ordre ; à la charge, par les membres dudit établissement, de se conformer

(1) 1^{re} série, Bull. 252, n° 4838.

exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par le décret précité.

2. L'évêque de Troyes (Aube) est autorisé à accepter, au nom du séminaire et de l'école secondaire ecclésiastique de son diocèse, aux charges, clauses et conditions imposées, mais dans les limites déterminées par la délibération du bureau d'administration de ces établissements, en date du 23 septembre 1847, les legs résultant en leur faveur du testament notarié de *M. Claude Champagne*, en date du 26 novembre 1841, et consistant, 1° pour le séminaire, en une somme de mille francs, et, en outre, dans le quart des biens meubles et immeubles du testateur, dont la succession présente un actif net d'environ soixante mille francs; 2° pour l'école secondaire ecclésiastique, dans le quart des mêmes biens meubles et immeubles.

3. L'évêque de Châlons (Marne) est autorisé à accepter, au nom du séminaire et de l'école secondaire ecclésiastique de son diocèse, aux charges, clauses et conditions imposées, mais dans les limites déterminées par la délibération du bureau d'administration de ces établissements, en date du 6 août 1847, les legs résultant à leur profit du testament notarié de *M. Claude Champagne*, en date du 26 novembre 1844, et consistant, pour chaque établissement, dans le quart des biens meubles et immeubles du testateur dont la succession présente un actif net d'environ soixante mille francs.

4. Sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, aux charges, clauses et conditions imposées, savoir :

1° Le trésorier de la fabrique de l'église paroissiale et cathédrale de Saint-Pierre, à Troyes (Aube), les legs, 1° d'une somme de quinze cents francs; 2° d'une autre somme de cent francs; 3° de divers objets mobiliers d'une valeur de trois cent quinze francs;

2° Le curé de la paroisse de Saint-Pantaléon, à Troyes, le trésorier de la fabrique de cette église, et le bureau de bienfaisance de cette ville, conjointement, le legs fait au curé de cette paroisse, et consistant en une somme de cent francs, destinée par portions égales à l'église et aux pauvres;

3° Les desservants des églises succursales de Saint-Fargeau (Yonne), de Saint-Amand et de Minecourt (Marne), les fabriques de ces églises et les bureaux de bienfaisance de ces communes, conjointement, les legs faits auxdits desservants,

d'une somme de cent francs pour chacun, destinée par égales portions à l'église et aux pauvres ;

4° La supérieure générale de la congrégation des sœurs de l'instruction chrétienne dite *de la Providence*, établie à Troyes en vertu de l'ordonnance du 13 décembre 1835 (1), le legs d'une somme de cinq cents francs ;

5° La supérieure générale de la congrégation des sœurs hospitalières de l'instruction chrétienne, dite *des Ursulines*, établie à Troyes en vertu du décret du 14 décembre 1810 (2), le legs d'une somme de cinq cents francs ;

6° La supérieure de la communauté des sœurs du Bon-Pasteur à Troyes, reconnue par ordonnance du 22 avril 1827 (3), le legs d'une somme de cinq cents francs ;

7° La supérieure générale de la congrégation des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul à Paris (Seine), au nom de l'établissement de cet ordre existant au cloître Saint-Étienne à Troyes, et autorisé par l'article 1^{er} du présent décret, le legs d'une somme de cinq cents francs à titre gratuit ;

8° La même supérieure générale, au nom du même établissement, et le maire de Troyes, conjointement, le legs d'une somme de deux mille francs destinée à l'entretien des enfants élevés gratuitement dans l'ouvroir tenu par les sœurs ;

9° Le bureau de bienfaisance de Troyes, le legs d'une somme de mille francs, qui sera distribuée, par les soins du curé de l'église paroissiale et cathédrale de Saint-Pierre, aux pauvres de cette paroisse ;

Lesdits legs résultant du testament notarié de M. *Claude Champagne*, en date du 26 novembre 1841.

5. Les sommes provenant tant du legs particulier fait au séminaire de Troyes que des legs à titre universel concernant les séminaires de Châlons et de Troyes, celle de quinze cents francs laissée à la fabrique de l'église de Saint Pierre à Troyes, les sommes revenant aux pauvres de Saint Fargeau, Saint-Amand et Minecourt, sur les legs faits aux desservants de ces succursales, celles de cinq cents francs et de deux mille francs léguées à l'établissement des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul du cloître

(1) 12^e série, Bull. 405, n° 6167.

(2) 14^e série, Bull. 339, n° 6341.

(3) 7^{me} série, Bull. 158, n° 5713.

Saint-Étienne à Troyes, seront employées en achat de rentes sur l'État.

La somme de cent francs laissée à la fabrique de l'église de Saint-Pierre, à Troyes, servira, d'après les intentions du testateur, à l'achat d'ornements d'église.

Conformément aux demandes des congrégations des sœurs de l'instruction chrétienne, dites *de la Providence* et des sœurs hospitalières de l'instruction chrétienne, dites *Ursulines*, et de la communauté du Bon-Pasteur, les sommes léguées seront employées, savoir : pour la première congrégation, à l'établissement d'une infirmerie ; par la seconde, aux réparations de la maison conventuelle, et par la troisième à l'achat de linge.

6. Il n'y a pas lieu de statuer sur le legs de cinq cents francs résultant du testament de M. *Claude Champagne*, en date du 26 novembre 1841, en faveur de la communauté des carmélites à Troyes (Aube), attendu que cette communauté n'est pas légalement reconnue.

7. Les ministres de l'instruction publique et des cultes, et de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 22 Juin 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2264. — DÉCRET qui établit un Conseil de Prud'hommes à Cette.

Du 26 Juin 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ;

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce ;

Vu la loi du 18 mars 1806, le décret du 11 juin 1809, modifié le 20 février 1810 (1), ainsi que de ceux du 3 août 1810 (2) et du 27 mai 1848 (3) ;

Vu l'avis et les propositions de la chambre de commerce de Montpellier et du préfet de l'Hérault ;

Le Conseil d'état entendu,

(1) IV^e série, Bull. 272, n° 5254.

(2) IV^e série, Bull. 307, n° 5843.

(3) X^e série, Bull. 39, n° 436.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il sera établi à Cette un conseil de prud'hommes composé ainsi qu'il suit :

CATÉGORIES.	INDUSTRIES.	PATRONS.	OUVRIERS.
1 ^{re}	Les négociants faisant le commerce des vins et eaux-de-vie, tonneliers en vieux ou rabatteurs et sou-tireurs.....	2	2
2 ^e	Fabricants de futailles, constructeurs de navires, charpentiers, calfats, charrons, marchands de bois et cercles, plieurs de cercles, tonneliers en neuf, cercleurs de futailles neuves.....	2	2
3 ^e	Les négociants faisant le commerce des grains, sé-cheurs de morues, les négociants faisant le com-merce des denrées coloniales, droguistes, épiciers, fabricants de bouchons et porte-faix.....	1	1
4 ^e	Serruriers, ferblantiers, orfèvres, maréchaux-ferrants, forgerons, fondeurs, constructeurs de machines, cordiers, imprimeurs et lithographes.....	1	1
5 ^e	Maçons, plâtriers, tailleurs de pierre, marbriers, menuisiers.....	1	1
6 ^e	Cordonniers, bourreliers, boulangers, chapeliers, peintres, tailleurs et tapissiers.....	1	1
		8	8

2. Le ministre de l'agriculture et du commerce et le ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Moniteur et inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 26 Juin 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé DUMAS.

N° 2265. — *DÉCRET qui établit un Conseil de Prud'hommes à Yvetot.*

Du 26 Juin 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce;

Vu la loi du 18 mars 1806, le décret du 11 juin 1809, modifié le 20 février 1810 (1), et le décret du 27 mai 1848 (2);

Vu la délibération de la chambre consultative d'Yvetot et les propositions du préfet de la Seine-Inférieure;

Le Conseil d'état entendu,

(1) IV^e série, Bull. 272, n° 5254.

(2) I^{re} série, Bull. 39, n° 436.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est établi à Yvetot un conseil de prud'hommes composé de douze membres divisés en deux catégories.

	PATRONS.	OUVRIERS.
Première Catégorie.		
Fabricants d'articles blancs et écrus.....	3	3
Deuxième Catégorie.		
Fabricants d'articles de couleur.....	3	3
	12	

2. Le ministre de l'agriculture et du commerce et le ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au Moniteur.

Fait à l'Élysée-National, le 26 Juin 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé DUMAS.

N° 2266. — DÉCRET qui crée à Bastia deux places de Courtier, de marchandises interprète et conducteur de navires.

Du 26 Juin 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce;

Vu l'article 81 du Code de commerce,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est créé à Bastia (Corse) deux places de courtier de marchandises interprète et conducteur de navires.

2. Le cautionnement affecté à chacune de ces places est fixé à quatre mille francs (4,000^f).

3. Le ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 26 Juin 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé DUMAS.

N° 2267. — DÉCRET qui autorise la fondation; dans chacune des communes de Perrogney et de Courcelles-en-Montagne (Haute-Morne), d'un Établissement de Sœurs de la Providence.

Du 29 Juin 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;

Vu les délibérations en date des 9 janvier et 10 février 1848, par lesquelles les conseils municipaux de Perrogney et de Courcelles-en-Montagne demandent l'autorisation d'accepter, chacun en ce qui le concerne, les legs immobiliers résultant en faveur de ces communes du testament de la dame *Caumont*, veuve *Carbillet*, à la charge d'établir dans chacune d'elles deux religieuses hospitalières et enseignantes;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Providence à Langres, en date du 23 avril 1849, tendant à obtenir l'autorisation de profiter du bénéfice des dispositions de la dame veuve *Carbillet*, et de fonder à Perrogney et à Courcelles-en-Montagne des établissements de son ordre;

Vu l'ordonnance du 30 avril 1826 (1), qui a approuvé les statuts de cette congrégation, et celle du 28 mai suivant (2), qui lui a donné une existence légale;

Vu le testament olographe de la dame *Caumont*, veuve *Carbillet*, en date du 22 octobre 1844;

Vu l'acte de décès de la testatrice, en date du 12 décembre 1847;

Vu le consentement donné, suivant acte notarié du 23 février 1848, par les héritiers de la testatrice, à la délivrance des legs;

Vu la réclamation qu'ils ont formée, le 15 janvier 1849, contre leur acceptation;

Vu le procès-verbal d'expertise portant à dix-sept mille neuf cent soixante-et-dix-sept francs la valeur des cent soixante et douze parcelles de terre léguées par portions égales aux communes de Perrogney et de Courcelles-en-Montagne, et à deux mille cinq cents francs la valeur de la maison attribuée en particulier à la commune de Perrogney;

Vu les procès-verbaux des enquêtes de *commodo et incommodo* qui ont eu lieu à Perrogney et à Courcelles-en-Montagne;

Vu les traités passés, les 10 mai et 27 juin 1849, entre les maires de ces communes, agissant en vertu de délibérations des conseils municipaux, et la congrégation des sœurs de la Providence à Langres, pour déterminer les conditions de l'établissement et du maintien, dans chacune de ces localités, de deux sœurs dudit ordre;

(1) VIII^e série, Bull. 89, n° 2991.

(2) VIII^e série, Bull. 95, n° 3139.

Vu les avis de l'évêque de Langres et du préfet de la Haute-Marne, en date des 23 avril et 11 juillet 1849 ;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, en date du 7 août 1849 ;

Vu l'avis du conseil de l'Université, en date du 25 janvier 1850 ;

Vu les lois des 2 janvier 1817, 24 mai 1825 et 18 juillet 1837 ;

Vu la loi du 15 mars 1850 sur l'enseignement ;

Vu les ordonnances des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831 ;

Considérant que la congrégation des sœurs de la Providence n'ayant pas été désignée par la testatrice pour exécuter ses intentions, il n'y a pas lieu de la faire intervenir dans l'acceptation des legs ;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les maires des communes de Perrogney et de Courcelles-en-Montagne (Haute-Marne) sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, aux charges, clauses et conditions imposées, les legs faits à ces communes par la dame *Reine Caumont*, veuve du sieur *Étienne Cabillet*, suivant son testament olographe du 22 octobre 1844, et consistant, savoir : 1° pour chacune de ces communes, dans la moitié de divers immeubles en nature de terres labourables, prés et chenevières, estimés dix-sept mille neuf cent soixante et dix-sept francs, situés sur les territoires de Perrogney et de Pierrefontaine, pour le revenu de ces biens être employé d'abord à l'entretien, dans chaque localité, de deux religieuses, qui seront tenues d'instruire les jeunes filles et de soigner les malades, et l'excédant, s'il en existe, au soulagement des pauvres et des malades ; 2° pour la commune de Perrogney seule, en une maison située sur son territoire, estimée deux mille cinq cents francs, et destinée au logement des deux sœurs.

2. La congrégation des sœurs de la Providence, existant à Langres (Haute-Marne) en vertu d'une ordonnance du 28 mai 1826, est autorisée à fonder dans chacune des communes de Perrogney et de Courcelles-en-Montagne (même département) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge par les membres de ces établissements de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par l'ordonnance du 30 avril 1826.

3. Les ministres de l'instruction publique et des cultes, et de

l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 29 Juin 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEÛ.

N° 2268. — DÉCRET qui autorise la fondation, à Paimpont (Ille-et-Vilaine), d'un Établissement de Sœurs de la Charité de Saint-Louis.

Du 29 Juin 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;

Vu la délibération du 28 septembre 1847 par laquelle le conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Charité de Saint-Louis, établie à Vannes (Morbihan), sollicite l'autorisation, 1° de fonder un établissement de sœurs de son ordre à Paimpont (Ille-et-Vilaine); 2° d'acquérir, au prix de cinq mille trois cents francs, une maison avec dépendances située à Paimpont;

Vu l'ordonnance du 21 mars 1846 (1) qui a autorisé cette congrégation à Vannes, et celle du 22 juillet 1844 (2) qui a approuvé ses statuts;

Vu l'engagement pris, le 22 juillet 1849, par les sœurs qui composeront l'établissement de Paimpont, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère;

Vu les actes sous seings privés en date des 28 et 29 octobre 1847, suivant lesquels le sieur *Métayer* et la dame *Reynault* s'engagent à rendre à la congrégation des sœurs de la Charité de Saint-Louis la maison précitée, moyennant la somme de cinq mille trois cents francs;

Vu le procès-verbal d'expertise portant à cinq mille trois cents fr. la valeur de l'immeuble;

Vu le plan des lieux;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo* qui a eu lieu à Paimpont, le 10 janvier 1848, au sujet de la formation d'un établissement de sœurs de la Charité de Saint-Louis et de l'acquisition de la maison destinée à leur logement;

(1) VII^e série, Bull. 84, n° 653.

(2) IX^e série, Bull. 1127, n° 11,437.

Vu l'avis du conseil municipal de Paimpont, en date du 6 février 1848, sur la formation de l'établissement;

Vu les avis des évêques de Rennes et de Vannes et des préfets d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan, en date des 24 février, 8 juillet, 27 et 31 août 1848;

Vu l'avis du conseil de l'Université, du 11 janvier 1850;

Vu les lois des 2 janvier 1817 et 24 mai 1825;

Vu la loi du 28 juin 1833, sur l'instruction primaire;

Vu les ordonnances des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Vu celle du 23 juin 1836, sur les écoles de filles;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la charité de Saint-Louis, existant à Vannes (Morbihan) en vertu de l'ordonnance du 21 mars 1816, est autorisée à fonder à Paimpont (Ille-et-Vilaine), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts de la maison mère approuvée par ordonnance du 22 juillet 1844.

2. La supérieure générale de cette congrégation est autorisée à acquérir, moyennant la somme de cinq mille trois cents francs, montant de l'estimation, une maison avec deux jardins et une cour située à Paimpont et appartenant à la demoiselle *Anne-Marie Reynault* et au sieur *Julien Métayer*, qui en ont consenti la vente au profit de la congrégation, suivant actes sous seings privés des 28 et 29 octobre 1847.

Il sera passé acte public de cette vente.

La maison à acquérir sera affectée au logement des sœurs qui composeront l'établissement à fonder à Paimpont.

3. Les ministres de l'instruction publique et des cultes, et de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Paris, le 29 Juin 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2269. — *DÉCRET qui autorise la fondation, à Rivière-le-Bois (Haute-Marne), d'un Établissement de Sœurs de la Providence.*

Du 29 Juin 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;

Vu l'acte notarié du 5 octobre 1847, par lequel M. l'hilpin a fait donation à la commune de Rivière-le-Bois, d'une rente de six cent douze francs, à la charge de consacrer annuellement six cents francs au traitement de deux sœurs de la Providence, de Langres, et de payer, aussi, chaque année, à la fabrique de l'église succursale de Rivière-le-Bois, une somme de douze francs, pour services religieux;

Vu le certificat de vie du donateur, du 13 décembre 1847;

Vu la demande formée, le 20 juin 1848, par la congrégation des sœurs de la Providence, à Langres, à l'effet d'obtenir l'autorisation de fonder, à Rivière-le-Bois, un établissement de son ordre;

Vu l'ordonnance du 30 avril 1826 (1), qui a approuvé les statuts de cette congrégation, et celle du 28 mai suivant (2), qui lui a donné une existence légale;

Vu les délibérations du conseil municipal et du conseil de fabrique de Rivière-le-Bois, et du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Providence, des 5 et 24 octobre 1847, et 20 juin 1848, tendant à obtenir l'approbation des donations et fondations précitées;

Vu le budget de la commune et les états de l'actif et du passif de la fabrique et de la congrégation, vérifiés et certifiés par le préfet de la Haute-Marne;

Vu, en ce qui touche l'autorisation de la formation à Rivière-le-Bois, d'un établissement de sœurs de la Providence, l'avis du conseil municipal de cette commune du 12 juillet 1848;

Le procès-verbal d'enquête *de commodo et incommodo*;

La déclaration par laquelle les sœurs destinées à former le nouvel établissement de Rivière-le-Bois s'engagent à se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère;

Vu les avis de l'évêque de Langres et du préfet de la Haute-Marne, des 16 septembre 1847, 15 juillet 1848 et 3 avril 1850;

Vu celui du ministre de l'intérieur, du 6 septembre 1848;

Vu les lois des 2 janvier 1817, 24 mai 1825 et 18 juillet 1837;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

(1) VIII^e série, Bull. 89, n° 2991.

(2) VIII^e série, Bull. 95, n° 3139.

Vu les ordonnances des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831 ;
Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Providence, existant à Langres (Haute-Marne) en vertu de l'ordonnance du 28 mai 1826, est autorisée à fonder à Rivière-le-Bois (même département) un établissement de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts de la maison mère, approuvés par ordonnance du 30 avril 1826.

2. Le maire de la commune de Rivière-le-Bois (Haute-Marne) et la supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Providence, à Langres (même département), sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, la donation d'une rente annuelle de six cent douze francs, faite à la commune par le sieur *Jean-Baptiste-Élisabeth Philpin*, suivant acte notarié, du 5 octobre 1847, aux clauses et conditions y énoncées, et notamment à la charge de pourvoir au logement de deux sœurs de la congrégation de la Providence, de leur fournir un traitement annuel de six cents francs, et de payer à la fabrique de l'église de Rivière-le-Bois une somme annuelle de douze francs pour célébration de services religieux.

En cas de remboursement de la rente de six cent douze francs, le capital fixé, par l'acte précité, à quinze mille trois cents francs, sera placé en rentes sur l'État.

3. Le trésorier de la fabrique de l'église succursale de Rivière-le-Bois (Haute-Marne) est autorisé à accepter, aux charges, clauses et conditions imposées, le bénéfice de la disposition résultant, au profit de cet établissement, de la donation faite à la commune de Rivière-le-Bois, par ledit sieur *Philpin*, suivant acte notarié, du 5 octobre 1847, et consistant en une rente annuelle de douze francs.

4. Les ministres de l'instruction publique et des cultes, et de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 29 Juin 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2270. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant que M. *Anatole de Mialle*, directeur du comptoir national d'Angers, est nommé directeur du comptoir de la banque de France à Angers. (Du 22 Juin 1850.)



Certifié conforme :

Paris, le 9^e Juillet 1850,

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 284.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2271. — *Loi portant allocation de Crédits pour Saint-Pierre et Miquelon, pour la Martinique et pour la Guadeloupe.*

Du 3 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La somme de trente-trois mille cinq cent cinquante-cinq francs vingt-cinq centimes (33,555^f 25^c), laquelle est restée disponible sur l'allocation de cent vingt mille francs (120,000^f), attribuée à l'établissement de pêche de Saint-Pierre et Miquelon, sur le crédit de un million cinq cent mille francs (1,500,000^f), accordé par le décret du 4 août 1848, pour l'approvisionnement des colonies, est reportée de l'exercice 1848, chapitre *xxiii bis*, à l'exercice 1850. Ce nouveau crédit sera classé au budget de la marine, au chapitre *iii bis* (*Approvisionnements des colonies*).

2. Sur la somme de un million cinq cent mille francs (1,500,000^f), affectée, par le décret du 4 août 1848, aux approvisionnements des colonies, celle de trois cent vingt mille fr. (320,000^f) est annulée. Le crédit figurant au chapitre *xxiii bis* du budget du ministère de la marine, pour l'exercice 1848, est en conséquence réduit à un million cent quatre-vingt mille francs (1,180,000^f).

3. Il est ouvert au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1850, un crédit extraordinaire de deux cent mille francs (200,000^f) pour secours aux colons de la Martinique et

2. X^e Série.

de la Guadeloupe qui ont éprouvé des pertes dans les troubles dont ces colonies ont été le théâtre dans les mois de mai 1848 et juin 1849.

Ce crédit sera l'objet d'un chapitre spécial au budget de 1850, sous le titre de *Secours extraordinaires aux colons de la Martinique et de la Guadeloupe, n° 4 ter.*

Délibéré en séance publique, à Paris, le 3 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, CHAPOT,
PEUPIN, HEECKEREN, BÉRAUD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2272. — *Loi qui ouvre un Crédit extraordinaire pour l'installation de l'Institut agronomique.*

Du 3 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Une portion de crédit s'élevant à sept mille six cent dix-neuf francs quatre-vingt-deux centimes (7,619^f 82^c), non employée sur le chapitre v du budget du ministère de l'agriculture et du commerce pour 1848, est et demeure définitivement annulée.

2. Sont également annulées sur les crédits ouverts au budget du même ministère pour 1849, 1° une somme de dix mille francs (10,000^f), demeurée sans emploi sur le chapitre v; 2° une somme de cinquante-trois mille soixante francs soixante et quatorze centimes (53,060^f 74^c), restant disponible sur le chapitre vi dudit budget.

3. Il est ouvert au ministre de l'agriculture et du commerce, au titre de 1850, un crédit extraordinaire de soixante et dix mille six cent quatre-vingts francs cinquante-six centimes (70,680^f 56^c), somme égale aux annulations prononcées ci-dessus, lequel sera inscrit au budget dudit exercice, sous le numéro 5 bis, et sera spécialement applicable à couvrir une partie des dépenses de

l'installation de l'institut agronomique dans les bâtiments des Grandes-Écuries de Versailles.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 3 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, CHAPOT,
PEUPIN, HEECKEREN, BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2273. — *Loi sur l'admission et l'avancement dans les Fonctions publiques.*

Des 5 Octobre 1849, 27 Juin et 5 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Dans l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, des règlements d'administration publique détermineront les conditions d'admission et d'avancement pour tous les services publics où ces conditions ne sont pas réglées par une loi.

Ces règlements seront insérés au Bulletin des lois et au Moniteur.

2. Dans tous les services publics qui le permettront, il sera réservé une proportion déterminée de fonctions, emplois et gestions aux anciens militaires des armées de terre et de mer ayant contracté un ou plusieurs rengagements, et aux marins et ouvriers des arsenaux portés depuis plus de quinze ans sur les registres de l'inscription maritime.

La condition d'un ou de plusieurs rengagements, ou de quinze années d'inscription maritime, ne sera pas exigée à l'égard des militaires, marins et ouvriers qui auraient été réformés pour infirmités et blessures contractées au service.

3. Les règlements à intervenir détermineront les emplois auxquels pourront être appelés, 1° les fonctionnaires et employés réformés dans les divers services publics par suite de suppression d'emploi; 2° les employés et agents des anciennes listes civiles.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 5 Octobre 1849,
27 Juin et 5 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,
Signé DUPIN ; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉRARD, HEECKEREN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,
Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Signé E. ROUHER.

N° 2274. — *Lors qui autorisent la ville de Besançon à contracter un
Emprunt et le département du Gard à s'imposer extraordinairement.*

Du 5 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LES LOIS dont la teneur
suit :

PREMIÈRE LOI. (Besançon.)

ARTICLE UNIQUE. La ville de Besançon (Doubs) est autorisée à
emprunter, à un intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent,
une somme de sept cent mille francs (700,000^f), remboursable
en seize ans, à partir de 1853, sur ses revenus ordinaires, et
destinée à concourir au paiement de travaux de construction
d'égouts, de conduite et de distribution des eaux de la source
d'Arcier.

SECONDE LOI. (Gard.)

ARTICLE UNIQUE. Le département du Gard est autorisé, con-
formément à la demande que le conseil général en a faite dans
sa session de 1849, à s'imposer extraordinairement, pendant huit
ans, à partir de 1851, deux centimes additionnels au principal
des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté aux
travaux d'achèvement et de grosses réparations des routes départe-
mentales actuellement classées.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,
Signé DUPIN ; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN, CHAPOT,
BÉRARD, HEECKEREN.

Les présentes lois seront promulguées et scellées du sceau de
l'État.

Le Président de la République,
Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Signé E. ROUHER.

N° 2275. — *DÉCRET qui autorise la fondation, à Pont-le-Voy (Loir-et-Cher), d'un Etablissement de Sœurs de la Nativité-de-la-Sainte-Vierge.*

Du 4 Juillet 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;

Vu la demande de la congrégation des sœurs de la Nativité-de-la-Sainte-Vierge à Saint-Germain-en-Laye, en date du 4 mai 1847, tendant à obtenir l'autorisation de fonder, à Pont-le-Voy, un établissement de son ordre, en prenant l'engagement d'y faire observer les statuts de cette congrégation;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1826 (1), qui a approuvé lesdits statuts, et celle du 7 juin 1826 (2), qui a autorisé cette congrégation à Saint-Germain-en-Laye;

Vu la délibération, en date du 4 juillet 1847, par laquelle le conseil municipal de Pont-le-Voy appuie la demande de la congrégation;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo qui a eu lieu à Pont-le-Voy, le 16 octobre 1848;

Vu l'état de l'actif et du passif de l'établissement à autoriser et celui de la congrégation des sœurs de la Nativité;

Vu les avis des évêques de Versailles et de Blois, et des préfets de Loir-et-Cher et de Seine-et-Oise, en date des 3, 13 et 29 septembre 1847, et 30 mars 1850;

Vu l'avis du conseil de l'Université, du 13 juillet 1849;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, en date du 22 février 1850;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Le Conseil d'Etat (section d'administration) entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Nativité-de-la-Sainte-Vierge, existant à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise) en vertu de l'ordonnance du 7 juin 1826, est autorisée à fonder, à Pont-le-Voy (Loir-et-Cher), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge par les membres dudit établissement de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère, par ordonnance du 14 mai 1826.

2. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est

(1) VII^e série, Bull. 94, n° 3099.

(2) VIII^e série, Bull. 97, n° 3220.

chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 4 Juillet 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2276. — *DÉCRET qui crée une Justice de paix à Saint-Cloud (Algérie).*

Du 6 Juillet 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu les articles 3 et 13 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 (1), concernant la création de nouvelles justices de paix en Algérie;

Vu les lois de finances des 19 mai 1849 et 15 mai 1850;

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est créé à Saint-Cloud une justice de paix qui ressortira, ainsi que son territoire, au tribunal d'Oran.

2. La compétence et les attributions de cette justice de paix sont les mêmes que celles déterminées par l'arrêté du 12 décembre 1843 pour la justice de paix de Mostaganem.

3. Le traitement du juge de paix de Saint-Cloud est fixé à deux mille quatre cents francs, et celui de son greffier à mille francs.

4. Le ressort de la justice de paix établie à Oran a pour limites, ainsi qu'il est indiqué dans le plan annexé au présent décret :

Au Nord, la mer;

A l'Ouest, la limite du territoire civil, ainsi qu'elle est déterminée en l'article 1^{er}, numéro 1^{er}, de l'arrêté ministériel du 4 août 1843;

Au Sud, les bords du grand lac Sebka, à partir du point où la limite susmentionnée y aboutit, jusqu'à celui où ils cessent de servir de limites au territoire civil. Depuis ce point, la ligne qui termine, au Midi, le territoire de la commune de Valmy, intégralement comprise dans cette circonscription;

A l'Est, un tracé décrivant toutes les sinuosités des confins.

(1) 1^{re} série, Bull. 947, n° 10,260.

actuels des communes de Valmy et d'Oran, laissant, en dedans de la limite, le petit lac, les embranchements de route et la redoute qui sont à sa proximité, suivant, à partir de cette redoute, une ligne presque droite jusqu'au télégraphe établi près de la route de Christel, et se dirigeant de ce point à la mer, où il aboutit à l'emplacement de la batterie espagnole.

5. Le ressort de la justice de paix établie à Saint-Cloud a pour limites, conformément au même plan :

Au Nord, la mer, à partir de la batterie espagnole jusqu'à l'embouchure de la Macta ;

A l'Ouest, le ressort de la justice de paix d'Oran ;

Au Midi, un tracé décrivant les confins de la commune de Sainte-Barbe comprise dans cette circonscription, passant à la redoute sise au lieu dit *Tuazat*, se dirigeant ensuite sur le point de rencontre des chemins qui conduisent aux auberges de Bonne-Maison et de Blandin, et aboutissant à cette dernière ;

A l'Est, les limites du territoire de la commune de Sainte-Barbe, la rive Ouest du lac El-Metah, puis les limites de la commune de Saint-Eugène jusqu'à la mer, au point où se jette la Macta.

6. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 6 Juillet 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2277. — *DÉCRET portant que la Justice de paix établie à Guelma (Algérie) ressortira au Tribunal de Bône.*

Du 6 Juillet 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu l'article 3 du décret du 9 juillet 1849 (1), portant création d'une justice de paix à Guelma, en Algérie ;

Considérant que la facilité des communications et la delimitation des territoires civils rattachent cette commune à la ville de Bône ;

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

(1) Bull. 175, n° 1420.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La justice de paix établie à Guelma ressortira, ainsi que son territoire, au tribunal de Bône.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 6 Juillet 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.



Certifié conforme :

Paris, le 11^{er} Juillet 1850,

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 285.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2278. — *Loi relative à la mise en état de siège de la Guadeloupe.*

Du 11 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ D'URGENCE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La mise en état de siège prononcée par le gouvernement de la Guadeloupe, à l'égard de l'arrondissement de la Pointe-à-Pître, est maintenue, et sera appliquée aux autres établissements de la colonie et de ses dépendances.

L'île de Saint-Martin est exceptée de cette disposition.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉRARD, HEECKEREN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLEON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2279. — *DÉCRET qui raye du Tableau de classement onze Places de guerre ou Postes militaires.*

Du 8 Juillet 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi du 17 juillet 1819, sur les servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État;

4. X^e Série.

Vu l'ordonnance du 1^{er} août 1821 (1), rendue pour l'exécution de cette loi;

Vu le tableau de classement des places, citadelles, forts, châteaux et postes militaires, annexé à ladite ordonnance;

Vu l'avis du comité des fortifications, du 12 mars 1850;

Considérant qu'il y a lieu, dans l'intérêt de la propriété, de ne pas laisser classés plusieurs des places ou postes actuels dont la conservation n'importe pas essentiellement à la défense de l'État;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont rayés du tableau des places de guerre et postes militaires :

La ville de Drusenheim;

La ville de Salins;

La tour de Silveréal;

Le fort Peccais;

La ville de Dax;

La cité de Carcassonne;

La batterie de Semblet;

La tour de Créachmeur;

La ville de Laon (la citadelle exceptée);

La tour de Farinoli;

La tour de Giraglia.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 Juillet 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de la guerre,

Signé D'HAUTPOUL.

N° 2280. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Est déclarée d'utilité publique l'exécution des travaux de construction d'un pont suspendu sur la Vézère à Vernéjou (Corrèze), et des abords et dépendances dudit pont, conformément au cahier des charges et au plan ci-annexé.

2. La mise en adjudication est autorisée aux clauses et conditions énoncées dans ledit cahier des charges.

3. Il sera pourvu aux frais de construction et d'entretien du pont,

(1) VII^e série, Bull. 475, n° 11, 195.

de ses abords et dépendances, au moyen d'une subvention de douze mille francs, sur les fonds du trésor, et d'un péage qui sera concédé par adjudication publique au soumissionnaire qui offrira le plus fort rabais sur la durée de la concession. Le maximum de cette durée, qui ne pourra excéder quatre-vingt-dix-neuf ans, sera fixé à l'avance, par le préfet, dans un billet cacheté.

4. Le concessionnaire substitué aux droits de l'administration, conformément à l'article 63 de la loi du 3 mai 1841, est autorisé à acquérir, s'il y a lieu, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, les immeubles ou portions d'immeubles dont l'occupation est nécessaire pour l'exécution des travaux.

5. L'adjudication ne sera valable et définitive qu'après avoir été approuvée par le ministre de l'intérieur.

6. A compter du jour où le passage du pont sera livré au public et jusqu'à l'expiration du terme qui sera fixé par l'adjudication, il y sera perçu un péage conformément au tarif ci-après :

1° Une personne à pied, cinq centimes, ci.....	05°
2° Cheval ou mulet, avec son cavalier, quinze centimes, ci.....	15
3° Cheval ou mulet, chargés ou non, dix centimes, ci.....	10
4° Âne ou ânesse, avec son cavalier ou conducteur, dix centimes, ci....	10
5° Âne ou ânesse, chargés ou non, cinq centimes, ci.....	05
6° Bœuf ou vache, dix centimes, ci.....	10
7° Veau ou porc, deux centimes, ci.....	02
8° Mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, paire d'oies ou de dindons, deux centimes, ci.....	02
9° Lorsque les bœufs, vaches, veaux, porcs, moutons, etc. seront au-dessus de trente, le droit sera diminué d'un quart.	
10° Lorsque ces animaux iront au pâturage, il sera diminué des trois cinquièmes.	
11° Voiture suspendue à deux roues, attelée d'un cheval ou mulet, conducteur compris, trente centimes, ci.....	30
12° Voiture suspendue à quatre roues, attelée de deux chevaux ou mulets, conducteur compris, soixante centimes, ci.....	60
13° Voiture suspendue à quatre roues, attelée d'un cheval ou mulet, conducteur compris, quarante-cinq centimes, ci.....	45
14° Les voyageurs payeront séparément, par tête, le droit dû pour une personne à pied.	
15° Charrette chargée, attelée d'un cheval ou mulet ou de deux bœufs, et le conducteur, vingt-cinq centimes, ci.....	25
16° Charrette chargée, attelée de deux chevaux ou mulets ou de quatre bœufs, et le conducteur, trente centimes, ci.....	30
17° Charrette chargée, attelée de trois chevaux ou mulets, et le conducteur, trente-cinq centimes, ci.....	35
18° Le droit fixé pour les charrettes ci-dessus sera réduit de dix centimes lorsqu'elles seront à vide, de quinze centimes, lorsqu'elles serviront au transport des engrais ou des récoltes.	
19° Charrette chargée ou non chargée, attelée d'un âne, conducteur compris, dix centimes, ci.....	10

20° Il sera payé pour chaque cheval, mulet ou bœuf excédant le nombre indiqué ci-dessus pour les attelages, comme pour un cheval ou mulet non chargé, et pour chaque âne, le droit fixé pour les ânes non chargés.

7. Sont exempts du droit de péage : le préfet du département, le sous-préfet de l'arrondissement, les ministres des différents cultes reconnus par l'État, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, les agents voyers, les employés des contributions indirectes, les agents forestiers, les préposés et agents des douanes, les employés des lignes télégraphiques, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions; les militaires de tout grade voyageant en corps ou séparément, à charge par eux, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les courriers du Gouvernement, les malles-postes, les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État, les élèves allant à l'école communale ainsi qu'à l'instruction religieuse, ou en revenant; les prévenus, accusés ou condamnés conduits par la force publique. (Du 24 Juin 1850.)



Certifié conforme :

Paris, le 13^e Juillet 1850.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS .

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 286*.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 281. — *Loi qui ouvre un Crédit extraordinaire pour le paiement du Subside consenti en faveur du Gouvernement oriental.*

Du 6 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget du ministère des affaires étrangères, exercice 1850, un crédit extraordinaire de un million deux cent mille francs (1,200,000^f), destiné à assurer le paiement du subside mensuel consenti, à titre d'avance, en faveur du Gouvernement oriental, par la convention du 12 juin 1848, jusqu'à concurrence de cette somme.

Le crédit extraordinaire ci-dessus sera l'objet d'un chapitre spécial à ouvrir au budget du ministère des affaires étrangères, sous le titre de *subside au Gouvernement oriental*.

2. Il sera pourvu aux dépenses extraordinaires autorisées par la présente loi au moyen des ressources de l'exercice 1850.

* Voyez un Errata à la fin de ce Numéro.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 6 Juillet 1853.

Le Président et les Secrétaires,

**Signé Général Bugeau, vice-président; ARNAUD (de l'Ariège),
LACAZE, PEUPIN, CHAROT, BÉRAUD, DE HEECKEREN.**

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2282. — Loi qui autorise la ville d'Orléans à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 6 Juillet 1853.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit:

ARTICLE UNIQUE. La ville d'Orléans (Loiret) est autorisée.

1° A emprunter, à un intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de soixante mille francs (60,000^f), remboursable en trois ans, à partir de 1854, et destinée à équilibrer le budget de 1850;

2° A s'imposer extraordinairement pendant trois ans, à partir de 1854, quatre centimes additionnels au principal des quatre contributions directes pour l'amortissement de l'emprunt.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 6 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

**Signé Général Bugeau, vice-président; ARNAUD (de l'Ariège),
LACAZE, PEUPIN, CHAROT, BÉRAUD, DE HEECKEREN.**

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2283. — *Loi qui ouvre, en Crédit extraordinaire, pour dépenses relatives à l'Exposition de Londres.*

Du 8 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture et du commerce, sur l'exercice 1850, un crédit extraordinaire de cinquante mille francs (50,000^f), applicable aux dépenses préparatoires qu'exigeront la concentration, le choix et l'envoi des produits français à l'exposition de Londres, projetée pour 1851.

Ce crédit formera un chapitre spécial au budget dudit exercice.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 1^{er} avec les ressources affectées aux besoins de l'année 1850.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 8 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LAGAZE, REUPIN, CHAPOT,
BÉRARD, DE HEECKEREN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2284. — *Loi qui autorise la ville de Beaune à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 8 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Beaune (Côte-d'Or) est autorisée,

1° A emprunter, à un intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de cent cinquante mille francs (150,000^f), remboursable en dix ans, à partir du 1^{er} janvier 1852, et destinée à l'établissement de fontaines publiques;

2° A s'imposer extraordinairement, pendant dix ans, sept centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté, concurremment avec les revenus de la ville, à l'amortissement de l'emprunt.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 8 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN, CHAPOT,
BÉRARD, DE HECKEREN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Gardc des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROCHER.

N° 2285. — *Loi modificative de celles des 9 août 1847 et 23 mai 1848, qui ont autorisé le département de la Gironde à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 9 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Conformément à la demande faite par le conseil général de la Gironde dans sa session de 1849, la loi du 9 août 1847 est modifiée ainsi qu'il suit :

Le département est autorisé à prélever en 1850, sur les fonds de l'emprunt que cette loi lui a permis de contracter, une somme de cinquante mille francs (50,000^f), qui sera appliquée à la distribution de primes à payer aux entrepreneurs de constructions navales.

Il sera pourvu au remboursement et au service des intérêts de cet emprunt au moyen des ressources créées dans ce but par la même loi du 9 août 1847.

2. Conformément à la demande également faite par le conseil général de la Gironde, la loi du 23 mai 1848 est modifiée de la manière suivante :

Le département est autorisé à prélever sur le produit de l'imposition extraordinaire créée par cette loi une somme de dix mille francs (10,000^f), destinée au payement de la subvention promise par le conseil général à la compagnie du chemin de fer de Bordeaux à La Teste.

Les ressources réalisées en vertu de cette loi seront désormais applicables, non-seulement aux travaux des routes départementales récemment classées, mais aussi à ceux des routes classées antérieurement à la loi du 23 mai 1848.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 9 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN ; ARNAUD (de l'Ariège), LAGAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉRARD, DE HEECKEREN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

Errata. Bulletin 281, qui contient le décret portant convocation des conseils d'arrondissement, page 749, lignes 9^e et 10^e, au lieu de 29 juin 1850, lisez 28 juin 1850.

Bulletin 285, contenant (page 25) la loi relative à la mise en état de siège de la Guadeloupe, lignes 3^e et 4^e de l'article unique de cette loi, au lieu de sera appliquée aux autres établissements de la colonie, lisez sera appliquée aux autres arrondissements de la colonie.



Certifié conforme :

Paris, le 14^e Juillet 1850.

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la
Justice,*

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.





BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 287.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2286. — *DÉCRET qui proclame des Brevets d'invention.*

Du 25 Mars 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce ;

Vu l'article 14 de la loi du 5 juillet 1844,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont proclamés :

1^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Amson (Gabriel), à Paris, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, n° 44, pour un porte-cigare dont la garniture est applicable aux bourses, porte-monnaie, etc.

2^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Balzola (Polycarpe), chez le sieur Rocca, à Paris, rue Hanteville, n° 61, pour des dispositions mécaniques de calendrier perpétuel.

3^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Barbe, Morisse et Lahure (Aimard-Marie-Édouard), représentés par le sieur Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 19, pour un système de poulies de marine sans estrope extérieure, applicables aux poulies simples, doubles et triples, soit à crosse pour être aiguilletées, soit à croc, soit enfin à toute espèce de poulies.

4^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Bassié (Jean), à Bordeaux, rue Castelnau-d'Auro, n° 5, pour un instrument propre à la mesure des habits pour homme dit *basimètre*.

5^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le

X^e Série.

21 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Becquet (Henri-Philippe), à Paris, rue Blanche, n° 6, pour la désinfection des matières fécales et de toute autre matière infecte, et pour la conservation des engrais azotés.

6° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cantillon (Georges), représenté par le sieur Reynaud, à Paris, rue Bleue, n° 16, pour perfectionnement dans les appareils servant à économiser le combustible pour l'ébullition et l'évaporation des liquides.

7° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Chappaz (Antoine-Philibert), à Bordeaux, route de Toulouse, n° 20 et 21, pour un procédé de boucher les flacons de conserves alimentaires dit *bouchage antogène*.

8° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Chappuis (Eustache), à Givors, pour la construction d'un moteur à vapeur.

9° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Courbatère (Amédée), à Angoulême, pour un waggon de terrassement à deux roues.

10° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Danguy (Louis-Marin), à Rouen, rue Lafayette, n° 21, pour une commande directe de poulies mains-douces, indépendantes des cannelées dans les mull-jennys.

11° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par le sieur Dupré (Jean-Baptiste), à Sablé, Grand'Rue, pour un système à appliquer aux voitures suspendues, afin de les empêcher de verser.

12° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Edwards (Henry-Hind), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 10, pour un système de tiroir pour distribuer la vapeur dans les cylindres des machines à vapeur.

13° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Engard (Jean-Baptiste) et Libermann (Joachim-Joseph Antoine), à Paris, rue Lafayette, n° 3, pour la fabrication d'un genre de cho colat.

14° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 24 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Gataz (Michel), à la Croix-Rousse, rue de Cuire, n° 1 pour une machine propre au lissage et au repiquage mécanique des cartons.

15° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 23 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacquemin (Lucien), élisant domicile chez les sieurs Marti et compagnie, rue d'Orléans, n° 1, au Marais, pour l'application d'un *fémaillage* à la fabrication en tôle de fer des tableaux indicateurs des rues, etc.

16° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée

le 23 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacquemin (Lucien), élisant domicile chez les sieurs Marti et compagnie, à Paris, rue d'Orléans, n° 1, au Marais, pour l'application de l'émaillage à la fabrication de la vaisselle en fer battu, etc.

17° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacquemin (Lucien), élisant domicile chez les sieurs Marti et compagnie, à Paris, rue d'Orléans, n° 1, au Marais, pour l'application de l'émaillage aux tuyaux de fer, etc.

18° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de l'Yonne, par le sieur Leger (Amable), à Auxerre, rue du Champ, pour un pressoir mécanique dit *Tanzerrois*.

19° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Lelièvre (Charles), à Valenciennes, pour l'application des briquettes de charbon maigre au chauffage des appareils à vapeur.

20° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Loin (Claude-François-Jules), à Belleville, rue des Rigolles, n° 46, pour un système de fabrication de boutons en pâte de porcelaine pour vêtements.

21° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture de la Seine, par le sieur Lawenthal (Lazare), à Paris, rue de la Vannerie, n° 42, pour un système de parapluie et parasol ou ombrelle dont on peut, à volonté, augmenter ou diminuer la surface protectrice.

22° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, par le sieur Mancel (Adolphe), représenté par le sieur Peynet-Fontenelle, à Quimper, pour l'emploi d'une matière provenant des résidus de la galvanisation, composée d'une grande partie de fer et de zinc, et destinée à remplacer le cuivre et la fonte dans plusieurs circonstances.

23° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Maré (Charles), à Nantes, quai de la Fosse, n° 44, pour un mode de cuivrer le fer.

24° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Masson (Joseph), à Lyon, rue Bourbon, n° 27, pour une amélioration apportée dans les étiaux.

25° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Masson (Joseph), à Lyon, rue Bourbon, n° 27, pour une amélioration apportée dans les mouffles.

26° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Michelot (Pierre), à Dijon, rue Porte-d'Ouche, n° 52, pour un essieu dit *essieu brisé*.

27° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la

Seine, par le sieur Morin aîné (Julien), à Paris, rue Lamartine, n° 54 et 56, pour une construction de divans formant lits ordinaires ou lits de repos, ou lits de malades dits *lits parisiens*.

28° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par le sieur Parisse père, à Clermont, pour un mode de conservation des subsistances animales et végétales crues.

29° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Porte-Fay (Jean-Baptiste) et Tessier (Antoine), à Saint-Étienne, pour un perfectionnement aux peignes à tisser toutes espèces d'étoffes à l'aide d'une aiguille.

30° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par le sieur Rimlinger (André), à Remering, pour perfectionnement au fourneau économique pour lequel il a obtenu un brevet d'invention de cinq ans, le 29 mai 1844.

31° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Taylor (William), élisant domicile chez le sieur Truffaut, à Paris, rue de Grammont, n° 17, pour un appareil propre à chauffer les générateurs de vapeur, à l'aide du coke ou autres combustibles, quelle que soit leur destination.

32° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Verdu (Vincent-François-Xavier), à Quinsac, pour un appareil propre à faciliter la dentition des enfants, dit *odontophique*.

33° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Violette (Jules-Michel-Henri), à Esquerdes, arrondissement de Saint-Omer, pour la cuisson du plâtre par la vapeur d'eau surchauffée.

34° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur d'Arincourt (Louis-Charles-Prévost), éligant domicile chez le sieur Prévost d'Arincourt, à Paris, rue de Bréda, n° 2, pour des procédés galvaniques de plombage et d'étamage du zinc et de la tôle.

35° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bazelaire (Marie-Michel-Édouard), à Lyon, rue Sainte-Hélène, n° 26, pour perfectionnements des métiers à tisser les rubans par un moteur mécanique.

36° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Beckenstein (Cristophe), à Lyon, rue Saint-Pierre, n° 10, pour un appareil géomagnétique et son application à l'agriculture.

37° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Benet (Casimir), Reynaud (Lazare) et Lowairo (Joseph), à Marseille, place Porte-de-Rome, n° 4, pour un hypomé-

cane, appareil mécanique en fer, destiné à remplacer la force de plusieurs chevaux attelés à une voiture.

38° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bertrand-Provancher (Jean-François), à Paris, impasse de l'École, n° 4, rue Neuve-Coquenard, pour un moyen d'appliquer la lithographie sur la porcelaine comme décoration.

39° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bidos (Narcisse-Paul-Léon), à Paris, rue Bleue, n° 16, chez le sieur Reynaud, pour un appareil appliqué aux cachets, dit *cachet-moule*.

40° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Biehler (Eugène), à Paris, rue Saint-Guillaume, n° 24, pour des puits-chambres à mines, applicables à l'extraction en grand des rochers de toute nature.

41° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Brunet (Philibert) et Roussy (Philibert), à Lyon, rue Belle-Cordière, n° 7, pour une navette multiple, rouet et cantre, pour la fabrication des étoffes.

42° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carton (Louis-Célestin), à Paris, rue Monsigny, n° 10, pour une disposition de couteau dite *couteau solaire*, donnant l'heure au moyen d'un cadran solaire et permettant de s'orienter.

43° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Chlarbume (Hermann), représenté par le sieur Schwilgué, à Strasbourg, rue Lrulée, n° 24, pour un cachet perfectionné.

44° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clément (Samson), à Paris, rue d'Aval, n° 18, pour un cadran contrôleur des jeux et applicable à divers autres usages.

45° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Debain (Alexandre-François), à Paris, rue Vivienne, n° 53, pour des instruments de musique mécaniques et application du système aux pianos, orgues, etc.

46° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Dejean (Alfred), à Thann, pour un appareil à vitesse, remplaçant les taquets et lanières, applicable à toute espèce de métier à tisser.

47° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Duchesne (René-Constant), à Nantes, place du Bon Pasteur, pour un vase destiné à contenir les eaux minérales gazeuses.

48° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la

Seine, par le sieur Dulac (Marie-Balthazard), à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 31, pour des cadres en stuc appliqués à la dorure.

49° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Dumoulin (Denis-Marie) et la dame Seux (Louise), représentés par le sieur Dargère, à Tarare, pour un système de tissage à la brodeuse, sans navette.

50° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Duray (Léopold) et Praxel (Napoléon), chez le sieur Tournay, à Paris, rue Aumaire, n° 47, pour une machine propre à faire des tissus de tous dessins sans cartons, lisage ni mise en carte.

51° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Gemini (Pierre-Antoine), à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 77, pour l'emploi des glands et des marrons d'Inde dans la panification.

52° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guillaume (René-Jean-Baptiste), à Paris, rue Saint-Martin, n° 255, pour différentes améliorations apportées dans des lampes dites à *modérateur*, et spécialement pour un tube élastique en peau, en cuir ou en baudruche, remplaçant les tubes rigides existant jusqu'à ce jour.

53° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Krieger (Antoine), élisant domicile chez le sieur Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 19, pour un fauteuil hygiénique.

54° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Laurence (Antoine-Prix) et Normand (Silvain), chez le sieur Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 19, pour des perfectionnements apportés dans le mécanisme des montres et principalement dans l'échappement.

55° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Léquillon (Paul-Jean-Louis), à Paris, rue Saint-Étienne Bonne-Nouvelle, n° 9, pour un sous-pied à charnière mobile.

56° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 6 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Livret (André-Vincent), à Paris, boulevard Saint-Martin n° 17, pour un appareil mécanique portatif, particulièrement applicable à l'agriculture.

57° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 29 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marcy (Eras-tus-Edgerton), élisant domicile, à Paris, rue de Rivoli, n° 42, hôtel Meurice, pour des perfectionnements apportés à la fabrication de l'acier.

58° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 30 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moreau (Eugène-François), à Paris, rue Ménilmontant

n° 13 bis, pour une machine propre à fendre les peaux et les cuirs dans leur épaisseur, soit en totalité, soit en partie seulement.

59° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Mundigo (Georges-Henri), à Lille, place Saint-Martin, n° 13, pour une mécanique de pianos.

60° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pelletier (Jean-François-Charles), à Paris, quasi de Valmy, n° 139, pour un système de couverture de toits en bois.

61° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schloss (Henry), à Paris, rue Chapon, n° 15, pour un genre de dos élastique, applicable à la fabrication de divers produits industriels.

62° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schappler (Philippe-Jacques), chez le sieur Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 19, pour un appareil servant à prévenir les accidents sur les chemins de fer.

63° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Serret, Hamoir, Duquesne et compagnie, à Valenciennes, pour l'emploi des corps gras, à l'effet d'enlever, par la saponification, la chaux contenue dans les dissolutions sucrées.

64° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Tavernier (Ferdinand-Raphaël) et Courtois (François-Alphonse), à Paris, rue de Courcelles, n° 36, pour une machine propre à la fabrication des feutres et autres étoffes.

65° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Tempère (Jean-Claude-Séraphin) et Milhieux et Gendre, à Paris, cour Batave, n° 13, pour un procédé de fabrication des tissus, broderie et tapisserie, applicables à divers usages.

66° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Turck (Sébastien-Antoine), à Paris, rue des Marais-Saint-Germain, n° 18, pour un système de machine dite *aspirateur*, propre à faire le vide.

67° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cussand (Félix), à Paris, rue Neuve-de-Lappe, n° 4, pour un système de machines destinées à hacher les viandes et à former les saucisses.

68° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 4 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Violette (Jules-Michel-Henri), chez la dame Violette, à Paris, rue du Dragon, n° 34, pour un mode de cacheter les lettres.

69° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Agard (Félicien), à Aix, rue de la Glacière,

n° 7, pour l'utilisation des eaux-mères, résidu de la fabrication du sel marin à la production du sel blanc menu raffiné, et du sel à faible densité.

70° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Archer (Henri), représenté par le sieur Perpigna, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 10, pour un procédé propre à faciliter la division des feuilles ou morceaux de papier, parchemin ou autres substances semblables; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 23 novembre 1862.

71° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Barroux (Léon-Joseph), à Marseille, boulevard Chave, n° 52, pour un propulseur à action directe et à réaction, applicable à la navigation.

72° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Bergue (Charles-Louis-Aimé), représenté par le sieur Gaigneau, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 26, pour un ressort atmosphérique.

73° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Bon et compagnie, à Lyon, rue des Tables-Claudiennes, n° 14, pour un rouleau à roulettes mobiles, propre à moirer les étoffes unies et façonnées.

74° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chamberlin (William), représenté par le sieur Truffaut, à Paris, rue de Grammont, n° 17, pour des perfectionnements dans les appareils destinés à enregistrer les votes aux élections; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 13 juin 1862.

75° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Crouette (Augustin), représenté par le sieur Lebrument, à Rouen, quai Napoléon, n° 45, pour une lampe.

76° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Deleuil (Louis-Joseph), à Paris, rue du Pont-de-Lodi, n° 8, pour un appareil dit *pondérateur postal* ou *balance à lettres*, propre à peser les lettres.

77° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Delhomme (Émile-Denis), à Paris, rue d'Enfer, n° 47, pour un nécessaire de fumeur ou blague porte-pipe.

78° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Demotte (Joseph), à Paris, rue de Chabrol, n° 38, pour un système de four double, fixe ou portatif, applicable à l'armée, à la marine, la colonisation, à la boulangerie, à la pâtisserie, etc.

79° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dreyton (Thomas), représenté par le sieur Truffaut, à Paris, rue de Gram-

mont, n° 17, pour des perfectionnements dans l'étamage à l'argent des glaces et autres surfaces; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 4 décembre 1861.

80° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Evrard (Augustin), représenté par le sieur Defrenne, à Lille, pour des procédés de revivification et de conservation du noir animal.

81° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Festugière (Noël), à Bordeaux, cours du Trente-Juillet, n° 30, pour le tirage et le soudage simultanés au laminoir des cercles de fer ou autres, roues de wagons et autres véhicules.

82° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gache frères, à Paris, rue des Terres-Fortes, n° 9, pour une disposition de bateau à vapeur particulièrement applicable à la navigation sur les canaux et sur les rivières étroites.

83° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gay (Benoit) et la dame veuve Decoudun, née Louise-Pauline Choix, à Paris, rue Pierre-Levée, n° 6 et 8, pour un appareil à lessive.

84° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hansen (Hans-Frédéric), représenté par le sieur Truffaut, à Paris, rue de Grammont, n° 17, pour des perfectionnements dans les machines à vapeur; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 4 mai 1862.

85° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Jacquesson (Adolphe), à Châlons, pour une broche à enfoncer les bouchons dans les bouteilles.

86° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Johnstone (Charles), à Gravelle, pour une hélice propre à propulser les bateaux à vapeur.

87° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Laudet (François) et Laudet (Jean-Baptiste-Georges), à Paris, rue de Vaugirard, n° 113, pour un briquelet elliptique à cylindre.

88° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mallet (Alfred-Antoine-Paulin), à La Villette, rue de Flandre, n° 121, pour un procédé propre à utiliser les eaux vannes des voiries et des fosses d'aisances.

89° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mansell (Richard Christopher), représenté par le sieur Merle, à Paris, rue Vivienne, n° 18, pour des perfectionnements dans la construction des voitures de chemins de fer et autres; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 1^{er} juin 1862.

90° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne par les sieurs Morel et fils, représentés par le sieur Degieux, à Laon, pour une pompe circulaire.

91° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moulfarine (Jean-Baptiste), rue Ménilmontant, n° 62, pour une machine continue propre à la fabrication des dragées et d'autres bonbons.

92° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Olin-Chatelet (Jean-Nicolas), à Toulouse, promenade du Boulingrin, pour un moyen de transporter la force motrice d'un point à un autre, par l'emploi, soit du gaz, de l'air, du vide et de toute espèce de liquide.

93° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Peigné (Achille), à Paris, boulevard Poissonnière, n° 14, pour des procédés propres au chauffage par la combustion des gaz réunis dans un même foyer.

94° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Peigné (Achille), à Paris, boulevard Poissonnière, n° 14, pour des procédés propres au chauffage par la combustion de divers gaz réunis dans un même foyer.

95° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Phalen (James), élisant domicile à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 84, pour un procédé propre à produire des pierres artificielles ayant les propriétés principales de l'agate.

96° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Picault (Gustave-François), à Paris, rue Dauphine, n° 52, pour un instrument propre à ouvrir les huîtres.

97° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Plon (Henri-Philippe), à Paris, rue de Vaugirard, n° 36, pour un rasoir préservateur, dit *rasoir de pléounry*.

98° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rabatté (Théodore-Marie), rue Folie-Méricourt, n° 20, pour une machine dite à *marguier*, pour le travail des cuirs et des peaux.

99° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Régnier (Auguste-Louis), chez le sieur Armengaud jeune, Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un diorama miniature.

100° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Roguier (Charles-Louis) et Kastner (Marie-Antoine-Émile), à Paris, rue du Nord, n° 20, pour un système de serrure dite *Rangkietners*.

101° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Scholefield (Thomas), à Paris, rue Petrelle, n° 7, pour la fabrication des tubes en métal.

102° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Surle de l'Aude (Jean-Baptiste-Pierre), à Paris, rue Saint-Benoît, n° 15, pour un système de traction sur les fleuves et rivières.

103° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vallette fils (Jean-Baptiste-Maurice), à Paris, passage Jouffroy, n° 12, pour un instrument de pesage.

104° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Violette (Jules-Michel-Henri), à Esquerdes, pour un traitement des produits résineux par la vapeur d'eau.

105° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Westhead (Josuah-Procter), représenté, à Paris, par le sieur Truffaut, rue de Grammont, n° 17, pour la fabrication d'étoffes tressées avec le poil des animaux, etc.; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 13 juin 1862.

106° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Benoît (Jacques-Toussaint), à Paris, rue du Fouarre, n° 11, pour une farine émoulinée propre à composer des cataplasmes économiques.

107° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berger Walter (Pierre), représenté, à Paris, par le sieur Reynaud, rue Bleue, n° 16, pour des procédés appliqués à la fabrication des verres de couleur pour illumination.

108° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bessemer (Henry), représenté par le sieur Truffaut, à Paris, rue de Grammont, n° 17, pour des perfectionnements relatifs à certaines opérations qui se rattachent à la fabrication du verre; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 22 mars 1862.

109° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône par le sieur Birraux (André), à Lyon, rue Mulet, n° 13, pour une machine à contrôler la soie, la laine, le coton, etc.

110° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourdon (Eugène), à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 74, pour des perfectionnements apportés dans les appareils à vapeur applicables aux machines fixes comme aux locomotives et aux bateaux.

111° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par les sieurs Bugnot, Colladon et Langlois (Mathurin-Alphonse), à Beaumont, rue Neuve, n° 38, pour un appareil à extraire et blanchir les féculs et amidons ou autres matières analogues, par dépôt continu.

112° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Carbonnel (née Hortense-Charlotte Parran), à Paris, rue de Jussieu, n° 17, pour l'application de l'écaille et de la corne à la fabrication des chapeaux de dames.

113° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Dalet (Philippe), représenté par le sieur Lobstein fils, à Strasbourg, pour un mode économique de construction de fours à chaux, briques et tuiles.

114° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Duchamp (Pierre), à Lyon, rue du Commerce, n° 22, pour une canetière propre au tissage des étoffes de soie.

115° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Gauthier de la Touche (Louis), à Batignolles-Monceaux, rue des Batignollaises, n° 7, pour un genre d'instrument propre à couper les légumes dit *coupe-légumes*.

116° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guérin (Édouard), à Paris, rue des Marais-Saint-Martin, n° 66, pour des galets en porcelaine pour roulettes de meubles.

117° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefrançois (Louis-Baptiste), à Paris, rue de Poitou, n° 12, pour un briquet à allumettes et à amadou.

118° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Leroy (Jean-Jacques-Joseph) et Mathieu (Louis-Joseph), à Paris, rue des Poitevins, n° 7, pour des perfectionnements aux armes à feu.

119° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par le sieur Ménétrier, pour une machine à vapeur rotative et rétrograde avec pression et à détente.

120° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mols (Louis-François-Guillaume), à Paris, rue Vivienne, n° 53, pour un système de billes et coussinets métalliques propres aux chemins de fer.

121° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Pharant (Jean-Louis), à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 95, pour un genre de cafetière.

122° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rogers (Jasper-Weeler), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 10, pour des perfectionnements apportés, tant à la préparation de la tourbe comme combustible, qu'à la combinaison de cette substance avec d'autres matières pour la formation d'engrais; invention pour

laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 1^{er} juin 1862.

123° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs de Saint-Julle de Colmont (Louis-Auguste) et Ducloux (Marc-Auguste), à Paris, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, n° 182, pour la fabrication de caractères d'imprimerie par compression.

124° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Schneider (Benjamin), à Wissembourg, pour un appareil dit *enclérimètre*, destiné à remplacer l'emploi des bougies dans les adjudications publiques.

125° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Sebillé (Charles-Félix), à Nantes, quartier Delannay, rue du Drezène, n° 4, pour un métal plomb résistant, susceptible d'être laminé et étiré en tuyaux dans toutes les dimensions.

126° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Baker (Thomas) et Grégory (E.-Bonczér-Noah), représentés par le sieur Purcell, à Paris, rue Saint-Honoré, n° 372, pour des perfectionnements dans la fabrication des tissus métalliques.

127° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bérard (Aristide-Balthazar) et Pouchin (Jacques-Maurice), élitant domicile chez le sieur Bérard, rue Blanche, n° 10, pour un système de machine à vapeur, propre au défrichement et au labour.

128° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Castets (Auguste), rue de Berlin, n° 28, pour une boîte-poste.

129° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chansay (Jean-Joseph), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 71, pour un appareil transformateur de vidange, transformant immédiatement les matières fécales en terreau.

130° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par le sieur Daunay (Jean), à Mureils, pour un tamis à secouer horizontalement.

131° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Delaharre (César-Auguste), à Rouen, rue Cauchoise, n° 29 et 31, pour des systèmes de châssis à rideau pour cheminées.

132° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Delvart (Charles-Ambroise-Joseph), à Zouafques, pour une presse à mouvement continu pour l'imprimerie, la lithographie et la gravure.

133° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 3 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delvigne (Henri-Gustave), à Paris, rue du Bouloi, n° 24, pour un appareil dit *tube à tir*, propre à faciliter le tir des armes à feu.

134° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Tarn, par le sieur Demeure (Antoine), à Saint-Juéry, pour un procédé de typochromie.

135° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dixon (Joseph), élisant domicile à Paris, rue des Fossés-Montmartre, n° 9, hôtel des Victoires, pour un genre de crochets protecteurs des montres.

136° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dixon (Joseph), élisant domicile à Paris, rue des Fossés-Montmartre, n° 9, hôtel des Victoires, pour un genre d'attaches pour manteaux.

137° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par le sieur Ferrouil (François), à Lens-Lestang, pour un système de nageoires à piston à l'usage des bateaux à vapeur.

138° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gariel (Marie-Maurice), à Paris, avenue Frochot, n° 5, pour un appareil chirurgical propre à supprimer l'inconvénient de l'incontinence d'urine et des écoulements des voies génito-urinaires.

139° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Gelée (François-Anthime), à Sainte-Marguerite-sur-Fauville, pour un mouvement double alternatif, applicable aux machines à vapeur.

140° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par le sieur Gugnion (Louis-Zéphirin), à Metz, place Napoléon, n° 15, pour une machine hydraulique à jet continu et à colonne d'équilibre.

141° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Hérard (François), à Lyon, rue du Peuple, n° 5, pour une machine hydraulique.

142° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hoe (Richard-Marche), élisant domicile chez le sieur Perpigna, à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 10, pour une presse typographique propre à imprimer des cartes de visite, d'adresse et autres; invention pour laquelle il a demandé aux États-Unis d'Amérique une patente de quatorze ans, expirant le 12 octobre 1862.

143° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacquemin (Lucien), élisant domicile chez les sieurs Grandsir et Englex, à Paris, rue d'Anjou, n° 4, au Marais, pour l'application de l'émaillage du fer aux formes à sucre.

144° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de l'Yonne, par le sieur Jourd'hui (Jean), à Sens, Grande-Rue, n° 7, pour une lampe mécanique dite *lampe Jourd'hui*.

145° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par la dame Lemasson (née Rosalie Lauzier), chez le sieur Dunal, à Nîmes, pour un procédé applicable à l'exploitation des carrières.

146° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département des Pyrénées-Orientales, par le sieur Lemoign (Victor), à Port-Vendres, pour un système de tiroir de machine à vapeur.

147° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lenoir (Auguste-Léopold), à Paris, rue Chanoinesse, n° 14, pour un système d'armes à feu se chargeant par la culasse.

148° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, par le sieur Malibert (Louis), à Brest, pour un moyen d'empêcher la transparence des cartes à jouer.

149° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par les sieurs Massoneau (Louis-René) et Berendorf (Christophe), à Angers, pour un four à chaux concentrateur et accélérateur du calorifique.

150° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Michel (Pierre-Jacques), à Nîmes, pour un système de mécanique à la Jacquart.

151° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Montagat (Louis-Napoléon), à Eyguières, pour une machine propre à la fabrication des briques dites *tomettes* et *moëllons*.

152° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Pessieux (Claude), à Marseille, rue des Récollets, n° 8, pour un moteur destiné à remplacer les machines à vapeur.

153° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rivet (Jérôme), à Belleville, rue de Paris, n° 127, pour une carcasse ou galette de chapeau élastique pouvant être montée en tissu de soie, en feutre, en caatextile, ou tout autre chapeau monté sur intérieur.

154° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Sagnier (Louis) et compagnie, élisant domicile chez le sieur Sagnier à Paris, rue Grange-Batelière, n° 17, pour une machine propre à régler les ressorts des locomotives.

155° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 3 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Smet (Louis-Jean-Baptiste-Joseph), représenté par le sieur Reynaud, à Paris, rue Bleue, n° 16, pour un système de four à coke; invention

pour laquelle il a obtenu en Belgique un brevet de dix ans, expirant le 20 septembre 1858.

156° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tussaud (Félix), à Paris, rue de Lappe, n° 4, pour un système de porte-lames à drageoir servant à découper tout ce qui peut l'être à l'emporte-pièce, tel que semelles de chaussures, objets de cartonnage, de papeterie, de bijouterie, etc.

157° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Viguié (Barthélemy-Antoine-Natanaël), chez le sieur Simon à Paris, rue des Francs-Bourgeois, n° 15, au Marais, pour un procédé économique propre à l'épuration du gaz.

158° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par les sieurs Wahrlin, Kessler et Barry (Pierre-Gédéon), à Strasbourg, pour une préparation de carbonate et d'oxyde de plomb.

159° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Adams (William-Bridges), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 10, pour des perfectionnements apportés, tant aux locomotives et aux voitures sur chemins de fer qu'aux chemins de fer eux-mêmes; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 12 décembre 1860.

160° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bayard frères, à Paris, rue Sainte-Avoye, n° 31, pour des procédés mécaniques de superposition des étoffes dites *multiplés*.

161° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bortrand (Michel-Nicolas), à Paris, boulevard du Temple, n° 18, pour des perfectionnements apportés dans les robinets.

162° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Bons (Louis-Charles), à Rollbec, pour une machine à lame.

163° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bougleux (Henri), chez le sieur Hamot jeune, à Paris, rue des Fossés-Montmartre, n° 10, pour un procédé de trituration concernant les céréales qui doivent être soumis à l'action des meules.

164° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brocard (Étienne), chez le sieur Turbé, à Paris, rue Montmorency, n° 38, pour certains perfectionnements apportés aux tubes que l'on emploie dans les chaudières de locomotives, lesquels tubes sont faits en feuilles de laiton.

165° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Chaverondier (Hippolyte), à Saint-Germain-Laval, pour perfectionnement des métiers à lacets et à cordons.

166° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Debacq, née Amélie-Rosine Gorraut, à Paris, passage des Petites-Écuries, n° 19, pour une machine destinée à transformer promptement les matières fécales en poudrette sans odeur.

167° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Déjardin (Louis-Auguste-Désiré) et de Bergues (Henri-Paul-Daniel-Victor), à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 26, pour un appareil propre à la distillation et à la condensation des métaux volatils.

168° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Depassio (Claude) et Mollard (Claude), à Suresnes, place Henri IV, n° 8, pour un procédé de désinfection des fosses d'aisances, etc.

169° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deraine (Jean-Baptiste-Wulfran-Gervais), à Paris, rue des Jeûneurs, n° 1, pour des procédés de dressage et de gaufrage des gants de toutes dimensions.

170° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Desguis (Pascal-Marius-Edouard-Michel) et Badarous (Henri-Lucien-Fortuné), à Paris, rue Castiglione, n° 10, pour des procédés de blanchiment des sucres.

171° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deydier (Victor-Martin), à Vaugirard, rue de l'École, n° 90, pour des pots à fleur en métal de zinc.

172° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gillard (Joseph-Pierre) et Fénis de Lacombe (François-Henri-Marie-Cosme-Damien) et Fénis de Lacombe (Jacques-Ernest), pour un gazomètre anhydre.

173° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guérin (René), rue des Marais-du-Temple, n° 66, pour des perfectionnements apportés dans les balances propres au pesage des lettres.

174° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guérard (Jacques-Alfred), à Paris, quai de Gèvres, n° 20, pour un système de machine hydraulique dite *pompe pneumatique*.

175° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Hollands (William-Edward) et Greeno (Nicholas-Whitaker), représentés à Paris par le sieur Truffaut, rue de Grammont, n° 17, pour des perfectionnements dans la fabrication d'un nouveau combustible artificiel; invention pour laquelle ils ont obtenu, en Angleterre, une patente de quatorze ans, expirant le 4 septembre 1862.

176° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le

sieur Hund (William), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 10, pour des perfectionnements apportés à la fabrication du sulfate de soude, du carbonate de soude et du chlore; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 24 juin 1862.

177° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jay de Beaufort (Henri-Michel), chez le sieur Leblanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de pied mécanique propre à faciliter la marche des personnes qui font usage de jambe de bois, et même à les empêcher de boiter, soit que l'amputation ait été faite au-dessus du genou ou qu'on l'ait pratiquée au-dessous.

178° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Jourdan-Gozzarino et la dame Manry (Marie), à Lyon, port des Cordeliers, n° 59, pour un réchaud à l'huile.

179° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maillier (Pierre), à Paris, rue Richelieu, n° 28 bis, pour un instrument dit *corpomètre conformateur*, nécessaire à l'art du tailleur.

180° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Martin (Félix), à Nîmes, pour un procédé de confection de lanières servant à la confection des velours à libre palette.

181° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Mathis (Frédéric), aux Brotteaux, à Lyon, cours Morand, n° 11, pour un calorifère par rayonnement et par contact.

182° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par le sieur Ménétrier (Michel), à Dole, pour un fourneau économique de cuisine dit *fumivore*.

183° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Moneuze Grand-Jean (Jacques-Claude), à Sillery, pour un instrument qui, par sa forme, peut servir de canne et en même temps de lunette, par le moyen de laquelle on pourrait découvrir ce qui se passerait derrière un mur, une maison, etc. avec la même facilité que si l'on était en rase campagne, et en outre déterminer la distance des objets aperçus; instrument dit *moneuzéotype*.

184° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ochs (Lazare), chez Armand Joël, à Paris, rue des Marais-du-Temple, n° 24, pour la fabrication du savon.

185° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Serret-Hamoir, Duquesne et compagnie, représentés par le sieur Lesens, à Valenciennes, pour l'emploi de l'alumine en gelée, à l'effet de décolorer le jus provenant directement de la betterave et de la canne.

186° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la

Seine, par le sieur Touche (Joseph), à Paris, rue Ménilmontant, n° 50, pour des perfectionnements apportés à un système de lampe à réaction d'air.

187° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Vigue fils aîné, à Beaucaire, pour un procédé d'agglomération des houilles venues à l'état naturel ou à l'état de coke.

188° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vincendon (Élie-Édouard), chez les sieurs Bayard frères, à Paris, rue Sainte-Avoye, n° 31, pour des chapeaux en feutre de toute nature à double bord, sans couture.

189° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Voilquin (Rémi-Napoléon), à Saint-Étienne, rue de la Loire, n° 10, pour l'agglomération de la houille.

190° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par le sieur Vuillamy (Claude), à Dole, pour un fourneau économique de cuisine à flamme circulaire.

191° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bergougnan (Jean-Bernard), à Paris, passage du Saumon, n° 55, pour un couteau à plate semelle à bascule.

192° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chameroy (Edme-Augustin), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 164, pour un système d'assemblage de feuilles métalliques, principalement des tuyaux.

193° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charrier (Auguste-René), à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 59, pour un bec à deux mèches applicable à toutes les lampes.

194° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chayet (François-Auguste), à Paris, rue Rambuteau, n° 48, pour un pèse-lettres sans support.

195° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clément (William-Hood), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 10, pour des perfectionnements dans la fabrication du sucre; invention pour laquelle il a obtenu Angleterre une patente de quatre ans, expirant le 21 novembre 1862.

196° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par le sieur Duclaux (Adrien), à Valence, pour une presse à imprimer les étoffes de soie, coton et fil.

197° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Étard (Jean-Charles), à Paris, rue du Petit-Reposoir, n° 6, pour un genre de crochet articulé propre au transport des fardeaux à dos d'homme.

198° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Feytaud (Joseph), à Paris, boulevard du Temple, n° 36, pour une bascule-romaine à disque curseur.

199° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Francard (Victor-Sauveur), à Paris, rue Boucherat, n° 6, pour une disposition de presse à emboutir, marchant d'une manière continue par un moteur quelconque.

200° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par le sieur François-Vaillant (Jean-Louis), à Metz, rue des Jardins, n° 16, pour un calorifère, tout en fonte, avec un double courant d'air.

201° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Giraud-Valin, représenté par le sieur Danel, à Lille, pour une machine à concasser la chicorée.

202° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Hilst fils et Palluau, à la Madeleine-lès-Lille, pour un appareil à brûler le café.

203° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Jacquet-Robillard, à Arras, pour un semoir universel, propre à semer toute espèce de graines.

204° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefèvre (Desiré-Parfait), à Paris, quai Napoléon, n° 15, pour un système de frein, applicable aux waggons marchant sur les chemins de fer.

205° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par le sieur Lemasson (Victor), à Falaise, faubourg de Guibray, pour un métier circulaire dit *tricoteur français*, faisant la maille anglaise.

206° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemolt (Alexandre-Edouard), à Paris, passage Jouffroy, n° 42, pour un système de batterie électrique, propre à l'éclairage et à tous autres usages.

207° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Liskenne (Charles-François) et Pervieux (Pierre-Alexandre), à Paris, rue des Martyrs, n° 32, pour une composition de graisses pour le graissage de voitures et de locomotives des chemins de fer.

208° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Marchire (Louis-Martin) et Picard (Prosper), à Paris, rue Neuve-Saint-Martin, n° 27, pour un encrier mécanique dit *encrier inscristable*.

209° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la

Seine, par les sieurs Masse (Jacques) et Tribouillet (Victor), à Neuilly, avenue de Madrid, n° 4, pour l'emploi de la vapeur et de l'air surchauffés, pour oxyder, calciner et décomposer.

210° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Masse, Tribouillet et compagnie, représentés par le sieur Neveu, à Neuilly-sur-Seine, avenue de Madrid, n° 4, pour l'emploi des gaz et des vapeurs pour chauffer, dessécher, distiller et carboniser diverses matières.

211° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Marne, par le sieur Mounier aîné, à Nemours, rue du Château, n° 7, pour des chapeaux-flexion à échappement et inaltérables à la transpiration.

212° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mouthot (Jean-Baptiste), à Ivry, rue Liégat, n° 9, pour un procédé de tannage des peaux.

213° Le brevet de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mouveau (Jean), chez le sieur Armengaud aîné, rue Saint-Sébastien, n° 19, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des savons.

214° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 2 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Napier (David) et James-Murdoch, représentés par le sieur Truffaut, rue de Grammont, n° 17, pour des perfectionnements dans la fabrication des compas de marine; invention pour laquelle ils ont obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 20 juillet 1862.

215° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Neuburger (Auguste), à Paris, rue Vivienne, n° 4, pour une lampe dite *lampe solaire omnibus à bec mobile*.

216° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Parandier (Charles-Adrien-Théodule), chez le sieur Théodore Amet, banquier, à Besançon, Grande-Rue, n° 21, pour une machine à fabriquer les clous de fil de fer en tous genres.

217° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pontrevé (Frédéric) et Raymondière (Alfred), représentés par le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17, pour un système d'attache des deux bouts des courrois de transmission.

218° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Post (Théodore-Joseph), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 173 bis, pour des appareils séparateurs et désinfecteurs des matières fécales.

219° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schultz (Hippolyte), à Paris, rue des Gravilliers, n° 23, pour une espèce d'encre ineffaçable par les lavages et les agents chimiques.

220° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée

le 27 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sorel (Stanislas-Tranquille-Moderste), à Paris, rue de Lancry, n° 6, pour des appareils propres à la fabrication de l'oxyde de zinc, et pour des procédés pour en former des couleurs, propres à composer des peintures de bâtiment et d'art.

221° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Truel (Charles-Émilien), à Paris, passage de l'Industrie, n° 9, faubourg Saint-Martin, pour un instrument propre au dressage des gants, dit *dresseur mécanique*.

222° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wright (Lemuel-Welman), représenté par le sieur Truffaut, à Paris, rue de Grammont, n° 17, pour des perfectionnements dans la préparation du lin, du chanvre, de l'herbe de Chine dite *China-grass*, et autres substances fibreuses.

223° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bas (Firmin Philippe), à Batignolles-Monceaux, rue des Dames, n° 46, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 novembre 1847, pour un système de machines propres à découper les pierres, etc. ; addition consistant dans des perfectionnements généraux.

224° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Béranger (Joseph), élisant domicile chez le sieur Brillet, à Versailles, rue Nationale, n° 60, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 juin 1847, pour une combinaison de leviers-fleaux offrant trois instruments de pesage nouveau.

225° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Cavaillon (Florentin-Joseph), à Paris, rue Taitbout, n° 30, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 décembre 1845, pour des procédés de fabrication du gaz hydrogène éclairant et courant ; addition consistant en perfectionnements pour l'épuration du gaz.

226° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chameroy (Edme-Augustin), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 164, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 octobre 1847, pour des modes d'assemblage de tubes et tuyaux ; addition consistant en perfectionnements généraux.

227° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Contes (Ezra-Jenks), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 octobre 1848, pour un système de meules pour empointer les épingles ; addition consistant dans une nouvelle application desdites meules.

228° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Colson (Nicolas-Joseph-Alexandre), à Paris, rue du Dragon, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 janvier 1848, pour des perfectionnements dans la préparation du papier pour la peinture au

pestel; addition consistant dans une substance nouvelle ajoutée à cette préparation, que l'inventeur appelle *papier ligneux*.

229° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par la dame veuve Cuzin, née Louise Mellet, à Lyon, rue des Capucins, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 septembre 1846, par le sieur Cuzin, dont elle est cessionnaire pour une machine à parer le velours.

230° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Daud (Jacques-Étienne), à Paris, boulevard du Temple, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 septembre 1847, pour des bandes métalliques de billard élastiques, construites en fil de fer en spirales; addition consistant en ce que le bout de la spirale est replié en dehors de ladite spirale, et que le dessus de la bande est droit et de manière à ne pouvoir toucher les ressorts en spirale.

231° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desbordes (Louis-François), à Paris, rue Saint-Pierre-Popincourt, n° 20, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 mai 1848, pour des perfectionnements apportés dans la construction des manomètres; addition consistant dans un indicateur mobile rendant l'instrument réglable et à maximum de pression.

232° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Dubois (Alphonse), à Lyon, rue d'Égypte, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 septembre 1848, pour un système d'essieux et de boîtes de roues.

233° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duchesne (Louis-Pierre), à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 87, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 octobre 1847, pour un système d'appareils relatifs aux liquides gazeux; addition consistant dans l'application audit appareil d'un tube à dégagement ayant pour objet d'accélérer l'emplissage des bouteilles, de le rendre uniforme et sans aucune interruption.

234° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gontard (Célestin-Philippe) et Bolviller (Moïse), rue Saint-Hyacinthe-Saint-Honoré, n° 12, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 juin 1848, pour un perfectionnement fait à l'échappement libre à ressort, applicable aux pendules et aux montres; addition consistant dans une disposition nouvelle qui donne des secondes fixes avec le même échappement.

235° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grand (Julien), élisant domicile chez le sieur Armengaud jeune, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 novembre 1847, pour un procédé de fabrication des essieux en fer corroyé pour voitures, waggon, tenders de chemins de fer, etc.; addition consistant en un perfectionnement dans les outils.

236° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 no-

vembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hue (Louis-Charles), élisant domicile à Paris, rue des Deux-Écus, n° 23, hôtel de Rennes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 novembre 1846, pour un appareil propre à enlever les locomotives et les waggons et, au besoin, à empêcher les déraillements sur les chemins de fer; addition consistant en un courrier propre à arrêter les locomotives.

237° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacquemin (Lucien), élisant domicile chez les sieurs Marti et compagnie, à Paris, rue d'Orléans, n° 1, au Marais, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 avril 1845, pour cadrans d'horloges, pendules et montres en fer émaillé; addition consistant dans l'agrandissement du cadran.

238° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Joly (Pierre-Nicolas-Valery), à Paris, rue de Grenelle Saint-Honoré, n° 51, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 novembre 1847, pour un système complet de machine propre à l'impression typographique; addition consistant en perfectionnements généraux.

239° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Knussmann (Damian), chez le sieur Georgé, à Paris, rue Saint-Denis, n° 328, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 mars 1847, pour un appareil à succion propre à remplacer les sangsues; addition consistant en des améliorations facilitant l'emploi de l'appareil.

240° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Knussmann (Damian), chez le sieur Georgé, à Paris, rue Saint-Denis, n° 328, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 juin 1847, pour un instrument de chirurgie destiné principalement à remplacer l'action première de la sangsue; addition consistant dans des changements apportés à la manœuvre de la lancette.

241° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laming (Richard), à Clichy, route d'Asnières, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 novembre 1846, pour des procédés et appareils propres à la purification du gaz; addition consistant en perfectionnements généraux.

242° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Léclaire (Edme-Jean), à Paris, rue de la Victoire, n° 28, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 novembre 1847, pour des procédés de fabrication du blanc de zinc; addition consistant dans des modifications apportées aux fourneaux.

243° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaitre (Louis), représenté par le sieur Armengaud aîné, rue Saint-Sébastien, n° 19, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 décembre 1847, pour des procédés de fabrication de bagues viroles ou rondelles en métal; addition consistant dans de nouvelles améliorations apportées au système mécanique.

244° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 no-

vembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leroy (Narcisse), à Paris, rue Blanche, cité Gaillard, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 septembre 1848, pour un système de chemin de fer rigide, etc.; addition consistant en perfectionnements généraux.

245° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Louzienne (Louis-Adolphe) et Virlez (Jérôme-Eustache-Victor), à Paris, rue des Gravilliers, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans, pris le 7 octobre 1847, pour un système d'enclassement de baguettes ou tubes en émail, pierre ou verre, sur or, argent, etc., addition consistant en perfectionnements généraux.

246° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Paraf (Mathieu) fils, représenté par le sieur Paraf, rue du Sentier, n° 20 bis, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 octobre 1848, pour l'application et la fixation des couleurs insolubles, etc.; addition consistant en perfectionnements généraux.

247° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pommier (Charles-Émile), à Paris, quai Jemmapes, n° 188, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 octobre 1848, pour un mode de fabrication d'orseille; addition consistant en un perfectionnement dans cette fabrication.

248° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rémond (André-François), représenté par le sieur Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 19, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 octobre 1847, pour des perfectionnements apportés dans les machines à vapeur; addition consistant en tiroirs de distribution indépendants, sans boîtes à vapeur, sans bourrage ni masticage, et, en outre, sans pression de la vapeur contre le dos des tiroirs.

249° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rodier (Simon-Jacques), à Paris, rue du Vieux-Marché-Saint-Martin, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 avril 1846, pour un système de baignoires et chaudières à lessiver; addition consistant en perfectionnements généraux.

250° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Sauvage et compagnie, à Paris, rue Richer, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 août 1845, par le sieur Sauvage, dont ils sont cessionnaires, pour un appareil propre à alimenter constamment les chaudières des machines à vapeur, etc.; addition consistant dans un régulateur pour le tirage de la cheminée.

251° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sestier (Fabien), à Paris, rue Saint-Sauveur, n° 24 et 26, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 octobre 1848, pour un genre d'épaulettes; addition consistant en perfectionnements généraux.

252° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 oc-

tobre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Steiner (Jacques-Antoine-Louis-Marcel), à Paris, rue des Trois-Bornes, n° 31, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 février 1847, pour un procédé de fabrication de viroles pour chaudières tubulaires et autres usages; addition consistant en perfectionnements généraux.

253° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire par les sieurs Terra (Jean-Marie) et Griotier (François), à Saint-Étienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 mai 1847, pour un battant mécanique propre à la fabrication des rubans de soie et autres.

254° Le certificat d'addition, dont la demande a été déposée, le 13 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Vincro (Constantin) et Vincro (Piedanna), à Roubaix, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 novembre 1847, pour un procédé d'impression sur écheveaux de toutes matières.

255° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vitrou (Pierre), chez le sieur Piquenot, à Paris, rue Saint-Denis, n° 257, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 juin 1848, pour un système de retorderie; addition consistant dans un nouveau procédé pour arrêter la broche.

256° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Alleaume-Gougis (Alphonse), élisant domicile chez le sieur Truffaut, à Paris, rue de Grammont, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 novembre 1848, pour un système de traction ou halage des bateaux ou autres objets quelconques sur les canaux, fleuves et rivières; addition consistant dans des machines à vapeur fixes et dans des rouleaux et volants de transmission de force.

257° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Armengaud (Jacques-Eugène), à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 19, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 mars 1845, pour une machine apprêteuse d'étoffes, etc.; addition consistant en perfectionnements généraux.

258° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bail (Gaspard), à Vaise, route de Bourgogne, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 novembre 1844, pour un pressoir à vin.

259° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baranowski (Joseph-Jean), à Paris, rue Neuve-Clichy, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 novembre 1846, pour une machine à calculer; addition consistant dans des perfectionnements et simplifications.

260° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde par le sieur Barrieu (Alexandre), à Bordeaux, route de Toulouse, n° 125, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 septembre 1846 pour une pâte dite *lignifère*, destinée à remplacer le bois pour toute espèce

d'ornement; addition consistant en un procédé de blanchissage des objets fabriqués avec ladite pâte, afin d'obtenir un plus beau bruni.

261° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Barros (Ignacio), chez le sieur Armengaud aîné, rue Saint-Sébastien, n° 19, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 août 1848, pour une machine à fabriquer ou façonner les formes, les bois de fusil, les sabots et autres objets; addition consistant en modifications et perfectionnements généraux.

262° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Briet (Jean-Claude), à Paris, rue de Bondy, n° 70, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 février 1846, pour un système de vases propres à contenir les liquides gazeux; addition consistant en perfectionnements généraux.

263° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brunier (Louis), à Paris, rue Saint-Louis, au Marais, n° 33 et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} juillet 1847, pour une machine hydraulique et hydromotrice à chute d'eau artificielle; addition consistant en perfectionnements généraux.

264° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chameroi (Edme-Angustin), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 164, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 octobre 1847, pour des assemblages de tuyaux; addition consistant en des perfectionnements aux assemblages de tuyaux et aux tubulures.

265° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Charon (Germain), à Angers, rue Saint-Julien, n° 25, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 décembre 1847, pour un moteur applicable à diverses industries et principalement à la navigation.

266° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chaudun (Jules-Joseph), à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 décembre 1847, pour des dispositions applicables aux armes à feu et aux cartouches; addition consistant dans un perfectionnement fait aux cartouches des fusils se chargeant par la culasse.

267° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Dambresville (Nico'as-Marie), à Amiens, et se rattachant au brevet d'invention de dix ans pris, le 20 juillet 1848, pour l'emploi de l'hyposulfite de soude comme antichlore.

268° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Damey (Joseph-Alexis), à Paris, rue de Chaillot, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 septembre 1848, pour un manège locomobile servant à battre les grains et à les moudre; addition consistant en perfectionnements généraux.

269° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Darlu (Alexandre-Paul-Marie), à Paris, rue Montlabor, n° 15, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 août 1848, pour une application de chambres à soupapes aux moteurs gazeux; addition consistant dans la suppression de l'eau d'injection dans les condenseurs.

270° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ain, par le sieur David (Hippolyte), à Nantua, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 novembre 1847, pour un système de peignes à chignons.

271° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dubray (Alexandre-Etienne-Casimir), à Paris, rue Saint-Sauveur, n° 43, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} décembre 1847, pour un genre de registre sans couture; addition consistant en perfectionnements généraux.

272° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupaigne (Édouard François), chez le sieur Depaigne, à Paris, rue d'Amsterdam, n° 59, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris le 29 octobre 1846, pour un procédé de fabrication inodore des engrais produits des matières fécales et des matières animales; addition consistant en perfectionnements généraux.

273° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Durand (François), à Paris, rue Neuve-Popincourt, n° 9, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 octobre 1848, pour un système de chaussons de tresses; addition consistant dans un nouveau perfectionnement.

274° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Gay (Casimir-Augustin), à Strasbourg, rue de l'Ail, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 octobre 1846, pour un matériel de peinture à l'oléine d'huile d'olive.

275° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gillet (Jean-François), chez Steenhaut, à Paris, quai Malaquais, n° 15, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 janvier 1848, pour un système de machine propre à fabriquer toute espèce de menuiserie; addition consistant en perfectionnements dans les machines propres à faire les mortaises.

276° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Nièvre, par le sieur Gaussoit-Faulot (Jean-Baptiste), représenté par Regnault, rue du Commerce, à Nevers, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris le 6 mai 1846, pour une machine propre à fabriquer les dragées.

277° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guillaume (Alexandre), à Paris, rue des Vieux-Augustins, n° 62, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 février 1848, pour des perfectionnements apportés dans les presses à timbre sec, etc.; addition consistant dans de nouvelles applications et améliorations.

278° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 de

cembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Hebinet (François Louis), à Paris, rue des Grands-Augustins, n° 20, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 octobre 1848, pour des procédés propres à la séparation des matières fécales, etc.; addition consistant dans un nouveau mode de mise en mouvement de la boîte à poudre.

179° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Lautier (Dominique), à Marseille, chemin neuf de la Madelaine, n° 123, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 décembre 1847, pour une mécanique fonctionnant par la force des leviers.

180° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leroy (Narcisse), à Paris, rue Blanche, cité Gaillard, n° 4, se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 septembre 1848, pour un système de chemin de fer rigide; addition consistant en coussinets mobiles et à coulisses.

181° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département des Côtes-du-Nord, par le sieur Lucas (Yves), à Pontrieux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 décembre 1846; pour une machine à teiller le lin et autres plantes textiles; addition consistant dans l'application des cylindres de la machine principale au teillage des plantes textiles à la main.

182° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Malliar (Léandre) et Sculfort fils, représentés par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 décembre 1847, pour une clef à écrous; addition consistant dans une disposition simplifiée de ladite clef.

183° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par la dame Mazard, née Drivet, commune de Tartaras, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 décembre 1847, pour un appareil propre à l'agglomération de la houille et à la fabrication des briques.

184° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Mollet (Vulfran), rue Gresset, n° 18, à Amiens, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 juin 1847, pour la fixation, à l'aide de réactifs chimiques, sur toutes les matières, par l'impression et par la teinture des principes colorants extraits de toutes les fleurs.

185° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moriceau (Mathurin-Jean-Prudent), chez le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 octobre 1848, pour une machine hydraulique propre à élever l'eau; addition consistant en perfectionnements généraux.

186° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Müller fils (Léopold), à Thann, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 février 1848, pour l'application de moyeux propres à faire mouvoir les broches pour engrenages, etc.

187° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 décembre

1848, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Noël (Joseph), à Lyon, rue des Pierres-Plantées, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris le 5 février 1847, pour une mécanique à cannettes à dérouler.

288° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Normanville (William-John), représenté par Merle, à Paris, rue Vivienne, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention expirant le 2 mai 1862, pris, le 23 août 1848, pour des perfectionnements dans la fabrication des boîtes à essieux, etc.; addition consistant en perfectionnements généraux.

289° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Noyez (Jean-Joseph-Auguste), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de dix ans pris, le 13 décembre 1847, pour un chapeau mécanique; addition consistant dans l'application du système de flexion aux barrettes ou bonnets religieux, et aux toques de la magistrature.

290° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Paris (Émile-Charles), à Bercy, rue de Bercy, n° 111, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 octobre 1848, pour un procédé chimique empêchant l'oxydation du fer; addition consistant dans l'application dudit procédé à divers objets.

291° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Post (Théodore-Joseph), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 173 bis, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 novembre 1848, pour un procédé de séparation et de désinfection des matières fécales; addition consistant en perfectionnements généraux.

292° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Saintard (Nicolas), représenté par le sieur Bocquet, à Paris, rue Saint-Nicolas, n° 32, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 octobre 1844, pour un appareil dit *fluidac aérograde* ou à *air comprimé*, applicable à plusieurs usages en médecine et dans les arts; addition consistant dans une disposition appropriée du fluide comme appareil d'injection.

293° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Sorlin (Quentin) à Bateaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 mars 1848, pour un procédé applicable à la suspension des voitures.

294° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée le 2 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ardèche, par les sieurs Tonrrette (Jean-François-Sébastien) et Borie (Antoine), et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 décembre 1847, pour un moulin à farine, à manivelle, portatif; addition consistant en un manège qui fait mouvoir trois et quatre moulins, selon la force du cheval employé ou de la roue hydraulique.

295° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Veyron (Pierre), à Paris, rue Neuve-Coquenard, cour Saint-Guillaume, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 novembre 1846,

pour des perfectionnements apportés à la cafetière à vapeur; addition consistant dans une lampe à air.

296° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vié (Joseph), à Paris, rue Saint-Jacques, n° 161, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 février 1847, pour l'application du caoutchouc à la fabrication des bas et des cuissières; addition consistant en divers perfectionnements et applications.

297° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Viguer (Jules-Nicolas), à Paris, rue Quincampoix, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 octobre 1847, pour un châssis de cheminée dont le rideau peut se démonter à volonté; addition consistant en des bouches de chaleur adaptées à ces cheminées.

298° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wild (Charles-Heard), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention, expirant le 24 février 1861, et pris, le 2 août 1847, pour des perfectionnements dans la construction de certaines parties des chemins de fer; addition consistant dans de nouveaux développements et des modifications apportées à la description consignée dans le brevet principal.

299° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Willencourt (Jean-Baptiste-Machabée), chez Dandirau, à Paris, passage Joulfroy, n° 20, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 septembre 1848, pour des serrures à novateurs; addition consistant en perfectionnements généraux.

300° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ador (Ambroise), à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 9, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 janvier 1848, pour un système d'éclairage dit système Ador.

301° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bayard frères et Pinaud, les premiers rue Sainte-Avoye, n° 31, et le second, rue de Richelieu, n° 97, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 janvier 1848, pour une étoffe multiple, etc.; addition consistant dans la modification du tissu ou étoffe multiple, et dans l'extension de son usage à diverses applications.

302° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barthélemy (Nicolas-Ferdinand), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 238, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 février 1848, pour un genre de chaîne élastique propre à remplacer les ressorts dans les voitures; addition consistant en perfectionnements généraux.

303° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Briet fils (Julien-Désiré), à Paris, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n° 27, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 avril 1848, pour un allumoir portatif d'un nouveau genre, propre à tous foyers et fournaux; addition consistant en perfectionnements généraux.

304° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur David (Pierre-Isidore), à Paris, place du Carré-Sainte-Genève, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 janvier 1848, pour un système de blanchiment de coton, laine, etc.; addition consistant en perfectionnements généraux.

305° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delamarre (Michel-Lindor), à Paris, rue de l'Hôtel-Colbert, n° 12, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} mars 1847, pour une disposition de machine à couper le papier, le carton, etc.; addition consistant dans un changement fait dans le mouvement de la laine.

306° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delhomme (Émile-Denis), à Paris, rue d'Enfer, n° 47, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 décembre 1848, pour un nécessaire de fumeur ou bague porte-pipe; addition consistant en une modification dans le système breveté et dans un changement de forme.

307° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur d'Illicque (Joseph-Eugène-Victor), à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 25, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 avril 1844, pour un système de bouclage pour pantalons, gilets, etc.; addition consistant dans une disposition perfectionnée de boucle en deux pièces entrelacées pour tous usages.

308° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Dubois (Alphonse), à Lyon, rue de la Concorde, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 septembre 1848, pour un système d'essieux et de boîtes de roues.

309° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Dubois (Alphonse), à Lyon, rue de la Concorde, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 septembre 1848, pour un système d'essieux et de boîtes de roues.

310° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Durand (François), à Paris, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 octobre 1848, pour un système de chaussons de tresse; addition consistant en perfectionnements généraux.

311° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Évrard (Augustin) et Schmitt (Jacques), représentés par le sieur Garnidel, à Lille, et se rattachant au brevet d'invention de dix ans délivré, le 19 octobre 1844, pour une machine propre à concasser le noir animal, les matières alimentaires, tinctoriales et toute espèce de substances.

312° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 février 1848, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Fery (Cyrus-Stanislas), à Mailly, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 juin 1847, pour un appareil de chauffage.

313° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le

sieur Fourcalt (Alexandre), avenue des Thernes, n° 63, aux Thernes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 décembre 1847, pour des appareils caléfacteurs; addition consistant en perfectionnements généraux.

314° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gariel (Marie-Maurice), à Paris, rue de Breda, n° 28, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 janvier 1849, pour un appareil chirurgical propre à supprimer l'inconvénient de l'incontinence d'urine, etc.; addition consistant dans une cupule et dans de nouveaux perfectionnements à l'invention principale.

315° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Laborde (Désirée-Lucile), à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 50, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 mai 1846, pour une balance à levier sans poids, etc.; addition consistant dans une réduction qui permet d'appliquer la balance au pesage des lettres.

316° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lacarrière (François), à Paris, rue de Vendôme, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 novembre 1848, pour des procédés de distillation simultanée du bois et du goudron; addition consistant dans un épureur épurant simultanément au moyen de matières liquides et solides.

317° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mac-Intosh (John), représenté par le sieur Truffaut, à Paris, rue de Grammont, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention expirant le 19 janvier 1861, et pris, le 27 juillet 1847, pour la construction des machines rotatives applicables à la mise en mouvement des voitures sur les plans inclinés des chemins de fer, etc.; addition consistant en divers perfectionnements.

318° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Martin (François), à Lyon, rue de la Poulallerie, n° 9, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 septembre 1847, pour une serrure à soupape faisant fonctionner une sonnerie et donnant de la lumière en même temps.

319° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Masse (Jacques) et Tribouillet (Victor), à Neuilly, avenue de Madrid, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 février 1848, pour divers perfectionnements dans la fabrication des bougies; addition consistant dans d'autres perfectionnements.

320° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Normanville (William-John), représenté par le sieur Merle, à Paris, rue Vivienne, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention expirant le 2 mai 1861, et pris, le 23 août 1848, pour des perfectionnements dans les boîtes à couteaux et collets de roues; addition consistant dans un changement dans la manière de faire les collets.

321° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 janvier

1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Peigné (Achille), à Paris, boulevard Poissonnière, n° 14, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 novembre 1846, pour application de la tourbe à la fabrication de l'ammoniaque, etc.; addition consistant dans l'application des matières grasses provenant de la tourbe au graissage des voitures, des machines, etc.

322° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Petit et Gaudet, représentés par le sieur Armengaud, rue Saint-Sébastien, n° 19, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 mai 1846, pour des procédés de forgeage de fer; addition consistant dans l'application de ces procédés à la fabrication des canons en fer.

323° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pétris (William), représenté par le sieur Gaigneau, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 32, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 janvier 1848, pour un appareil propre à faciliter l'emploi de la lumière voltaïque; addition consistant en perfectionnements généraux.

324° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 janvier 1844, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Pimont (Pierre-Prosper), à Rouen, place des Carmes, n° 31, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 janvier 1845, pour un appareil alimentateur progressif à jet continu ou intermittent, pour l'alimentation des chaudières à vapeur à haute, à moyenne ou à basse pression, avec ou sans condensation, ou pour se procurer de l'eau chaude à volonté, pour toute espèce d'usage.

325° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de Loir-et-Cher, par le sieur Rastouin (Vincent), à Blois, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 avril 1847, pour un système d'essieu.

326° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée le 5 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Rosay (Augustin-Rustique), à Roquefort, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 février 1848, pour un appareil propre à empêcher les déraillements des locomotives et waggons, etc.

327° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Testud de Beauregard (Félix-Alexandre), à Paris, rue Saint-Quentin, n° 15, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 mars 1848, pour un moteur dit *machine pneumato-sphéroïdale*, etc.; addition consistant en perfectionnements généraux.

328° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Van Overbergh (Pierre-Jean), à Batignolles-Monceaux, Grande-Rue, n° 50, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 novembre 1846, pour un piano à double table d'harmonie; addition consistant en perfectionnements généraux.

329° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vuiguer (Jules-Nicolas), à Paris, rue Quincampoix, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 octobre 1847, pour un châssis de

cheminée dont le rideau peut se démonter à volonté; addition consistant dans des bouches de chaleur.

2. Le ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de l'Élysée-National, le 25 Mars 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON-BONAPARTE.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé DUMAS.

N° 2287.— *Règlement sur les Vacations du Conseil d'état.*

Du 16 Juillet 1850.

Vu les articles 58 et 59 de la loi du 3 mars 1849, portant :

« Art. 58. Un règlement, fait par le Conseil d'état, déterminera l'ordre intérieur de ses travaux, la composition des sections et des comités, la répartition et le roulement des conseillers d'état, maîtres des requêtes et auditeurs, et toutes autres mesures de service et d'exécution.

« Art. 59. Le même règlement désignera, parmi les affaires soumises à l'examen du Conseil d'état, celles qui seront portées devant l'assemblée générale ou devant les sections, et celles qui ne seront soumises qu'à l'examen d'un comité. »

Le Conseil d'état a arrêté, et le Président de la République promulgue le règlement dont la teneur suit :

Arr. 1^{er}. Le Conseil d'état fixe, chaque année, l'époque et la durée de ses vacations.

2. Pendant les vacations du Conseil d'état, une section temporaire composée de douze membres et du président du Conseil d'état, ou d'un président de section, est chargée de pourvoir à l'expédition des affaires qui doivent, en raison de leur urgence, recevoir une solution immédiate.

Elle est divisée en comités par arrêté du Vice-Président de la République, président du Conseil d'état.

3. Seront portées à la section des vacations, après avoir été délibérées par les comités, les affaires qui, en vertu du règlement du Conseil d'état, doivent être portées soit aux assemblées générales, soit aux sections de législation et d'administration.

4. La section des vacations ne peut délibérer qu'autant que neuf conseillers d'état, au moins, sont présents.

5. Les conseillers d'état qui doivent composer la section des

vacations sont désignés par le président du Conseil d'état et les présidents de section.

Aucun conseiller d'état ne peut être tenu de faire partie, plus d'une année sur trois, de la section des vacations.

Les conseillers d'état désignés pour faire partie de la section des vacations peuvent se faire remplacer par un autre conseiller d'état, de l'agrément du président.

6. Six maîtres des requêtes et huit auditeurs sont attachés à la section des vacations. Ils sont désignés conformément à l'article 5.

7. En cas d'empêchement du secrétaire général, un maître des requêtes est désigné par le président pour le suppléer.

8. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, à l'Élysée-National, le 16 Juillet 1850.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.



Certifié conforme :

Paris, le 18^e Juillet 1850.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 288.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2288. — *Loi relative à la publicité des Contrats de mariage.*

Des 17 Juin, 2 et 10 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur
est :

ART. 1^{er}. Il sera ajouté aux articles 75, 76, 1391 et 1394
du Code civil les dispositions suivantes :

Article 75 du Code civil.

(A intercaler entre les deux phrases de l'article actuel.)

« Il (l'officier de l'état civil) interpellera les futurs époux,
ainsi que les personnes qui autorisent le mariage, si elles sont
présentes, d'avoir à déclarer s'il a été fait un contrat de ma-
riage, et, dans le cas de l'affirmative, la date de ce contrat,
ainsi que les noms et lieu de résidence du notaire qui l'aura
reçu. »

Article 76 du Code civil.

« § 10. La déclaration faite sur l'interpellation prescrite par
l'article précédent, qu'il a été ou qu'il n'a pas été fait de con-
trat de mariage, et, autant que possible, de la date du con-
trat, s'il existe, ainsi que les noms et lieu de résidence du
notaire qui l'aura reçu ; le tout à peine, contre l'officier de
l'état civil, de l'amende fixée par l'article 50.

« Dans le cas où la déclaration aurait été omise ou serait
erronée, la rectification de l'acte, en ce qui touche l'omission
ou l'erreur, pourra être demandée par le procureur de la Ré-

- publique, sans préjudice du droit des parties intéressées, conformément à l'article 99. »

Article 1391 du Code civil.

(A placer à la fin de l'article actuel.)

- Toutefois, si l'acte de célébration du mariage porte que les époux se sont mariés sans contrat, la femme sera réputée, à l'égard des tiers, capable de contracter dans les termes du droit commun, à moins que, dans l'acte qui contiendra son engagement, elle n'ait déclaré avoir fait un contrat de mariage.

Article 1394 du Code civil.

(A placer à la fin de l'article actuel.)

- Le notaire donnera lecture aux parties du dernier alinéa de l'article 1391, ainsi que du dernier alinéa du présent article. Mention de cette lecture sera faite dans le contrat, à peine de dix francs d'amende contre le notaire contrevenant.

- Le notaire délivrera aux parties, au moment de la signature du contrat, un certificat sur papier libre et sans frais, énonçant ses noms et lieu de résidence, les noms, prénoms, qualités et demeures des futurs époux, ainsi que la date du contrat. Ce certificat indiquera qu'il doit être remis à l'officier de l'état civil avant la célébration du mariage. »

2. La présente loi n'aura d'effet qu'à partir du 1^{er} janvier 1851.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 17 Juin, 2 et 10 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LAGAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉRARD, DE HEECKEREN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N^o 2289. — *Loi relative à la Concession des produits des Manufactures de Sèvres, des Gobelins et de Beauvais.* 6

Des 13 Juin, 2 et 10 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il pourra être disposé des produits des manufac-

tures de Sèvres, des Gobelins et de Beauvais, pour des présents diplomatiques, des œuvres de bienfaisance, des encouragements aux lettres, aux arts, à l'industrie, au commerce, à l'agriculture, et comme témoignages de reconnaissance pour des services rendus à l'État.

Des produits de ces établissements pourront aussi être donnés aux départements et aux communes, pour être placés dans leurs édifices, bibliothèques, musées et collections, et dans tous édifices publics et religieux.

2. Les dispositions prévues par l'article précédent seront autorisées par décrets du Président de la République. Ces décrets seront rendus sur les propositions du ministre de l'agriculture et du commerce, préalablement approuvées par une commission de l'Assemblée nationale.

Chaque bureau nommera un membre de la commission, dont les pouvoirs seront renouvelés tous les ans.

3. Tous les mois, le ministre de l'agriculture et du commerce communiquera à la commission l'état des ventes qui auront été faites des produits des manufactures nationales.

Chaque année, le ministre présentera à l'Assemblée un état détaillé et nominatif indiquant la valeur des dispositions consenties en vertu des articles précédents.

4. Un règlement, rendu en exécution de la loi du 6 juin 1843, déterminera le mode suivant lequel les dispositions qui régissent la comptabilité du matériel appartenant à l'État seront appliquées aux manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins et de Beauvais.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 13 Juin, 2 et 10 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉRARD, DE HEECKEREN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2290. — *Loi concernant les petites Salines des côtes de la Manche, le Sel de troque et l'admission en France des Sels étrangers.*

Des 14 Juin, 1^{er} et 10 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Continueront à être observées jusqu'au 1^{er} janvier 1855 les dispositions de l'article 16 de la loi du 17 juin 1840, en ce qui concerne,

1° L'exploitation des petites salines des côtes de la Marche;

2° Les allocations et franchises sur le sel dit *de troque* dans les départements du Morbihan et de la Loire-Inférieure.

A cette époque, toutes les ordonnances et décrets rendus en vertu de la loi du 17 juin 1840 et du présent article cesseront d'être exécutoires, et toutes les salines seront soumises aux prescriptions de la loi de 1840.

2. A partir du 1^{er} août prochain, les sels étrangers seront admis en France :

Par mer, dans les ports de l'Océan et de la Manche, en payant par cent kilogrammes :

Les sels bruts, sous pavillon français.....	1 ^r 75 ^c
— sous pavillon étranger.....	2 25

Les sels blancs obtenus par l'action du feu ou raffinés.

Par la frontière de Belgique..... 2 75

Par mer et par les ports de l'Océan et de la Manche :

Par navires français..... 2 75

Par navires étrangers.....	3 25
----------------------------	------

Délibéré en séance publique, à Paris, les 14 Juin, 1^{er} et 10 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires.

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège); LAGAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉRARD, DE HEECKEREN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Signé E. ROUHER.

N° 2291. — *Loi qui autorise le département de la Mayenne à s'imposer extraordinairement.*

Du 10 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Mayenne est autorisé,

conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1849, à s'imposer extraordinairement, pendant quatre ans, à partir de 1851, cinq centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera exclusivement affecté aux travaux d'achèvement et d'amélioration des chemins vicinaux de grande communication.

Cette imposition sera recouvrée, indépendamment des centimes spéciaux dont les lois de finances autorisent chaque année la perception, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 10 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LAGAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉRARD, DE HERCKEREN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2292. — *Lois relatives à des Emprunts et à des Impositions extraordinaires pour les départements d'Indre-et-Loire et du Morbihan.*

Du 11 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LES LOIS dont la teneur suit :

PREMIÈRE LOI. (Indre-et-Loire.)

ART. 1^{er}. Le département d'Indre-et-Loire est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1849, et à laquelle a adhéré l'administration de la caisse des dépôts et consignations, à ne commencer qu'en 1855 le remboursement des sommes qu'il a empruntées à cette caisse en vertu de la loi du 4 avril 1838, et dont le paiement devait, aux termes de cette loi, commencer en 1851.

Du 1^{er} janvier 1851 au 1^{er} janvier 1855, le produit de l'imposition extraordinaire de dix centimes créée par la loi précitée sera employé aux travaux neufs et d'amélioration des routes départementales, sauf prélèvement des sommes nécessaires au service des intérêts, au taux de cinq pour cent, de la portion de l'emprunt dont le remboursement est différé.

2. Le département d'Indre-et-Loire est autorisé, conformé-

ment à la demande également faite par le conseil général, à s'imposer extraordinairement pendant quatre ans, à partir de 1859, dix centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté au remboursement et au service des intérêts de la portion d'emprunt ci-dessus, et pour le surplus, s'il y a lieu, aux travaux des routes départementales.

SECONDE LOI. (Morbihan.)

ART. 1^{er}. Le département du Morbihan est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1849, à emprunter avec publicité et concurrence, ou, au besoin, de gré à gré, et à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de quatre-vingt mille francs (80,000^f), qui sera affectée aux travaux d'achèvement et d'amélioration des routes départementales actuellement classées.

2. Le département du Morbihan est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trois ans, à partir de 1856, un centime cinq dixièmes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit, augmenté de l'excédant des ressources réalisées en vertu de la loi du 3 juillet 1846, sera appliqué au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt autorisé par l'article ci-dessus, et pour le surplus, s'il y a lieu, aux travaux des routes départementales.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN, CHAPOT,
BÉRARD, DE HECKEREN.

Les présentes lois seront promulguées et scellées du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2293. — DÉCRET relatif à la vente des Substances vénéneuses.

Du 8 Juillet 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce;

Vu la loi du 19 juillet 1845;

Vu l'ordonnance du 29 octobre 1846 (1), portant règlement sur la vente des substances vénéneuses;

Vu les avis de l'école de pharmacie, du comité consultatif des arts et manufactures, du conseil de salubrité du département de la Seine et de l'académie de médecine;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le tableau des substances vénéneuses, annexé à l'ordonnance du 29 novembre 1846, est remplacé par le tableau joint au présent décret.

2. Dans les visites spéciales prescrites par l'article 14 de l'ordonnance du 29 octobre 1846, les maires ou commissaires de police seront assistés, s'il y a lieu, soit d'un docteur en médecine, soit de deux professeurs d'une école de pharmacie, soit d'un membre du jury médical et d'un des pharmaciens adjoints à ce jury, désignés par le préfet.

3. Le ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 Juillet 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé DUMAS.

TABIEAU des Substances vénéneuses à annexer au décret du 8 juillet 1850.

Acide cyanhydrique.	Digitale, extrait et teinture.
Alcaloides végétaux, vénéneux et leurs sels.	Éméétique.
Arsenic et ses préparations.	Jusquiame, extrait et teinture.
Belladone, extrait et teinture.	Nicotiane.
Cantharides entières, poudre et extrait.	Nitrate de mercure.
Chloroforme.	Opium et son extrait.
Ciguë, extrait et teinture.	Phosphore.
Cyanure de mercure.	Seigle ergoté.
Cyanure de potassium.	Stramonium, extrait et teinture.
	Sublimé corrosif.

Vu pour être annexé au décret du 8 juillet 1850, enregistré sous le n° 983.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé DUMAS.

(1) IX^e série, Bull. 1338, n° 13,098.



Certifié conforme :
Paris, le 18^e Juillet 1850,
*Le Garde des Sceaux, Ministre de la
Justice,*

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 289.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
Liberté, Égalité, Fraternité.
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2294. — *Loi sur le Cautionnement des Journaux et le Timbre des Écrits périodiques et non périodiques.*

Du 16 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ D'URGENCE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE PREMIER.

DU CAUTIONNEMENT.

ART. 1^{er}. Les propriétaires de journaux ou écrits périodiques politiques seront tenus de verser au trésor un cautionnement en numéraire dont l'intérêt sera payé au taux réglé pour les cautionnements.

Pour les départements de la Seine, de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne et du Rhône, le cautionnement des journaux est fixé comme suit :

Si le journal ou écrit périodique paraît plus de trois fois par semaine, soit à jour fixe, soit par livraisons irrégulières, le cautionnement sera de vingt-quatre mille francs.

Le cautionnement sera de dix-huit mille francs si le journal ne paraît que trois fois par semaine ou à des intervalles plus éloignés.

Dans les villes de cinquante mille âmes et au-dessus, le cautionnement des journaux paraissant plus de cinq fois par semaine sera de six mille francs. Il sera de trois mille six cents francs dans les autres départements, et respectivement de la moitié de ces deux sommes pour les journaux et écrits périodiques paraissant cinq fois par semaine ou à des intervalles plus éloignés.

2. Il est accordé aux propriétaires des journaux ou écrits pé-

X^e Série.

riodiques politiques actuellement existants un délai d'un mois, à compter de la promulgation de la présente loi, pour se conformer aux dispositions qui précèdent.

3. Tout article de discussion politique, philosophique ou religieuse, inséré dans un journal, devra être signé par son auteur, sous peine d'une amende de cinq cents francs pour la première contravention, et de mille francs en cas de récidive.

Toute fausse signature sera punie d'une amende de mille francs et d'un emprisonnement de six mois, tant contre l'auteur de la fausse signature que contre l'auteur de l'article et l'éditeur responsable du journal.

4. Les dispositions de l'article précédent seront applicables à tous les articles, quelle que soit leur étendue, publiés dans des feuilles politiques ou non politiques, dans lesquels seront discutés des actes ou opinions des citoyens, et des intérêts individuels ou collectifs.

5. Lorsque le gérant d'un journal ou écrit périodique paraissant dans les départements autres que ceux de la Seine, de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne ou du Rhône, aura été renvoyé devant la cour d'assises par un arrêt de mise en accusation pour crime ou délit de presse, si un nouvel arrêt de mise en accusation intervient contre les gérants de la même publication avant la décision définitive de la cour d'assises, une somme égale à la moitié du maximum des amendes édictées par la loi, pour le fait nouvellement incriminé, devra être consignée dans les trois jours de la notification de chaque arrêt, et nonobstant tout pourvoi en cassation.

En aucun cas, le montant des consignations ne pourra dépasser un chiffre égal à celui du cautionnement.

6. Dans les trois jours de tout arrêt de condamnation pour crime ou délit de presse, le gérant du journal devra acquitter le montant des condamnations qu'il aura encourues.

En cas de pourvoi en cassation, le montant des condamnations sera consigné dans le même délai.

7. La consignation ou le paiement prescrit par les articles précédents sera constaté par une quittance délivrée en duplicata par le receveur des domaines.

Cette quittance sera, le quatrième jour au plus tard, soit de l'arrêt rendu par la cour d'assises, soit de la notification de l'arrêt de la chambre des mises en accusation, remise au procureur de la République, qui en donnera récépissé.

8. Faute par le gérant d'avoir remis la quittance dans les délais ci-dessus fixés, le journal cessera de paraître, sous les peines portées contre tout journal publié sans cautionnement.

9. Les peines pécuniaires prononcées pour crimes et délits par les lois sur la presse et autres moyens de publication ne se confondront pas entre elles, et seront toutes intégralement subies, lorsque les faits qui y donneront lieu seront postérieurs à la première poursuite.

10. Pendant les vingt jours qui précéderont les élections, les circulaires et professions de foi signées des candidats pourront, après dépôt au parquet du procureur de la République, être affichées et distribuées sans autorisation de l'autorité municipale.

11. Les dispositions des lois des 9 juin 1819 et 18 juillet 1828 qui ne sont pas contraires à la présente loi continueront à être exécutées.

La loi du 9 août 1848 et celle du 21 avril 1849 sont abrogées.

TITRE II.

DU TIMBRE.

12. A partir du 1^{er} août prochain, les journaux ou écrits périodiques, ou les recueils périodiques de gravures ou lithographies politiques, de moins de dix feuilles de vingt-cinq à trente-deux décimètres carrés, ou de moins de cinq feuilles de cinquante à soixante et douze décimètres carrés, seront soumis à un droit de timbre.

Ce droit sera de cinq centimes par feuille de soixante et douze décimètres carrés et au-dessous, dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise, et de deux centimes pour les journaux, gravures ou écrits périodiques publiés partout ailleurs.

13. Les écrits non périodiques traitant de matières politiques ou d'économie sociale qui ne sont pas actuellement en cours de publication, ou qui, antérieurement à la présente loi, ne sont pas tombés dans le domaine public, s'ils sont publiés en une ou deux livraisons ayant moins de trois feuilles d'impression de vingt-cinq à trente-deux décimètres carrés, seront soumis à un droit de timbre de cinq centimes.

Par chaque dix décimètres carrés ou fraction en sus, il sera perçu un centime et demi.

Cette disposition est applicable aux écrits non périodiques

publiés à l'étranger, lesquels seront, à l'importation, soumis aux droits de timbre fixés pour ceux publiés en France.

14. Tout roman-feuilleton publié dans un journal ou dans son supplément sera soumis à un timbre de un centime par numéro.

Ce droit ne sera que d'un demi-centime pour les journaux des départements autres que ceux de la Seine et de Seine-et-Oise.

15. Le timbre servira d'affranchissement au profit des éditeurs de journaux et écrits, savoir :

Celui de cinq centimes pour le transport et la distribution sur tout le territoire de la République ;

Celui de deux centimes pour le transport des journaux et écrits périodiques dans l'intérieur du département (autre que ceux de la Seine et de Seine-et-Oise) où ils sont publiés, et des départements limitrophes.

Les journaux ou écrits seront transportés et distribués par le service ordinaire de l'administration des postes.

16. Les journaux ou écrits périodiques frappés du timbre de deux centimes devront, pour être transportés et distribués hors des limites déterminées par le troisième paragraphe de l'article précédent, payer un supplément de prix de trois centimes.

Ce supplément de prix sera acquitté au bureau de poste du départ, et le journal sera frappé d'un timbre constatant l'acquittement de ce droit.

17. L'affranchissement résultant du timbre ne sera valable, pour les journaux et écrits périodiques, que pour le jour, et pour le départ du lieu de leur publication.

Pour les autres écrits, il ne sera également valable que pour un seul transport, et le timbre sera maculé au départ par les soins de l'administration.

Toutefois, les éditeurs des journaux ou écrits périodiques auront le droit d'envoyer en franchise à tout abonné, avec la feuille du jour, les numéros publiés depuis moins de trois mois.

18. Un supplément qui n'excédera pas soixante et douze décimètres carrés, publié par les journaux qui paraissent plus de deux fois par semaine, sera exempt de timbre, sous la condition qu'il sera uniquement consacré aux nouvelles politiques,

aux débats de l'Assemblée nationale et des tribunaux, à la reproduction et la discussion des actes du Gouvernement.

Les suppléments du Moniteur universel, quel que soit leur nombre, seront exempts de timbre.

19. Quiconque, autre que l'éditeur, voudra faire transporter un journal ou écrit par la poste sera tenu d'en payer l'affranchissement à raison de cinq centimes ou de deux centimes par feuille, selon les cas prévus par la présente loi.

Le journal sera frappé au départ d'un timbre indiquant cet affranchissement.

A défaut de cet affranchissement, le journal sera, à l'arrivée, taxé comme lettre simple.

20. Une remise de un pour cent sur le timbre sera accordée aux éditeurs de journaux et d'écrits périodiques pour déchets de maculature.

Il sera fait remise d'un centime par feuille de journal qui sera transportée et distribuée aux frais de l'éditeur dans l'intérieur de la ville, et en outre, à Paris, dans l'intérieur de la petite banlieue.

Les conditions à observer pour jouir de cette remise seront fixées par un arrêté du ministre des finances.

21. Un règlement déterminera le mode d'apposition du timbre sur les journaux ou écrits, la place où devra être indiqué le jour de leur publication, le mode de pliage, enfin les conditions à observer pour la remise à la poste des journaux ou écrits, par les éditeurs qui voudront profiter de l'affranchissement.

22. Les préposés de l'enregistrement, les officiers de police judiciaire et les agents de la force publique sont autorisés à saisir ceux de ces journaux ou écrits qui seraient en contravention, sauf à constater cette saisie par des procès-verbaux dont la signification sera faite aux contrevenants dans le délai de trois jours.

23. Pour les journaux, gravures ou écrits périodiques, chaque contravention aux dispositions de la présente loi sera punie, indépendamment de la restitution des droits frustrés, d'une amende de cinquante francs pour chaque feuille ou fraction de feuille non timbrée. L'amende sera de cent francs en cas de récidive.

Pour les autres écrits, chaque contravention sera punie, indépendamment de la restitution des droits frustrés, d'une

amende égale au double desdits droits, sans que, dans aucun cas, cette amende puisse être moindre de deux cents francs.

Les auteurs, éditeurs, gérants, imprimeurs et distributeurs desdits journaux ou écrits soumis au timbre, seront solidairement tenus de l'amende, sauf leur recours les uns contre les autres.

24. Le recouvrement des droits de timbre et des amendes de contravention sera poursuivi, et les instances seront instruites et jugées conformément à l'article 76 de la loi du 28 avril 1816.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

25. Le droit de timbre afférent aux abonnements contractés avant la promulgation de la présente loi sera remboursé aux propriétaires de journaux ou écrits périodiques.

Un règlement déterminera le délai et la forme des réclamations, ainsi que les justifications à produire.

Cette dépense sera imputée sur le crédit alloué au chapitre 70 du budget des finances concernant les remboursements sur produits indirects et divers.

Un crédit supplémentaire de trente-cinq mille francs sur l'exercice 1850 est ouvert au ministre des finances pour l'exécution de la présente loi.

26. Il est accordé aux journaux actuellement existants, pour se conformer aux conditions imposées par les articles 3 et 4, un délai de deux mois, à partir du jour de la promulgation de la présente loi.

Le ministre des finances est autorisé à tenir compte aux éditeurs de journaux du prix du timbre pour les feuilles timbrées avant le décret du 4 mars 1848, et qui n'ont pas été employées.

27. Sont affranchis du cautionnement et du timbre tous journaux ou publications imprimés en France, en langues étrangères, mais destinés à être publiés et distribués dans les pays étrangers.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉRARD, DE HEECKEREN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROTHER.

N° 2295. — *DÉCRET qui autorise la fondation, à Marigné (Maine-et-Loire), d'un Établissement de Sœurs de la Charité.*

Du 29 Juin 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;

Vu les délibérations des bureaux de bienfaisance de Marigné et du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Charité d'Évron, en date des 1^{er} mai 1847 et 9 juin 1848, tendant à obtenir l'autorisation d'accepter le legs d'une rente de quatre cents francs, fait par la demoiselle *Chopin* aux pauvres de Marigné, à la charge d'affecter cette rente à un établissement de sœurs de la Charité d'Évron;

Vu le testament de la demoiselle *Chopin*, en date du 15 avril 1846;

Vu l'acte de décès de la testatrice, en date du 9 mai suivant;

Vu le consentement donné, suivant acte notarié du 15 octobre 1846, par les héritiers de la testatrice à la délivrance du legs;

Vu la demande formée, le 9 juin 1848, par le conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Charité d'Évron, à l'effet d'obtenir l'autorisation de fonder, à Marigné, un établissement de son ordre, et l'engagement de ce conseil de faire observer, par les membres dudit établissement, les statuts de la congrégation;

Vu le décret du 13 novembre 1810, qui a approuvé lesdits statuts et autorisé la congrégation des sœurs de la Charité à Évron;

Vu le procès-verbal de l'enquête qui a eu lieu à Marigné, le 27 mai 1849, sur la formation, dans cette commune, d'un établissement dudit institut;

Vu l'avis du conseil municipal de Marigné, en date du 28 août 1849, sur le même objet, et un autre avis du même conseil, en date du 3 octobre 1847, sur le legs charitable;

Vu les avis des évêques du Mans et d'Angers, et des préfets de la Mayenne et de Maine-et-Loire;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, en date du 31 octobre 1849;

Vu l'avis du conseil de l'Université, en date du 22 février 1850;

Vu les lois des 2 janvier 1817, 24 mai 1825 et 18 juillet 1837, et les ordonnances des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Charité existant à Évron (Mayenne), en vertu du décret du 13 novembre 1810, est autorisée à fonder à Marigné (Maine-et-Loire) un établissement de son ordre, à la charge, par les membres de cet établis-

sement, de se conformer exactement aux statuts approuvés, par le même décret, pour la maison mère.

2. Le bureau de bienfaisance de Marigné (Maine-et-Loire), et la supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Charité, à Evron (Mayenne), sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, le legs d'une rente de quatre cents francs fait aux pauvres de Marigné par la demoiselle *Françoise Chopin*, suivant son testament olographe du 15 avril 1846, aux clauses et conditions y énoncées, et notamment à la charge d'affecter les arrérages de la rente léguée à un établissement de sœurs de la Charité d'Évron.

En cas de remboursement de cette rente, le capital en provenant sera employé en achat de rentes sur l'État.

3. Les ministres de l'instruction publique et des cultes, et de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 29 Juin 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.



Certifié conforme :

Paris, le 19^e Juillet 1850.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 290.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
Liberté, Égalité, Fraternité.
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2296. — *Loi relative à la concession de l'entreprise du transport des Dépêches entre Marseille et la Corse.*

Des 17 Juin, 1^{er} et 10 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les clauses et conditions du marché passé, le 1^{er} juillet 1850, entre le ministre des finances et MM. *Valery frères*, négociants à Bastia, pour la concession de l'entreprise du transport des dépêches entre Marseille et la Corse, sont et demeurent approuvées.

Ce marché restera annexé à la présente loi.

2. Le ministre des finances est autorisé à céder à MM. *Valery frères* le paquebot *le Bastia*, de la force de cent vingt chevaux, appartenant à l'administration des postes, moyennant la somme de deux cent vingt mille francs (220,000^f), payable, cent mille francs comptant, et l'excédant à prendre sur la subvention accordée à MM. *Valery frères*.

3. Il est ouvert au ministre des finances, pour assurer l'exécution de la convention dont il s'agit, un crédit supplémentaire de soixante et quinze mille francs (75,000^f), représentant, pour six mois, la subvention à laquelle auront droit MM. *Valery frères*, à raison du service qu'ils auront effectué pendant une partie de l'année 1850.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 17 Juin, 1^{er} et 10 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉRARD, DE HEECKEREN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

Marché pour l'entreprise du transport des dépêches entre Marseille et la Corse.

L'entrepreneur s'oblige à faire le service des dépêches de Marseille en Corse et de Corse à Marseille pendant le cours de dix années, à porter et à rapporter les paquets et dépêches, malles et valises qui lui seront remis par le directeur des postes aux points de départ pour les points de débarquement.

Le prix de rémunération sera de cent cinquante mille francs par an pour les deux lignes de Marseille à Bastia et de Marseille à Ajaccio, et de cent mille francs par an pour la ligne de Marseille à Calvi ou à l'Île-Rousse, l'administration se réservant de choisir entre ces deux destinations.

Le service sera fait aux clauses et conditions suivantes.

CHAPITRE I^{er}.

CAUTIONNEMENT.

Art. 1^{er}. Dans les huit jours qui suivront la notification à lui faite, par simple missive, ou par acte extra-judiciaire à ses frais, de l'approbation du présent marché par le ministre des finances, l'entrepreneur sera tenu de verser, soit en numéraire, soit en rente cinq pour cent, quatre et demi et quatre pour cent au pair ou trois pour cent calculés à soixante et quinze francs, conformément à l'ordonnance du 19 juin 1825, un cautionnement fixé à quatre-vingt mille francs.

Si le cautionnement est fourni en numéraire, il devra être versé à la caisse des dépôts et consignations. Après que le déposant aura justifié de ses qualités, et aura fait constater, sur le registre spécial de cette caisse, que le versement a été fait à titre de cautionnement, il lui sera délivré par le caissier général de la caisse des dépôts une déclaration destinée à lui tenir lieu de récépissé.

Si le cautionnement est fourni en rentes, il sera réalisé entre les mains de l'agent judiciaire du trésor, avec lequel l'entrepreneur ou sa caution sera tenu de passer un acte qui constatera le dépôt entre ses mains, à titre de nantissement, des inscriptions de rentes avec affectation, par privilège spécial, à la garantie de l'exécution de son entreprise. Il en sera délivré un bordereau personnel au propriétaire des rentes pour lui servir à toucher les arrérages.

2. Le cautionnement sera affecté à la garantie des répétitions à exercer contre l'entrepreneur dans les cas prévus ci-après, et généralement au paiement de tous dommages-intérêts prononcés par suite de l'inexécution des clauses du présent marché, sans préjudice de tout recours de droit, en cas d'insuffisance du cautionnement.

3. L'entrepreneur ne pourra obtenir la restitution de tout ou partie du cautionnement fourni pour garantie de son entreprise qu'après l'accomplissement des engagements contractés par lui à cet effet, et sur le consentement par écrit de l'administration des postes, sans préjudice de toutes les autres formalités exigées d'ailleurs par les lois ou les règlements administratifs.

CHAPITRE II.

DE L'ITINÉRAIRE ET DE LA MARCHÉ DES PAQUEBOTS.

4. La marche du service, les heures de départ et d'arrivée des paquebots seront fixés ultérieurement par l'administration, qui les fera connaître à l'entrepreneur.

5. Lorsque des circonstances extraordinaires le requerront, les départs pourront être retardés par ordre de l'autorité supérieure, soit à Marseille, soit en Corse. Cet ordre sera transmis à l'entrepreneur ou à ses agents par les directeurs des postes.

L'entrepreneur renonce, pour le fait de ces retards, à toute espèce d'indemnité.

6. Les heures de départ et d'arrivée seront constatées sur le journal du bord.

7. Le temps accordé pour le trajet est de vingt-six heures, pour aller de Marseille à Ajaccio, et également de vingt-six heures pour le retour.

Il est de trente heures pour aller de Marseille à Bastia, et également de trente heures pour le retour.

Il est de vingt-quatre heures pour aller de Marseille à Calvi ou à l'Île-Rousse, et également de vingt-quatre heures pour le retour.

8. Les paquebots devront se rendre directement du port de départ au port de destination. Ils ne pourront, à moins de modification du service, prescrite ou autorisée par l'administration, faire escale ni relâche sur d'autres points, sauf le cas de force majeure.

Si les paquebots se trouvent forcés, par suite de tempête, vents contraires ou autres causes légitimes, de relâcher dans d'autres ports que ceux de départ et d'arrivée, l'événement de force majeure devra être constaté par un procès-verbal certifié par le capitaine du port. Si la relâche avait lieu dans un port étranger, le procès-verbal devrait être certifié par le consul de la République, le tout indépendamment des détails contenus au journal du bord.

Ils ne pourront, dans aucun cas, embarquer des marchandises ou des passagers dans les ports de relâche.

CHAPITRE III.

DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT.

9. Il sera établi à Marseille un commissaire du Gouvernement nommé par le ministre des finances, et chargé,

1° De veiller à la rigoureuse exécution des clauses du présent marché;

2° De signaler à l'administration des postes les infractions qui pourraient y être faites;

3° D'indiquer les modifications qu'il paraîtrait utile d'introduire, soit dans l'organisation du service, soit dans le matériel des bâtiments.

10. Le ministre des finances pourra, en outre, déléguer en Corse, aux lieux de départ et d'arrivée des paquebots, des agents ayant les mêmes pouvoirs que le commissaire du Gouvernement dont il est parlé ci-dessus.

Le concessionnaire sera tenu de donner un passage gratuit de première

classe à tout agent de l'administration financière chargé d'un service de surveillance ou d'inspection.

11. Le commissaire et les délégués du Gouvernement pourront exiger la communication des journaux de bord, lorsqu'ils le jugeront convenable.

CHAPITRE IV.

DES COMMISSAIRES.

12. Dans les visites et vérifications que le commissaire et les délégués du Gouvernement feront à bord des paquebots-postes, ils auront le droit de se faire accompagner de telles personnes qu'ils jugeront capables de les assister dans leur examen.

Il sera formé, en outre, à Marseille, une commission d'examen ou de surveillance, quand le concours d'une semblable commission sera réclamée par le commissaire du Gouvernement.

La formation de cette commission appartiendra au ministre des finances.

CHAPITRE V.

DES PAQUEBOTS.

13. Le nombre des bâtiments qui seront consacrés par l'entrepreneur au service du transport des dépêches entre la France et la Corse sera de cinq paquebots au moins, dont trois d'une force nominale de cent vingt chevaux, au minimum chacun, et deux d'une force nominale de quatre-vingts chevaux, au minimum chacun, susceptible d'imprimer au navire une vitesse d'essai de dix nœuds, à un tirant d'eau réduit, obtenu en embarquant le combustible pour la consommation d'un jour, au lieu de quarante heures, et diminuant le chargement d'une manière convenable.

Les navires de cent vingt chevaux seront affectés au service, à deux ordinaires par semaine, sur chacune des lignes de Marseille à Bastia, et de Marseille à Ajaccio.

Les navires de quatre-vingts chevaux seront affectés au service, à deux ordinaires par semaine de Marseille à Calvi ou à l'Île-Rousse.

Le service de Bastia et d'Ajaccio ne pourra jamais être fait avec des bâtiments d'une force moindre de cent vingt chevaux.

14. Les paquebots employés par l'entrepreneur devront naviguer sous le pavillon français.

15. Les bâtiments affectés au service des différentes lignes mentionnées ci-dessus seront construits par les soins, aux frais, risques et périls de l'entrepreneur. Si l'un d'eux venait à se perdre ou à être mis hors de service, l'entrepreneur s'engage à en faire construire un autre dans un délai d'un an, et à le remplacer, en attendant, par un paquebot de même force, qu'il louera immédiatement.

Faute par lui de remplir cette obligation, l'administration sera autorisée à faire exécuter le service aux frais, risques et périls de l'entrepreneur.

16. Les paquebots seront construits solidement, avec des matières de première qualité et selon les règles de l'art ; ils devront sans leste avoir une forte stabilité, de bonnes qualités à la mer, et leurs mouvements de tangage et de roulis seront doux ; ils devront, en outre, s'élever facilement sur les lames dans les gros temps. Les machines devront offrir toutes les garanties de sûreté désirables.

17. Les paquebots devront être mâtés et grésés de manière à pouvoir navi-

guer facilement par le seul moyen des voiles, dans le cas où les machines, par suite d'avaries, ne seraient pas en état de fonctionner.

Les coques devront être parfaitement étanches, et comprendre les installations, et tous les objets qui, à divers titres, sont, dans les meilleurs navires, fixés à la coque, pour le service de la mâture, du gréement, des machines et pour l'usage des personnes.

18. Les paquebots comprendront, indépendamment des chambres nécessaires au logement de l'état-major et du poste d'équipage, des salons et quarante à cinquante couchettes pour les passagers des deux premières classes sur ceux de cent vingt chevaux; et de trente à quarante couchettes pour les passagers des deux premières classes sur ceux de quatre-vingts chevaux. Les installations seront d'ailleurs pourvues de tous les objets nécessaires à l'usage des voyageurs.

19. Les chaudières et les machines seront éprouvées, conformément aux ordonnances en vigueur, et devront satisfaire à ce qu'elles prescrivent, eu égard à la pression sous laquelle elles marchent habituellement.

Un certificat constatant cette épreuve sera adressé à l'administration par l'entrepreneur.

20. Chaque paquebot prêt à prendre la mer devra pouvoir porter :

1° Les objets et approvisionnements nécessaires à la navigation et qui sont détaillés dans l'inventaire d'armement dont il est fait mention ci-après;

2° Le combustible pour la consommation de quarante heures de marche, et calculé à raison de quatre kilogrammes par heure et par force de cheval;

3° L'équipage et ses effets évalués à cent kilogrammes par homme;

4° Les voyageurs et leurs effets évalués à cent vingt kilogrammes par voyageur;

5° Les vivres solides et liquides et l'eau nécessaires pendant soixante heures pour l'équipage et les passagers;

6° Les marchandises que le paquebot pourra porter sans dépasser le tirant d'eau.

21. Chaque paquebot sera, en outre, pourvu de tous les objets d'armement, de rechange et d'approvisionnement dont la nomenclature et les quantités seront indiquées dans un inventaire qui sera considéré comme partie intégrante des conditions du présent marché.

Si les quantités des objets portés sur la nomenclature étaient jugées plus tard insuffisantes, une commission, nommée par l'administration des postes, aurait le droit d'indiquer le nombre d'objets complémentaires, et l'entrepreneur serait tenu de les établir ou remplacer à bord immédiatement.

Les ancres, les câbles, chaînes, grappins et autres objets en fer, dont la nomenclature et les quantités seront fixées dans l'inventaire, auront une force d'épreuve constatée par certificat, et qui devra être reconnue suffisante pour le service auquel ils seront destinés.

Tous les objets d'armement devront offrir les garanties nécessaires à une bonne et sûre navigation.

Il sera installé, sur chaque paquebot, trois feux de position qui devront satisfaire à toutes les exigences du service et aux prescriptions des règlements.

22. Chaque paquebot sera pourvu de deux embarcations.

23. Aussitôt que l'entrepreneur aura déclaré qu'il est prêt à commencer le service, le commissaire du Gouvernement s'assurera si les coques, les machines et les objets d'armement ont été exécutés dans les conditions de naviga-

bilité et d'un bon service, d'après les stipulations du présent marché, et constatera le résultat de son examen dans un procès-verbal.

Il en sera de même à chaque départ de paquebot nouveau.

24. A chaque départ ordinaire, le commissaire ou les délégués du Gouvernement se transporteront à bord ou enverront un de leurs agents, à l'effet de vérifier si rien ne s'oppose à ce que le bâtiment puisse prendre la mer.

Ils constateront le résultat de leur examen dans un procès-verbal.

S'ils jugeaient que le paquebot ne pourrait se mettre en mer sans compromettre le service postal et la sûreté des personnes, ils auraient le droit d'exiger que ce bâtiment fût remplacé. Faute par l'entrepreneur de satisfaire à leurs injonctions, ils devraient prendre telles mesures qu'ils jugeraient utiles pour assurer le départ des dépêches au jour fixé sur un autre bâtiment, aux frais, risques et périls de l'entrepreneur.

CHAPITRE VI.

DE L'ENTRETIEN DU MATÉRIEL DES PAQUEBOTS.

25. Les paquebots, leurs machines et leurs objets d'armement devront être tenus en état constant de bon entretien par les soins et aux frais de l'entrepreneur.

Des inspections seront faites, au moins tous les trois mois, par tels agents que le ministère des finances voudra commettre à cet effet, pour s'assurer de cet état, et tenir la main à ce que l'entrepreneur n'apporte aucune négligence dans cette partie du service.

Les chaudières, entretenues en parfait état, seront remplacées par des neuves ou réparées à neuf, après que chaque paquebot aura parcouru au plus trente milles lieues marines, ou plus tôt, s'il était reconnu, par une commission spéciale nommée par le ministre des finances, sur la proposition de l'administration des postes, qu'il y aurait danger à continuer à s'en servir jusqu'à la limite des trente milles lieues marines parcourues.

CHAPITRE VII.

DE LA COMPOSITION DES ÉQUIPAGES.

26. Chaque paquebot de cent vingt chevaux aura un équipage dont le minimum est fixé comme suit :

- | | |
|------------------------------|--|
| 1 capitaine | } choisir par l'entrepreneur, qui aura, à cet égard, à se conformer aux prescriptions des règlements de la marine. |
| 1 second.. | |
| 1 mécanicien en chef, | |
| 4 chauffeurs, | |
| 1 second maître de manœuvre, | |
| 6 matelots, | |
| 1 mousse, | |
| 1 maître d'hôtel, | |
| 1 cuisinier, | |
| 4 garçons de service. | |

21 personnes.

Sur les paquebots de quatre-vingts chevaux, il y aura un chauffeur, un matelot, et un garçon de service de moins, ce qui réduira l'équipage à dix-huit personnes.

CHAPITRE VIII.

DE LA RÉCEPTION, DU TRANSPORT ET DE LA REMISE DES DÉPÊCHES.

27. Le capitaine du paquebot sera responsable de tout ce qui concerne le service des correspondances.

Il sera chargé de la réception et de la remise des dépêches, sans que l'entrepreneur ait droit à aucune indemnité à raison de ce fait.

28. Il ne sera reçu à bord aucune dépêche, ni correspondance, journaux ou imprimés quelconques, autres que ceux qui seront remis par les directeurs des postes, et les papiers de service comprenant les connaissements et les expéditions du navire, ainsi que les instructions de l'entrepreneur à ses agents. Les papiers de service et instructions de l'entrepreneur devront être placés sous bandes.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 27 prairial an ix, il est interdit à l'entrepreneur de transporter tous autres plis cachetés.

Sous aucun prétexte, les capitaines, officiers, gens d'équipage et les passagers, ou leurs serviteurs, ne pourront recevoir ni transmettre aucune lettre, ni dépêche, ou correspondance, ou imprimés.

Les contrevenants encourront les peines portées par la loi contre le transport frauduleux des lettres.

En cas de récidive, et si les circonstances démontraient que le fait de contrevention doit être attribué à l'un des agents principaux de l'entrepreneur, ce fait pourrait entraîner la résiliation du marché, sans préjudice des peines légales.

CHAPITRE IX.

DU TRANSPORT DES PASSAGERS ET DES MARCHANDISES.

29. L'entrepreneur aura la faculté de transporter, par les paquebots, des passagers et des marchandises.

Le prix des places sera fixé à trente francs au maximum pour les premières, vingt francs pour les secondes, et quinze francs pour les troisièmes.

Les enfants au-dessous de dix ans payeront moitié place.

Les laboureurs et ouvriers français ne payeront que dix francs pour leur passage, en justifiant de leur profession.

Aucuns frais accessoires autres que ceux de table ne pourront être réclamés aux voyageurs; ils jouiront du transport gratuit de leur bagage dans les proportions suivantes :

1^{re} classe, jusqu'à concurrence de 50 kilogrammes;

2^e idem..... 40 idem;

3^e idem..... 20 idem.

L'excédant de bagage payera à raison de trente centimes les dix kilogrammes, quelle que soit la destination.

Le tarif des marchandises sera fixé, conformément à l'état A annexé au présent traité. Les prix de ce tarif et ceux des places ne pourront jamais être élevés par l'entrepreneur, mais ils pourront être diminués, avec l'autorisation du ministre des finances, les chambres de commerce de Marseille et de Bastia, et les syndics des marins corses entendus.

Le produit du transport des passagers et des marchandises appartiendra à l'entrepreneur.

Le produit de la taxe des lettres, journaux et imprimés, appartiendra à l'administration des postes.

30. Les passagers fonctionnaires civils ou militaires, voyageant sur réquisition de l'administration, seront admis sur les paquebots, avec réduction d'un cinquième sur les prix portés au tarif mentionné ci-dessus et dans l'article suivant, à la charge seulement de produire leur commission, lettre de service ou feuille de route.

31. L'entrepreneur s'engage à traiter les passagers de manière à ne leur donner aucun sujet légitime de plainte, et, dans tous les cas, à faire droit à toute réclamation qui serait reconnue fondée par le commissaire et les délégués du Gouvernement, représentant l'administration des postes.

Le prix de la table est fixé à six francs par jour pour la première classe et à quatre francs pour la seconde.

Les voyageurs de troisième classe sont libres de pourvoir à leur nourriture.

32. Dans les deux heures qui précéderont l'heure fixée pour le départ du paquebot, il sera interdit de charger des marchandises. Celles qui auront été chargées avant ce terme devront être arrimées de manière à ne gêner ni la marche du bâtiment ni les passagers, dans les parties du bâtiment qui leur sont réservées ou dont ils ont l'accès.

Aucun objet de transport, à l'exception des voitures et des animaux, ne pourra être placé sur le pont.

Il est interdit à l'entrepreneur de placer des effets ou marchandises dans les salons destinés aux voyageurs, sous peine de cent francs d'amende. — L'amende sera portée à deux cents francs en cas de récidive dans le cours de l'année.

33. L'entrepreneur s'engage à n'avoir, à l'égard de quelque expéditionnaire de marchandises que ce soit, ni préférence, ni refus, et à accepter du fret tant qu'il aura de la place disponible sur ses paquebots. En cas de plaintes à cet égard, adressées à l'inspecteur ou au directeur des postes, ou au commissaire du Gouvernement, l'administration aura le droit d'intervenir, mais elle ne prononcera pas sans avoir entendu l'entrepreneur, qui devra se conformer à sa décision.

34. L'entrepreneur sera tenu de recevoir à bord, quand il en sera requis, les armes, munitions et approvisionnements de diverses nature et espèce, numéraire ou argent monnayé, destinés au service de l'État. Les frais de transport de ces objets, dont le poids ne pourra s'élever au delà de dix tonneaux par voyage, seront réduits sur le pied de trente pour cent de la valeur du tarif, à la charge, par l'administration, de donner avis de ces sortes de transports deux jours à l'avance.

35. Il sera délivré par le capitaine de chaque paquebot, au directeur des postes en Corse, et à Marseille au commissaire du Gouvernement, un état certifié véritable faisant connaître la quantité de charbon existant à bord au moment du départ, conformément aux dispositions du deuxième paragraphe de l'article 20.

Le ministre pourra modifier la clause qui fait l'objet de ce paragraphe et celle du paragraphe 2 de l'article 20 ci-dessus, dans le cas où l'expérience eût reconnaître la nécessité ou l'utilité d'augmenter ou de diminuer la quantité de charbon à embarquer pour chaque voyage.

CHAPITRE X.

DES PÉNALITÉS.

36. Hors le cas de force majeure dûment constaté, et ceux où les paque-

bots aurent été retenus temporairement par l'autorité supérieure, les infractions aux prescriptions concernant les jours et heures de départ, les jours et heures d'arrivée, rendront l'entrepreneur passible d'une amende de cent francs par heure de retard, pour les six premières heures.

An delà de six heures consécutives de retard non justifié, l'amende pourra être portée à mille francs par heure de retard.

Si il est prouvé que le retard a eu pour cause l'embarquement de voyageurs ou de marchandises, au mépris de l'interdiction portée à l'article 32, l'amende sera de deux cents francs par heure.

Indépendamment de l'amende progressive ainsi fixée, et après douze heures de retard, le directeur des postes de la localité où ce retard aura lieu, fera, autant que possible, toutes les dispositions propres à assurer le service des dépêches, et les frais qui résulteront de ces dispositions seront mis à la charge de l'entrepreneur.

Si, dans le cours d'une année, l'entrepreneur renouvelait trois fois cette dernière infraction, le ministre des finances pourrait résilier le traité sans indemnité.

Il en serait de même, si le retard prolongé pendant vingt-quatre heures consécutives se renouvelait deux fois dans l'année sans cause légitime.

En cas de relâches non justifiées par des circonstances de force majeure, l'amende sera, pour une première relâche, de mille francs, et de deux mille francs pour la seconde; à la troisième infraction de cette nature dans le cours d'une année, le ministre des finances pourra résilier le marché sans indemnité.

37. Dans le cas où le retard apporté au départ d'un paquebot par le fait de l'entrepreneur dépasserait vingt-quatre heures, le commissaire et les délégués du Gouvernement représentant l'administration des postes auront le droit d'expédier un autre paquebot, soit de l'État, soit du commerce, aux frais et risques de l'entrepreneur, lequel sera constitué débiteur envers l'État des sommes dépensées, ainsi que des amendes prévues, en cas de retards, à l'article 36.

Ils pourront même faire continuer le service en régie par les bâtiments de l'entrepreneur, conformément à l'article 50 ci-après.

38. Le montant des amendes sera prélevé par l'administration sur les sommes dues à l'entrepreneur pour service fait, puis subsidiairement sur le cautionnement.

Si un prélèvement de cette nature venait à être opéré, le cautionnement devrait être complété dans le délai de quinze jours, à partir de la notification faite à l'entrepreneur. Ce délai expiré, le ministre des finances pourra prononcer la résiliation du traité.

CHAPITRE XI.

DE LA SURVEILLANCE DU SERVICE.

39. Le commissaire et les délégués du Gouvernement représentant l'administration des postes veilleront à ce que les bâtiments et les machines soient bien entretenus et en état de faire le service. Ils exigeront, au besoin, la réparation et le remplacement des objets dont le mauvais état serait de nature à compromettre la sûreté de la navigation, et l'entrepreneur sera tenu de se conformer sur-le-champ à leurs réquisitions.

Le commissaire et les délégués du Gouvernement s'assureront que l'équipage est au complet; ils veilleront à ce que le bateau ne parte jamais sans les

dépêches qu'il doit transporter, et à ce que le départ ait lieu aussitôt après la réception de ces dépêches.

CHAPITRE XII.

DURÉE DU TRAITÉ.

40. La durée du traité sera de dix années consécutives, à partir du jour du premier départ de Marseille, jusques et y compris le retour du bâtiment qui sera expédié de Corse à l'expiration de la dixième année.

41. Le présent traité commencera à recevoir son exécution et le premier départ aura lieu, sur les lignes de Bastia et Ajaccio, le 1^{er} août 1850, et sur la ligne de Calvi ou de l'Ile-Rousse, le 1^{er} janvier 1851.

42. Dans le cas où l'entrepreneur ne commencerait pas le service à l'époque fixée par l'article précédent, il subirait une amende de mille francs par jour de retard.

43. Le présent traité cessera à l'expiration de dix années, s'il en a été donné avis par l'une des deux parties à l'autre, six mois à l'avance. Dans le cas contraire, le traité continuera d'année en année, aux mêmes conditions et par tacite reconduction, jusqu'au moment où il se sera écoulé six mois après que l'une des parties aura été officiellement avertie par l'autre.

CHAPITRE XIII.

MODE DE PAYEMENT DE LA SUBVENTION; ÉPOQUES DES PAYEMENTS.

44. Le service qui fait l'objet du présent marché comprend :

- 1^o La ligne de Marseille à Ajaccio;
- 2^o Celle de Marseille à Bastia;
- 3^o Celle de Marseille à Calvi ou à l'Ile-Rousse.

45. Le paiement de la subvention sera ordonné à terme échu par l'administration des postes, de mois en mois et par douzième, avec déduction des retenues ou imputations qui auraient pu être prononcées dans les cas prévus au présent traité.

Les paiements auront lieu à Marseille.

CHAPITRE XIV.

DU CAS DE GUERRE.

46. En cas de guerre maritime dans la Méditerranée, l'entrepreneur s'engage à ne pas suspendre son service, et à maintenir ses navires au tirant d'eau rédoit dont il a été parlé à l'article 13.

Si l'administration juge nécessaire que le service soit suspendu, la subvention cessera de fait le jour de l'interruption du service, sans que, dans ce cas, l'entrepreneur ait à réclamer aucune indemnité.

Dans ce même cas de guerre maritime et de suspension de service ordonnée par l'administration, le Gouvernement aura le droit de s'emparer provisoirement des navires de l'entrepreneur pour les approprier, les armer et les affecter au service qu'il trouvera convenable, à la charge de payer à l'entrepreneur l'intérêt à raison de cinq pour cent de la valeur des navires, estimés suivant les articles 47 et 48 ci-après, pendant sa jouissance, et de lui payer, en outre, au moment de la remise, une indemnité égale au montant de la valeur du déprissement constaté.

Si les bâtiments ne sont pas restitués, l'entrepreneur devra être indemnisé de la valeur, d'après l'estimation faite conformément auxdits articles 47 et 48.

47. Au moment de la déclaration de la guerre, il sera fait estimation contradictoire, entre l'administration des postes et l'entrepreneur, par les soins d'une commission arbitrale, de la valeur de chacun des bâtiments affectés au service du transport des dépêches.

48. En cas de prise par l'ennemi de l'un de ces bâtiments, l'État sera tenu d'en rembourser la valeur à l'entrepreneur, en prenant pour base l'estimation ci-dessus. Une commission arbitrale évaluera, dans ce cas, la déduction qui pourrait être faite sur le taux de cette estimation à raison du dépérissement du bâtiment depuis la déclaration de guerre.

Cette commission arbitrale sera composée de six membres, dont deux choisis par l'entrepreneur, deux par le ministre des finances et deux par le ministre de la marine.

Les honoraires et vacations des commissaires seront supportés, moitié par l'entrepreneur, moitié par l'administration des postes.

CHAPITRE XV.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.

49. Les paquebots ne pourront, sous aucun prétexte, être détournés de leur service par l'entrepreneur.

Toutefois, il sera permis à l'entrepreneur d'expédier de Bastia à Livourne le troisième bateau de cent vingt chevaux pour assurer les communications entre la Toscane, la Corse et la France. Cette autorisation est accordée sous la condition que les bateaux arrivant en Corse seront en bon état, et que ceux à destination de Marseille auront pu effectuer leur départ. Les voyages exceptionnels de Bastia pour Livourne devront s'effectuer dans les vingt-quatre heures qui suivront l'arrivée du paquebot de Marseille en Corse, et le retour devra avoir lieu le lendemain au plus tard. Dans le cas d'une avarie simultanée éprouvée par le bateau envoyé à Livourne et par un de ceux devant repartir pour Marseille, l'entrepreneur sera tenu de se procurer un paquebot de la force de cent vingt chevaux, pour opérer le transport des dépêches à Marseille.

Si le paquebot employé à ce remplacement est de moindre force, l'entrepreneur subira une amende de mille francs par voyage.

50. Dans le cas où, pour toute autre cause que le cas de guerre, qui s'opposerait à la continuation du service faisant l'objet du présent traité, l'entrepreneur suspendrait ou abandonnerait l'exploitation, l'administration pourrait faire continuer le service en régie en employant les bâtiments qui appartiendraient à l'entrepreneur, et qui auraient été affectés par lui à l'entreprise.

Les frais et risques seraient à la charge de l'entrepreneur, sans qu'il eût le droit de réclamer aucune partie de la subvention ni indemnité quelconque.

Dans tous les cas, l'État aura le droit de retenir tout ou partie du cautionnement pour se couvrir des frais et dommages-intérêts auxquels aura donné lieu le retard, la suspension ou l'abandon de l'exploitation, et alors l'article 38, paragraphe 2 ci-dessus, sera applicable.

51. L'entrepreneur ne pourra sous-traiter de son entreprise, en tout ou en partie, sans le consentement par écrit du ministre des finances.

S'il était reconnu que l'entrepreneur eût cédé ou sous-traité sans ce consentement préalable, le ministre des finances serait en droit de résilier le traité, sans indemnité pour l'entrepreneur.

52. L'entrepreneur sera tenu de reprendre les charbons affectés au service qui fait l'objet du présent traité et qui se trouveraient dans les magasins de

l'administration, ou qui devraient y être versés jusqu'à l'entier accomplissement des marchés antérieurs passés pour l'année 1850.

Le prix de ces charbons sera réglé par une commission arbitrale formée comme il est dit en l'article 48 ci-dessus.

Le prix sera acquitté par l'entrepreneur, mensuellement, au fur et à mesure des livraisons.

Il le sera en moins prenant, quand l'entrepreneur devra recevoir, à titre de subvention, une somme supérieure à la valeur de ces charbons. Si ce prix excède les sommes que ledit entrepreneur aurait à recevoir du trésor, l'excédant sera versé par lui en numéraire dans la caisse de l'État à Marseille.

53. Toutes les difficultés auxquelles pourrait donner lieu l'exécution ou l'interprétation des clauses du présent cahier des charges, seront jugées administrativement par M. le ministre des finances, sauf recours au Conseil d'État.

ÉTAT A.

Tarif du transport des marchandises entre Marseille et la Corse.

Blé et farines en sacs, orge et autres céréales, châtaignes, haricots et autres comestibles.....	2 fr. 50 cent. les 100 kil.
Fer en barres et en tôle, cuivre et autres métaux.....	3 fr. les 100 kil.
Savon en caisses, morues et autres salaisons.....	Idem.
Fruits en caisses.....	Idem.
Vins en barriques.....	Idem.
Huiles, eaux-de-vie et trois-six, et autres liquides.....	3 fr. 50 cent. les 100 kil.
Tabacs en barriques et en balles.....	Idem.
Peaux brutes, peaux tannées et corroyées. Ouvrages en fer. Sucre, café et autres denrées coloniales. Droguerie, fromage, beurre; verres à vitres et similaires.....	4 fr. les 100 kil.
Porcelaine, faïence et cristaux en caisses; librairie et papier en balles et en caisses; fusils en caisses, etc.....	5 fr. les 100 kil.
Merceries et souliers en malles.....	6 fr. la malle.
Oranges et citrons.....	4 fr. le mille.
Plantes vives.....	6 fr. les 100 kil.
Tissus divers, laine, fil et coton, effets à usage.....	8 fr. les 100 kilog.
Objets de volume, tels que meubles; objets de mode, chapellerie, caisses sans apprêt, bois de réglisse, bouteilles vides, glaces en caisses, gravures ordinaires, ouvrages en cuivre, estampes, braserie, cadres en bois durs, ornements d'églises, cartonnage, jouets en coton, coton filé, jouets d'enfants, bimbeloterie et similaires.....	40 fr. le mètre cube.
Chevaux grands.....	40 fr.
Chevaux petits, corses.....	25 fr.
Voitures à quatre roues.....	60 fr.
Voitures à deux roues.....	40 fr.
Cabriolets.....	25 fr.
Merles.....	5 fr. le 100 en nombre.
Numéraire et autres valeurs, un cinquième pour cent.	
Aucun colis ni paquet ne payera moins de deux francs.	
Aucune somme ne payera moins de un franc.	
Lé tout avec le cinq pour cent du chapeau.	
Les marchandises qui ne seront pas portées sur ce tarif payeront par assimilation.	

Le Président et les Secrétaires de l'Assemblée nationale,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN, CHAPOT,
BÉRARD, DE HEECKEREN.

N° 2297 — *Loi sur les Sociétés de secours mutuels.*

Des 8 Mars, 5 et 15 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les associations connues sous le nom de *sociétés de secours mutuels* pourront, sur leur demande, être déclarées établissements d'utilité publique aux conditions ci-après déterminées.

2. Ces sociétés ont pour but d'assurer des secours temporaires aux sociétaires malades, blessés ou infirmes, et de pourvoir aux frais funéraires des sociétaires.

Elles ne pourront promettre de pensions de retraite aux sociétaires.

3. Elles devront compter au moins cent membres, et ne pas dépasser deux mille.

Toutefois, le ministre de l'agriculture et du commerce pourra, sur la demande du maire et du préfet, autoriser les sociétés à admettre plus de deux mille membres.

Le nombre minimum de cent pourra être réduit pour les communes rurales ou dans des cas exceptionnels.

4. Ces sociétés sont placées sous la protection et la surveillance de l'autorité municipale. Le maire ou un adjoint par lui délégué ont toujours le droit d'assister à toute séance; lorsqu'ils y assistent, ils les président.

Les présidents et vice-présidents sont nommés par l'association, conformément aux règles établies par les statuts de la société.

Ils peuvent être révoqués dans la même forme.

5. Les cotisations de chaque sociétaire seront fixées par les statuts, d'après les tables de maladie et de mortalité confectionnées ou approuvées par le Gouvernement.

6. Lorsque les fonds réunis dans la caisse d'une société de plus de cent membres s'élèveront au-dessus de la somme de trois mille francs, l'excédant sera versé à la caisse des dépôts et consignations.

Si la société est composée de moins de cent membres, ce versement pourra avoir lieu, lorsque les fonds réunis dans sa caisse dépasseront mille francs.

Le taux de l'intérêt des sommes déposées est fixé à quatre et demi pour cent par an, jusqu'à ce qu'il ait été statué autrement par une loi.

Les sociétés de secours mutuels pourront faire aux caisses d'épargne des dépôts de fonds égaux à la totalité de ceux qui seraient permis au profit de chaque sociétaire individuellement.

7. Les sociétés déclarées établissements d'utilité publique pourront recevoir des donations et legs, après y avoir été dûment autorisées.

Les dons et legs de sommes d'argent ou d'objets mobiliers dont la valeur n'excédera pas mille francs seront exécutoires en vertu d'un arrêté du préfet.

Les gérants et administrateurs de ces sociétés pourront toujours, à titre conservatoire, accepter les dons et legs. La décision de l'autorité qui interviendra ultérieurement aura effet du jour de cette acceptation.

8. Au besoin, les communes fourniront gratuitement aux sociétés dûment autorisées, ou aux sections établies dans leur circonscription, les locaux nécessaires.

Elles leur fourniront aussi gratuitement les livrets et registres nécessaires à l'administration et à la comptabilité.

En cas d'insuffisance des ressources de la commune, cette dépense sera à la charge du département.

9. Tous les actes intéressant les sociétés de secours mutuels dûment autorisées seront exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

10. Sont nulles de plein droit les modifications apportées à ses statuts par une société de secours mutuels autorisée, si elles n'ont pas été préalablement approuvées par le Gouvernement.

La dissolution ne sera valable qu'après la même approbation.

En cas de dissolution d'une société de secours mutuels, il sera restitué aux sociétaires faisant à ce moment partie de la société le montant de leurs versements respectifs, jusqu'à concurrence des fonds existants, et déduction faite des dépenses occasionnées personnellement.

Les fonds restés libres après cette restitution seront partagés entre les sociétés du même genre ou établissements de bienfaisance situés dans la commune, ou, à leur défaut, entre les sociétés de secours mutuels dûment autorisées du même département, au prorata du nombre de leurs membres.

11. Un règlement d'administration publique déterminera,

1° Les conditions et garanties générales sous lesquelles les sociétés de secours mutuels seront reconnues comme établissements d'utilité publique dans les limites fixées par la présente loi;

2° Le mode de surveillance de ces établissements par l'État;

3° Les causes qui pourraient autoriser les préfets à prononcer la suspension temporaire de ces sociétés;

4° Les formes et conditions de leur dissolution.

12. Les sociétés de secours mutuels déjà reconnues comme établissements d'utilité publique continueront à s'administrer conformément à leurs statuts.

Les sociétés non autorisées, mais existant depuis un temps assez long pour que les conditions de leur administration aient été suffisamment éprouvées, pourront être reconnues comme établissements d'utilité publique, lors même que leurs statuts ne seraient pas complètement d'accord avec les conditions de la présente loi.

Les autres sociétés de secours mutuels actuellement constituées, ou qui se formeraient à l'avenir, s'administreront librement, tant qu'elles ne demanderont pas à être reconnues comme établissements d'utilité publique.

Néanmoins elles pourront être dissoutes par le Gouvernement, le Conseil d'état entendu, dans le cas de gestion frauduleuse, ou si elles sortaient de leur condition de sociétés mutuelles de bienfaisance.

En cas de contravention à l'arrêté de dissolution, les membres, chefs ou fondateurs seront punis correctionnellement des peines portées en l'article 13 de la loi du 28 juillet 1848.

13. Le ministre de l'agriculture et du commerce rendra compte, dans le premier semestre de chaque année, de l'exécution de la présente loi.

A cet effet, chaque société de secours mutuels devra fournir, à la fin de l'année, au préfet du département où elle est placée, un compte de la situation et un état des cas de maladie ou de mort éprouvés par les sociétaires dans le cours de l'année.

14. Un crédit extraordinaire de cent mille francs est ouvert à M. le ministre du commerce pour subvenir aux dépenses nécessaires à l'exécution de la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 8 Mars, 5 et 15 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé LÉON FAUCHER, vice-président; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN, CAPOT, BÉARD, DE HEECKEREN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2298. — *RÈGLEMENT sur la Comptabilité des Matières appartenant au Département de l'Agriculture et du Commerce.*

Du 1^{er} Février 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce;

Vu l'article 14 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'ordonnance du 26 août 1844 (1), portant organisation de la comptabilité des matières appartenant à l'État;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

TITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET PRÉLIMINAIRES.

ART. 1^{er}. La comptabilité des matières et du matériel du département de l'agriculture et du commerce appartenant à l'État, dans les établissements de l'enseignement professionnel de l'agriculture, les écoles vétérinaires, les bergeries et les vacheries, les haras et les dépôts d'étalons; dans le conservatoire et les écoles des arts et métiers, les manufactures nationales, les établissements thermaux, les établissements sanitaires et les bureaux de vérification des poids et mesures, comprend deux branches principales :

1° Les matières premières, les denrées, les objets confectionnés, les récoltes et autres produits;

2° Les valeurs mobilières permanentes.

Ces deux branches principales sont elles-mêmes divisées chacune en deux classes, savoir :

(1) ix^e série, Bull. 1130, n° 11,467.

Première classe. Matières de consommation, de transformation et de vente, comprenant :

Section 1^{re}. Matières premières, denrées ;

—— II. Objets confectionnés, récoltes et autres produits.

Deuxième classe. Valeurs mobilières permanentes, comprenant :

Section 1^{re}. Mobilier général ;

—— II. Matériel d'exploitation.

2. Il est placé dans chaque école, manufacture ou établissement géré pour le compte du département de l'agriculture et du commerce, sous l'autorité du directeur ou de l'administrateur, un agent comptable responsable des matières premières et des objets compris dans la nomenclature spéciale arrêtée par nature de services, suivant l'unité applicable à chacune d'elles, et qui sera annexée au présent règlement.

Il est chargé, en conséquence, du mouvement de tous ces objets dans les magasins et ateliers des écoles, manufactures ou établissements. (*Article 2 de l'ordonnance du 26 août 1844.*)

Cependant, en raison de l'importance du service, le ministre, sur la proposition du directeur ou de l'administrateur, pourra nommer un économe et même un garde-magasin, qui seront chargés chacun d'une partie du service sous la direction et le contrôle de l'agent comptable.

3. Les cautionnements des agents comptables sont fixés conformément au décret du 15 octobre 1849.

Les économes ou gardes-magasins pourront être assujettis personnellement à un cautionnement dont le ministre de l'agriculture et du commerce déterminera la quotité par l'acte de nomination. (*Article 15 de l'ordonnance du 26 août 1844.*)

Tout agent comptable doit, sous peine de remplacement, avoir réalisé son cautionnement à l'époque qui lui est assignée par l'administration.

4. Toute gestion de matériel s'ouvre à la date de l'inventaire qui a établi la prise en charge par le comptable. Elle se clôt le 31 décembre de chaque année, et à la date du jour de la remise du service à un successeur. (*Article 4 de l'ordonnance du 26 août 1844.*)

5. Il est interdit aux agents comptables du matériel de se livrer à tout commerce ou négoce, et d'occuper tout autre emploi salarié, soit public, soit privé.

6. Aucun comptable de matériel ne peut s'absenter de sa résidence sans autorisation écrite de ses supérieurs, qui, au be-

soin, et suivant la nature et la durée de l'absence, en réfèrent au ministre.

Tout agent comptable qui s'absente doit faire agréer, pour le représenter, une personne munie de sa procuration.

7. Tout comptable qui délivre ou communique, sans y être dûment autorisé, un état de situation de son magasin, est considéré comme ayant prévariqué dans l'exercice de ses fonctions.

TITRE II.

DES MATIÈRES DE TRANSFORMATION ET DE CONSOMMATION, ET DES OBJETS CONFECTIONNÉS, DES RÉCOLTES ET AUTRES PRODUITS.

CHAPITRE I^{er}.

DE LA RESPONSABILITÉ DES AGENTS AYANT CHARGE DE MATIÈRES.

8. L'autorité exercée sur les comptables par les fonctionnaires chargés de la direction et du contrôle, dans la limite déterminée par les règlements de service, n'atténue en rien la responsabilité qui pèse sur ces comptables, en tout ce qui concerne les quantités, la conservation et la distribution des matières, objets et autres produits confiés à leur garde.

9. Les comptables ne doivent, sous leur responsabilité, recevoir, pour le compte de l'État, que des objets réunissant toutes les conditions de bonne qualité et d'admissibilité.

Toutes les matières et denrées, récoltes et objets confectionnés, doivent, à leur entrée, être inscrits sur le livre à souche pour les recettes des matières. (*Modèle n° 1.*)

Cette réception ne peut avoir lieu que sur un ordre écrit du directeur ou de l'administrateur, indiquant l'espèce, la qualité, la quantité et la valeur de ces matières ou objets. (*Matières de transformation et de consommation, ordre de réception, modèle n° 2.*)

10. Avant de prendre livraison, l'agent comptable, l'économe, ou le garde-magasin, doit constater la conformité des fournitures avec les désignations énoncées dans l'ordre de réception.

11. L'agent comptable ne peut également prendre livraison des récoltes, des objets confectionnés, etc., que sur un ordre écrit du directeur ou de l'administrateur, indiquant la nature, l'espèce, la qualité, la quantité, le prix de revient et la valeur

du produit (*Objets confectionnés et produits divers, ordre de réception, modèle n° 3.*)

12. Aucune perte ou avarie n'est admise à la décharge du comptable qu'autant qu'elle provient d'événements de force majeure, dûment constatés par procès-verbal dressé par le directeur ou l'administrateur.

13. Pour être déchargé du montant d'une perte résultant d'événements de force majeure, l'agent responsable du matériel est tenu de prouver et de faire constater immédiatement que le fait ne peut être imputé à négligence, défaut de soin ou de prévoyance, ni de sa part, ni de celle de ses préposés ou gens à gages.

14. Aucune perte ou avarie motivée sur le défaut d'entretien des bâtiments n'est allouée, à la décharge du comptable, que sur la preuve de ses réclamations, faites en temps utile, près de l'autorité compétente, à l'effet d'obtenir les réparations nécessaires.

15. Si les événements de force majeure sont de nature à donner lieu à des poursuites criminelles contre leurs auteurs, fauteurs ou complices, l'agent comptable doit immédiatement réclamer l'intervention de l'officier de police judiciaire, habile à constater le délit.

16. Dans tous les cas où des circonstances de force majeure n'auraient pas permis à un comptable de remplir les formalités ci-dessus prescrites, il y sera suppléé au moyen de procès-verbaux ou certificats en due forme.

Toutefois, une décision du ministre sera nécessaire pour opérer complètement la décharge de la responsabilité du comptable. (*Article 6 de l'ordonnance du 26 août 1844.*)

CHAPITRE II.

DES MUTATIONS DE COMPTABLES.

17. Dans le cas de mutation de comptables, la remise et la prise du service sont constatées par un procès-verbal d'inventaire dressé et signé par les deux agents *entrant* et *sortant*, et visé par le directeur ou son délégué.

Lorsque ce procès-verbal est accepté sans réserve par les parties intéressées, il est considéré :

Pour le comptable *sortant*, comme la constatation de l'existant entre ses mains, au moment de la remise du service;

Pour le comptable *entrant*, comme sa déclaration formelle de

prise en charge des matières et du matériel, dont l'existence est constatée à cette même date par les écritures.

18. Le comptable qui entre en possession du service ne peut être tenu de reprendre que des denrées et matières réunissant les conditions ou qualités requises par les règlements.

19. Le comptable entrant en fonctions ne peut en aucun cas se dispenser de vérifier et constater, contradictoirement avec le comptable sortant, le poids ou le mesurage de la totalité des matières existant en magasin.

20. Le comptable sortant a le droit de se faire représenter par un fondé de pouvoirs; le comptable entrant ne peut user de la même faculté.

21. Dans le cas de dissidence entre les deux comptables, une commission de trois membres est immédiatement nommée par le ministre, sur la proposition du directeur ou de l'administrateur, pour procéder au recensement des magasins et à la formation d'un inventaire.

Les difficultés qui pourraient s'élever entre les deux comptables seront jugées par le ministre, sauf recours au Conseil d'état.

En cas de décès ou de disparition de l'agent comptable, le directeur ou l'administrateur nomme, sous sa responsabilité, un intérimaire, et en informe le ministre, qui pourvoit au remplacement.

Si l'agent est présumé se trouver en déficit, le directeur ou l'administrateur fait procéder sans retard, en présence d'un agent du domaine ou en l'absence de celui-ci dûment appelé, à l'inventaire, et constater les existants en magasin.

CHAPITRE III.

DES ENTRÉES ET DES SORTIES, ET DE LEUR JUSTIFICATION.

22. Les entrées et les sorties de matières sont de trois natures, savoir :

- 1° Les entrées ou sorties réelles;
- 2° Les entrées ou sorties intérieures;
- 3° Les entrées ou sorties d'ordre. (*Article 5 de l'ordonnance du 26 août 1844.*)

23. Les entrées ou sorties *réelles* sont celles qui ont pour effet d'accroître ou de réduire l'actif du département de l'agriculture et du commerce.

24. Les entrées ou sorties *intérieures* résultent des mouve-

ments auxquels donnent lieu les transformations et confections dans les ateliers et établissements.

Elles n'affectent l'actif du matériel que sous le rapport de la plus ou de la moins valeur résultant de la main-d'œuvre.

25. Les entrées ou sorties *d'ordre* embrassent tous les mouvements qui n'affectent que l'actif de certains services ou établissements dépendant du ministère de l'agriculture et du commerce, et dont l'effet unique est de déplacer la responsabilité, sans changer la nature, la quantité, la qualité ni la valeur des objets ou produits auxquels ils s'appliquent.

26. Toutes les opérations à charge ou à décharge, quelle qu'en soit la nature, sont décrites et résumées dans les écritures et dans les comptes, sous les titres ci-après, savoir :

OPÉRATIONS A CHARGE.

Reprises des existants à la fin de l'année précédente.

Entrées réelles.	1° Achats et entrées diverses à charge de paiement, comprenant...	Les achats proprement dits; Les versements ou cessions faites par des établissements ne dépendant pas du ministère de l'agriculture et du commerce et donnant lieu à remboursement.
		Les excédants, bonis ou revenants-bons de toute nature;
Entrées intérieures.	2° Entrées diverses sans dépenses en deniers, comprenant.....	Les cessions gratuites faites par des établissements ressortissant à d'autres départements ministériels;
		Les produits du sol; Le croît des animaux.
Entrées d'ordre.	Transformations et fabrications, comprenant..	Les conversions diverses;
		Les objets confectionnés ou fabriqués;
Entrées d'ordre.	1° Versement d'un établissement à un autre établissement du département de l'agriculture et du commerce, comprenant.....	Les objets réparés dans les établissements et leur appartenant;
		Les remises d'objets ébauchés dans un atelier pour passer dans un autre;
Entrées d'ordre.	2° Versements dans le même établissement, comprenant.....	Les compensations de déficit.
		Les versements de comptable à comptable;
Entrées d'ordre.	1° Versement d'un établissement à un autre établissement du département de l'agriculture et du commerce, comprenant.....	Les prêts et dépôts;
		Les réintégrations d'objets et de matières dans les magasins.
Entrées d'ordre.	2° Versements dans le même établissement, comprenant.....	Les reprises de magasin par suite de mutation de comptables.

OPÉRATIONS A DÉCHARGE.

Sorties réelles.	1° Distributions et consommations, comprenant..	Les distributions et consommations de matières premières employées définitivement; Les cessions gratuites à d'autres établissements ne dépendant pas du ministère de l'agriculture et du commerce.
	2° Remises au domaine..	Les livraisons par suite de vente; Les livraisons de matières employées en réparations d'objets confiés par des particuliers ou des établissements ne ressortissant pas au département de l'agriculture et du commerce;
	3° Sorties diverses à charge de paiement, comprenant.....	Les cessions à titre onéreux à des établissements dépendant d'autres ministères; Les remises aux vendeurs par suite de livraisons de matières n'ayant pas les qualités exigées; Les remises aux vendeurs pour vices rédhibitoires; Les manquants et déficit quand ils sont remboursables.
	4° Pertes, déchets, etc., ne donnant pas lieu à paiement, comprenant.	Les pertes par force majeure; Les avaries ou déficit alloués; Les déchets de toute nature.
Sorties intérieures.	Livraisons pour transformations et consommations, comprenant. ...	Les conversions diverses; Les objets confectionnés ou fabriqués; Les objets réparés dans les établissements et leur appartenant; Les livraisons d'objets ébauchés; Les déficit compensés.
Sorties d'ordre.	1° Versements dans d'autres établissements du ministère de l'agriculture et du commerce, comprenant.	Les versements de comptable à comptable; Les prêts et dépôts; Les réintégrations d'objets ou matières dans les magasins.
	2° Versements dans le même établissement, comprenant,	Les remises de magasin par suite de mutation de comptable.

Existants en magasin en fin d'année, reportés à l'année suivante.

27. Toute entrée de matières premières, de denrées, de récoltes, d'objets confectionnés, etc., donne lieu à une prise en charge de la part de l'agent comptable et doit être inscrite sur le

livre à souche, pour les recettes des matières, prescrit par l'article 9.

28. Les récoltes, les animaux, les matières, les produits et les objets confectionnés non susceptibles d'être utilisés et réemployés par conversion ou transformation, ou hors de service, seront vendus par les soins des directeurs ou administrateurs, dans les formes prescrites par les règlements applicables à chaque nature de service, ou remis à l'administration des domaines, pour être vendus sur un bordereau approuvé par le ministre de l'agriculture et du commerce. (*Bordereau des livraisons pour ventes ou des remises au domaine, modèle n° 4.*)

Dans ce dernier cas, le bordereau portant récépissé des agents du domaine opère la décharge des comptables, ainsi que l'ordre de livraison pour les ventes au comptant, accompagné du bulletin résumé de vente du préposé à la garde du magasin ou de l'économe.

29. Les sorties et les livraisons de matières premières ou de denrées dans l'intérieur de l'établissement, pour transformation ou consommation, n'ont lieu que sur un ordre du directeur indiquant, avec la quantité et la qualité, la valeur de chacune de ces matières ou denrées. (*Matières de transformation ou de consommation, ordre de livraison, modèle n° 5.*) Le destinataire ou chef de service donnera récépissé, sur l'ordre de livraison des objets qui lui auront été remis. (*Article 5 de l'ordonnance du 26 août 1844.*)

30. Les sorties des objets confectionnés, récoltés et autres produits n'ont lieu également que sur un ordre écrit du directeur ou de l'administrateur indiquant l'espèce, la quantité et la valeur des objets livrés, les services destinataires, le nom de l'acheteur ou de l'agent du domaine. (*Objets confectionnés et produits divers. Ordre de livraison, modèle n° 6. Article 5 de l'ordonnance du 26 août 1844.*)

31. Les mouvements de matières d'un atelier dans un autre s'effectuent sous la responsabilité des chefs d'ateliers ou de services qui en doivent compte.

A cet effet, tout objet passant d'un atelier dans un autre doit être accompagné d'un bulletin de mutation indiquant les matières en quantité, déchet et valeur entrés dans sa confection. (*Bulletin de mutation, modèle n° 7.*)

32. Les sorties pour cause de destruction des objets de ma-

tériel hors de service, et jugés non susceptibles d'être livrés à la vente, sont justifiées par des ordres du directeur ou administrateur appuyés d'un procès-verbal constatant la destruction, et dressé par l'agent comptable.

33. Les ordres de réception et de livraison porteront prise en charge et en décharge de l'agent comptable.

Les livraisons de matières aux ateliers ne porteront pas décharge du comptable. Ces sorties, pour ordre, considérées seulement comme mutation d'un magasin dans un atelier, ou d'un atelier dans un autre atelier, n'opèrent décharge du comptable que lors de la transformation définitive des matières premières, et quand les objets confectionnés qui en ont été la conséquence nécessiteront une prise en charge.

34. Pour être admises dans les comptes individuels, les opérations à charge ou à décharge doivent être appuyées de pièces établissant régulièrement la prise en charge ou la décharge du comptable.

Ces pièces, ainsi que les formalités dont elles doivent être revêtues, sont déterminées par nature de service, suivant les bases qui seront énoncées dans la nomenclature générale, et conformément aux dispositions du présent règlement, savoir :

DÉSIGNATION des chapitres.	ENTRÉES et sorties.	NATURE des entrées et des sorties.	PIÈCES À PRODUIRE par les agents comptables à l'appui de leurs opérations à charge et à décharge.
CHAPITRE 1 ^{er} . — Matières et denrées destinées aux transformations et aux consommations des établissements.	Entrées..	Reprise des existants à la fin de l'année précédente.	Inventaire.
		Achats faits par les agents comptables.....	
		Versements des fournisseurs, par adjudication.....	Ordres de prise en charge, procès-verbaux.
		Produits divers des domaines ou des établissements.....	
	Sorties..	Excédants, bonis ou revenant-bons.	Certificats administratifs, procès-verbaux.
		Distributions et livraisons aux chefs d'ateliers.....	
		Distributions pour la consommation.....	Ordres de livraison et récépissés des parties prenantes, lettres de voitures, etc.
		Envoi dans un autre établissement.....	
		Ventes, remises au domaine....	Bordereaux, ordres de livraison, récépissés des agents du domaine.
		Déficit, déchets, pertes par force majeure, destruction, etc. Existants en magasin en fin d'année.	Procès-verbaux dressés régulièrement, décisions ministérielles. Inventaire.

DESIGNATION des chapitres.	ENTRÉES et sorties.	NATURE des entrées et des sorties.	PIÈCES À PRODUIRE par les agents comptables à l'appui de leurs opérations à charge et à décharge.
CHAPITRE 3. — Objets confectionnés, récoltes et produits destinés aux ventes.	Entrées...	Reprise des existants à la fin de l'année précédente. Produits divers de l'exploitation. Produits des ateliers..... Excédants, bonis, etc.....	Inventaire. Ordres de réception, certificats administratifs, procès-verbaux.
	Sorties...	Ventes..... Remises à l'administration des douanes..... Envoi dans un autre établisse- ment..... Déficit, déchets, pertes par force majeure, destruction, etc.	Ordres de livraison, bordereaux, lettres de voitures. Procès-verbaux, certificats, déci- sions.
		Existants en magasin en fin d'année, reportés à l'année suivante.	

CHAPITRE IV.

DU CONTRÔLE.

35. La gestion des comptables des matières de transforma-
tion ou de consommation est soumise à trois contrôles succes-
sifs dans l'ordre déterminé ci-après, savoir :

- 1° Contrôle local;
- 2° Contrôle central;
- 3° Contrôle extérieur de la cour des comptes.

36. Le contrôle local s'exerce d'une manière permanente et
sur place, en conformité des prescriptions des règlements de
service, par les inspecteurs ou fonctionnaires délégués spéciale-
ment à cet effet, par le ministre de l'agriculture et du com-
merce, ou, sur la demande de celui-ci, par les inspecteurs des
finances.

Il est indépendant des actes de contrôle attribués aux direc-
teurs ou administrateurs placés à la tête de chaque établisse-
ment.

Les écritures des comptables de matières, tenues en conformité
du chapitre v ci après, sont vérifiées, une fois par an, par l'agent
délégué par le ministre de l'agriculture et du commerce, et qui
constate cette vérification par son visa *ne varietur*.

Les inspecteurs ou fonctionnaires délégués par le ministre
peuvent toujours se faire représenter les livres de chaque comp-
table.

Ils constatent, par leur visa, les vérifications extraordinaires
auxquelles ils ont jugé devoir se livrer.

37. Le contrôle central s'opère au ministère de l'agriculture

et du commerce, dans les formes et d'après les règles déterminées par le ministre.

Il a pour base les comptes et pièces justificatives dont la production est prescrite par les dispositions énoncées dans le présent règlement.

Le ministre se réserve, en outre, de se faire adresser une copie ou un extrait authentique des livres tenus par les comptables, toutes les fois qu'il le jugera nécessaire à l'exercice du contrôle central.

38. Le contrôle extérieur, attribué à la cour des comptes par l'article 14 de la loi du 6 juin 1843, s'exerce suivant les formes déterminées par les articles 359 à 367 de l'ordonnance du 31 mai 1838 (1). (*Article 10 de l'ordonnance du 26 août 1844.*)

(1) « Art. 359. Le premier président fait entre les référendaires la distribution des comptes, et indique la chambre à laquelle le rapport doit être fait.

« Art. 360. Un référendaire ne peut être chargé, deux fois de suite, de la vérification des comptes du même comptable.

« Art. 361. Les référendaires sont tenus de vérifier, par eux-mêmes, tous les comptes qui leur sont distribués.

« Art. 362. Ils rédigent sur chaque compte un rapport contenant des observations de deux natures: les premières, concernant la ligne de compte seulement, c'est-à-dire les charges et souffrances dont chaque article du compte leur a paru susceptible, relativement au comptable qui le présente; les deuxièmes, résultant de la comparaison de la nature des recettes avec les lois, et de la nature des dépenses avec les crédits.

« Art. 363. (Applicable aux justiciables directs de la cour des comptes.)

« Art. 364. Lorsque la vérification d'un compte exige le concours de plusieurs référendaires, le premier président désigne un référendaire de première classe, qui est chargé de présider à ce travail, de recueillir les observations de chaque référendaire et de faire le rapport à la chambre.

« Les référendaires qui ont pris part à la vérification assistent aux séances de la chambre pendant le rapport.

« Art. 365. Le compte, les bordereaux de recettes et de dépenses, le rapport et les pièces sont mis sur le bureau pour y avoir recours au besoin.

« Art. 366. Le président de la chambre fait la distribution du rapport du référendaire à un maître, qui est tenu,

« 1° De vérifier si le référendaire a fait lui-même le travail;

« 2° Si les difficultés élevées par le référendaire sont fondées;

« 3° Enfin, d'examiner par lui-même les pièces en soutien de quelques chapitres du compte, pour s'assurer que le référendaire en a soigneusement vérifié toutes les parties.

« Art. 367. Un maître des comptes ne peut être nommé deux fois de suite rapporteur des comptes du même comptable. »

CHAPITRE V.

DES ÉCRITURES, DES LIVRES ET DES COMPTES GÉNÉRAUX.

39. La comptabilité des matières, denrées et objets de transformation ou de consommation, des objets confectionnés, des récoltes ou autres produits dans chaque école, manufacture ou établissement dépendant du ministère de l'agriculture et du commerce, s'établit par des écritures faites en partie double, appuyées des pièces justificatives et des comptes périodiques. (*Article 3 de l'ordonnance du 26 août 1844.*)

40. Chaque chef d'atelier ou de service tiendra, sous la surveillance du directeur ou administrateur et de l'agent comptable, un livre journal constatant, jour par jour, toutes les opérations qui se seront effectuées dans son atelier ou dans le service dont il est chargé, en entrées et en sorties, en main-d'œuvre et en travaux de toute nature, conformément au modèle n° 8, ou suivant ceux qui seraient jugés le mieux appropriés à des services spéciaux.

41. Pour la régularité administrative, il sera tenu un livre copie de lettres qui devra être la reproduction exacte de la correspondance générale de chaque école, manufacture ou autre établissement.

42. Un livre-journal, coté et parafé à chaque feuillet par le directeur ou l'administrateur et tenu par l'agent comptable, constatera jour par jour tous les mouvements de récoltes, animaux, matières premières, denrées, objets confectionnés, etc., etc., entrés et sortis, les travaux de toute nature, main-d'œuvre, etc. (*Livre-journal, modèle n° 9.*)

Les écritures sont libellées de manière à faciliter la classification des faits de gestion par espèces de matières ou d'objets. Néanmoins, les matières et objets qui, par leur nature ou leur peu de valeur, sont susceptibles d'être réunis, peuvent être groupés par collections formant autant d'unités.

Il sera tenu, pour le report de ces écritures, un grand livre spécial dans lequel seront ouverts les comptes généraux classés et divisés par nature d'unités. (*Grand livre des comptes généraux, modèle n° 10. Articles 3 et 4 de l'ordonnance du 26 août 1844.*)

43. L'agent comptable tiendra, en outre, ou fera tenir sous son contrôle, tous les livres auxiliaires que nécessiterait le développement des comptes généraux indiqués à l'article 42 ci-des-

sus. Les principaux livres auxiliaires sont développés aux modèles ci-annexés n^{os} 12 et 13.

44. A chaque mutation de comptable, il est établi de nouveaux livres par celui qui prend possession du service, à moins que le ministre n'en ait autrement ordonné.

45. Le libellé des articles inscrits au livre-journal doit être clair et précis, sans surcharges ni interlignes. Les grattages sont formellement interdits; les ratures ne sont autorisées que dans les cas d'erreurs matérielles, et doivent toujours être faites de manière à ce que les mots rayés restent parfaitement lisibles. Lorsqu'il y a lieu de rectifier une inscription, le redressement s'opère par un nouvel article mentionnant le motif de la rectification.

46. Le directeur ou administrateur de chaque école, manufacture ou établissement, transmettra au ministère de l'agriculture et du commerce les états, résumés mensuels et balance conformes aux modèles n^{os} 4, 8, 11, 14 et 15.

47. Les états et résumés mensuels seront appuyés de pièces justificatives classées dans des relevés récapitulatifs conformément à la classification établie par l'article 1^{er} et avec les développements que cette classification comporte, et qui pourront être nécessaires à la comptabilité centrale. (*Article 5 de l'ordonnance du 26 août 1844.*)

48. Les états et résumés mensuels, dûment vérifiés et certifiés par le directeur, doivent parvenir au ministère de l'agriculture et du commerce avec toutes les pièces à l'appui, dans la première quinzaine de chaque mois.

49. Tous les ans, dans le premier mois du quatrième trimestre, le directeur ou administrateur de chaque école, manufacture ou établissement fera parvenir au ministère un état des matières ou denrées, dont la consommation présumée doit s'effectuer dans le cours de l'année suivante. Pour servir de base à cette consommation présumée, il est fait rappel dans cet état des quantités des différentes matières ou denrées consommées dans le cours de l'année. (*État des matières, denrées et objets présumés nécessaires pour l'année 18... , modèle n^o 16.*)

50. Toutes les écritures des comptables en matière sont closes et arrêtées au 31 décembre de chaque année, et le résultat de la balance entre les entrées et les sorties est reporté comme premier article des opérations à charge de la gestion suivante.

51. Dans les trois premiers mois de chaque année, le directeur ou administrateur de tout institut, école, conservatoire, manufacture ou établissement transmettra au ministère de l'agriculture et du commerce le compte de gestion générale établi par chaque comptable, présentant, pour l'année précédente, l'ensemble de ses opérations à charge et à décharge, et faisant ressortir, pour chaque espèce d'unité de matières distincte ou collective, les quantités restant en magasin au 31 décembre, et dont il demeure responsable. (*Compte général de gestion, modèle n° 17. Article 4 de l'ordonnance du 26 août 1844.*)

52. Ce compte, dressé et certifié véritable par l'agent comptable, est vérifié et certifié conforme aux écritures de la comptabilité en matières des institut, écoles, conservatoire, manufactures et établissements, par les directeurs ou administrateurs.

53. Le comptable dont les fonctions ont cessé pendant le cours de l'année est tenu de produire son compte dans le mois qui suit la remise de son service.

54. Au 31 décembre de chaque année, il est procédé au recensement des matières, denrées, récoltes et objets de toutes natures existant dans les magasins, granges, etc., des institut, écoles, conservatoire, manufactures et établissements dépendant du ministère de l'agriculture et du commerce.

L'inventaire forme le premier article du compte de l'année suivante.

Les inventaires annuels devront parvenir au ministère dans les trois premiers mois qui suivront le 31 décembre. (*Articles 4 et 7 de l'ordonnance du 26 août 1844.*)

55. Les denrées et matières en cours de transformation à l'époque de l'établissement de l'inventaire sont inventoriées pour la valeur qu'elles représentent en matières premières, main-d'œuvre, faux frais, etc. Elles forment dans l'inventaire autant d'articles distincts.

56. Indépendamment du recensement annuel prescrit par l'article 54, il peut être procédé à des recensements inopinés, d'après les ordres du ministre ou de ses délégués.

57. Avant de procéder à un recensement, l'autorité chargée du contrôle arrête, *ne varietur*, le journal de l'agent comptable, afin de pouvoir établir, d'après les écritures, la situation du magasin au moment de l'opération et en comparer les résultats avec ceux de la situation effective.

58. L'agent comptable sera responsable des manquants qui seraient constatés par l'inventaire, à moins qu'il ne prouve que le déficit provient des vices propres aux matières.

59. Si les quantités trouvées en magasin sont inférieures à celles qui doivent y exister, l'agent comptable est déclaré en déficit des quantités manquantes. Le ministre décide, sur le rapport de l'autorité chargée du contrôle, si le déficit sera comblé en nature ou remboursé en argent, sans préjudice des peines encourues par le comptable.

60. Les excédants seront pris en charge par l'agent comptable.

61. Les denrées, matières, objets confectionnés et produits, doivent toujours être tenus, dans les magasins et établissements, dans un ordre tel que la vérification de leur quantité, de leur qualité et de leur valeur, puisse s'opérer avec facilité.

CHAPITRE VI.

COMPTABILITÉ CENTRALE.

62. A l'arrivée au ministère de l'agriculture et du commerce des états et résumés dont la reproduction est prescrite par l'article 46 ci-dessus, il est procédé à leur vérification au moyen des pièces justificatives et des relevés récapitulatifs dont elles sont accompagnées.

Tous les faits constatés par les comptables dans les écritures-matières seront résumés, dans une comptabilité centrale, au ministère de l'agriculture et du commerce, où il est tenu à cet effet un journal, un grand livre et des livres auxiliaires.

Le grand livre ne présente que des comptes généraux et des résultats sommaires, dont les développements sont consignés par établissement sur les livres auxiliaires.

Ces écritures servent à contrôler les comptes individuels de gestion produits par les agents comptables à la fin de l'année. (*Article 8 de l'ordonnance du 26 août 1844.*)

63. Cette comptabilité centrale servira de base aux comptes généraux à publier chaque année par le ministre de l'agriculture et du commerce, en exécution de l'article 10 de la loi du 24 avril 1833.

64. Le compte général en matières, de chaque année, établi d'après les résumés mentionnés à l'article 62 ci-dessus, et les pièces justificatives qui lui servent de base, est imprimé et dis-

tribué aux membres du pouvoir législatif dans les quatre premiers mois de la seconde année qui suit celle de la gestion. (*Article 8 de l'ordonnance du 26 août 1844.*)

65. Un résumé annexé au compte général fait connaître la valeur approximative des matières de transformation ou de consommation existant à l'époque du 31 décembre de l'année de la gestion.

66. Le compte général en matières est soumis à l'examen de la commission de finances instituée annuellement en vertu de l'article 164 de l'ordonnance du 31 mai 1838. (*Article 13 de l'ordonnance du 26 août 1844.*)

67. Les comptes individuels de gestion sont transmis par le ministre de l'agriculture et du commerce à la cour des comptes, appuyés de toutes les pièces justificatives.

Une expédition des résumés généraux, par branche de service, est adressée à la même cour, immédiatement après l'envoi de tous les comptes individuels. (*Article 9 de l'ordonnance du 26 août 1844.*)

68. A la réception de la déclaration prononcée par la cour des comptes sur chaque compte individuel, le ministre en donne communication à l'agent comptable, et provoque de sa part, s'il y a lieu, les observations ou justifications nouvelles que ladite déclaration pourrait rendre nécessaires. (*Article 10 de l'ordonnance du 26 août 1844.*)

69. Il est accordé aux comptables un délai de trois mois, à dater du jour de la réception de la communication mentionnée en l'article 68 qui précède, pour adresser au ministre les observations et justifications dont la déclaration de la cour des comptes leur paraîtrait susceptible.

70. Sur le vu des observations ou justifications nouvelles produites par les comptables dans le délai fixé par l'article précédent, le ministre de l'agriculture et du commerce statue et arrête définitivement leur compte. (*Article 10 de l'ordonnance du 26 août 1844.*)

71. A défaut de réclamation en temps utile, c'est-à-dire dans le délai fixé par l'article 69 ci-dessus, le ministre statue d'office et arrête définitivement les résultats de la gestion du comptable. (*Article 10 de l'ordonnance du 26 août 1844.*)

72. Sauf le cas d'erreur matérielle, les décisions rendues par le ministre, et régulièrement notifiées, ne peuvent être atta-

quées que dans la forme et les délais déterminés par le décret du 22 juillet 1806 (1).

Les réclamations ayant pour objet le redressement d'erreurs matérielles ne sont toutefois admissibles que dans les délais fixés par les articles 9 et 10 de la loi du 29 janvier 1831 (2).

73. Chaque année, ou en fin de chaque gestion, le ministre de l'agriculture et du commerce notifie à chacun des comptables l'arrêté définitif de la balance générale de ses opérations à charge et à décharge.

Si cette balance est la même que celle du compte produit par le comptable, la notification ministérielle de cette identité équivaut à une déclaration de quitus.

Si la balance diffère de celle du compte produit, le ministre prescrit les mesures nécessaires pour la réintégration ou le paiement des quantités manquantes, et le comptable n'obtient son quitus que lorsqu'il a justifié avoir satisfait, soit au remboursement, soit à la réintégration des déficit.

74. Immédiatement après l'arrêté définitif de tous les comptes de l'année, le ministre transmet à la cour des comptes un résumé faisant connaître la suite qui a été donnée à ses déclarations, et les redressements que leur prise en considération motivera dans les comptes de la gestion suivante.

(1) « Art. 11. Le recours au Conseil d'état, contre les décisions d'une autorité qui y ressortit, ne sera pas recevable après trois mois, du jour où cette décision aura été notifiée. (*Bulletin des lois*, IV^e série, t. V, p. 339.)

(2) « Art. 9. Seront prescrites et définitivement éteintes au profit de l'État, sans préjudice des déchéances prononcées par les lois antérieures ou consenties par des marchés ou conventions, toutes créances qui, n'ayant pas été acquittées avant la clôture des crédits de l'exercice auquel elles appartiennent, n'auraient pu, à défaut de justifications suffisantes, être liquidées, ordonnancées et payées dans un délai de cinq années, à partir de l'ouverture de l'exercice, pour les créanciers domiciliés en Europe, et de six années, pour les créanciers résidant hors du territoire européen.

.....
 « Art. 10. Les dispositions de l'article précédent ne seront pas applicables aux créances dont l'ordonnancement et le paiement n'auraient pu être effectués dans les délais déterminés, par le fait de l'administration ou par suite de pourvois formés devant le Conseil d'état.

« Tout créancier aura le droit de se faire délivrer, par le ministère compétent, un bulletin énonçant la date de sa demande et les pièces produites à l'appui. (*Bulletin des lois*, n° 19 de la 1^{re} série.)

TITRE III.

DES VALEURS MOBILIÈRES PERMANENTES.

75. La comptabilité des valeurs mobilières permanentes embrasse les mobiliers et le matériel d'exploitation appartenant à l'État, garnissant les bâtiments, les écuries, les étables, les ateliers, les bibliothèques, archives, musées, conservatoire, cabinets et laboratoire; les dépôts de cartes et d'imprimés des institut, écoles, conservatoire, manufactures et établissements agricoles et industriels, ainsi que les modèles, les types, les objets d'art et de science.

76. Les détenteurs, à quelque titre que ce soit, des valeurs mobilières permanentes, sont astreints aux mêmes justifications et obligations, et aux mêmes règles de comptabilité que les agents chargés des matières, récoltes et denrées, et sont tenus de les représenter en bon état, sauf les détériorations résultant de l'usure et du dépérissement naturel.

77. Ils doivent passer écritures dans les formes ci-dessus déterminées, suivant la nature du service, de toutes les augmentations et diminutions successivement apportées au mobilier général et au matériel d'exploitation dont ils sont responsables, et envoyer à l'administration centrale des états trimestriels (*modèle n° 18*) qui auront pour but de faire connaître les augmentations, diminutions ou modifications des valeurs mobilières permanentes.

Les états sommaires doivent être accompagnés des pièces justificatives destinées à constater ces modifications.

78. Ils sont responsables des pertes dont ils ne justifieraient pas, ainsi que des accidents qui seraient reconnus provenir de leur fait ou de leur négligence.

79. A la fin de chaque année, il est procédé à l'inventaire des valeurs mobilières permanentes. Il est adressé au ministère un relevé sommaire de ces valeurs, en quantité et estimation en numéraire, rappelant l'existant au 1^{er} janvier et les augmentations successives pendant le cours de l'année; les ventes, les transformations, les détériorations, les usures et les pertes de l'année; et, enfin, le restant au 31 décembre, ainsi qu'il est prescrit à l'article 77 ci-dessus.

80. Les états trimestriels sommaires dûment vérifiés et certifiés par le directeur doivent parvenir au ministère de l'agri-

culture et du commerce, avec toutes les pièces à l'appui, dans la première quinzaine du mois qui suit le trimestre expiré.

Les inventaires annuels devront parvenir au ministère dans les trois premiers mois qui suivront le 31 décembre.

81. A leur arrivée au ministère, les états trimestriels sommaires seront contrôlés et récapitulés à la comptabilité centrale.

La récapitulation de l'inventaire présente l'évaluation en numéraire des objets qui composent cette partie du matériel, et le total en est ajouté au montant du résumé qui, aux termes de l'article 65 du présent règlement, doit être annexé au compte général en matières de chaque année.

82. Hors les dispositions spéciales déterminées par les articles 75 à 81 inclusivement qui précèdent, la comptabilité des valeurs mobilières permanentes est régie d'après les principes posés dans le titre II du présent règlement.

83. Le présent règlement est exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1850, pour les trois écoles d'arts et métiers, et pour les manufactures de Sèvres, des Gobelins et de Beauvais.

Une décision du ministre de l'agriculture et du commerce déterminera ultérieurement l'époque à laquelle ce règlement sera obligatoire pour les établissements des haras et dépôts d'étalons, les instituts agronomiques et fermes régionales, les bergeries, les vacheries, les écoles vétérinaires, le conservatoire des arts et métiers, les bureaux de vérification des poids et mesures et les établissements thermaux et sanitaires.

Néanmoins, ce règlement devra être appliqué dans tous les établissements dénommés ci-dessus, avant le 1^{er} juillet 1850.

84. Toutes les dispositions des règlements de service actuellement en vigueur, qui seraient contraires au présent règlement, sont abrogées.

85. Le ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent règlement, qui sera inséré au Bulletin des lois. (*Article 15 de l'ordonnance du 26 août 1844.*)

Fait au palais de l'Élysée, le 1^{er} Février 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.
Le Ministre de l'agriculture et du commerce,
Signé DUMAS.

N° 2299. — *DÉCRET qui autorise la fondation, à Warnecourt (Ardennes), d'un Établissement de Sœurs de Sainte-Chrétienne.*

Du 4 Juillet 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes ;

Vu le testament olographe du 1^{er} mars 1848, par lequel le sieur *Gillot-Tauton*, après avoir légué une somme de cinquante-deux mille francs à des parents et à un domestique, a disposé du surplus de ses biens meubles et immeubles en faveur de la commune de Warnecourt (Ardennes), à la charge de construire dans cette localité une école d'enseignement et de couture pour les jeunes filles pauvres, et d'affecter le surplus des biens légués au traitement de deux sœurs de la congrégation de Sainte-Chrétienne, à Metz (Moselle), qui seront appelées à diriger l'établissement ;

Vu l'acte de décès du testateur, en date du 11 mars 1848 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Warnecourt, en date du 1^{er} avril 1848, tendant à obtenir l'autorisation d'accepter le legs fait à cet établissement par le sieur *Gillot-Tauton*.

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de Sainte-Chrétienne, à Metz, en date du 6 juillet 1849, tendant à obtenir l'autorisation, 1° de fonder un établissement de son ordre à Warnecourt ; 2° d'accepter le bénéfice des dispositions résultant, à son profit, du testament précité ;

Vu le décret du 20 décembre 1810, qui a approuvé les statuts de cette congrégation et qui lui a donné une existence légale ;

Vu la déclaration, en date du 7 juillet 1849, par laquelle la supérieure générale de ladite congrégation s'engage à faire observer exactement les statuts approuvés pour la maison mère par les sœurs qui seront chargées de la direction de l'établissement projeté à Warnecourt ;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo* qui a eu lieu à Warnecourt au sujet de la formation d'un établissement de sœurs de Sainte-Chrétienne ;

Vu les états et inventaire portant que la succession du sieur *Gillot-Tauton* s'élève à cent quarante mille cinq cent vingt-trois francs, et desquels il résulte qu'après avoir prélevé les legs particuliers et les droits de succession, il restera à la commune un capital de soixante et dix-neuf mille cinq cent vingt-trois francs ;

Vu le consentement donné, le 5 mai 1849, par le frère du testateur et son unique héritier, à la délivrance du legs ;

Vu l'état de l'actif et du passif de la congrégation, vérifié par le préfet de la Moselle, le 7 juillet 1849 ;

Vu les avis de l'archevêque de Reims, de l'évêque de Metz et des préfets des Ardennes et de la Moselle, en date des 19 mai, 17 juillet, 21 octobre et 2 novembre 1849;

Vu l'avis du conseil municipal de Warnecourt, en date du 9 septembre 1849, sur la formation de l'établissement;

Vu l'avis du conseil de l'Université, du 18 janvier 1850;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, en date du 2 avril 1850;

Vu les lois des 2 janvier 1817 et 24 mai 1825;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu les ordonnances des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Sainte-Chrétienne existant à Metz (Moselle), en vertu du décret du 20 décembre 1810, est autorisée à fonder à Warnecourt (Ardennes) un établissement de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par le décret précité.

2. La supérieure générale de la même congrégation, au nom de cet établissement, et le maire de Warnecourt, au nom de cette commune, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, le legs fait à la commune par le sieur *François-Louis Gillot-Tauton*, suivant son testament olographe du 1^{er} mars 1848, et consistant en biens meubles et immeubles représentant, après le prélèvement des legs particuliers et des droits de succession, une valeur de soixante et dix-neuf mille cinq cent vingt-trois francs, à la charge de construire dans cette localité une école d'enseignement et de couture pour les jeunes filles pauvres, et d'affecter le revenu des biens légués, déduction faite de la somme nécessaire pour ledit établissement, au traitement de deux sœurs de la congrégation de Sainte-Chrétienne, à Metz, qui seront appelées à diriger l'école de Warnecourt.

3. Les ministres de l'instruction publique et des cultes, et de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 4 Juillet 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2300. — *DÉCRET qui autorise la fondation, à Saint-Cyr-le-Gravelais (Mayenne), d'un Établissement de Sœurs de la Charité.*

Du 10 Juillet 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes ;

Vu le testament public, en date du 7 octobre 1828, par lequel la demoiselle *Bouzon* a légué une somme de mille francs aux sœurs de la Charité d'Évron, existant à Saint-Cyr-le-Gravelais, à la charge de les employer aux besoins de leur établissement ;

Vu l'acte de décès de la testatrice, en date du 24 mars 1840 ;

Vu la demande de la supérieure générale de la congrégation de la Charité d'Évron, en date du 16 juillet 1840, tendant à obtenir : 1° la reconnaissance légale de l'établissement de son ordre qu'elle a déjà formé à Saint-Cyr-le-Gravelais ; 2° l'autorisation d'accepter le legs de la demoiselle *Bouzon* ;

Vu le décret du 13 novembre 1810, qui a autorisé cette congrégation à Évron et approuvé ses statuts ;

Vu le consentement donné, le 17 juin 1840, par les héritiers de la testatrice, à la délivrance du legs ;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo* qui a eu lieu à Saint-Cyr-le-Gravelais ;

Vu l'avis du conseil municipal de cette commune, en date du 26 février 1843, sur la formation de l'établissement ;

Vu l'état de l'actif et du passif de l'établissement légataire, vérifié et certifié par le préfet de la Mayenne ;

Vu les avis de l'évêque du Mans et du préfet de la Mayenne, en date des 17 et 21 mars 1843 ;

Vu l'avis du conseil de l'Université, en date du 16 mars 1849 ;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, en date du 5 avril 1850, portant qu'il n'y a pas lieu de faire intervenir le maire de Saint-Cyr-le-Gravelais dans l'acceptation du legs de mille francs fait aux sœurs de la Charité d'Évron, pour être employé aux besoins de leur établissement ;

Vu les lois des 2 janvier 1817 et 24 mai 1825 ;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement ;

Vu les ordonnances des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831 ;

Le Conseil d'état (section d'administration) entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Charité existant à Évron (Mayenne), en vertu du décret du 13 novembre 1810, est autorisée à fonder un établissement de religieuses de son ordre à Saint-Cyr-le-Gravelais (même département), à la charge,

par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par le décret précité.

2. La supérieure générale de la même congrégation est autorisée à accepter, aux charges, clauses et conditions imposées, le legs fait à l'établissement de religieuses de son ordre à Saint-Cyr-le-Gravelais, par la demoiselle *Françoise Bouzon*, suivant son testament public du 7 octobre 1828, et consistant en une somme de mille francs.

Cette somme sera placée en rentes sur l'État, et les arrérages de la rente acquise seront affectés aux besoins de l'établissement de Saint-Cyr-le-Gravelais, conformément aux intentions de la testatrice.

3. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 10 Juillet 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.



Certifié conforme :

Paris, le 20^e Juillet 1850,

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.





BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 291*.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2301. — *La Loi du 16 juillet 1850, sur le Cautionnement des Journaux et le Timbre des Écrits périodiques et non périodiques, insérée au Bulletin 289, n° 2294, doit être rectifiée de la manière suivante :*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ D'URGENCE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE PREMIER.

DU CAUTIONNEMENT.

ART. 1^{er}. Les propriétaires de journaux ou écrits périodiques politiques seront tenus de verser au trésor un cautionnement en numéraire dont l'intérêt sera payé au taux réglé pour les cautionnements.

Pour les départements de la Seine, de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne et du Rhône, le cautionnement des journaux est fixé comme suit :

* Une erreur qui s'est glissée dans l'expédition officielle transmise au ministère de la justice, pour la promulgation, rend une réimpression nécessaire; cette erreur consiste dans l'omission de la disposition suivante, qui forme l'article 22 de la loi :

« Art. 22. Les recueils et écrits périodiques qui étaient dispensés du timbre, avant le décret du 4 mars 1848, continueront à jouir de cette exemption. »

Par suite du rétablissement de cette disposition, les articles qui, au Bulletin des lois n° 289, portent les n° 22, 23, 24, 25, 26 et 27, doivent prendre les n° 23, 24, 25, 26, 27 et 28.

2. X^e Série.

Si le journal ou écrit périodique paraît plus de trois fois par semaine, soit à jour fixe, soit par livraisons irrégulières, le cautionnement sera de vingt-quatre mille francs.

Le cautionnement sera de dix-huit mille francs si le journal ne paraît que trois fois par semaine ou à des intervalles plus éloignés.

Dans les villes de cinquante mille âmes et au-dessus, le cautionnement des journaux paraissant plus de cinq fois par semaine sera de six mille francs. Il sera de trois mille six cents francs dans les autres départements, et respectivement de la moitié de ces deux sommes pour les journaux et écrits périodiques paraissant cinq fois par semaine ou à des intervalles plus éloignés.

2. Il est accordé aux propriétaires des journaux ou écrits périodiques politiques actuellement existants un délai d'un mois, à compter de la promulgation de la présente loi, pour se conformer aux dispositions qui précèdent.

3. Tout article de discussion politique, philosophique ou religieuse, inséré dans un journal, devra être signé par son auteur, sous peine d'une amende de cinq cents francs pour la première contravention, et de mille francs en cas de récidive.

Toute fausse signature sera punie d'une amende de mille francs et d'un emprisonnement de six mois, tant contre l'auteur de la fausse signature que contre l'auteur de l'article et l'éditeur responsable du journal.

4. Les dispositions de l'article précédent seront applicables à tous les articles, quelle que soit leur étendue, publiés dans des feuilles politiques ou non politiques, dans lesquels seront discutés des actes ou opinions des citoyens, et des intérêts individuels ou collectifs.

5. Lorsque le gérant d'un journal ou écrit périodique paraissant dans les départements autres que ceux de la Seine, de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne et du Rhône, aura été renvoyé devant la cour d'assises par un arrêt de mise en accusation pour crime ou délit de presse, si un nouvel arrêt de mise en accusation intervient contre les gérants de la même publication avant la décision définitive de la cour d'assises, une somme égale à la moitié du maximum des amendes édictées par la loi, pour le fait nouvellement incriminé, devra être consignée dans les trois jours de la notification de chaque arrêt, et nonobstant tout pourvoi en cassation.

En aucun cas, le montant des consignations ne pourra dépasser un chiffre égal à celui du cautionnement.

6. Dans les trois jours de tout arrêt de condamnation pour crime ou délit de presse, le gérant du journal devra acquitter le montant des condamnations qu'il aura encourues.

En cas de pourvoi en cassation, le montant des condamnations sera consigné dans le même délai.

7. La consignation ou le paiement prescrit par les articles précédents sera constaté par une quittance délivrée en duplicata par le receveur des domaines.

Cette quittance sera, le quatrième jour au plus tard, soit de l'arrêt rendu par la cour d'assises, soit de la notification de l'arrêt de la chambre des mises en accusation, remise au procureur de la République, qui en donnera récépissé.

8. Faute par le gérant d'avoir remis la quittance dans les délais ci-dessus fixés, le journal cessera de paraître, sous les peines portées contre tout journal publié sans cautionnement.

9. Les peines pécuniaires prononcées pour crimes et délits par les lois sur la presse et autres moyens de publication ne se confondront pas entre elles, et seront toutes intégralement subies, lorsque les faits qui y donneront lieu seront postérieurs à la première poursuite.

10. Pendant les vingt jours qui précéderont les élections, les circulaires et professions de foi signées des candidats pourront, après dépôt au parquet du procureur de la République, être affichées et distribuées sans autorisation de l'autorité municipale.

11. Les dispositions des lois des 9 juin 1819 et 18 juillet 1828 qui ne sont pas contraires à la présente loi continueront à être exécutées.

La loi du 9 août 1848 et celle du 21 avril 1849 sont abrogées.

TITRE II.

DU TIMBRE.

12. A partir du 1^{er} août prochain, les journaux ou écrits périodiques, ou les recueils périodiques de gravures ou lithographies politiques, de moins de dix feuilles de vingt-cinq à trente-deux décimètres carrés, ou de moins de cinq feuilles de cinquante à soixante et douze décimètres carrés, seront soumis à un droit de timbre.

Ce droit sera de cinq centimes par feuille de soixante et douze décimètres carrés et au-dessous, dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise, et de deux centimes pour les journaux, gravures ou écrits périodiques publiés partout ailleurs.

13. Les écrits non périodiques traitant de matières politiques ou d'économie sociale qui ne sont pas actuellement en cours de publication, ou qui, antérieurement à la présente loi, ne sont pas tombés dans le domaine public, s'ils sont publiés en une ou deux livraisons ayant moins de trois feuilles d'impression de vingt-cinq à trente-deux décimètres carrés, seront soumis à un droit de timbre de cinq centimes.

Par chaque dix décimètres carrés ou fraction en sus, il sera perçu un centime et demi.

Cette disposition est applicable aux écrits non périodiques publiés à l'étranger, lesquels seront, à l'importation, soumis aux droits de timbre fixés pour ceux publiés en France.

14. Tout roman-feuilleton publié dans un journal ou dans son supplément sera soumis à un timbre de un centime par numéro.

Ce droit ne sera que d'un demi-centime pour les journaux des départements autres que ceux de la Seine et de Seine-et-Oise.

15. Le timbre servira d'affranchissement au profit des éditeurs de journaux et écrits, savoir :

Celui de cinq centimes pour le transport et la distribution sur tout le territoire de la République ;

Celui de deux centimes pour le transport des journaux et écrits périodiques dans l'intérieur du département (autre que ceux de la Seine et de Seine-et-Oise) où ils sont publiés, et des départements limitrophes.

Les journaux ou écrits seront transportés et distribués par le service ordinaire de l'administration des postes.

16. Les journaux ou écrits périodiques frappés du timbre de deux centimes devront, pour être transportés et distribués hors des limites déterminées par le troisième paragraphe de l'article précédent, payer un supplément de prix de trois centimes.

Ce supplément de prix sera acquitté au bureau de poste du départ, et le journal sera frappé d'un timbre constatant l'acquittement de ce droit.

17. L'affranchissement résultant du timbre ne sera valable,

pour les journaux ou écrits périodiques, que pour le jour, et pour le départ du lieu de leur publication.

Pour les autres écrits, il ne sera également valable que pour un seul transport, et le timbre sera maculé au départ par les soins de l'administration.

Toutefois, les éditeurs des journaux ou écrits périodiques auront le droit d'envoyer en franchise à tout abonné, avec la feuille du jour, les numéros publiés depuis moins de trois mois.

18. Un supplément qui n'excédera pas soixante et douze décimètres carrés, publié par les journaux qui paraissent plus de deux fois par semaine, sera exempt de timbre, sous la condition qu'il sera uniquement consacré aux nouvelles politiques, aux débats de l'Assemblée nationale et des tribunaux, à la reproduction et la discussion des actes du Gouvernement.

Les suppléments du Moniteur universel, quel que soit leur nombre, seront exempts de timbre.

19. Quiconque, autre que l'éditeur, voudra faire transporter un journal ou écrit par la poste, sera tenu d'en payer l'affranchissement à raison de cinq centimes ou de deux centimes par feuille, selon les cas prévus par la présente loi.

Le journal sera frappé, au départ, d'un timbre indiquant cet affranchissement.

À défaut de cet affranchissement, le journal sera, à l'arrivée, taxé comme lettre simple.

20. Une remise de un pour cent sur le timbre sera accordée aux éditeurs de journaux et d'écrits périodiques pour déchets de maculature.

Il sera fait remise d'un centime par feuille de journal qui sera transportée et distribuée aux frais de l'éditeur dans l'intérieur de la ville, et en outre, à Paris, dans l'intérieur de la petite banlieue.

Les conditions à observer pour jouir de cette remise seront fixées par un arrêté du ministre des finances.

21. Un règlement déterminera le mode d'apposition du timbre sur les journaux ou écrits, la place où devra être indiqué le jour de leur publication, le mode de pliage, enfin les conditions à observer pour la remise à la poste des journaux ou écrits, par les éditeurs qui voudront profiter de l'affranchissement.

22. Les recueils et écrits périodiques qui étaient dispensés

du timbre, avant le décret du 4 mars 1848, continueront à jouir de cette exemption.

23. Les préposés de l'enregistrement, les officiers de police judiciaire et les agents de la force publique sont autorisés à saisir ceux de ces journaux ou écrits qui seraient en contravention, sauf à constater cette saisie par des procès-verbaux dont la signification sera faite aux contrevenants dans le délai de trois jours.

24. Pour les journaux, gravures ou écrits périodiques, chaque contravention aux dispositions de la présente loi sera punie, indépendamment de la restitution des droits frustrés, d'une amende de cinquante francs pour chaque feuille ou fraction de feuille non timbrée. L'amende sera de cent francs en cas de récidive.

Pour les autres écrits, chaque contravention sera punie, indépendamment de la restitution des droits frustrés, d'une amende égale au double de-dits droits, sans que, dans aucun cas, cette amende puisse être moindre de deux cents francs.

Les auteurs, éditeurs, gérants, imprimeurs et distributeurs desdits journaux ou écrits soumis au timbre, seront solidairement tenus de l'amende, sauf leur recours les uns contre les autres.

25. Le recouvrement des droits de timbre et des amendes de contravention sera poursuivi, et les instances seront instruites et jugées conformément à l'article 76 de la loi du 28 avril 1816.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

26. Le droit de timbre afférent aux abonnements contractés avant la promulgation de la présente loi sera remboursé aux propriétaires de journaux ou écrits périodiques.

Un règlement déterminera le délai et la forme des réclamations, ainsi que les justifications à produire.

Cette dépense sera imputée sur le crédit alloué au chapitre 70 du budget des finances concernant les remboursements sur produits indirects et divers.

Un crédit supplémentaire de trente-cinq mille francs sur l'exercice 1850 est ouvert au ministre des finances pour l'exécution de la présente loi.

27. Il est accordé aux journaux actuellement existants, pour se conformer aux conditions imposées par les articles 3 et 4, un

délai de deux mois, à partir du jour de la promulgation de la présente loi.

Le ministre des finances est autorisé à tenir compte aux éditeurs de journaux du prix du timbre pour les feuilles timbrées avant le décret du 4 mars 1848, et qui n'ont pas été employées.

28. Sont affranchis du cautionnement et du timbre tous journaux ou publications imprimés en France, en langues étrangères, mais destinés à être publiés et distribués dans les pays étrangers.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉRARD, DE HEECKEREN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.



Certifié conforme :

Paris, le 23^e Juillet 1850,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la
Justice,*

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.



BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 292*.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2302. — *DÉCRET relatif à la promulgation du Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu, le 8 mars 1848, entre la France et la République de Guatemala.*

Du 17 Juillet 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ,

Vu l'article 56 de la Constitution ;

Vu la loi adoptée par l'Assemblée nationale dans les séances des 28 février, 23 avril et 10 mai 1849 ;

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu, le 8 mars 1848, entre la France et la République de Guatemala, ayant été approuvé par l'Assemblée nationale, et les actes de ratification des Gouvernements respectifs ayant été échangés à Guatemala, le 25 octobre 1849, ce Traité recevra sa pleine et entière exécution, en tenant compte des explications et interprétations consignées dans une Note officielle qui est insérée à la suite dudit Traité.

AU NOM DE LA TRÈS-SAINTE TRINITÉ.

De nombreuses relations de commerce étant établies depuis plusieurs années entre les États de Sa Majesté le Roi des Français et la République de Guatemala, il a été jugé utile d'en régulariser l'existence, d'en favoriser le développement et d'en perpétuer la durée par un Traité d'amitié, de commerce et de

* Voyez un Errata à la fin de ce Numéro.

navigation, fondé sur l'intérêt commun des deux pays, et propre à faire jouir les citoyens respectifs d'avantages égaux et réciproques.

D'après ce principe et à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

Sa Majesté le Roi des Français, le sieur *Jean-Marie-Raymond Baradère*, chevalier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, son consul général au Centre-Amérique;

Et son excellence le Président de la République de Guatemala, le sieur *Jose-Mariano Rodriguez*, licencié, secrétaire d'état et ministre des affaires étrangères;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Il y aura paix constante et amitié perpétuelle et sincère entre Sa Majesté le Roi des Français, ses héritiers et successeurs, d'une part, et la République de Guatemala, d'autre part, et entre les citoyens des deux États, sans exception de personnes ni de lieux.

2. Il y aura entre tous les territoires des États de Sa Majesté le Roi des Français, en Europe, et ceux de la République de Guatemala, une liberté réciproque de commerce. Les citoyens des deux États pourront entrer en toute liberté, avec leurs navires et cargaisons, dans tous les lieux, ports et rivières des deux États qui sont ou seront ouverts au commerce étranger.

Ils pourront y faire le commerce d'échelle pour y décharger, en tout ou en partie, les cargaisons par eux apportées de l'étranger, et pour former successivement leur cargaison de retour; mais ils n'auront pas la faculté d'y décharger les marchandises qu'ils auraient reçues dans un autre port du même État, ou, autrement, de faire le cabotage, qui demeure exclusivement réservé aux nationaux.

Ils pourront, sur les territoires respectifs, voyager ou séjourner, commercer tant en gros qu'en détail, comme les nationaux; louer et occuper les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaires; effectuer des transports de marchandises et d'argent, et recevoir des consignations; être admis comme caution aux douanes, quand il y aura plus d'un an qu'ils seront établis sur les lieux, et que les biens fonciers qu'ils y posséderont présenteront une garantie suffisante.

Ils seront entièrement libres de faire leurs affaires eux-mêmes ou de se faire suppléer par qui bon leur semblera, facteur,

agent consignataire ou interprète, sans avoir, comme étrangers, à payer aucun surcroît de salaire ou de rétribution.

Ils seront également libres, dans tous leurs achats comme dans toutes leurs ventes, de fixer le prix des effets, marchandises et objets quelconques tant importés que destinés à l'exportation, sauf à se conformer aux lois et règlements du pays.

3. Sa Majesté le Roi des Français s'oblige, en outre, à ce que les citoyens de Guatemala jouissent de la même liberté de commerce et de navigation stipulée dans l'article précédent, dans les domaines de Sa Majesté situés hors d'Europe, qui sont ou seront ouverts au commerce et à la navigation de la nation la plus favorisée, et, réciproquement, les droits établis par le présent Traité en faveur des Français seront communs aux habitants des colonies françaises.

4. Les citoyens respectifs jouiront, dans les deux États, d'une constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés; ils auront un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits, et ce, aux mêmes conditions qui seront en usage pour les citoyens du pays dans lequel ils résideront.

Ils seront maîtres à cet effet d'employer, dans toutes les circonstances, les avocats, avoués ou agents de toute classe qu'ils jugeront à propos; enfin ils auront la faculté d'être présents aux décisions et sentences des tribunaux dans les causes qui les intéressent, comme aussi à toutes les enquêtes et dépositions de témoins, qui pourront avoir lieu à l'occasion des jugements, toutes les fois que les lois des pays respectifs permettront la publicité de ces actes.

Ils seront d'ailleurs exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales, ainsi que de toutes les contributions de guerre, emprunts forcés, réquisitions militaires, et, dans tous les autres cas, ils ne pourront être assujettis, pour leurs propriétés, soit mobilières, soit immobilières, ni à aucun autre titre quelconque, à d'autres charges, réquisitions et impôts, que ceux payés par les nationaux eux-mêmes.

Ils ne pourront être arrêtés, ni expulsés, ni même envoyés d'un point à un autre du pays, par mesure de police ou gouvernementale, sans indices ou motifs graves et de nature à troubler la tranquillité publique, et avant que ces motifs et les documents qui en feront foi aient été communiqués aux agents di-

plomatiques ou consulaires de leur nation respective. Dans tous les cas, il sera accordé aux inculpés le temps nécessaire pour présenter ou faire présenter au gouvernement du pays leurs moyens de justification; ce temps sera d'une durée plus ou moins grande, suivant les circonstances.

Il est bien entendu que les dispositions de cet article ne seront point applicables aux condamnations à la déportation ou au bannissement d'un point à un autre du territoire qui pourraient être prononcées, conformément aux lois et aux formes établies par les tribunaux des pays respectifs, contre les citoyens de l'un d'eux. Ces condamnations continueront à être exécutoires dans les formes établies par les législations respectives.

5. Les Français catholiques jouiront dans la République de Guatemala, sous le rapport de la religion et du culte, de toutes les libertés, garanties et protection dont les nationaux y jouissent; et les Guatémaliens jouiront également en France des mêmes garanties, libertés et protection que les nationaux.

Les Français professant un autre culte, qui se trouveront dans la République de Guatemala, n'y seront inquiétés ni gênés en aucune manière pour cause de religion: bien entendu qu'ils respecteront la religion, le culte du pays et les lois qui y sont relatives.

6. Les citoyens des deux nations seront libres de disposer comme il leur conviendra, par vente, donation, échange, testament, ou de quelque autre manière que ce soit, de tous les biens qu'ils posséderaient sur les territoires respectifs. De même, les citoyens de l'un des deux États qui seraient héritiers de biens situés dans l'autre pourront succéder sans empêchement à ceux desdits biens qui leur seraient dévolus *ab intestat*, et les héritiers ou légataires ne seront pas tenus à acquitter des droits de succession autres ou plus élevés que ceux qui seraient supportés dans des cas semblables par les nationaux eux-mêmes.

Et, dans le cas où lesdits héritiers seraient, comme étrangers ou pour tout autre motif, privés d'entrer en possession de l'héritage, il leur sera accordé trois ans pour en disposer comme il leur conviendra, et pour en extraire le produit, sans payer d'autres impôts que ceux établis par les lois de chaque pays.

7. Les citoyens de l'un et de l'autre État ne pourront être respectivement soumis à aucun embargo, ni être retenus avec leurs navires, équipages et cargaisons ou effets de commerce, pour une expédition militaire quelconque, ni pour quelque usage

public ou particulier que ce soit, sans qu'il soit immédiatement accordé aux intéressés une indemnité suffisante pour cet usage, et pour les torts et les dommages qui, n'étant pas purement fortuits, naîtront du service auquel ils seront obligés.

8. Si (ce qu'à Dieu ne plaise) la paix entre les deux hautes parties contractantes venait à être rompue, il sera accordé, de part et d'autre, un terme de six mois aux commerçants qui se trouveront sur les côtes, et d'une année entière à ceux qui se trouveront dans l'intérieur du pays, pour régler leurs affaires et pour disposer de leurs propriétés, et, en outre, un sauf-conduit leur sera délivré pour s'embarquer dans tel port qu'ils désigneront de leur propre gré.

Tous les autres citoyens ayant un établissement fixe et permanent dans les États respectifs, pour l'exercice de quelque profession ou occupation particulière, pourront conserver leur établissement et continuer leur profession sans être inquiétés en aucune manière, et ceux-ci, aussi bien que les négociants, conserveront la pleine possession de leur liberté et de leurs biens, tant qu'ils ne commettront aucune offense contre les lois du pays. Enfin, leurs propriétés ou biens, de quelque nature qu'ils puissent être, comme aussi les deniers dus par des particuliers ou par l'État, et les actions de banques et de compagnies ne seront assujettis à d'autres embargos, séquestres, ni à aucune autre réclamation, que ceux qui pourraient avoir lieu à l'égard des mêmes effets ou propriétés appartenant à des nationaux.

9. Le commerce français à Guatemala, et le commerce guatemalien en France, seront traités, sous le rapport des droits de douane, tant à l'importation qu'à l'exportation, comme celui de la nation la plus favorisée.

Dans aucun cas, les droits d'importation imposés en France sur les produits du sol ou de l'industrie de Guatemala, et à Guatemala sur les produits du sol ou de l'industrie de la France, ne pourront être autres ou plus élevés que ceux auxquels sont ou seront soumis les mêmes produits importés par la nation la plus favorisée.

Aucune prohibition d'importation ou d'exportation n'aura lieu dans le commerce réciproque des deux pays, qu'elle ne soit également étendue à toutes les autres nations.

Les formalités qui pourraient être requises pour justifier de l'origine et de la provenance des marchandises respectivement

importées dans l'un des deux États seront également communes à toutes les autres nations.

10. Les produits du sol et de l'industrie de l'un des deux pays payeront, dans les ports de l'autre, les mêmes droits d'importation, qu'ils soient chargés sur navires français ou guatémaliens.

De même, les produits exportés acquitteront les mêmes droits et jouiront des mêmes franchises, allocations et restitutions qui sont ou seront réservées aux exportations faites sur bâtiments nationaux.

11. Les navires français arrivant dans les ports de Guatemala ou en sortant, et les navires guatémaliens à leur entrée en France ou à leur sortie, ne seront assujettis à d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de phare, de port, de pilotage, de quarantaine ou autres affectant le corps du bâtiment, que ceux auxquels sont ou seront respectivement assujettis les navires nationaux dans les deux pays.

Les droits de tonnage et autres qui se prélèvent en raison de la capacité des navires seront d'ailleurs perçus en France, pour les navires guatémaliens, d'après le registre guatémalien du navire, et, pour les navires français à Guatemala, d'après le passeport ou congé français du navire.

12. Les navires respectifs qui relâcheront dans les ports ou sur les côtes de l'un ou de l'autre État ne seront assujettis à aucun droit de navigation, sous quelque dénomination que ces droits soient respectivement établis, sauf les droits de pilotage, phare et autres de même nature, représentant le salaire de services rendus par des industries privées, pourvu que ces navires n'effectuent aucun chargement ni déchargement de marchandises.

Toutes les fois que les citoyens des deux hautes parties contractantes seront forcés de chercher un refuge ou un asile dans les rivières, baies, ports ou territoires de l'autre, avec leurs navires, tant de guerre que marchands, publics ou particuliers, par l'effet du mauvais temps ou de la poursuite des pirates ou des ennemis, il leur sera donné toute protection, pour qu'ils puissent réparer leurs navires, se procurer des vivres, et se mettre en état de continuer leur voyage sans aucun empêchement, et même, dans le cas où, à raison de relâche forcée, les navires respectifs seraient obligés de déposer à terre les marchandises composant leurs chargements ou de les transborder

sur d'autres navires pour éviter qu'elles ne déperissent, il ne sera exigé d'eux d'autres droits que ceux relatifs au loyer des magasins, cours et chantiers qui seraient nécessaires pour déposer les marchandises et pour réparer les avaries des bâtiments. De plus, les citoyens des deux États qui navigueront sur des bâtiments de guerre ou marchands, ou sur des paquebots, se prêteront, en haute mer et sur les côtes, toute espèce de secours, en vertu de l'amitié qui existe entre les deux États.

13. Seront considérés comme français les bâtiments construits en France, ou ceux qui, capturés sur l'ennemi par des armements français, auront été déclarés de bonne prise, ou enfin ceux qui auront été condamnés par les tribunaux français pour infractions aux lois, pourvu d'ailleurs que les propriétaires, les capitaines et les trois quarts de l'équipage soient français.

De même, devront être considérés comme guatémaliens tous les bâtiments construits dans le territoire de Guatemala, ou ceux capturés sur l'ennemi par des bâtiments de guerre de la République et déclarés de bonne prise, ou ceux enfin qui auront été condamnés par les tribunaux de Guatemala pour infractions aux lois, pourvu toutefois que les propriétaires, les capitaines et les trois quarts de l'équipage soient guatémaliens.

Il est convenu, d'ailleurs, que tout navire français ou guatémalien, pour jouir, aux conditions ci-dessus, du privilège de sa nationalité, devra être muni d'un passe-port, congé ou registre, dont la forme sera réciproquement communiquée, et qui, certifié par l'autorité compétente pour le délivrer, constatera :

1° D'abord, le nom, la profession et la résidence en France ou à Guatemala du propriétaire, en exprimant qu'il est unique, ou des propriétaires, en indiquant leur nombre et dans quelle proportion chacun possède;

2° Le nom, la dimension, la capacité, et enfin toutes les particularités du navire qui peuvent le faire reconnaître aussi bien qu'établir sa nationalité.

14. Les navires, marchandises et effets appartenant à des citoyens de l'une des parties contractantes, qui auraient été pris par des pirates, soit dans les limites de leur juridiction, soit en pleine mer, et qui auraient été conduits ou trouvés dans les rivières, rades, baies, ports ou domaines de l'autre partie, seront remis à leurs propriétaires (en payant, s'il y a lieu, les frais de reprise, qui seront déterminés par les tribunaux respec-

tifs), lorsque le droit de propriété aura été prouvé devant les tribunaux, et sur la réclamation qui devra être faite, dans le délai d'un an, par les parties intéressées, par leurs fondés de pouvoirs ou par les agenis des gouvernements respectifs.

15. S'il arrive que l'une des deux hautes parties contractantes soit en guerre avec un autre État, aucun citoyen de l'autre partie contractante ne pourra accepter de commissions ou lettres de marque pour aider l'ennemi à agir hostilement contre la partie qui se trouve en guerre, ou pour inquiéter le commerce ou les propriétés de ses citoyens.

16. Les deux hautes parties contractantes adoptent dans leurs relations mutuelles le principe que le pavillon couvre la marchandise. Si l'une des deux parties reste neutre, dans le cas où l'autre viendrait à être en guerre avec quelque puissance, les marchandises couvertes du pavillon neutre seront aussi réputées neutres, même quand elles appartiendraient aux ennemis de l'autre partie contractante. Il est également convenu que la liberté du pavillon s'étend aux individus qui seraient trouvés à bord des bâtiments neutres, et que, lors même qu'ils seraient ennemis des deux parties, ils ne pourront être extraits des bâtiments neutres, à moins qu'ils ne soient militaires, et alors engagés au service de l'ennemi.

En conséquence du même principe, il est également convenu que la propriété neutre trouvée à bord d'un bâtiment ennemi sera considérée comme ennemie, à moins qu'elle n'ait été embarquée dans ce navire avant la déclaration de guerre, ou avant qu'on eût connaissance de cette déclaration dans le port d'où le navire sera parti.

Les deux hautes parties contractantes n'appliqueront ce principe qu'aux puissances qui le reconnaîtront également.

17. Dans le cas où l'une des hautes parties contractantes serait en guerre et où ses bâtiments auraient à exercer en mer le droit de visite, il est convenu que, s'ils rencontrent un navire appartenant à une partie demeurée neutre, les premiers resteront hors de portée de canon, et qu'ils pourront y envoyer dans leurs canots seulement deux ou trois personnes chargés de procéder à l'examen des papiers relatifs à sa nationalité et à son chargement. Les commandants seront responsables de toute vexation ou acte de violence qu'ils commettraient ou toléreraient dans cette occasion.

Il est également convenu que, dans aucun cas, la partie

neutre ne pourra être obligée à passer à bord du bâtiment visiteur, ni pour exhiber ses papiers, ni pour toute autre cause que ce soit.

La visite ne sera permise qu'à bord des bâtiments qui navigueraient sans convoi. Il suffira, lorsqu'ils seront convoyés, que le commandant du convoi déclare verbalement, et sur sa parole d'honneur, que les navires placés sous sa protection et sous son escorte appartiennent à l'État dont il arbore le pavillon, et qu'il déclare, lorsque les navires seront destinés pour un port ennemi, qu'ils n'ont pas de contrebande de guerre.

18. Dans le cas où l'un des deux pays serait en guerre avec quelque autre puissance, les citoyens de l'autre pays pourront continuer leur commerce avec les états belligérants, quels qu'ils soient, excepté avec les villes ou ports qui seraient réellement assiégés ou bloqués. Il est également entendu qu'on n'envisagera comme assiégées ou bloquées que les places qui se trouveraient attaquées par une force belligérante capable d'enpêcher les neutres d'entrer.

Bien entendu que cette liberté de commerce et de navigation ne s'étendra pas aux articles réputés contrebande de guerre, tels que bouches et armes à feu, armes blanches, projectiles, poudre, salpêtre, objets d'équipements militaires, et généralement toute espèce d'armes et d'instruments de fer, acier, cuivre, ou de toute autre matière, expressément fabriqués pour faire la guerre par mer ou par terre.

Aucun navire de l'une ou de l'autre des deux nations ne sera détenu pour avoir à bord des articles de contrebande de guerre toutes les fois que le patron, capitaine ou subrécargue dudit navire délivreront ces articles de contrebande de guerre au capteur, à moins que lesdits articles ne soient en quantité si considérable et n'occupent un tel espace, que l'on ne puisse, sans de grands embarras, les recevoir à bord du bâtiment capteur. Dans ce dernier cas, de même que dans tous ceux qui autorisent légitimement la détention, le bâtiment détenu sera expédié dans le port le plus convenable et sûr qui se trouvera le plus à proximité, pour y être jugé suivant les lois.

Dans aucun cas, un bâtiment de commerce, appartenant à des citoyens de l'un des deux pays, qui se trouvera expédié pour un port bloqué par l'autre État, ne pourra être saisi, capturé et condamné, si, préalablement, il ne lui a été fait une notification ou signification de l'existence du blocus par quelque

bâtiment faisant partie de l'escadre ou division de ce blocus; et pour qu'on ne puisse alléguer une prétendue ignorance des faits, et que le navire qui aura été dûment averti soit dans le cas d'être capturé s'il vient ensuite à se représenter devant le même port pendant le temps que durera le blocus, le commandant du bâtiment de guerre qui le rencontrera d'abord devra apposer son visa sur les papiers de ce navire, en indiquant le jour, le lieu ou la hauteur où il l'aura visité et lui aura fait la signification en question, laquelle contiendra d'ailleurs les mêmes indications que celles exigées pour le visa.

Tous navires de l'une des deux parties contractantes qui seraient entrés dans un port avant qu'il fût assiégé, bloqué ou investi par l'autre puissance, pourront le quitter sans empêchement, avec leurs cargaisons; et si ces navires se trouvent dans le port après la reddition de la place, ils ne seront point sujets à la confiscation, non plus que leurs cargaisons; mais ils seront rendus à leurs propriétaires.

19. Chacune des deux hautes parties contractantes sera libre d'établir des consuls à résidence dans les territoires et domaines de l'autre, pour la protection du commerce. Ces agents n'entreprendront en fonctions qu'après avoir obtenu leur *exequatur* du gouvernement du pays où ils seront envoyés.

Celui-ci conservera, d'ailleurs, le droit de déterminer les résidences où il lui conviendra d'admettre les consuls; bien entendu que, sous ce rapport, les deux Gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans les deux pays à toutes les nations.

20. Les consuls respectifs et leurs chanceliers jouiront dans les deux pays des privilèges attribués à leur charge, tels que l'exemption des logements militaires et celle de toutes les contributions directes, tant personnelles que mobilières ou *sumptuaires*, à moins, toutefois, qu'ils ne soient citoyens du pays où ils résident, ou qu'ils ne deviennent, soit propriétaires, soit possesseurs de biens immeublés, ou enfin qu'ils ne fassent le commerce, pour lesquels cas ils seront soumis aux mêmes taxes, charges ou impositions que les autres particuliers. Ces agents jouiront, en outre, de tous les autres privilèges, exemptions et immunités qui pourront être accordés, dans leur résidence, aux agents du même rang de la nation la plus favorisée.

21. Les archives, et en général tous les papiers des consulats respectifs, seront inviolables, et, sous aucun prétexte ni dans

aucun cas, ils ne pourront être saisis ni visités par l'autorité locale.

22. Les consuls respectifs pourront, au décès de leurs nationaux morts sans avoir testé ni désigné d'exécuteurs testamentaires,

1° Apposer les scellés, soit d'office, soit à la réquisition des parties intéressées, sur les effets mobiliers et les papiers du défunt, en prévenant d'avance de cette opération l'autorité locale compétente, qui pourra y assister, et même, si elle le juge convenable, croiser de ses scellés ceux apposés par le consul, et dès lors ces doubles scellés ne seront levés que de concert;

2° Dresser aussi, en présence de l'autorité compétente, si elle croit devoir s'y présenter, l'inventaire de la succession;

3° Faire procéder, suivant l'usage du pays, à la vente des effets mobiliers dépendants de la succession, lorsque lesdits meubles pourront se détériorer par l'effet du temps, ou que le consul croira leur vente utile aux intérêts des héritiers du défunt;

Et 4° administrer ou liquider personnellement, ou nommer, sous leur responsabilité, un agent pour administrer et liquider ladite succession sans que, d'ailleurs, l'autorité locale ait à intervenir dans ces nouvelles opérations.

Mais lesdits consuls seront tenus de faire annoncer la mort de leurs nationaux dans une des gazettes qui se publient dans l'étendue de leur arrondissement, et ne pourront faire délivrance de la succession et de son produit aux héritiers légitimes ou à leurs mandataires qu'après avoir fait acquitter toutes les dettes que le défunt pourrait avoir contractées dans le pays, ou qu'autant qu'une année se sera écoulée depuis la date de la publication du décès, sans qu'aucune réclamation eût été présentée contre la succession.

23. Les consuls respectifs seront exclusivement chargés de la police interne des navires de commerce de leur nation, et les autorités locales ne pourront y intervenir qu'autant que les désordres survenus seraient de nature à troubler la tranquillité publique, soit à terre, soit à bord des bâtiments.

Mais en tout ce qui regarde la police des ports, le chargement et le déchargement des navires, la sûreté des marchandises, biens et effets, les citoyens des deux États seront respectivement soumis aux lois et statuts du territoire.

24. Les consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer

soit à bord, soit dans leur pays, les matelots qui auraient déserté des bâtiments de leur nation. A cet effet ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes, et justifieront par l'exhibition du registre du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou, si ledit navire était parti, par la copie desdites pièces dûment certifiée par eux, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée; il leur sera donné, de plus, toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des consuls jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les livrer ou de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

25. Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulation contraire entre les armateurs, les chargeurs et les assureurs, les avaries que les navires des deux pays auraient éprouvées en mer en se rendant dans les ports respectifs seront réglées par les consuls de leur nation.

26. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires français naufragés ou échoués sur les côtes de Guatemala seront dirigées par les consuls de France, et, réciproquement, les consuls guatémaliens dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés ou échoués sur les côtes de France.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu dans les deux pays pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls ou vice-consuls, les autorités locales devront, d'ailleurs, prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

27. Il est formellement convenu entre les deux hautes parties contractantes que, indépendamment des stipulations qui précèdent, les agents diplomatiques et consulaires, les citoyens de

toute classe, les navires et les marchandises de l'un des deux États jouiront, de plein droit, dans l'autre, des franchises, privilèges et immunités quelconques consentis ou à consentir en faveur de la nation la plus favorisée, et ce, gratuitement si la concession est gratuite, ou avec la même compensation, si la concession est conditionnelle.

28. Sa Majesté le Roi des Français et la République de Guatemala, désirant rendre aussi durables et solides que les circonstances le permettront, les relations qui s'établiront entre les deux puissances en vertu du présent Traité d'amitié, de navigation et de commerce, ont déclaré solennellement convenir des points suivants :

1° Le présent Traité sera en vigueur pendant douze années, à compter du jour de l'échange des ratifications, et si, douze mois avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des deux hautes parties contractantes n'annonce, par une déclaration officielle, son intention d'en faire cesser les effets, ledit Traité restera encore obligatoire pendant une année, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront la déclaration officielle en question, à quelque époque qu'elle ait lieu.

Il est bien entendu que, dans le cas où cette déclaration y interviendrait à être faite par l'une des parties contractantes, les dispositions du Traité relatives au commerce et à la navigation seraient seules considérées comme abrogées et annulées; mais que, à l'égard des articles qui concernent les relations de paix et d'amitié, le Traité n'en restera pas moins perpétuellement obligatoire pour les deux puissances.

2° Si un ou plusieurs citoyens de l'une ou de l'autre partie venaient à enfreindre quelqu'un des articles contenus dans le présent Traité, lesdits citoyens en seraient personnellement responsables, sans que, pour cela, la bonne harmonie et la réciprocité soient interrompues entre les deux nations, qui s'obligent mutuellement à ne protéger en aucune manière l'offenseur. Si, malheureusement, un des articles contenus dans le présent Traité venait, en quelque manière que ce soit, à être violé ou enfreint, il est expressément convenu que la partie qui y sera restée fidèle d'abord présentera à l'autre partie un exposé des faits ainsi qu'une demande en réparation, accompagnée des documents et des preuves nécessaires pour établir la légitimité de sa plainte, et qu'elle ne pourra autoriser des représailles ni se porter elle-

même à des hostilités qu'autant que la réparation demandée par elle aura été refusée ou arbitrairement différée.

29. Et dans le cas où il serait convenable et utile, pour faciliter davantage la bonne harmonie entre les deux hautes parties contractantes, et pour éviter à l'avenir toute espèce de difficultés, de proposer et d'ajouter quelques articles au présent Traité, il est convenu que les deux puissances se prêteront, sans le moindre retard, à traiter et à stipuler les articles qui pourraient manquer audit Traité, s'ils étaient jugés mutuellement avantageux, et que lesdits articles, après avoir été convenus et dûment ratifiés, feront partie du présent Traité d'amitié, de commerce et de navigation.

30. Le présent Traité, composé de trente articles, sera ratifié par Sa Majesté le Roi des Français et par le Gouvernement de la république de Guatemala, et les ratifications en seront échangées à Guatemala ou à Paris, dans le délai de dix-huit mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessus nommés l'ont signé, et y ont apposé leurs cachets, à Guatemala, le 8 mars 1848.

(L. S.) Signé R. BARADÈRE.

(L. S.) Signé J. MAR^{te} RODRIGUEZ.

Note officielle échangée entre le Chargé d'affaires de la République française et le Ministre des relations extérieures de la République de Guatemala.

• 1° Les dispositions générales de l'article 27 du Traité s'appliquent au cas où la République de Guatemala accorderait à quelque autre nation étrangère la faculté de faire le cabotage sur ses côtes, et, comme le Gouvernement guatemalien permet aujourd'hui que les navires étrangers, sans distinction, fassent le cabotage dans les ports de la République, il est expressément entendu que les navires français jouiront du même privilège tant que ce Gouvernement ne l'aura pas exclusivement réservé, de droit et de fait, à la marine nationale.

• 2° Les dispositions du deuxième paragraphe de l'article 6, inséré, par inadvertance, au Traité, n'infirmant en rien les autres articles dudit Traité en vertu desquels les citoyens de l'un des deux États peuvent posséder des immeubles dans l'autre.

• 3° Dans l'article 7, les mots *usage particulier* signifient une

destination particulière et spéciale se rattachant, d'ailleurs, à un service public et urgent, et ne peuvent, en aucun cas, admettre une autre interprétation.

4° Relativement aux privilèges et immunités dont parle l'article 20, il est expressément entendu que les consuls et leurs chanceliers, s'ils ne sont point citoyens du pays où ils résident ni commerçants, ne pourront être arrêtés ni emprisonnés, si ce n'est pour crime atroce, ni forcés de comparaître comme témoins devant les tribunaux; et, lorsque les autorités auront besoin de quelque déclaration judiciaire de leur part, lesdites autorités devront la leur demander par écrit ou se transporter à leur domicile pour la recevoir par écrit. »

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 Juillet 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Scellé du sceau de l'État :
Le Garde des sceaux, Ministre de la
justice,

Par le Président de la République :
Le Ministre des affaires étrangères,

Signé E. ROUHER.

Signé G^{al} DE LABITTE.

N° 2303. — DÉCRET qui modifie, en ce qui concerne le Laran (département des Basses-Pyrénées), le tableau joint à l'Ordonnance du 10 juillet 1835, relative à la Pêche fluviale.

Du 28 Juin 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance rendue le 10 juillet 1835 (1), en exécution de la loi du 15 avril 1829 sur la pêche fluviale, contenant désignation des fleuves, rivières, canaux et portions de fleuves et rivières où la pêche sera exercée au profit de l'État, et le tableau y annexé;

Vu les observations du préfet des Basses-Pyrénées, concernant l'indication faite dans le susdit tableau du point d'amont de la navigabilité du Laran;

Celles de l'administration des forêts;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le tableau joint à l'ordonnance ci-dessus visée, dans lequel le Laran (département des Basses-Pyrénées) se trouve,

(1) 11^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 381, n° 5946.

désigné comme étant navigable par bateaux du pont de Bardos à son embouchure dans l'Adour, est rectifié par la substitution des mots, *du pont du Moulin de Bardos*, à ceux *du pont de Bardos*.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 28 Juin 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Errata. Bulletin 288, contenant la loi des 17 juin, 2 et 10 juillet 1850, relative à la publicité des contrats de mariage, page 71, article 76 du Code civil, § 10, lignes 3^e et 4^e, au lieu de *et, autant que possible, de la date du contrat*, lisez *et, autant que possible, la date du contrat*.



Certifié conforme :

Paris, le 25^e Juillet 1850,

Le Garde des Sceaux, Ministre de la
Justice,

E. ROUIER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 293.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2304. — *Loi relative aux Défrichements de Bois.*

Du 22 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ D'URGENCE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions transitoires du titre XV du Code forestier sont prorogées jusqu'au 31 juillet 1851.

2. Le décret du 2 mai 1848, relatif à la taxe des défrichements, est abrogé. •

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé A. BEDEAU, vice-président; ARNAUD (de l'Ariège),
LA CASE, PEUPIN, CHAPOT, BÉRARD, DE HEECKEREN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2305. — *DÉCRET qui autorise la Consolidation des Bons du Trésor délivrés à la Caisse d'amortissement du 2 janvier au 30 juin 1850.*

Du 30 Juin 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu l'article 36 de la loi du 25 juin 1841, en ce qui concerne la consolidation de la réserve de l'amortissement;

Vu l'article 4 de la loi du 12 décembre 1848, en vertu duquel la

1. X^e Série.

16

réserve de l'amortissement cessé, à partir du 1^{er} janvier 1845, et est affectée aux découverts du budget;

Vu l'état C annexé à la loi du 15 mai 1850, qui comprend parmi les ressources du budget de 1850 la réserve de l'amortissement pour ladite année;

Vu l'arrêté du 29 décembre dernier (1), qui a autorisé la consolidation en rentes de la réserve qui s'est formée du 1^{er} juillet au 31 décembre 1849;

Vu l'état des bons délivrés à la caisse d'amortissement du 2 janvier au 30 juin 1850, en exécution de l'article 4 de la loi du 10 juin 1833, s'élevant à..... 34,790,111⁹⁵

Auxquels il faut ajouter, pour le montant des intérêts jusqu'au 22 juin..... 230.866 65

Ce qui porte l'ensemble de ces bons, tant en capitaux qu'en intérêts, à..... 35,020,978 60

Laquelle somme de trente-cinq millions vingt mille neuf cent soixante et dix-huit francs soixante centimes est afférenté aux rentes ci-après, savoir :

Cinq pour cent.....	23,134,977 ⁵⁸
Quatre et demi pour cent....	125,793 ⁹⁵
Quatre pour cent.....	421,580 ⁸⁶
Trois pour cent.....	11,338,626 ²¹

SOMME ÉGALE..... 35,020,978⁶⁰

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er} : Inscription sera faite sur le grand-livre de la dette publique, au nom de la caisse d'amortissement, en rentes trois pour cent, avec jouissance du 22 juin 1850, de la somme de un million huit cent soixante-deux mille huit cent seize francs (1,862,816¹), représentant, au prix de cinquante-six francs quarante centimes (56¹ 40^c), cours moyen du trois pour cent à la bourse du 22 juin, la somme de trente-cinq millions vingt mille neuf cent quarante francs quatre-vingts centimes. Cette somme de trente-cinq millions vingt mille neuf cent quarante francs quatre-vingts centimes sera portée en recette, dans les écritures de la comptabilité générale des finances, au budget de l'exercice 1850.

2. Les extraits d'inscription à fournir à la caisse d'amortissement, en échange des bons consolidés, conformément à l'ar-

(1) Bull. 258, n° 1876.

Article 1^{er} ci-dessus, lui seront délivrés en quatre coupures, ainsi qu'il suit :

Une de 1,230,583⁴ appartenant au fonds d'amortissement des rentes cinq pour cent;

Une de 6,691 appartenant au fonds d'amortissement des rentes quatre et demi pour cent;

Une de 22,424 appartenant au fonds d'amortissement des rentes quatre pour cent;

Une de 603,118 appartenant au fonds d'amortissement des rentes trois pour cent.

1,802,816 SOMME ÉGALE.

3. L'appoint de trente-sept francs quatre-vingts centimes (37⁴ 80⁴), réservé sur la somme de trente-cinq millions vingt mille neuf cent soixante et dix-huit francs soixante centimes formant le montant des bons appartenant à la caisse d'amortissement, sera représenté par quatre nouveaux bons délivrés à la dite caisse, savoir :

Un de 17⁴ 18⁴ appartenant au fonds d'amortissement des rentes cinq pour cent;

Un de 3 15 appartenant au fonds d'amortissement des rentes quatre et demi pour cent;

Un de 9 66 appartenant au fonds d'amortissement des rentes quatre pour cent;

Un de 7 81 appartenant au fonds d'amortissement des rentes trois pour cent.

37 80 SOMME ÉGALE.

4. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 Juin 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 2306. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant,

1^{er} Que M. Rat (*Louis*), né à Availles (Vienne), le 1^{er} mars 1825, demeurant à Confolens (Charente), est autorisé à substituer à son nom celui de *Lecompte*;

2^o Que M. Rat ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an xi, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'état. (*Du 5 Février 1850.*)



Certifié conforme :

Paris, le 25^e Juillet 1850,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la
Justice,*

E. ROUHIER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 294.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2307. — *DÉCRET portant répartition du Crédit accordé, par la Loi du 15 mai 1850, pour les Dépenses classées au Budget du Département des Finances, exercice 1850.*

Du 24 Juillet 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi de finances du 15 mai 1850 (état A), qui affecte un crédit de six cent cinquante-quatre millions deux cent quatre-vingt-quinze mille cent trente francs aux dépenses des divers services du ministère des finances pendant l'année 1850;

Vu les articles 35 et 38 du règlement général du 31 mai 1838, sur la comptabilité publique;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le crédit de six cent cinquante-quatre millions deux cent quatre-vingt-quinze mille cent trente francs (654,295,130^f), accordé par la loi du 15 mai 1850, pour les dépenses classées au budget du département des finances, demeure réparti conformément à l'état annexé.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 24 Juillet 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

*Répartition des Crédits ouverts au Ministre des finances, par la loi du 15 mai 1850
(État A), pour les Dépenses de l'exercice 1850.*

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.	MONTANT DES CRÉDITS	
	par chapitre.	par service.
	fr.	fr.
I^{re} PARTIE		
DETTE PUBLIQUE.		
I^{re} SECTION. — Dette consolidée et amortissement.		
CHAPITRE I ^{er} . — Rentes 5 p. 0/0.		
Art. unique. Arrérages.....	187,712,025	
CHAPITRE II. — Rentes 4 1/2 p. 0/0.		
Art. unique. Arrérages.....	895,302	
CHAPITRE III. — Rentes 4 p. 0/0.		
Art. unique. Arrérages.....	2,371,912	
CHAPITRE IV. — Rentes 3 p. 0/0.		
Art. unique. Arrérages.....	48,789,830	
CHAPITRE V. — Fonds d'amortissement.		
Art. unique. Dotation.....	239,769,068 84,818,815	304,587,391
II^e SECTION. — Emprunts spéciaux pour canaux et travaux divers.		
CHAPITRE VI. — Intérêts et primes des emprunts à rembourser par le trésor.		
Art. 1 ^{er} . Divers canaux et rivière d'Oise. (Loi du 5 août 1821.). 1,308,233 ¹	3,492,057	
— 2. Divers canaux et navigation du Tarn. (Loi du 14 août 1822.)..... 4,183,824		
CHAPITRE VII. — Amortissement des emprunts à rembourser par le trésor.		
Art. 1 ^{er} . Divers canaux et rivière d'Oise. (Loi du 5 août 1821.). 866,767	3,468,243	8,960,301
— 2. Divers canaux et navigation du Tarn. (Loi du 14 août 1822.)..... 2,601,476		
III^e SECTION. — Intérêts de capitaux remboursables à divers titres.		
CHAPITRE VIII. — Intérêts de capitaux de cautionnements.		
Art. unique. Intérêts annuels.....	7,000,000	22,300,000
CHAPITRE IX. — Intérêts de la dette flottante du trésor.		
Art. unique. Intérêts annuels.....	17,300,000	
IV^e SECTION. — Dette viagère.		
CHAPITRE X. — Dons de Madame la Duchesse d'Orléans.		
Art. unique. Dons réglés par l'article 4 de la loi du 7 mai 1837.....	300,000	
A REPORTER.....	300,000	337,848,191

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.	MONTANT DES CRÉDITS	
	par chapitre.	par service.
	fr.	fr.
REPORT.....	300,000	337,818,193
CHAPITRE X bis. — Rentes viagères.		
unique. Arrérages.....	1,840,000	
CHAPITRE XI. — Pensions de la pairie, de veuves de pairs et d'anciens sénateurs.		
unique. Arrérages.....	400,000	
CHAPITRE XII. — Pensions civiles. (Décret du 13 septembre 1806.)		
unique. Arrérages.....	1,450,000	
CHAPITRE XIII. — Pensions à titre de récompense nationale.		
unique. Arrérages.....	325,000	
CHAPITRE XIV. — Pensions militaires.		
unique. Arrérages.....	39,300,000	
CHAPITRE XV. — Pensions ecclésiastiques.		
unique. Arrérages.....	885,000	
CHAPITRE XVI. — Pensions de donataires dépossédés.		
unique. Arrérages.....	1,187,000	58,439,000
CHAPITRE XVII. — Pensions accordées sur la caisse de vétérance de l'ancienne liste civile.		
unique. Subvention.....	600,000	
CHAPITRE XVIII. — Pensions et indemnités accordées à des employés réformés de divers ministères.		
1 ^{re} . (Loi du 1 ^{er} mai 1822.).....	484,000 ^f	837,000
2 ^e . (Décret du 2 mai 1848.).....	353,000	
CHAPITRE XIX. — Subvention aux fonds de retraite des finances.		
unique. Subvention.....	11,455,000	
CHAPITRE XX. — Subvention à la caisse des retraites des employés de l'ancienne chambre des pairs.		
unique. Subvention.....	60,000	
CHAPITRE XXI. — Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile.		
unique. Secours annuels.....	300,000	
TOTAL de la I ^{re} Partie.....		396,287,193
II ^e PARTIE.		
DOTATION.		
CHAPITRE XXII. — Assemblée nationale.		
unique. Indemnités aux représentants et dépenses administratives.....	7,839,878	7,839,378
CHAPITRE XXIII. — Pouvoir exécutif.		
1 ^{re} . Traitement du Président de la République....	600,000 ^f	1,148,000
2 ^e . Frais de représentation du Président de la République....	600,000	
3 ^e . Traitement du Vice-Président de la République.....	48,000	
TOTAL de la II ^e Partie.....		9,087,374

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.		MONTANT DES CRÉDITS		
		par chapitre.	par service.	
		fr.	fr.	
III ^e PARTIE.				
SERVICE GÉNÉRAL.				
COUR DES COMPTES.				
CHAPITRE XXIV. — Personnel.				
Art. 1 ^{er} .	Traitements des magistrats.....	444,000 ^f	951,017	
— 2.	Préciput et récompenses des conseillers référendaires.....	372,917		
— 3.	Traitements des employés.....	134,100		
CHAPITRE XXV. — Matériel.				
Art. 1 ^{er} .	Fournitures de bureau, impressions, etc.....	11,200	59,600	
— 2.	Chauffage et éclairage.....	28,000		
— 3.	Habillement des gens de service.....	3,900		
— 4.	Entretien et achat de mobilier et réparations intérieures..	10,800		
— 5.	Menues dépenses et dépenses accidentelles, frais divers et secours.....	5,700		
ADMINISTRATION CENTRALE DES FINANCES.				
CHAPITRE XXVI. — Personnel.				
Art. 1 ^{er} .	Traitement du ministre.....	48,000 ^f	4,988,100	
Art. 2.	Ministère.....	2,101,300 ^f		
	Enregistrement et domaines.....	476,100		
	Forêts.....	217,400		
	Douanes.....	341,500		
	Contributions indirectes et tabacs.....	550,500		
	Postes.....	537,500		
bureaux.	Monnaies et médailles.....	102,300		
Art. 3.	Salaires des agents attachés au service intérieur de l'hôtel et des bureaux du ministère.....	171,000		
Art. 4.	Ministère des finances.....	60,000 ^f		
	Administration des postes.....	5,000		
	Administration des douanes.....	3,500		
Art. 5.	Traitement des agents de l'inspection générale.....	374,000		
CHAPITRE XXVII. — Matériel.				
Art. 1 ^{er} .	Fournitures de bureau.....	45,000		550,000
— 2.	Impressions et lithographies.....	195,000		
— 3.	Chauffage.....	90,000		
— 4.	Eclairage.....	55,000		
— 5.	Entretien et renouvellement du mobilier.....	32,000		
— 6.	Entretien et réparations des bâtiments.....	75,000		
— 7.	Habillement des gens de service.....	25,000		
— 8.	Menues dépenses et dépenses accidentelles et imprévues..	33,000		
CHAPITRE XXVIII. — Dépenses diverses.				
Art. 1 ^{er} .	Frais de tournées des agents de l'inspection générale des finances.....	176,000	289,820	
— 2.	Frais judiciaires et condamnations.....	20,000		
— 3.	Secours aux veuves et orphelins d'employés décédés sans avoir droit à pension, et secours accidentels à divers.....	25,000		
— 4.	Frais de bureau de la commission de la caisse de vétérance et des secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile.....	17,200		
— 5.	Indemnités spéciales de réforme à des agents qui n'avaient pas droit à pension au moment de la suppression de leur emploi.....	51,620		
A REPORTER.....			6,834	

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.		MONTANT DES CRÉDITS	
		par chapitre.	par service.
	fr.	fr.	
REPORT.....			6,838,537
MONNAIES ET MÉDAILLES.			
(Service des établissements monétaires:)			
CHAPITRE XXIX. — Personnel.			
Art. unique. Traitements des fonctionnaires et agents attachés aux établissements monétaires.....		78,200	
CHAPITRE XXX. — Matériel.			
Art. 1 ^{er} . Service central.			
Entretien du mobilier.....	1,000 ^f		
Chauffage et éclairage.....	1,000		
Achat et réparations de divers objets pour le Laboratoire des essais.....	3,000	29,000 ^f	
Reproduction des poinçons et coins des médailles; entretien et frais accessoires....	20,000		
Entretien des poids et balances.....	4,000		
Art. 2. Établissements monétaires et médailles.			
Fournitures de bureau, entretien du mobilier, etc.....	5,800	67,100	179,200
Chauffage et éclairage.....	8,000		
Entretien et réparations des bâtiments....	20,000	38,100	
Frais de transport de caisses et de ballots..	300		
Dépenses accidentelles et imprévues.....	4,000		
CHAPITRE XXXI. — Dépenses diverses.			
Art. 1 ^{er} . Service de garantie.			
Frais de tournées de l'inspecteur.....	2,000		
Supplément de traitement aux essayeurs...	30,000	32,600	
Frais de bureau des essayeurs.....	600		
Art. 2. Établissements monétaires. — Frais divers.....	1,300	33,900	
SERVICE DE TRÉSORERIE.			
CHAPITRE XXXII. — Frais de trésorerie.			
Art. 1 ^{er} . Frais de réalisation de fonds; frais d'emballage et de transport; commissions, courtage et frais divers.....	2,760,000 ^f	3,340,000	
— 2. Frais de trésorerie et des postes en Algérie.....	580,000		
CHAPITRE XXXIII. — Traitements et frais de service des receveurs généraux et particuliers des finances.			
Art. 1 ^{er} . — 1. Traitements et frais divers.....	1,203,000		
— 2. Bonifications d'intérêts sur le recouvrement des contributions directes.....	1,300,000		
— 3. Taxations pour la centralisation du produit de l'impôt direct.....	1,250,000	4,761,000	9,113,500
— 4. Taxation pour la centralisation du produit des impôts et revenus indirects.....	868,000		
— 5. Remises sur les produits des coupes de bois et les produits divers.....	140,000		
CHAPITRE XXXIV. — Traitements et frais de service des payeurs dans les départements.			
Art. 1 ^{er} . — 1. Traitements.....	585,500		
— 2. Frais de service.....	427,000	1,012,500	
A REPORTER.....			16,181,287

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.	MONTANT DES CRÉDITS		
	par chapitre.	par service.	
	fr.		
REPORT.....		16,131	
SERVICES EXTRAORDINAIRES.			
CHAPITRE XXXV.			
Avances aux comptoirs nationaux d'escompte.....	Mémoire.	"	
CHAPITRE XXXVI.			
Dépenses des exercices clos. (Loi du 23 mai 1834, art. 8 et 9.).....	Mémoire.	"	
CHAPITRE XXXVII. <i>Lis.</i>			
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	245,146	245	
TOTAL de la III ^e Partie.....		16,376	
IV ^e PARTIE.			
FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.			
CONTRIBUTIONS DIRECTES, TAXES PERÇUES EN VERTU DE RÔLES ET CADASTRE.			
(Service administratif des contributions directes et autres taxes dans les départements.)			
CHAPITRE XXXVII. — <i>Personnel.</i>			
Art. 1 ^{er} . Traitements des agents de tout grade.....	2,406,000	2,422,700	
— 2. Indemnités aux arriérés qui remplissent par intérim les fonctions de contrôleurs.....	16,700		
CHAPITRE XXXVIII. — <i>Dépenses diverses.</i>			
Art. 1 ^{er} . Frais de tournées des inspecteurs et des contrôleurs ...	468,200	1,664,158	
— 2. Frais de bureau des directeurs.....	447,580		
— 3. Frais d'impression et de confection des rôles et avertissements des contributions directes établis pour le compte de l'État.....	664,386		
— 4. Frais d'avertissement pour rôles spéciaux.....	10,368		
— 5. Frais relatifs aux taxes spéciales.....	48,624		
— 6. Secours et dépenses imprévues.....	25,000		
Cadastré.			
CHAPITRE XXXIX. — <i>Frais d'arpentage et d'expertise.</i>			
Art. 1 ^{er} . Dépense à la charge du fonds commun.....	50,000	350,000	
— 2. Dépenses imputables sur le produit des centimes facultatifs.....	300,000		
CHAPITRE XL. — <i>Mutations cadastrales.</i>			
Art. unique. Frais de mutations.....	700,000		
A REPORTER.....		5,136,858	

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.	MONTANT DES CRÉDITS	
	par chapitre.	par service.
	fr.	fr.
REPORT.....	5,136,858	
<i>Frais de perception des contributions directes et autres taxes.</i>		
CHAPITRE XLI. — Remises aux percepteurs, frais de distribution du premier avertissement, frais judiciaires et secours.		16,691,330
Art. 1 ^{er} . Remises aux percepteurs.....	11,180,000 ^f	
— 2. Frais de distribution du premier avertissement.....	330,472	
— 3. Frais judiciaires et condamnations.....	4,000	
— 4. Secours aux percepteurs, à leurs veuves et orphelins...	60,000	
ENREGISTREMENT, DOMAINES ET TIMBRE.		
(Service administratif, de perception et d'exploitation dans les départements.)		
<i>Enregistrement et Domaines.</i>		
CHAPITRE XLII. — Personnel.		
Art. 1 ^{er} . Traitements des agents de tout grade.....	2,762,500 ^f	
— 2. Remises des receveurs.....	6,300,000	9,052,500
CHAPITRE XLIII. — Matériel.		
Art. 1 ^{er} . Achats de papier pour passe-ports et permis de chasse..	10,000	
— 2. Frais d'impressions.....	185,000	
— 3. Frais d'emballage et de transport d'impressions.....	17,000	
— 4. Entretien et réparations des bâtiments et domaines de l'État, etc.....	18,000	240,000
CHAPITRE XLIV. — Dépenses diverses.		
Art. 1 ^{er} . Taxations sur le prix de la débite des papiers timbrés et sur le produit de la distribution des passe-ports.....	60,000 ^f	
— 2. Frais de bureau des directeurs.....	348,300	
— 3. Frais de tournées des inspecteurs et vérificateurs.....	152,900	
— 4. Contributions des bâtiments et domaines de l'État, etc.	82,000	
— 5. Frais d'estimation, d'offices et de vente de mobilier et de domaines.....	25,000	
— 6. Dépenses relatives aux épaves, déshérences et biens vacants.....	60,000	1,024,900
— 7. Dépenses concernant les biens de l'ancienne dotation de la couronne.....	50,000	
— 8. Frais judiciaires.....	176,700	
— 9. Secours aux veuves et orphelins d'employés.....	8,000	
— 10. Dépenses diverses et accidentelles.....	20,000	
<i>Timbre.</i>		
CHAPITRE XLV. — Personnel.		
Art. 1 ^{er} . Auditeur général du timbre. } Traitements des agents de tout grade.....	202,750	
Art. 2. Service des départements. — Traitements des agents de tout grade.....	203,400	406,150
A REPORTER.....	10,735,550	16,691,330

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.		MONTANT DES CREDITS	
		par chapitre. fr.	par service. fr.
REPORT.....		10,735,550	16,691
CHAPITRE XLVI. — <i>Matériel et dépenses diverses.</i>			
Art. 1 ^{er} . Matériel.	Achats de papier à timbrer pour la dette. 450,600 ^f	500,600 ^f	11,293
	Frais d'emballage et de transport de papiers timbrés. 50,000		
Art. 2. Dépenses diverses.	Frais de bureau, d'entretien et de fabrication à l'atelier général du timbre, et frais divers. 37,400 ^f	558,000	
	Moindres dépenses du timbre dans les départements. 20,000		
FORÊTS. (Service administratif et de surveillance dans les départements.)			
CHAPITRE XLVII. — <i>Personnel.</i>			
Art. 1 ^{er} . Arrondissements forestiers.	Traitements des agents de tout grade. 3,767,000	3,799,400	
Art. 2. École forestière.	Traitements des agents de tout grade. 32,400		
CHAPITRE XLVIII. — <i>Matériel.</i>			
Art. 1 ^{er} .	Frais d'impressions. 67,000	1,797,000	6,253
— 2.	Fournitures et entretien des marteaux, pinces, etc. 18,000		
— 3.	Frais d'alavage et de séchage des coupes et bois exploités par économie. (<i>Frais recouvrables</i>) 500,000		
— 4.	Travaux d'entretien et d'amélioration des forêts. 1,200,000		
— 5.	Dépenses du matériel de l'école forestière. 12,000		
CHAPITRE XLIX. — <i>Dépenses diverses.</i>			
Art. 1 ^{er} .	Rachat de droits de pâturage, panage et glandée, et frais de cantonnement des usagers. 25,000 ^f	669,500	
— 2.	Portion contributive de l'État dans la réparation des chemins vicinaux. 200,000		
— 3.	Frais de bureaux des conservateurs. 20,000		
— 4.	Frais de tournées et de missions. 429,500		
— 5.	Indemnités aux gardes blessés et secours aux veuves et orphelins. 12,000		
— 6.	Indemnités de premier établissement aux sous-officiers nommés à des emplois de gardes. 10,000		
— 7. Avances recouvrables.	Frais d'adjudications diverses. 170,000 ^f		
	Frais de poursuites et d'instances, et condamnations en matière correctionnelle. 120,000	380,000	
	Frais d'instances et condamnations en matière civile. 70,000		
DOUANES. (Service administratif et de perception dans les départements.)			
CHAPITRE L. — <i>Personnel.</i>			
Art. 1 ^{er} .	Traitements des agents du service administratif et de perception. 4,792,900 ^f	23,153,400	
— 2.	Traitements des agents du service actif. 18, 10,500		
— 3.	Indemnités et gratifications. 350,000		
A REPORTER.....		23,153,400	24,160

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.		MONTANT DES CRÉDITS	
		par chapitre.	par service.
		fr.	fr.
REPORT.....		23,153,400	34,250,780
CHAPITRE LI. — <i>Matériel.</i>			
Art. 1 ^{er} . Constructions, entretien et réparations des bureaux, corps de garde, etc.....	275,300 ^f	519,900	
— 2. Frais d'impressions.....	120,000		
— 3. Achat et entretien de poids, balances et ustensiles de bureau.....	50,000		
— 4. Frais de transport de fonds, paquets, etc.....	28,000		
— 5. Dépenses diverses et imprévues.....	46,600		
CHAPITRE LII. — <i>Dépenses diverses.</i>			
Art. 1 ^{er} . <i>Dépenses liées résultant de baux ou d'abonnements.</i>			
Frais de loyer, de chauffage et d'éclairage des bureaux et corps de garde.....	850,950 ^f		25,844,300
Art. 2. Indemnités de tournées et de déplacement des inspecteurs et sous-inspecteurs divisionnaires.....	125,000	1,456,000	
— 3. Frais de fourrages des brigades de cavalerie.....	26,000		
— 4. Indemnités de résidence aux agents inférieurs des brigades placées dans de grandes villes.....	364,650		
— 5. Indemnités de premier établissement aux sous-officiers admis dans le service actif.....	2,000		
— 6. Indemnités aux femmes chargées de concourir au service des visites à la frontière.....	37,400		
— 7. Indemnités aux employés blessés.....	8,000		
— 8. Secours aux veuves et orphelins d'employés.....	6,000		
— 9. Condamnations et frais judiciaires à la charge de l'Etat, primes pour arrestations de fraudeurs et frais de saisies non recouvrables.....	36,000		
CHAPITRE LII bis. — <i>Dépenses du service des douanes en Algérie.</i>			
Art. 1 ^{er} . Personnel.....	505,000	715,000	
— 2. Matériel.....	210,000		
CONTRIBUTIONS INDIRECTES, POUDRES À FEU ET TABACS. (Service administratif de perception et d'exploitation dans les départements.)			
<i>Contributions indirectes.</i>			
CHAPITRE LIII. — <i>Personnel.</i>			
Art. 1 ^{er} . Traitements des agents et préposés de tout grade... 13,050,400 ^f		17,029,700	
— 1. Traitements des receveurs.....	2,062,700		
— 3. Indemnités à divers receveurs pour insuffisance de remises et pour la perception des taxes de remplacement.....	80,000		
— 4. Traitements des agents du service de répression de la fraude.....	236,600		
— 5. Remises aux receveurs buralistes et à divers préposés aux recettes.....	1,600,000		
A REPORTER.....		17,029,700	60,095,080

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.		MONTANT DES CRÉDITS	
		par chapitre.	par service.
	REPORT	fr. 17,029,700	60,095,4
CHAPITRE LIV. — <i>Matériel.</i>			
Art. 1 ^{er} .	Fourniture et entretien des poinçons et ustensiles; frais divers du service de la garantie.....	20,000 ^f	
— 2.	Frais de loyer, entretien des ustensiles, et frais de main-d'œuvre des ergues nationales.....	16,000	
	Fournitures de papiers et d'impressions; frais de reliure et frais du service intérieur du magasin.....	295,200 ^f	
— 3.	Achats d'instruments et d'ustensiles, et remboursement de leur valeur consignée.....	70,100	449,300
Service général.	Frais d'emballage et de transport, et frais de correspondance extraordinaire.....	395,300	
— 4.	Loyer, entretien, chauffage et éclairage du matériel.....	18,000	
CHAPITRE LV. — <i>Dépenses diverses.</i>			
Art. 1 ^{er} .	Frais de loyer et de chauffage, et frais divers alloués aux directeurs, et receveurs.....	1,000,600 ^f	
— 2.	Indemnités pour frais de recensement, d'inventaires, etc.....	112,000	
— 3.	Indemnités pour frais de tournées et pour entretien d'un cheval.....	1,209,200	
— 4.	Indemnités aux surnuméraires chargés de remplir des interims.....	35,000	
— 5.	Dépenses accidentelles.....	56,000	
— 6.	Primes d'assurance de comptes ou frais de non-valeurs.....	160,000	2,960,300
— 7.	Abonnement pour le loyer des magasins des entreposeurs de tabacs, etc.....	140,000	
— 8.	Vacations des commissaires de police pour le service de la garantie.....	30,000	
— 9.	Frais judiciaires.....	86,000	
— 10.	Contribution foncière. (Canaux.).....	111,500	
— 11.	Abonnements pour frais de loyer, de bureau, etc. aux receveurs des péages sur les canaux soumissionnés.....	20,000	
CHAPITRE LVI. — <i>Avances recouvrables.</i>			
Art. 1 ^{er} .	Cartes à jouer. — Achat de papier filigrané, frais de mouillage, d'emballage et de transport.....	170,000 ^f	
— 2.	Frais d'impressions, d'emballage et de transport pour le compte des communes.....	135,000 ^f	992,000
Octrois.	Frais de perception des octrois gérés par l'administration.....	645,000	780,000
— 3.	Achat de sel pour le pays de Gex.....	42,000	
<i>Poudres à feu.</i>			
CHAPITRE LVII. — <i>Personnel.</i>			
Art. 1 ^{er} .	Traitements des préposés aux ventes et expéditions de poudres.....	6,200 ^f	
— 2.	Indemnités spéciales au service des poudres.....	16,800	31,000
— 3.	Remises aux entreposeurs pour la vente des poudres en Corse et dans le pays de Gex.....	6,000	
A REPORTER.....		21,462,300	60,095,4

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.		MONTANT DES CRÉDITS	
		par chapitre.	par service.
REPORT		fr. 21,462,300	fr. 60,095,080
CHAPITRE LVIII. — <i>Matériel et dépenses diverses.</i>			
Art. 1 ^{er} . Remboursement du prix de revient des poudres livrées aux entrepôts	3,155,000 ^f		
— 2. Loyers des magasins des entreposeurs de poudres....	25,000		
— 3. Constructions et réparations des magasins de poudres....	94,300	3,485,300	
— 4. Frais de transport de poudres et frais accessoires....	210,000		
— 5. Achat de poudres reprises des débitants, ou provenant de saisie, et primes pour arrestations de colporteurs	1,000		
TABACS.			
CHAPITRE LIX. — <i>Personnel.</i>			
Art. 1 ^{er} . Traitements de l'ingénieur inspecteur et des experts.....	29,000 ^f		
— 2. Traitements des agents des manufactures.....	395,400		
— 3. Traitements des agents des magasins de feuilles.....	201,600	902,300	
— 4. Traitements des agents du service de surveillance de la culture.....	276,300		
CHAPITRE LX. — <i>Matériel.</i>			
Art. 1 ^{er} . Magasins de feuilles.			
Loyers et contributions.....	200,000 ^f		
Entretien et réparation des ustensiles, du mobilier, et menus frais....	60,000	838,000	
Gages.....	117,200		
Salaires.....	317,800		
Fournitures diverses.....	160,000		
Loyers et contributions.....	10,000		
Art. 2. Manufactures.			
Entretien, réparations et achats des machines, de appareils, des ustensiles, du mobilier des bureaux et menus frais.....	370,000	5,122,000	
Gages.....	234,000		
Salaires.....	8,000,000		
Fournitures diverses.....	1,454,000		
Art. 3. Magasins de manuf. et es.			
Entretien et réparations ordinaires des bâtiments.....	200,000	500,000	
Constructions nouvelles et grosses réparations.....	300,000		
Art. 4.			
Impressions, registres, emballage et transport.....	40,000		
CHAPITRE LXI. — <i>Achats et transports de tabacs.</i>			
Art. 1 ^{er} . Achats.			
Achats de tabacs indigènes.....	8,000,000 ^f		
Achats de tabacs exotiques.....	12,000,000		
Achats de cigares.....	3,700,000		
Achats d'échantillons de tabacs....	300,000	24,300,000	
Achats de tabacs provenant de saisies et repris des débitants, et primes pour saisies et arrestations de colporteurs.....	300,000		
Art. 2.			
Frais de transports de tabacs, frais accessoires et primes d'assurances.....	1,700,000		
A REPORTER		58,366,900	60,095,080

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.			MONTANT DES CRÉDITS	
			par chapitre.	par service.
			fr.	fr.
REPORT.....			58,366,900	60,095,0
CHAPITRE LXII. — <i>Dépenses diverses.</i>				
Art. 1 ^{er} .	Frais inhérents au paiement du prix des tabacs....	10,000 ^f	530,000	58,596,90
— 2.	Indemnités et secours viagers à des ouvriers blessés ou devenus infirmes.....	24,000		
— 3.	Indemnités aux préposés temporaires, frais de vérification de culture, frais de tournées et dépenses imprévues.....	96,000		
— 4.	Frais recouvrables. — Indemnités aux agents chargés du classement des tabacs indigènes et autres frais à la charge des planteurs.....	100,000		
POSTES.				
(Service administratif, de perception et d'exploitation dans les départements.)				
Administration et perception.				
CHAPITRE LXIII. — <i>Personnel.</i>				
Art. 1 ^{er} .	Traitements des agents des bureaux établis à l'hôtel des postes.....	1,069,400 ^f	1,658,450 ^f	12,501,350
Service de Paris.	Traitements des agents du service dans Paris.....	561,800		
	Indemnités pour travaux extraordinaires et de nuit.....	26,250		
	Traitements des agents de l'inspection.....	465,900		
Art. 2.	Traitements des agents comptables....	3,124,400	10,843,100	
Service des départements.	Traitements des employés de tout grade non comptables.....	1,671,180		
	Salaires des facteurs (bureaux simples et bureaux de distribution).....	850,000		
	Salaires des facteurs ruraux.....	4,731,620		
CHAPITRE LXIV. — <i>Matériel.</i>				
Art. 1 ^{er} .	Entretien et renouvellement du mobilier, réparations des bâtiments.....	105,000 ^f	530,610	
Service de Paris.	Chauffage et éclairage.....	90,000		
	Fournitures de bureau.....	226,000		
	Habillement des facteurs et des gardiens de bureau, entretien et renouvellement des boîtes et sacs des facteurs.....	72,360		
	Frais divers du service de Paris.....	27,250		
Art. 2.	Impressions.....	480,500	534,500	1,070,110
Service commun à Paris et aux départements.	Timbres et cachets.....	14,000		
	Frais de confection des timbres-postes.....	40,000		
Art. 3.	Service des départements. — Entretien des bâtiments à Bordeaux et à Versailles; et entretien des boîtes rurales.....	15,000		
A REPORTER.....			18,871,660	218,691,4

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.		MONTANT DES CRÉDITS	
		par chapitre.	par service.
REPORT.....		fr. 13,571,660	fr. 118,691,980
CHAPITRE LXV. — <i>Dépenses diverses.</i>			
Art. 1. Service de Paris.	Loyers et contributions des bureaux de poste dans Paris et indemnités aux boitiers....	80,000 ^f	130,800 ^f
	Frais de régie aux directeurs.....	19,500	
	Pertes et menus frais de caisses des comptables, frais d'échange de cuivres aux facteurs.....	18,800	
	Honoraires de deux médecins. (Service des facteurs.).....	2,000	
Art. 2. Service commun à Paris et aux départements.	Frais de remplacement d'employés et de facteurs; secours à ces agents, à leurs veuves et orphelins.....	94,024	340,024
	Frais de tournées et de voyages extraordinaires.....	91,000	
	Frais judiciaires et condamnations....	3,000	
	Achat de lettres venant de l'étranger..	62,000	
	Achat de lettres venant des pays d'outre-mer.....	80,000	
	Dépenses accidentelles.....	10,000	
	Frais de bureau des inspecteurs.....	20,000	
	Frais de régie et de loyer de maison des bureaux à traitements fixes. (Bureaux composés et bureaux simples.)..	972,000	
	Frais fixes des bureaux simples et des bureaux de distribution. (Service de nuit et frais d'aide).....	300,000	
	Frais extraordinaires pour les foires de Beaucourt et de Guibray, et autres frais.....	2,000	
Art. 3. Service des départements.	Indemnités aux facteurs ruraux pour passage des bacs et ponts.....	6,000	1,450,000
	Indemnités aux gardiens d'entrepôts de dépêches et aux boitiers, et indemnités aux portiers des villes de guerre.	150,000	
<i>Transport des dépêches.</i>			
CHAPITRE LXVI. — <i>Personnel.</i>			
Art. 1. Transport par terre.	Gages des maîtres de poste.....	320,000 ^f	1,075,848
	Salaires des courriers.....	755,848	
Art. 2. Transport par chemins de fer.	Traitements des agents des bureaux ambulants.....	148,000	1,308,238
Art. 3. Transport par mer. Paquebots de la Manche.)	Traitements des agents administratifs.....	11,800 ^f	
	Traitements des officiers.....	18,600	84,390
	Solde des équipages.....	47,010	
	Supplément de solde pour service à la mer, fonctions temporaires, etc....	6,950	
CHAPITRE LXVI bis. — <i>Paquebots de la Méditerranée.</i>			
Art. unique. Personnel.....		256,000	
A REPORTER.....		17,046,222	118,691,980

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.		MONTANT DES CRÉDITS	
		par chapitre.	par service.
		fr.	fr.
A REPORTER.....		17,046,222	118,691,98
CHAPITRE LXVII. — Matériel.			
Art. 1 ^{er} . Transport par terre.	Frais de chevaux et guides.....	4,066,364 ^f	
	Supplément de prix de conduite ou chevaux de renfort, etc.....	634,417	
	Construction et entretien des malles et des voitures des facteurs dans Paris.	404,839	5,343,171 ^f
	Frais extraordinaires du transport des dépêches, et indemnités pour cause d'accidents.....	237,491	
Art. 2. Transport par chemins de fer.	Construction et entretien des bureaux ambulants.....	61,500	
	Frais de régie des bureaux ambulants..	47,436	
	Frais de transport des dépêches et des bureaux ambulants.....	1,738,537	2,128,118
	Frais extraordinaires du transport des dépêches.....	280,64	7,688,819
Art. 3. Transport par mer. (Paquebots de la Manche.)	Entretien, réparations et approvisionnements de toute nature des paquebots.....	96,000	
	Abat de combustible et frais de transport de ce combustible à bord....	90,000	
	Loyers des bureaux et magasins.....	3,250	
	Vivres. — Frais de table des officiers et sgruts, et rations aux hommes d'équipage.....	26,280	217,030
	Frais d'habillement et frais d'impressions.....	1,500	
CHAPITRE LXVII bis. — Paquebots de la Méditerranée.			31,990,24
Art. unique. Matériel.....		799,300	
CHAPITRE LXVIII. — Dépenses diverses.			
Art. 1 ^{er} . Transport par terre.	Frais de missions relatives aux relais..	10,000 ^f	
	Indemnités aux maîtres de poste pour localités difficiles et pertes de chevaux.....	150,000	
	Subvention aux maîtres de poste....	350,000	
	Secours aux postillons, à leurs veuves et orphelins.....	9,000	6,184,000
	Transport en voiture..	3,580,000 ^f	
	par } à cheval... 1,530,000 } entreprise, à pied... 530,000 }	5,640,000	
Art. 2. Transport par chemins de fer.	Frais extraordinaires des services par entreprise.....	25,000	
	Indemnités aux agents des bureaux ambulants.....	64,000	6,419,900
	Transports par entreprise.....	60,000	124,000
Art. 3. Transport par mer.	Paquebots de la Manche. — Frais divers.....	31,900	
	Transports par entreprise.....	80,000	111,900
CHAPITRE LXVIII bis. — Paquebots de la Méditerranée.			
Art. unique. Dépenses diverses.....		36,500	
TOTAL de la IV ^e Partie du budget.....			150,681,218

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.	MONTANT DES CRÉDITS		
	par chapitre.	par service.	
	fr.	fr.	
V ^e PARTIE.			
REBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS, PRIMES ET ESCOMPTES.			
CHAPITRE LXX. — Restitutions et non-valeurs sur les contributions directes et sur les taxes perçues en vertu de rôles.			
1 ^{re} . Contributions directes.....	54,375,480 ^f	54,567,480	
2. Dégrevements pour démolitions et constructions nou- velles	135,000		
3. Taxes spéciales.....	67,000		
CHAPITRE LXX. — Remboursements sur produits indirects et divers.			
1 ^{re} . Enregistrement et domaines.....	1,700,000 ^f	3,316,000	
2. Forêts.....	150,000		
3. Douanes.....	120,000		
4. Contributions indirectes.....	110,000		
5. Postes.....	36,000		
6. Produits divers.....	200,000	3,316,000	
CHAPITRE LXXI. Répartition des produits de plombage, d'estampillage, etc. en matière de douanes.			
1 unique. Douanes.....	1,250,000	1,250,000	
CHAPITRE LXXII. — Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers.			
1 ^{re} . Enregistrement et domaines.....	1,900,000 ^f	4,362,000	
2. Forêts.....	200,000		
3. Douanes.....	900,000		
4. Contributions indirectes.....	1,350,000		
5. Postes.....	12,000		
CHAPITRE LXXIII. — Primes à l'exportation de marchandises.			
1 unique. Douanes.....	17,200,000	17,200,000	
CHAPITRE LXXIV. — Escomptes sur divers droits.			
1 ^{re} . { Escompte sur le droit { Douanes..... 698,000 ^f de consommation des { Contributions sels..... { indirectes.. 251,600 } 949,600	2,166,475	2,166,475	
2. Escompte sur les droits de douanes.....			1,155,000
3. Escompte sur le droit de fabrication du sucre indigène.			41,875
4. Escompte sur le droit de fabrication des bières.....			20,000
Total de la V ^e Partie du budget.....		81,861,955	

RÉCAPITULATION.

I ^{re}	Partie. Dette publique.....	396,287,193 ^f
II ^e	—— Dotations.....	9,87,373
III ^e	—— Service général.....	16,376,383
IV ^e	—— Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.....	150,662,221
V ^e	—— Remboursements et restitutions, non-valeurs. primes et escomptes.....	81,861,455
		654,295,130

APPROUVÉ :

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.



Certifié conforme :

Paris, le 29^e Juillet 1850.*Le Garde des Sceaux, Ministre de la
Justice,*

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 295.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2308. — *Loi qui rétablit au Budget du Ministère des Travaux publics, exercice 1850, des portions de Crédits restées sans emploi sur les exercices antérieurs.*

Du 19 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1850, des crédits montant ensemble à deux millions cent soixante et dix mille cinq cent quarante-quatre francs soixante et dix centimes, ci..... 2,170,544^f 70^c

Et correspondant,

1° Pour.....	653,778 76
à des annulations de crédits opérées sur les exercices 1846 et 1847 ;	

2° Pour.....	158,676 86
à des annulations à opérer sur l'exercice 1848 ;	

3° Pour.....	1,358,089 08
à des annulations à opérer sur l'exercice 1849.	

TOTAL PAREIL.....	2,170,544 70
-------------------	--------------

Ces crédits, qui appartiennent à la première section du budget (*Travaux ordinaires*), pour. 1,203,544 70

Et à la deuxième section (*Travaux extraordinaires*), pour..... 967,000 00

se répartiront comme il suit :

X^e Série.

PREMIÈRE SECTION.

1° Bibliothèque Sainte-Geneviève.....	254,008 ^f 83 ^c
en remplacement d'une somme	
de.....	149,132 ^f 98 ^c
qui a été annulée sur 1847,	
et d'une somme de.....	104,875 85
qui sera annulée par la loi de	
règlement de l'exercice 1848.	

TOTAL PAREIL.....	<u>254,008 83</u>
-------------------	-------------------

2° Hôtel du timbre.....	142,221 52
en remplacement d'une somme	
de.....	142,161 67
qui a été annulée sur 1846,	
et d'une somme de.....	59 85
qui sera annulée par la loi de	
règlement de l'exercice 1848.	

TOTAL PAREIL.....	<u>142,221 52</u>
-------------------	-------------------

3° Restauration de diverses salles du Louvre.	600,000 00
En remplacement d'une	
somme de.....	124 ^f 11 ^c
qui sera annulée par la loi de	
règlement de 1848, et d'une	
somme de.....	599,875 89
restant sans emploi sur l'exer-	
cice 1849.	

TOTAL PAREIL.....	<u>600,000 00</u>
-------------------	-------------------

La somme de cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille huit cent soixante et quinze francs quatre-vingt-neuf centimes est annulée sur l'exercice 1849.

Les trois crédits ci-dessus indiqués, s'élevant ensemble à neuf cent quatre-vingt-seize mille deux cent trente francs trente-cinq centimes, viendront en augmentation du crédit déjà ouvert pour constructions et grosses réparations des bâtiments civils et des palais

nationaux, au chapitre xix *ter* de la première section du budget de l'exercice 1850, dont le montant se trouvera ainsi porté à deux millions cent soixante-et-dix-sept mille huit cent quarante francs trente-cinq centimes.

4° Réparation de dommages causés aux routes nationales et départementales par la crue et le débordement des eaux.....

170,000^f 00^c

En remplacement d'une

somme de 113,484^f 11^c

qui a été annulée sur 1847;

D'une somme de 40,643 70

qui sera annulée par la loi de règlement de 1848;

Enfin d'une portion mon-

tant à 15,872 19

d'une somme de deux cent

soixante-six mille huit cent

quatre-vingt-neuf francs qua-

rante-huit centimes, restant

sans emploi sur l'exercice

1849.

TOTAL PAREIL, ... 170,000 00

Le crédit de cent soixante et dix mille francs formera, à la première section du budget de l'exercice 1850, un chapitre portant le n° xvm.

La somme de deux cent soixante-six mille huit cent quatre-vingt-neuf francs quarante-huit centimes, restant disponible sur 1849, est annulée.

5° Subventions aux compagnies concessionnaires de ponts suspendus qui ont été emportés ou endommagés par les eaux.....
en remplacement de portion d'un reliquat de quatre-vingt mille francs annulé sur l'exercice 1847.

12,000 00

Le crédit de douze mille francs formera, à la première section du budget de l'exercice 1850, un chapitre portant le n° xxiv.

6° Appropriation du domaine de Chante-Grillet au service de l'école des mineurs de Saint-Étienne.....

25,314^f 35

en remplacement d'une

somme de..... 12,973^f 35^c

qui sera annulée par la loi de règlement de l'exercice 1848,

Et d'une somme de..... 12,341 00

restant sans emploi sur l'exercice 1849.

TOTAL PAREIL... 25,314 35

Le crédit de vingt-cinq mille trois cent quatorze francs trente-cinq centimes formera, à la première section du budget de l'exercice 1850, un chapitre portant le n° xxv.

La somme de douze mille trois cent quarante et un francs est annulée sur l'exercice 1849.

TOTAL de la première section (*Travaux ordinaires*)..... 1,203,544 70

DEUXIÈME SECTION.

7° Construction de ponts..... 237,000 00

en remplacement d'une somme

de..... 176,688^f 13^c

qui a été annulée sur l'exercice

1846, et d'une portion, ci... 60,311 87

d'une somme de quatre cent

quarante mille huit cent

soixante et quinze francs seize

centimes, qui a été annulée sur

l'exercice 1847.

TOTAL PAREIL... 237,000 00

Ce crédit viendra en augmentation de celui de trois cent soixante-deux mille francs déjà ouvert, pour travaux de construction de ponts, au chapitre III de la deuxième section du budget de 1850, dont le montant se trouvera ainsi

fixé à cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille francs.

8° Indemnités de terrains dues par suite des travaux d'amélioration de la Marne et de la canalisation de la Seine, autorisés par le décret du 10 juin 1848.

730,000^f 00^c

en remplacement de pareille somme restant sans emploi sur le crédit de deux millions deux cent mille francs ouvert à l'exercice 1849 par la loi du 28 novembre 1849.

Le crédit de sept cent trente mille francs formera, à la deuxième section du budget de 1850, un chapitre portant le n° XI.

La somme de sept cent trente mille francs est annulée sur l'exercice 1849.

TOTAL de la deuxième section (*Travaux extraordinaires*) 967,000 00

RAPPEL du total de la première section.... 1,203,544 70

TOTAL GÉNÉRAL des crédits ouverts par la présente loi. 2,170,544 70

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi au moyen des ressources accordées par la loi de finances de l'exercice courant.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 19 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,
Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LAGAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉRARD, DE HECKEREN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,
Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Signé E. ROUHER.

N° 2309. — *Loi relative à l'emploi du Crédit de cinq millions ouvert, par la Loi du 19 mai 1849, pour les Colonies agricoles de l'Algérie.*

Des 17 Juin, 5 et 20 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le crédit de cinq millions de francs (5,000,000^f) ouvert, par la loi du 19 mai 1849, est réparti ainsi qu'il suit :

Trois millions cinq cent mille francs (3,500,000^f), au titre de l'exercice 1849 (chapitre xxxv du Budget);

Un million cinq cent mille francs (1,500,000^f), au titre de l'exercice 1850 (chapitre xxxvi).

Ces allocations seront affectées,

1° Aux dépenses nécessaires pour continuer l'installation des colonies agricoles fondées en 1848;

2° Aux dépenses effectuées pour la construction des maisons commencées sur d'autres points, en 1849, et non encore habitées.

3. Les colons destinés à compléter la population des villages fondés en 1848 seront choisis, sur les désignations faites par les conseils de préfecture, parmi les catégories ci-après et dans l'ordre suivant : 1° les soldats libérés du service ou ayant servi en Algérie; 2° les cultivateurs d'Algérie, mariés; 3° les cultivateurs de France, mariés.

4. Les colons admis ne seront à la charge de l'État qu'à partir du jour de leur embarquement.

5. Les colonies agricoles continueront à être placées sous la direction des autorités militaires jusqu'à l'expiration des trois années pendant lesquelles elles ont à recevoir les subventions de l'État.

Néanmoins, avant l'expiration de ce délai, le Pouvoir exécutif pourra établir le régime municipal et judiciaire dans les colonies où l'application lui en paraîtra opportune.

6. Immédiatement après la promulgation de la présente loi, toutes les colonies agricoles seront rattachées au ressort des justices de paix les plus voisines, ou placées dans le ressort de nouvelles justices de paix, qui seront créées à cet effet.

Il sera institué en outre dans chaque colonie une commission consultative composée :

Du directeur, remplissant l'office de maire, président;

Du ministre du culte,

Du médecin civil ou militaire,

De l'instituteur, secrétaire,

Et de trois colons élus par leurs camarades.

Cette commission donnera son avis sur toutes les mesures d'ordre et d'administration intéressant la communauté, et notamment sur la distribution des maisons, terres et subventions, et sur les propositions d'éviction concernant ceux des colons qui

porteraient atteinte à l'ordre public par leur mauvaise conduite, ou laisseraient incultes, par paresse ou débauche, les terres qui leur sont données à charge de les mettre en valeur.

6. Les sommes restant sans emploi, à l'expiration de l'exercice, sur le crédit des cinq millions de francs accordé par la présente loi seront reportées sur l'exercice suivant.

7. Une loi spéciale déterminera les mesures à prendre pour achever et peupler, s'il y a lieu, les douze colonies commencées en 1849, et le mode d'emploi du restant des crédits ouverts par la loi du 19 septembre 1848. Jusque-là, il ne sera point créé de nouvelles colonies agricoles.

8. Toutes dispositions contraires à la présente loi sont et demeurent abrogées.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 17 Juin, 5 et 10 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉCARD, DE HECKEHEEN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Gardé des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2310. — *Lois qui créent trois nouvelles Communes dans les départements de l'Ardèche, d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan.*

Du 20 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LES LOIS dont la teneur suit :

PREMIÈRE LOI. (Ardèche.)

ART. 1^{er}. La section de Saint-Joseph-des Bancs est distraite de la commune de Genestelle, canton d'Antraigues, arrondissement de Privas, département de l'Ardèche, et érigée en commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à Saint-Joseph-des-Bancs.

2. La limite entre la commune de Saint-Joseph-des-Bancs et celle de Genestelle est fixée, conformément au tracé indiqué sur le plan annexé à la présente loi, par un liséré vert, et du point A au point B par un liséré rouge.

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.

MONTANT DES CRÉDITS

				par chapitre.	par service.
				fr.	fr.
A REPORTER.....				17,046,323	118,691,9
CHAPITRE LXVII. — Matériel.					
Art. 1 ^{er} . Transport par terre.	Frais de chevaux et guides.....	4,066,364 ^f			
	Supplément de prix de conduite ou che- vaux de renfort, etc.....	634,417			
	Construction et entretien des moelles et des voitures des facteurs dans Paris.	404,839	5,343,171 ^f		
	Frais extraordinaires du transport des dépêches, et indemnités pour cause d'accidents.....	337,491			
Art. 2. Transport par chemins de fer.	Construction et entretien des bureaux ambulants.....	61,500			
	Frais de régie des bureaux ambulants..	47,436			
	Frais de transport des dépêches et des bureaux ambulants.....	1,738,537	2,128,118		
	Frais extraordinaires du transport des dépêches.....	280,64		7,688,819	
Art. 3. Transport par mer. (Paquebots de la Manche.)	Entretien, réparations et approvision- nements de toute nature des paque- bots.....	96,000			
	Abat de combustible et frais de trans- port de ce combustible à bord.....	90,000			
	Loyers des bureaux et magasins.....	3,250			
	Vivres. — Frais de table des officiers et agents, et rations aux hommes d'équi- page.....	26,280	217,030		
	Frais d'habillement et frais d'impres- sions.....	1,500			31,990,24
CHAPITRE LXVII bis. — Paquebots de la Méditerranée.					
Art. unique. Matériel.....				799,300	
CHAPITRE LXVIII. — Dépenses diverses.					
Art. 1 ^{er} . Transport par terre.	Frais de missions relatives aux relais..	10,000 ^f			
	Indemnités aux maîtres de poste pour localités difficiles et pertes de che- vaux.....	150,000			
	Subvention aux maîtres de poste.....	330,000			
	Secours aux postillons, à leurs veuves et orphelins.....	9,000	6,184,000		
	Transport { en voiture.. 3,580,000 ^f { à cheval... 1,530,000 { entreprise, à pied... 530,000		5,640,000		
	Frais extraordinaires des services par entreprise.....	25,000			
Art. 2. Transport par chemins de fer.	Indemnités aux agents des bureaux am- bulants.....	64,000			
	Transports par entreprise.....	60,000	124,000		
Art. 3. Transport par mer.	Paquebots de la Manche. — Frais di- vers.....	31,900			
	Transports par entreprise.....	80,000	111,900		
CHAPITRE LXVIII bis. — Paquebots de la Méditerranée.					
Art. unique. Dépenses diverses.....				36,500	
TOTAL de la IV ^e Partie du budget.....					150,682,221

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.	MONTANT DES CRÉDITS		
	par chapitre.	par service.	
	fr.	fr.	
V ^e PARTIE.			
EMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS, PRIMES ET ESCOMPTE.			
CHAPITRE LXXIX. — Restitutions et non-valeurs sur les contributions directes et sur les taxes perçues en vertu de rôles.			
1 ^{re} . Contributions directes.....	54,375,480 ^f	54,567,480	
2. Dégrevements pour démolitions et constructions nou- velles.....	135,000		
3. Taxes spéciales.....	57,000		
CHAPITRE LXX. — Remboursements sur produits indirects et divers.			
1 ^{re} . Enregistrement et domaines.....	1,700,000 ^f	2,316,000	
2. Forêts.....	150,000		
3. Douanes.....	120,000		
4. Contributions indirectes.....	110,000		
5. Postes.....	36,000		
6. Produits divers.....	200,000	1,250,000	
CHAPITRE LXXI. Répartition des produits de plombage, d'estampillage, etc. en matière de douanes.			
unique. Douanes.....	1,250,000	1,250,000	
CHAPITRE LXXII. — Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers.			
1 ^{re} . Enregistrement et domaines.....	1,900,000 ^f	4,362,000	
2. Forêts.....	200,000		
3. Douanes.....	900,000		
4. Contributions indirectes.....	1,350,000		
5. Postes.....	12,000		
CHAPITRE LXXIII. — Primes à l'exportation de marchandises.			
unique. Douanes.....	17,200,000	17,200,000	
CHAPITRE LXXIV. — Escomptes sur divers droits.			
1 ^{re} . { Escompte sur le droit { Douanes..... 695,000 ^f de consommation des { Contributions sels..... { indirectes.. 251,600 } 946,600	2,166,475	2,166,475	
2. Escompte sur les droits de douanes.....			1,155,000
3. Escompte sur le droit de fabrication du sucre indigène.....			41,875
4. Escompte sur le droit de fabrication des bières.....			20,000
TOTAL de la V ^e Partie du budget.....		81,861,955	

tées sous la direction et la surveillance du conseil général de la banque, conformément aux dispositions de l'ordonnance du 25 mars 1841.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 Juillet 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Par le Président de la République : le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 2312. — *DÉCRET qui fixe la Cotisation à percevoir, pendant l'exercice 1850, sur les coupons, parts ou éclusées de Bois de charpente, sciage et charonnage flottés, destinés à l'approvisionnement de Paris.*

Du 11 Juillet 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'expédition du procès-verbal de la délibération prise, le 3 mars dernier, par la communauté des marchands de bois à œuvrer pour l'approvisionnement de Paris, ladite délibération ayant pour objet de pourvoir, dans un intérêt commun, aux dépenses que pourront nécessiter, pendant le cours de l'exercice 1850, le transport et la conservation de ces bois;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 18 mai 1850, portant fixation générale du budget des recettes et dépenses de l'exercice courant;

Le Conseil d'état (section d'administration) entendu;

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il sera payé, à titre de cotisation, sur tous les coupons, parts ou éclusées de charpente, sciage et charonnage flottés pendant l'exercice 1850, savoir :

1° Pour chaque coupon de bois de charpente qui sera flotté sur les rivières d'Yonne, de Cure et d'Armançon, ainsi que sur le canal de Bourgogne, cinq francs quarante centimes (5^f 40^c), dont trois francs soixante et dix centimes (3^f 70^c) à l'arrivée aux gares de Bercy ou d'Ivry, et un franc soixante et dix centimes (1^f 70^c) à la sortie, ci..... 5^f 40^c sans préjudice du droit payable au passage sous le pont de Sens pour cotisation spécialement affectée au service des flots et éclusées indispensables sur l'Yonne,

2° Pour chaque coupon de charpente provenant de la rivière

de Marne ou de la basse Seine, sept francs (7^f) dont quatre francs cinquante centimes (4^f 50^c) à l'arrivée auxdites gares, et deux francs cinquante centimes (2^f 50^c) à la sortie, ci . . . 7^f

3° Pour chaque part de bois de sciage provenant de la Marne, huit francs (8^f), dont deux francs (2^f) à l'arrivée auxdites gares, et six francs (6^f) à la sortie, ci 8^f

4° Pour chaque coupon de bois de charronnage provenant de la Marne ou de la basse Seine, quatre francs cinquante centimes (4^f 50^c), dont trois francs vingt-cinq centimes (3^f 25^c) à l'arrivée auxdites gares, et un franc vingt-cinq centimes (1^f 25^c) à la sortie, ci 4^f 50^c

5° Pour chaque éclusée de bois de chêne ou de sapin provenant des canaux, vingt-deux francs (22^f), dont quatorze (14^f) à l'arrivée auxdites gares, et huit francs (8^f) à la sortie, ci . . . 22^f

6° Selon l'usage, les coupons ou parts de la rivière d'Aube seront comptés à raison de trois pour deux de la rivière de Marne; ceux des rivières dites *Petite-Seine* et *Morin*, à raison de deux pour un.

7° Indépendamment de la cotisation ci-dessus, applicable aux coupons et parts de la rivière d'Aube, il sera payé lors du départ de Brienne, pour chaque coupon ou part, cinq francs (5^f) pour le service des flots sur cette rivière, ci 5^f

8° La cotisation, payable, partie à l'arrivée aux gares, partie à la sortie, sera intégralement et immédiatement acquittée après leur arrivée à destination des ports de Paris, ou du dehors pour les coupons, parts ou éclusées qui ne s'arrêteraient pas dans les gares.

9° Il sera payé, en sus, deux francs par coupon ou part qui seraient garés aux ports intérieurs de la Rapée, d'Austerlitz ou à l'embouchure du canal Saint-Martin, ou aux ports extérieurs de Bercy et de la gare d'Ivry, ci 2^f

2. Le payement sera fait, à Paris entre les mains de l'agent général de la compagnie; à Sens, lors du passage sous le pont ou au moment du départ, entre les mains du commis général proposé à cet effet; et, pour la cotisation spéciale aux coupons et parts de la rivière d'Aube, pour le service des flots, entre les mains de l'agent proposé à cet effet à la résidence de Brienne.

3. L'agent général et les autres employés du commerce sont autorisés à faire toutes les démarches, poursuites et diligences pour assurer le recouvrement des cotisations, en employant

toutes les voies de droit, et, au besoin, la perception s'effectuera comme en matière de contributions publiques.

4. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 11 Juillet 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Par le Président de la République : le *Ministre des travaux publics*,

Signé BINEAU.

N° 2313. — *DÉCRET qui fixe la Cotisation à percevoir, pendant l'exercice 1850, sur les trains de Bois flotté destinés à l'approvisionnement de Paris.*

Du 11 Juillet 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu l'expédition du procès-verbal de la délibération prise, le 19 avril dernier, par la communauté des marchands de bois de chauffage, ladite délibération ayant pour objet de pourvoir, dans un intérêt commun, aux dépenses que pourront nécessiter, pendant le cours de l'exercice 1850, le transport et la conservation de ces bois;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 18 mai 1850 portant fixation générale du budget des recettes et dépenses de l'exercice courant;

Le Conseil d'état (section d'administration) entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera perçu, à titre de cotisation, sur tous les trains de bois flotté, pendant l'exercice 1850, savoir :

1° Pour chaque train de dix-huit coupons qui sera flotté sur la haute Yonne, la Cure, l'Armançon et le canal de Bourgogne, trente-trois francs, dont dix-huit francs seront payés à Joigny et quinze francs à Paris;

2° Pour chaque train de dix-huit coupons qui sera flotté sur l'Yonne en aval du pont de Joigny et qui ne sera pas composé de bois précédemment retirés en route, trente-trois francs, dont dix-huit francs seront payés à Sens et quinze francs à Paris;

3° Pour chaque train de dix-huit coupons provenant de la rivière de Marne, trente francs, qui seront payés à Paris;

4° Pour chaque train de dix-huit coupons provenant de la rivière de Seine, quinze francs, qui seront payés à Paris;

5° Pour chaque train de dix-huit coupons d'Yonne ou de Cure, qui ne passera pas les ports de Cravant, six francs, et pour chaque train qui sera tiré en aval desdits ports, neuf francs, qui seront payés à Cravant;

6° Pour chaque train qui, par suite de la nécessité de le faire passer dans les écluses des canaux, ou pour toute autre cause, sera flotté par fractions différentes de la division ordinaire des trains en dix-huit coupons, la cotisation sera perçue en raison de la longueur, comparée à celle des trains de dix-huit coupons.

A cet effet, le maximum de cette longueur est fixé à quatre-vingt-dix mètres pour un train et cinq mètres pour un coupon ordinaire.

2. Le payement sera fait, savoir :

A Paris, entre les mains de l'agent général, immédiatement après l'arrivée des trains;

A Sens, à Joigny et à Cravant, lors du passage des trains sous les ponts ou au moment de leur départ, entre les mains des commis auxdits ponts.

Les commis de Sens et de Joigny verseront, au moins une fois par mois, le montant de leurs recettes dans la caisse du commis général de Joigny, et le commis de Cravant versera à la fin de l'année entre les mains du commis général de Clamecy.

L'agent général et les agents de la communauté sont autorisés à faire toutes poursuites et diligences pour le recouvrement de la cotisation.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 11 Juillet 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Par le Président de la République : le Ministre des travaux publics,

Signé BINEAU.

N° 2314. — *DÉCRET qui supprime deux Escadrons de Guides.*

Du 21 Juillet 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de la guerre, du 4 avril 1848 (1), portant création de huit escadrons de guides, ledit arrêté rendu en vertu du décret du Gouvernement provisoire en date du 2 mars précédent, et portant que les affaires d'administration centrale, qui ne pouvaient être réglées qu'au moyen d'ordonnances, seraient valablement décidées par le ministre provisoire du département auquel ces affaires ressortissaient ;

Vu la loi du 15 mai, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1850 ;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Deux des cinq escadrons de guides qui ont été formés en exécution de l'arrêté du 4 avril 1848 sont et demeurent supprimés.

2. Ces deux escadrons sont ceux qui portent les n° 3 et 4.

3. Il sera, en conséquence, procédé au licenciement de ces deux escadrons.

4. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 21 Juillet 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de la guerre,

Signé D'HAUTPOUL.

N° 2315. — *DÉCRET qui affecte la Citadelle de Belle-Ile-en-Mer aux Condamnés à la peine de la Détention, et aux Individus condamnés à la Déportation pour Crimes commis antérieurement à la promulgation de la Loi du 8 juin 1850.*

Du 23 Juillet 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ;

(1) Bull. 35, n° 366.

Vu l'article 2 de la loi du 9 septembre 1835, portant : « L'article 17 du Code pénal est et demeure rectifié ainsi qu'il suit :

« Art. 17. La peine de la déportation consistera à être transporté et à demeurer à perpétuité dans un lieu déterminé par la loi, hors du territoire continental du royaume ;

« Tant qu'il n'aura pas été établi un lieu de déportation, le condamné subira, à perpétuité, la peine de la détention, soit dans une prison du royaume, soit dans une prison située hors du territoire continental, dans l'une des possessions françaises qui sera déterminée par la loi, selon que les juges l'auront expressément décidé par l'arrêt de condamnation ; »

Vu l'article 20 du Code pénal, ainsi conçu :

« Art. 20. Quiconque aura été condamné à la détention sera renfermé dans l'une des forteresses situées sur le territoire continental du royaume qui auront été déterminées par une ordonnance, rendue dans les formes des règlements d'administration publique ; »

Vu l'ordonnance du 22 janvier 1835 (1), qui affecte la citadelle de Doullens (Somme) à la détention des individus condamnés à la déportation et à la détention ;

Vu l'article 8 de la loi du 8 juin 1850, sur la déportation ;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRET :

Art. 1^{er}. La citadelle de Belle-Ile-en-Mer, département du Morbihan, est affectée aux condamnés à la peine de la détention.

Les individus condamnés à la déportation pour crimes commis antérieurement à la promulgation de la loi du 8 juin 1850 subiront leur peine dans la même citadelle.

2. Les ministres de l'intérieur, de la justice et de la guerre, sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois,

Fait à Paris, à l'Élysée-National, le 23 Juillet 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé J. BAROCHÉ.

N° 2316. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant que M. Louis Petit, manufacturier à Rennes, est nommé directeur du comptoir d'escompte de la banque de France à Rennes. (Du 8 Juillet 1850.)

(1) 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 348, n° 5650.



Certifié conforme :
Paris, le 30^e Juillet 1850 ,
*Le Garde des Sceaux, Ministre de la
Justice,*

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 296.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2317. — *Loi qui ouvre un Crédit extraordinaire sur l'exercice 1850, pour l'entretien du Haras de Saint-Cloud.*

Du 25 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il est ouvert au ministre de l'agriculture et du commerce, sur l'exercice 1850, un crédit extraordinaire de vingt-neuf mille cinq cent soixante francs (29,560^f), à l'effet de couvrir les dépenses d'entretien, pendant les onze derniers mois dudit exercice, du haras de Saint-Cloud, dont l'acquisition par l'État a été prescrite par la loi du 30 janvier 1850.

Sur cette somme, dix mille cent francs (10,100^f) sont applicables aux six mois du 1^{er} février au 1^{er} août, et seront payés au liquidateur de la liste civile, qui en a fait l'avance; les dix-neuf mille quatre cent soixante francs (19,460^f) de surplus sont applicables aux cinq derniers mois de 1850.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé Général BIDEAU, vice-président; ARNAUD (de l'Ariège),
LACAZE, PEUPIN, CHAPOT, BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2318. — *Loi qui approuve un Échange d'immeubles entre l'État et M. Pinta père, dans le département du Pas-de-Calais.*

Des 3, 17 et 26 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. L'échange d'une parcelle de trois ares cinquante-deux centiares dépendante du domaine militaire, et enclavée dans la propriété du sieur *Pinta* père, sise à Sainte-Catherine-lès-Arras, département du Pas-de-Calais, contre deux parcelles de cette propriété, d'une contenance totale de sept ares cinquante centiares, est approuvé, sans soulte ni retour, et sous les conditions énoncées dans l'acte administratif du 21 mai dernier.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 3, 17 et 26 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2319. — *Loi relative au Majorat de M. de Rovigo.*

Des 3, 17 et 26 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. *M. de Rovigo* est autorisé à aliéner, jusqu'à concurrence de deux mille cinq cents francs, une rente cinq pourcent de six mille neuf cent soixante et treize francs, faisant partie du majorat constitué en faveur de *M. le général de division de Rovigo*, son père, par divers décrets rendus en 1807 et 1808.

2. Jusqu'à reconstitution entière de la rente ainsi aliénée de deux mille cinq cents francs, au compte du majorat, *M. de Rovigo* sera tenu de verser annuellement à la caisse des dépôts et consignations une somme de huit mille six cents francs.

Au fur et à mesure de leurs versements, lesdites sommes seront employées, sous la surveillance de l'administration des

domaines, en acquisition de rentes cinq pour cent qui seront immobilisées.

3. Seront affectés, par privilège, à la garantie du payement des annuités ci-dessus, savoir :

1° Les quatre mille quatre cent soixante et treize francs composant le surplus de l'inscription de six mille neuf cent soixante et treize francs;

Et 2° les loyers d'une maison sise à Paris, rue d'Amsterdam, n° 2, qui forme aujourd'hui la plus forte partie du majorat de M. de Rovigo.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 3, 17 et 26 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2320. — *Lois qui autorisent le Département de la Charente à s'imposer extraordinairement, et la Ville de Calais à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 26 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LES LOIS dont la teneur suit :

PREMIÈRE LOI. (Charente.)

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Charente est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1849, à s'imposer extraordinairement, en 1851, trois dixièmes de centime additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera exclusivement affecté au service de l'instruction primaire.

SECONDE LOI. (Calais.)

ARTICLE UNIQUE. La ville de Calais (Pas-de-Calais) est autorisée,

1°. A emprunter, à un intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de cent mille francs, remboursable en

(188)

douze ans, et destinée à couvrir le déficit des exercices 1848 et 1849, et à subvenir au paiement des dépenses énoncées dans la délibération municipale du 29 décembre 1848;

2° A s'imposer extraordinairement, pendant huit ans, quinze centimes additionnels au principal des trois contributions foncière, personnelle et mobilière, et des portes et fenêtres, et huit centimes additionnels au principal des patentes, pour concourir, avec d'autres ressources, à l'amortissement de l'emprunt ci-dessus et des autres dettes de la ville.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉRARD.

Les présentes lois seront promulguées et scellées du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.



Certifié conforme :

Paris, le 31^r Juillet 1850,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la
Justice,*

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 297.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2321. — *TABEAU des prix moyen de l'hectolitre de Froment pour servir de régulateur aux Droits d'importation et d'exportation des Grains et Farines, conformément aux Lois des 15 Avril 1832 et 26 Avril 1833, arrêté le 31 Juillet 1850.*

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment (1).			PRIX moyen régulateur de la section.
1 ^{re} CLASSE.						
Unique.	(Pyrénées-Or...)					
	Aude.....	Toulouse.....	13 ^f 27 ^s	12 ^f 82 ^s	12 ^f 48 ^s	14 ^f 79 ^s
	Hérault.....	Gray.....	13 80	13 58	13 55	
	Gard.....	Lyon.....	14 59	14 45	14 37	
	Bouches-du-Rh.	Marseille.....	18 24	18 68	17 64	
	Var.....					
	Corse.....					
2 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	(Gironde.....)					
	Landes.....	Marans.....	13 38	13 38	13 42	13 49
	B ^{se} -Pyrénées..	Bordeaux.....	14 33	14 17	14 18	
	H ^{se} -Pyrénées..	Toulouse.....	13 27	12 82	12 48	
	Ariège.....					
	Haute-Garonne..					
2 ^e	(Jura.....)					
	Doubs.....	Gray.....	13 80	13 58	13 55	14 40
	Ain.....	Saint-Laurent..	14 51	14 09	14 00	
	Isère.....	Le Grand-Lemps...	15 34	15 35	15 35	
	Hautes-Alpes..					
	Basses-Alpes...					

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1849.)

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment.			PRIX moyen régulateur de la section.
3 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Haut-Rhin ...	Mulhouse....	15 36	14 88	13 89	14 35
	Bas-Rhin....	Straßbourg....	14 16	13 95	13 85	
2 ^e	Nord.....	Bergues.....	16 28	16 52	16 87	14 24
	Pas-de-Calais..	Arras.....	14 50	14 91	14 92	
	Somme.....	Roye.....	13 96	13 21	13 38	
	Seine-Infér....	Soissons....	13 44	13 28	13 45	
	Eure.....	Paris.....	13 85	15 33	15 33	
	Calvados.....	Baenon.....	13 87	14 30	14 42	
3 ^e	Loire-Infér....	Saumur.....	14 48	14 20	14 06	13 25
	Vendée.....	Nantes.....	14 02	14 23	14 26	
	Charente-Infér.)	Marans.....	13 38	13 38	13 42	
4 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Moselle.....	Metz.....	12 57	12 58	12 50	12 54
	Meuse.....	Verdun.....	12 74	12 77	12 08	
	Ardennes.....	Charleville....	13 40	14 12	13 80	
	Aisne.....	Soissons....	12 44	13 28	13 45	
2 ^e	Manche.....	Saint-Lô.....	15 49	15 12	15 01	13 88
	Ille-et-Vilaine.	Palmpol.....	13 22	13 50	13 54	
	Côtes-du-Nord.	Quimper.....	14 42	14 20	14 12	
	Finistère.....	Hennebon....	12 31	12 31	12 31	
	Morbihan.....	Nantes.....	14 02	14 23	14 26	

Arrêté par nous, Ministre Secrétaire d'état au département de l'Agriculture et du Commerce.

A Paris, le 31 Juillet 1856.

Signé Dumas.

N° 2322. — *DÉCRET pour l'exécution de la Loi du 5 juin 1850, sur le Timbre des Effets de commerce, etc.*

Du 27 Juillet 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi des 7, 22 mars et 5 juin 1850;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. À partir du 1^{er} octobre 1850, les papiers destinés aux lettres de change, billets à ordre ou au porteur, mandats, retraites et tous autres effets négociables ou de commerce, de sommes n'excédant pas cinq cents francs, seront marqués de timbres conformes aux modèles annexés au présent, et indiquant le montant des droits de timbre, tels qu'ils sont fixés par l'article 1^{er} de la loi des 7, 22 mars et 5 juin 1850. Néanmoins, les papiers aux timbres proportionnels des quinze et vingt-cinq centimes existant actuellement dans les magasins et bureaux de l'enregistrement pourront, à partir du 1^{er} octobre 1850, être débités concurremment avec les papiers frappés des nouveaux timbres, pour être employés, savoir : ceux du timbre de quinze centimes pour les effets négociables de deux cents à trois cents francs, et ceux du timbre de vingt-cinq centimes pour les effets négociables de quatre cents à cinq cents francs. Il continuera d'être fait usage des timbres actuels pour les papiers destinés, soit aux effets négociables, soit aux billets et obligations non négociables de sommes au-dessus de cinq cents francs jusqu'à vingt mille francs. Lorsqu'il s'agira de sommes supérieures à vingt mille francs, les papiers seront visés pour timbre au droit de cinquante centimes par mille francs et sans fractions, conformément à l'article 11 de la loi du 13 brumaire an VII.

2. Des timbres semblables à ceux créés par l'article précédent et appliqués aux papiers de la débite seront employés pour les papiers destinés aux effets négociables, et présentés au timbrage à l'extraordinaire à l'atelier général, à Paris; mais l'exergue du timbre sec portera le mot, *Extraordinaire*, au lieu de l'indication du montant du droit.

3. Il sera créé six nouveaux types pour l'exécution des dispositions des titres II et III de la loi des 7, 22 mars et 5 juin 1850.

Ces types, conformes aux modèles ci-annexés, seront employés pour le timbrage, soit au comptant, soit pour abonnement des actions dans les sociétés, des obligations négociables des départements, communes, établissements publics d'assurances autres que les assurances maritimes.

4. Les actions dans les sociétés et les obligations négociables mentionnées dans l'article précédent ne pourront être timbrées au comptant qu'à l'atelier général du timbre à Paris, où elles seront frappées, à partir du 1^{er} janvier 1851, d'un timbre noir et d'un timbre sec. Le timbre sec sera celui dont il est fait usage pour les formules d'effets de commerce et de lettres de voiture.

Les sociétés, départements, communes, établissements publics et compagnies qui auront dans les départements autres que celui de la Seine, à faire timbrer des actions et obligations, devront les remettre, en feuilles détachées et en payant comptant les droits au receveur du timbre extraordinaire, au chef-lieu de chaque département. Ces titres seront transmis, par la poste, à l'administration centrale de l'enregistrement, qui les fera timbrer sur la souche et le talon, conformément aux articles 16 et 28 de la loi, et les renverra immédiatement, ainsi qu'il est pratiqué pour les formules d'effets de commerce et de lettres de voiture, conformément à l'article 6 de la loi du 11 juin 1842, portant fixation du budget des recettes pour l'exercice 1843, et à une ordonnance du même jour (1).

5. En cas d'abonnement pour les actions à émettre et les obligations à souscrire, à partir du 1^{er} janvier 1851, des timbres spéciaux seront appliqués sur la souche et le talon de ces titres au chef-lieu du département où l'abonnement aura été souscrit, et la formalité sera donnée après la souscription de cet abonnement.

Ces timbres, au nombre de deux, ne différeront des autres types que par la légende, qui portera ces mots, *Action-abonnement*, ou ceux-ci : *Obligation-abonnement*.

Les papiers destinés aux polices d'assurances et aux feuilles de collectes seront également frappés, dans tous les chefs-lieux de département, et dans les cas prévus par les articles 37 et 39

(1) 1^{re} série, Bull. 915, n° 10,036.

de la loi, d'un timbre spécial d'abonnement, aussitôt que les bureaux du timbre extraordinaire en auront été pourvus.

En attendant, les polices dont les assureurs abonnés voudront faire usage pourront être visées pour timbre gratis, avec mention de l'existence et de la date de l'abonnement souscrit; le timbre de l'abonnement sera uniforme pour les trois catégories d'assurances et portera pour légende : *Assurance-abonnement*.

6. Dans l'exergue des timbres d'abonnement qui seront destinés au département de la Seine, on placera le mot *Seine*. Pour les autres départements, la griffe portant le nom du département continuera d'être appliquée, conformément à l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement du 7 fructidor an x (1).

7. L'administration de l'enregistrement et des domaines fera déposer aux greffes des cours et tribunaux, des empreintes des nouveaux timbres, appliquées sur papier filigrané.

Il sera dressé, sans frais, procès-verbal de chaque dépôt.

8. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 27 Juillet 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 2323.— *DÉCRET pour l'exécution du titre II de la Loi du 16 juillet 1850, sur le Timbre des Écrits périodiques et non périodiques.*

Du 27 Juillet 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu les articles 12, 13, 14, 20, 21 et 26 du titre II de la loi du 16 juillet 1850, sur le timbre des écrits périodiques et non périodiques;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera établi pour l'exécution des articles 12, 13, 14 et 20 de la loi du 16 juillet 1850, des timbres de six, cinq,

quatre centimes, de deux centimes et demi, de deux centimes et de un centime indiquant dans l'écusson le montant du droit.

Ces timbres seront conformes au dessin des timbres actuels, et le mot *Seine* sera inséré dans l'exergue de ceux destinés à l'atelier général à Paris.

Les timbres destinés à constater qu'il a été fait aux éditeurs la remise d'un centime autorisée par le second alinéa de l'article 20 de la loi du 16 juillet seront apposés à l'encre rouge.

L'administration de l'enregistrement et des domaines fera déposer aux greffes des cours et des tribunaux des empreintes de ces nouveaux timbres sur papier filigrané.

Il sera dressé, sans frais, procès-verbal de chaque dépôt.

2. En attendant la confection de ces nouveaux timbres, l'administration emploiera pour la perception des droits établis par la loi du 16 juillet, les timbres existants, savoir :

1° Dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise,

Pour le droit de six centimes, le timbre ancien de cette quotité qui était appliqué aux journaux avant le décret du 4 mars 1848;

Pour le droit de cinq centimes, le timbre de cette quotité servant pour les papiers destinés aux affiches;

Pour le droit de quatre centimes, l'ancien timbre de cette quotité appliqué aux journaux;

Et pour le droit de un centime et demi, le timbre d'un centime en usage pour les avis et annonces;

2° Dans les quatre-vingt-quatre autres départements,

Pour le droit de cinq centimes, le timbre de cette quotité en usage pour les affiches;

Pour le droit de deux centimes et demi, le timbre actuel de la même quotité concernant les avis et annonces;

Pour les droits de deux centimes, de un centime et demi et de un centime, le timbre de un centime en usage pour les annonces. Ce dernier timbre sera appliqué deux fois sans la griffe, pour le droit de deux centimes, une seule fois avec la griffe pour le droit de un centime et demi, et une seule fois sans la griffe pour le droit de un centime.

3. Le timbre des papiers destinés à l'impression des journaux ou écrits que les éditeurs doivent remettre à la poste, ainsi que

le prévoit l'article 21 de la loi du 16 juillet, sera appliqué à droite et à l'angle supérieur de la feuille déployée.

Le timbre ne pourra être couvert d'impression.

La feuille devra être imprimée et pliée de manière à ce que le timbre et l'indication du jour de la publication se trouvent sur la partie extérieure du dernier pli et complètement en évidence.

Les autres conditions à observer, pour la remise à la poste des journaux ou écrits par les éditeurs qui voudront profiter de l'affranchissement, seront déterminées par des arrêtés du directeur de l'administration des postes.

Faute d'accomplissement de ces conditions, les journaux et écrits seront refusés aux bureaux de la poste.

4. Les propriétaires de journaux et écrits périodiques qui voudront réclamer le remboursement du droit de timbre afférent aux abonnements contractés avant la promulgation de la loi du 16 juillet, seront tenus de remettre, au plus tard le 1^{er} septembre prochain, au directeur de l'enregistrement du département, un relevé sommaire indiquant le nombre et la durée de ces abonnements, en distinguant les journaux ou écrits remis à la poste et ceux distribués aux frais de l'éditeur.

Si les propriétaires de journaux ne joignent pas à ce relevé les registres, feuilles et autres pièces servant à le justifier, ces pièces devront être communiquées, dans les bureaux du journal, au préposé de l'enregistrement chargé de les vérifier.

Le nombre et la durée des abonnements antérieurs à la publication de la loi du 16 juillet 1850 seront arrêtés pour chaque journal, sur le rapport du directeur du département, par l'administration de l'enregistrement, qui ordonnera successivement les remboursements autorisés par l'article 26 de la loi du 16 juillet.

5. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 27 Juillet 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Par le Président de la République : le *Ministre des finances*,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 2324. — *DÉCRET qui modifie les Droits à l'exportation des Tourteaux de Graines oléagineuses.*

Du 29 Juillet 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce ;

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les droits à l'exportation des tourteaux de graines oléagineuses sont établis et modifiés ainsi qu'il suit :

Tourteaux. .	{	de graines de lin.....	50 ^e les cent kilogrammes.
		d'autres graines.....	droits actuels.

2. Le ministre de l'agriculture et du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 29 Juillet 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé DUMAS.



Certifié conforme :

Paris, le 1^{er} Août 1850,

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale, ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 298*.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2325. — *Loi sur la police des Théâtres.*

Du 30 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ D'URGENCE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Jusqu'à ce qu'une loi générale, qui devra être présentée dans le délai d'une année, ait définitivement statué sur la police des théâtres, aucun ouvrage dramatique ne pourra être représenté sans l'autorisation préalable du ministre de l'intérieur à Paris, et du préfet dans les départements.

Cette autorisation pourra toujours être retirée pour des motifs d'ordre public.

2. Toute contravention aux dispositions qui précèdent est punie, par les tribunaux correctionnels, d'une amende de cent francs à mille francs, sans préjudice des poursuites auxquelles pourraient donner lieu les pièces représentées.

3. Pour l'exécution de la présente loi, il est ouvert au ministre de l'intérieur un crédit de douze mille quatre-vingt-trois francs trente centimes (12,083^f 30^c), en addition au chapitre des subventions aux théâtres pour l'exercice 1850.

* Voyez un *Errata* à la fin de ce Numéro.

4. Le crédit ouvert en vertu de la présente loi sera imputé sur les ressources de l'exercice 1850.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 30 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé BENOIST D'AZY, vice-président; ARNAUD (de l'Ariège),
LACAZE, PEUPIN, CHAPOT, BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2326. — Loi qui modifie le deuxième paragraphe de l'article 9 de la Loi du 30 avril 1849, relative à l'Indemnité coloniale.

Du 30 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le deuxième paragraphe de l'article 9 de la loi du 30 avril 1849, relative à l'indemnité coloniale, est modifié ainsi qu'il suit :

• Les inscriptions de rentes seront délivrées aux indemnitaires
• au fur et à mesure que leurs droits auront été définitivement
• établis. •

Délibéré en séance publique, à Paris, le 30 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé BENOIST D'AZY, vice-président; ARNAUD (de l'Ariège),
LACAZE, PEUPIN, CHAPOT, BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

Errata. Dans les premiers exemplaires du Bulletin 297, page 196, décret du 29 juillet 1850, relatif aux tourteaux de graines oléagineuses, lignes 1^{re} et 8^e, au lieu de *importation*, lisez *exportation*.



Certifié conforme :

Paris, le 2^e Août 1850,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la
Justice ,*

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.



BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 299.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2327. — *Loi portant allocation de Crédits additionnels au Budget de 1850, pour couvrir les Dépenses faites avant les réductions prononcées par la Loi de finances du 15 mai 1850.*

Du 30 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Les réductions des crédits provisoires sur le budget des dépenses de l'exercice 1850, pour les services dénommés dans les tableaux A et B qui sont annexés à la présente loi n'auront leur effet qu'à partir du 1^{er} juin.

En conséquence, il est ouvert aux ministres, conformément aux mêmes tableaux, des crédits additionnels montant à la somme de deux millions quatre cent douze mille neuf cent quatre-vingt-onze francs quarante-trois centimes (2,412,991^f 43^c), savoir :

Services généraux du budget.....	2,412,158 ^f 09 ^c
Services spéciaux portés pour ordre au budget.....	833 34
SOMME ÉGALE.....	2,412,991 43

Délibéré en séance publique, à Paris, le 30 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé BENOIST D'AZY, vice-président; ARNAUD (de l'Ariège),
LACAZE, PEUPIN, CHAPOT, BÉCARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

ÉTAT A.

Tableau des Crédits accordés additionnellement au budget de 1850, pour couvrir les dépenses faites avant les réductions prononcées par la loi de finances d 15 mai 1850.

MINISTÈRES et services.	CHAPITRES.	CHAPITRES LÉGISLATIFS.	MONTANT DES CRÉDITS			
			par chapitres.	par ministères.		
			fr. c.	fr. c.		
SERVICES GÉNÉRAUX.						
Affaires étrangères.	1	Personnel.....	1,000 00	8,500 00		
	13	Subvention à la caisse des retraites...	7,500 00			
	1	Administration centrale. (Personnel.)..	2,500 00			
	1 bis.	Indemnités à des employés supprimés et employés auxiliaires.....	875 00			
	2	Administration centrale. (Matériel.)...	5,000 00			
	4	Services généraux de l'Université.....	6,850 00			
	5	École normale supérieure.....	1,366 00			
	7	Facultés de théologie.....	1,875 00			
	9	Facultés de médecine.....	13,125 00			
	13	Dépenses communes à toutes les facultés (remises, accroissements des collec- tions et bibliothèques).....	8,333 00			
	16	Instruction primaire. (Inspection.)....	"			
	17	Instructions primaires. (Fonds généraux de l'État.).....	210,000 00			
	Instruction publique et cultes. (Services de l'instruction publique.)	20	Institut de France.....		825 00	876,560 00
23		Muséum d'histoire naturelle.....	2,321 00			
27		Bibliothèques publiques.....	7,250 00			
28		Académie nationale de médecine.....	1,041 00			
31		Souscriptions.....	12,500 00			
32		Encouragements et secours aux savants et gens de lettres.....	7,250 00			
34		Voyages et missions scientifiques. Lec- tures publiques du soir.....	21,166 00			
35		Recueil et publication de documents in- édits de l'histoire nationale.....	12,500 00			
36		Subvention aux caisses de retraite du ministère.....	260,000 00			
37		Dépenses de l'instruction publique en Algérie.....	2,083 00			
Instruction publique et cultes. (Service des cultes.)		1	Personnel des bureaux des cultes.....	1,250 00	6,670 90	
		3	Subvention aux fonds des retraites des employés des cultes.....	5,420 90		
Intérieur....		20	Subvention aux théâtres.....	417 00	198,333 00	
	25 bis	Secours à divers titres.....	197,916 00			
Commerce...	5	Enseignement professionnel de l'agri- culture.....	188,253 35	192,920 01		
	10	Conservatoire et écoles des arts et mé- tiers.....	4,666 67			
1 ^{re} SECTION. — Service ordinaire.						
	1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	4,166 67			
	2	Personnel du corps des ponts et chaussées....	83,420 83			
	20	Personnel des édifices pu- blics et des palais natio- naux.....	9,250 00			

MINISTÈRES et services.	CHAPITRES.	CHAPITRES LÉGISLATIFS.	MONTANT DES CRÉDITS	
			par chapitre.	par ministère.
			fr. c.	fr. c.
Travaux publics.	11	Subvention à la caisse des retraites.....	272,254 17	
	13	Navigation intérieure. (Ri- vières.).....		
	19 bis.	Entretien des bâtiments civils et édifices publics d'intérêt général.....		
	19 ter.	Constructions et grosses ré- parations des bâtiments civils et des palais natio- naux.....		1,027,254 17
		2 ^e SECTION. — Travaux extraordinaires.		
	6	Ports maritimes.....		
Guerre.	8	Etablissements de grandes lignes de chemins de fer.	755,000 00	
		1 ^{re} SECTION. — Service ordinaires.		
	9	Solde et entretien des troupes.....	211,120 00	
	10	Habillement et campement.....	19,710 00	
	11	Lits militaires.....	25,500 00	348,720 00
	15	Fourrages.....	72,390 00	
Marine.	19	Subvention aux fonds de retraite des employés.....	20,000 00	
	5	Subvention à divers établissements colo- niaux.....	44,200 00	
	6	Dépenses générales des établissements français de l'Océanie.....	10,000 00	54,200 00
		TOTAL des crédits demandés pour les services généraux.		2,412,158 09

ÉTAT B.

MINISTÈRES et services.	CHAPITRES.	CHAPITRES LÉGISLATIFS.	MONTANT DES CRÉDITS	
			par chapitre.	par ministère.
			fr. c.	fr. c.
Justice. — Imprimerie nationale.		SERVICES SPÉCIAUX.		
	1	Personnel.....	833 34	833 34
Services généraux.		RÉCAPITULATION.		
		Dépenses ordinaires.....	1,657,158 09	2,412,158 09
Services spéciaux.....		Travaux extraordinaires.....	755,000 00	833 34
		TOTAL GÉNÉRAL.....		2,412,991 43

Le Président et les Secrétaires de l'Assemblée nationale,

Signé BENOIST D'AZY, vice-président; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE,
PEUPIN, CHAPOY, BÉRARD.

N° 2328. — *Lois relatives à des Impositions extraordinaires et à des Emprunts pour les Départements des Ardennes, de la Manche, de la Haute-Marne et des Deux-Sèvres.*

Du 27 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LES LOIS dont la teneur suit :

PREMIÈRE LOI. (Ardennes.)

ARTICLE UNIQUE. Le département des Ardennes est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1849, à s'imposer extraordinairement pendant trois ans, à partir de 1851, un centime additionnel au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté aux dépenses du service de l'instruction primaire.

DEUXIÈME LOI. (Ardennes.)

ARTICLE UNIQUE. Le département des Ardennes est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1849, à s'imposer extraordinairement, pendant trois ans, à partir de 1851, six centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera appliqué aux travaux neufs et d'amélioration des routes départementales actuellement classées.

TROISIÈME LOI. (Manche.)

ART. 1^{er}. Le département de la Manche est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1849, à emprunter avec publicité et concurrence, ou au besoin de gré à gré, et à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de trois cent mille francs (300,000^f), qui sera appliquée aux travaux des chemins vicinaux de grande communication classés.

2. Le département de la Manche est également autorisé à s'imposer extraordinairement pendant huit ans, à partir de 1851, un centime additionnel au principal des quatre contributions directes, et un dixième de centime en 1859, dont le produit sera affecté au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt autorisé par l'article ci-dessus, et, pour le surplus, aux travaux des mêmes chemins.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes spéciaux dont les lois de finances autoriseront annuellement l'assiette, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

QUATRIÈME LOI. (Manche.)

ART. 1^{er}. Le département de la Manche est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa dernière session, à emprunter avec publicité et concurrence, ou, au besoin, de gré à gré, et à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de deux cent soixante et dix-neuf mille francs (279,000^f), qui sera appliquée au paiement des dettes départementales désignées par le conseil général.

2. Le département de la Manche est également autorisé à s'imposer extraordinairement pendant six ans, à partir de 1851, un centime additionnel au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera appliqué au remboursement de l'emprunt autorisé par l'article ci-dessus. Le service des intérêts sera assuré au moyen de prélèvements opérés sur les centimes facultatifs.

CINQUIÈME LOI. (Haute-Marne.)

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Haute-Marne est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite dans sa session de 1849, à appliquer aux travaux neufs et d'entretien de ses routes départementales actuellement classées, les fonds restés sans emploi sur le produit des impositions extraordinaires recouvrées en vertu des lois des 9 août 1847 et 23 mai 1848.

SIXIÈME LOI. (Deux-Sèvres.)

ARTICLE UNIQUE. Le département des Deux-Sèvres est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1849, à s'imposer extraordinairement pendant neuf ans, à partir de 1851, dix centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera appliqué, jusqu'à concurrence de un million trois cent vingt-sept mille francs (1,327,000^f), à la construction des chemins vicinaux de grande communication, et le surplus aux dépenses

départementales énumérées dans la délibération du conseil général en date du 5 septembre 1849.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉRARD.

Les présentes lois seront promulguées et scellées du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2329. — *Lors qui autorisent les départements de l'Aube et de l'Oise à s'imposer extraordinairement, et la ville de Beaune à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Da 29 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LES LOIS dont la teneur suit :

PREMIÈRE LOI. (Aube.)

ART. 1^{er}. Le département de l'Aube est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa dernière session, à s'imposer extraordinairement, pendant trois ans, à partir de 1851, deux centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté aux travaux neufs et de grosses réparations de divers bâtiments départementaux désignés par le conseil général.

2. Le département de l'Aube est également autorisé à appliquer aux travaux de ces mêmes édifices la somme de vingt et un mille six cent soixante-trois francs quatre-vingt-seize centimes (21,663^f 96^c), produit de l'imposition extraordinaire perçue en vertu de la loi du 31 octobre 1848, et restée sans emploi en 1849.

DEUXIÈME LOI. (Oise.) :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Oise est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite dans sa session de 1849, à s'imposer extraordinairement, pendant

sept ans, à partir de 1851, huit centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté, jusqu'à concurrence de trois cent quarante mille francs (340,000^f), aux travaux d'achèvement des routes départementales actuellement classées, et, pour le surplus, aux travaux des chemins vicinaux de grande communication.

TROISIÈME LOI. (Beaune.)

ARTICLE UNIQUE. La ville de Beaune (Côte-d'Or) est autorisée,

1° A emprunter, à un intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de quarante mille francs, remboursable en dix ans, à partir de 1850, et destinée à couvrir le déficit du budget de 1849;

2° A s'imposer extraordinairement pendant trois ans, à partir de 1851, quatre centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, pour concourir avec ses ressources ordinaires à l'amortissement de l'emprunt.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUFIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉRARD.

Les présentes lois seront promulguées et scellées du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2330. — *Loi relative à un changement de Circonscription territoriale.*

Du 29 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit:

ART. 1^{er}. Les terrains compris, d'une part, entre un liséré vert et un liséré jaune; d'autre part, entre un liséré rose et un liséré vert, sur le plan annexé à la présente loi, sont distraits, le premier, de la commune de Rueil, département de Seine-et-

Oise; le second, de la commune de Nanterre, département de la Seine, et sont réunis à la commune de Suresnes, canton de Courbevoie, arrondissement de Saint-Denis, département de la Seine.

2. La limite entre le département de la Seine et celui de Seine-et-Oise est fixée dans la direction du liséré vert A, B, C, D.

La limite entre la commune de Suresnes et celles de Rueil et de Nanterre est fixée suivant le même liséré vert A, B, C, D, se prolongeant jusqu'aux points E et F.

3. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions des distractions prononcées seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret du Président de la République.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIE,
CHAPOT, BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2331. — *Lois qui autorisent la ville de Bayonne à contracter un Emprunt, et les départements des Pyrénées-Orientales et de la Seine à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LES LOIS dont la teneur suit :

PREMIÈRE LOI. (Ville de Bayonne.)

ARTICLE UNIQUE. La ville de Bayonne (Basses-Pyrénées) est autorisée à emprunter, à un intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de soixante mille francs remboursable en six ans, à partir de 1855, sur ses revenus ordinaires, et destinée au paiement des dépenses de construction d'une école primaire et d'une salle d'asile.

DEUXIÈME LOI. (Pyrénées-Orientales.)

ARTICLE UNIQUE. Le département des Pyrénées-Orientales est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1849, à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans, à partir de 1851, sept centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera appliqué aux travaux des routes départementales actuellement classées.

TROISIÈME LOI. (Seine.)

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Seine est autorisé, conformément à la demande que la commission départementale en a faite dans sa session du mois de décembre 1849, à s'imposer extraordinairement, pendant six ans, à partir de 1851, trois centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté au remboursement de la somme de un million avancée sur les fonds du palais de justice, et, pour le surplus, aux travaux d'amélioration des routes départementales.

La loi du 23 septembre 1848 est abrogée.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 30 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé BENOIST D'AZY, vice-président; ARNAUD (de l'Ariège),
LACAZE, PEUPIN, CHAPOT, BÉRARD.

Les présentes lois seront promulguées et scellées du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2332. — Loi qui autorise la ville de Lorient à contracter un Emprunt.

Du 1^{er} Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Lorient (Morbihan) est autorisée, à emprunter, à un intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de cinquante mille francs (50,000^f), remboursable en dix ans sur ses revenus ordinaires, et destinée à

concourir au paiement des frais de construction d'une église à Kentrech.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 1^{er} Août 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2333. — *Loi relative à un changement de Circonscription territoriale.*

Du 1^{er} Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le terrain compris entre un liséré rose et un liséré jaune sur le plan annexé à la présente loi est distrait de la commune d'Asquins, canton de Vezelay, arrondissement d'Avallon, département de l'Yonne, et réuni à la commune de Saint-Père, même canton.

En conséquence, la limite entre les communes de Saint-Père et d'Asquins est fixée suivant le liséré jaune coté FB'B audit plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret du Président de la République.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 1^{er} Août 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN, CHAPOT,
BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2334. — *DÉCRET qui prescrit le transfert du Lazaret et de l'Intendance de Marseille aux îles du Frioul.*

Du 24 Juillet 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce ;

Considérant que, les modifications profondes introduites depuis la loi du 3 mars 1822 dans le régime des quarantaines, tout en garantissant la santé publique, ont eu pour résultat de simplifier le service de l'intendance de Marseille ;

Considérant que, par suite des améliorations apportées dans ce service, les terrains et bâtiments consacrés à l'intendance et au lazaret sont hors de toute proportion avec les besoins réels,

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. Le ministre de l'agriculture et du commerce prendra les dispositions nécessaires, d'accord avec les autorités locales, pour opérer, dans le plus bref délai possible, le transfert du lazaret et de l'intendance de Marseille aux îles du Frioul.

Fait à l'Élysée-National, le 24 Juillet 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé DUMAS.

N° 2335. — *DÉCRET portant que les Provenances des pays où règne le Choléra pourront être soumises, dans les ports de la Méditerranée, à une Quarantaine d'observation de trois à cinq jours.*

Du 24 Juillet 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce ;

Vu la loi du 3 mars 1822, sur la police sanitaire ;

Le comité d'hygiène entendu ,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les provenances des pays où règne le choléra pourront être soumises, dans les ports de la Méditerranée, à une quarantaine d'observation de trois jours au moins et de cinq jours au plus.

2. Si, pendant la durée de la quarantaine, il ne s'est manifesté aucun cas de choléra, les provenances seront admises en libre pratique.

Dans le cas contraire, la quarantaine d'observation pourra, par décision de l'intendance sanitaire, être prolongée de cinq jours, à partir de l'invasion du choléra chez le dernier malade.

3. Le ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 24 Juillet 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé DUMAS.

N° 2336. — *DÉCRET* portant convocation des Conseils généraux et des Conseils d'arrondissement.

Du 30 Juillet 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, »

Sur la proposition du ministre de l'intérieur ;

Vu les lois du 22 juin 1833 et du 10 mai 1838, et le décret du 3 juillet 1848 ;

Vu le décret du 28 juin dernier (1), qui a convoqué les conseils d'arrondissement pour la première partie de leur session,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La session des conseils généraux, pour la présente année, s'ouvrira le 26 août prochain, et sera close le 10 septembre suivant, dans tous les départements de la République, à l'exception du département de la Seine.

La session du conseil général de la Seine commencera le 25 octobre, et sera close le 10 novembre suivant.

2. Les conseils d'arrondissement se réuniront le 16 septembre pour la seconde partie de leur session, dont la durée est fixée à cinq jours.

La session des conseils d'arrondissement de la Seine aura lieu du 16 au 21 novembre.

3. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, à l'Élysée-National, le 30 Juillet 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé J. BAROCHE.

(1) Bull. 281, n° 2255.

N° 2337. — *DÉCRET relatif à la Taxe postale des Journaux et autres Imprimés échangés entre la France et les Pays étrangers.*

Du 31 Juillet 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi du 16 juillet 1850;

Vu les conventions de poste qui règlent l'échange des journaux et autres imprimés entre la France et les pays étrangers;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les journaux et écrits, imprimés en France et adressés à l'étranger, qui auront payé les droits de timbre voulus par les articles 12 et 13 de la loi du 16 juillet 1850, et qui seront remis à la poste par les éditeurs, dans les délais fixés par l'article 17 de ladite loi, n'auront à payer que le supplément de prix nécessaire pour combler la différence qui pourra exister entre le montant de ces droits et le montant de la taxe d'affranchissement exigible d'après les tarifs actuellement en vigueur.

2. Les imprimés non périodiques publiés à l'étranger, et adressés en France par la voie de la poste, n'auront à payer aucun droit de timbre en sus de la taxe postale.

Afin que les imprimés de cette catégorie qui auront payé ladite taxe puissent circuler légalement dans l'intérieur, l'administration des postes les fera frapper d'un timbre à date portant, à l'encre rouge, le nom du bureau de poste par lequel ils seront entrés sur le territoire français.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 31 Juillet 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Par le Président de la République : le *Ministre des finances,*

Signé ACHILLE FOULP.

N° 2338. — *DÉCRET qui autorise la fondation, à Montigny-le-Gannelon (Euro-et-Loir), d'un Établissement de Sœurs de la Providence.*

Du 1^{er} Août 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes ;

Vu la demande de la congrégation des sœurs de la Providence existant à Ruillé-sur-Loir, en autorisation de former à Montigny-le-Gannelon un établissement de son ordre;

Vu les statuts de cette congrégation;

Vu l'ordonnance du 1^{er} novembre 1826 (1), qui les a approuvés, et celle du 31 août 1828 (2), qui les a modifiés dans l'une de leurs dispositions;

Vu l'ordonnance du 19 novembre 1826 (3), qui a autorisé cette congrégation à Ruillé-sur-Loir;

Vu les délibérations prises, les 21 septembre, 8 et 16 novembre 1849, par le conseil d'administration de ladite congrégation, le conseil municipal et le bureau de bienfaisance de Montigny-le-Gannelon, à l'effet d'obtenir l'approbation de la donation d'une maison avec dépendances, située dans cette commune, et de huit cents francs de rentes sur l'État, ladite donation faite à la congrégation précitée par M. et M^{me} de Lévis de Mirepoix, à la charge d'entretenir deux sœurs qui seront tenues d'instruire gratuitement les filles pauvres et de donner des soins et distribuer des secours aux malades indigents de Montigny-le-Gannelon;

Vu l'acte notarié portant donation, en date du 16 mai 1849;

Vu les certificats de vie des donateurs, en date du 4 août suivant;

Vu le procès-verbal d'expertise portant à douze mille francs la valeur de la maison donnée;

Vu l'état estimatif annexé à l'acte de donation, et d'après lequel la valeur du mobilier compris dans la libéralité s'élève à deux mille quatre cent trente et un francs soixante et quinze centimes;

Vu le procès-verbal d'enquête qui a eu lieu à Montigny-le-Gannelon, depuis le 4 jusqu'au 18 novembre 1849, sur les avantages et les inconvénients de la formation dans cette commune d'un établissement de sœurs de la Providence;

Vu, sur le même objet, l'avis du conseil municipal de cette commune résultant de sa délibération précitée du 21 juillet 1849;

Vu les budgets de la commune et du bureau de bienfaisance de Montigny-le-Gannelon, et celui de la congrégation des sœurs de la Providence, vérifié et certifié, le 5 octobre 1849, par le préfet de la Sarthe;

Vu les avis des évêques du Mans et de Chartres, et ceux des préfets de la Sarthe et d'Eure-et-Loir, en date des 29 septembre, 15 octobre, 11 et 14 décembre 1849;

Vu l'avis du conseil de l'Université, du 15 mars 1850;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, en date du 7 juin 1850;

Vu les lois des 2 janvier 1817, 24 mai 1825 et 18 juillet 1837;

(1) VIII^e série, Bull. 125, n° 4156.

(2) VIII^e série, Bull. 251, n° 9141.

(3) VIII^e série, Bull. 128, n° 4364.

Vu la loi du 15 mars 1850 sur l'enseignement;

Vu les ordonnances des 2 janvier 1817 et 14 janvier 1831;

Le Conseil d'état (section d'administration) entendu,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Providence existant à Ruillé-sur-Loir (Sarthe), en vertu de l'ordonnance du 19 novembre 1826, est autorisée à former, à Montigny-le-Gannelon (Eure-et-Loir), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres dudit établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par ordonnances des 1^{er} novembre 1826 et 31 août 1828.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Providence de Ruillé-sur-Loir (Sarthe), le maire de Montigny-le-Gannelon (Eure-et-Loir) et le bureau de bienfaisance de cette commune, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, la donation d'une maison avec dépendances, située à Montigny-le-Gannelon et estimée douze mille francs, du mobilier qu'elle renferme, évalué à deux mille quatre cent trente et un francs soixante et quinze centimes, et de huit cents francs de rentes cinq pour cent sur l'État, à prendre, savoir : pour quatre cents francs, dans une inscription immatriculée au nom du donateur sous le n° 93,047, série troisième, et pour les quatre cents francs restants, dans une inscription immatriculée au nom de la donatrice sous le n° 88,732, série troisième; la-dite donation faite à la congrégation précitée par M. *Athanase-Gustave-Charles-Marie de Lévis de Mirepoix*, et la dame *Charlotte-Adélaïde de Montmorency-Laval*, son épouse, suivant acte notarié du 16 mai 1849, aux clauses et conditions y énoncées, et notamment à la charge d'entretenir, dans la commune de Montigny-le-Gannelon, deux sœurs qui seront tenues d'instruire gratuitement les filles pauvres, de visiter et soigner gratuitement à domicile les malades indigents de cette commune, et de fournir aux malades pauvres des secours jusqu'à concurrence d'une somme de cent francs par année.

3. Les ministres de l'instruction publique et des cultes, et de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 1^{er} Août 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.
Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,
Signé E. DE PARIEU.

N° 2339. — *DÉCRET qui charge M. Baroche de l'Intérim du Ministère de la Justice, pendant l'absence de M. Rouher.*

Du 6 Août 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Baroche*, ministre de l'intérieur, est chargé, par intérim, des fonctions de ministre de la justice, pendant l'absence de *M. Rouher*.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 6 Août 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.



Certifié conforme :

Paris, le 9^e Août 1850.

Le Ministre de l'Intérieur, chargé de l'intérim du ministère de la Justice,

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 300.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
Liberté, Égalité, Fraternité.
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2340. — *Loi portant fixation du Budget des Dépenses de l'exercice 1851.*

Du 29 Juillet 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit:

ART. 1^{er}. Des crédits sont ouverts jusqu'à concurrence d'un milliard trois cent soixante-sept millions deux cent quarante-deux mille cinq cent neuf francs (1,367,242,509^f), pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1851, conformément à l'état A ci-annexé.

2. Des crédits sont ouverts jusqu'à concurrence de soixante-sept millions trois cent quatre-vingt-onze mille cinq cent trente-huit francs (67,391,538^f) pour les travaux extraordinaires de l'exercice 1851, conformément au même état A ci-annexé.

3. Les dépenses des services spéciaux portés pour ordre au budget de l'État et les recettes des mêmes services sont fixées à la somme de vingt et un millions vingt-sept mille trois cent quatre-vingt-douze francs (21,027,392^f) pour l'exercice 1851, conformément au tableau B ci-annexé.

4. Les dépenses du service départemental et les ressources spécialement attribuées à ce service par la loi du 10 mai 1838 sont évaluées à la somme de cent quatre millions, trente-neuf

mille trois cent trente francs (104,039,330^f), pour l'exercice 1851, et leur affectation par section spéciale est et demeure déterminée conformément au tableau C ci-annexé.

5. Les dépenses du service colonial et les ressources attribuées audit service sont évaluées à la somme de dix-sept millions, neuf cent deux mille six cents francs (17,902,600^f), pour l'exercice 1851, et leur affectation est et demeure déterminée conformément au tableau D ci-annexé.

6. L'effectif à entretenir en Algérie au delà duquel il y aura lieu à l'application du deuxième paragraphe de l'article 4 de la loi des finances du 11 juin 1842 est fixé, pour l'année 1851, à soixante et quinze mille hommes et seize mille quatre cent vingt-huit chevaux.

7. Il sera rendu un compte spécial et distinct de l'emploi des crédits ouverts à chacun des paragraphes des chapitres 22, 26 et 37 du budget du ministère de la guerre pour travaux extraordinaires civils et militaires à exécuter en 1851 sur divers points de l'Algérie; ces crédits ne pourront recevoir aucune autre affectation.

8. Il est ouvert au ministre de la guerre un crédit d'un million cinq cent mille francs (1,500,000^f) pour l'inscription, au trésor public, des pensions militaires à liquider dans le courant de l'année 1851.

9. Pourront seuls, en 1851, donner ouverture, par décrets du Président de la République, à des crédits supplémentaires, pour insuffisance d'allocations dûment justifiée, et en cas de prorogation de l'Assemblée nationale, les services dont la nomenclature suit :

NOMENCLATURE DES SERVICES VOTÉS POUR 1851.

Ministère de la justice.

Frais de justice criminelle.

Ministère des affaires étrangères.

1° Frais d'établissement des agents politiques et consulaires;

2° Frais de voyage et de courriers.

Ministère de l'instruction publique et des cultes.

- 1° Traitements éventuels des professeurs des facultés;
- 2° Frais de concours dans les facultés et pour l'agrégation des collèges;
- 3° Prix de l'institut et de l'académie nationale de médecine;
- 4° Indemnités pour frais d'établissement des évêques, des archevêques et des cardinaux;
- 5° Frais de bulle et d'informations;
- 6° Traitement du clergé paroissial;
- 7° Traitement des ministres des cultes non catholiques.

Ministère de l'intérieur.

- 1° Dépenses ordinaires du service intérieur des maisons centrales de force et de correction;
- 2° Remboursement sur le produit du travail des condamnés détenus dans les maisons centrales de force et de correction;
- 3° Transfert des condamnés aux bagnes et aux maisons centrales de force et de correction;
- 4° Dépenses départementales.

Ministère de l'agriculture et du commerce.

- 1° Encouragements aux pêches maritimes;
- 2° Frais relatifs à la mise en vente des eaux thermales;
- 3° Frais relatifs à la publication des brevets d'invention;
- 4° Achats de fourrage pour les animaux reçus dans les hôpitaux des écoles vétérinaires et pour les haras et dépôts d'étalons.

Ministère des travaux publics.

- 1° Frais de police et de surveillance sur les chemins de fer;
- 2° Frais d'entretien et d'exploitation des lignes de chemins de fer.

Ministère de la guerre.

- 1° Frais de procédure des conseils de guerre et de révision;

- 2° Achats de grains et de rations toutes manutentionnées ;
- 3° Achats de liquides ;
- 4° Achats de combustibles ;
- 5° Achats de fourrages pour les chevaux de troupe et de gendarmerie (troupes françaises et services militaires indigènes) ;
- 6° Dépenses de transport d'armes, de munitions, d'effe d'hôpitaux et de couchage ;
- 7° Solde de non activité et solde de réforme, créées par loi du 19 mai 1834 ;
- 8° Dépenses d'exploitation et de fabrication du service de poudres et salpêtres, et ventes de poudres par les entrepreneurs en Algérie ;
- 9° Frais de bourses et dépenses de premier équipement pour les élèves des écoles militaires.

Ministère de la marine et des colonies.

- 1° Achats de vivres ;
- 2° Justice maritime ;
- 3° Affrètements ;
- 4° Frais de bourses et de premier équipement pour les élèves de l'école navale.

Ministère des finances.

- 1° Dette publique (dette perpétuelle et amortissement) ;
- 2° Intérêts, primes et amortissements des emprunts pour ponts et canaux ;
- 3° Intérêts de la dette flottante ;
- 4° Intérêts des cautionnements ;
- 5° Dette viagère ;
- 6° Pensions (chapitres XII, XIII, XIV, XV et XVI) ;
- 7° Frais judiciaires de poursuites et d'instances, et condamnations prononcées contre le trésor public ;
- 8° Frais de trésorerie ;
- 9° Frais de service des receveurs généraux et particuliers des finances ;

10° Frais de perception, dans les départements, des contributions directes et des taxes perçues en vertu des rôles;

11° Remises pour la perception, dans les départements, des droits d'enregistrement;

12° Contributions des bâtiments et des domaines de l'État et des biens séquestrés;

13° Frais d'estimation, d'affiche et de vente de mobilier et le domaines de l'État;

14° Dépenses relatives aux épaves, déshérences et biens vacants;

15° Achat de papiers pour passe-ports et permis de chasse;

16° Achat de papier à timbrer, frais d'emballage et de transport;

17° Travaux d'abatage et de façonnage des coupes de bois à exploiter par économie;

18° Portion contributive de l'État dans la réparation des chemins vicinaux;

19° Frais d'adjudication des produits des forêts et des droits de chasse et de pêche;

20° Avances recouvrables et frais judiciaires;

21° Remises pour la perception des contributions indirectes dans les départements;

22° Achat de papier filigrané pour les cartes à jouer;

23° Contribution foncière des bacs, canaux et francs-bords;

24° Service des poudres à feu;

25° Dépenses des manufactures de tabac (gages, salaires et fournitures diverses);

26° Primes pour saisies de tabacs et arrestations de colporteurs;

27° Achat de lettres venant de l'étranger;

28° Service des dépêches par les chemins de fer;

29° Réparation des paquebots employés au transport des dépêches;

30° Frais d'hôpitaux et de quarantaine (paquebots de la Méditerranée);

31° Frais de pilotage et d'assistance des paquebots;

32° Frais de justice, de poursuite, d'arrestation des marins des paquebots des postes absents sans congés; — pertes et avaries;

33° Transport des dépêches par entreprise;

34° Remboursements, restitutions, non-valeurs, primes et escomptes.

10. Les dispositions de l'article 17 de la loi du 10 mai 1838, en ce qui concerne la portion du fonds commun distribuée à titre de secours, afin de compléter les moyens de pourvoir aux dépenses pour constructions neuves, ne recevront pas leur application pour les budgets départementaux de 1851.

11. La maison d'éducation pour les filles des membres de la Légion d'honneur, établie à Paris, rue Barbette, sera transférée au château d'Écouen, qui appartient à la Légion d'honneur.

12. Les bâtiments et dépendances de l'établissement de la rue Barbette seront vendus avec publicité et concurrence dans les formes prescrites par les lois existantes pour l'adjudication et le mode de paiement des domaines appartenant à l'État.

13. Le montant de l'adjudication sera versé dans la caisse de la Légion d'honneur.

14. Un crédit de cent quatre-vingt-quinze mille cinq cent deux francs cinquante centimes (195,502^f 50^c) est ouvert pour subvenir aux travaux d'appropriation du château d'Écouen au service d'une maison d'éducation pour les filles de la Légion d'honneur, suivant les plans et devis produits et déposés aux archives de l'Assemblée nationale.

15. Il sera pourvu aux dépenses ordonnées par le précédent article, au moyen du produit de la vente des bâtiments et dépendances de la maison de la rue Barbette, et subsidiairement, tant que les paiements ne seront pas effectués, au moyen des avances que la caisse des dépôts et consignations est autorisée à faire à la Légion d'honneur.

16. Toute première demande de fonds destinés à des constructions d'édifices, de routes, ponts, canaux et autres grands travaux publics, sera accompagnée de devis, plans ou autres projets faisant connaître l'application des fonds demandés et l'étendue de la dépense.

B. n° 300.

(223)

Les documents remis à l'appui de la demande de crédits seront déposés aux archives de l'Assemblée législative.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 Juillet 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN, ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

Budget général des Dépenses de l'exercice 1851.

ÉTAT A.

CHAPITRES spéciaux.		MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits accordés.	
1^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.					
1° DETTE CONSOLIDÉE ET AMORTISSEMENT.					
1	Rentes 5 p. o/o.....	187,188,597			
2	Rentes 4 1/2 p. o/o.....	895,301			
3	Rentes 4 p. o/o.....	2,371,911			
4	Rentes 3 p. o/o.....	52,554,830			
5	Fonds d'amortissement, Dotation annuelle.....	64 818,825			
TOTAL pour la dette consolidée et l'amortissement...				307,839,465	
2° EMPRUNTS SPÉCIAUX POUR CANAUX ET TRAVAUX DIVERS.					
6	Intérêts et primes des emprunts à rembourser par le trésor.....	5,298,619			
7	Amortissement des emprunts à rembourser par le trésor.....	3,661,681			
TOTAL pour les emprunts spéciaux...				8,960,300	
3° INTÉRÊTS DE CAPITAUX REMBOURSABLES À DIVERS TITRES.					
8	Intérêts de capitaux de cautionnements.....	7,000,000			
9	Intérêts de la dette flottante du Trésor.....	22,000,000			
TOTAL pour les intérêts de capitaux remboursables à divers titres..				29,000,000	
4° DETTE VIAGÈRE.					
10	Douaire de M ^{me} la duchesse d'Orléans.....	300,000			
11	Rentes viagères.....	1,800,000			
12	Pensions de l'ancienne pairie.....	363,000			
13	Pensions civiles. (Décret du 13 septembre 1806.).....	1,400,000			
14	Pensions à titre de récompense nationale.....	208,000			
15	Pensions militaires.....	38,000,000			
16	Pensions ecclésiastiques.....	338,000			
17	Pensions de donataires déposés.....	1,171,000			
18	Pensions accordées sur la caisse de vétérance de l'ancienne liste civile. (Loi du 29 juin 1835.).....	600,000			
19	Pensions et indemnités accordées à des employés réformés de divers ministères.	783,000			
20	Subvention à la caisse des retraites des employés de l'ancienne chambre des pairs. (Décret du 23 octobre 1848.).....	50,000			
21	Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile.....	300,000			
TOTAL pour la dette viagère.....				45,365,000	

MINISTÈRES ET SERVICES.

MONTANT
des crédits
accordés.RÉCAPITULATION DE LA I^{re} PARTIE.

DETTE PUBLIQUE.

1 ^{re} Dette consolidée et amortissement.....	307,829,460
2 ^{re} Emprunts spéciaux pour canaux et travaux divers.....	8,960,300
3 ^{re} Intérêts de capitaux remboursables à divers titres.....	29,000,000
4 ^{re} Dette viagère.....	45,365,000
TOTAL de la I^{re} Partie.....	391,154,760

II^e PARTIE. — DOTATIONS.

Assemblée nationale.....	7,744,620
Pouvoir exécutif. { Traitement de M. le Président de la République..... 600,000	1,248,000
{ Frais de représentation..... 600,000	
{ Traitement de M. le Vice-Président de la République..... 48,000	
TOTAL de la II^e Partie.....	8,992,620

III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

Administration centrale.

Administration centrale. (Personnel.).....	391,600	479,600
Administration centrale. (Matériel.).....	88,000	

Tribunal des conflits.

Traitement du greffier, dépenses et menues dépenses du tribunal.....	6,000
--	-------

Conseil d'État.

Conseil d'État. (Personnel.).....	823,100	878,100
Conseil d'État. (Matériel.).....	40,000	
Frais extraordinaires de copies et d'impressions.....	15,000	

Cours et Tribunaux.

Cour de cassation.....	793,800	20,798,645
Cours d'appel.....	5,233,900	
Cours d'assises.....	154,400	
Tribunaux de première instance.....	7,697,295	
Tribunaux de commerce.....	180,700	
Tribunaux de police.....	62,900	
Justices de paix.....	6,047,800	
Service de la justice en Algérie.....	627,850	

Frais de justice.

Frais de justice criminelle et des statistiques.....	4,354,000
--	-----------

Dépenses diverses. — Secours temporaires à d'anciens magistrats et employés de l'administration centrale, à leurs veuves et orphelins n'ayant pas droit à pension; dépenses extraordinaires et imprévues, indemnité au Journal des Savants.....	55,000
---	--------

Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.
----------------------------------	----------

TOTAL pour le ministère de la justice.....	26,571,345
---	-------------------

MINISTÈRES ET SERVICES.

MONTANT
des crédits
accrédités.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Administration centrale.

1	Personnel.....	417,400 ^f	580,100
2	Matériel.....	143,000	

Traitements des agents du service extérieur.

3	Traitements des agents politiques et consulaires.....	3,660,800	3,735,800
4	Traitements des agents en inactivité.....	75,000	

Depenses variables.

5	Frais d'établissement.....	375,000	
6	Frais de voyages et de courriers.....	490,000	
7	Frais de service.....	990,000	
8	Présents diplomatiques.....	80,000	3,555,300
9	Indemnités et secours.....	52,500	
10	Depenses secrètes.....	310,000	
11	Missions extraordinaires.....	368,000	
12	Depenses imprévues.....	30,000	

13	Subvention à la caisse des retraites.....		224,519
----	---	--	---------

14	Depenses des exercices clos.....		Mémoire.
----	----------------------------------	--	----------

TOTAL pour le ministère des affaires étrangères.... 7,076,219

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES CULTES.

1^{re} PARTIE. — DÉPENSES DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Administration centrale.

1	Personnel.....	367,250	
1 bis.	Indemnité aux employés supprimés.....	11,100	
2	Matériel.....	86,000	
3	Membres de la section permanente du conseil supérieur de l'instruction publique et des inspecteurs.....	226,000	
4	Services généraux de l'instruction publique.....	104,000	
5	École normale supérieure.....	225,760	
6	Administration académique.....	810,100	
7	Facultés de théologie.....	115,660	
8	Facultés de droit.....	776,700	
9	Facultés de médecine.....	709,440	
10	Facultés des sciences.....	470,700	
11	Facultés des lettres.....	471,696	
12	Écoles supérieures de pharmacie.....	164,000	
13	Depenses communes à toutes les facultés. (Remises, accroissement des collections et bibliothèques.).....	71,100	
14	Instruction secondaire. (Frais généraux.).....	87,000	
15	Instruction secondaire. (Lycées et collèges communaux.).....	2,319,100	
16	Instruction primaire. (Inspection.).....	765,900	
17	Instruction primaire. (Dépenses imputables sur les fonds généraux du budget.).....	3,112,416	
18	Instruction primaire. (Dépenses imputables sur les fonds départementaux.).....	4,431,000	
19	Instruction primaire. (Dépenses imputables sur les ressources spéciales des écoles normales primaires.).....	555,000	

MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits accordés.
<i>Sciences et lettres.</i>		
20	Institut de France	570,300 ^f
21	Collège de France	180,000
22	Muséum d'histoire naturelle	469,780
23	Établissements astronomiques	121,740
24	Bibliothèque nationale. (Dépenses ordinaires. — Cours d'archéologie.)	289,000
25	Bibliothèque nationale. (Crédit extraordinaire. — Annuité.)	40,000
26	Bibliothèques publiques	213,900
27	Académie nationale de médecine	44,300
28	École des chartes	35,400
29	École spéciale des langues orientales vivantes, et cours d'arabe vulgaire à Mar- seille	55,800
30	Souscriptions	120,000
31	Encouragements et secours aux savants et gens de lettres	180,000
32	Sociétés savantes	35,000
33	Voyages et missions scientifiques. (École française d'Athènes. — Lectures pu- bliques du soir)	61,200
34	Recueil et publication de documents inédits de l'histoire nationale	120,000
35	Subvention aux caisses de retraite du ministère	70,000
36	Dépenses de l'instruction publique en Algérie	184,300
37	Subvention à la ville de Rennes pour construction d'un édifice destiné au service de l'instruction publique. (Loi du 20 février 1849.)	37,500
38	Dépenses des exercices clos	Mémoire.
TOTAL des dépenses de l'instruction publique		2,168,481
II ^e PARTIE. — DÉPENSES DES CULTES.		
1 ^{re} SECTION. — Serv. et ordinaire.		
<i>Administration centrale.</i>		
1	Personnel des bureaux des cultes	169,900 ^f
2	Matériel et dépenses diverses des bureaux des cultes	25,000
3	Subvention au fonds des retraites des employés des cultes	41,022
		235,922
<i>Culte catholique.</i>		
4	Traitements et dépenses concernant les cardinaux, archevêques et évêques	1,047,300
5	Traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial	32,558,50
6	Chapitre de Saint-Denis	69,000
7	Bourses des séminaires	1,000,000
8	Secours à des ecclésiastiques et à d'autres religieux	765,000
9	Dépense de service intérieur des évêchés diocésains	462,500
10	Entretien des édifices diocésains	60,000
11	Grands réparations des édifices diocésains	1,100,000
12	Secours pour acquisitions ou travaux concernant les églises et pres- bytères	1,000,000
13	Secours à divers établissements ecclésiastiques	100,000
14	Dépenses accidentelles	5,000
15	Restauration de la cathédrale de Paris. (Loi du 19 juillet 1845.)	"
		39,654,350
<i>Cultes non catholiques.</i>		
16	Dépenses du personnel des cultes protestants	1,169,550
17	Dépenses du matériel des cultes protestants	84,000
18	Frais d'administration du directeur général de la confession d'Augsbourg	16,000
19	Dépenses du culte israélite	148,100
		1,417,650

CHAPITRE spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits accordés.
19	Dépenses des cultes en Algérie.....	476,800 ^f	
20	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.	
		40,784,722	
	11 ^e SECTION. — Travaux extraordinaires.		
Uniq.	Travaux extraordinaires aux édifices diocésains, églises, temples et presbytères.....	250,000	
	TOTAL des dépenses des cultes.....	41,034,722	
	RÉCAPITULATION.		
	I ^{re} PARTIE. — Dépenses de l'instruction publique.....	21,682,481	
	II ^e PARTIE. — Dépenses des cultes. {	Service ordinaire..... 40,784,722 ^f	41,034,722
		Travaux extraordinaires... 250,000	
	TOTAL pour le ministère de l'instruction publique et des cultes.....	62,717,203	
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
	SERVICES IMPUTABLES SUR LES FONDS GÉNÉRAUX DU BUDGET.		
	Administration centrale.		
1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale..	689,900 ^f	
2	Matériel et dépenses diverses des bureaux.....	180,000	
3	Subvention à la caisse des retraites des employés de l'administration centrale.....	160,000	2,137,900
4	Archives nationales.....	108,000	
	Services divers.		
5	Dépenses secrètes ordinaires de police générale.....	832,000	
6	Dépenses du personnel des lignes télégraphiques.....	1,080,105	
7	Dépenses du matériel des lignes télégraphiques.....	134,055	
8	Dépenses générales du personnel des gardes nationales.....	112,000	2,234,160
9	Dépenses générales du matériel des gardes nationales.....	66,000	
10	Dépenses relatives à la surveillance de la librairie provenant de l'étranger et des contrefaçons.....	10,000	
	Beaux-Arts.		
11	Établissements des beaux-arts.....	454,500	
12	Musées nationaux. (Personnel.).....	168,700	
13	Musées nationaux. (Matériel.).....	141,700	
14	Ouvrages d'art et décoration d'édifices publics.....	900,000	
15	Acquisitions de tableaux et statucs pour le musée du Louvre.....	50,000	
16	Conservation d'anciens monuments historiques.....	715,000	
17	Encouragements aux beaux-arts et à l'art dramatique.....	75,000	
18	Souscriptions à divers ouvrages concernant les beaux-arts.....	136,000	4,352,600
19	Indemnités annuelles ou secours accordés à des artistes, auteurs dramatiques, compositeurs et à leurs veuves.....	137,700	
20	Subventions aux théâtres nationaux.....	1,334,000	
21	Subvention à la caisse des pensions de l'Opéra.....	200,000	
22	Subvention à la caisse des retraites du conservatoire de musique...	10,000	

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
	<i>Secours et subventions.</i>	
13	Secours aux établissements généraux de bienfaisance.....	599,560'
14	Secours généraux aux hospices, bureaux de charité et institutions de bienfaisance.....	300,000
15	Secours à des personnes dans l'indigence et qui ont des droits à la bienveillance du Gouvernement; frais de rapatriement de Français indigents, etc.....	677,000
16	Secours à divers titres.....	450,000
17	Subventions pour construction de ponts à péage sur des chemins vicinaux.....	400,000
18	Secours aux sociétés de charité maternelle.....	120,000
19	Secours aux étrangers réfugiés en France.....	1,200,000
	SERVICES DÉPARTEMENTAUX À LA CHARGE DES FONDs GÉNÉRAUX DU BUDGET.	
	<i>Administration départementale.</i>	
30	Traitements et indemnités aux fonctionnaires administratifs des départements.....	2,612,300
31	Traitements et indemnités aux commissaires de police.....	100,000
32	Abonnements pour frais d'administration des préfetures et sous-préfectures.....	5,086,000
33	Inspections administratives de services départementaux.....	111,000
	<i>Détention des condamnés.</i>	
34	Dépenses ordinaires des condamnés à plus d'un an de détention, renfermés dans les maisons centrales de force et de correction ou autres prisons; réparation des bâtiments, mobilier, etc.....	6,000,000'
35	Remboursement sur le produit du travail des condamnés détenus dans les maisons centrales de force et de correction.....	1,400,000
36	Transport des condamnés aux bagnes et aux maisons centrales de force et de correction; reprise d'évadés.....	400,000
37	Subvention à la caisse des retraites des employés du service des prisons.....	60,000
	<i>Matériel des cours d'appel.</i>	
38	Loyers, entretien et réparations de bâtiments, mobilier et menues dépenses des cours d'appel; frais d'occupation du palais de justice de Paris par la cour de cassation.....	400,000'
39	Travaux de construction au palais de la cour d'appel de Pau.....	150,000
40	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.
	TOTAL des dépenses imputables sur les fonds généraux du budget..	27,790,520
	SERVICE DÉPARTEMENTAL IMPUTABLE SUR RESSOURCES SPÉCIALES.	
	<i>Dépenses ordinaires.</i>	
41	Dépenses imputables sur le produit des centimes additionnels concédés aux départements (dix centimes quatre dixièmes).....	20,352,800
	Idem sur le produit du fonds commun à répartir par décret du Président de la République (sept centimes).....	13,699,000
	Idem sur les produits éventuels ordinaires.....	1,500,000

CHAPITRE spécial.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
	<i>Dépenses facultatives.</i>	
	Dépenses d'utilité départementale imputables sur le produit des centimes facultatifs votés par les conseils généraux (maximum : sept centimes six dixèmes dans quatre-vingt-cinq départements et quatorze centimes six dixèmes dans la Corse).....	fr.
42	Idem sur les produits éventuels facultatifs.....	14,886,530 ^f
	Idem sur subventions communales et particulières et autres produits destinés à des travaux d'utilité départementale.....	380,000
		18,066,530
	<i>Dépenses extraordinaires.</i>	
43	Dépenses imputables sur le produit des centimes additionnels extraordinaires imposés en vertu de lois spéciales.....	20,250,000
	Idem sur les fonds d'emprunts autorisés par des lois particulières..	4,000,000
		24,250,000
	<i>Dépenses spéciales.</i>	
44	Dépenses des chemins vicinaux imputables sur le produit des centimes additionnels spéciaux (maximum : cinq centimes).....	12,085,000
	Idem sur subventions communales et souscriptions particulières....	11,000,000
		23,085,000
	TOTAL des dépenses départementales imputables sur ressources spéciales.	98,783,330
	RÉCAPITULATION.	
	Dépenses imputables sur les fonds généraux du budget.....	27,790,400
	Dépenses départementales imputables sur ressources spéciales.....	98,783,330
	TOTAL pour le ministère de l'intérieur...	126,573,730
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.	
	<i>Service central.</i>	
1	Administration centrale. (Personnel).....	463,150 ^f
2	Administration centrale. (Matériel).....	100,000
3	Subvention à deux caisses de retraites.....	150,000
		713,150
	<i>Agriculture et haras.</i>	
4	Écoles vétérinaires.....	773,900
5	Enseignement professionnel de l'agriculture.....	2,499,260
6	Encouragements à l'agriculture.....	700,000
7	Haras, dépôts d'étalons, etc.....	1,556,400
8	Remontes des haras et encouragements à l'industrie particulière..	1,100,000
		6,629,560
	<i>Manufactures, commerce intérieur et extérieur.</i>	
9	Manufactures nationales de Savres, des Gobelins et de Beauvais..	635,086
10	Conservatoire et écoles des arts et métiers.....	1,151,000
11	Encouragements aux manufactures et au commerce, missions, etc.	273,000
12	Frais de surveillance des sociétés et agences tontinières.....	20,000
13	Encouragements aux pêches maritimes.....	4,000,000
14	Poids et mesures.....	719,000
		6,798,086
	<i>Établissements thermaux et service sanitaires.</i>	
15	Entretien des établissements thermaux.....	270,000
16	Subvention aux établissements particuliers d'eaux minérales....	37,500
17	Établissements et services sanitaires.....	240,000
		547,500

MINISTÈRES ET SERVICES.

MONTANT
des crédits
accordés.

Secours.

		fr.
18	Secours aux colons de Saint-Domingue, etc.....	735,000
19	Secours pour pertes matérielles et événements malheureux.....	1,957,000
20	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.
21	Dépenses des exercices primitifs.....	Mémoire.
22	Frais de surveillance des associations ouvrières.....	77,000
TOTAL pour le ministère de l'agriculture et du commerce.....		17,457,286

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.

1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	490,550
2	Matériel et dépenses diverses des bureaux de l'administration centrale.....	110,000
3	Personnel du corps des ponts et chaussées.....	3,426,045
4	Personnel des conducteurs embrigadés.....	3,640,000
5	Personnel du corps des mines, enseignement, écoles.....	545,000
6	Personnel des gardes mines.....	81,500
7	Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime et des inspecteurs de la navigation.....	140,000
8	Contrôle et surveillance des chemins de f. r.....	250,000
9	Conseil des bâtiments civils.....	31,000
10	Personnel des édifices publics et des palais nationaux.....	563,300
11	Frais de régie des palais nationaux et des édifices publics.....	75,000
12	Subvention à la caisse des retraites.....	335,417
13	Routes nationales et ponts. Travaux ordinaires.....	29,000,000
14	Navigaton intérieure. (Rivières.) Travaux ordinaires.....	5,575,000
15	Navigaton intérieure. (Canaux.) Travaux ordinaires.....	4,288,000
16	Ports maritimes, phares et fanaux. Travaux ordinaires.....	3,750,000
17	Dunes et semis, études d'irrigations et de dessèchements.....	500,000
18	Exploitation de grandes lignes de chemins de fer.....	7,050,000
19	Matériel des mines. (Services divers.).....	50,000
20	Entretien des palais nationaux.....	1,080,000
21	Entretien et réparations ordinaires des bâtiments civils et édifices d'intérêt général.....	530,000
22	Constructions et grosses réparations des palais nationaux et bâtiments civils.....	1,068,300
23	Frais généraux, secours, etc.....	35,000
24	Subventions aux compagnies pour travaux à exécuter par voie de concession de péage.....	350,000
25	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.
TOTAL de la 1 ^{re} Section.....		63,926,740

2^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.

1	Routes et ponts; achèvement des lacunes et rectifications.....	3,600,000
2	Nouvelles routes de la Corse.....	205,536
3	Construction de ponts.....	
4	Navigaton. (Rivières.).....	2,500,000
5	Navigaton. (Canaux.).....	2,900,000
6	Ports maritimes.....	8,000,000
7	Réparations de dommages causés par les inondations.....	300,000
8	Établissements des grandes lignes de fer.....	41,550,000
9	Gardiens d'intérêts et prêts aux compagnies concessionnaires de chemins de fer.....	
10	Solde d'une subvention accordée à la compagnie du chemin de fer de Saint-Etienne à Lyon pour la reconstruction du pont de la Mulatière. (Loi du 2 juillet 1843.).....	36,000
11	Isolément du Louvre et prolongement de la rue de Rivoli.....	3,200,000
12	Achèvement de la grande cour du Louvre et de ses quatre portiques; établissement de grilles d'enceinte.....	175,000
13	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire
TOTAL de la 2 ^e Section.....		59,476,536

MINISTÈRES ET SERVICES.

MONTANT
des crédits
accordés.

fr.

RÉCAPITULATION.

1 ^{re} SECTION. — Services ordinaires.....	63,916,255
2 ^e SECTION. — Travaux extraordinaires.....	59,176,536
TOTAL pour le ministère des travaux publics.....	123,402,786

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.

1	Administration centrale. (Personnel.).....	1,655,466
2	Administration centrale. (Matériel.).....	285,000
3	Frais généraux d'impressions.....	248,000
4	États-majors.....	14,395,134
5	Gendarmerie.....	14,921,654
6	Garde républicaine.....	2,502,786
7	Recrutement et réserve.....	490,000
8	Justice militaire.....	937,154
9	Solde et entretien des troupes.....	155,133,633
10	Habillement et campement.....	13,799,277
11	Lits militaires.....	5,774,874
12	Transports généraux.....	1,743,077
13	Remonte générale.....	4,837,302
14	Harnachement.....	581,177
15	Fourrages.....	16,665,566
16	Solde de non-activité et solde de réforme.....	478,514
17	Secours.....	1,217,000
18	Dépenses temporaires.....	302,600
19	Subvention aux fonds de retraite des employés.....	781,797
20	Dépôt général de la guerre.....	131,500
21	Matériel de l'artillerie. (Intérieur.).....	5,548,677
22	Matériel de l'artillerie. (Algérie.).....	316,300
23	Poudres et salpêtres. (Personnel.).....	545,882
24	Poudres et salpêtres. (Matériel.).....	3,508,622
25	Matériel du génie. (Intérieur.).....	7,630,000
26	Matériel du génie. (Algérie.).....	3,100,000
27	Écoles militaires.....	2,022,566
28	Invalides de la guerre.....	2,661,700
29	Gouvernement et administration générale de l'Algérie.....	734,162
30	Services militaires indigènes en Algérie.....	7,459,545
31	Service maritime en Algérie.....	532,000
32	Administration provinciale en Algérie.....	695,300
33	Services financiers en Algérie.....	1,253,815
34	Indemnités pour expropriation en Algérie, antérieures à 1845.....	400,000
35	Colonisation en Algérie.....	1,715,000
36	Colonies agricoles en Algérie.....	2,450,000
36 bis.	Établissements disciplinaires en Algérie.....	700,000
	Personnel des divers services.....	333,660
	Travaux ordinaires.....	525,000
	Dessechement et irrigations.....	250,000
	Routes et ponts.....	1,400,000
	Aqueducs, canaux et fontaines, et travaux de grande voirie.....	250,000
	Port d'Alger.....	1,800,000
	Ports secondaires, phares et fa- naux.....	400,000
	Bâtiments civils.....	420,000
	Travaux sur le territoire mixte et sur le territoire arabe.....	150,000

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits accorlés.
			fr.
38	Dépenses secrètes.....		150,00
39	Dépenses des exercices clos.....		Mémoire.
	TOTAL de la 1 ^{re} Section.....		303,814,628
	2 ^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.		
1	Matériel de l'artillerie. (Intérieur.).....	700,000	3,710,000
2	Matériel du génie. (Intérieur.).....	3,010,000	
	TOTAL pour le ministère de la guerre.....		307,524,628
	MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.		
	1 ^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.		
	SERVICE MARIN.		
	Service central.		
1	Administration centrale (Personnel.).....	728,900	868,500
2	Administration centrale. (Matériel.).....	139,600	
	Service général.		
3	Officiers militaires et civils.....	8,128,608	83,319,213
4	Maistrance, gardiennage et surveillance.....	1,855,973	
5	Solde et habillement des équipages et des troupes.....	23,707,249	
6	Hôpitaux.....	1,417,700	
7	Vivres.....	10,672,508	
8	Justice maritime.....	91,710	
9	Salaire d'ouvriers.....	10,510,000	
10	Approvisionnements généraux de la flotte.....	22,437,000	
11	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	1,731,000	
12	Poudres.....	318,381	
13	École navale en rade de Brest.....	74,000	
14	Affrètements et transports par mer.....	300,000	
15	Chicourmes.....	328,000	
16	Frais généraux d'impressions et achats de livres.....	378,000	
17	Frais de voyage, variations et dépenses diverses.....	1,249,084	
18	Dépenses temporaires.....	120,000	
	Service scientifique.		
19	Sciences et arts maritimes. (Personnel.).....		114,100
20	Sciences et arts maritimes. (Matériel.).....		290,000
21	Dépenses des exercices clos.....		Mémoire.
	TOTAL des dépenses du service marine.....		84,591,813
	SERVICE COLONIAL.		
1	Dépenses des services militaires aux colonies. (Personnel.).....	5,560,500	6,393,500
2	Dépenses des services militaires aux colonies. (Matériel.).....	833,000	
3	Dépenses des colonies régies par la loi du 25 juin 1841. (Martinique, Guadeloupe, Guyane française et île de la Réunion.).....	5,415,100	9,814,000
		4,399,900	
4	Subventions à divers établissements coloniaux.....		1,125,100
5	Dépenses générales des établissements français de l'Océanie.....		570,000
6	Dépenses des exercices clos.....		Mémoire.
	TOTAL des dépenses du service colonial.....		17,902,600

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits accordés.
			fr.
	2 ^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.		
1	Fort Boyard.....		"
2	Caserres dans les ports de Brest, Rochefort et Toulon.....		"
3	Établissements à créer à Castineau.....		80,000
4	Digue et arsenal de Cherbourg.....		2,575,000
5	Corrage et défense de la petite rade de Toulon.....		1,000,000
6	Amélioration de Port-Vendres.....		300,000
	TOTAL de la 2 ^e Section.....		3,955,000
	RÉCAPITULATION.		
	1 ^{re} SECTION. — Service ordinaire..	{ Service marine..... 84,591,813 ¹ Service colonial..... 17,901,600	102,494,413
	2 ^e SECTION. — Travaux extraordinaires.....		3,955,000
	TOTAL GÉNÉRAL.....		106,449,413
	MINISTÈRE DES FINANCES.		
	Compte des comptes.		
25	Personnel.....	959,100 ¹	1,015,700
26	Matériel.....	59,600	
	Administration centrale des finances.		
27	Personnel.....	5,016,800	
28	Matériel.....	618,000	5,927,460
29	Dépenses diverses.....	267,660	
29 bis.	Subvention aux caisses de retraites des administrations financières.....		11,455,000
	Monnaies et médailles. (Service des établissements monétaires.)		
30	Personnel.....	78,200 ¹	
31	Matériel.....	87,900	200,000
32	Dépenses diverses.....	33,900	
	Service de trésorerie.		
33	Frais de trésorerie.....	3,376,000	
34	Traitement et frais de service des receveurs généraux et particuliers des finances.....	4,761,000	9,197,000
35	Traitement et frais de service des payeurs dans les départements.....	1,060,000	
	TOTAL pour le service général du ministère des finances.....		28,060,160
36	Dépenses des exercices clos.....		Mémoire.
37	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....		265,000

MINISTÈRES ET SERVICES.

MONTANT
des crédits
accordés.RÉCAPITULATION DE LA III^e PARTIE.

SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

		fr.
Service ordinaire.	Ministère de la justice.....	26,571,317
	des affaires étrangères.....	7,076,215
	de l'instruction publique et des cultes.....	31,682,481
	de l'intérieur.....	40,784,722
	de l'agriculture et du commerce.....	62,467,203
	des travaux publics.....	126,543,657
	de la guerre.....	27,147,781
	de la marine.....	63,936,240
	des finances.....	303,874,628
	des finances.....	102,494,411
TOTAL pour le service ordinaire.....		28,030,160
Travaux extraordinaires.	Ministère des travaux publics.....	738,401,361
	de la guerre.....	59,178,532
	de la marine.....	3,710,000
	Service des cultes.....	3,955,000
TOTAL pour les travaux extraordinaires.....		250,000

IV^e PARTIE.FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION
DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.CONTRIBUTIONS DIRECTES, TAXES PERÇUES EN VERTU DE RÔLES
ET CADASTRE. (Service administratif des contributions directes
et autres taxes.)

33	Personnel.....	2,422,700 ^f	
39	Dépenses diverses.....	1,664,958	4,087,658 ^f
Cadastre.			
40	Frais d'arpentage et d'expertise.....	50,000 ^f	
	Dépenses imputables sur le produit des centimes facultatifs votés par les conseils généraux des départements.....	300,000	
	Frais de mutation cadastrale.....	700,000	
			5,137,658

Frais de perception des contributions directes et autres taxes.

43	Remise aux percepteurs, frais de distribution de premier avertissement, frais judiciaires et secours.....		11,163,972
----	---	--	------------

ENREGISTREMENT, DOMAINES ET TIMBRE. (Service administratif,
de perception et d'exploitation dans les départements.)

Enregistrement et Domaines.

43	Personnel.....	9,052,500 ^f	
44	Matériel.....	240,000	
45	Dépenses diverses.....	1,034,900	10,327,400 ^f
Timbre.			
46	Personnel.....	434,750	
47	Matériel et dépenses diverses.....	558,000	992,750

CHIFFRES spéciaux	MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits accordés.
			fr.
	FORÊTS. (Service administratif et de surveillance dans les départements.)		
48	Personnel	3,709,400	6,265,900
49	Matériel	1,797,000	
50	Dépenses diverses	669,500	
	DOUANES. (Service administratif et de perception dans les départements.)		
51	Personnel	23,153,400	25,856,300
52	Matériel	519,900	
53	Dépenses diverses	1,456,000	
54	Dépenses du service des douanes en Algérie	727,000	
	CONTRIBUTIONS INDIRECTES, POUDRES À FEU ET TABACS. (Service administratif, de perception et d'exploitation dans les départements.)		
	<i>Contributions indirectes.</i>		
55	Personnel	27,129,700 ^f	21,481,300 ^f
56	Matériel	449,300	
57	Dépenses diverses	2,960,300	
58	Avances recouvrables	900,000	
	<i>Poudres à feu.</i>		
59	Personnel	31,000	3,328,259
60	Matériel et dépenses diverses	3,297,259	
	<i>Tabacs.</i>		
61	Personnel	901,300	33,569,300
62	Matériel	6,437,000	
63	Achats et transports de tabacs	26,000,000	
64	Dépenses diverses	230,000	
	POSTES. (Service administratif, de perception et d'exploitation dans les départements.)		
	<i>Administration et perception.</i>		
65	Personnel	12,975,850	16,127,570
66	Matériel	1,116,420	
67	Dépenses diverses	2,035,300	
	<i>Transport des dépêches.</i>		
68	Personnel	1,088,319	14,823,691
69	Matériel	7,363,698	
70	Dépenses diverses	6,371,674	
	TOTAL de la IV^e Partie		149,082,100

DÉPENSES.		MONTANT des crédits accordés.
Grande chancellerie. (Personnel.).....		146,400
Grande chancellerie. (Matériel.).....		86,000
Traitements des membres de l'ordre.....		4,708,000
Supplément de traitement de 100 francs aux membres de l'ordre, conformément à la loi du 21 juin 1845.....		668,500
Gratifications aux membres de l'ordre.....		76,874
Maison de Saint-Denis. (Personnel.).....		110,610
Maison de Saint-Denis. (Matériel.).....		389,000
Maison de Saint-Denis. (Travaux neufs.).....		10,000
Secours de la Légion d'honneur. (Personnel.).....		10,500
Secours de la Légion d'honneur. (Matériel.).....		273,000
Secours de la Légion d'honneur. (Travaux neufs.).....		8,000
Fractions diverses.....		74,400
Commissions aux receveurs généraux chargés des paiements dans les départements.....		25,800
Décorations pour les membres de l'ordre.....		40,000
Fonds de secours aux élèves, à leur sortie des maisons d'éducation.....		2,000
Dépenses diverses et imprévues.....		18,888
Frais relatifs au domaine d'Éconen.....		12,500
Dépenses des exercices clos.....		Mémoire.
Remboursement à la caisse des dépôts et consignations à compte sur les avances qu'elle a faites à la Légion d'honneur, conformément à la loi du 21 juin 1845.....		413,226
TOTAL.....		7,012,898
Dépenses fixes d'adminis- tration et d'exploitation. { Personnel.....		159,700
{ Traitement de réforme du conservateur du matériel..		1,750
{ Matériel.....		82,373
Constructions nouvelles ou travaux neufs.....		6,328
Dépenses d'exploitation non susceptibles d'une évaluation fixe.....		2,863,700
Augmentation et renouvellement du matériel.....		32,570
Dépenses des exercices clos.....		Mémoire.
Application à faire, aux produits divers du budget, de l'excédant présumé des recettes.....		161,279
TOTAL.....		3,308,000
FRAIS ÉTRANGÈRES.		
Frais de chancellerie, honoraires des chanciers et pertes sur le change.....		326,000
Versements à effectuer au trésor à titre de fonds commun des chancelleries con- sulaires, savoir :		
Portion à employer pour les chancelleries dont les recettes seront inférieures aux dépenses.....		50,000
Excédant disponible à porter en recette au budget de l'État.....		74,000
TOTAL.....		400,000

RECETTES.

MONTANT
des recettes
prévues.

MINISTÈRE DE LA MARINE

CAISSE DES INVALIDES

1	Retenues sur les traitements et accessoires du personnel des divers corps de la marine et des colonies.....	2,000,000
2	Retenues exercées sur la solde des officiers militaires et civils et agents de tous grades en congé.....	110,000
3	Retenues sur les salaires au commerce.....	850,000
4	Décomptes des débiteurs.....	20,000
5	Dépôts provenant de solde, parts de prises, etc.....	360,000
6	Dépôts provenant de naufrages.....	70,000
7	Droits sur les prises.....	80,000
8	Dividende des actions de la banque de France.....	110,000
9	Rentes 5 p. o/o (immobilières).....	4,844,339
10	Plus-value des feuilles de rôles d'équipages des navires du commerce.....	35,000
11	Recettes diverses.....	576,561
TOTAL.....		9,054,000

MINISTÈRE

SERVICE DE LA FABRICATION

1	Retenues, pour frais de fabrication, sur les matières apportées aux changes des monnaies.....	619,394	669,494
2	Tolérances en faible sur le titre et le poids des monnaies fabriquées....	50,000	
3	Droits d'essai sur les lingots présentés en vérification par le commerce .	100	
Médailles.			
4	Produit de la vente des médailles fabriquées depuis l'ordonnance du 24 mars 1831.....	580,000	581,000
5	Droit de 10 p. o/o prélevé sur le prix de la fabrication des médailles de sainteté, boutons, etc.....	1,000	
Total.....			1,250,494

RÉCAPITULATION

Ministère de la justice. { Légion d'honneur.....
 { Imprimerie nationale.....
 Ministère des affaires étrangères. — Chancellerie des consuls.....
 Ministère de la marine. — Caisse des invalides.....
 Ministère des finances. — Service de la fabrication des monnaies et médailles.....

DÉPENSES.		MONTANT des crédits accordés.
ES COLONIES.		
MARINE.		
Pensions dites <i> demi-soldes </i>		2,250,000 ^f
Pensions pour ancienneté et pour blessures, et pensions de veuves.....		6,040,000
Fonds annuel de secours et subside à l'hospice des orphelins de Rochefort.....		206,000
Frais d'administration et de trésorerie		330,000
Remboursements sur les anciens dépôts provenant de solde, de parts de prises, etc..		130,000
Remboursements sur les anciens dépôts provenant de naufrages.....		40,000
Dépenses diverses.....		50,000
TOTAL		9,056,000
FINANCES.		
MONNAIES ET MÉDAILLES.		
<i>Monnaies.</i>		
Frais de fabrication alloués aux directeurs des monnaies.....	619,394 ^f	669,394
Tolérances en fort sur le titre et le poids des monnaies fabriquées.....	50,000	
<i>Médailles.</i>		
Frais de fabrication, y compris la valeur des matières.....		531,000
		1,200,394
Application à faire aux produits divers du budget, { sur les monnaies.. 100		50,100
de l'excédant des recettes présumées { sur les médailles.. 50,000		
TOTAL		1,250,494
GÉNÉRALE.		
RENTES.	DÉPENSES.	
5011,398 ^f	7,012,898	
1,200,000	3,308,000	
400,000	400,000	
1,056,000	9,056,000	
1,250,494	1,250,494	
207,392	21,027,392	

RECETTES.			
DÉSIGNATION DES RECETTES AFFECTÉES AUX DÉPENSES DE CHAQUE SECTION.			Mont des res par an
I ^{re} SECTION. — DÉPENSES ORD.			
Produit des 10 cent. 4/10 ^{es} additionnels imposés par la loi....	20,352,800 ^f		
Produit des centimes additionnels imposés par la loi pour fonds communs à répartir entre les départements.....	13,699,000	34,051,800 ^f	
Produits d'expéditions d'actes des préfectures, ou d'anciennes pièces déposées aux archives.....			
Revenus particuliers des prisons départementales.....			35,381
Produit d'arbres abattus ou élagués sur les routes départementales.			
Ventes de matériaux de démolition ou de rebut, ou d'autres objets provenant des routes départementales ou d'établissements publics des départements.....			
Produits éventuels ordinaires. Ventes de mobilier des préfectures et des bureaux des sous-préfectures, reconnu hors de service.....		1,500,000	
Produit de moins-values de mobilier acquitté par les préfets.....			
Remboursement d'avances faites par les départements pour les tables décennales de l'état civil.....			
Remboursement d'avances faites par les départements, sur les centimes additionnels ordinaires, pour payement de diverses dépenses imputables sur les fonds généraux.....			
Produit de droits de péage et de tous autres autorisés au profit des départements.....			
II ^{re} SECTION. — DÉPENSES FACIL.			
Produit des centimes votés par les conseils généraux pour les dépenses facultatives d'utilité départementale. (Maximum 7 centimes.).....	13,712,330 ^f		
Produit des 6/10 ^{es} de centimes additionnels imposés par la loi pour fonds communs à répartir entre les départements.....	1,174,200	14,886,530	
Produit des propriétés des départements non affectées aux services départementaux.....		380,000	
Subventions communales pour travaux neufs des routes départementales classées.....	600,000 ^f		16,000
Subventions communales et particulières et autres recettes destinées à des travaux ou dépenses d'utilité départementale. Revenus des établissements d'eaux minérales appartenant aux départem ^{ts} . Excédant des droits d'examen et de réception des officiers de santé, pharmaciens et herboristes, par les jurys médicaux.....		800,000	
Produit des rétributions payées par les pharmaciens, les épiciers, les droguistes et les herboristes, pour la visite de leurs établissements.....	200,000		
Revenus des pépinières des départem ^{ts} . Vente de chevaux ou taureaux étalons appartenant aux départements.....			
Subventions et revenus particuliers des sociétés d'agriculture et comices agricoles.....			
Produit de souscriptions pour les cours d'accouchement.....			

Services 1851. (Exécution de la loi du 10 mai 1838.)

AFFECTATION DES RECETTES.

DÉNOMINATION DES DÉPENSES COMPRISSES DANS CHAQUE SECTION.

MONTANT
des dépenses
par section.

L'INTÉRIEUR.

Des 12, 13, 14 et 15 de la loi du 10 mai 1838.)

Travaux ordinaires des bâtiments civils.....	
Contributions dues par les propriétés des départements.....	
Gages des hôtels des préfectures et des sous-préfectures.....	
Salaires des préfectures et des bureaux des sous-préfectures.....	
Entretien de la gendarmerie.....	
Travaux départementaux.....	
Jurys et tribunaux.....	
Travaux de garde des établissements départementaux.....	35,351,800 ^f
Travaux des routes départementales.....	
Travaux trouvés ou abandonnés.....	
Travaux.....	
Travaux.....	
Travaux départementaux.....	
Travaux de translation, de route et autres dépenses ordinaires.....	
Travaux départementaux ordinaires.....	

Des 16, 17 et 18 de la loi ci-dessus indiquée.)

Travaux seuls des édifices départementaux.....	
Travaux des routes départementales.....	
Travaux aux communes.....	
Travaux.....	
Travaux.....	
Travaux contre la mendicité.....	
Travaux diverses.....	16,066,530 ^f
Travaux départementaux pour dépenses facultatives ou extraordinaires.....	

RECETTES.

DÉSIGNATION DES RECETTES AFFECTÉES AUX DÉPENSES DE CHAQUE SECTION.

MONTANT
des recett
par section

Suite du MINIST

III^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES

Produit des centimes additionnels extraordinaires imposés en vertu de lois spéciales, autres que celles concernant l'instruction primaire.....	20,250,000	24,250,000
Produit des emprunts autorisés par des lois particulières.....	4,000,000	

IV^e SECTION. — DÉPENSES SPÉCIALES

Produit des centimes additionnels spéciaux votés par les conseils généraux pour dépenses des chemins vicinaux de grande communication et autres, en vertu de la loi du 21 mai 1836. (Maximum 5 centimes).....	12,085,000	23,085,000
Contingents communaux et souscriptions particulières pour travaux des chemins vicinaux de grande communication.....	11,000,000	

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

V^e SECTION. — INSTRUCTION PUBLIQUE

Produit des centimes votés par les conseils généraux pour les dépenses de l'instruction primaire, en vertu de la loi du 18 juin 1833. (Maximum 2 centimes).....	4,431,000	4,986,000
Re sources spéciales pour dépenses des écoles normales primaires.....	500,000	
Produits éventuels départementaux attribués à l'instruction primaire.....	55,000	

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

VI^e SECTION. — CADASTRE

Produit des centimes votés par les conseils généraux pour les dépenses du cadastre. (Maximum 5 centimes).....	300,000
---	---------

RÉCAPITULATIF

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.....
 — DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.....
 — DES FINANCES.....

AFFECTATION DES RECETTES.

DÉSIGNATION DES DÉPENSES COMPRIS DANS CHAQUE SECTION.

MONTANT
des dépenses
par section.

L'INTÉRIEUR.

Art. 19 de la loi du 10 mai 1838.)

Travaux.....		
Intérêts des emprunts.....		
Remboursement des emprunts.....	20,250,000 ^f	
Reserves destinées aux indemnités proportionnelles aux ingénieurs.....		24,250,000 ^f
Traitements ou honoraires de architectes.....		
Autres divers imputables sur le produit des emprunts autorisés par les lois.....	4,000,000	

Art. 19 de la loi ci-dessus indiquée.)

Recettes sur le produit des centimes additionnels spéciaux pour les chemins vicinaux de grande communication et autres chemins vicinaux....	12,085,000 ^f	
Recettes pour les chemins vicinaux de grande communication, sur le produit des subventions communales et des souscriptions particulières....	11,000,000	23,085,000 ^f

SECTION PUBLIQUE.

Art. 19 de la loi ci-dessus indiquée.)

Dépenses de l'instruction primaire, imputables sur les fonds départementaux.....	Dépenses ordinaires et obligatoires.....	4,431,000 ^f	
	Dépenses extraordinaires.....		4,986,000 ^f
Dépenses de l'instruction primaire, imputables sur les ressources des écoles communales primaires.....	Dépenses ordinaires.....	555,000 ^f	
	Dépenses extraordinaires.....		

FINANCES.

Art. 19 de la loi ci-dessus indiquée.)

Frais d'arpentage et d'expertise.....	300,000 ^f
---------------------------------------	----------------------

TOTAL.

RESSOURCES.	DÉPENSES.
98,753,330 ^f	98,753,330 ^f
4,986,000	4,986,000
300,000	300,000
104,039,330	104,039,330

[ÉTAT D.] *Tableau du Service colonial, pour l'exercice 1851.*

RECETTES.

		Martinique.....	380,500 ^f		
		Guadeloupe.....	529,500		
		Ile de la Réunion.....	761,800		
		Guyane française.....	83,800		
		Martinique.....	1,352,800		
		Guadeloupe.....	1,025,900		
		Ile de la Réunion.....	1,215,400		
		Guyane française.....	127,600		
Fonds généraux du budget, applicables à l'insuffisance de ressources du service colonial, savoir :					
		Dépenses des services militaires aux colonies.....	6,393,500 ^f		
		Dépenses des colonies régies par la loi du 25 juin 1841 :			
		Martinique.....	1,195,500 ^f		
		Guadeloupe.....	1,328,800		
		Ile de la Réunion.....	579,900		
		Guyane française.....	568,700		
		Serv ^{ces} communs aux quatre colonies.....	91,600		
		Martinique.....	"		
		Guadeloupe.....	136,500		
		Ile de la Réunion.....	61,100		
		Guyane française.....	489,600		
		Subventions à divers établissements coloniaux.....	1,125,100		
		Dépenses générales des établissements français de l'Océanie.....	570,000		
TOTAL des Recettes.....				17,902,600	

DÉPENSES.

Dépenses des services militaires.....		Personnel.....	5,560,500 ^f	833,000	6,393,500
		Matériel.....			
Dépenses des colonies régies par la loi du 25 juin 1841.....	Dépenses du service général.	Martinique.....	1,576,000 ^f	5,415,100	9,621,000
		Guadeloupe.....	1,753,300		
		Ile de la Réunion.....	1,341,700		
		Guyane française.....	652,500		
		Services communs aux quatre colonies.....	91,600		
	Dépenses du service local.	Martinique.....	1,352,800	4,398,900	
		Guadeloupe.....	1,162,447		
		Ile de la Réunion.....	1,266,453		
		Guyane française.....	617,200		
Subventions à divers établissements coloniaux.		Sénégal et dépendances.....	435,000	1,125,100	
		Comptoirs fortifiés sur la côte occidentale d'Afrique..	178,000		
		Saint-Pierre et Miquelon.....	235,500		
		Mayotto et dépendances.....	276,600		
Dépenses générales des établissements français de l'Océanie.....				570,000	
TOTAL des Dépenses.....				17,902,600	

Vu pour être annexé à la loi portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1851.

Le Président et les Secrétaires de l'Assemblée nationale,
 Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE,
 - DUPIN, GRAPOT, BÉRARD.

N° 2341. — *DÉCRET qui autorise la fondation, à Ruillé-le-Gravelais (Mayenne), d'un Établissement de Sœurs de la Providence.*

Du 1^{er} Août 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes ;

Vu la délibération du conseil municipal de Ruillé-le-Gravelais, en date du 20 mai 1849, tendant à obtenir l'autorisation d'accepter la libéralité faite à cette commune par la demoiselle Garreau, à la charge de former un établissement de sœurs de la Providence de la congrégation existant à Ruillé-sur-Loir, ladite donation consistant dans la nue propriété d'une maison avec jardin et dépendances, située à Ruillé-le-Gravelais, et dans la pleine propriété de deux sommes, l'une de huit mille francs, l'autre de mille quatre cents francs ;

Vu l'acte notarié en date du 18 avril 1849, portant donation ;

Vu le certificat de vie de la donatrice, en date du 24 juin suivant ;

Vu la délibération, en date du 13 août 1849, par laquelle le conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Providence, à Ruillé-sur Loir, demande l'autorisation de former à Ruillé-le-Gravelais un établissement de son ordre, et d'accepter le bénéfice des dispositions précitées ;

Vu les ordonnances des 1^{er} novembre 1826 et 31 août 1828 (1), qui ont approuvé les statuts de cette congrégation, et celle du 19 novembre 1826 (2) qui l'a autorisée ;

Vu le procès-verbal d'expertise, portant à cinq mille francs la valeur de l'immeuble donné ;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Ruillé-le-Gravelais, le 24 juin 1849 ;

Vu les avis de l'évêque du Mans, ceux des préfets de la Sarthe et de la Mayenne ;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur ;

Vu les lois des 2 janvier 1817, 24 mai 1825, 18 juillet 1837 ;

Vu la loi du 15 mars 1850 sur l'enseignement ;

Vu les ordonnances des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831 ;

Le Conseil d'état (section d'administration) entendu,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Providence, existant à Ruillé-sur-Loir (Sarthe), en vertu de l'ordonnance du 19 novembre 1826, est autorisée à fonder, à Ruillé-le-Gravelais (Mayenne), un établissement de son ordre, à la charge par les membres de cet établissement de se conformer exactement

(1) VIII^e série, Bull. 125, n° 4156 et Bull. 251, n° 9141.

(2) VIII^e série, Bull. 128, n° 4384.

aux statuts approuvés, pour la maison mère, par les ordonnances des 1^{er} novembre 1826 et 31 août 1828.

2. Le maire de la commune de Ruillé-le-Gravelais (Mayenne) et la supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Providence à Ruillé-sur-Loir (Sarthe) sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, la donation faite à ladite commune par la demoiselle *Jacquine-Félicité-Françoise Garreau*, suivant acte notarié du 18 avril 1849, aux clauses et conditions y énoncées, et notamment à la charge de former un établissement de sœurs de la Providence; ladite donation consistant dans la nue propriété d'une maison avec jardin et dépendances, située à Ruillé-le-Gravelais, et estimée cinq mille francs, et dans la propriété pleine et entière de deux sommes, l'une de huit mille francs et l'autre de mille quatre cents francs.

Conformément aux intentions de la donatrice, la somme de huit mille francs sera placée en rentes sur l'État, et celle de mille quatre cents francs sera employée à l'achat du mobilier nécessaire pour l'établissement des sœurs de la Providence à Ruillé-le-Gravelais.

3. Les ministres de l'instruction publique et des cultes, et de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 1^{er} Août 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.
Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,
Signé E. DE PARIEU.



Certifié conforme:

Paris, le 10^e Août 1850,

Le Ministre de l'Intérieur, chargé de l'intérim du Ministère de la Justice,

J. BAROCHÉ.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 301.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
Liberté, Égalité, Fraternité.
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2342. — *Loi sur l'Éducation et le Patronage des jeunes Détenus.*

Des 13 Juin, 3 Juillet et 5 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les mineurs des deux sexes détenus à raison de crimes, délits, contraventions aux lois fiscales, ou par voie de correction paternelle, reçoivent, soit pendant leur détention préventive, soit pendant leur séjour dans les établissements pénitentiaires, une éducation morale, religieuse et professionnelle.

2. Dans les maisons d'arrêt et de justice, un quartier distinct est affecté aux jeunes détenus de toute catégorie.

3. Les jeunes détenus acquittés en vertu de l'article 66 du Code pénal, comme ayant agi sans discernement, mais non remis à leurs parents, sont conduits dans une colonie pénitentiaire; ils y sont élevés en commun, sous une discipline sévère, et appliqués aux travaux de l'agriculture, ainsi qu'aux principales industries qui s'y rattachent. Il est pourvu à leur instruction élémentaire.

4. Les colonies pénitentiaires reçoivent également les jeunes détenus condamnés à un emprisonnement de plus de six mois et qui n'excède pas deux ans.

Pendant les trois premiers mois, ces jeunes détenus sont ren-

fermés dans un quartier distinct, et appliqués à des travaux sédentaires.

A l'expiration de ce terme, le directeur peut, en raison de leur bonne conduite, les admettre aux travaux agricoles de la colonie.

5. Les colonies pénitenciaires sont des établissements publics ou privés.

Les établissements publics sont ceux fondés par l'État, et dont il institue les directeurs.

Les établissements privés sont ceux fondés et dirigés par des particuliers, avec l'autorisation de l'État.

6. Dans les cinq ans qui suivront la promulgation de la présente loi, les particuliers ou les associations qui voudront établir des colonies pénitenciaires pour les jeunes détenus, formeront, auprès du ministre de l'intérieur, une demande en autorisation, et produiront à l'appui les plans, statuts et règlements intérieurs de ces établissements.

Le ministre pourra passer avec ces établissements, dûment autorisés, des traités pour la garde, l'entretien et l'éducation d'un nombre déterminé de jeunes détenus.

A l'expiration des cinq années, si le nombre total des jeunes détenus n'a pu être placé dans des établissements particuliers, il sera pourvu, aux frais de l'État, à la fondation de colonies pénitenciaires.

7. Toute colonie pénitenciaire privée est régie par un directeur responsable, agréé par le Gouvernement et investi de l'autorité des directeurs des maisons de correction.

8. Il est établi auprès de toute colonie pénitenciaire un conseil de surveillance qui se compose,

D'un délégué du préfet;

D'un ecclésiastique désigné par l'évêque du diocèse;

De deux délégués du conseil général;

D'un membre du tribunal civil de l'arrondissement élu par ses collègues.

9. Les jeunes détenus des colonies pénitenciaires peuvent obtenir, à titre d'épreuve, et sous des conditions déterminées par le règlement d'administration publique, d'être placés provisoirement hors de la colonie.

10. Il est établi, soit en France, soit en Algérie, une ou plusieurs colonies correctionnelles où sont conduits et élevés :

1° Les jeunes détenus condamnés à un emprisonnement de plus de deux années;

2° Les jeunes détenus des colonies pénitentiaires qui auront été déclarés insubordonnés.

Cette déclaration est rendue, sur la proposition du directeur, par le conseil de surveillance. Elle est soumise à l'approbation du ministre de l'intérieur.

11. Les jeunes détenus des colonies correctionnelles sont, pendant les six premiers mois, soumis à l'emprisonnement et appliqués à des travaux sédentaires.

A l'expiration de ce terme, le directeur peut, en raison de leur bonne conduite, les admettre aux travaux agricoles de la colonie.

12. Sauf les prescriptions de l'article précédent, les règles fixées par la présente loi pour les colonies pénitentiaires sont applicables aux colonies correctionnelles.

Les membres du conseil de surveillance des colonies correctionnelles établies en Algérie seront au nombre de cinq, et désignés par le préfet du département.

13. Il est rendu compte par le directeur au conseil de surveillance des mesures prises en vertu des articles 9 et 11 de la présente loi.

14. Les colonies pénitentiaires et correctionnelles sont soumises à la surveillance spéciale du procureur général du ressort, qui est tenu de les visiter chaque année.

Elles sont en outre visitées chaque année par un inspecteur général délégué par le ministre de l'intérieur.

Un rapport général sur la situation de ces colonies sera présenté tous les ans par le ministre de l'intérieur à l'Assemblée nationale.

15. Les règles tracées par la présente loi pour la création, le régime et la surveillance des colonies pénitentiaires s'appliquent aux maisons pénitentiaires destinées à recevoir les jeunes filles détenues, sauf les modifications suivantes.

16. Les maisons pénitentiaires reçoivent, 1° les mineures détenues par voie de correction paternelle; 2° les jeunes filles de moins de seize ans condamnées à l'emprisonnement pour une durée quelconque; 3° les jeunes filles acquittées comme ayant agi sans discernement, et non remises à leurs parents.

17. Les jeunes filles détenues dans les maisons pénitentiaires

sont élevées sous une discipline sévère et appliquées aux travaux qui conviennent à leur sexe.

18. Le conseil de surveillance des maisons pénitenciaires se compose,

D'un ecclésiastique désigné par l'évêque du diocèse ;

De quatre dames déléguées par le préfet du département.

L'inspection, faite au nom du ministre de l'intérieur, sera exercée par une dame inspectrice.

19. Les jeunes détenus désignés aux articles 3, 4, 10 et 16, paragraphes 2 et 3, sont, à l'époque de leur libération, placés sous le patronage de l'assistance publique pendant trois années au moins.

20. Sont à la charge de l'État :

1° Les frais de création et d'entretien des colonies correctionnelles et des établissements publics servant de colonies et de maisons pénitenciaires ;

2° Les subventions aux établissements privés, auxquels de jeunes détenus seront confiés.

La loi sur l'organisation départementale déterminera, s'il y a lieu, le mode de participation des départements dans l'entretien des jeunes détenus.

21. Un règlement d'administration publique déterminera.

1° Le régime disciplinaire des établissements publics destinés à la correction et à l'éducation des jeunes détenus ;

2° Le mode de patronage des jeunes détenus après leur libération.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 13 Juin, 3 Juillet et 5 Août 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN.
CHAPOT, BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

*Le Ministère de l'intérieur, chargé de l'intérim
du ministre de la justice,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 2343. — Loi qui ouvre un Crédit pour les Indemnités de terrain dues à raison de l'exécution de Canaux latéraux à la Marne et à la haute Seine.

Du 5 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1850, un crédit de cinq cent vingt mille francs pour le paiement des indemnités de terrains dues à raison de l'exécution de canaux latéraux à la Marne et à la haute Seine, travaux autorisés par décrets du 10 juin 1848.

Ce crédit sera inscrit au chapitre x de la deuxième section du budget de 1850.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi au moyen des ressources accordées par la loi des finances de l'exercice courant.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 Août 1850.

Le Président et les secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE,
PEUPIN, CHAPOT, BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

*Le Ministre de l'intérieur, chargé de l'intérim du ministère
de la justice,*

Signé J. BAROCHE.

N° 2344. — Loi qui approuve un Échange d'immeubles entre l'État et M. Montier, dans le département de l'Eure.

Des 17, 26 Juillet et 5 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit:

ARTICLE UNIQUE. L'échange entre l'État et le sieur *Montier*, d'une portion de terrain contenant quarante hectares quatorze ares, et dépendant de la forêt domaniale de Bord, au canton de la Marasse, département de l'Eure, contre deux parcelles de terre, en nature de labour et bois taillis, appelées le Bois-des-Fiefs, et contenant ensemble trente-neuf hectares quatre-vingt-quatre ares, est approuvé, moyennant une soulte de trente-cinq francs soixante centimes à la charge du sieur *Montier*, et

sous les conditions énoncées dans l'acte administratif du 8 décembre 1849.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 17, 26 Juillet et 5 Août 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PETIT,
CHAPOT, BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

*Le Ministre de l'intérieur, chargé de l'intérêt
du ministère de la justice,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 2345. — *Lois qui autorisent les départements de l'Aube et du
Pas-de-Calais à s'imposer extraordinairement.*

Du 2 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LES LOIS dont la teneur suit:

PREMIÈRE LOI. (Aube.)

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Aube est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite dans sa session de 1849, à s'imposer extraordinairement, en 1851, trois centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition sera employé, jusqu'à due concurrence, au paiement de la garantie d'un minimum d'intérêt de quatre pour cent qu'il a maintenue par une délibération du 5 septembre 1849 en faveur des actionnaires du chemin de fer de Montereau à Troyes désignés dans ladite délibération.

SECONDE LOI. (Pas-de-Calais.)

ARTICLE UNIQUE. Le département du Pas-de-Calais est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite dans sa session de 1849, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, trois centimes vingt-cinq centièmes en 1851, et trois centimes soixante et quinze centièmes en 1852. Le produit de cette imposition sera affecté à la dépense de construction de quatre nouvelles routes départementales, dont le conseil général a

vote le classement. L'excédant du produit pourra être appliqué aux travaux des routes actuellement classées.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Août 1850.

Le Président et les Secrétaires,
Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE,
CHAPOT, BÉRARD.

Les présentes lois seront promulguées et scellées du sceau de l'État.

Le Président de la République,
Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.
Le Ministre de l'intérieur, chargé de l'intérim
du ministère de la justice,
Signé J. BAROCHE.

N° 2346. — LOI relative à un changement de Circonscription territoriale.

Du 2 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le terrain lavé en jaune sur le plan annexé à la présente loi est distraît de la commune d'Aynac, canton de Lacapelle, arrondissement de Figeac, département du Lot, et réuni à celle de Leyme, même canton.

En conséquence, la limite entre la commune de Leyme et celle d'Aynac est fixée suivant le tracé de la ligne ponctuée en noir audit plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret du Président de la République.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Août 1850.

Le Président et les Secrétaires,
Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE,
PEUPIN, CHAPOT, BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,
Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.
Le Ministre de l'intérieur, chargé de l'intérim du ministère de la justice,
Signé J. BAROCHE.

N° 2347. — *Loi qui crée, dans le département de l'Aveyron, une nouvelle Commune, dont le Chef-lieu est fixé à Saujac.*

Du 5 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les sections cotées C, D, E, au plan annexé à la présente loi, sont distraites de la commune de Salvagnac-Cajarc, canton de Villeneuve, arrondissement de Villefranche, département de l'Aveyron, et érigées en une commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à Saujac, et qui portera ce nom.

En conséquence, la limite entre la commune de Saujac et celle de Salvagnac-Cajarc est fixée suivant le tracé du liseré rose coté A E audit plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret du Président de la République.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 Août 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN ; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN,
BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'intérieur, chargé de l'intérim du ministère de la justice,

Signé J. BAROCHE.

N° 2348. — *Loi qui supprime la Commune de Saint-Pierre-de-Surgères (Charente-Inférieure).*

Du 6 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La commune de Saint-Pierre-de-Surgères, canton de Surgères, arrondissement de Rochefort, département de la Charente-Inférieure, est supprimée. Les hameaux dont elle se compose sont réunis, savoir : Couplois, Lagrange, la Rosière, Gautrut et Saint-Pierre, à la commune de Surgères, chef-lieu

de canton ; Moulinneuf, Marencennes et hameaux environnants, à Saint-Germain-de-Marencennes, même canton.

Cette dernière commune continuera à porter ce nom, et aura son chef-lieu fixé à Marencennes.

2. La limite entre la commune de Surgères et celle de Saint-Germain-de-Marencennes est fixée suivant le tracé indiqué au plan annexé à la présente loi par la ligne A, B, C, mi-partie vert et rose.

3. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions des réunions prononcées seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret du Président de la République.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 6 Août 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé BENOIST D'AZY, vice-président; ARNAUD (de l'Ariège),
LACAZE, PEUPIN, CHAPOT, BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'intérieur, chargé de l'intérim du ministère de la justice,
Signé J. BAROCHÉ.

N° 2349. — *DÉCRET portant répartition des Crédits ouverts par la Loi du 15 mai 1850, pour les dépenses du Ministère de la Guerre (exercice 1850).*

Du 27 Juillet 1850.

Vu les articles 35 et 36 de l'ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 15 mai 1850, qui ouvre au département de la guerre, pour l'exercice 1850, un crédit de trois cent dix-huit millions cinq cent vingt mille six cent quatre-vingt-onze francs;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉCRÈTE ce qui suit:

ART. 1^{er}. La somme de trois cent dix-huit millions cinq cent vingt mille six cent quatre-vingt-onze francs (318,520,691^f) accordée par la loi ci-dessus, visée du 15 mai 1850, pour les dépenses du ministère de la guerre en 1850, est et demeure répartie comme il suit, entre les *articles et paragraphes spéciaux* dont se composent les divers chapitres du budget de ce département, savoir :

1^{re} SECTION.
SERVICE ORDINAIRE.

CHAPITRE I^{er}.

ADMINISTRATION CENTRALE. (Personnel.)

ART. 1 ^{er} . Traitement du ministre	48,000 ¹
— 2. Appointements des chefs et commis.....	1,528,300
— 3. Gages des gens de service.....	122,000
TOTAL du chapitre I^{er}.....	1,698,300

CHAPITRE II.

ADMINISTRATION CENTRALE. (Matériel.)

ART. 1 ^{er} . Fournitures générales.....	214,000
— 2. Entretien des bâtiments et hôtels.....	71,000
TOTAL du chapitre II.....	285,000

CHAPITRE III.

ART. UNIQUE. Frais généraux d'impressions.....	248,000
--	---------

CHAPITRE IV.

ÉTATS-MAJORS.

ART. 1 ^{er} . Traitement des maréchaux de France, officiers généraux, supérieurs et autres d'état-major.....	5,230,340
— 2. Traitement de l'intendance militaire.....	2,472,103
— 3. Traitement de l'état-major des places.....	1,471,500
— 4. Traitement de l'état-major particulier de l'artillerie..	2,512,213
— 5. Traitement de l'état-major du génie.....	2,829,845
TOTAL du chapitre IV.....	14,516,001

CHAPITRE V.

GENDARMERIE.

ART. UNIQUE.....	22,817,895
------------------	------------

CHAPITRE VI.

GARDE RÉPUBLICAINE.

ART. UNIQUE.....	2,507,374
------------------	-----------

CHAPITRE VII.

RECRUTEMENT ET RÉSERVE.

ART. UNIQUE.....	470,000
------------------	---------

CHAPITRE VIII.

JUSTICE MILITAIRE.

ART. 1 ^{er} . Frais généraux de justice militaire.....	368,000
— 2. Ateliers de militaires condamnés au boulet ou aux travaux publics.....	208,825
— 3. Pénitenciers militaires.....	167,109
— 4. Frais de gîte et géologie.....	203,066
TOTAL du chapitre VIII.....	947,000

CHAPITRE IX.

SOLDE ET ENTRETIEN DES TROUPES.

1^{re} PARTIE.

SOLDE ET ABONNEMENTS PAYABLES CONTRE LA SOLDE.

ART. 1 ^{er} . Solde de l'infanterie.....	72,608,169 ^f
— 2. Solde de la cavalerie.....	22,058,261
— 3. Solde de l'artillerie.....	13,317,848
— 4. Solde du génie.....	3,284,002
— 5. Solde des équipages militaires.....	2,403,931
— 6. Solde des vétérans de l'armée.....	741,272
TOTAL de la 1^{re} partie.....	114,473,783

2^e PARTIE.

VIVRES ET CHAUFFAGE.

ART. 1 ^{er} . Personnel.....	844,993
— 2. Vivres.....	25,434,710
— 3. Chauffage et éclairage.....	2,894,203
TOTAL de la 2^e partie.....	29,173,906

3^e PARTIE.

HÔPITAUX.

ART. 1 ^{er} . Personnel..	{	5 1 ^{er} . Aumôniers, officiers de santé, infirmiers.....	3,429,930 ^f	
		5 2. Agents d'administration.....	701,741	4,131,671
— 2. Traitement des malades dans les établissements.....				9,616,463
TOTAL de la 3^e partie.....				13,748,134

4^e PARTIE.

SERVICE DE MARCHÉ.

ART. 1 ^{er} . Convois militaires.....	775,102
— 2. Indemnité de {	
Indemnité de route..... 2,049,972 ^f	
route... { Frais de traversée..... 674,909	2,724,881
TOTAL de la 4^e partie.....	3,499,983
TOTAL du chapitre IX.....	160,895,806

CHAPITRE X.

HABILLEMENT ET CAMPEMENT.

ART. 1 ^{er} . Personnel.....	202,267
— 2. Matériel.....	14,557,133
TOTAL du chapitre X.....	14,759,400

CHAPITRE XI.

LISTES MILITAIRES.

ART. 1 ^{er} . Dépense de location et de conservation.....	5,067,527
— 2. Dépenses accessoires.....	1,394,045
TOTAL du chapitre XI.....	6,461,572

CHAPITRE XII.**TRANSPORTS GÉNÉRAUX.**

ART. 1 ^{er} . Transports directs.....	1,275,101 ^f
— 2. Equipages militaires.....	304,065
— 3. Frais de poste et de courriers, et missions extraordinaires.....	210,000
TOTAL du chapitre XII.....	1,789,166

CHAPITRE XIII.**REMONTÉ GÉNÉRALE.**

ART. 1 ^{er} . Achats de chevaux de troupe.....	4,476,500
— 2. Achats de chevaux d'officiers.....	628,400
— 3. Dépenses accessoires.....	126,000
TOTAL du chapitre XIII.....	5,230,900

CHAPITRE XIV.**HARNACHEMENT.**

ART. 1 ^{er} . Harnachement des chevaux de la cavalerie.....	373,290
— 2. Harnachement des chevaux de l'artillerie.....	71,165
— 3. Harnachement des chevaux du génie.....	5,500
— 4. Harnachement des chevaux des équipages militaires.....	37,410
TOTAL du chapitre XIV.....	487,365

CHAPITRE XV.**FOURRAGES.**

ART. UNIQUE.....	27,021,077
------------------	------------

CHAPITRE XVI.**SOLDE DE NON-ACTIVITÉ ET SOLDE DE RÉFORME.**

ART. 1 ^{er} . Solde de non-activité.....	385,300
— 2. Solde de réforme.....	71,000
TOTAL du chapitre XVI.....	456,300

CHAPITRE XVII.**SECOURS.**

ART. UNIQUE.....	1,222,000
------------------	-----------

CHAPITRE XVIII.**DÉPENSES TEMPORAIRES.**

ART. 1 ^{er} . Solde de congé.....	62,000
— 2. Traitement de réforme.....	253,000
— 3. Indemnité de réforme.....	1,600
TOTAL du chapitre XVIII.....	316,600

CHAPITRE XIX.**SUBVENTION AUX FONDS DE RETRAITE DES EMPLOYÉS.**

ART. UNIQUE.....	640,542
------------------	---------

CHAPITRE XX.

DÉPÔT GÉNÉRAL DE LA GUERRE.

ART. 1 ^{er} . Dépôt de la guerre.....	38,500 ^f
— 2. Nouvelle carte de France.....	93,000
TOTAL du chapitre xx.....	<u>131,500</u>

CHAPITRE XXI.

MATÉRIEL DE L'ARTILLERIE.

ART. 1 ^{er} . Arsenaux, directions, écoles et dépôt central de l'artillerie.....	1,705,960
— 2. Armes portatives.....	3,000,313
— 3. Fonderies.....	221,600
— 4. Forges.....	416,888
— 5. Poudres.....	560,600
TOTAL du chapitre xxi.....	<u>5,905,361</u>

CHAPITRE XXII.

MATÉRIEL DE L'ARTILLERIE. (Algérie.)

ART. 1 ^{er} . Arsenaux et directions.....	143,000
— 2. Armes portatives.....	153,000
— 3. Forges.....	20,000
TOTAL du chapitre xxii.....	<u>316,000</u>

CHAPITRE XXIII.

POUDRES ET SALPÊTRES. (Personnel.)

ART. UNIQUE.....	<u>532,900</u>
------------------	----------------

CHAPITRE XXIV.

POUDRES ET SALPÊTRES. (Matériel.)

ART. 1 ^{er} . Dépenses d'exploitation.....	3,585,293
— 2. Capsules de guerre.....	282,730
TOTAL du chapitre xxiv.....	<u>3,868,023</u>

CHAPITRE XXV.

MATÉRIEL DU GÉNIE. (Intérieur.)

ART. 1 ^{er} . Fortifications.....	3,135,000
— 2. Bâtiments militaires.....	4,725,000
— 3. Établissements du service du génie et dépenses accessoires.....	320,000
TOTAL du chapitre xxv.....	<u>8,180,000</u>

CHAPITRE XXVI.

MATÉRIEL DU GÉNIE. (Algérie.)

ART. 1 ^{er} . Fortifications.....	1,000,000
— 2. Bâtiments militaires.....	2,700,000
— 3. Dépenses accessoires.....	100,000
TOTAL du chapitre xxvi.....	<u>3,800,000</u>

TOTAL du chapitre xxxii	695,300
--	----------------

CHAPITRE XXXIII.

SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.

ART. 1 ^{er} . Personnel.....	718,675 ⁴
— 2. Matériel.....	608,740
TOTAL du chapitre XXXIII.....	<u>1,327,415</u>

CHAPITRE XXXIV.

EXPROPRIATIONS EN ALGÉRIE.

ART. UNIQUE.....	<u>400,000</u>
------------------	----------------

CHAPITRE XXXV.

COLONISATION EN ALGÉRIE.

ART. 1 ^{er} . Personnel.....	105,000
— 2. Matériel.....	1,610,000
TOTAL du chapitre XXXV.....	<u>1,715,000</u>

CHAPITRE XXXVI.

COLONIES AGRICOLES EN ALGÉRIE.

ART. UNIQUE.....	<u>4,500,000</u>
------------------	------------------

CHAPITRE XXXVII.

TRAVAUX CIVILS EN ALGÉRIE.

ART. 1 ^{er} . Personnel.....	333,660
— 2. Travaux ordinaires.....	525,000
§ 1 ^{er} . Dessèchements et irrigations.....	250,000 ⁴
§ 2. Routes et ponts.....	1,400,000
§ 3. Aqueducs, canaux, fontaines et tra- vaux de grande voirie.....	250,000
§ 4. Port d'Alger.....	1,800,000
§ 5. Ports secondaires, phares et fa- naux.....	377,000
§ 6. Bâtimens civils.....	420,000
§ 7. Travaux sur le territoire mixte et sur le territoire arabe.....	150,000
TOTAL du chapitre XXXVII.....	<u>5,565,660</u>

CHAPITRE XXXVIII.

DÉPENSES SECRÈTES EN ALGÉRIE.

ART. UNIQUE.....	<u>200,000</u>
------------------	----------------

TOTAL de la I^{re} section..... 313,370,691

II^e SECTION.

TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.

CHAPITRE I^{er}.

MATÉRIEL DE L'ARTILLERIE.

ART. 1 ^{er} . Constructions pour le service de l'artillerie.....	400,000
— 2. Constructions aux établissemens des poudres et sal- pêtres.....	"
— 3. Armement des fortifications de Paris.....	"
TOTAL du chapitre I ^{er}	<u>400,000</u>

CHAPITRE II.

MATÉRIEL DU GÉNIE.

ART. 1 ^{er} . Fortifications de Paris.....	900,000 ¹
— 2. Fortifications des places autres que Paris.....	2,840,000
— 3. Travaux pour les bâtimens militaires.....	150,000
— 4. Travaux de fortifications du Havre.....	860,000
— 5. Travaux de fortification et de défense des ports militaires.....	
TOTAL du chapitre II.....	4,750,000
TOTAL de la II ^e section.....	5,150,000

RÉCAPITULATION.

I ^{re} SECTION. Service ordinaire.....	313,370,691
II ^e SECTION. Travaux extraordinaires.....	5,150,000
TOTAL GÉNÉRAL.....	318,520,691

2. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 27 Juillet 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de la guerre,

Signé D'HAUTPOUL.



Certifié conforme:

Paris, le 12^e Août 1850,

Le Ministre de l'Intérieur, chargé de l'intérim du Ministère de la Justice,

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 302.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2350. — *Loi qui fait cesser le cours forcé des Billets de la Banque de France.*

Du 6 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ D'URGENCE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Conformément à la demande présentée par le conseil général de la banque de France, par sa délibération en date de ce jour, sont abrogés le décret du 15 mars 1848, les décrets et lois postérieurs, dans les prescriptions relatives,

- 1° Au cours légal des billets de banque;
- 2° Au droit conféré à la banque de France de ne pas les rembourser en espèces;
- 3° Au maximum de la circulation.

En conséquence, la banque de France et ses succursales sont désormais régies par les anciens statuts de la banque.

2. L'autorisation d'emprunter une somme de cent cinquante millions à la banque de France, donnée au trésor public par le décret du 5 juillet 1848 et par la loi du 19 novembre 1849, est réduite au chiffre de soixante et quinze millions.

Le paragraphe 2 de l'article 2 du décret précité, portant autorisation de vendre à la banque de France les forêts de l'État désignées au tableau annexé audit décret, est abrogé.

3. Le trésor public est autorisé à proroger d'une année, d'accord avec la banque de France, les clauses, conditions, garanties et dates de remboursement stipulées dans les traités

précédents, et relatives à la première partie de l'emprunt approuvé par le décret du 5 juillet 1848.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 6 Août 1850.

Le Président et les Secrétaires,

**Signé BENOIST D'AZY, vice-président; ARNAUD (de l'Ariège),
LACAZE, PEUPIN, CHAPOT, BÉRARD.**

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'intérieur, chargé de l'intérim du ministère de la justice,

Signé J. BAROCHE.

N° 2351. — Loi qui modifie les clauses et conditions de la concession des Chemins de fer de Tours à Nantes et d'Orléans à Bordeaux.

Du 6 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ D'URGENCE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le ministre des travaux publics est autorisé à modifier ainsi qu'il suit les clauses et conditions de la concession du chemin de fer de Tours à Nantes :

- 1°** La durée de la concession sera portée à cinquante années.
- 2°** La compagnie sera exonérée de l'obligation de rembourser à l'État le prix des terrains et bâtiments acquis pour l'établissement de la voie de fer.

Toutefois, le partage des bénéfices avec l'État aura lieu après six pour cent, jusqu'à ce que l'État en ait retiré la somme de sept millions cinq cent mille francs.

3° Elle aura la faculté d'exploiter provisoirement sur une seule voie la section d'Angers à Nantes. La seconde voie devra être posée dans le délai de deux années, à partir de l'ouverture de l'exploitation.

4° La compagnie prendra à sa charge et exécutera à ses frais tous les travaux restant à faire et non encore adjugés pour l'établissement et l'achèvement des gares, stations et ateliers.

Ces travaux seront exécutés d'après des plans dressés par la compagnie et arrêtés par l'administration supérieure. Pour les achever, la compagnie aura un délai de dix années à dater de la présente loi. Jusqu'à leur achèvement, elle devra y suppléer par des bâtiments provisoires exécutés à ses frais et dont les dis-

positions et l'étendue seront également soumises à l'approbation de l'administration.

5° Le délai de deux années accordé à la compagnie, à dater de la livraison, pour poser la voie et exploiter, sera réduit à une année.

Toutefois, l'exploitation de la section d'Ancenis ne sera obligatoire par elle que le jour où elle devra exploiter la section d'Angers à Ancenis.

6° La compagnie ne pourra réclamer de l'État aucune indemnité à raison du retard qu'il a ou aura apporté dans la livraison des travaux qui sont à sa charge.

2. Le ministre des travaux publics est autorisé à modifier ainsi qu'il suit les clauses et conditions de la concession du chemin de fer d'Orléans à Bordeaux :

1° La durée de la concession sera portée à cinquante années.

2° La compagnie aura la faculté d'exploiter provisoirement sur une seule voie les sections comprises entre Tours et Bordeaux. La seconde voie devra être posée dans un délai de trois années, à dater de l'ouverture de l'exploitation de chaque section, avec faculté pour la compagnie de déterminer l'ordre des sections dans lequel elle devra commencer à poser cette seconde voie; de sorte que, si, pour une section, la compagnie devance le terme de trois ans, pour la pose de la deuxième voie, elle pourra retarder d'autant la pose de la deuxième voie sur une autre section de même longueur.

3° La compagnie prendra à sa charge et exécutera à ses frais tous les travaux restant à faire et non encore adjugés pour l'établissement et l'achèvement des gares, stations et ateliers.

Ces travaux seront exécutés d'après des plans dressés par elle et arrêtés par l'administration supérieure. Pour les achever, la compagnie aura un délai de dix ans, à dater de la présente loi. Jusqu'à leur achèvement, elle devra y suppléer par des bâtiments provisoires exécutés à ses frais et dont les dispositions et l'étendue seront également soumises à l'approbation de l'administration.

4° Le délai de deux années accordé à la compagnie, à dater de la livraison, pour poser la voie et exploiter, sera réduit à une année.

Toutefois, l'exploitation de la section d'Angoulême à Libourne ne sera obligatoire pour elle que le jour où elle devra exploiter la section de Libourne à Bordeaux.

5° La compagnie ne pourra réclamer de l'État aucune indemnité à raison du retard qu'il aura apporté dans la livraison des travaux qui sont à sa charge.

3. Pour assurer la prompte et complète exécution des chemins de fer, objet de la présente loi, les compagnies seront tenues de verser au trésor, en compte courant,

- 1° La compagnie de Tours à Nantes, six millions; savoir,
Deux millions fin janvier 1851,
Deux millions fin juin 1851,
Deux millions fin octobre 1851;

2° La compagnie d'Orléans à Bordeaux, douze millions; savoir,

- Trois millions fin janvier 1851,
Trois millions fin juin 1851,
Trois millions fin janvier 1852,
Trois millions fin juin 1852.

Les intérêts du compte courant seront réglés tous les six mois au taux moyen de l'intérêt des bons du trésor.

Les fonds versés au trésor seront toujours à la disposition des compagnies pour l'exécution des travaux.

Les compagnies auront la faculté de s'affranchir de ces versements à la condition de justifier, sous le contrôle des ingénieurs de l'État, qu'aux époques ci-dessus fixées, elles ont exécuté pour une somme égale de travaux sur les sections d'Angers à Nantes, de Tours à Poitiers, d'Angoulême à Bordeaux, ou effectué des approvisionnements de rails, coussinets, traverses et matériel roulant destinés au service des sections ci-dessus désignées.

Dans le cas où les compagnies n'auraient pas effectué les versements aux époques fixées ci-dessus, elles encourraient, par le seul fait de l'inexécution de cette obligation, la déchéance de leurs concessions prévue par l'article 16 de leur cahier des charges.

4. Les compagnies de Tours à Nantes et d'Orléans à Bordeaux, seront tenues de transporter les troupes de toutes armes voyageant en corps à leur prix de revient.

Les militaires voyageant isolément continueront de jouir du bénéfice du tarif actuel.

5. Sans dérogation aux autres dispositions de l'article 31 du cahier des charges annexé à l'ordonnance du 26 juillet 1844 pour le chemin d'Orléans à Bordeaux, et de l'article 29 du

Un cahier des charges annexé à l'ordonnance du 19 juillet 1845 pour le chemin de Tours à Nantes, un train régulier et journalier sera mis, à l'aller et au retour, à la disposition du ministre des finances pour le transport des dépêches sur toute l'étendue des deux lignes.

La marche et les stationnements des convois, ainsi que les heures de départ et d'arrivée, soit de jour, soit de nuit, seront, sauf l'observation des règlements de police, réglés par le ministre des finances et le ministre des travaux publics, après avoir entendu les compagnies.

Le transport des dépêches par ces trains aura lieu dans les voitures des compagnies et sera gratuit.

6. Les voitures de troisième classe seront couvertes, et fermées à vitres.

7. Les conventions à passer entre le ministre des travaux publics et les compagnies pour l'exécution de la présente loi ne seront valables et définitives qu'après avoir été approuvées par un décret du Président de la République. Ces conventions ne seront passibles que du droit fixe de un franc.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 6 Août 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé BENOIST D'AZY, vice-président; ARNAUD (de l'Ariège),
LACAZE, PEUPIN, CHAPOT, BÉRAUD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

*Le Ministre de l'intérieur, chargé de l'intérim
du ministère de la justice,*

Signé J. BAROCHE.

N° 2352. — *Loi qui ouvre un Crédit extraordinaire pour les dépenses qu'a entraînées la tenue du Conseil général de l'agriculture, du commerce et des manufactures.*

Du 6 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture et du commerce, sur l'exercice 1850, un crédit extraordinaire de cinquante mille francs (50,000^f), à l'effet de pourvoir aux dépenses

CHAPITRE XII.

TRANSPORTS GÉNÉRAUX.

ART. 1 ^{er} . Transports directs.....	1,275,101 ^f
— 2. Equipages militaires.....	304,065
— 3. Frais de poste et de courriers, et missions extraordinaires.....	210,000
TOTAL du chapitre XII.....	<u>1,789,166</u>

CHAPITRE XIII.

REMONTE GÉNÉRALE.

ART. 1 ^{er} . Achats de chevaux de troupe.....	4,476,500
— 2. Achats de chevaux d'officiers.....	628,400
— 3. Dépenses accessoires.....	126,000
TOTAL du chapitre XIII.....	<u>5,230,900</u>

CHAPITRE XIV.

HARNACHEMENT.

ART. 1 ^{er} . Harnachement des chevaux de la cavalerie.....	373,290
— 2. Harnachement des chevaux de l'artillerie.....	71,165
— 3. Harnachement des chevaux du génie.....	5,500
— 4. Harnachement des chevaux des équipages militaires.....	37,410
TOTAL du chapitre XIV.....	<u>487,365</u>

CHAPITRE XV.

FOURRAGES.

ART. UNIQUE.....	<u>27,021,077</u>
------------------	-------------------

CHAPITRE XVI.

SOLDE DE NON-ACTIVITÉ ET SOLDE DE RÉFORME.

ART. 1 ^{er} . Solde de non-activité.....	385,300
— 2. Solde de réforme.....	71,000
TOTAL du chapitre XVI.....	<u>456,300</u>

CHAPITRE XVII.

SECOURS.

ART. UNIQUE.....	<u>1,222,000</u>
------------------	------------------

CHAPITRE XVIII.

DÉPENSES TEMPORAIRES.

ART. 1 ^{er} . Solde de congé.....	62,000
— 2. Traitement de réforme.....	253,000
— 3. Indemnité de réforme.....	1,600
TOTAL du chapitre XVIII.....	<u>316,600</u>

CHAPITRE XIX.

SUBVENTION AUX FONDS DE RETRAITE DES EMPLOYÉS.

ART. UNIQUE.....	<u>640,542</u>
------------------	----------------

CHAPITRE XX.

DÉPÔT GÉNÉRAL DE LA GUERRE.

ART. 1 ^{er} . Dépôt de la guerre.....	38,500 ^f
— 2. Nouvelle carte de France.....	93,000
TOTAL du chapitre xx.....	<u>131,500</u>

CHAPITRE XXI.

MATÉRIEL DE L'ARTILLERIE.

ART. 1 ^{er} . Arsenaux, directions, écoles et dépôt central de l'artillerie.....	1,705,960
— 2. Armes portatives.....	3,000,313
— 3. Fonderies.....	221,600
— 4. Forges.....	416,888
— 5. Poudres.....	560,600
TOTAL du chapitre xxi.....	<u>5,905,361</u>

CHAPITRE XXII.

MATÉRIEL DE L'ARTILLERIE. (Algérie.)

ART. 1 ^{er} . Arsenaux et directions.....	143,000
— 2. Armes portatives.....	153,000
— 3. Forges.....	20,000
TOTAL du chapitre xxii.....	<u>316,000</u>

CHAPITRE XXIII.

POUDRES ET SALPÊTRES. (Personnel.)

ART. UNIQUE.....	<u>532,900</u>
------------------	----------------

CHAPITRE XXIV.

POUDRES ET SALPÊTRES. (Matériel.)

ART. 1 ^{er} . Dépenses d'exploitation.....	3,585,293
— 2. Capsules de guerre.....	282,730
TOTAL du chapitre xxiv.....	<u>3,868,023</u>

CHAPITRE XXV.

MATÉRIEL DU GÉNIE. (Intérieur.)

ART. 1 ^{er} . Fortifications.....	3,135,000
— 2. Bâtiments militaires.....	4,725,000
— 3. Établissements du service du génie et dépenses accessoires.....	320,000
TOTAL du chapitre xxv.....	<u>8,180,000</u>

CHAPITRE XXVI.

MATÉRIEL DU GÉNIE. (Algérie.)

ART. 1 ^{er} . Fortifications.....	1,000,000
— 2. Bâtiments militaires.....	2,700,000
— 3. Dépenses accessoires.....	100,000
TOTAL du chapitre xxvi.....	<u>3,800,000</u>

TOTAL du chapitre xxxii	695,300
-----------------------------------	---------

N° 2355. — *Loi sur la Presse dans les Colonies.*

Du 7 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ D'URGENCE LA LOI dont le
teneur suit :

TITRE PREMIER.**DISPOSITIONS GÉNÉRALES.**

ART. 1^{er}. Les lois et ordonnances qui font l'objet de l'article 2 du décret du 2 mai 1848, et les lois du 30 décembre 1830, du 11 août 1848 et du 27 juillet 1849, sur l'affichage et sur la presse, continueront à être exécutées ou seront exécutoires dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et dépendances, de l'île de la Réunion et de la Guyane française, sous les modifications suivantes :

TITRE II.

**DE LA RÉPRESSION DES DÉLITS ET CRIMES COMMIS PAR LA VOIE
DE LA PRESSE OU PAR TOUTE AUTRE VOIE DE PUBLICATION.**

2. La reproduction par voie de publication, dans les colonies, des articles des journaux ou écrits périodiques et de tous autres écrits publiés dans la métropole, pourra être poursuivie et punie, en vertu de la présente loi, comme si la première publication en avait eu lieu dans la colonie.

3. La provocation directe ou indirecte au rétablissement de l'esclavage,

L'excitation au mépris ou à la haine entre les anciennes classes de la population coloniale,

L'excitation à la résistance contre l'autorité métropolitaine,

Commises par l'un des moyens énoncés en l'article 1^{er} de la loi du 17 mai 1819;

L'outrage fait publiquement, d'une manière quelconque, au représentant du Gouvernement métropolitain;

La publication, la reproduction ou la propagation, faites de mauvaise foi, de nouvelles fausses impliquant le rétablissement de l'esclavage,

Seront poursuivis d'office et punis de trois mois à deux ans

d'emprisonnement et d'une amende de cinq cents francs à quatre mille francs, sans préjudice de peines plus graves pour tous autres crimes et délits prévus par les lois.

4. Seront poursuivis en vertu de la présente loi, et punis des peines portées en l'article 3, ceux qui auront, avec connaissance, publié ou distribué, dans les colonies, des journaux ou écrits périodiques ou non périodiques, imprimés dans la métropole ou à l'étranger, qui contiendront l'un des délits prévus par ledit article.

5. Dans le cas où une feuille périodique compromettrait gravement l'ordre public, le gouverneur pourra, par arrêté motivé et sous sa responsabilité, en suspendre la publication pour un mois au plus. Il rendra immédiatement compte de cette mesure au Gouvernement.

6. Si, nonobstant la suspension, le journal ou écrit périodique continue de paraître, cette infraction sera punie correctionnellement des mêmes peines que s'il avait paru sans cautionnement.

7. L'article 463 du Code pénal est applicable aux délits prévus par les articles 2, 3, 4 et 6 de la présente loi.

TITRE III.

DISPOSITIONS DIVERSES.

8. La juridiction correctionnelle continuera de connaître des délits de diffamation verbale ou d'injure verbale contre toute personne et de ceux de diffamation et d'injure par une voie de publication quelconque, contre les particuliers, sur la plainte de la partie lésée, après instruction, ou sur citation directe au jour indiqué par ordonnance du président, sauf les cas attribués aux tribunaux de simple police.

9. Le décret du 2 mai 1848 cessera d'avoir ses effets dans les établissements coloniaux autres que ceux énumérés en l'article 1^{er}; ces établissements seront de nouveau soumis à la législation qui les régissait avant ledit décret.

Les lois relatives aux écrits non périodiques et à la police de l'imprimerie, de la librairie, de l'affichage et de la vente ou distribution des écrits ou imprimés, pourront être rendues, en tout

ou en partie applicables à ces établissements, par des règlements d'administration publique.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 Août 1850.

Le Président et les Secrétaires,

**Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉRARD.**

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

*Le Ministre de l'intérieur, chargé de l'intérim
du ministère de la justice,*

Signé J. BAROCHE.

**N° 2356. — DÉCRET qui classe la Citadelle du Pont-Saint-Espirit
comme Place de guerre de la seconde série.**

Du 2 Août 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

**Vu la loi du 17 juillet 1819, sur les servitudes imposées à la
propriété pour la défense de l'État;**

**Vu l'ordonnance du 1^{er} août 1821 (1), rendue pour l'exécution de
cette loi;**

**Vu le tableau de classement des places, citadelles, forts, châteaux
et postes militaires annexé à ladite ordonnance; tableau sur lequel
la citadelle du Pont-Saint-Espirit est classée parmi les places de guerre
de la première série;**

Vu l'avis du comité des fortifications du 21 mai 1850;

**Considérant que les besoins de la défense du territoire ne s'op-
posent pas à ce que, dans l'intérêt des habitants, la citadelle du Pont-
Saint-Espirit ne soit plus désormais classée que parmi les places de la
deuxième série;**

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

**ART. 1^{er}. La citadelle du Pont-Saint-Espirit est retirée de la
première série des places de guerre portées sur le tableau joint
à l'ordonnance du 1^{er} août 1821, pour être classée désormais
comme place de la deuxième série.**

(1) VII^e série, Bull. 475, n° 11,195.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 2 Août 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE

Le Ministre de la guerre,

Signé D'HAUTPOUL.



Certifié conforme :

Paris, le 13^e Août 1850,

Le Ministre de l'Intérieur, chargé de l'intérim du Ministère de la Justice,

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 303.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2357. — *Loi portant fixation du Budget des Recettes de l'exercice 1851.*

Du 7 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

TITRE PREMIER.

IMPÔTS AUTORISÉS POUR L'EXERCICE 1851.

SECTION PREMIÈRE.

ART. 1^{er}. Les dix-sept centimes additionnels généraux, sans affectation spéciale, afférents à la contribution foncière, sont supprimés à partir de l'année 1851.

Les contributions foncière, personnelle et mobilière, des portes et fenêtres et des patentes, seront perçues, pour 1851, en principal et centimes additionnels, conformément à l'état A annexé à la présente loi et aux dispositions des lois existantes.

Le maximum des centimes facultatifs pour des dépenses d'utilité départementale que les conseils généraux des départe-

ments sont autorisés à imposer par l'article 33 de la loi du 17 août 1833 est élevé à sept centimes six dixièmes.

Ces impositions pourront être élevées, dans le département de la Corse, jusqu'à quatorze centimes six dixièmes.

Le contingent de chaque département dans les contributions foncière, personnelle et mobilière, et des portes et fenêtres, est fixé, en principal, aux sommes portées dans l'état B annexé à la présente loi.

2. Aussitôt après la promulgation de la présente loi, le Gouvernement prendra les mesures nécessaires pour qu'il soit procédé, dans un bref délai, à une évaluation nouvelle des revenus territoriaux.

3. Lorsqu'en exécution du paragraphe 4 de l'article 39 de la loi du 18 juillet 1837, il y aura lieu, par le Gouvernement, d'imposer d'office, sur les communes, des centimes additionnels pour le paiement des dépenses obligatoires, le nombre de ces centimes ne pourra excéder le maximum de dix, à moins qu'il ne s'agisse de l'acquit de dettes résultant de condamnations judiciaires; auquel cas il pourra être élevé jusqu'à vingt.

4. En cas d'insuffisance des revenus ordinaires pour l'établissement des écoles primaires communales, élémentaires ou supérieures, les conseils municipaux et les conseils généraux des départements sont autorisés à voter, pour 1851, à titre d'imposition spéciale destinée à l'instruction primaire, des centimes additionnels au principal des quatre contributions directes. Toutefois, il ne pourra être voté, à ce titre, plus de trois centimes par les conseils municipaux, et plus de deux centimes par les conseils généraux.

5. En cas d'insuffisance des centimes facultatifs ordinaires pour concourir, par des subventions, aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication, et, dans des cas extraordinaires, aux dépenses des autres chemins vicinaux, les conseils généraux sont autorisés à voter, pour 1851, à titre d'imposition spéciale, cinq centimes additionnels aux quatre contributions directes.

6. Continuera d'être faite, pour 1851, au profit de l'État, des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisés, la perception, conformément aux lois existantes, des divers droits, produits et revenus énoncés au tableau C annexé à la présente loi.

SECTION II.

7. Dans toute commune cadastrée depuis trente ans au moins, il pourra être procédé à la révision et au renouvellement du cadastre sur la demande du conseil municipal de la commune, et sur l'avis conforme du conseil général du département, à la charge par la commune de pourvoir aux frais des nouvelles opérations.

Toutefois, dans toute commune dont les évaluations cadastrales ont été revisées avec des fonds départementaux, les opérations pourront être régularisées par un arrêté ministériel sur la demande des conseils généraux.

Les opérations commencées dans une commune pourront également être terminées aux frais des départements.

8. Les conseils généraux des départements, dans leur prochaine session, seront appelés par le ministre des finances à émettre leur avis sur la meilleure solution à donner à la disposition prescrite par l'article 2 de la loi du 4 août 1849.

9. A partir du 1^{er} janvier 1851, les actes ou écrits tarifés au droit d'un pour cent par l'article 69, paragraphe 3, n° 3, de la loi du 22 frimaire an VII, ne seront sujets qu'au droit de demi pour cent.

Le droit des actes ou écrits portant libération de sommes et valeurs mobilières, désignés au n° 11 du paragraphe 2 de l'article 69 de la loi du 22 frimaire an VII, est réduit à vingt-cinq centimes pour cent francs.

10. A partir du 1^{er} janvier 1851, les prix de la poudre de chasse fine, superfine et extra-fine, fixés par la loi du 24 mai 1834 et par l'ordonnance du 26 décembre 1834, seront modifiés, ainsi qu'il suit :

Poudre de chasse fine, le kilogramme, neuf francs cinquante centimes (9^f 50^c);

Poudre de chasse superfine, le kilogramme, douze francs (12^f);

Poudre de chasse extra-fine, le kilogramme, quinze francs cinquante centimes (15^f 50^c).

11. A partir du 1^{er} janvier 1851, le droit de quinze centimes actuellement perçu par chaque jeu de cartes sera élevé à vingt-cinq centimes par jeu, de quelque nombre de cartes qu'il soit composé.

Les fabricants de cartes continueront à n'obtenir aucune déduction sur le montant du droit, ni sur le papier qui leur sera livré par la régie, sous prétexte d'avarie, de déchet, ou pour quelque autre motif que ce soit.

12. Le ministre des finances est autorisé à aliéner, à partir du 1^{er} janvier 1851, et dans le délai de trois années, des bois de l'État jusqu'à concurrence de cinquante millions. Ces bois ne pourront être pris que parmi ceux portés sur le tableau F annexé à la présente loi.

Les conseils généraux des départements où les bois sont situés devront, avant l'aliénation, constater par une délibération leur adhésion à la vente et à la faculté de défricher.

Le défrichement, s'il est accordé par le procès-verbal de vente, et l'exploitation, ne s'effectueront qu'en cinq années au moins, à raison d'un cinquième de la contenance par année et après paiement du prix de vente dans les proportions déterminées au cahier des charges.

Pourront être aliénées, dans les délais et sous les conditions indiquées par les paragraphes précédents, et avec faculté de défrichement, des parcelles de bois taillis domaniaux situés près des communes rurales dont le territoire propre à la culture n'est pas en rapport avec leur population.

Si lesdits bois ne sont pas compris dans le tableau prescrit par le présent article, il sera dressé un tableau additionnel et spécial sur la demande ou sur l'avis des conseils municipaux des communes voisines desdites parcelles.

L'État, par chaque département, des bois vendus ou qui resteraient à vendre, sera chaque année distribué à l'Assemblée. Cet état fera connaître les prix d'estimation et de vente des bois aliénés.

13. Le produit des ventes de bois sera versé au Trésor, en atténuation de ses avances pour le compte de la dette flottante.

14. Les articles 131 et 137 du décret du 17 mars 1808 sont et demeurent abrogés.

Les propriétés immobilières et revenus fonciers qui appartenaient à l'Université feront retour au domaine de l'État.

La rente cinq pour cent de cinq cent vingt-trois mille quatre cent trente-trois francs (523,433^f), inscrite au nom de l'Université, est annulée et sera rayée du grand-livre de la dette publique.

15. Ne sont point comprises dans les prescriptions de l'article précédent les propriétés immobilières ou les rentes affectées à des établissements d'instruction publique.

Ces établissements continueront de pouvoir acquérir et posséder sous les conditions déterminées par les lois.

16. Seront taxées à vingt centimes, pour tout droit fixe, lorsqu'elles seront affranchies et lorsqu'elles ne dépasseront pas le poids de sept grammes et demi, les lettres adressées aux sous-officiers, soldats ou marins présents sous les drapeaux ou pavillons.

Le deuxième paragraphe de l'article 13 de la loi du 15 mai 1830 est abrogé.

17. L'autorisation d'établir son domicile en France, accordée conformément à l'article 13 du code civil, donnera lieu à la perception, au profit de l'État, des mêmes droits qui sont fixés pour la naturalisation. Le Gouvernement pourra faire remise totale ou partielle de ces droits.

TITRE II.

RÉCAPITULATION DES RECETTES ET DES DÉPENSES DE L'EXERCICE 1851.

18. Les voies et moyens de l'exercice 1851 demeurent évalués à la somme de un milliard trois cent soixante et onze millions trois cent soixante et dix-neuf mille sept cent cinquante-huit francs (1,371,379,758^f), conformément à l'état D annexé à la présente loi.

19. Les dépenses, d'après la loi de finances de l'exercice 1851,	
s'élevant à.....	1,367,242,509 ^f
et les voies et moyens à.....	1,371,379,758

le budget de l'exercice 1851 présente un excédant de recette qui est arrêté provisoirement, selon l'état E annexé à la présente loi, à la somme de.....

en ce non compris les travaux extraordinaires s'élevant à la somme de.....

4,137,249

67,391,538

TITRE III.

MOYENS DE SERVICE.

20. Le ministre des finances est autorisé à créer pour le service de la trésorerie et les négociations avec la banque de France, des bons du trésor portant intérêt, et payables à échéance fixe.

Les bons du trésor en circulation ne pourront excéder cent cinquante millions de francs. Ne sont pas compris dans cette limite les bons déposés en garantie à la banque de France et aux comptoirs d'escompte.

TITRE IV.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

21. Toutes contributions directes ou indirectes autres que celles autorisées par la présente loi, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs, et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auraient fait la perception, et sans que, pour exercer cette action devant les tribunaux, il soit besoin d'une autorisation préalable. Il n'est pas néanmoins dérogé à l'exécution de l'article 4 de la loi du 2 août 1829, relatif aux centimes que les conseils généraux sont autorisés à voter pour les opérations cadastrales, non plus qu'aux dispositions des lois du 10 mai 1838 sur les attributions départementales, du 18 juillet 1837 sur l'administration communale, du 21 mai 1836 sur

les chemins vicinaux, et du 28 juin 1833 sur l'instruction primaire.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 Août 1850.

Le Président et les Secrétaires,

**Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉRARD.**

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'intérieur, chargé de l'intérim du ministère de la justice,

Signé J. BAROCHE.

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.		foncière.		personnelle et mobilière.	
		Centimes additionnels.	fr.	Centimes additionnels.	
Fonds pour dépenses générales.	Municipal des contributions.....		160,174,000		
	Cotisations, en principal, des propriétés nouvellement bâties et imposables à partir du 1 ^{er} janvier 1851, déduction faite des dégrèvements résultant de celles qui ont été détruites ou démolies. (Article 2 des lois du 17 août 1835 et du 4 août 1844.).....		126,000		
	Centimes additionnels généraux sans affectation spéciale.....		"	17	
Fonds pour dépenses départementales.	Centimes imposés par la loi. (17 centimes 4/10.)	Fonds applicables aux dépenses ordinaires de chaque département.....	10 4/10	16,671,200	10 4/10
		Fonds communs à répartir entre les départements, pour dépenses ordinaires des départements.....	7	11,321,000	7
		pour dépenses facultatives d'utilité départementale (maximum 7 centimes 6/10), excepté pour le département de la Corse, qui est autorisé à porter ces centimes au nombre de 14 6/10. (Loi du 4 août 1844, article 1 ^{er} .).....		12,192,740	
	Centimes votés par les conseils généraux	pour dépenses extraordinaires approuvées par des lois spéciales autres que celles concernant l'instruction primaire.....		12,777,000	
		pour subvention aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication et autres, en vertu de la loi du 21 mai 1836 (maximum 5 centimes).....		7,700,000	
		pour dépenses de l'instruction primaire en vertu de la loi de 18 juin 1833 (maximum 2 centimes) et en vertu de lois spéciales.....		2,871,000	
		pour dépenses du cadastre (maximum 5 centimes).....		300,000	
		Centimes ordinaires (maximum 5 centimes).....		8,015,000	
		Centimes extraordinaires et centimes pour frais de bourses et chambres de commerce. (Approuvés par des actes du Gouvernement ou par des arrêtés des préfets).....		13,660,000	
		Centimes extraordinaires imposés d'office pour dépenses obligatoires à la charge des communes. (Article 39 de la loi du 18 juillet 1837.).....		5 "	
Fonds pour dépenses communales.	Centimes pour dépenses des chemins vicinaux (maximum 5 centimes).....		6, 76,000		
	Centimes pour dépenses de l'instruction primaire (maximum 3 centimes).....		3,246,000		
	Centimes pour frais de perception des diverses impositions communales (3 centimes du montant de ces impositions).....		944,910		
	Fonds de 8 centimes attribués aux communes par l'article 32 de la loi du 25 avril 1844.....		"		
	Fonds pour secours en cas de grêle, incendies, inondations et autres cas fortuits...	1	1,603,000	1	
Fonds de non-valeurs.	Foncière, personnelle et mobilière (non-valeurs, remises et modérations).....	1	1,603,000	1	
	Portes et fenêtres (non-valeurs).....		"		
	Patentes (Décharges, réductions, remises et modérations, et frais d'impression et d'expédition des formules des patentes).....		"		
Fonds de réimpositions.....			300,000		
Centimes pour frais de confection de rôles spéciaux d'impositions extraordinaires.....			16,000		
TOTAL.....		19 4/10	259,996,850	36 4/10	64

Taxe de premier avertissement. (Article 51 de la loi du 15 mai 1818.).....

et en centimes additionnels, pour l'exercice 1851.

		TOTAUX		OBSERVATIONS.
en francs.	des patentes.	par nature de contributions.	par affectation de contributions.	
fr.	Centimes additionnels.	fr.	fr.	
35,265,000		32,016,000	252,783,000	(A) Le principal de la contribution des patentes est évalué à 34,800,000 ^f Mais il en est déduit 8 centimes, dont le produit est attribué aux communes par l'article 32 de la loi du 25 avril 1844, ci..... 2,784,000
		(A)		
135,000		"	333,000	Reste pour la portion du principal de la contribution des patentes qui est appliquée aux dépenses générales du budget, ci..... 32,016,000
4,013,300	6 8/10	2,366,400	12,397,600	(B) Voir la note (A) ci-dessus.
"	"	"	20,352,800	(C) Sur les 5 centimes imposés pour taxe de premier avertissement, 3 centimes, sur 16,006,400 avertissements pour rôles confectionnés aux frais de l'Etat, rentrent dans les fonds pour dépenses générales du budget. Le produit de ces 3 centimes est de..... 480,132 ^f
"	"	"	13,699,000	3 centimes, sur 345,600 avertissements pour rôles spéciaux d'impositions extraordinaires établis aux frais des départements et des communes, servent à couvrir les frais d'impressions et de confection d'adits avertissements. Le produit de ces 3 centimes est de..... 10,368
		"	14,886,530	2 centimes sur la totalité des avertissements (16,350,000) sont attribués aux percepteurs pour la distribution d'adits avertissements..... 327,000
1,941,000		2,724,000	20,250,000	TOTAL..... 817,500
1,160,000		1,600,000	12,085,000	(D) Les contributions directes à imposer d'après le présent tableau se divisent ainsi qu'il suit, sous le rapport de leur affectation aux dépenses pour lesquelles la loi les autorise :
425,000		538,000	4,431,000	1° Impositions affectées aux dépenses générales du budget... 265,513,600 ^f
"		"	360,000	Produit des 3 centimes d'avertissements indiqués ci-dessus..... 480,132
"		"	9,785,000	2° Impositions affectées à des dépenses spéciales..... 140,919,378
1,560,000		1,860,000	19,110,000	ENSEMBLE..... 406,913,110
"		"	"	
864,000		982,000	9,071,000	Le produit des impositions de cette dernière nature est attribué aux ministères ci-après :
414,000		430,000	4,690,000	Instruction publique..... 4,431,000 ^f
85,160		98,160	1,297,680	Intérieur..... 81,273,330
"	(B) 2,784,000	2,784,000	2,784,000	Agriculture et commerce..... 1,957,000
"	"	1,957,000	1,957,000	Finances..... 53,258,048
"	"	1,957,000	1,957,000	
762,000		762,000	4,459,000	TOTAL..... 140,919,378
"	5	1,740,000	1,740,000	
"	"	"	800,000	
2,200		2,600	24,000	
34,626,740	11 8/10	47,141,160	406,095,610	(C) 817,500
TOTAL GÉNÉRAL.....			406,913,110	(D)

ÉTAT B.

Contributions foncière, personnelle et mobilière, et des portes et fenêtres.

Fixation du contingent de chaque département, en principal, pour 1851.

DÉPARTEMENTS.	CONTRIBUTIONS EN PRINCIPAL.		
	Foncière.	Personnelle et mobilière.	Portes et fenêtres.
Ain.....	1,236,631 ^f	262,062 ^f	175,965
Aisne.....	2,743,241	537,906	489,987
Allier.....	1,341,444	233,026	155,266
Alpes (Basses-)... ..	613,296	118,023	69,376
Alpes (Hautes-)... ..	503,571	84,045	60,539
Ardèche.....	899,131	217,698	142,226
Ardennes.....	1,290,810	287,163	206,246
Ariège.....	600,847	167,204	90,740
Aube.....	1,430,713	285,827	194,604
Aude.....	1,774,832	279,287	141,156
Aveyron.....	1,452,715	269,133	175,535
Bouches-du-Rhône.....	1,895,282	692,902	543,726
Calvados.....	3,798,484	657,571	510,086
Cantal.....	1,116,826	183,165	83,374
Charente.....	1,826,446	329,834	164,413
Charente-Inférieure.....	2,408,958	474,811	251,808
Cher.....	1,027,652	212,406	122,098
Corrèze.....	862,970	175,403	103,944
Corse.....	177,693	67,026	43,306
Côte-d'Or.....	2,631,144	454,479	278,272
Côtes-du-Nord.....	1,704,859	368,947	174,126
Creuse.....	723,850	157,105	84,429
Dordogne.....	2,128,055	354,288	184,656
Doubs.....	1,219,747	276,098	196,450
Drôme.....	1,222,647	271,572	167,336
Eure.....	3,195,211	481,397	523,641
Eure-et-Loir.....	2,189,799	345,490	229,096
Finistère.....	1,468,795	420,343	250,323
Gard.....	1,823,795	294,813	272,411
Garonne (Haute-)... ..	2,291,518	475,056	333,066
Gers.....	1,654,359	288,079	150,066
Gironde.....	3,031,213	776,168	595,866
Hérault.....	2,335,274	467,057	263,087
Ille-et-Vilaine.....	1,951,716	458,317	232,567
Indre.....	1,020,283	216,921	108,811
Indre-et-Loire.....	1,617,096	320,111	220,819
Isère.....	2,427,827	447,095	280,777
Jura.....	1,341,302	263,345	164,063
Landes.....	761,463	162,539	129,061
Loir-et-Cher.....	1,328,116	248,304	138,156
Loire.....	1,495,887	361,544	293,147
Loire (Haute-)... ..	1,028,334	186,504	115,827
Loire-Inférieure.....	1,654,090	534,094	299,178
Loiret.....	1,885,032	392,798	266,400
Lot.....	1,260,554	254,737	115,261
Lot-et-Garonne.....	2,111,308	349,808	157,700
Lozère.....	593,185	85,279	59,624
Maine-et-Loire.....	2,581,404	429,270	315,978
Manche.....	3,392,791	581,547	355,111
Marne.....	1,878,499	424,823	370,329
Marne (Haute-)... ..	1,407,927	264,857	147,089
Mayenne.....	1,579,579	280,177	169,001

DÉPARTEMENTS.	CONTRIBUTIONS EN PRINCIPAL.		
	Fonciers.	Personnelle et mobilière.	Portes et fenêtres.
Arthe.....	1,756,100 ^f	403,239 ^f	275,461 ^f
Be.....	1,542,393	308,469	180,653
Arbignan.....	1,473,052	319,444	138,843
Be.....	1,708,827	385,402	308,999
Be.....	1,296,154	261,514	141,067
Be.....	4,273,849	1,022,695	1,071,893
Be.....	2,738,502	473,722	459,995
Be.....	2,372,755	411,819	268,690
Be-de-Calais.....	3,033,055	619,921	633,929
Be-de-Dôme.....	2,376,985	487,267	241,277
Be-de-Loire (Basses).....	883,044	293,403	255,229
Be-de-Loire (Hautes).....	576,504	147,665	105,316
Be-de-Loire (Orientales).....	712,743	122,095	72,421
Be-de-Loire (Bas).....	1,899,587	557,217	579,166
Be-de-Loire (Haut).....	1,600,981	392,027	392,625
Be-de-Loire.....	2,254,646	791,103	600,887
Be-de-Loire (Haute).....	1,494,712	281,216	178,190
Be-de-Loire-et-Loire.....	9,908,312	469,706	306,708
Be-de-Loire.....	2,241,977	397,933	232,006
Be-de-Loire.....	8,983,308	4,168,327	3,115,897
Be-de-Loire.....	4,983,032	1,181,923	1,042,964
Be-de-Loire-et-Marne.....	2,869,891	451,671	289,623
Be-de-Loire-et-Oise.....	3,448,057	708,312	562,538
Be-de-Loire (Deux).....	1,477,041	252,276	136,766
Be-de-Loire.....	3,160,258	583,363	654,438
Be-de-Loire.....	1,656,249	297,259	173,058
Be-de-Loire-et-Garonne.....	1,650,283	250,448	112,652
Be-de-Loire.....	1,439,799	260,101	257,217
Be-de-Loire.....	910,280	259,927	209,568
Be-de-Loire.....	1,595,933	259,818	142,556
Be-de-Loire.....	1,228,362	236,200	172,933
Be-de-Loire (Haute).....	926,483	211,262	136,133
Be-de-Loire.....	1,193,132	276,200	208,248
Be-de-Loire.....	1,801,520	367,660	232,858
TOTAUX.....	160,174,000	35,328,000	25,265,000

RAT C.

Tableau des Droits, Produits et Revenus dont la perception est autorisée pour 1851, conformément aux lois existantes.

§ 1^{er}. — Perception au profit de l'État.

Droits d'enregistrement, de timbre, de taxe sur les biens de mainmorte, de greffe, d'hypothèques, de passe-port et de permis de chasse, produit du visa des passe-ports et de la légalisation des actes au ministère des affaires étrangères, et droits de sceau à percevoir pour le compte du trésor dans lesquels continueront d'être compris les droits pour dépenses d'alliances en conformité des lois des 17 août 1828, 29 janvier 1831 et 20 février 1849;

Vingtième à payer sur le produit des bois des communes et établissements publics vendus ou délivrés en nature, pour indemniser l'État des frais d'administration de ces bois. (Article 5 de la loi des recettes de 1842, du 20 juin 1841, et article 6 de la loi des recettes de 1846, du 19 juillet 1846);

Droits de douanes, y compris celui sur les sels;

Contributions indirectes, y compris les droits de garantie, la retenue sur le prix des livraisons de tabac autorisée par l'article 38 de la loi du 24 décembre 1814, les frais de casernement déterminés par la loi du 15 mai 1818, et le prix des poudres, tel qu'il est fixé par les lois des 16 mars 1819 et 24 mai 1834;

Taxe des lettres et droit sur les sommes versées aux caisses des agents des postes;

Rétributions imposées par l'arrêté du Gouvernement du 30 prairial an XI (9 juin 1803) et par les lois du 4^e jour complémentaire an XII (21 septembre 1804) et du 17 février 1809 sur les élèves des facultés sur les candidats qui se présentent pour y obtenir des grades.

Rétributions imposées par la loi du 21 germinal an XI (11 avril 1803), l'arrêté du Gouvernement du 25 thermidor suivant (13 août de la même année) et l'ordonnance royale du 27 septembre 1840, aux directeurs des écoles de pharmacie et aux herboristes reçus par ces écoles;

Produit des monnaies et médailles;

Redevances sur les mines;

Redevances pour permissions d'usines et de prises d'eau temporaires, toujours révocables sans indemnité sur les canaux et rivières navigables;

Droits de vérification des poids et mesures, conformément à l'ordonnance royale du 17 avril 1839;

Taxes des brevets d'invention;

Droits de chancellerie et de consulat perçus en vertu des tarifs existants;

Décime pour franc sur les droits qui n'en sont point affranchis, y compris les amendes et condamnations pécuniaires, et sur les droits de greffe perçus en vertu de l'ordonnance du 18 janvier 1826, par le secrétaire général du conseil d'État;

Rétributions imposées, pour frais de surveillance, sur les compagnies et agences de la nature des tentes dont l'établissement aura été autorisé par ordonnances rendues dans la forme des règlements d'administration publique (*Avis du conseil d'État, approuvé par l'Empereur le 1^{er} avril 1809, et loi des recettes de 1843*);

Droits sanitaires, conformément au tarif annexé à la loi des recettes de 1844, en date du 24 juillet 1843.

§ II. — Perceptions au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants légalement autorisées.

Taxes imposées, avec l'autorisation du Gouvernement, pour la surveillance, la conservation et la réparation des digues et autres ouvrages d'art intéressant les communautés de propriétaires ou d'habitants; taxes pour les travaux de dessèchement autorisés par la loi du 16 septembre 1807, et taxes d'affouages, si on en est d'usage et utile d'en établir;

Droits de péage qui seraient établis, conformément à la loi du 14 floréal an X (4 mai 1802), pour concourir à la construction ou à la réparation des ponts, écluses ou ouvrages d'art à la charge de l'État, des départements ou des communes, et pour corrections de rampes sur les routes nationales et départementales;

Taxes imposées, avec l'autorisation du Gouvernement, pour subvenir aux dépenses intéressant les communautés de marchands de bois;

Droits d'examen et de réception imposés, par l'arrêté du Gouvernement du 30 prairial an XI (9 juin 1803), sur les candidats qui se présentent devant les jurys médicaux pour obtenir le diplôme d'officier de santé ou de pharmacien;

Droits établis pour frais de visite chez les pharmaciens, droguistes et épiciers;

Rétributions imposées, en vertu des arrêtés du Gouvernement du 3 floréal an VIII (23 avril 1800) et du 6 nivôse an XI (27 décembre 1802), sur les établissements d'eaux minérales naturelles, pour le traitement des médecins chargé par le Gouvernement de l'inspection de ces établissements;

Contributions imposées par le Gouvernement sur les bains, fabriques et dépôts d'eaux minérales, pour subvenir aux traitements des médecins inspecteurs d'édits établissements (*Article 30 de la loi des recettes de 1842, du 25 juin 1841, et lois de finances antérieures*);

tributions pour frais de visite des aliénés placés volontairement dans les établissements privés (*Articles de la loi du 30 juin 1838 et 29 de la loi du 25 juin 1841*);
 min d'octroi, droits de pesage, mesurage et jaugeage;
 min de voirie dont les tarifs ont été approuvés par le Gouvernement, sur la demande et au profit des communes (*Loi du 18 juillet 1837*);
 min des billets d'entrée dans les spectacles et les concerts quotidiens;
 min de la recette brute dans les lieux de réunion ou de fête où l'on est admis en payant;
 tributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce, et aux spéciaux accordés auxdits établissements;
 min de places percées dans les halles, foires, marchés, abattoirs, d'après les tarifs dûment autorisés (*Loi du 18 juillet 1837*);
 min de stationnement et de location sur la voie publique, sur les ports et rivières et autres lieux (*Loi du 18 juillet 1837*);
 min de frais de pavage des rues dans les villes où l'usage met ces frais à la charge des propriétaires des (*Dispositions combinées de la loi du 11 frimaire an VII (1^{er} décembre 1798)* et du décret de principe du 1^{er} mars 1807, et article 28 de la loi des recettes de 1842, du 25 juin 1841);
 min d'établissement de trottoirs dans les rues et places dont les plans d'alignement ont été arrêtés conformément aux dispositions de la loi du 7 juin 1845;
 min de la vente exclusive, au profit de la caisse des invalides de la marine, des feuilles de rôle d'équipage des bâtiments de commerce, d'après le tarif du 8 messidor an XI (27 juin 1803);
 min de travaux intéressant la salubrité publique (*Loi du 16 septembre 1807*);
 min d'inhumation et de concession de terrains dans les cimetières (*Décrets organiques du 23 prairial an II (12 juin 1804)* et du 18 août 1811).

§ III. — Perception des recettes des colonies régies par la loi du 25 juin 1841.

recettes de toute nature dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane française et de la Réunion, conformément aux lois et ordonnances actuellement en vigueur.

EXTRAIT. Budget général des voies et moyens de l'exercice 1851.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	MONTANT des recettes prévues.
<i>Contributions directes.</i>	
Contribution foncière.....	59,996,350 ^f
— personnelle et mobilière.....	62,330,860
— des portes et fenêtres.....	36,626,740
— des patentes.....	47,141,160
Pro de premier avertissement.....	817,500
<i>Enregistrement, timbre et domaines.</i>	
Pro de l'enregistrement, de greffe, d'hypothèques et perceptions diverses.....	190,818,000 ^f
Pro de timbre.....	33,775,000
Pro de vente de domaines.....	3,658,700
Pro de vente d'objets mobiliers et immobiliers provenant des ministères.....	8,355,488
Pro de d'établissements spéciaux régis ou affermés par l'État.....	1,580,266
<i>Produits des forêts et de la pêche.</i>	
Pro de coupes de bois.....	30,146,705
Pro divers et droit de pêche.....	4,256,000
Contributions des communes et établissements publics pour frais de régie de leurs bois.....	1,485,900
	406,913,110 ^f
	233,197,484
	8,594,454
	5,888,605

DÉSIGNATION DES PRODUITS.

MONTANT
des recettes
prévues.

Douanes et sels.

Droits de douanes à l'importation :

Marchandises diverses.....	82,331,000 ^f	
Sucres { coloniaux.....	27,291,000 ^f	129,552,000 ^f
étrangers.....	12,000,000	
Droits de douanes à l'exportation.....	2,442,000	152,427,000
Droits de navigation.....	2,569,000	
Droits et produits divers de douanes.....	2,919,000	
Taxe de consommation des sels perçue dans le rayon des douanes.....	22,875,000	

Contributions indirectes.

Droits sur les boissons.....	98,303,000	294,713,000
Taxe de consommation des sels perçue hors du rayon des douanes.....	5,122,000	
Droit de fabrication sur les sucres indigènes.....	26,606,000	
Droits divers et recettes à différents titres.....	38,796,000	
Produit de la vente des tabacs.....	119,881,000	
— de la vente des poudres à feu.....	5,935,000	

Produits des postes.

Produit de la taxe des lettres.....	36,752,000	39,926,000
Droit de deux pour cent sur les envois d'argent.....	1,110,000	
Droits de transport de marchandises et de matières d'or et d'argent par les paquebots.....	"	
Produit des places dans les malles-postes.....	1,228,000	
— dans les paquebots.....	"	
Droit de transit des correspondances étrangères.....	809,000	
Recettes accidentelles.....	27,000	

Divers revenus.

Taxe annuelle sur les biens de mainmorte.....		3,150,000
Produits universitaires. — Droits divers.....		1,788,702
Produits éventuels affectés au service départemental.....		17,480,000
Produits et revenus de l'Algérie.....		14,560,000
Produit de la rente de l'Inde.....		1,080,000
Recette des colonies régies par la loi du 25 juin 1841 (Martinique, Guadeloupe, Guyane française et île de la Réunion).....	Recettes affectées au service général.....	1,755,600
	Recettes affectées au service local.....	3,721,700

Produits divers du budget.

Bénéfice sur la fabrication des monnaies et la vente des médailles.....	50,100
Redevances et produits extraordinaires des mines.....	580,000
Droit de vérification des poids et mesures.....	1,000,000
Produit de la taxe des brevets d'invention.....	350,000
Solde non employé du fonds commun des chancelleries consulaires.....	24,000
Ressources spéciales pour dépenses des écoles normales primaires.....	500,000
Produits éventuels départementaux attribués à l'instruction primaire.....	5,000
Pensions et rétributions des élèves des écoles militaires.....	460,700
Recouvrement de frais d'entretien d'élèves à l'école de cavalerie de Saumur.....	37,500
Pensions des élèves de l'école navale de Brest.....	61,600
Retenue de deux pour cent sur la solde des officiers de l'armée de terre.....	937,320
Pensions de marins admis à l'hôtel des invalides de la guerre.....	48,000
Retenue de deux pour cent sur la solde des sapeurs-pompiers de la ville de Paris.....	2,100

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	MONTANT des recettes prévues.
Attribution des dépenses de la garde républicaine remboursée à l'État par la ville de Paris..... Bureaux de divers établissements spéciaux (écoles vétérinaires, écoles des arts et métiers, écoles régionales d'agriculture, lazarets et établissements sanitaires)..... Reduits provenant des ministères et recettes attribuées au trésor public par l'ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique..... Reduit de ventes de cartes des dépôts de la guerre et de la marine..... Aleur, au prix de revient fixé au département de la guerre.. 953,025^f par le budget, des poudres de la marine. 355,341 livrées par le service des finances. 3,025,459 poudres et salpêtres..... Indemnités de condamnés et pénitenciers militaires..... Ornements des compagnies de chemins de fer pour remboursement de frais divers mis à leur charge..... Ornements des sociétés et agences tontinières pour remboursement de frais de surveillance..... Versement des associations ouvrières pour remboursement de frais de surveillance..... Bénéfices réalisés par la caisse des dépôts et consignations, pour l'année 1851..... Accroissements sur prêts faits, en 1830, au commerce et à l'industrie.... Recettes sur débits non compris dans l'actif de l'administration des finances. Dépôts d'argent dans les caisses des agents des postes, acquis au trésor pour cause de déchéance. (Loi du 31 janvier 1833.)..... Versements de compagnies de chemins de fer, en capital et en intérêts, sur prêts à elles faits par le trésor..... Fonds à verser par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à l'exécution de travaux publics..... Excédant disponible des recettes sur les dépenses du service de l'imprimerie nationale..... Produits divers des maisons centrales de force et de correction..... Prix du bail du chemin de fer de Montpellier à Nîmes..... Produit des manufactures nationales..... Produit des chemins de fer exploités par l'État..... Remboursement des associations ouvrières. (Décret du 5 juillet 1848.).... Recettes de différentes origines..... Revenus et locations des châteaux nationaux..... Versements pour vacances d'emplois..... Remboursement à faire par la compagnie du chemin de fer du Nord. (Obligations échéant en 1851.)..... Remboursements à faire par la compagnie d'Avignon à Marseille..... Versement de la caisse d'amortissement.....	1,250,790^f 1,136,675 1,937,314 47,000 4,333,825 31,621,319 261,000 372,860 30,000 15,000 1,700,000 100,000 80,000 14,000 1,110,000 178,000 159,279 1,700,000 408,000 75,000 12,000,000 77,000 409,256 250,000 Mémoire. 4,000,000 1,000,000 75,660,150
Évaluation des nouveaux impôts ou des accroissements d'impôts proposés.	
Lois spéciales et loi du budget de 1850. Loi du budget de 1851.	Accroissement de l'impôt des patentes. Nouveaux droits { Première loi... 6,000,000^f d'enregistrement { Deuxième loi... 21,000,000 } 27,000,000 Droits additionnels sur le timbre. 12,000,000 Accroissement sur la taxe des lettres. 8,000,000 Timbre des journaux..... 3,000,000 Cartes à jouer..... 459,276 Poudres à feu..... 967,641 48,000,000 4,427,117
TOTAL GÉNÉRAL des voies et moyens de l'exercice 1851.....	
	1,371,379,751

RECETTES.

MINISTÈRES ET SERVICES.	FONDS généraux de l'État.	FONDS spéciaux des départements, des communes, et des colonies.	TOTAL des recettes d'après la loi de finances.
Contributions directes	265,993,732 ^f	140,919,378 ^f	406,913,110
Revenus et prix de vente de domaines	8,594,454	"	8,594,454
Produits des forêts et de la pêche	35,888,605	"	35,888,605
Impôts et revenus indirects	711,699,000	"	711,699,000
Taxe annuelle sur les biens de mainmorte.	3,150,000	"	3,150,000
Produits universitaires	1,788,703	"	1,788,703
Produits éventuels affectés au service départemental	"	17,480,000	17,480,000
Divers revenus. {	14,560,000	"	14,560,000
Produits et revenus de l'Algérie	1,050,000	"	1,050,000
Produit de la route de l'Inde	"	5,477,300	5,477,300
Recettes des colonies régies par la loi du 25 juin 1841	"	505,000	505,000
Produits divers du budget	31,186,319	"	31,186,319
Versement de la dotation de l'amortissement	75,660,150	"	75,660,150
Remboursements de la compagnie du chemin de fer du Nord	4,000,000	"	4,000,000
Remboursements de la compagnie d'Avignon à Marseille	1,000,000	"	1,000,000
Évaluations des impôts proposés par des lois spéciales et par la loi du budget de 1850. {	1,000,000 ^f	"	"
Accroissement de l'impôt des patentes	6,000,000	"	"
Nouveaux droits { Première loi.	21,000,000	"	"
d'enregistrement { Seconde loi.	12,000,000	"	"
Droits additionnels sur le timbre.	8,000,000	"	"
Accroissement sur la taxe des lettres	3,000,000	"	"
Évaluations des impôts proposés par la loi du budget de 1851. {	459,278	"	"
Timbre des journaux	967,841	"	"
Cartes à jouer	4,427,117	"	4,427,117
Poudres à feu			
TOTAUX	1,306,998,080	164,381,678	1,371,379,758

RÉSULTAT

DÉPENSES

RECETTES

Excédant de recette

Exercice 1851.

DÉPENSES.

MINISTÈRES ET SERVICES.	DÉPENSES sur les fonds généraux de l'État.	DÉPENSES sur les fonds spéciaux des départements, des communes, et des colonies.	TOTAL des dépenses d'après la loi de finances.	
ice.....	26,571,348 ^f	"	6571,845 ^f	
ires étrangères.....	7,076,219	"	7,076,219	
struction publique { Instruction publique.....	16,746,481	4,936,000 ^f	21,682,481	
et cultes. { Cultes.....	40,784,722	"	40,784,722	
rieur.....	27,790,520	98,753,330	126,543,850	
griculture et commerce.....	15,500,286	1,957,000	17,457,286	
vaux publics.....	63,926,245	"	63,926,245	
re.....	303,814,628	"	303,814,628	
ine.....	97,017,113	5,477,300	102,494,413	
ances.....	Dette publique.....	391,154,760	391,154,760	
	Dotations.....	8,992,620	8,992,620	
	Service général.....	28,050,160	28,050,160	
	Frais de régie, de perception et d'ex- ploitation des impôts et revenus....	148,444,732	637,368	149,082,100
	Remboursements et restitutions, non- valeurs, primes et acomptes.....	26,991,000	52,620,680	79,611,680
TOTAL des dépenses ordinaires.....	1,202,860,831	164,381,678	1,367,242,509	
vaux extraordinaires.....	67,391,538	"	67,391,538	

GÉNÉRAL.

FONDS généraux.	FONDS spéciaux.	TOTAUX.
1,202,860,831 ^f	164,381,678 ^f	1,367,242,509 ^f
1,206,998,080	164,381,678	1,371,379,758
4,137,249	"	4,137,249

F. Série.

ÉTAT F.

États détaillés des portions de bois taillis, simples ou sous futaie, susceptibles d'être aliénés, conformément à l'article 12 de la loi du budget des recettes de 1851.

DÉPARTEMENTS.	ARRONDISSEMENT communal.	COMMUNES.	NOMS DES BOIS.	CUMULÉ
				h. a.
PREMIÈRE CONSERVATION.				
Seine-et-Marne.	Melun	Lebon-Boulains.....	Léandries.....	13
		Chevry-Cossigny, Presles.....	La Léchelle.....	203
		Favières.....	Hermières.....	283
		Villeneuve-le-Comte, Neufmontiers.....	Grécy-Fauvinet.....	285
	Conlommiers...	Lacelle, Faremontiers et Haute-Feuille.....	Malvoisine.....	598
		Samoiseau, Lacelle, Champagne, Héricy, Machault.....	Champagne.....	487
	Fontainebleau...	Fontaine-Lepert, Héricy.....	Barbeau.....	374
			TOTAL.....	2,425
	Beauvais	Achis, Haute-Épine.....	Malmisfait (taillis).....	326
		Idem.....	Idem (futaie).....	116
		Gerberois.....	Caumont (taillis).....	195
Oise.....	Clermont.....	Idem.....	Caumont (Châpêtre) (taillis).....	59
		Neuville-en-Hes.....	Les Ployes (partie).....	50
			TOTAL.....	717
Saint-et-Oise...	Corbeil.....	Draveil.....	Petit bois de Mainville, n° 62, 64, 65, 66 de l'Atlas.....	6
		Tigery, Combe-la-Ville.....	Coup-de-Carte, n° 258 et 259.....	10
		Tigery.....	Bois-la-Bruce, n° 250, 251.....	17
		Boutry-Saint-Antoine, Epinay.....	Bois-de-Boutry, n° 184, 185, 188, 189.....	9
	Rambouillet.....	Richarville.....	Monbardon.....	84
		Les Granges.....	Garenne des Granges.....	7
		Clayes.....	Clayes.....	46
		Saint-Cyr.....	Le Gland.....	7
	Verdailles.....	Guyancourt.....	Plant-du-Trou.....	14
		Les Loges.....	Garenne des Loges.....	27
		Jouy.....	L'Homme-Mort.....	61
		Bougival-Louvenciennes.....	Louvenciennes.....	53
		Celle-Saint-Cloud.....	Garenne de Bechevet.....	9
		Marly.....	Marly.....	27
			TOTAL.....	378
DEUXIÈME CONSERVATION.				
Eure.....	Évreux.....	Glisolles.....	Oisel.....	147
		La Haie-Malherbe.....	Montmajeu et Ventelle. (Dépendance de la forêt de Bord).....	36
	Louviers.....	Louviers.....	Le Défense. (Dépendance de la forêt de Louviers).....	68
			TOTAL.....	251

DÉPARTEMENTS.	ARRONDISSEMENT COMMUNAL.	COMMUNES.	NOMS DES BOIS.	CON- TENANCE.	
				h. a.	
DEUXIÈME CONSERVATION. (Suite.)					
de l'inférieure.	Yvetot	Saint-Wandrille et Vatteville.	Saint-Wandrille.....	314 00	
	Neufchâtel	Guebville.....	Le Torps.....	24 66	
		Saint-Seems.....	L'Abbaya.....	103 39	
			TOTAL.....	444 05	
TROISIÈME CONSERVATION.					
	Châtillon.....	Noiron et Pothières.....	Charme-Boullersain.....	51 99	
		Verjeonnet.....	L'Esfort.....	108 02	
		Amières.....	Fauverger.....	109 51	
		Riel-les-Eaux.....	Les Forêts.....	308 73	
		Prusly.....	Langres.....	336 50	
		Lenglay.....	Lugny.....	243 01	
		Voullaines.....	Bois aux-Moines.....	303 80	
		Morisey et Vittotes.....	La Monguë.....	451 53	
		Planay et Fontaine-les-Sèches.	Le Quartier.....	390 44	
		Saint-Broing-Ter-Moines.....	La Sève.....	230 81	
	Dijon.....	Gevrolles.....	Viopré-Rouget.....	264 51	
		Noiron et Pothières.....	Charme-Boullersain.....	406 37	
		Touillon.....	L'Évêque.....	235 40	
		Billy.....	Jugny.....	615 31	
		Lenglay.....	Lugny.....	510 66	
		Autricourt.....	Val-du-Puits.....	563 26	
		Charrey et Villers-Jatras.....	Vauxbué.....	541 23	
		Corcelles-Me-Citeaux.....	Pré-Barra.....	3 06	
		Preuilly.....	Combe-Rabeaux.....	54 11	
		Épagny.....	Ancy.....	178 14	
	Semur.....	Messey.....	Roche-Château.....	303 90	
		Saussey.....	L'Hermitage.....	302 23	
		Chapray.....	Les Laverottes.....	499 09	
		Sergueuil.....	Gergueil.....	391 68	
		Poisot-les-Sautx.....	Mont-de-l'Echelle.....	468 66	
		Frénois et Morloy.....	Les Essarts.....	299 73	
		Frénois et La Margelle.....	Pointe-Gelde.....	256 61	
		Frénois.....	Grande-Montagne.....	494 09	
		Frénois et Lary.....	Vermeleins et Tête du bois		
			Avaux.....	338 42	
	Beaune.....	Chambeyre.....	Grande-Manche.....	125 40	
		Bingee.....	Lamblin.....	211 26	
		Flavigny et Haute-Roche.....	Flavigny.....	271 19	
		Charnay.....	Charnay.....	179 12	
		Marmagne.....	Fontenay.....	626 91	
		Bligny S.-O.....	Vieille-Forêt.....	535 79	
		Savigny S.-B.....	Grand-Hâ.....	423 30	
		Joucy.....	Buen.....	423 88	
		Corbérone.....	Champjarlay.....	764 96	
		Loise.....	Pochon.....	456 09	
		Villebichot.....	Grange-Nouve et Bois-Four- mies.....	451 58	
		Villy-le-Brâlé.....	Dame-Jacquette.....	12 47	
		Idem.....	L'Arpent-Thomasin.....	13 99	
		Saussey.....	Saussey.....	206 61	
		Eperney.....	Folchétiif.....	37 78	
		Châteauneuf.....	Vaujuin.....	30 50	
				TOTAL.....	13,703 75

DÉPARTEMENTS.	ARRONDISSEMENT COMMUNAL.	COMMUNES.	NOMS DES BOIS.	COURS TRAVERSÉ
				h. a.
QUATRIÈME CONSERVATION.				
	Nancy	Vandœuvre	Bois du Chapitre	68
		Nancy	Bois Saint-Dixier	8
		Houdreville	Patadmas	42
		Pagny-sur-Moselle	Lasseaux	25
		Pont-Saint-Vincent	Bois du Fort	16
	Toul	Toul	Louveau	130
		Crepey	Fond-des-Mares	16
		Moncel	Maître-d'École ou La Trécorrie	2
	Château-Salins	Besanges	Sainte-Marie	8
		La Garde et Ommeray	Haut-de-la-Croix	150
		Isavillers	Lénitz	60
		Günzeling	Les Osas	130
		Assenoncourt	Cure-d'Assenoncourt	1
		Desseling	Petite-Charbonnière	12
		Gosseling	Krautwald	25
Meurthe		Gosseling	Kleinwald	8
		Idem	Erwillerwald	8
		Idem	Buchholts	107
		Hoff	Mitterwald-de-Hoff	27
	Sarrebouurg	Fensterange	Hautbuhl	60
		Niederstinnel	Schirmeck	20
		Fensterange	Herbereck	90
		Idem	Ottershubel	30
		Idem	Rudolfshrunerwald	35
		Desseling	Grande-Charbonnière	100
		Idem	L'Entrèche	60
		Assenoncourt	Grosbühlwald	90
		Idem	Grosbourloch	110
	Luséville	Loromontrey	Thilles	8
		Saint-Boingt	Themes	8
		Mignéville	Bouxy	50
			TOTAL	1,475
CINQUIÈME CONSERVATION.				
	Strasbourg	Fort-Louis	Fort-Louis	40
		Gernsheim	Gernsheim	2
		Offendorf	Offendorf	30
Bas-Rhin		Lentzenheim	Königsbruck	510
		Strasbourg	Ile-Nationale	8
	Saverne	Kerkastel	Weidlothrungen	250
			TOTAL	530
SIXIÈME CONSERVATION.				
	Altkirch	Village-Neuf	Iles de Rhin	30
		Blotzheim	Idem	50
Haut-Rhin		Larocman	Idem	2
		Landau (Petit)	Idem	15
		Hombourg	Idem	2
		Chalampé	Idem	30

DÉPARTEMENT.	ARRONDISSEMENT communal.	COMMUNES.	NOMS DES BOIS.	CONTENANCE.
				h. a.
SIXIÈME CONSERVATION. (Suite.)				
Rhin.....	Colmer.....	Ramerstein.....	Iles du Rhin.....	51 70
(Suite.)		Blodelstein.....	Idem.....	9 60
		Belgen.....	Idem.....	141 00
		Heiterm.....	Heiterm.....	322 00
		Ruestenharth.....	Ruestenharth.....	120 88
		TOTAL.....		798 18

SEPTIÈME CONSERVATION.

	Leun.....	Bois-les-Pargny.....	Avoueries.....	219 81
		Erlon.....	Batie.....	81 48
		Parfondra.....	Laverigny.....	234 40
		Vaulerc et Vallée-Foulon.....	Vaulerc.....	317 60
	Château-Thierry.....	La Ferté-Milon.....	Borcy.....	207 55
		Chartèves.....	Saint-Cespre.....	3 22
	Soissons.....	Corcy.....	Bordure-des-Étangs de la Ramie.....	2 62
			TOTAL.....	1,067 74
		Ivors.....	Genevroys.....	29 63
	Senlis.....	Boisay-Frenoy.....	Les Gambries.....	58 21
		Taumoise.....	Pont-l'Abbé.....	16 66
		Gondreville.....	Tillet.....	405 25
			TOTAL.....	509 75
	Lille.....	Thumeris et Astricourt.....		
	Douai.....	Tillory.....		
	Armentières.....	Maubenge.....	Maubenge.....	280 56
			Tillet.....	91 77
			TOTAL.....	372 33
Mc-Cohin.....	Boulogne.....			
	Saint-Omer.....			
	Péronne.....	Moislains, Menil-en-Arrouaize et Saillysel.	Moislains.....	446 00

HUITIÈME CONSERVATION.

	Troyes.....	Saint-Phal.....	Le Perchois.....	2 18
		Saint-Maurice-aux-Riches-Hommes.....	Luis.....	155 89
	Sens.....	Eailly.....	Touchebauf.....	71 71
		Vareilles.....	Le Fays-de-Vareilles.....	91 30
		Lichères.....	Les Coupies.....	62 77
		Idem.....	Grande-Brayère.....	19 40
		Idem.....	Poirier-Marchal.....	28 68
	Auxerre.....	Accalay.....	Fays.....	100 61
		Beaury.....	Beaury.....	61 78
		Mailly-la-Ville.....	Mailly-la-Ville.....	56 82
		Commissy.....	Commissy.....	123 85
		Avalon.....	Chassigny.....	62 44
		Asquins.....	Chaufour.....	70 28
		Quarré.....	Brénillotte.....	88 04
			TOTAL.....	943 16

DÉPARTEMENTS.	ARRONDISSEMENT communal.	COMMUNES.	NOMS DES BOIS.	COS- TANCE.
				L. 2.
NEUVIÈME CONSERVATION.				
Vosges.....	Épinal.....	Clozeontaine.....	Mertimont.....	28 6
	Saint-Dié.....	Étival.....	Côte de Repp, parcelle dite <i>Petite-Châtelle</i>	5 6
		Lamarche et Romain-aux- Bois.....	Morimond.....	324 4
		Lamarche.....	Bois-le-Seigneur.....	113 9
	Neufchâteau.....	Morincourt, Saint-Julien et Tignecourt.....	Morincourt.....	191 9
		Tignecourt et Serecourt.....	Flabemont.....	394 3
		Châtillon.....	Châtillon.....	185 3
			TOTAL.....	1,243 7
DIXIÈME CONSERVATION.				
FORÊTS NON AFFECTÉES À LA BANQUE DE FRANCE.				
Marne.....		Chantemerle.....	Les Vodes.....	27 6
		<i>Idem</i>	Précul.....	7 7
		Barbonne.....	Quatre-Arpents.....	3 4
		Bricot.....	Buisson-du-Ménil.....	43 4
	Epernay.....	<i>Idem</i>	La Haie-Biche.....	0 4
		<i>Idem</i>	La Haie-l'Abesse.....	0 3
		Gault.....	La Haie-des-Étangs.....	1 0
		<i>Idem</i>	Queuse-de-l'Étang.....	5 3
		Sermiers.....	Renaudot.....	3 3
		<i>Idem</i>	Bois-Monsieur.....	17 4
Reims.....		Verry.....	Bois-Boillot.....	8 1
		Louvois.....	Grandes-Ventes.....	0 9
		Chigny.....	Arrosoirs.....	47 3
			La Miserelle.....	4 3
			TOTAL.....	169 6
FORÊTS AFFECTÉES À LA BANQUE DE FRANCE.				
Marne.....		Giorges.....	Arguensois.....	116 8
		Ablois.....	Beauchet.....	151 0
	Epernay.....	Ville-en-Selve.....	Bois du Roi.....	83 6
		Ay.....	Le Grand-Charles-Fontaine.....	9 8
		<i>Idem</i>	Le Petit-Charles-Fontaine.....	3 2
		Hautvillers.....	Les Ruisillons.....	72 5
		<i>Idem</i>	La réserve d'Hautvillers.....	71 10
		<i>Idem</i>	Les Esarts.....	14 30
	Reims.....	<i>Idem</i>	Les Petits-Lhuys.....	19 8
		<i>Idem</i>	Les Grands-Lhuys.....	180 3
Vitry.....		Chamaury.....	Écarterie de Cormoyeux.....	89 2
		Sermains.....	Chamaury, Réserve-Bois-de- Reims.....	193 0
		Cheminou.....	Sermains.....	340 0
		Belval.....	Cheminou.....	256 0
	S ^{te} -Menehould.....		Belval.....	183 0
			TOTAL.....	1,763 4

DÉPARTEMENT.	ARRONDISSEMENT COMMUNAL.	COMMUNES.	NOMS DES BOIS.	CONTENANCE.
				h. a.

DIXIÈME CONSERVATION. (Suite.)

BOIS NON AFFECTÉS À LA BANQUE DE FRANCE.

		Arreux.....	Le Temple.....	9 56
		Braux.....	La Haie-des-Prêtres.....	15 38
		Idem.....	Bois-la-Dame.....	8 00
		Idem.....	Defois.....	94 34
	Mézières.....	Châteauregnault.....	La Pierroy.....	49 37
		Monthermé.....	Bois-l'Abbé.....	55 87
		Neuson et Aiglemont.....	Quart-d'Harville et Deux-Gélias.....	84 11
		Haulmé.....	Pausery.....	18 00
		Les Rivières.....	La Falaise.....	7 00
		Manthemé.....	Bois d'Aubaine.....	9 07
	Recriol.....	La Neuville-aux-Tourneurs.....	Bois Sobinet.....	27 00
			TOTAL.....	342 24

BOIS AFFECTÉS À LA BANQUE DE FRANCE.

	Vouziers.....	Châtillon.....	Basancourt.....	274 00
		Exermont.....	La Taillette.....	204 52
		Idem.....	Petit-Bois.....	164 07
	Idem.....	Idem.....	Montay.....	88 74
		Fléville.....	Cuiron.....	42 39
		Exermont.....	Un quart en réserve.....	181 59
		Cléty.....	Taille-l'Abbé.....	48 71
	Rocroy.....	Givet.....	Bassec-Famennes.....	167 00
			Petite-Famenne.....	68 40
			TOTAL.....	1,236 42

Récapitulation.

Bois non affectés à la banque de France	Meuse.....	169 65
	Ardennes.....	342 24
	TOTAUX.....	511 89

Bois affectés à la banque de France....	Meuse.....	1,763 40
	Ardennes.....	1,236 42
	TOTAUX.....	2,999 82

TOTAUX GÉNÉRAUX..... 3,511 71

ONZIÈME CONSERVATION.

		Othe.....	Othe.....	43 24
		Petit-Xivry.....	Petit-Xivry au Parlay.....	91 60
		Villehondismont.....	Villehondismont.....	27 40
		Flabeuville.....	Flabeuville.....	51 71
		Villers-la-Chèvre.....	Villers-la-Chèvre.....	11 00
	Briey.....	Villers-la-Montagne.....	Villers-la-Montagne.....	416 70
		Norroy-le-Sec.....	Saint-Arnould.....	149 90
		Serrouville.....	Saint-Paul.....	154 30
		Vesin.....	Le Grange.....	235 80
		Brchain-la-Ville.....	Bois-Lemoine.....	229 20
		Morfontaine.....	Bois-le-Klaire.....	137 00
		Saint-Marcel.....	Cambre.....	101 00

DÉPARTEMENTS.	ARRONDISSEMENT communal.	COMMUNES.	NOMS DES BOIS.	COT- TANAGE.
				h. a.
NEUVIÈME CONSERVATION.				
Vogues.....	Épinal.....	Cloestaine.....	Mertimont.....	28 60
	Saint-Dié.....	Étival.....	Côte de Repp, parcelle dite <i>Petite-Châtelle</i>	2 60
		Lamarche et Romain-aux-Bois.	Morimond.....	324 48
		Lamarche.....	Bois-le-Seigneur.....	113 94
	Neufchâteau.....	Morincourt, Saint-Julien et Tigneccourt.....	Morincourt.....	192 9
		Tigneccourt et Surescourt.....	Flabemont.....	394 35
		Châtillon.....	Châtillon.....	185 35
			TOTAL.....	1,342 72

DIXIÈME CONSERVATION.

FORÊTS NON AFFECTÉES À LA BANQUE DE FRANCE.

Marne.....	Épernay.....	Chantemerle.....	Les Vodes.....	27 65
		Idem.....	Frécul.....	7 75
		Barbonnè.....	Quatre-Arpents.....	2 40
		Bricot.....	Buisson-du-Ménil.....	43 50
		Idem.....	La Haie-Biche.....	0 20
		Idem.....	La Haie-l'Abesse.....	0 30
		Idem.....	La Haie-des-Étangs.....	1 00
		Gault.....	Queue-de-l'Étang.....	5 20
		Idem.....	Renaudot.....	3 15
		Sermiers.....	Bois-Monsieur.....	17 00
Reims.....		Idem.....	Bois-Boillot.....	8 15
		Verry.....	Grandes-Ventes.....	0 95
		Louvois.....	Arrosoirs.....	47 55
		Chigny.....	La Miserelle.....	4 20
			TOTAL.....	169 65

FORÊTS AFFECTÉES À LA BANQUE DE FRANCE.

Marne.....	Épernay.....	Giorges.....	Arguensols.....	116 80
		Ablois.....	Brauchet.....	151 00
		Ville-en-Selve.....	Bois du-Roi.....	82 60
		Ay.....	Le Grand-Charles-Fontaine.....	9 80
		Idem.....	Le Petit-Charles-Fontaine.....	3 80
		Hautvillers.....	Les Ruissillons.....	72 50
		Idem.....	La réserve d'Hautvillers.....	71 10
		Idem.....	Les E-sarts.....	14 20
		Idem.....	Les Petits-Lhuys.....	19 8
		Idem.....	Les Grands-Lhuys.....	180 50
Vitry.....	Reims.....	Idem.....	Écône de Cormogoux.....	69 25
		Chaumury.....	Chaumury, Réserve-Bois-de-Reims.....	192 00
		Sermains.....	Sermains.....	340 00
		Chemimou.....	Chemimou.....	256 00
		Belval.....	Belval.....	183 00
	S ^{te} -Menehould.....		TOTAL.....	1,763 40

DÉPARTEMENTS.	ARRONDISSEMENT communal.	COMMUNES.	NOMS DES BOIS.	COTENANCE.
				h. a.
QUATORZIÈME CONSERVATION.				
	Valence	Leuz-le-Long	Montaille.....	319 75
		Saint-Donat	Sizay.....	94 83
	Montélimart.....	Saint-Bonnet de Vabrieux..	Thivoley.....	127 29
		Réauville.....	Aiguebelle.....	519 65
	Nyons.....	Nyons.....	Veaux.....	61 00
		Mirabel.....	Bois-au-Roi.....	28 07
			TOTAL.....	1,150 59
	Grenoble	Saint-Pierre d'Entremont...	Haut-du-Seuil.....	195 01
		Murianette	Comblois	57 45
		Ville neuve de Marc et autres.	Bonneveaux.....	455 93
	Vienne.....	Feyzin-Courtabieu et Messier..	Blachis.....	175 00
		Eyrieux.....	Chasse.. } Bois grevés d'usage.	79 37
		Châlon et Saint-Sarlin.....	Revetot.....	69 72
		Saint-Romans.....	Claix.....	135 96
	Saint-Marcellin.....	Saint-Antoine.....	Thivoley.....	33 26
		Dionay.....	Mouchet.....	199 54
			TOTAL.....	1,401 23
QUINZIÈME CONSERVATION.				
	Palaise.....	La Hoquette.....	Saint-André.....	623 15
SEIZIÈME CONSERVATION.				
	Bar-sur-Ornain ..	Dannemarie et Hauts-Étocs..	Parcelle isolée de la forêt de Ligny et éloignée de la masse de trois kilomètres	3 00
		Riéval.....	Riéval.....	8 80
		Badonvilliers.....	Beachien.....	70 71
		Dainville.....	Luya.....	17 31
		La Chaussée.....	Bois Marchal	88 73
	Commercy.....	Idem.....	Petit-Bouchot.....	1 94
		Idem.....	Claudotte.....	17 23
		Saint-Benoît.....	Saint-Benoît-Haut-Bouchot..	35 43
		Idem.....	Lambejardin (partie).....	6 80
		Girauvoisin.....	Bois-c-hâtelain	4 91
		Dau-sur-Meuse.....	Bois de Bossy.....	29 62
		Luzuy.....	Bois du Four	2 35
		Amel.....	Vingt-Arpens.....	25 22
		Cuisy.....	Bois de Cuisy.....	63 93
		Épinonville.....	Bois Épinonville.....	121 00
		Gercourt.....	Bois Gercourt.....	184 45
		Gesnes.....	Bois Gesnes.....	72 91
		Consevoye.....	Bois Consevoye.....	339 70
		Crépon.....	Bois Crépon.....	50 15
		Dombas.....	Bois Dombas.....	213 10
	Montmédy.....	Dusey.....	Bois Dusey.....	67 28
		Écurey.....	Bois d'Écurey.....	239 00
		Flabas.....	Bois Flabas.....	136 87
		Fontaines.....	Bois Fontaines.....	173 76
		Haraumont.....	Bois Haraumont.....	96 36
		Haumont.....	Bois Haumont.....	119 20
		Liny.....	Bois Liny.....	244 97
		Mourey.....	Bois Mourey.....	66 91
		Muzerey.....	Bois Muzerey.....	200 92
		Velle-de-Chaumont.....	Bois Velle.....	51 19
		Vitarville.....	Bois Vitarville.....	98 25
			TOTAL.....	2,775 52

DÉPARTEMENTS.	ARRONDISSEMENT communal.	COMMUNES.	NOMS DES BOIS.	COR- TENANCE.
				h. a.
ONZIÈME CONSERVATION. (Suite.).				
Meuse (Suite).	Thionville.....	Vitry.....	Allemands.....	50 81
		Oud-en.....	Quatre-Seigneurs.....	535 04
		Monneron.....	Breidenbusch.....	119 41
		Bibiche.....	Bibiche, grand bois.....	213 21
		Filstroff.....	Petite Kalenhoven, un quart en réserve.....	90 71
		Idem.....	Petite Kalenhoven, partie grevée.....	213 71
		Bibiche.....	Willerswald.....	123 04
		Résonville.....	Flavigny.....	111 91
		Gorse.....	Chevauz.....	192 04
		Idem.....	Gaumont.....	57 04
	Metz.....	Idem.....	Le Prince.....	171 91
		Luppy.....	Saint-Paul.....	46 41
		Chréange.....	Rouven.....	32 21
		Teting.....	Lenzenstigen.....	2 71
		Cheminot.....	Cheminot.....	153 81
		Sillégny.....	Sillégny.....	216 91
		Willerswald.....	Herrerswald.....	106 11
		Sarrelbe.....	Mitterswald.....	357 91
		Grundwiller.....	Herrenholts.....	51 04
		Puttelange.....	Höstudenhöl.....	75 71
	Sarreguemines..	Idem.....	Hünnerberg.....	156 91
		Hilsprich.....	Bréviéh.....	30 71
		Theiding.....	Bouchwald.....	175 51
		Färthèreswiller.....	Braskir.....	160 04
		Lachambre.....	Grande-Frêne.....	171 71
		Hobach.....	Hanotzel.....	54 04
		Freyming.....	Hautwald.....	83 21
		Machereu.....	Frêne.....	380 91
		Seingbouse.....	Groswald.....	171 21
	Sarreguemines Inspection de Bitch.	Rolling.....	Scheidwald.....	112 04
		Oppeding.....		
		Ohrenthal.....		
TOTAL.....				6,069 51
DOUZIÈME CONSERVATION.				
Haute-Saône....	Lure.....	Selles.....	Selles.....	408 04
	Gray.....	Saint-Broingt et Corneux...	Corneux.....	145 21
			TOTAL.....	553 21
TREIZIÈME CONSERVATION.				
Jura.....	Dole.....	Amour.....	Les Nouhes.....	382 71
		Petites-Chiettes.....	Bonlieu.....	194 81
		Moirans.....	Bonan.....	46 21
		Lacharme et Pont-du-Bourg..	Amont.....	616 41
	Saint-Claude...	Le Chatelay-Colonne et Pont- du-Bourg.....	Aval.....	314 31
		Brainan et Neuville.....	Foras.....	208 04
		Poligny.....	Vaivre.....	510 21
		Dornon.....	Chalem.....	60 21
	Poligny.....	Geraise.....	Côtes-de-Vaux.....	23 11
		Ivory.....	Craux-Parancot.....	97 91
		Montigny et Villeneuve-d'Aval	Mouchard et Champvarin....	598 41
			TOTAL.....	3,080 91

COMMUNES.	ARRONDISSEMENT COMMUNAL.	COMMUNES.	NOMS DES BOIS.
DIX-NEUVIÈME CONSERVATION. (Suite.)			
	Orléans (Suite.)	Gidy.....	Petite-Générale.....
		Idem.....	Charme-Blanc.....
		Cercottes.....	Bonnevaux.....
		Idem.....	Tailles-Gillettes.....
		Saint-Lid.....	Les Bureaux.....
		Chevilly.....	Bois-au-Duc.....
		Neuville.....	Gareune-de-Roulin.....
		Marigny.....	Lugère et Champilon.....
		Boigny.....	Motte-aux-Saniers.....
		Semoz.....	Coupoint.....
		Ingrannes.....	Sourdillon.....
		Fay-aux-Loges.....	Taille-Poulin.....
		Bousy.....	Luene-à-la-Reine.....
		Châteauneuf.....	Belle-Sauve.....
	Montargis.....	Lorris.....	Bois-Bretteau.....
	Gien.....	Le Monlinet.....	Petit-Bois-d'Orléans.....
	Pithiviers.....	Neuilly.....	Croix-Verte.....
			TOTAL.....
VINGTIÈME CONSERVATION.			
	Sancerre.....	Prély-le-Châtiif.....	Buresses-de-Prély.....
		Vernueil.....	Vernueil.....
	Saint-Amand.....	Dampierre et Chesal-Benoit..	Bois-Gilbert.....
			TOTAL.....
	Lablanc.....	Sacianges.....	Saint-Benoît.....
		Balleray.....	Ordoens.....
		Idem.....	Tailin-Baron.....
		Poiseux.....	Bois-des-Prempts.....
			La Taisière.....
			Chêne-de-Lullée.....
		Guérigny.....	Grand-Patureau.....
			Plessis.....
			Guillaud.....
			Buisson-Courrier.....
	Nevers.....		Lentonnaison-les-Huites.....
		Ussy.....	Champ-Paul.....
			Patureau-de-Demeure.....
			Baulaires.....
			Léclintre.....
			Grand-Bornet.....
		Sarcelles-les-Nevers.....	Bois-Renfermé.....
		Saint-Aubin et Poiseux.....	Prunelières.....
			Pechats.....
		Parigny-les-Vaux.....	Grande-Commanderie.....
	Saint-Éloy et Montigny.....	Saint-Martin.....	Petite-Commanderie.....
			Montmiens.....
			Chaumont-Charnevroy, 1 ^{re} série.....
		Balleray et Montigny.....	Forêt-aux-Moines, Aprey, Rénaup-Zéan-Sauvage, 2 ^e série.....
			La Guirlande, 1 ^{re} série.....
		Saint-Éloy et Goulanges.....	L'Étang, 2 ^e série.....

DÉPARTEMENTS.	ARRONDISSEMENT communal.	COMMUNES.	NOMS DES BOIS.	COTENANCE.
				h. a.
SEIZIÈME CONSERVATION. (Suite.)				
Haute-Marne...	Chaumont.....	Busson.....	Les Épinettes et Quatre-Buissons-le-Loup.....	26 47
DIX-SEPTIÈME CONSERVATION.				
		Écuisses Saint-Laurent, d'Audormy et Torcy.	D'Avoise.....	365 00
		La Selle.....	Glenne, canton du Grand-Carrage.....	75 00
	Antun.....	Idem.....	Glenne, canton du Petit-Carrage.....	5 40
		Idem.....	Glenne, canton Mougin.....	9 12
		Roussillon.....	Glenne, canton Combe-Sèche.....	7 60
		Grande-Verrière.....	Glenne, canton Chassagne.....	24 00
		Roussillon.....	Glenne, canton La Frotelle.....	0 25
		Beaumont-sur-Grosne.....	Chaplares.....	42 01
		Bimsey-sous-Cruchaud.....	Rhenne.....	119 19
		Buxy.....	Marinnot.....	140 25
		Sermesse.....	Sermesse.....	65 18
		Saint-Gervais.....	Reppe, Tarailly.....	4 93
		Guerfains.....	La Croisette.....	1 13
		Idem.....	Voulaine.....	35 56
		Saint-Marc-de-Vaux.....	Les Ygoux.....	136 50
		Vitry et Varenne, Reuillen.....	Le Boisseret.....	146 60
		Sermur-en-Charollois.....	Bois-Dieu.....	18 90
		Idem.....	Crayot.....	7 33
	Charolles.....	Idem.....	Rapilles.....	5 49
		Cordin et Rigny.....	Chaume-Cordin.....	106 17
		Pouilloux, Saint-Vallier.....	Cressus.....	130 91
		Saint-Romain, Saint-Vallier.....	Le Boisfranc.....	27 94
			TOTAL.....	1,465 81
	Belley.....	Lavours.....	Lavours.....	56 04
Ain.....	Bourg.....	Lescheroux.....	Grand-Villard.....	164 78
		Lent.....	Le Prince.....	75 52
			TOTAL.....	296 34
DIX-HUITIÈME CONSERVATION.				
Ariège.....	Saint-Girons...	Mongauch.....	Mongauch.....	38 00
		Bodeille.....	Bodeille.....	3 52
			TOTAL.....	41 52
Haute-Garonne..				
Lot.....				
Tarn-et-Garonne..				
Néant.				
DIX-NEUVIÈME CONSERVATION.				
		Pontlevoy, Sambin, Vallières, Monthon.	La Chainville.....	161 00
Loir-et-Cher...	Blois.....	Idem.....	La Frelonnière.....	42 70
		Châteauvieux.....	Les Brouards.....	0 50
			TOTAL.....	204 20
		Leilly.....	Francs-Bois.....	169 30
		Idem.....	Haies-en-Roi.....	40 30
Loiret.....	Orléans.....	Saran.....	Montauban.....	58 20
		Idem.....	Mont-Pétré.....	15 40

DÉPARTEMENTS.	ARRONDISSEMENT communal.	COMMUNES.	NOMS DES BOIS.	COR- TÈNANCE.
				h. a.
VINGT ET UNIÈME CONSERVATION.				
.....	Bourgneuf	Mortierolles.....	Larrea.....	47 46
VINGT-DEUXIÈME CONSERVATION.				
Néant.				
VINGT-TROISIÈME CONSERVATION.				
de Vaine...	Rennes.....	Camors.....	Floranges.....	307 45
.....	Lorient.....	Grand-Champ.....	Larreaux.....	48 26
.....	Vannes.....		TOTAL.....	355 71
.....	Châteaulin.....	Landevennes et Argol.....	Landevennes.....	474 46
VINGT-QUATRIÈME CONSERVATION.				
.....		Souigny.....	Le Gaulis.....	8 80
.....		La Mothe-Saint-Héray.....	Les Tines.....	7 14
.....		Idem.....	Le Genestreau.....	3 73
.....	Melle.....	Exondut.....	Viailles-Fosses.....	33 89
.....		Idem.....	Le Brillochet.....	12 10
.....		Goux.....	Petit-Quartier.....	0 60
.....		Idem.....	La Bosse.....	43 11
			TOTAL.....	109 39
VINGT-CINQUIÈME CONSERVATION.				
.....	Carcassonne.....	Pradelles-Cabardès.....	La Braquette.....	56 09
.....	Castelnaudary.....	Duilhac.....	Naneyrac.....	210 79
.....		Gaja-la-Selve.....	La Selve.....	224 54
			TOTAL.....	491 42
des-Orient.	Prades.....	Vernet.....	La Pena.....	25 00
.....	Albi.....	Sérénac.....	Valence.....	213 30
.....	Castres.....	Anglas.....	Salavert.....	207 19
.....		Lamontellerie.....	Capeé.....	132 67
			TOTAL.....	553 16
VINGT-SIXIÈME CONSERVATION.				
.....	Draguignan.....	Thoronet.....	Darboussières.....	134 94
.....	Orange.....	Gigondas.....	Gigondas.....	159 29
VINGT-SEPTIÈME CONSERVATION.				
.....	Vigan.....	Vigan.....	Lagre.....	200 00
.....		Bouillargues.....		
.....	Nîmes.....	Général.....	Campagne.....	415 61
.....		Saint-Gilles.....		
.....		Nîmes.....		
			TOTAL.....	615 61

DÉPARTEMENTS.	ARRONDISSEMENT communal.	COMMUNES.	NOMS DES BOIS.	CON- Tenance.
				h. a.
SEIZIÈME CONSERVATION. (Suite.)				
Haute-Marne...	Chauumont.....	Bussion.....	Les Épinettes et Quatre-Buis- sons-le-Loup.....	26 47
DIX-SEPTIÈME CONSERVATION.				
		Écuisses Saint-Laurent, d'An- dormy et Torcy.	D'Avoise.....	365 00
		La Selle.....	Glénne, canton du Grand-Ca- ruge.....	75 00
	Aulun.....	Idem.....	Glénne, canton du Petit-Ca- ruge.....	5 40
		Idem.....	Glénne, canton Mougin.....	9 12
		Roussillon.....	Glénne, canton Combe-Sèche.....	7 69
		Grande-Verrière.....	Glénne, canton Chassigne.....	24 00
		Roussillon.....	Glénne, canton La Frotelle.....	0 25
		Braumont-sur-Grosne.....	Chaplaase.....	42 04
		Bissey-sous-Cruclaud.....	Rhenne.....	119 19
		Buxy.....	Marinot.....	140 28
Saône-et-Loire..	Châlon-sur-Saône	Se-messe.....	Sermesse.....	65 18
		Saint-Gervais.....	Reppe, Tarsilly.....	4 93
		Guerfains.....	La Croisette.....	1 25
		Idem.....	Voulains.....	35 58
		Saint-Mar-de-Vaux.....	Les Ygoux.....	136 50
		Vitry et Varenne, Reuillen.....	Le Boissereu.....	146 65
		Semur-en-Charollois.....	Bois-Dieu.....	18 90
		Idem.....	Crayot.....	7 33
	Charolles.....	Idem.....	Rapilles.....	6 49
		Curdin et Rigny.....	Châume-Curdin.....	106 27
		Pouilloux, Saint-Vallier.....	Cressus.....	130 91
		Saint-Romain, Saint-Vallier.....	Le Boisfranc.....	27 94
			TOTAL.....	1,465 81
	Ballay.....	Lavours.....	Lavours.....	56 08
Ain.....	Bourg.....	Lescheroux.....	Grand-Villard.....	164 78
		Lent.....	Le Prince.....	75 52
			TOTAL.....	296 38
DIX-HUITIÈME CONSERVATION.				
Ariège.....	Saint-Giron.....	Mongauch.....	Mongauch.....	38 00
		Bodeille.....	Bodeille.....	3 93
			TOTAL.....	41 93
Haute-Garonne..				
Lot.....				
Tarn-et-Garonne..				
Néant.				
DIX-NEUVIÈME CONSERVATION.				
		Pontlevoy, Sambin, Vellières, Mouthon.....	La Chainville.....	161 09
Loir-et-Cher....	Blois.....	Idem.....	La Frelonnière.....	42 79
		Châteaueux.....	Les Brouards.....	0 50
			TOTAL.....	204 44
		Leilly.....	Francs-Bois.....	169 30
		Idem.....	Haines-au-Roi.....	40 30
Loiret.....	Orléans.....	Saran.....	Montauban.....	58 78
		Idem.....	Motte-Pérée.....	15 40

NOS des Départements.	RÉSIDENTE DES CONSERVATEURS.	CONTENANCE.	
		h. a.	
4	Nancy.....	1,474	07
5	Strasbourg.....	836	05
6	Colmar.....	798	15
7	Douai.....	2,383	82
8	Troyes.....	945	32
9	Epinal.....	1,242	74
10	Châlons-sur-Marne.....	3,511	71
11	Metz.....	6,069	54
12	Besançon.....	553	39
13	Lez-le-Sauvage.....	3,050	94
14	Grenoble.....	2,551	82
15	Alençon.....	623	15
16	Bar-sur-Orain.....	2,828	47
17	Mâcon.....	2,782	19
18	Toulouac.....	41	93
19	Tours.....	826	58
20	Bourges.....	2,459	96
21	Moulins.....	47	44
22	Pau.....	"	"
23	Rennes.....	830	17
24	Niort.....	109	39
25	Carcassonne.....	1,069	58
26	Aix.....	294	23
27	Nîmes.....	2,686	45
28	Aurillac.....	694	00
29	Bordeaux.....	291	07
30	Ajaccio.....	"	"
TOTAL.....		56,005	38

Vu pour être annexé à la loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1851.

Le Président et les Secrétaires de l'Assemblée nationale,
 Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE,
 PEUPIN, CHAPOT, BÉRARD.

N° 2358. — *Loi sur le Timbre et l'Enregistrement des Actes concernant les Conseils de Prud'hommes.*

Des 14 Juin, 2 Juillet et 7 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. Dans les contestations entre patrons et ouvriers devant les conseils de prud'hommes, les actes de procédure ainsi que les jugements et les actes nécessaires à leur exécution seront rédigés sur papier visé pour timbre, conformément à l'article 70 de la loi du 22 frimaire an VII.

L'enregistrement aura lieu en *débet*.

2. Les dispositions de l'article 1^{er} sont applicables aux *concessions*

DÉPARTEMENTS.	ARRONDISSEMENT communal.	COMMUNES.	NOMS DES BOIS.	COTENANCE.
				L. s.
VINGTIÈME CONSERVATION. (Suite.)				
Nièvre. (Suite.)	Nevers (Suite.).	Montmaron.....	Les Brosses-de-Mazilles.....	13 23
			Landres et Vauvres-Molles..	32 72
	Château-Chison.	Remilly.....	Beig.....	12 45
			Coupet-de-Guy.....	10 05
			Les Bouleaux.....	6 45
			TOTAL.....	1,299 93
	Cosne.....	Chagnon et Champvoux.....	Bois du Roi.....	0 75
			Bois des Mursilles.....	3 50
			Bois Filet et des Échos.....	5 00
			Bois l'Allier.....	1 37
			Bois des Montères.....	3 81
			Vallée des Châlons.....	1 35
			Bois de Hand.....	1 02
			Bois de la Bergère.....	7 42
			Les Benins. (Trois parcelles.)	1 36
			Le Champ-Chevalier.....	3 02
			Bois de Champvoux.....	27 61
			Bouchand et Maziette.....	6 12
			Bois du Creuzet.....	0 31
			Bois de la Croix.....	9 75
			Bois des Mottes.....	0 47
			Les Chaudières.....	0 60
			Bois d'Arnay, 1 ^{re} partie.....	3 50
			2 ^e partie.....	4 12
			La Grande-Moualle.....	3 70
			Bois de la Croix.....	1 76
			Buisson-Légerice.....	3 68
			Buisson-Laurent.....	5 42
			La Charpentière.....	4 65
			Buisson-du-Pilon.....	5 41
			Bois Dodo.....	1 22
			Bois Solon.....	1 46
			Bois de Montarguillon.....	3 31
			Terre de Montarguillon.....	1 80
			Accrus de Montarguillon.....	0 77
			Le Vaux-Champ et le Bois de la Dame.....	8 65
			Accrus de Vaux-Champ.....	0 85
			L'Arpent.....	0 52
			Champ-Pierre-Bernard.....	0 25
			Les Castines.....	1 69
			Bois Assier.....	6 40
			Les Forêts.....	4 06
			Buisson-Treillard.....	1 42
			Buisson-sous-les-Vignes.....	1 46
			La Vaupour.....	4 66
			TOTAL.....	145 30

Récapitulation générale.

Département du Cher....	Inspections de Sancerre et Saint-Amand.....	735 50
Département de l'Indre ..	Inspection de Châteauroux.....	279 23
Département de la Nièvre.	Inspection de Nevers.....	1,299 93
	Inspection de Cosne.....	145 30
TOTAL.....		2,459 96

DÉPARTEMENTS.	ARRONDISSEMENT communal.	COMMUNES.	NOMS DES BOIS.	COR- TENANCE.
				h. a.
VINGT ET UNIÈME CONSERVATION.				
Creuse.....	Bourgageuf....	Mortierolles.....	Larron.....	47 44
VINGT-DEUXIÈME CONSERVATION.				
Néant.				
VINGT-TROISIÈME CONSERVATION.				
Ille-et-Vilaine...	Rennes.....			"
Morbihan.....	Lorient.....	Camors.....	Floranges.....	307 45
	Vannes.....	Grand-Champ.....	Lanvaux.....	48 26
			TOTAL.....	355 71
Finistère.....	Châteaulin.....	Landevennes et Argol.....	Landevennes.....	474 46
VINGT-QUATRIÈME CONSERVATION.				
		Soevigny.....	Le Gaulis.....	8 82
		La Mothe-Saint-Héray.....	Les Tines.....	7 14
		Idem.....	Le Genetreau.....	3 73
Deux-Sèvres....	Melle.....	Exondut.....	Vieilles-Fosses.....	33 89
		Idem.....	Le Brillochet.....	13 10
		Goux.....	Petit-Quartier.....	0 60
		Idem.....	La Boisse.....	43 11
			TOTAL.....	109 39
VINGT-CINQUIÈME CONSERVATION.				
		Pradelles-Cabardès.....	La Braquette.....	56 09
Aude.....	Carcassonne....	Duilhac.....	Naneyrac.....	210 79
	Castelnaudary..	Gaja-la-Selve.....	La Selve.....	224 64
			TOTAL.....	491 42
Pyrénées-Orient.	Prades.....	Vernet.....	La Pena.....	25 00
	Albi.....	Sérénac.....	Valence.....	213 30
Tarn.....	Castres.....	Angles.....	Salavert.....	207 19
		Lamontellerie.....	Cepsé.....	132 67
			TOTAL.....	553 16
VINGT-SIXIÈME CONSERVATION.				
Var.....	Draguignan....	Thoronet.....	Darbossières.....	134 94
Vaucluse.....	Orange.....	Gigondas.....	Gigondas.....	159 29
VINGT-SEPTIÈME CONSERVATION.				
	Vignas.....	Vigan.....	Lagré.....	200 00
Gard.....		Bouillargues.....		
	Nîmes.....	Générac.....	Campagne.....	415 61
		Saint-Gilles.....		
		Nîmes.....		
			TOTAL.....	615 61

DÉPARTEMENTS.	ARRONDISSEMENT communal.	COMMUNES.	NOM DES BOIS.	CON- TENANCE.
				h. a.
VINGT-SEPTIÈME CONSERVATION. (Suite.)				
Hérault.....	Saint-Pons.....	Le Boulid.....	La Blaque.....	426 54
		Saint-Pons.....	Sérignan.....	220 31
		La Salvat.....	Deves.....	64 74
		Saint-Guilhem.....	Goutines.....	40 54
		Faugères.....	Lestellier.....	149 67
			TOTAL.....	902 21
Lozère.....	Mende.....	Chaudoyrac, Saint-Frédés, d'Albuge.	Mercoire.....	284 35
		Saint-Maurice-de-Ventalon.....	Gourdouse.....	715 02
		Vialas.....		
		Meyrueis.....	Laigoual.....	168 34
			TOTAL.....	2,167 63
VINGT-HUITIÈME CONSERVATION.				
Aveyron.....	Rodez.....	Agon.....	Monsiegn.....	75 02
		Laloubière.....	Laloubière.....	107 02
		Lafon.....	Lafon.....	49 02
		Palhori.....	Bedelle.....	67 42
		Beaumont.....	Le Dom.....	15 32
		Montrezier.....	Ceyrouse.....	269 52
		TOTAL.....	583 10	
Cantal.....	Saint-Flour.....	Malbo.....	Ciniq.....	38 02
		Espeyran.....	Miers.....	69 32
			TOTAL.....	107 32
Haute-Vienne..	Limoges.....	Les Billanges.....	Combencère.....	2 38
		Idem.....	Beaucuire.....	0 42
			TOTAL.....	2 80
VINGT-NEUVIÈME CONSERVATION.				
Dordogne.....	Berguier et Sar- lat.	Cabane, Urtal, Bouillac, Saint-Pardoux et Vielvis réunis.	La Bassède.....	391 07
TRENTIÈME CONSERVATION.				
Néant.				

Récapitulation, par conservation forestière, des bois à aliéner.

NUMÉROS des conservations.	RÉSIDENCES DES CONSERVATEURS.	CONTENANCE.
		h. a.
1	Paris.....	3,522 50
2	Besançon.....	685 95
3	Dijon.....	12,703 75

NUMÉROS des conservations.	RÉSIDENTE DES CONSERVATEURS.	CONTENANCE.	
		h. a.	
4	Nancy.....	1,474	07
5	Strasbourg.....	836	05
6	Colmar.....	798	15
7	Douai.....	2,388	82
8	Troyes.....	945	32
9	Epinal.....	1,242	74
10	Châlons-sur-Marne.....	3,511	71
11	Metz.....	6,069	54
12	Besançon.....	553	39
13	Lons-le-Saunier.....	3,050	94
14	Grenoble.....	2,551	82
15	Alençon.....	623	15
16	Bar-sur-Ornain.....	2,828	47
17	Miches.....	2,782	19
18	Toulouse.....	41	93
19	Tours.....	826	58
20	Bourges.....	2,459	96
21	Moulins.....	47	44
22	Pau.....	"	"
23	Rennes.....	830	17
24	Niort.....	109	39
25	Carcassonne.....	1,069	58
26	Aix.....	294	23
27	Nîmes.....	2,686	45
28	Aurillac.....	694	00
29	Bordeaux.....	391	07
30	Ajaccio.....	"	"
Total.....		56,005	86

Vu pour être annexé à la loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1851.

Le Président et les Secrétaires de l'Assemblée nationale,
 Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE,
 PEUPIN, CHAPOT, BÉRARD.

N° 2358. — Loi sur le Timbre et l'Enregistrement des Actes concernant les Conseils de Prud'hommes.

Des 14 Juin, 2 Juillet et 7 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Dans les contestations entre patrons et ouvriers devant les conseils de prud'hommes, les actes de procédure ainsi que les jugements et les actes nécessaires à leur exécution seront rédigés sur papier visé pour timbre, conformément à l'article 70 de la loi du 22 frimaire an VII.

L'enregistrement aura lieu en *débet*.

2. Les dispositions de l'article 1^{er} sont applicables aux *censos*

du ressort du conseil des prud'hommes portées en appel ou devant la cour de cassation.

3. Le visa pour timbre sera donné sur l'original au moment de son enregistrement.

4. La partie qui succombera sera condamnée aux dépens envers le trésor; le recouvrement aura lieu suivant les règles ordinaires contre les parties condamnées.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 14 Juin, 2 Juillet et 7 Août 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉRAUD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'intérieur, chargé de l'intérim du ministère de la justice,

Signé J. BAROCHE.

N° 235g. — *Loi relative à l'imputation des Dépenses auxquelles donne lieu l'exécution des diverses Lois électorales.*

Du 7 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Provisoirement, et jusqu'à la promulgation des lois organiques de l'administration des communes et des départements, les dépenses auxquelles donne lieu l'exécution des diverses lois électorales seront supportées et acquittées selon les règles ci-après :

Les frais de tenue des assemblées électorales pour l'élection, 1° des membres de l'Assemblée nationale, du Président de la République, des conseils généraux, des conseils d'arrondissement (cantonaux) et des conseils municipaux; 2° des membres des tribunaux de commerce et des conseils de prud'hommes; 3° des chambres consultatives des arts et manufactures et des chambres de commerce, seront à la charge des communes dans lesquelles se fera l'élection.

Les frais d'impression et de publication des listes d'électeurs pour les juges des tribunaux de commerce, les frais d'impression des cadres pour la formation des listes électorales et des listes du jury, des cadres d'électeurs, seront à la charge du département.

2. Les dépenses mentionnées au deuxième paragraphe de l'article 1^{er} seront comprises au nombre de celles qu'énumère l'article 30 de la loi du 18 juillet 1837; les dépenses mentionnées dans le dernier paragraphe prendront place dans l'article 12 de la loi du 10 mai 1838.

3. Les dispositions qui précèdent s'appliqueront aux dépenses électorales non encore soldées des années 1848, 1849 et 1850.
Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 Août 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'état.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'intérieur, chargé de l'intérin du ministère de la justice,

Signé J. BAROCHE.

N° 2360. — *Loi portant prorogation des Lois des 25 juin 1841 et 24 août 1848, qui accordent des Primes d'encouragement pour la Pêche de la Morue, de la Baleine et du Cachalot.*

Du 7 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Les lois des 25 juin 1841 et 24 août 1848, qui accordent des primes pour l'encouragement de la pêche de la morue, de la baleine et du cachalot, et dont les dispositions expireront le 31 décembre prochain, sont et demeurent prorogées dans tous leurs effets jusqu'au 31 décembre de l'année 1851.

La loi concernant les primes d'encouragement pour les pêches maritimes sera présentée à l'Assemblée législative avant le 31 décembre prochain.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 Août 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE,
CHAPOT, PEUPIN, BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

*Le Ministre de l'intérieur, chargé de l'intérin
du ministère de la justice,*

Signé J. BAROCHE.

N° 2361. — Loi qui ouvre des Crédits supplémentaires pour le service du Conseil d'état et pour le service de la Justice en Algérie.

Du 7 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au garde des sceaux, ministre de la justice, sur l'exercice 1850, pour le service du Conseil d'état, un crédit supplémentaire de quinze mille francs (15,000^f), qui sera réparti ainsi qu'il suit :

1° Quatre mille francs (4,000^f) en augmentation du crédit de huit mille francs accordé pour frais de secrétariat (chapitre III du budget);

2° Onze mille francs (11,000^f) en augmentation du crédit de neuf mille francs destiné à payer les frais d'impressions (chapitre IV du budget).

2. Un crédit supplémentaire de quatre mille francs (4,000^f) est ouvert au même ministre, sur le même exercice, par addition au chapitre XII ayant pour objet le service de la justice en Algérie. Cette somme de quatre mille francs, affectée au transport gratuit des magistrats, sera retranchée de la quatrième partie du chapitre IX du budget de la guerre.

3. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi, au moyen des ressources affectées à l'exercice 1850.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 Août 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE,
PEUPIN, CHAPOT, BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLEON BONAPARTE.

*Le Ministre de l'intérieur, chargé de l'intérim
du ministère de la justice,*

Signé J. BAROCHE.

N° 2362. — Loi qui ouvre des Crédits pour le service de la Légion d'honneur et pour celui de l'Imprimerie nationale.

Du 7 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget de la Légion d'honneur, sur l'exercice 1850, un crédit extraordinaire et spécial de six cent trente-quatre francs (634^f), destiné au payement des traitements

de membres de l'ordre se rapportant à des exercices périmés. Ce crédit formera un chapitre distinct sous le n° 18 bis.

2. Il est ouvert au garde des sceaux, ministre de la justice,

1° En augmentation des restes à payer de l'exercice 1848, pour le service de l'imprimerie nationale, un crédit supplémentaire de soixante et treize francs quatre centimes (73.04^f), montant des nouvelles créances constatées sur cet exercice;

2° Un crédit extraordinaire de dix mille six cent soixante-six francs (10,666^f), sur l'exercice 1850, au chapitre 1^{er}, article 5 du budget de l'imprimerie nationale (Grosses réparations),

Le crédit de douze mille trente-cinq francs accordé au budget de 1850, chapitre 1^{er} ter (Constructions nouvelles ou travaux neufs), est réduit d'une somme de neuf mille deux cent treize francs (9,213^f) destinée à la construction d'un canal pour l'écoulement des eaux, dont l'exécution est ajournée.

3. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi, au moyen des ressources affectées à l'exercice 1850.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 Août 1850.

Le Président et les Secrétaires

Signé DUPIN; ARAGO (de l'Ariège); LACAZE; PERRIN;
CHAPOT; BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République

Signé Louis-Napoléon Bonaparte.

Le Ministre de l'Intérieur, chargé de l'exécution de la présente loi

Signé J. BAROIS.

N° 363. — Loi qui ouvre des Crédits pour les dépenses relatives à la conservation du Mobilier national.

Du 7 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, pour subvenir aux dépenses extraordinaires relatives à la reprise du mobilier national par l'État, savoir :

Sur l'exercice 1850, un crédit de trois cent trente-cinq mille francs (335,000^f);

Sur l'exercice 1851, un crédit de soixante mille francs (60,000^f).

Ces deux crédits formeront un chapitre spécial à chacun des budgets de 1850 et de 1851.

3. Il est ouvert au ministre des travaux publics, pour subvenir aux dépenses ordinaires du personnel chargé de l'entretien, de la garde et de la conservation du mobilier national :

Sur l'exercice 1850, un crédit de onze mille sept cent quatre-vingt-onze francs soixante-cinq centimes (11,791^f 05^c);

Sur l'exercice 1851, un crédit de vingt-huit mille trois cents francs (28,300^f);

Ces deux crédits seront inscrits au chapitre x (*Personnel des édifices publics et des palais nationaux*) du budget de 1850 et du budget de 1851, en addition aux crédits qui sont déjà ouverts à ce chapitre.

3. Il est ouvert au ministre des travaux publics, pour subvenir aux dépenses ordinaires du matériel du mobilier national :

Sur l'exercice 1850, un crédit de trente-trois mille sept cent huit francs trente-cinq centimes (33,708^f 35^c);

Sur l'exercice 1851, un crédit de quatre-vingt mille neuf cents francs (80,900^f).

Ces deux crédits seront inscrits au chapitre x bis (*Frais de régie des palais nationaux*) du budget de 1850 et du budget de 1851, en addition aux crédits qui sont déjà ouverts à ce chapitre.

4. Il est ouvert sur l'exercice 1850, au ministre des travaux publics, un crédit de vingt-deux mille quatre cent quatre-vingts francs (22,480^f) pour gratifications à accorder aux ouvriers et autres personnes actuellement attachés à la conservation du mobilier national, et qui ne pourront trouver place dans la nouvelle organisation.

5. Dans le délai de six mois de la promulgation de la présente loi, le ministre des travaux publics fera rentrer en magasin les parties du mobilier de l'Etat qui en ont été distraites temporairement.

Cette disposition n'est pas applicable aux objets mobiliers faisant partie de l'ameublement des palais de l'Assemblée nationale et de la présidence de cette assemblée.

B. n° 303.

(343)

6. Il sera pourvu aux dépenses ci-dessus au moyen des ressources affectées aux exercices 1850 et 1851.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 Août 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉARN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'intérieur, chargé de l'intérim du ministère de la justice,

Signé J. BAROCHÉ.

N° 2364. — *Loi relative aux Travaux de restauration et d'agrandissement des bâtiments du Conservatoire des arts et métiers.*

Du 7 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Une allocation supplémentaire de cent quatre-vingt-huit mille trente-sept francs soixante et onze centimes (188,037^f 71^c) est affectée aux travaux de restauration et d'agrandissement des bâtiments du Conservatoire des arts et métiers, ci. 188,037^f 71^c

2. Un crédit de cent cinquante et un mille six cent soixante et treize francs quatre-vingt-seize centimes (151,673^f 96^c) est ouvert, sur l'exercice 1850, au budget du ministère des travaux publics, en augmentation de la somme de cent quarante-huit mille trois cent trente-trois francs trente-trois centimes portée au chapitre XIX *ter* du budget dudit exercice, pour les travaux mentionnés en l'article premier, ci. 151,673^f 96^c

3. Il sera pourvu aux dépenses ci-dessus au moyen des ressources affectées à l'exercice 1850.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 Août 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉARN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

*Le Ministre de l'intérieur, chargé de l'intérim
du ministère de la justice,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 2365. — *Loi qui ouvre un Crédit extraordinaire pour les travaux d'usine de la Manufacture nationale de Sèvres.*

Du 7 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministère de l'agriculture et du commerce, au titre de l'exercice 1850, un crédit extraordinaire de trente et un mille quatre cent soixante et onze francs (31,471^f), applicable aux travaux d'usine de la manufacture nationale de Sèvres,

Ce crédit sera classé au chapitre ix du budget du ministère de l'agriculture et du commerce pour l'exercice 1850.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article ci-dessus au moyen des ressources affectées aux besoins de l'exercice 1850.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 Août 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

*Le Ministre de l'intérieur, chargé de l'instrum.
du ministère de la justice,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 2366. — *Loi qui ouvre un Crédit extraordinaire pour la réparation des dégâts causés à l'île de la Réunion par l'ouragan des 28 février 1850 et jours suivants, et pour des Secours alimentaires.*

Du 7 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1850, en addition au crédit alloué par la loi du 3 juin 1850, un crédit extraordinaire de soixante et dix-neuf mille trois cent trente francs (79,330^f), pour être affecté à la réparation des dégâts qui ont été occasionnés à l'île de la Réunion par l'ouragan du 28 février dernier et jours suivants, et à des secours alimentaires.

Ce crédit sera classé, dans les comptes du département de la

marine, au chapitre IV bis du service colonial, dont le titre sera modifié ainsi qu'il suit :

Travaux et secours extraordinaires à la Réunion.

Il sera divisé ainsi qu'il suit :

1° Travaux (bâtimens civils, routes et ponts, etc.).....	39,330 ^f
2° Secours extraordinaires aux infirmes, aux vieillards, etc....	40,000
TOTAL.....	<u>79,330</u>

2. Il sera pourvu à ces dépenses au moyen des ressources accordées par la loi des finances pour les besoins de l'exercice 1850.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 Août 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

*Le Ministre de l'intérieur, chargé de l'indirim
du ministère de la justice,*

Signé J. BAROCHE.

N° 2367. — *Loi qui reporte à l'exercice 1850 des Crédits non employés en 1849 pour les travaux du Fort Boyard et le curage de la petite Rade de Toulon.*

Du 7 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont le teneur suit :

ART. 1^{er}. La somme de six cent cinquante-cinq mille francs (655,000^f) non employée sur les crédits ouverts au chapitre XII du budget de la marine, exercice 1849, et nécessaire, d'une part, pour achever la plate-forme du fort Boyard, d'autre part pour continuer les travaux de curage de la petite rade de Toulon, est reportée, avec la même affectation, à l'exercice 1850.

Cette somme se répartit ainsi entre les chapitres I et V de la 7^e section du budget de 1850, savoir :

CHAP. 1 ^{er} . Fort Boyard.....	315,000 ^f
— V. Curage et défense de la petite rade de Toulon.....	540,000
TOTAL GÉNÉRAL.....	<u>655,000</u>

2. Une pareille somme de six cent cinquante-cinq mille

francs (636,000^f) est annulée sur le crédit alloué en 1849 au chapitre XII, *Travaux hydrauliques et bâtiments civils* (Service extraordinaire).

Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 Août 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

*Le Ministre de l'intérieur, chargé de l'intérieur
du ministère de la justice,*

Signé J. BAROCHE.

N° 2368. — *Lors qui ouvrent des Crédits au Département de la Marine et des Colonies pour des Créances appartenant à des exercices clos et à des exercices périmés.*

Du 7 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LES LOIS dont la teneur suit :

PREMIÈRE LOI.

ART. 1^{er}. Il est ouvert au département de la marine et des colonies, en augmentation des restes à payer constatés par les lois de règlement des exercices clos de 1846 et 1847, et par le compte définitif de 1848, un crédit supplémentaire de cent quatre mille cent trente-huit francs cinquante-sept centimes, (104,138^f 57^c), montant des créances nouvellement liquidées à la charge de ce département, comme l'indique le tableau ci-annexé, et réparti sur les exercices ci-après, savoir :

Exercice		SERVICE ordinaire,	TRAVAUX extraordinaires.
1846		57,558 ^f 70 ^c	"
1847		7,067 99	168 ^f 95 ^c
1848		88,990 28	352 65
		103,616 97	521 60
SOMME ÉGALE.....		104,138 ^f 57 ^c	

2. L'ordonnement de ces créances aura lieu sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos de chacun des services précités, aux budgets des exercices courants, en exécution de l'article 6 de la loi du 23 mai 1834.

EXERCICES CLOS.

Tableau des nouvelles Créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par la loi de règlement des exercices 1846 et 1847, et par le compte définitif des dépenses de 1848.

EXERCICES	CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉDITS	
		par chapitre.	par exercice.
SERVICE MARINE.			
1 ^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.			
1846...	IV. Maîtrance, gardiennage et surveillance....	23 ¹ 18 ⁰	57,588 ¹ 70 ⁰
	V. Solde et habillement des équipages et des troupes.....	2,027 48	
	VII. Vivres.....	20,952 99	
	IX. Salaires d'ouvriers.....	14 00	
	X. Approvisionnements généraux de la flotte...	34,524 15	
1847...	XVI. Frais généraux d'impressions.....	16 90	7,067 99
	II. Administration centrale. (Matériel).....	38 00	
	III. Officiers militaires et civils.....	439 42	
	V. Solde et habillement des équipages et des troupes.....	1,486 89	
	VII. Vivres.....	493 15	
1848...	IX. Salaires d'ouvriers.....	4,378 38	38,990 28
	X. Approvisionnements généraux de la flotte...	99 00	
	XI. Travaux hydrauliques et bâtiments civils...	16 90	
	XVI. Frais généraux d'impressions.....	116 25	
	V. Solde et habillement des équipages et des troupes.....	18,667 99	
1848...	VI. Hôpitaux.....	2,227 91	38,990 28
	VII. Vivres.....	12,555 46	
	VIII. Justice maritime.....	25 00	
	IX. Salaires d'ouvriers.....	6 00	
	X. Approvisionnements généraux de la flotte...	646 14	
1848...	XIV. Affrètements et transports par mer.....	780 73	38,990 28
	XVII. Frais de voyage, vacations et dépenses diverses.....	3,764 65	
	XX. Sciences et arts maritimes. (Matériel).....	316 40	
II ^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.			103,616 97
1847...	III. Établissements à créer à Castineau.....	"	188 95
1848...	III. Établissements à créer à Castineau.....	"	552 65
			521 60
RÉCAPITULATION.			
Service marine..	1 ^{re} Section. — Service ordinaire.....	103,616 ¹ 97 ⁰	104,138 57
	2 ^e Section. — Travaux extraordinaires.....	521 60	

SECONDE LOI.

ART. 1^{er}. Il est ouvert au département de la marine et des colonies, sur l'exercice 1850, pour l'acquittement des créances d'exercices périmés non frappées de déchéance, un crédit extraordinaire de dix mille quatre-vingt-neuf francs trente-huit centimes (10,089^f 38^c), réparti conformément au tableau annexé à la présente loi.

2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu sur le chapitre spécial ouvert au budget de l'exercice 1850 pour les dépenses des exercices périmés.

EXERCICES PÉRIMÉS.

Tableau des Créances à solder sur les exercices périmés 1841, 1842, 1843, 1844 et 1845, et qui, aux termes de l'article 10 de la loi du 29 janvier 1831, ne sont point passibles de la déchéance fixée par l'article 9 de la même loi.

EXERCICES	CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉDITS	
		par chapitre.	par exercice.
	SERVICE MARINÉ.		
1841.	V. Solde et habillement des équipages et des troupes.....	"	65 ^f 80 ^c
1842.	V. Solde et habillement des équipages et des troupes.....	"	48 80
1843.	V. Solde et habillement des équipages et des troupes.....	73 ^f 00 ^c	8,857 92
	VII. Vivres.....	2,786 47	
	VIII. Travaux du matériel naval.....	2,223 15	
	XI. Travaux hydrauliques et bâtiments civils....	1,775 30	
	XV. Affrètements.....	2,000 00	
1844.	V. Solde et habillement des équipages et des troupes.....	"	512 21
1845.	III. Officiers militaires et civils.....	41 67	604 65
	V. Solde et habillement des équipages et des troupes.....	514 63	
	XVIII. Frais d'impressions.....	48 35	
			10,089 38

Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 Août 1850.

Le Président et les Secrétaires,
Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉRARD.

Les présentes lois seront promulguées et scellées du sceau de l'État.

Le Président de la République,
Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.
Le Ministre de l'intérieur, chargé de l'intérim du ministère de la justice,
Signé J. BAROCHÉ.

N° 2369. — *Loi relative à des Crédits pour différents services du Ministère des Finances.*

Du 7 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1849, au delà des fixations de la loi du budget du 19 mai 1849, un crédit supplémentaire de la somme de six cent trente-six mille francs (636,000^f), pour paiement de primes de douanes d'exportation de marchandises (cinquième partie du budget, chapitre LXXIII).

2. Le crédit supplémentaire de deux millions (2,000,000^f) ouvert sur l'exercice 1849, par la loi du 4 février 1850, pour dégrèvements et non-valeurs des contributions ordinaires et extraordinaires de 1848, demeure applicable, jusqu'à concurrence de douze cent mille francs (1,200,000^f), aux dégrèvements et non-valeurs des contributions directes de 1849 (cinquième partie du budget, chapitre LXIX, article premier bis).

3. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi de finances de l'exercice 1849.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 Août 1850.

Le Président et les Secrétaires,
Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,
Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.
Le Ministre de l'intérieur, chargé de l'intérim du ministère de la justice,
Signé J. BAROCHÉ.

N° 2370. — Loi qui ouvre un Crédit supplémentaire pour le service des Douanes.

Du 7 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1850, un crédit supplémentaire de dix-neuf cents francs (1,900^f), applicable aux dépenses ci-après :

Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus.

SERVICE DES DOUANES.

CHAPITRE I. (Personnel.)

Traitement des agents du service administratif.....	1,200 ^f 00 ^c
Traitement des agents du service actif.....	533 34
TOTAL.....	1,733 34

CHAPITRE II. (Dépenses diverses.)

Indemnités de résidence, etc.....	166 66
SOMME PARIELLE.....	1,900 00

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi du budget des recettes de 1850.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 Août 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

*Le Ministre de l'intérieur, chargé de l'intérim du
ministère de la justice,*

Signé J. BAROCHE.

N° 2371. — Loi qui ouvre un Crédit pour les dépenses des Paquebots-postes de la Méditerranée sur les lignes du Levant et des côtes de l'Italie.

Du 7 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1850, un crédit de neuf cent vingt-sept mille trois cent quatre-vingt-quinze francs (927,395^f) pour les dépenses des paquebots-

postes de la Méditerranée sur les lignes du Levant et des côtes de l'Italie, pendant les trois derniers mois de l'année.

Ce crédit est réparti ainsi qu'il suit par chapitre :

FRAIS DE NÉCESSITÉ, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS.

POSTES. — TRANSPORT DES DÉPÊCHES. (Paquebots de la Méditerranée.)

CHAPITRE LXVI bis.

Personnel..... 211,012 francs.

CHAPITRE LXVII bis.

Matériel..... 687,809

CHAPITRE LXVIII bis.

Dépenses diverses..... 28,574

927,395

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi du budget des recettes de 1850.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 Août 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEUPIN,
CHAPOT, BÉCARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'intérieur, chargé de l'intérieur du ministère de la justice,

Signé J. BAROCHÉ.

N° 373. — *Loi qui ouvre un Crédit extraordinaire pour indemnité de suspension de Péage sur le Pont de la Roche-de-Glun (Drôme).*

Du 7 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit:

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1850, un crédit extraordinaire de la somme de trente-deux mille francs (32,000^f), pour indemnité de suspension de péage sur le pont soumissionné de la Roche-de-Glun, département de la Drôme.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi,

au moyen des ressources accordées par la loi du budget des
cettes de 1850.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 Août 1850.

Le Président et les Secrétaires.

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LAGAZE, PEUPH,
CHAPOT, BÉRAUD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

*Le Ministre de l'intérieur, chargé de l'intérim
du ministère de la justice,*

Signé J. BARQUEL.

N° 2373. — *Lois relatives à des Emprunts pour le département
de la Haute-Garonne et pour la ville de Nancy.*

Du 7 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LES LOIS dont la teneur suit:

PREMIÈRE LOI. (Haute-Garonne.)

ARTICLE UNIQUE. Conformément à la proposition faite par le conseil général de la Haute-Garonne, dans sa session de 1849, la loi du 24 juin 1845 est modifiée ainsi qu'il suit :

Le département est autorisé à emprunter en 1850, sur le produit de l'imposition réalisée en vertu de cette loi, une somme de quarante-cinq mille six cent dix-huit francs quarante-deux centimes (45,618^{fr} 42^c), pour être affectée à la dépense d'entretien des routes départementales désignées par le conseil général.

SECONDE LOI. (Nancy.)

ARTICLE UNIQUE. La ville de Nancy (Meurthe) est autorisée à emprunter, à un intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de trois cent mille francs (300,000^{fr}), remboursable en huit ans, à partir de 1854, sur ses revenus tant ordinaires qu'extraordinaires, et destinée à l'exécution des travaux énumérés dans la délibération municipale du 18 sep-

tembre 1849, et notamment à la construction d'un marché couvert.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 Août 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN, ANNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PRUPIN,
CHAPOT, BÉBARD.

Les présentes lois seront promulguées et scellées du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'intérieur, chargé de l'intérim du ministère de la justice,
Signé J. BAROCHE.

N° 2374. — *Lois qui créent deux nouvelles Communes dans
les départements du Morbihan et de Seine-et-Oise.*

Du 7 Août 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LES LOIS dont la teneur suit:

PREMIÈRE LOI. (Morbihan.)

ART. 1^{er}. La section dite d'Etel, comprenant le terrain teinté en jaune sur le plan annexé à la présente loi, est distraite de la commune d'Erdeven, canton de Belz, arrondissement de Lorient, département du Morbihan, et érigée en une commune distincte.

En conséquence, la limite entre la commune d'Etel et celle d'Erdeven est fixée conformément au liseré mi-parti rose et noir tracé sur ledit plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret du Président de la République.

SECONDE LOI. (Seine-et-Oise.)

ART. 1^{er}. Les terrains cotés 1, 2, 3, 3 bis, 4 et 5 sur le plan annexé à la présente loi sont distraits, savoir : ceux cotés 1 et 2 de la commune de Saint-Gratien, canton de Montmorency, arrondissement de Pontoise, département de Seine-et-Oise; ceux cotés 3 et 3 bis de la commune de Soisy, même canton; le terrain coté 4, de la commune de Deuil, même canton, et le terrain coté 5 de la commune d'Épinay, canton et arrondissement de Saint-Denis, département de la Seine, pour former

ensemble une commune dont le chef-lieu est fixé à Enghien, et qui dépendra du canton et de l'arrondissement de Pontoise, département de Seine-et-Oise.

2. La limite entre la commune d'Enghien et les communes d'Epinay, Deuil, Soisy et Saint-Gratien, est fixée suivant le tracé du liséré orange coté audit plan A, R, B, C, D, E, E', F, H, H', I, J, K, L, M, M', N, O.

3. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions des distractions prononcées seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret du Président de la République.

4. Le décret du 3 brumaire an ix, qui a placé les communes de Sèvres, Meudon et Saint-Cloud sous l'autorité du préfet de police, pour les mesures de haute police, sera appliqué à la commune d'Enghien.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 Août 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, PEPIN,
CHAPOT, BÉRARD.

Les présentes lois seront promulguées et scellées du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'intérieur, chargé de l'intérim du ministère de la justice,

Signé J. BAROCHE.



Certifié conforme :

Paris, le 14^e Août 1850,

Le Ministre de l'Intérieur, chargé de l'intérim du Ministère de la Justice,

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 304.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2375. — *DÉCRET qui proclame des Brevets d'invention.*

Du 13 Juin 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce;

Vu l'article 14 de la loi du 5 juillet 1844.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont proclamés :

1^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Archereau (Henri-Adolphe) et Aramburu (Dominique), chez le sieur Armengaud, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un régulateur électro-pondérique.

2^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barbon (Noël-Victor-Dominique), à Paris, rue Montmartre, n° 58, pour une mécanique dite *ferme-seal*, propre à faire que les portes se ferment seules.

3^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente-Inférieure, par le sieur Bertrand (Isidore), à Saint-Jean-d'Angely, pour le perfectionnement et la fabrication d'essieux dits *mécaniques*.

4^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Biber (Louis-Frédéric), à Paris, rue Hautefeuille, n° 30, pour un *dyso-pompe*.

5^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Baffaut (Pierre), place de la Boucle, n° 1, à la Croix-Rousse, à Lyon, pour une turbine ou moteur hydraulique, dit *turbine économique*.

6^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

X^e Série.

1^o 6 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cadiat (Nicolas), à Paris, rue Voltaire, n° 5, pour des perfectionnements dans la fabrication des cylindres en fonte trempée, en usage dans le laminage des métaux.

7^o Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 7 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carteron (Jean-Adolphe), chez le sieur Merle, à Paris, rue Vivienne, n° 18, pour un procédé de teinture; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 3 février 1863.

8^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par les sieurs Chayardel (Bernard) et Dupuy, à Montpellier, pour un fouloir ascensionnel destiné à l'usage de la vendange.

9^o Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 8 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Claussen (Peter), représenté par le sieur Lamouroux, à Paris, rue Bergère, n° 25, pour un procédé propre à nettoyer, préparer et blanchir le lin, le chanvre, etc. invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 7 novembre 1861.

10^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Clément Desormes, à Lyon, rue de la République, n° 27, pour l'application des systèmes de machines locomotives aux bateaux à vapeur.

11^o Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Collins (Jean), représenté par le sieur Purcell, à Paris, rue Saint-Honoré, n° 372, pour des perfectionnements dans la construction des poêles, des grilles, des cheminées, des fournaies, des fours et appareils pour sécher des substances végétales et autres, et pour des perfectionnements dans la production et dans l'application de la chaleur; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 2 décembre 1862.

12^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Despret (Hector), représenté par le sieur Clerc, à Paris, boulevard du Temple, n° 42, pour des perfectionnements dans la fabrication des produits que l'on désigne en industrie par les noms de *coade brute et sel de soude*.

13^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs d'Hérens (François) et Velayat (Émile), à Lyon, le premier, rue du Chapeau-Rouge, n° 23, et le second, rue des Capucins, n° 14, pour une mécanique à double armure propre à tisser les étoffes unies et façonnées.

14^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Dufour (Jean-Baptiste), à Saumur, pour un système de macadam en asphalte en roche.

15^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duvochel (Jean-Auguste), à Paris, rue Dupetit-Thouvenin, n° 23, pour un porte-plume.

16^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée.

le 6 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fernandes (Ferdinand), à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 11, pour des pastilles propres à allumer le feu, et dont les matières servent à la composition d'un nouveau charbon.

12° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fréche (Armand-Nicolas), à Paris, quai Valmy, n° 145, pour un mouvement moteur.

13° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bédge (Jean), représenté par le sieur Merle, à Paris, rue Vivienne, n° 18, pour des perfectionnements dans les matières colorantes, pour la teinture ou l'impression des tissus de laine, de coton, de soie ou autres; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 16 janvier 1861.

14° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Gemini (Pierre-Antoine), à Paris, rue Neuve-Mathurins, n° 77, pour la fabrication de l'hypochloride de soude.

15° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gillmann (Jean-Etienne) et Alauzet (Pierre), à Paris, boulevard Montparnasse, n° 35, pour des améliorations et dispositions mécaniques applicables aux presses typographiques.

16° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grivolet (Claude), à Montrouge, barrière d'Enfer pour un manège moteur dit manège Grivolet.

17° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Kneenan (John) et Walsh (William), à Paris, rue des Capucins, n° 46, pour un appareil au moyen duquel on peut arrêter les convois sur les chemins de fer, et prévenir ainsi les accidents provenant de la vitesse et de la rencontre des voitures.

18° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Keppelin (Rodolphe), à Colmar, pour un système de tuyaux de pipe et d'embouchures de pipe dits tuyaux dentifères.

19° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ardèche, par les sieurs Laffond (Jacques) et Gellier, à Privas, pour un empêchement-défilé, à l'usage des manufactures et des filatures à soie.

20° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, par le sieur Lefranc (Jules), à Quimper, pour un système d'espagnolette.

21° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nepton (Henry), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 10, pour des perfectionnements apportés à la construction des

bandages berniaires; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 23 novembre 1862.

27° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 5 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Oronge (Paul-François), à Rouen, rue Gerbe-d'Or, n° 1, pour un système de sautoil Voltaire et ordinaire.

28° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 10 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par la dame veuve Pierre-Gabriel et fils, à Toulouse, rue Pargaminières, n° 19, pour un système de lampe propre à l'éclairage public.

29° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Cossas (Louis-Antoine), à Vaise, route de Saint-Cyr, n° 28, pour la fabrication de prussiane-ferrides et leurs applications industrielles.

30° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ronnet (Adolphe), représenté par le sieur Armengaud, rue Saint-Sébastien, n° 19, pour des perfectionnements apportés dans la construction des charrues et autres appareils analogues.

31° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Sagnier (Louis) et compagnie, représentés par le sieur Sagnier, à Paris, rue Grange-Batelière, n° 17, pour un système de pesage *fit* sur les grues à chariot.

32° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Saint-Simon-Sicard (Pierre-Amable), à Paris, rue Lafayette, n° 1, pour un appareil et système photo-chimico-sauveurs.

33° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Thirouin (Louis-Ambroise) et Chaudun (Jules-Joseph), à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 4, pour un système de fusil se chargeant par la culasse.

34° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Aindas (Antoine), à Bordeaux, rue Bouquière, n° 39, pour un système de ferrements applicable à toute espèce de portes et fenêtres, dit système Aindas.

35° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches du Rhône, par le sieur Aurigon (Marie-Joseph), à Marseille, rue des Petits-Pères, n° 81, pour un moulin à farine portatif.

36° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bechu (Eugène-Auguste-Alfred), à Paris, rue Saint-Ambroise, n° 9, pour des perfectionnements apportés dans les moulins à cloche et à noir, propres à moudre toute espèce de substances.

37° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-

du Rhône, par le sieur Bonierhale (Charles), à Marseille, rue de Neailles, n° 22, pour un système de cloches à mouton fixe.

38° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Broquet (Charles-Alexandre), à Paris, rue Neuve-Saint-Nicolas, pour un moyen de remplacer l'albamine de l'œuf dans ses diverses applications industrielles.

39° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cailly fils (Casimir-Constant-Camillo-Abel), à la Chapelle-Saint-Denis, rue Constantine, n° 60, pour un essieu à réservoir d'huile, dit *essieu Cailly*, remplaçant les essieux faits jusqu'à ce jour.

40° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 janvier 1849, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par les sieurs Chagot (Jules) et Pernet-Morin, représentés par le sieur Edouard Morin, à Mâcon, pour un procédé propre à la fabrication du pétrogée.

41° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charles (Louis-Sébastien), à Paris, rue des Écouffes, n° 26, pour un instrument destiné à enfiler les aiguilles.

42° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coesnon jeune (Jacques-Louis), chez le sieur Reynaud, à Paris, rue Blene, n° 16, pour une crinoline servant à la fabrication des chapeaux et autres objets.

43° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Collet aîné (François-Juste), à Nantes, rue Gresset, n° 5, pour un procédé propre à la cuisson de la chaux.

44° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Cotel, représenté par la dame Clopin, à Grenoble, pour une modification de la construction des chemins de fer, qui permettra de franchir des rampes supérieures au maximum actuel.

45° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Duplomb (Clément), à Lyon, rue de la Tourette, n° 11, pour un appareil de chauffage hydraulique.

46° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Farge (Léonard), chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un genre de monture de parapluie dit *système Farge*.

47° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hendle (Henri), Rasi (Aristide) et Janty-Lescure (Alfred), chez le sieur Reynaud, à Paris, rue Bleue, n° 16, pour des procédés et appareils perfectionnés de publicité.

48° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 15 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le

et de M. Meyer, représenté par le sieur Merle, à Paris, rue Vivienne, n° 18, pour des perfectionnements dans la fabrication et l'impression, et le traitement en général d'objets tirés de tout genre, invention pour laquelle il a obtenu, en Angleterre, une patente de quatorze ans, expirant le 2 novembre 1861.

49° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Durbin (Charles-Hippolyte), Hopenhaguen (Léopold) et Devetis (César-Auguste), à Paris, rue Sainte-Avoie, n° 50, pour un réveil.

50° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Labat (Pierre), à Paris, rue Saint-Quentin, n° 17, pour des dispositions de boucles aptiques, applicables à toute espèce d'objets.

51° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefort (Pierre-Henri-Amand), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 35, pour divers perfectionnements apportés dans la construction des appareils d'optique dits *polyorama panoramique*, qui ont pour but de leur faire occuper moins de place et de produire plusieurs effets différents dans un même tableau.

52° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ligeux (Jules), à Paris, rue Notre-Dame-de-Lorette, n° 49, pour un système de transport des préparations chimiques.

53° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lutz (Jean-Frédéric), chez le sieur Armand-Jean, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 8, pour une machine à tailler les outils de corréctif.

54° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mayen, Prost et compagnie, à Paris, rue des Martyrs, n° 67, pour un réflecteur dit *dit réflecteur Treppe*.

55° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Minie (Charles-Glaude-Etienne), au château de Vincennes, pour des projectiles.

56° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Palermis (Aimée-Barthélemy), à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 16, pour un système de fabrication de chaussures.

57° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 15 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Piccioio (Moses-Hayn), représenté par le sieur Merle, à Paris, rue Vivienne, n° 18, pour un procédé propre à l'éparation et à la décoloration de certaines couleurs; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 17 août 1862.

58° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Rohuet (Marcel), à Thelonne près Sedan, pour une machine à tondre dite *spontée*.

59° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, par le sieur Sallès (Marie-Henri), à Brest, pour une croisée sans puits d'appui.

60° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sathuel (Pierre-Auguste), à la Chapelle-Saint-Denis, rue des Poissonniers, n° 10, pour une pierre artificielle.

61° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Thomas (Antoine-Joachim) et Laugier (Pierre), représentés par le sieur Armesgaud, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un procédé de fabrication des estagnons ou vases métalliques propres à contenir des eaux distillées, des huiles fixes et volatiles, etc.

62° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 19 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par les sieurs Triger (Jacques et Jules) et Dugrès, au Mans, rue Belon, n° 5, pour une amélioration des fours à chaux.

63° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vayon (Louis-Félix), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Jacques, n° 73, pour des perfectionnements aux métiers à tisser.

64° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vernier (Félix), à Paris, rue de Miroménil, n° 48, pour un instrument propre à régler le papier.

65° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Vindry neveux et compagnie, à Lyon, rue Sainte-Marie-des-Châsses, n° 12, pour une machine tannante indigène destinée à remplacer le tan dans la teinture des soies.

66° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée le 15 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wright (John), représenté par le sieur Perpignan, à Paris, rue Notre-Saint-Augustin, n° 10, pour des perfectionnements apportés à la génération de la vapeur et à l'évaporation des liquides; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 12 octobre 1863.

67° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Arera (Noël-Guillaume), à Paris, rue de la Barillerie, n° 5, pour un mécanisme destiné à la transmission réciproque et instantanée des dépêches et des paquets sur les chemins de fer, sans arrêter le convoi.

68° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barthélemy (Jean-Pierre), chez le sieur Armesgaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un hachoir à tan perfectionné.

69° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barton (Pierre-Théophile), à la Chapelle-Saint-Denis, Grande-Rue, n° 22, pour une voûte en planches de travers mobiles pour les moulins à vent.

70° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blain (Jean-Claude), chez le sieur Darieu de la Carrelle, à Paris, rue du Helder, n° 14, pour un mouvement continuuel indéfini appliqué comme force motrice à toutes espèces de machines industrielles stationnaires.

71° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Brard (Noël-Etienne-Julien) et Pater (Jean-Frédéric), à Paris, rue Miromesnil, n° 47, pour un système de sciage à domicile, propre à scier le bois de travers ou bois de chauffage et toutes autres espèces de bois en long et de placage, fonctionnant par le volant ou le levier d'Archimède mais par la force à bras, la force animale et par la vapeur, au moyen des différentes applications désignées en la description.

72° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Breton (Joseph), à Marseille, rue Sainte-Élisabeth, n° 6, pour la fabrication du savon avec l'huile de coco.

73° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Broquette (Charles-Alexandre), à Paris, rue Neuve-Saint-Nicolas, n° 14 bis, pour la préparation et l'emploi d'un mordant de nature organique.

74° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Mayenne, par le sieur Charbonnier (Pierre-Maurille), à Craon, rue du Faubourg-Saint-Pierre, pour un système d'espagnolettes dites *espagnolettes à pêne*.

75° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Chauvel (Adolphe-Jean) et Jullien (Jean), à Paris, rue Saint-Maur-du-Temple, n° 120, pour la fabrication de nouveaux feutres dits *feutres nouveaux*.

76° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Cordebart (Pierre-Nicolas), à Angoulême, pour des fourneaux potagers économiques en fonte de fer.

77° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Crocé-Spinelli (Joseph-Eustache), à Paris, place de la Bourne, n° 12, pour un système de fermeture à ressort applicable aux bijoux en général, spécialement aux épingles et aux boucles d'oreille dites, les premières, *spinalines*, et les secondes, *cadénalines*.

78° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Desaint (Joseph-Alexandre), à Arras, pour un appareil applicable aux fosses d'aisances.

79° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Dutruc (Pierre-Auguste), au Grand-Lemps, pour un procédé mécanique d'après lequel un fusil s'armera de lui-même.

80° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 23 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Foy-Davenne (Eugène-Isidore), à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 63, pour un fauteuil mécanique.

81° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Henry (Pierre-Marie), à Paris, quai de l'Horloge, n° 23, pour un système d'armatures réunissant le manche au balai, pour accomplir avec la plus grande facilité les nettoyages des murs, corniches, etc. tout en permettant de s'en servir comme d'un balai ordinaire, lesdites armatures nommées *armatures télégraphes*.

82° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par les sieurs Huguenin, Ducommun et Dubied, à Mulhouse, pour perfectionnements apportés aux machines à imprimer les étoffes au moyen de cylindres gravés.

83° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hyde (John-Jay), à Paris, rue Monthabor, n° 6, pour un genre de vernis applicable aux métaux et autres substances.

84° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par les sieurs Kœchlin (André) et compagnie, à Mulhouse, pour l'application d'un système d'embrayage expansible et à friction aux machines à imprimer les étoffes au rouleau, aux calendres, machines à cylindre et à apprêter, machines à papier continu, et aux meules des moulins à farine et à broyer.

85° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laming (Richard), à Clichy-la-Garonne, pour des procédés pour obtenir et utiliser les acides hydrosulfuriques et carboniques, leurs combustions et mélanges.

86° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Larroque (François), à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 63, pour une disposition et un système de tuyaux permettant de renfermer un orgue considérable dans un petit espace, qui n'est autre que la caisse d'un piano droit.

87° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lasalle (Jean-Baptiste-Fleury), à Paris, rue Saint-Pierre-Montmartre, n° 8, hôtel de la Réunion, pour une machine à parcar portative et fixe.

88° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lenoire (Louis-Jules), à Paris, rue Jarente, n° 6, pour une fontaine à eaux gazeuses ou robinet à colonne.

89° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Maresté (Jean), à Cognac, pour un appareil distillatoire.

90° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Nord,

par le sieur Mariotte (Etienne), à Saint-Amand-les-Eaux, pour un moyen de conserver les ferments de vin et de bière.

91° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Michaud (Noël-Firmin), à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 22, pour un trombone à ventouse.

92° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moineau (Auguste-Vital), à Paris, rue Montmartre, n° 177, pour un appareil dit *appareil Moineau*, consistant en un réveil à bougie, un dégivreur mécanique, et un réfecteur portant thermomètre et donnant l'heure.

93° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Motch et Perrin, disant domiciliés chez le sieur Armand aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 19, pour la fabrication mécanique de tubes coniques en papier en usage dans les filatures.

94° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ollier (Léon-Jean-François-Sigisbert), à Belleville, rue des Solitaires, n° 18, pour une machine à couper les aïlées.

95° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pailley (François), à Paris, rue Neuve-Saint-Martin, n° 26, pour un genre de buses applicables à toutes les lampes.

96° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Papé (Jean-Henry), à Paris, rue des Bons-Enfants, n° 19, pour divers moyens applicables à la construction de toute sorte de voitures.

97° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Vienne, par le sieur Carnaud (Auguste), à Limoges, à la brasserie de la Grange, champ de Julliet, pour un lamineur typographique destiné à remplacer les tampons en drap en usage dans les bureaux pour l'application des timbres humides.

98° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barbou (Noël-Victor-Dominique), à Paris, rue Montmartre, n° 58, pour un genre de porte-bouteilles en fer.

99° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Bouchet-Verlindé, à Lille, rue du Théâtre, n° 64, pour une machine à régler le papier des deux côtés à la fois.

100° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baylis (Richard), à Paris, rue Papillon, n° 16, pour un genre de pantalon.

101° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baylis (Richard), à Paris, rue Papillon, n° 16, pour un genre d'habit à l'aide du gaz.

102° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 6 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Oise, par le sieur Beaujourn (Etienne), commune de Germigny, pour un coupe-rachis à l'usage de l'agriculture.

103° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blatignon (Gustave), à Lyon, place du Perron, n° 1, pour des perfectionnements apportés aux rabots employés à la coupe des véhicules.

104° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Donnard (Joseph), représenté par le sieur Leblanc à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de machine à vapeur circulaire continue, pouvant aussi servir de pompe à eau et à air.

105° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Bousson et compagnie, chez le sieur Bousson, à Marseille, rue Chatelet, n° 7, pour un appareil propre à l'asidage des trous des mines.

106° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Braun (Jean-Mathias), à Colmar, pour perfectionnements apportés à la machine à papier continu du système Didot et autres.

107° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Chédal (Aimé), à Reims, rue du Tambour, n° 82, pour un appareil d'injection de cheminées avec bouches de chapeur.

108° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Cortese (Jules) et Brunet (Alexandre), à Marseille, sur Bonaparte, n° 97, et grand chemin de Rome, n° 93, pour un volant applicable à diverses machines.

109° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cottiau aîné (Pierre-François-Joseph), à Paris, rue Sainte-Groix-de-la-Bretonnerie, n° 18, pour un genre de clyso-injecteur.

110° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Crégut (André-Aimé) et Durand (Jean-Claude), le premier, rue Vieux-Chemin-de-Rome, n° 95, et le second, quartier Saint-Pierre, à Marseille, pour un moteur liquide atmosphérique applicable à toute industrie.

111° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Desoutinay (Alfred), à Nantes, rue Gloriette, rue Dourbrouck, n° 4, pour un manège de campagne à palier de tête mobile.

112° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dorty, chez le sieur Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 19, pour un système d'oeillet particulièrement applicable aux lames des métiers à tisser et pour la machine propre à cette fabrication spéciale.

113° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Dubois (Paul-Constant-Alphonse), éliant domicile chez le sieur Falcoz, à Paris, rue Jacob, n° 11, pour un système d'essieux et boîtes de roues.

114° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Dubrulle, à Lille, Grand'Place, pour une pompe-fontaine.

115° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gire (Pierre-Mario-Louis-Émile) et Durand (Jacques), à Paris, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, n° 14, pour un genre de serrure accrochable à clef foulante et à échappement.

116° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hadden (John Cooper), représenté par le sieur Perpigna, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 10, pour des perfectionnements apportés à la construction des roues pour chemins de fer; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 15 avril 1862.

117° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Halbou (Philippe-Alphonse), à Paris, quai Jemmapes, n° 76, pour la fabrication des fers à double T perfectionnés pour la construction des planches, combles et fermes en fer.

118° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hussenet (Marie-Ange), rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 109, pour une pompe à vanne.

119° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Dordogne, par le sieur Lapeyrie (Pierre-Louis), à Terrason, pour un système de suspension des voitures et autres machines par des ressorts à boudin.

120° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lejeune (Auguste), à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 21, pour un système de pas ouvert applicable aux métiers à tisser.

121° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Louër de la Caffinière (Joseph), à Nantes, pour un système de fusil dit *culasse-cartouche*.

122° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Merle (Joseph), à Paris, rue Virienne, n° 18, pour certains perfectionnements dans la construction des voitures pour chemins de fer et autres routes.

123° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Modot (Antoine), à Paris, passage Choiseul, n° 39, pour un genre de chaussures imperméables.

124° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Poizat, oncle et compagne, et Knab (David-Clovis), le premier

à la Fabrique Nantaise, et le second rue Christine, n° 1, à Paris, pour la distillation des matières grasses au moyen d'un appareil nouveau.

125° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Poncel (Paul-Benjamin), à Batignolles, Grande-Rue, n° 50, pour un genre de dorure mate sur le zinc.

126° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Prax (Jean-Baptiste) et Lambin (Jean-Baptiste-Ferdinand), à Paris, rue Saint-Denis, n° 302, pour un genre de selle.

127° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Proschel (Frédéric), à Paris, rue de la Ferme-des-Mathurins, n° 30, pour un moyen de fixer et d'employer les élastiques pour meubles, voitures, coussins et sommiers élastiques.

128° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vallot (Louis-Sylvain), à Paris, rue du Temple, n° 94, pour une montre à échappement à cylindre à contre-pivot, dite *calibre Vallot*.

129° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vanlerberge (André-Benoît), à Paris, passage du Bois-de-Boulogne, n° 10, faubourg Saint-Denis, pour un appareil dit *bonque métallique*.

130° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Yorck (John-Olivier), à Paris, rue de la Madeleine, n° 24, pour des moyens de fabrication des roues et moyeux de roues des véhicules allant sur les chemins de fer.

131° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par les sieurs Albin et compagnie, à Strasbourg, pour un mécanisme de métier à tisser les toiles métalliques pour machines à papier, opérant le déroulement continu de la chaîne et l'enroulement du tissu pendant le tissage.

132° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berton (Pierre-Théophile), à la Chapelle-Saint-Denis, Grande Rue, n° 22, pour éloigner le lait du feu par le moyen de l'ébullition et de l'ascension causées par le feu.

133° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 17 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Brun (Irénée), à Rochetaillée, près Saint-Étienne, pour un moyen d'empêcher le défaut de tissage sur les métiers à lacets.

134° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Caill (Jean-François), à Paris, quai de Billy, n° 46, pour un genre de chaudière de locomotive à réservoir superposé.

135° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cérémonie (Pierre-Ambroise), à Paris, rue de Penthion, n° 50, pour un fer à cheval supplémentaire ou de rechange.

136° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chataud (François), à Neuilly, avenue de Neuilly, n° 55, pour un système de pompe à quatre effets.

137° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gombier (Cyprien-François-Maurice), à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 44, pour un système de four à coke.

138° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département des Basses-Pyrénées, par le sieur Darinlat (François), à Bayonne, pour une ratière et sonnerie perpétuelle à bascule.

139° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Daveu (Joseph-Philippe), à Paris, rue de Lille, n° 31 ter, pour un système de four chauffé par le charbon de terre.

140° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dehans (Félix), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 166, pour l'application d'une marque imprimée sur la surface des pilules, pois à cautères et autres substances analogues, et pour les mécaniques propres à produire ce résultat.

141° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Filleul, à Montville, pour un guide-fils du métier multi-jenny.

142° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Loir-et-Cher, par le sieur Frinault (Jacques-Hyacinthe), à Orléans, rue des Fauchettes, n° 10, pour un système de robinet de quelque dimension que ce soit.

143° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Japy frères, à Paris, rue du Temple, n° 108, pour des procédés industriels applicables aux ustensiles de cuisine, de quincaillerie, etc.

144° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Joannon fils aîné (Paul) et Guillet (Joseph), représentés par le sieur Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 19, pour des dispositions de freins mécaniques propres à arrêter les convois et à éviter les accidents sur les chemins de fer.

145° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Judic (Jean), à Mesquer, pour un appareil de carène pour les navires.

146° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laurent (Claude-François-Jacques), à Paris, rue Saint-Maur-Popincourt, n° 38, pour l'imitation de dorure sur bois, pâte et ornements.

147° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne,

par le sieur Lesaints (Jules), à Saint-Quentin, pour un système de piston métallique, applicable aux cylindres des machines à vapeur et autres.

148° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de l'Espine (Alexandre-Émile), à Paris, rue de Lille, n° 64, pour des perfectionnements dans la construction des lunettes télescopiques célestes et terrestres, ayant leurs diaphragmes aimantés et l'objectif diaphragmé à l'extérieur.

149° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 12 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Margueris (Jean-Louis), à Paris, rue Montmorency, n° 34, pour un système d'appareil applicable à un jet d'eau portatif.

150° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Martin (Joseph), à Lyon, cours Charlemagne, n° 12, pour la fabrication d'orseille en extrait.

151° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de l'Oise, par le sieur Moison (François-Théophile), à Mony, pour l'emploi de la chaleur du soleil comme force motrice et pour l'application spéciale de ce principe à un appareil industriel.

152° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Var, par le sieur Niel de Julien (Louis), à Varages, arrondissement de Brignolles, pour un moyen de fabriquer de la faïence blanche à l'épreuve du feu.

153° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Papeil (Jean-Baptiste), à Passy, rue du Bel-Air, n° 2, pour des perfectionnements apportés dans les machines à percer et à aléser les métaux.

154° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ain, par le sieur Pernollet (Joseph), à Ferney-Voltaire, pour un système de grille-tiseur, propre au nettoyage des froments de semence et de mouture.

155° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Pouzard (Appolinaire), à Jaudun, pour un instrument dit *tirage de laine*.

156° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Reiss (Joseph), à Strasbourg, pour un porte-plume dit *dactylo-dépe ou guide des doigts*.

157° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Rolland (Louis-Alexandre-Édouard) et Lebon (Edme-Edmond), à Paris, rue Montmartre, n° 180, pour un appareil propre à faire bouillir le lait, dit *ébulliphile*.

158° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 12 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schenke (Andrew), représenté à Paris, par le sieur Perpigna, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 10, pour un système de coulage et moulage en

métal et sans l'aide de noyaux de corps tubulaires hémisphériques ou coniques; invention pour laquelle il a obtenu en Écosse une patente de quatorze ans, expirant le 17 janvier 1863.

159° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 10 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Spiquel (Michel), à Paris, rue Saint-Honoré, n° 164, pour la fabrication des épaulettes.

160° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 10 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tardieu (Jacques-Léon), à Paris, rue des Vieux-Augustins, n° 30, pour un genre de chapeaux de femme.

161° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 14 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thomas (Léon-Philippe), à Paris, rue de l'Abbaye-Saint-Germain, n° 16, pour un moyen d'appliquer la chaleur dans certaines opérations industrielles.

162° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 14 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thoutberguer (David-Albert), à Paris, rue Meslay, n° 49, pour un genre de porte-plume.

163° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 10 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Valhin (Émile-Nicolas), à Paris, boulevard de l'Hôpital, n° 49, pour un appareil propre à la pose des rideaux de fenêtres et d'alcôves.

164° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 22 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bessaiguet (Bernard-Isidore), à Paris, Palais-National, galerie Montpensier, n° 15, pour un genre de cachet dit *cachet découpoir*.

165° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 22 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boucher (Alexandre-Eugène-Désiré), à Paris, rue des Vinaigriers, n° 15, pour la fabrication des fils de fer et de zinc inoxydables, ayant l'aspect des fils de cuivre et de laiton, et pour leurs diverses applications aux toiles et grillages métalliques, aux chaînes de différents modèles ainsi qu'aux objets de quincaillerie, sellerie, mercerie et passementerie, qui se sont faits jusqu'alors en fils de fer ou de cuivre.

166° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 19 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chambaud (Louis), à Paris, rue des Bourdonnais, n° 17, pour des changements et perfectionnements apportés à la confection des gants maille de bas et autres tissus.

167° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 17 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Orouzeix (Pierre), chez le sieur Armengaud jeune, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des perfectionnements dans les formes à sucre.

168° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 30 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par le sieur Desbordeaux (Pierre-Louis-Amédée), à Caen, rue des Jacobins, n° 13, pour une balance hydrodynamique, applicable aux usages domestiques, servant en même temps de presse et de dynamomètre.

169° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Deshais (Paul-Gabriel) et Minich (Pierre-Hermann), à Paris, rue de Bondy, n° 70, pour un système de cuisson du plâtre, de la chaux, etc.

170° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département d'Ille-et-Vilaine, par les sieurs Destouches (Théodore), Moris (Charles) et Duval (Esprit), à Rennes, pour la fabrication et l'usage d'un vase sans siphon pour l'emploi des eaux gazeuses.

171° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Devoulx (Louis), à Marseille, rue Senac, n° 76, pour un système de signaux pour chemins de fer.

172° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Deydier (Victor-Martin) et Filliol (Jean-Baptiste), à Vaugirard, rue de l'École, n° 90, pour un appareil destiné à la séparation des matières fécales solides et liquides et applicable aux sièges des fosses mobiles et immobiles.

173° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur d'Huicque (Joseph-Eugène-Victor), à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 25, pour un genre de fermeture pour gants dit *fermoir à sautoir*.

174° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de l'Oise, par le sieur Duvoyer (Narcisse), à Liancourt, pour une machine à battre les grains et les petites graines.

175° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Ehrler (Joachim) et Keller (Jean), à Paris, rue de Ponthieu, n° 73, pour l'amélioration du système des avant-trains, pour les raccourcir et offrir plus de sécurité aux personnes.

176° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Fouché-Lepelletier (Edmond-Édouard-François), Dornon-Morange (Jean-Jacques) et Coupier (Jean-Théodore), à Javelle, près Paris, pour la fabrication des soudes, potasses, chloroformes et éthers.

177° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fourquier (Joseph-Hyacinthe), chez le sieur Charles Fourquier, à Paris, rue Saint-Honoré, n° 67, pour un système de crémone.

178° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaspard (Antoine), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 19, pour un système de mécanisme pour chapeaux.

179° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée le 30 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Godin (Jean-Baptiste-André), à Guise, pour la combinaison et l'assemblage de modèles faits pour servir à l'exécution d'un poêle en fonte de fer.

180° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

par le sieur Mariotte (Étienne), à Saint-Amand-les-Eaux, pour un moyen de conserver les ferments de vin et de bière.

91° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Michaud (Noël-Firmin), à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 22, pour un arrosage à vapeur.

92° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Melin (Auguste-Vital), à Paris, rue Montmartre, n° 177, pour un appareil dit *appareil Moina*, consistant en un réveil à bougie, un dégradeur mécanique, et un réfecteur portant thermomètre et donnant l'heure.

93° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Motech et Perrin, disant domiciles chez le sieur Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 19, pour la fabrication mécanique des tubes coniques en papier en usage dans les filatures.

94° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ollier (Léon-Jean-François-Sigisbert), à Belleville, rue des Solitaires, n° 18, pour une machine à couper les aîlés.

95° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pailley (François), à Paris, rue Neuve-Saint-Martin, n° 26, pour un genre de bec applicable à toutes les lampes.

96° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pape (Jean-Henry), à Paris, rue des Bons-Enfants, n° 19, pour divers moyens applicables à la construction de toute sorte de voitures.

97° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carnaud (Auguste), à Limoges, à la brasserie de la Grange, champ de Juillet, pour un lamineur typographique destiné à remplacer les tampons en drap en usage dans les bureaux pour l'application des timbres humides.

98° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barbon (Noël-Victor-Dominique), à Paris, rue Montmartre, n° 53, pour un genre de porte-bouteilles en fer.

99° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Baubert-Verlindé, à Lille, rue du Théâtre, n° 64, pour une machine à régler le papier des deux côtés à la fois.

100° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baylis (Richard), à Paris, rue Papillon, n° 16, pour un genre de pantalon.

101° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baylis (Richard), à Paris, rue Papillon, n° 16, pour un genre d'attacheur à l'aine du gilet.

102° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 19 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Poussier (Constant-Pierre-Éléonore), à Vaugirard-Plaisance, rue Pernetti, n° 22, pour la fabrication du peroxyde de plomb en son application à la peinture et aux arts.

192° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rieussec (Nicolas-Mathieu), à Saint-Mandé, avenue du Bel-Air, n° 60, pour un genre de méridien, dit *gnomon solaire*.

193° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rouillet (Jean-Pierre-Henry), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 13, pour un système d'éclairage au gaz.

194° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Scholtus (Pierre), à Paris, rue Bleue, n° 1, pour un tendeur à doubles crampons, à compensateur régulateur à barre rigide.

195° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Sebillé (Charles-Félix), à Nantes quartier de Lauenay, rue de Drezène, pour un perfectionnement à l'invention, objet du brevet qu'il a pris, le 30 décembre 1848, pour un métal-plomb résistant, susceptible d'être laminé et tiré en tuyaux dans toutes les dimensions; perfectionnement consistant dans les proportions de la composition du métal, dans la fabrication et dans l'application au doublage des navires.

196° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, par le sieur Touboulic (Pierre-Marie), représenté par Barret, à Quimper, pour un billard giratoire ou de famille.

197° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aerts (Jean-Guillaume), représenté par le sieur Raynaud, à Paris, rue Bleue, n° 16, pour un système de voitures et locomotives pour chemins de fer à trains mobiles convergents; invention pour laquelle il a obtenu en Belgique un brevet de quinze ans, expirant le 15 mars 1864.

198° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barker (Thomas-Burgers), représenté par le sieur Merle, à Paris, rue Vivienne, n° 18, pour un procédé de teinture par un nouveau mordant.

199° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Bekaert (Charles), représenté par le sieur Baas, à Lille, rue Esquermoise, n° 19, pour l'application de la gomme dite *gutta percha*, pour faire des cylindres de pression des métiers à filer ou imprimer les cotons, laines, soies, etc.

200° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Busse (Frédéric), représenté par le sieur Parisot de Cassel, à Paris, cité Trévise, n° 4, pour un système de construction de wagon propre à éviter la rupture des essieux et dit *waggon-Busse*.

201° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône,

par le sieur Dubois (Paul-Constant-Alphonse), éliant domicile chez le sieur Falcoix, à Paris, rue Jacob, n° 11, pour un système d'essieux et boîtes de roues.

114° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Dubrulle, à Lille, Grand'Place, pour une pompe-fontaine,

115° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gire (Pierre-Mario-Louis-Émile) et Durand (Jacques), à Paris, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, n° 14, pour un genre de serrure increachable à clef soulante et à échappement.

116° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Haddan (John Cooper), représenté par le sieur Perpigna, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 10, pour des perfectionnements apportés à la construction des roues pour chemins de fer; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 15 avril 1862.

117° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Halbou (Philippe-Alphonse), à Paris, quai Jemmapes, n° 76, pour la fabrication des fers à double T perfectionnés pour la construction des planches, combles et fermes en fer.

118° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hussenet (Marie-Angé), rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 109, pour une pompe à vanne.

119° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Dordogne, par le sieur Lapeyrie (Pierre-Louis), à Terrason, pour un système de suspension des voitures et autres machines par des ressorts à boudin:

120° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lejeune (Auguste), à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 21, pour un système de pas ouvert applicable aux métiers à tisser.

121° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Louër de la Caffinière (Joseph), à Nantes, pour un système de fusil dit *culasse-cartouche*.

122° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Merle (Joseph), à Paris, rue Virienne, n° 18, pour certains perfectionnements dans la construction des voitures pour chemins de fer et autres routes.

123° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Modot (Antoine), à Paris, passage Choiseul, n° 39, pour un genre de chaussures imperméables.

124° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Poizat, oncle et compagnie, et Knab (David-Gloris), le premier

de la Seine, par le sieur Labrousse (Nicolas-Hippolyte), à Paris, rue Jacob, n° 50, pour des changements apportés à l'appareil mécanique des bâtiments à hélice.

213° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1849, au secrétariat de la préfecture d'Alger, par la dame veuve Lagalonnais, née Marie-Anne Jollivet, à Alger, rue Jenina, passage Martinetti, pour un appareil d'éclairage portatif, brûlant sans odeur ni fumée, à l'état de gaz, les huiles résineuses et bitumineuses.

214° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mangin (Louis-Armand), à Paris, Palais-National, galerie de Valois, n° 106, pour un genre de parapluie dit *système Mangin*.

215° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par les sieurs Michaud (Jules-Alphonse) et sœurs, à Morez, pour un procédé propre à teindre le bois façon marqueterie.

216° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs de Mory (Émile-Antoine) et Bastard (Étienne-Jean-Alfred), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 28, pour un four propre à torréfier le café, le cacao, etc.

217° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par les sieurs Nourry frères et Meynard cousins, à Valréas, pour une table propre à dévider les soies *grands quindres*.

218° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par les sieurs Nourry frères et Meynard cousins, à Valréas, pour un moyen de régulariser les soies irrégulières et de classer les diverses grosseurs d'un même fil.

219° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Cher, par le sieur Pascal (Jean-Louis), à Bourges, pour une spirale fumivore destinée à garantir de la fumée.

220° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Richard frères, à Saint-Chamond, pour un procédé qui permet d'obtenir un travail sans défaut de tous métiers à lacets.

221° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robert aîné (Charles), chez le sieur Chröder, à Paris, cité Trévisse, n° 6, pour un genre de moteur dit *moteur-Robert*.

222° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 26 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robert (Richard), représenté par le sieur Purcell, à Paris, rue Saint-Honoré, n° 372, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des horloges, des pendules, des montres et autres objets analogues; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 11 juillet 1862.

223° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Roselaur (Guillaume-Alfred), à Paris, rue des Maçons-Sorbonne, n° 9, pour des procédés d'étamage sur tous métaux.

224° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sculfort (Gustave), représenté par le sieur Arnengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour des perfectionnements aux étaux parallèles.

225° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 28 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sager (William), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 10, pour des perfectionnements apportés à la construction des bateaux, vaisseaux et navires, invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 15 septembre 1862.

226° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par le sieur Thiélaud (George-Louis-Stanislas-Napoléon), à Remiremont, pour une tuile carrée.

227° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Toussaint (Stanislas) et Vernus (Antoine), à Paris, rue Folie-Méricourt, n° 6, pour des perfectionnements apportés dans la construction des lampes mécaniques.

228° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Vincent (Frédéric), à Rixheim, pour un instrument servant à se glisser le long d'une corde, dit *anneau de sauvetage*.

229° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berindoague (Jean), à Paris, rue Censier, n° 23, pour une machine-outil propre à sécher les mottes à brûler.

230° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berindoague (Jean), à Paris, rue Censier, n° 23, pour un étendage circulaire propre à sécher les mottes à brûler.

231° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berindoague (Jean), à Paris, rue Censier, n° 23, pour un agitateur propre à sécher l'écorce de chêne.

232° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bocquet (Claude-François), à Paris, rue du Temple, n° 103, pour un réveil homocentrique à mobile simplifié, avec boutons fixateurs de balancier-pendule.

233° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Caplain (Jean-Baptiste-Claude), à Petit-Courvaque, pour une machine dite *lainerie-brosserie horizontale continue, etc.*

234° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur de Castelnau (Jouanès), à Paris, rue Castellane, n° 9, pour des fontaines à filtres aërisées.

235° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charbonnier (Pierre-Nicolas-Adolphe), à Paris, rue Saint-Gilles, n° 8, pour un jet d'eau mobile propre à garantir les appartements contre les infiltrations de l'air et de l'eau par le bas des croisées et porte-croisées.

236° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cliff (William), chez le sieur Perpigna, à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 10, pour un genre de tissu à triple trame, dont une transversale et deux diagonales, propre à la confection des voiles à navires et à d'autres usages.

237° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Dumont de Couflet, née Henriette Dumont de Couflet et le sieur Benier (Jean-Baptiste), à Paris, rue Beauregard, n° 8, pour une machine continue propre à fabriquer les bouchons.

238° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gariel (Marie-Maurice), à Paris, rue de Breda, n° 26, pour un pessaire atmosphérique.

239° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 30 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gillot (Joseph) et Morrisson (John), représentés par le sieur Truffaut, à Paris, rue de Grammont, n° 17, pour des perfectionnements dans l'ornementation des cylindres et autres surfaces en bois ou autres matières applicables à divers usages; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 28 septembre 1862.

240° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Girard (Louis-Dominique), à Paris, rue d'Enghien, n° 32, pour une machine à vapeur ayant pour objet de transmettre un double mouvement circulaire continu au moyen d'un simple mouvement circulaire alternatif, applicable principalement aux locomotives et aux bateaux à vapeur à hélice.

241° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Houliex (Hippolyte-Fortuné-Joseph), à Paris, boulevard des Capucines, n° 5, pour un instrument propre à cacheter, dit *cacheteur Houliex*.

242° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Huillard aîné (Jean-Louis-Ambroise), à Paris, rue de la Vannerie, n° 38, pour des procédés perfectionnés et appliqués à la fabrication de l'orseille.

243° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jannin (Louis-François), à Fontenay-aux-Roses, pour un système de moteur universel.

244° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Fourneux (Jean) jeune, à Paris, rue de la Roquette, n° 18, pour des perfectionnements apportés dans les manomètres à air libre.

245° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kohler (Jules-César), à Paris, rue de Limoges, n° 7, pour une machine propre à découper, imprimer, emboutir, etc. différentes plaques ou pièces métalliques employées dans la fabrication des produits industriels.

246° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Lachaume (Jean-Claude), à Petit-Bourg, commune d'Évry-sur-Seine, pour un système de palissage propre à élever les pêcheurs ou espaliers au moyen d'une charpente en fer ou en bois.

247° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lainé (Jean-Baptiste-Hippolyte), à Paris, rue de Trévise, n° 22, pour un système de siphon hydraulique, dit *siphon rotatif à force centrifuge*.

248° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Langry (Joseph-Alfred), à Paris, rue Maucopseil, n° 9, pour un remontoir applicable à toutes les montres, servant à monter et à mettre à l'heure sans clef.

249° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département d'Ille-et-Vilaine, par le sieur Leblanc (Alfred), à la briqueterie d'Apigné, commune de Rheu, pour une machine à briques.

250° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leclerc (Henry), à Paris, quai Valmy, n° 59, pour des dispositions de pompes à vapeur, à eau ou à air.

251° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nedek (Jean), à Paris, quai Jemmapes, n° 160, pour un genre de sous-pieds mécaniques s'adaptant aux pantalons.

252° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Paget (Joseph-Adolphe), chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour une montre ne s'ouvrant pas, dit *système Paget*.

253° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pauwels (Antoine), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 170, pour une conversion de la houille en gaz d'éclairage et coke dur.

254° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Peaucellier (Hippolyte-Renommé), chez le sieur Huck, à Paris, rue Corbeau, n° 31, pour un genre de frein de waggon pour des chemins de fer.

255° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine.

par le sieur Petit (Jacob), à Paris, rue de Bondy, n° 26, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des porcelaines et cristaux.

156° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Plasso (Simon), à Paris, rue Saint-Honoré, n° 67, pour un genre de jet d'eau portatif.

157° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pouget (Louis-Auguste), à Paris, rue des Gravilliers, n° 19, passage Chapon, pour une disposition du modérateur dans les lampes.

158° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rauch (Jean-Baptiste), à Paris, rue de la Roquette, n° 55, pour un système de formes à sucre.

159° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 4 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schuster (Adolphe), représenté par le sieur Planier, à Paris, rue du Chantre, n° 26, pour un genre de boudin ou rouleau destiné à rendre toute fermeture imperméable à l'air, à l'humidité et au son; invention pour laquelle il a obtenu en Belgique un brevet de quinze ans, expirant le 12 novembre 1862.

160° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sonnois (Amédée-Sébastien), à Paris, rue Rameau, n° 8, pour un genre de composition imitant l'argent, dit *inaltérable*.

161° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tolosa (Manuel), à Paris, rue de l'Université, n° 34, pour des fusils se chargeant par la culasse avec douille mobile.

162° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Abraham (Achille), à Amiens, pour une machine à pesser et à mélanger les matières plastiques.

163° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Allman (Fennell), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 10, pour des perfectionnements apportés aux appareils propres à produire la lumière par l'électricité; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 28 septembre 1862.

164° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boucher (Alexandre-Désiré-Engène), à Paris, rue des Vinaigriers, n° 15, pour la fabrication de toute espèce de cartes garanties de la rouille.

165° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourgogne (Auguste-Louis), à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 33, pour un genre de cafetière concentrateur, dite *bascule*.

166° Le brevet d'invention de quinze ans dont la demande a été déposée, le 12 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de Lot-

et-Garonne, par le sieur Bourillon (Crescent-Victor), à Tonneins, pour un mécanisme destiné à empêcher le déraillement des trains sur les chemins de fer.

267° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Corbin (Antoine), à Pont-Cher, commune de Forré-les-Tours, pour un appareil destiné à remplacer les lits mécaniques pour les blessés.

268° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par le sieur Debussy (Edouard), à Forbach, pour une machine à souder et les accessoires marchant à la vapeur.

269° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Dubut (Léonard), à Cognac, pour une clef pour serrer et desserrer les vis et écrous.

270° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Evrard (Augustin), à Douai pour des procédés destinés à opérer l'épuration et la fonte des corps gras, et à utiliser divers produits qui en résultent.

271° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par les sieurs Fleury (Désiré-Joseph) et Thiout (Charles), à Deville, pour une machine propre à la confection des treillages pour clôture en tout genre.

272° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par le sieur Fontaine (Joseph), à Metz, rue Tour-aux-Rats, n° 2, pour un système de bottines-guêtres sans un seul point de cordonnerie.

273° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Fritz-Sollier, à Lyon, rue des Célestins, n° 6, pour la manipulation du caoutchouc.

274° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Fromentault (Charles-Emanuel), à Nantes, rue Voltaire, n° 5, pour une fabrique de bottes d'été diplostéganiques ou bottes doubles imperméables.

275° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fumet (Claude-Félix), à Paris, rue du Helder, n° 25, pour une glacière artificielle et portative.

276° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Gentilet (Urbain), à Lyon, montée de Gourguillon, n° 24, pour une machine hydraulique propre à élever l'eau à de grandes hauteurs.

277° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Geresme (Adolphe-Georges) et Lacroix (Jean-Pierre), à Paris, rue Mauconseil, n° 2, pour un genre de busc mécanique à poulie.

278° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Heyman de Ricqlès (Samuel), à la Croix-Rousse, cours d'Herbouville, n° 9, pour une composition dite *alcool de menthe de Ricqlès*.

279° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Honoré (Jules), à Lyon, rue de la République, n° 7, pour la fabrication d'une poudre de moka hygiénique.

280° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur How (André-Peddic), représenté par le sieur Oppeneau à Paris, rue des Amandiers-Popincourt, n° 16, pour un salinomètre perfectionné.

281° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Laiguer (Xavier), à Rethel, pour un étau français parallèle.

282° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lavoisy (Amédée-Désiré), à Paris, rue Montmartre, n° 82, pour des perfectionnements apportés dans les barattes.

283° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lepage (Charles-François) et Philippe (Marie-Claude-Eugène), à Batignolles, rue Saint-Louis, n° 39, pour un système de pipes.

284° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parisot (François), à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 7, pour des appareils perfectionnés employés pour la combustion du gaz.

285° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Philip (Jacob), à Paris, passage Choiseul, n° 16 et 18, pour un genre de bijouterie.

286° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Philippe (Marie-Claude-Eugène), à Paris, rue Château-Landon, n° 17 et 19, pour un appareil dit *vis philippine*, propre à l'extraction du sucre.

287° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée le 10 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par la dame veuve Potin, née Marie Lesèvre, à Nantes, rue Santeuil, pour un perfectionnement à l'invention objet du brevet délivré au sieur Pellée, le 23 juillet 1844, pour la fabrication d'un papier à dessin dont la propriété est d'obtenir des effets en clair sans gouacher.

288° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Roussel (Julien-Benjamin), à Versailles, rue Hoche, n° 23, pour un moteur universel pouvant utiliser, à l'aide des eaux et des vents, les eaux stagnantes, les sources, sécher les marais, élever les eaux à des hauteurs indéterminées et les aller chercher à de très-grandes profondeurs au moyen de chaînes et godets.

289° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-

Inférieure, par le sieur Roguette (Nicolas), à Fécamp, pour un robinet régulateur de la pompe alimentaire des chaudières des machines à vapeur.

290° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sisco (Antoine-Dominique), passage Chausson, n° 6, pour un instrument dit *lavoir-bouchon*.

291° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Stehelin (Édouard), à Bischwiller, pour la fabrication ou l'emploi de bandages de roues à l'usage des chemins de fer, dont l'arrondissement par la compression ou l'extension remplace en tout ou en partie celui qu'on obtient par le tour.

292° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Terwange (Louis), à Lille, rue d'Anjou, n° 4, pour le rouissage du lin manufacturier.

293° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Vigoureux (Stanislas), à Reims, rue de Courtray, n° 20, pour un bobinoir à plusieurs mèches distinctes.

294° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Viollet (Jean-Baptiste), à Paris, rue de Sèvres, n° 19, pour un système de principes et de moyens d'exécution propres à produire, à gouverner et à employer les courants électriques et pour les détails de ce système.

295° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Zéréga (Joachim-Charles), à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 96, pour un genre de voiture dit *coupe-chaise*.

296° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Abegg (Charles), représenté par le sieur Armengaud aîné, rue Saint-Sébastien, n° 19, pour une machine préparatoire propre à la filature du coton, de la laine, du lin, de la soie et d'autres substances filamenteuses.

297° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baudon (Théodore-Ernest), à la Chapelle-Saint-Denis, rue des Couronnes, n° 2, pour une mécanique propre à ouvrir les huîtres, dite *écailleur*.

298° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cadiat aîné (Nicolas), à Paris, rue Voltaire, n° 5, pour un genre de machine dite *plieuse mécanique*.

299° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Dordogne, par le sieur Carré aîné (Pierre), à Bergerac, pour une ostie dite *caréotype*.

300° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cosse (Claude-Julien), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine.

n° 63, pour une table-console à développement pour salon, cabinets, salle à manger, etc.

301° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Daullé (Pierre-Marie-Joseph), à Paris, boulevard Poissonnière, n° 23, pour l'application de la vapeur et du gaz surchauffés pour le traitement des minerais bitumineux.

302° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur d'Hangest (Hyacinthe-Ferdinand), à Paris, rue Montmartre, n° 124, pour la fabrication d'une étoffe légère dite *sylphide*.

303° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Feytaud (Joseph), à Paris, boulevard du Temple, n° 36, pour un système de balance romaine dite *balance de ménage*.

304° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaitz (Louis-Joseph), à Paris, quai Jemmapes, n° 44 bis, pour une tenaille à crics et boucharde à dents mobiles propre à tailler le pavé et autres matières calcaires.

305° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gay (Benoît), à la Chapelle-Saint-Denis, rue Saint-Charles, n° 6, pour la fabrication des tubes en métal.

306° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hechler (Jean-Frédéric), à Paris, rue du Temple, n° 13, pour un porte-monnaie en argent.

307° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hervieux Becot (Louis-Baptiste), chez le sieur Leblanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de pompe donnant à volonté un, deux ou trois jets continus ou intermittents, pouvant servir de pompe à incendie et d'irrigation.

308° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par le sieur Jacquemin (Lucien), à Morez, pour l'application de l'émaillage du fer à la fabrication des vases culinaires de toute espèce en fer battu, forgé, embouté et estampé.

309° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Krieger (Antoine), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 84, pour une toilette à développement, système Krieger.

310° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Krieger (Antoine), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 84, pour un cadre porte-manteau.

311° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leclair (Edme-Jean), à Paris, rue Saint-Georges, n° 11, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des papiers.

312° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lefebvre (Étienne-Edme), à Paris, rue Saint-Denis, n° 86, et Chabrié (Louis-François), rue de Choiseul, n° 6, pour l'application d'un bouchage mécanique aux bouteilles à encre, et, en général, à tous vases renfermant des liquides de toute nature.

313° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leroy (Charles), à Paris, rue du Banquier, n° 10, pour un système de fabrication de bougies, chandelles et liquides pour l'éclairage avec diverses matières employées et non employées, ainsi que pour les moules et outillages qui dépendent de cette fabrication.

314° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leterre (Léopold-Théodore), chez le sieur Perre, à Paris, rue Montmartre, n° 153, pour un genre de pompe rotative.

315° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Letourneau (Louis-Théodore), à Paris, allée des Veuves, n° 37, pour un genre de sarnaux applicables aux navires.

316° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 17 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Luyckx (Gustave), chez le sieur Edouard (Aimé), à Paris, place de la Bourse, n° 10, pour une boucle sans ardiffions applicable à tous objets dits *boucle Luyckx*; invention pour laquelle il a obtenu en Belgique un brevet de cinq ans expirant le 16 décembre 1853 : déclarant le sieur Luyckx qu'il a formé en Belgique une demande de prorogation pour quinze ans, sur laquelle il n'a pas encore été statué.

317° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Lyonnet (Antoine) et Peyron (Jean), à Montbrison, pour une fabrication de cadenas circulaires.

318° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Maurel (Toussaint), à Marseille, rue des Vignerons, n° 13, pour un système de cloches à battant à charnière.

319° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département d'Eure-et-Loir, par le sieur Mauzaize (Jean), à Chartres, pour une machine propre à isoler le mouvement appliqué aux moulins à farines.

320° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Minié (Charles-Claude-Étienne) et Viellard (Eugène-Napoléon), à Vincennes, pour des hausses pour armes à canons rayés.

321° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Moinier et compagnie, à la Petite-Villette, rue Thionville, n° 6, pour un système de générateur à vapeur sphéroidalisé, appliqué à toute industrie à la vapeur, qui peut être utilisé soit comme véhicule de calorique, soit comme moteur.

322° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 16 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Painparé (Charles-Antoine-Victor), chez le sieur Vigneron, à Paris, rue d'Angoulême, n° 42, pour un genre de fourneau économique propre à économiser l'emploi du charbon de terre et applicable aux locomotives.

323° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Pallegoix (née Angélique-Catherine Boucher), à Paris, rue des Marais, n° 33, pour un procédé perfectionné de panification.

324° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 12 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Payne (William), représenté par le sieur Belin, à Grenelle, rue des Entrepreneurs, n° 69, pour des perfectionnements apportés aux pendules et horloges à musique et à carillon ; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 14 mars 1863.

325° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pieron (Léonard-Antoine), à Paris, rue des Enfants-Rouges, n° 13, pour un garde-cendre-écran mécanique.

326° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Joannis (Antoine-Marie), à Marseille, rue Sainte, n° 31, pour un semoir destiné à l'agriculture.

327° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Seguy (Joseph), à Thezan, pour une charrue.

328° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tiesenbruner (Martin), à Paris, rue Montmorency, n° 6, pour un genre de cave à liqueurs.

329° Le certificat d'addition, dont la demande a été déposée, le 15 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Arson (Louis-François-Alexandre), à Paris, rue de Bourgogne, n° 48, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 août 1847, pour deux genres de compteurs à eau ; addition consistant en perfectionnements généraux qui rendent l'appareil propre à un nouveau service.

330° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barthélemy (Nicolas-Ferdinand), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 238, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 février 1848, pour un genre de chaîne élastique propre à remplacer les ressorts dans les voitures ; addition consistant en diverses modifications.

331° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1845, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Béliard (Pierre), à Montmartre, chaussée des Martyrs, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 octobre 1844, pour un appareil de séparation des solides et des liquides dans les fosses d'aisances ; addition consistant en perfectionnements généraux.

332° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bertrand-Provancher (Jean-François), à Paris, impasse de l'École, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 septembre

1848, pour un moyen d'appliquer la lithographie sur la porcelaine comme décoration; addition consistant dans de nouveaux moyens d'application et dans des substances nouvelles appliquées.

333° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Busse (Frédéric), représenté par le sieur Parisot de Cassel, à Paris, cité Trévise, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 décembre 1847, pour des traversines de chemin de fer dites *traversines Busse*, etc.; addition consistant en perfectionnements généraux.

334° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Marne, par les sieurs Champonnois frères et Champonnois (Hugues), à Chaumont, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 janvier 1847, pour un appareil calorifère applicable aux poêles et cheminées.

335° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charageat (Gabriel-Émile), à Paris, rue Saint-Denis, n° 326, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 août 1847, pour des perfectionnements aux parapluies et ombrelles s'ouvrant seuls, etc.; addition consistant dans un mécanisme ouvrant seul, à ressort mobile, etc.

336° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chaudun (Jules-Joseph), à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 décembre 1847, pour des dispositions applicables aux armes à feu et aux cartouches; addition consistant en nouveaux perfectionnements.

337° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clément (Jean-Antoine), à Passy, rue du Moulin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 décembre 1844, pour un bélier tranchant et perforant; addition consistant en perfectionnements généraux.

338° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Demoret-Durozoy (Jean-Joseph-Martial), représenté par le sieur Armengaud jeune, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 avril 1847, pour un omniréveil; addition consistant en perfectionnements généraux.

339° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Duchamp (Pierre), à Lyon, rue du Commerce, n° 22, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 décembre 1848, pour une cannetière propre au tissage des étoffes de soie.

340° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Edmond (Gérard), à Montmartre, rue Véron, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 août 1846, pour un système d'appareils hydrauliques propres à élever les eaux; addition consistant en un clyso.

341° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Gibus (Gabriel), à Paris, rue Beaubourg, n° 50, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans délivré, le 23 septembre 1840, au sieur Gibus (Antoine), dont il est cessionnaire, pour des dispositions mécaniques applicables à toute espèce de coiffures, etc.; addition consistant dans une nouvelle manière d'ouvrir et de fermer le chapeau.

342° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gibus, à Paris, rue Beaubourg, n° 50, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans délivré, le 23 septembre 1840, au sieur Gibus (Antoine), dont il est cessionnaire, pour des dispositions mécaniques applicables à toute espèce de coiffures, etc.; addition consistant en perfectionnements généraux.

343° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Guérin (Pierre-René), au Havre, rue de Fontenelle, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 décembre 1846, pour un système d'installation et de commande de gouvernail dans les navires.

344° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Guyot (Anne-Louise-Pauline), à Paris, rue Rochecouart, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 mars 1848, pour la composition d'un combustible; addition consistant dans de nouvelles substances ajoutées à la fabrication.

345° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jay (Jean-Baptiste-Adolphe), à Paris, rue Vivienne, n° 53, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 juillet 1848, pour un fourreau de sabre ou d'épée réductible; addition consistant en perfectionnements généraux.

346° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kriegelstein (Jean-Georges), à Paris, rue Laffitte, n° 53, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 octobre 1846, pour un mécanisme de piano droit avec échappement à effet continu; addition consistant en perfectionnements généraux.

347° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lacarrière (François), à Paris, rue de Vendôme, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 novembre 1848, pour des procédés de distillation simultanée du bois et du goudron; addition consistant dans la distillation simultanée des pommes de pin, du goudron et du poussier de coke.

348° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Gers, par le sieur Larrieu (Antoine), à Saint-Clar, et se rattachant au brevet d'invention de cinq ans pris, le 8 mars 1848, pour un appareil destiné à plier les toiles de moulins à vent; addition consistant dans un changement dans le maniement des voiles.

349° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

de l'Isle de Sales (Émile-François-Xavier-Jean), à Paris, boulevard Montparnasse, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 février 1848, pour des perfectionnements dans les appareils et procédés de traitement des schistes et des houilles pour en extraire les liquides propres à l'éclairage; addition consistant en de nouveaux perfectionnements.

350° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Louvet (Joseph-Ferdinand-Henri), à Soissons, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 novembre 1847, pour une méthode de tannage.

351° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maillard (Jean-Baptiste-Théodule), à Paris, rue Notre-Dame-de-Lorette, n° 21, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 septembre 1848, pour un système de lit de fer polymeuble; addition consistant en perfectionnements généraux.

352° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Malliar (Léandre) et Sculfort fils, chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 décembre 1847, pour une clef à écrou dite *universelle*; addition consistant dans un oreillon ajouté à la mâchoire mobile de la clef simplifiée.

353° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Masse et Tribouillet, à Neuilly, avenue de Madrid, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 février 1848, pour des perfectionnements dans la fabrication des bougies, cierges, etc.; addition consistant dans des perfectionnements généraux dans l'ensemble de la fabrication.

354° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Mercier (Antoine), à la Guillotière, rue Madame, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 novembre 1847, pour un mécanisme applicable au jeu des jalousies, des tentes, etc.

355° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Mercier (Sophie-Geneviève), à Paris, rue Furstenberg, n° 9, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 février 1847, pour des perfectionnements dans les appareils et procédés relatifs au lessivage, lavage, et séchage du linge; addition consistant dans de nouveaux perfectionnements.

356° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moreau (Eugène-François), à Paris, rue de Ménilmontant, n° 23 bis, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 novembre 1848, pour une machine propre à fendre les peaux et les cuirs dans leur épaisseur, soit en totalité, soit en partie seulement; addition consistant en perfectionnements généraux.

357° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le

sieur Muller fils (Léopold), à Thann, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 février 1848, pour l'application de moyens propres à faire mouvoir les broches par engrenages, sans cordes ni ficelles, sur toute espèce de métier à filer.

358° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Plantier (Joseph), à Paris, rue Masséna, n° 16, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 novembre 1848, conjointement avec le sieur Szymkowiez, pour un système de lavage sans se salir ni se mouiller, de broissage et de balayage; addition consistant en perfectionnements généraux.

359° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Plagniol (Antoine-Alexandre), chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 octobre 1845, pour des perfectionnements applicables aux instruments d'optique en général; addition consistant en perfectionnements généraux.

360° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Quinquarlet (Louis-Antoine), à Troyes, et se rattachant au brevet d'invention de dix ans pris, le 29 janvier 1846, pour un système de confection de camisoles à taille fabriquées sur le métier circulaire et sur le métier anglais à côtes.

361° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rauch (Jean-Baptiste), à Paris, rue de la Roquette, n° 55, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 août 1848, pour des perfectionnements dans la fabrication des formes à sucre; addition consistant dans des améliorations apportées aux moyens d'exécution.

362° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Ricou et Blanc, à Paris, rue Martel, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 février 1848, pour un procédé d'étamage des glaces, miroirs, etc.; addition consistant en perfectionnements généraux.

363° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sestier (Alexandre-Fabien), à Paris, rue Saint-Sauveur, n° 24 et 26, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 octobre 1848, pour un genre d'épaulettes; addition consistant en perfectionnements généraux.

364° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thier (Pierre-Louis-Timothée), à Paris, passage Choiseul, n° 40, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 septembre 1847, pour divers perfectionnements et accessoires ajoutés au clyso-injecteur à levier; addition consistant en perfectionnements généraux.

365° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Turck (Sébastien-Antoine), à Paris, rue des Marais-Saint-Germain, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 no-

vembre 1847, pour un procédé de fabrication en grand de l'acétone ou esprit pyroacétique, et son application à divers usages industriels dans lesquels on emploie l'esprit de vin; addition consistant en perfectionnements généraux.

366° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 février 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Yot (Nicolas-Clément), à Paris, rue Phelippeaux, n° 35, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 janvier 1847, pour un genre de porte-plume; addition consistant en perfectionnements généraux.

367° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bengraft (Stephen), à Paris, rue Neuve-de-Berry, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention expirant le 3 juillet 1859, et pris le 26 janvier 1846, pour des perfectionnements dans la construction des barnais, etc.; addition consistant dans de nouveaux perfectionnements.

368° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Béranger (Joseph), aux Brotteaux, cours Morand, n° 38, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 juin 1845, pour une composition de leviers-séaux offrant trois instruments de pesage.

369° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Béringer (Beatus), à Paris, rue du Coq-Saint-Honoré, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 février 1848, pour des perfectionnements aux armes à feu dites système *Béringer*; addition consistant dans des modifications à la cartouche à zinc.

370° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boucher (Alexandre-Aimé-Eugène), à Paris, rue des Vinaigriers, n° 15, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 mars 1849, pour la fabrication du fil de fer et de zinc inoxydables; addition consistant dans le cuivrage, après fabrication, des objets désignés dans le brevet principal, faite en fil ou planche de fer, de cuivre ou de laiton.

371° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bouillon (Pierre-Léon) et Moyne (Jean-Louis), à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 juillet 1847, pour des procédés et appareils propres au lessivage et blanchissage du linge; addition consistant en perfectionnements généraux.

372° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Braun (Jean-Mathias), à Colmar, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 mars 1849, pour des perfectionnements à la machine à papier continu du système Didot et autres.

373° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chameroy (Elme-Augustin), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 164, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 janvier 1849, pour un système d'assemblage des feuilles métalliques, principalement des tynaux; addition consistant en perfectionnements généraux.

374° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 mars

1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Charbonnières aîné (Emmanuel), à Toulouse, rue des Balances, n° 40, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 juin 1845, pour un système de lampe économique dite *lampe Charbonnières*.

375° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Charbaume (Hermann), représenté par le sieur Schwilgué, à Strasbourg, rue Brûlée, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 décembre 1848, pour un cachet perfectionné.

376° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Crampton (Thomas-Russel), représenté par le sieur Truffaut, à Paris, rue de Grammont, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention expirant le 19 juin 1861, et pris, le 5 janvier 1848, pour des perfectionnements dans la construction des machines locomotives; addition consistant en de nouveaux perfectionnements.

377° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Daud (Jacques-Étienne), à Paris, boulevard du Temple, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 septembre 1847, pour des bandes métalliques de billard; addition consistant dans des dispositions cylindriques de la spirale.

378° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par le sieur Doudeine (Victor-Nicolas), à Distroff, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 février 1848, pour une locomotive mécanique; addition consistant en divers perfectionnements.

379° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fayet-Barou (Pierre-Constantin), chez les sieurs Fontaine, à Paris, rue Saint-Honoré, n° 19, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 janvier 1847, pour des combinaisons de serrures dites *serrures Fayet*; addition consistant en perfectionnements généraux.

380° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fondeur (François-Hubert), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans délivré, le 31 octobre 1844, pour une charrue à socs alternatifs; addition consistant en perfectionnements généraux.

381° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gariel (Marie-Maurice), à Paris, rue de Bréda, n° 26, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 janvier 1849, pour un appareil chirurgical propre à supprimer l'inconvénient de l'incontinence d'urine, etc.; addition consistant en perfectionnements généraux.

382° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guérin (René), à Paris, rue des Marais-du-Temple, n° 66, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 janvier 1849, pour des perfectionnements aux balances propres au pesage des lettres; addition consistant en de nouvelles modifications.

383° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guérin (Édouard), à Paris, rue des Marais-Saint-Martin, n° 66, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 décembre 1848, pour des galets en porcelaine pour roulettes de meubles; addition consistant en de nouvelles améliorations dans la fabrication desdites roulettes.

384° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Harding-Cocker, à Lille, rue de Metz, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 avril 1848, pour une machine à peigner le lin, le chanvre, la soie et tout autre filament, et pour des perfectionnements apportés aux peignes à lin.

385° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hermann (Georges), à Paris, rue de Charenton, n° 102, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 octobre 1846, pour des machines propres à mélanger et à broyer diverses substances; addition consistant en modifications et améliorations nouvelles.

386° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Hoe et Newton, représentés par le sieur Perpigna, à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention expirant le 24 juillet 1861, et pris, le 24 janvier 1848, pour des perfectionnements apportés à la construction des presses typographiques, etc.; addition consistant dans des modifications apportées au système.

387° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Lamblin (Pierre), à Boux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 décembre 1844, pour un système d'horloge de paroisse; addition consistant dans une minuterie sans engrenage.

388° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Laudet (François) et Georges (Jean-Baptiste), à Montrouge, cité du Maine, avenue du Maine, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 décembre 1848, pour un briquet elliptique à cylindre.

389° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lebrun (Jean-Auguste), chez le sieur Périllion, à Paris, rue de l'École-de-Médecine, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans délivré, le 29 mai 1844, pour des perfectionnements apportés dans les appareils et procédés appliqués aux constructions de tout genre, etc.; addition consistant en nouveaux perfectionnements.

390° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Martin (François), à Lyon, rue de la Poulallerie, n° 9, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 septembre 1847, pour une serrure à soupape faisant fonctionner une sonnerie et donnant de la lumière en même temps.

391° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martineau (Alexandre-Eugène), à Paris, rue de Bondy, n° 66, et se rattachant

un brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 juillet 1847, par le sieur Roche, dont il est cessionnaire conjointement avec le sieur Bourru, pour des procédés de fabrication de cartes à jouer et de cartons dits *opaques*; addition consistant en perfectionnements généraux.

392° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Mercier (Sophie-Genesviève), à Paris, rue Furstemberg, n° 9, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 février 1847, pour des perfectionnements aux appareils et procédés relatifs aux lessivage, lavage et séchage du linge, etc.; addition consistant dans de nouveaux perfectionnements.

393° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Paris (Charles-Émile), à Bercy, rue de Bercy, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 octobre 1848, pour un procédé chimique empêchant l'oxydation du fer; addition consistant dans l'application du procédé à d'autres substances.

394° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Poizat, oucle et compagnie, et Knab (David-Clovis), à la Folie-Nanterre, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 mars 1849, pour la distillation des matières grasses au moyen d'un appareil nouveau; addition consistant en perfectionnements généraux.

395° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bedier (Joseph-Antoine-Jean), à Paris, place du Châtelet, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 juillet 1847, pour un réveille-matin; addition consistant en perfectionnements généraux.

396° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rochaz (Charles-André-Félix), à Paris, rue Laffitte, n° 43, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 novembre 1847, pour un procédé et un appareil propres à la fabrication de l'oxyde de zinc; addition consistant en nouveaux perfectionnements.

397° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de l'Yonne, par le sieur Rousselet (Jean-Baptiste-Justin), à Vincelles, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 mars 1846, pour un pressoir ployant.

398° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Sireoulon (Charles-Louis), à Audincourt, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 mars 1847, pour un mécanisme qui supprimera les cordes de broches dans les métiers à filer; addition consistant dans l'augmentation ou la modification de quelques parties de sa machine.

399° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sorel (Stanislas-Tranquille-Modeste), à Paris, rue de Lancry, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 janvier 1849, pour des appareils propres à la fabrication de l'oxyde de zinc, etc.; addition consistant en perfectionnements généraux.

400° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 mars

1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Spiquel (Michel), à Paris, rue Saint-Honoré, n° 164, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 mars 1849, pour la fabrication des épaulettes; addition consistant en perfectionnements généraux.

401° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par les sieurs Triger (Jacques et Jules) et Dugrès, au Mans, rue Belon, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de dix ans pris, le 19 février 1849, pour des fours à chaux.

402° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barbou (Noël-Victor-Dominique), à Paris, rue Montmartre, n° 58, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 février 1849, pour une mécanique dite *ferme-seul*; addition consistant en perfectionnements généraux.

403° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur de Bourcier (Charles-Louis), à Bathelemont, commune de Saint-Médard, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 octobre 1847, pour un fusil à double percussion avec cartouches à cheminées intérieures; addition consistant en un tiroir faisant sortir les cartouches du canon au moment où l'on fait jouer la bascule du fusil.

404° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bonvard (André), chez le sieur Bellet, à Lyon, rue Tupin, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 septembre 1848, pour une sorte d'imprimerie applicable aux décors dans le genre étrusque.

405° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charbonnier (Pierre-Nicolas-Adolphe), à Paris, rue Saint-Gilles, n° 8, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 mars 1846, pour un système de crémone à mouvement excentrique; addition consistant en perfectionnements généraux.

406° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Deubet et Dumarest, à Lyon, rue d'Algérie, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 janvier 1847, conjointement avec le sieur Tétard, pour un genre de meuble dit *antonois*.

407° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Delabarre (César-Auguste), à Rouen, rue Cauchoise, n° 29 et 31, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 janvier 1849, pour des systèmes de châssis à rideau pour cheminées.

408° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Duboys (Alphonse), à Lyon, rue de la Concorde, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 mars 1849, pour un système d'essieu et de boîte de roue.

409° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fèvre (Charles-Guillaume), à Paris, rue de Normandie, n° 1^{er}, et se ratta-

chant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 mars 1849, par le sieur Poncelet, dont il est cessionnaire, pour un genre de dorure mate sur le zinc; addition consistant en perfectionnements généraux.

410° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Guyot (Anne-Louise-Pauline), à Paris, rue Rochechouart, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 mars 1848, pour la composition d'un genre de combustible; addition consistant en de nouvelles substances et de nouveaux moyens.

411° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lachapelle (Jean-Marie-Olphir), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 55, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 juillet 1848, pour un magasin porte-capsules; addition consistant en perfectionnements généraux.

412° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Laudet (Jean-Baptiste-Georges) et François, à Montrouge, barrière du Maine, cité du Maine, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 décembre 1848, pour un briquet elliptique à cylindre; addition consistant dans de nouvelles allumettes, dites *pâte autopyrogène aromatisée pour les fumeurs*.

413° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lebrun (Jean-Auguste), chez le sieur Périllion, à Paris, rue de l'Ecole-de-Médecine, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans délivré, le 29 mai 1844, pour des perfectionnements apportés dans les appareils et procédés appliqués aux constructions de tout genre, etc.; addition consistant en nouveaux perfectionnements.

414° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Léguillon (Paul-Jean-Louis), à Paris, rue Saint-Étienne-Bonne-Nouvelle, n° 9, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 décembre 1848, pour des sous-pieds à charnière mobile; addition consistant en perfectionnements généraux.

415° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaigre (Lazare-Nicolas), à Paris, rue des Vosges, n° 16, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 novembre 1845, conjointement avec le sieur Luet, pour des sièges à renvers mobile, dit *système Luet et Lemaigre*.

416° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaire (Urse-François), à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 30, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 avril 1847, conjointement avec le sieur Gevolot, pour un genre d'amorces à capsules; addition consistant en perfectionnements généraux.

417° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lestau (Jean-Marie), à Paris, rue du Temple, n° 40, et se rattachant au

brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 décembre 1847, pour un manège à transmission directe ; addition consistant en perfectionnements généraux.

418° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mallet (Alfred-Antoine-Paulin), à la Villette, rue de Marseille, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 décembre 1847, pour des procédés d'épuration du gaz d'éclairage ; addition consistant dans l'emploi d'une nouvelle matière pour cette épuration.

419° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Lozère, par le sieur Malzac (Florent), à Meyrueis, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 juin 1846, pour une machine à carder toute sorte de déchets de soie ; addition consistant dans la réunion des trois appareils en un seul.

420° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Muller fils (Léopold), à Thann, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 février 1848, pour l'application de moyens propres à faire mouvoir les broches pour engrenages, sans cordes ni ficelles, sur toute espèce de métiers à filer.

421° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rebour (Claude-Joseph-Napoléon), chez le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 août 1847, pour un bec de canne d'une construction particulière ; addition consistant en perfectionnements généraux.

422° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Rousseau (Jean-Baptiste), à Épernay, rue Saint-Thibault, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 janvier 1845, pour perfectionnement d'une machine à travailler les vins mousseux.

423° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Schmerber, à Mulhouse, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 décembre 1847, pour l'application des ressorts en caoutchouc aux marteaux de forges.

424° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sestier (Fabien), à Paris, rue Saint-Sauveur, n° 24 et 26, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 octobre 1848, pour un genre d'épaulettes ; addition consistant en perfectionnements généraux.

425° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sorel (Stanislas-Tranquille-Modeste), à Paris, rue de Lancry, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 janvier 1849, pour des appareils pour la fabrication de l'oxyde de zinc ; addition consistant en perfectionnements généraux.

426° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tardieu (Jacques-Léon), à Paris, rue des Vieux-Augustins, n° 20, et

se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 mars 1849, pour un genre de chapeau de femme; addition consistant en perfectionnements généraux.

427° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Turreau (Emma), à Paris, rue du Grand-Prieuré, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 avril 1847, pour un ventileur sylphide; addition consistant en perfectionnements généraux.

428° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Vassieux (Victoire-Eudoxie), à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 63, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 février 1846, pour des perfectionnements apportés aux cafetières en verre et en cristal; addition consistant en nouveaux perfectionnements.

2. Le ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 13 Juin 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé DUMAS.

N° 2376. — DÉCRET qui détermine la tolérance du Poids des Pièces de vingt centimes.

Du 31 Juillet 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi du 7 germinal an xi [28 mars 1803] sur la fabrication des monnaies;

Vu le décret du 3 mai 1848 portant, entre autres dispositions, qu'il sera fabriqué des pièces d'argent de la valeur nominale de vingt centimes;

Considérant que le décret ci-dessus relaté n'a pas déterminé la tolérance de poids des pièces de vingt centimes;

Qu'il est indispensable, pour la régularité des opérations monétaires, de fixer la limite de cette tolérance;

Que l'expérience a démontré que la tolérance de dix millièmes, tant en dehors qu'en dedans, établie par la loi du 7 germinal an xi pour les pièces de vingt-cinq centimes, est suffisante pour les pièces de vingt centimes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La tolérance du poids des pièces de vingt centimes est fixée à dix millièmes en dessus et dix millièmes en dessous.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 31 Juillet 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 2377. — DÉCRET qui autorise la fondation, à Lanty (*Haute-Marne*), d'un Établissement de Sœurs de la Providence.

Du 2 Août 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;

Vu la délibération du conseil municipal de Lanty, en date du 10 mai 1848, portant acceptation provisoire des legs faits à cette commune par la dame *Buisson*, veuve *Délicourt*, à la charge de fonder un établissement de deux religieuses dépendant d'une congrégation hospitalière et enseignante qui sera désignée par le desservant de la succursale de Lanty; lesdits legs consistant en une maison, un jardin, des meubles et une somme de deux mille francs;

Vu les délibérations prises, les 15 juillet 1849 et 5 avril 1850, par le conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Providence, à Langres, sur laquelle s'est fixé le choix du desservant de Lanty, lesdites délibérations tendant à obtenir l'autorisation de former, dans cette dernière commune, un établissement de sœurs et d'intervenir dans l'acceptation des legs;

Vu l'ordonnance du 30 avril 1826 (1), qui a approuvé les statuts de cette congrégation, et celle du 28 mai suivant (2), qui lui a donné une existence légale;

Vu le testament notarié de la dame veuve *Délicourt*, née *Buisson*, en date du 3 juillet 1846;

Vu l'acte de décès de la testatrice, en date du 30 mars 1848;

Vu le consentement donné, le 12 mai suivant, par les héritiers de la testatrice à la délivrance des legs;

Vu le procès-verbal d'expertise, portant à quatre mille cinq cents francs la valeur des immeubles légués, et celle des meubles à quatre cent deux francs;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Lanty, sur le projet d'établir dans cette commune des sœurs de la Providence;

Vu le budget de la commune de Lanty et l'état de l'actif et du

(1) VIII^e série, Bull. 89, n° 2991.

(2) VIII^e série, Bull. 95, n° 3139.

passif de la congrégation des sœurs de la Providence, ledit état vérifié et certifié par le préfet de la Haute-Marne;

Vu les avis de l'évêque de Langres et du préfet de la Haute-Marne;

Vu l'avis du conseil de l'Université, du 21 janvier 1850;

Vu les lois des 2 janvier 1817, 24 mai 1825 et 18 juillet 1837;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu les ordonnances des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Le Conseil d'état (section d'administration) entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Providence existant à Langres (Haute-Marne), en vertu de l'ordonnance du 28 mai 1826, est autorisée à fonder à Lanty (même département) un établissement de son ordre, à la charge par les membres dudit établissement de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par ordonnance du 30 avril 1826.

2. Le maire de la commune de Lanty (Haute-Marne) et la supérieure générale des sœurs de la Providence établie à Langres (même département) sont autorisés, chacun en ce qui le concerne, à accepter, aux charges, clauses et conditions imposées, le legs, 1° d'une maison sise à Lanty et estimée quatre mille francs; 2° d'un jardin situé au même lieu contenant quatre-vingt-quatre centiares et estimé cinq cents francs; 3° de meubles d'une valeur de quatre cent deux francs; 4° d'une somme de deux mille francs, lesdits legs faits à la commune de Lanty par la dame *Marguerite-Françoise Buisson*, veuve du sieur *Didier Delicourt*, suivant son testament notarié du 3 juillet 1846, aux clauses et conditions énoncées, et notamment à la charge de former et d'entretenir à perpétuité dans la maison léguée un établissement de sœurs tenues d'instruire les jeunes filles et de soigner les malades de la commune et appartenant à une congrégation religieuse désignée par le desservant de Lanty, qui a fixé son choix sur la congrégation des sœurs de la Providence à Langres.

3. Les ministres de l'instruction publique et des cultes, et de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois,

Paris, le 2 Août 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes.

Signé E. DE PARIEU.

N° 2378. — DÉCRET relatif aux Provenances des Pays où règne la Fièvre jaune.

Du 4 Août 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce;

Vu la loi du 3 mars 1822 sur la police sanitaire et l'ordonnance du 20 mai 1845 (1),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les provenances des pays où règne la fièvre jaune pourront être, dans les ports de la Méditerranée, soumises, suivant les circonstances, à une quarantaine d'observation de trois jours au moins et de dix jours au plus.

2. Si, pendant la durée de la quarantaine, il ne s'est manifesté aucun cas de fièvre jaune, les provenances seront admises en libre pratique; mais, s'il y a lieu, la quarantaine d'observation pourra, par décision de l'administration sanitaire, être prolongée de dix jours, à partir de la terminaison de la maladie dans le dernier cas constaté.

3. Le ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 4 Août 1850.

Signé **LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.**

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé **DUMAS.**

N° 2379. — Décret portant répartition du Fonds commun affecté aux Dépenses ordinaires des Départements pendant l'exercice 1851.

Du 7 Août 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi du 10 mai 1838, articles 13 et 17;

Vu la loi des dépenses de 1851, budget du ministère de l'intérieur, chapitre XLI;

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

(1) 1^{re} série, Bull. 1203, n° 12,003.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La répartition du fonds commun de sept centimes additionnels aux contributions foncière, personnelle et mobilière de 1851, affecté aux dépenses ordinaires des départements pendant cet exercice, est réglée conformément à l'état ci-annexé.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, à l'Élysée-National, le 7 Août 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé J. BAROCHE.

État de répartition entre les Départements du Fonds commun de sept centimes affecté au complément des dépenses départementales ordinaires, pendant l'exercice 1851.

DÉPARTEMENTS.	ALLOCATION sur le fonds commun.	DÉPARTEMENTS.	ALLOCATION sur le fonds commun.
	fr.		fr.
Ain.....	170,000	Indre.....	208,000
Aisne.....	155,000	Indre-et-Loire.....	245,000
Allier.....	78,000	Isère.....	100,000
Alpes (Basses-).....	160,000	Jura.....	80,000
Alpes (Hautes-).....	65,000	Landes.....	118,000
Ardèche.....	125,000	Loir-et-Cher.....	145,000
Ardennes.....	55,000	Loire.....	130,000
Ariège.....	130,000	Loire (Haute-).....	135,000
Aube.....	155,000	Loire-Inférieure.....	160,000
Aude.....	55,000	Loiret.....	215,000
Avoyron.....	155,000	Lot.....	69,000
Bouches-du-Rhône.....	380,000	Lot-et-Garonne.....	100,000
Calvados.....	95,000	Lozère.....	130,000
Cantal.....	48,000	Maine-et-Loire.....	195,000
Charente.....	35,000	Manche.....	45,000
Charente-Inférieure.....	128,000	Marne.....	535,000
Cher.....	220,000	Marne (Haute-).....	110,000
Corrèze.....	93,000	Mayenne.....	260,000
Corse.....	213,000	Meurthe.....	165,000
Côte-d'Or.....	85,000	Meuse.....	175,000
Côtes-du-Nord.....	90,000	Morbihan.....	90,000
Creuse.....	151,000	Moselle.....	125,000
Dordogne.....	150,000	Nièvre.....	150,000
Doubs.....	110,000	Nord.....	35,000
Drôme.....	120,000	Oise.....	180,000
Eure.....	80,000	Orne.....	90,000
Eure-et-Loir.....	75,000	Pas-de-Calais.....	15,000
Finistère.....	165,000	Puy-de-Dôme.....	7,000
Gard.....	95,000	Pyrénées (Basses-).....	207,000
Garonne (Haute-).....	170,000	Pyrénées (Hautes-).....	108,000
Gers.....	88,000	Pyrénées-Orientales.....	105,000
Gironde.....	270,000	Rhin (Bas-).....	180,000
Hérault.....	80,000	Rhin (Haut-).....	125,000
Ile-et-Vilaine.....	122,000	Rhône.....	330,000

DÉPARTEMENTS.	ALLOCATION sur le fonds commun.	DÉPARTEMENTS.	ALLOCATION sur le fonds commun.
	fr.		fr.
Haute-Loire.....	45,000	Vienne.....	118,000
Haute-Saône.....	85,000	Vienne (Haute-).....	115,000
Haute-Vienne.....	150,000	Vosges.....	165,000
Indre.....	1,980,000	Yonne.....	195,000
Indre-et-Loire.....	190,000		
Loire-et-Maine.....	335,000	TOTAUX.....	13,663,000
Loire-et-Cher.....	260,000	Réserve pour impression de mo- dèles de budgets et comptes départementaux, ainsi que pour cas imprévus.....	36,000
Loire (Deux-).....	150,000		
Lozère.....	65,000	TOTAL ÉGAL au produit de fonds commun.....	13,699,000
Mayenne.....	90,000		
Meur-et-Garonne.....	46,000		
Meuse.....	180,000		
Normandie.....	214,000		
Orléans.....	50,000		

Approuvé pour être annexé au décret en date de ce jour.
Fait à Paris, à l'Élysée-National, le 7 Août 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé J. BAROCHE.



Certifié conforme :

Paris, le 17^e Août 1850,

*Le Ministre de l'Intérieur, chargé de l'in-
térim du Ministère de la Justice,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 305*.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2380. — *RÈGLEMENT d'administration publique pour l'exécution de la Loi du 15 mars 1850, sur l'Enseignement.*

Du 29 Juillet 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes ;
Vu le titre I^{er}, le chapitre IV du titre II, les titres III et IV de la loi du 15 mars 1850 ;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

DES AUTORITÉS PRÉPOSÉES À L'ENSEIGNEMENT.

CHAPITRE PREMIER.

DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

ART. 1^{er}. En l'absence du ministre de l'instruction publique, le conseil supérieur est présidé par un vice-président nommé, chaque année, par le Président de la République, et choisi parmi les membres de ce conseil.

2. Le Président de la République désigne également, chaque année, un secrétaire choisi parmi les membres du conseil.

3. Le conseil supérieur tient une session ordinaire par trimestre.

Il est convoqué par arrêté du ministre.

La durée de chacune des sessions, soit ordinaire, soit extraordinaire, est fixée par l'arrêté de convocation. Elle peut être prolongée par un arrêté ultérieur.

* Voyez un Errata à la fin de ce Numéro.

4. Des commissaires peuvent être chargés par le ministre de l'assister dans la discussion des projets de loi, de règlement d'administration publique, de décrets et arrêtés portant règlement permanent, qu'il renvoie à l'examen du conseil supérieur.

Le conseil peut aussi appeler dans son sein les personnes dont l'expérience lui semble devoir être utilement consultée tant pour la discussion de ces projets que pour ce qui concerne l'état général de l'enseignement.

Il ne peut user de cette faculté, à l'égard des fonctionnaires publics, que de l'agrément du ministre du département auquel ils appartiennent.

5. La section permanente est présidée par un de ses membres désigné, chaque année, par le ministre.

6. Les fonctions de membre de la section permanente sont incompatibles avec toute autre fonction administrative rétribuée.

7. Dans les affaires soumises au conseil supérieur, le rapporteur est nommé par le ministre, ou, sur sa délégation, par le vice-président du conseil supérieur.

8. En matière contentieuse ou disciplinaire, les affaires sont inscrites au secrétariat du conseil supérieur, d'après l'ordre de leur arrivée, sur un registre à ce destiné.

Elles sont jugées suivant l'ordre de leur inscription et dans la plus prochaine session.

Les rapports sont faits par écrit; ils sont déposés au secrétariat par les rapporteurs, la veille du jour fixé pour la délibération, avec le projet de décision et le dossier, pour être tendus à la disposition de chacun des membres du conseil.

En matière disciplinaire, le rapporteur est tenu d'entendre l'inculpé dans ses explications, s'il est présent et s'il le demande. L'inculpé a également le droit d'être entendu par le conseil.

9. La présence de la moitié plus un des membres est nécessaire pour la validité des délibérations du conseil supérieur.

En cas de partage, si la matière n'est ni contentieuse ni disciplinaire, la voix du président est prépondérante; si la matière est contentieuse, il en sera délibéré de nouveau, et les membres qui n'auraient pas assisté à la délibération seront spécialement convoqués. S'il y a, de nouveau, partage dans la deuxième délibération, il sera vidé par la voix prépondérante du président;

si la matière est disciplinaire, l'avis favorable à l'inculpé prévaut.

10. Les délibérations du conseil supérieur sont signées par le président et par le secrétaire.

Le secrétaire a seul qualité pour en délivrer des ampliations certifiées conformes aux procès-verbaux.

A moins d'une autorisation du ministre, il ne peut être donné communication des procès-verbaux qu'aux membres du conseil supérieur.

11. Les décrets ou arrêtés qui interviennent sur l'avis du conseil supérieur portent la mention : *le Conseil supérieur de l'instruction publique entendu*.

Les avis du conseil supérieur ne peuvent être publiés qu'avec l'autorisation du ministre.

12. En matière contentieuse ou disciplinaire, les décisions du conseil sont notifiées par le ministre.

Les parties ont toujours le droit d'en obtenir expédition.

13. Un règlement délibéré en conseil supérieur déterminera l'ordre intérieur des travaux du conseil.

Un règlement, préparé par la section permanente et arrêté par le ministre, déterminera l'ordre intérieur des travaux de cette section.

CHAPITRE II.

DE L'ADMINISTRATION ACADÉMIQUE.

§ 1^{er}. Du local affecté à l'administration académique.

14. Le local que les départements doivent fournir pour le service de l'administration académique, d'après l'article 13 de la loi organique du 15 mars 1850, comprend au moins, avec le mobilier nécessaire au service,

Un cabinet pour le recteur;

Une salle des délibérations pour le conseil académique et pour les examens des candidats au brevet de capacité;

Un cabinet pour le secrétaire de l'académie;

Une pièce pour les commis de l'académie et pour les archives.

§ 2. Des recteurs.

15. Les fonctions de recteur sont incompatibles avec tout autre emploi public salarié.

16. Les recteurs sont nommés par le Président de la République.

Ils sont partagés en classes, dont le nombre est déterminé par décret du Président de la République.

Les traitements varient suivant les classes.

La classe est attachée à la personne et non à la résidence.

§ 3. *Des conseils académiques.*

17. Sur l'invitation du ministre de l'instruction publique, les cours et tribunaux, les conseils généraux et les consistoires israélites procèdent à la nomination des membres qu'ils sont appelés à élire dans les conseils académiques.

Lorsqu'il y a lieu de pourvoir à des nominations nouvelles, les cours et tribunaux et les consistoires israélites, sur l'avis donné par le recteur, procèdent immédiatement au remplacement des membres pris dans leur sein ; les conseils généraux pourvoient, dans leur plus prochaine session, au remplacement des membres dont la nomination leur appartient.

Les élections sont faites au scrutin secret et à la majorité absolue.

Le président de la cour ou du tribunal, celui du consistoire et le préfet, selon les cas, adresse le procès-verbal de chaque élection au recteur, qui le communique au conseil académique, lors de sa première réunion.

Il est transcrit sur le registre des délibérations du conseil.

18. Les membres délégués, en exécution de l'article 10 de la loi organique, ne peuvent exercer leur délégation qu'en vertu d'une décision spéciale.

Le ministre de l'instruction publique et l'évêque adressent au recteur les décisions par lesquelles ils ont fait choix des membres dont la désignation leur appartient.

Ces décisions sont communiquées au conseil académique, et sont transcrites sur le registre des délibérations de ce conseil.

19. Lorsque deux archevêques ou évêques ont leur siège dans le même département, tous deux font partie du conseil académique. Dans ce cas, il n'y a pas lieu à la désignation prévue par le sixième alinéa de l'article 10 de la loi organique.

20. En l'absence du recteur, le conseil académique est présidé par le préfet.

Le secrétaire du conseil académique est choisi, chaque année, par le ministre, parmi les membres dudit conseil.

A moins d'une autorisation du recteur, les procès-verbaux

du conseil académique ne peuvent être communiqués qu'aux membres du conseil.

21. Les conseils académiques se réunissent au moins deux fois par mois. Ils peuvent être convoqués extraordinairement. Le jour de la réunion est fixé par le président.

22. Les conseils académiques ne peuvent délibérer sur les affaires intéressant une faculté, qu'autant que le doyen de cette faculté a été expressément convoqué par le président.

23. En cas de partage, lorsque la matière n'est ni contentieuse ni disciplinaire, la voix du président est prépondérante.

Dans les matières contentieuses et disciplinaires, il est procédé, par le conseil académique, conformément à l'article 9.

24. Lorsque l'instruction d'une affaire disciplinaire est renvoyée au conseil académique en vertu du sixième paragraphe de la loi organique, le conseil désigne un rapporteur qui recueille les renseignements et les témoignages, appelle l'inculpé, l'entend s'il se présente, et fait son rapport au jour le plus prochain indiqué par le conseil.

Le conseil peut toujours ordonner un supplément d'instruction.

L'avis du conseil exprime s'il y a lieu de donner suite à l'affaire, et, en cas d'affirmative, quelle peine doit être prononcée.

25. En matière contentieuse, les réclamations des parties, avec les pièces et mémoires à l'appui, sont déposées au secrétariat de l'académie; il en est donné récépissé.

Ces réclamations reçoivent un numéro d'enregistrement et sont examinées dans l'ordre où elles sont parvenues au secrétariat.

Pour chaque affaire, le conseil désigne un rapporteur, qui fait son rapport à la plus prochaine réunion du conseil.

26. Lorsque le conseil est appelé à prononcer en matière disciplinaire, un membre désigné par lui est chargé de l'instruction; il recueille les informations et fait son rapport à l'époque fixée par le conseil.

Sur le rapport, le conseil académique déclare d'abord s'il y a lieu à suivre.

En cas d'affirmative, il entend l'inculpé dans ses moyens de défense, et, s'il y a lieu, les témoins.

27. En matière contentieuse et disciplinaire, la décision du conseil académique est notifiée, dans les huit jours, par les soins du recteur.

Le recteur est tenu d'avertir les parties, s'il y a lieu, qu'elles ont le droit de se pourvoir devant le conseil supérieur dans le délai prescrit par la loi.

28. Le recours de la partie contre la décision du conseil académique est reçu au secrétariat de l'académie; il en est donné récépissé

Le recours du recteur est formé par un arrêté qu'il notifie à la partie intéressée. Ampliation de cet arrêté est adressée, avec les pièces de l'affaire, au ministre de l'instruction publique, qui en saisit le conseil supérieur.

29. Les conseils académiques peuvent appeler dans leur sein les membres de l'enseignement et toutes autres personnes dont l'expérience leur paraîtrait devoir être utilement consultée.

Les fonctionnaires de l'instruction publique ne peuvent être appelés que de l'agrément du recteur.

Les personnes ainsi appelées par les conseils académiques n'ont pas voix délibérative.

§ 4. Des secrétaires d'académie.

30. Les secrétaires d'académie sont partagés en classes, dont le nombre est déterminé par décret du Président de la République.

Les traitements varient suivant les classes.

La classe est attachée à la personne et non à la résidence.

31. Le fonctionnaire appelé pour la première fois à l'emploi de secrétaire d'académie est nécessairement de la dernière classe.

Nul ne peut être promu à une classe supérieure sans avoir passé deux ans au moins dans la classe immédiatement inférieure.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables à la première organisation de l'administration académique.

32. Nul ne peut être nommé aux fonctions de secrétaire d'académie, s'il ne justifie du grade de bachelier ou du brevet de capacité pour l'enseignement primaire.

Sont exceptés de cette condition les secrétaires et commis d'académie qui exercent actuellement ou qui ont précédemment exercé ces fonctions.

33. Dans chaque académie, le secrétaire est chargé de la rédaction des procès-verbaux du conseil académique, sous la direction du secrétaire de ce conseil.

Il est préposé à la garde des archives de l'académie. Il peut être chargé par les recteurs de délivrer copie des pièces dont il est dépositaire.

Il dirige, sous les ordres du recteur, le travail des bureaux de l'académie.

Il reçoit la consignation des droits perçus au profit du trésor public dans les chefs-lieux académiques où il n'existe pas d'agent comptable préposé à cette perception; dans ce cas, il est commissionné par le ministre des finances et est tenu de fournir un cautionnement, conformément aux règlements.

CHAPITRE III.

DE L'INSPECTION.

34. Les inspecteurs généraux et les inspecteurs supérieurs sont choisis sur une liste de candidats formée par le ministre; le conseil supérieur est appelé à donner son avis sur cette liste avant la nomination.

35. Pour la nomination des inspecteurs de l'instruction primaire, la liste des candidats, composée par le recteur, est communiquée au conseil académique et transmise ensuite au ministre, avec l'avis de ce conseil.

36. Les fonctions d'inspecteur d'académie et d'inspecteur de l'enseignement primaire sont incompatibles avec tout autre emploi public rétribué.

Le ministre, sur l'avis du conseil académique, peut toutefois autoriser les inspecteurs de l'instruction primaire à accepter les fonctions d'inspecteur, soit des enfants trouvés et abandonnés, soit des enfants employés dans les manufactures.

37. Les inspecteurs de l'instruction primaire sont partagés en classes, dont le nombre est déterminé par décret du président de la République.

Les traitements varient suivant les classes.

La classe est attachée à la personne et non à la résidence.

Le fonctionnaire appelé, pour la première fois, à l'emploi d'inspecteur de l'instruction primaire, est nécessairement de la dernière classe.

Nul ne peut être promu à la classe supérieure sans avoir passé un an au moins dans la classe immédiatement inférieure.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables à la première organisation de l'inspection de l'enseignement primaire.

38. Nul ne peut être appelé aux fonctions d'inspecteur de l'instruction primaire s'il n'a été déclaré apte à ces fonctions, après un examen spécial dont le programme sera déterminé conformément à l'article 5 de la loi organique. Jusqu'à ce que ce programme ait été arrêté, l'examen aura lieu conformément aux règlements en vigueur.

39. Ne peuvent être admis à l'examen que les candidats qui justifient,

1° De vingt-cinq ans d'âge;

2° Du diplôme de bachelier ès lettres ou d'un brevet de capacité pour l'enseignement primaire supérieur, si le brevet a été délivré avant la promulgation de la loi organique, et, dans le cas contraire; d'un brevet attestant que l'examen a porté sur toutes les matières d'enseignement comprises dans l'article 23 de la même loi;

3° De deux ans d'exercice au moins dans l'enseignement ou dans les fonctions de secrétaire d'académie, de membre d'un ancien comité supérieur d'instruction primaire, ou de délégué du conseil académique pour la surveillance des écoles.

La condition exigée par le paragraphe précédent ne sera point applicable à la première organisation de l'inspection.

40. Sont dispensés de l'examen exigé par l'article 38 les anciens inspecteurs ou sous-inspecteurs de l'instruction primaire, les directeurs d'écoles normales primaires, les principaux des collèges communaux, les chefs d'établissements particuliers d'instruction secondaire et les licenciés.

41. Ont seuls droit aux frais de tournée déterminés par les règlements : les membres du conseil supérieur délégués par le ministre pour une mission spéciale; les inspecteurs généraux; les inspecteurs supérieurs; les recteurs; les membres des conseils académiques, délégués par le recteur en vertu de l'article 18 de la loi organique; les inspecteurs d'académie et les inspecteurs de l'instruction primaire.

42. Les personnes chargées de l'inspection, en vertu de l'article 18 de la loi organique, dressent procès-verbal de toutes les contraventions qu'elles reconnaissent.

Si la contravention consiste dans l'emploi d'un livre défendu en vertu de l'article 5 de la même loi, l'ouvrage est saisi et envoyé avec le procès-verbal au recteur de l'académie, qui soumet l'affaire au conseil académique.

43. Les inspecteurs de l'instruction primaire donnent au recteur leur avis sur les secours et encouragements de tout genre relatifs à l'instruction primaire; ils s'assurent que les allocations accordées sont employées selon leur destination.

Ils font au recteur des propositions pour la liste d'admissibilité et d'avancement des instituteurs communaux, qui doit être dressée par le conseil académique. Ils donnent au recteur leur avis sur les nominations des instituteurs communaux et sur les demandes d'institution.

Ils assistent, avec voix délibérative, aux réunions des délégués cantonaux prescrites par le quatrième paragraphe de l'article 42 de la loi organique et à celles dont il est fait mention en l'article 46 du présent règlement.

Ils donnent leur avis au recteur sur les demandes formées par les instituteurs communaux et sur les déclarations faites par les instituteurs libres, à l'effet d'ouvrir un pensionnat primaire.

Ils inspectent les écoles normales primaires et surveillent particulièrement les élèves-maîtres entretenus par le département dans les établissements d'instruction primaire.

Ils surveillent l'instruction donnée aux enfants admis pour le compte des communes dans les écoles libres, en exécution du quatrième paragraphe de l'article 36 de la loi organique.

Ils adressent, tous les trois mois, au recteur de l'académie, un rapport sur la situation de l'instruction primaire dans les communes qu'ils ont parcourues pendant le trimestre, et des notes détaillées sur le personnel des écoles.

CHAPITRE IV.

DES DÉLÉGUÉS CANTONAUX ET DES AUTORITÉS PRÉPOSÉES À L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

44. Nul chef ou professeur dans un établissement d'instruction primaire, public ou libre, ne peut être nommé délégué du conseil académique.

45. Les délégués ont entrée dans toutes les écoles libres ou publiques de leur circonscription : ils les visitent au moins une fois par mois.

Ils communiquent aux inspecteurs de l'instruction primaire tous les renseignements utiles qu'ils ont pu recueillir.

46. Sur la convocation et sous la présidence du sous-préfet, les délégués des cantons d'un arrondissement peuvent être réunis

au chef-lieu de l'arrondissement, pour délibérer sur les objets qui leur sont soumis par le recteur ou par le conseil académique.

47. A Paris, le conseil académique désigne, dans chaque arrondissement, un délégué au moins par quartier. Il peut désigner, en outre, dans chaque arrondissement, des délégués spéciaux pour les écoles des cultes protestant et israélite.

L'inspecteur de l'instruction primaire assiste aux réunions mensuelles des délégués de l'arrondissement, avec voix consultative.

48. Lorsqu'il y a dans une commune une école spécialement affectée aux enfants d'un culte et qu'il ne s'y trouve en résidence aucun ministre de ce culte, l'évêque ou le consistoire désigne, pour l'exécution de l'article 44 de la loi organique, le curé, le pasteur ou le délégué d'une commune voisine.

49. Les autorités préposées par l'article 44 de la loi organique à la surveillance des écoles peuvent se réunir, sous la présidence du maire, pour convenir des avis à transmettre à l'inspecteur de l'instruction primaire et aux délégués cantonaux.

CHAPITRE V.

DES COMMISSIONS D'EXAMEN POUR LA DÉLIVRANCE DES BREVETS DE CAPACITÉ POUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

50. Les commissions d'examen pour le brevet de capacité pour l'enseignement primaire tiennent au moins deux sessions par an.

La commission ne peut délibérer régulièrement qu'autant que cinq au moins de ses membres sont présents.

Les délibérations sont prises à la majorité des suffrages.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

La forme des brevets est réglée par le ministre de l'instruction publique.

Nul ne peut se présenter devant une commission d'examen, s'il n'est âgé de dix-huit ans au moins.

CHAPITRE VI.

AUTORITÉS CHARGÉES DE DÉLIVRER LE BREVET DE CAPACITÉ POUR L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET LES DIPLÔMES DES DIFFÉRENTS GRADES.

51. Les jurys chargés d'examiner les aspirants au brevet de capacité pour l'enseignement secondaire tiennent quatre ses-

sions par an, le premier lundi des mois de janvier, d'avril, de juillet et d'octobre.

Les jurys ne peuvent délibérer régulièrement qu'autant que cinq de leurs membres au moins sont présents.

Les délibérations sont prises à la majorité des suffrages.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Des registres, destinés à recevoir les inscriptions des aspirants aux brevets, sont ouverts, huit jours avant chaque session, au secrétariat de l'académie et clos la veille de l'ouverture de la session.

52. Les brevets délivrés par les jurys spéciaux font mention de l'enseignement pour lequel ils ont été obtenus.

Le brevet n'est remis au candidat que dix jours après la décision du jury.

Pendant ce temps, le recteur peut se pourvoir devant le conseil académique pour violation des formes ou de la loi. En cas de pourvoi, le brevet n'est remis qu'après la décision du conseil académique, et, s'il y a recours, du conseil supérieur.

Les brevets sont signés par le recteur, président du jury.

53. Pour l'examen des candidats au baccalauréat ès lettres, des professeurs ou des agrégés des facultés des sciences, et, à défaut de professeurs ou d'agrégés, des docteurs ès sciences, sont adjoints aux professeurs des facultés des lettres pour la partie scientifique de l'examen.

54. Les délibérations prises par les diverses facultés pour la collation des grades sont transmises aux recteurs par leurs doyens respectifs.

Le diplôme n'est remis au candidat que dix jours après que la délibération de la faculté est parvenue au recteur.

Dans les dix jours de la réception, le recteur peut se pourvoir, pour violation de formes et de la loi, devant le conseil académique du département où l'examen a été passé.

En cas de pourvoi, le diplôme n'est remis qu'après la décision du conseil académique, et, s'il y a recours, du conseil supérieur.

55. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent règlement, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 29 Juillet 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2381. — *DÉCRET qui nomme les Membres de la Section permanente du Conseil supérieur de l'Instruction publique.*

Du 29 Juillet 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;
Vu l'article 1^{er} de la loi du 15 mars 1850,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont nommés membres de la section permanente du conseil supérieur de l'instruction publique,

MM.

Thenard, membre de l'académie des sciences, professeur honoraire au collège de France et à la faculté des sciences de Paris, chancelier de l'Université;

Orfila, professeur à la faculté de médecine de Paris, ancien conseiller titulaire de l'Université;

Saint-Marc-Girardin, membre de l'académie française, professeur à la faculté des lettres de Paris, ancien conseiller titulaire de l'Université;

Dubois, ancien directeur de l'école normale supérieure, ancien conseiller titulaire de l'Université;

Poinsot, membre de l'académie des sciences et du bureau des longitudes, ancien conseiller titulaire de l'Université;

Cousin, membre de l'académie française et de l'académie des sciences morales et politiques, professeur à la faculté des lettres de Paris, ancien conseiller titulaire de l'Université;

Giraud, membre de l'académie des sciences morales et politiques, ancien professeur à la faculté de droit d'Al., ancien conseiller titulaire de l'Université;

L'abbé *Daniel*, recteur de l'académie de Caen.

2. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Moniteur et au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, en Conseil des ministres, le 29 Juillet 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2382. — *DÉCRET qui nomme trois Membres du Conseil supérieur de l'Instruction publique.*

Du 31 Juillet 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;
Vu le dernier paragraphe de l'article 1^{er} de la loi du 15 mars 1850,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont nommés membres du conseil supérieur de l'instruction publique :

M. *Bellaquet*, licencié ès lettres, chef d'institution à Paris;

M. l'abbé *d'Alzon*, directeur de l'institution *Tissot*, à Nîmes;

M. l'abbé *Labbé*, licencié ès lettres, chef d'institution à Yvetot.

2. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 31 Juillet 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIET.

N° 2383. — *DÉCRET qui autorise la fondation, à Beaumont-sur-Vingeanne (Côte-d'Or), d'un Établissement de Sœurs de la Providence.*

Du 2 Août 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;
Vu les délibérations prises, les 10 août 1845 et 1^{er} octobre 1849, par le conseil municipal de Beaumont-sur-Vingeanne et le conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Providence à Vitteaux, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'accepter la donation d'une maison, faite par le sieur *Juliet de Saint-Pierre* à la commune de Beaumont-sur-Vingeanne, à la charge de l'affecter au logement de deux sœurs de la Providence;

Vu la délibération du conseil d'administration de cette congrégation, en date du 1^{er} juillet 1845, tendant à obtenir l'autorisation de former, à Beaumont-sur-Vingeanne, un établissement de son ordre;

Vu l'ordonnance du 31 mars 1835 (1) qui a autorisé la congrégation

(1) 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 364, n° 5789.

des sœurs de la Providence alors établies à Flavigny, à la charge de se conformer aux statuts approuvés, par ordonnance du 3 janvier 1827 (1), pour la congrégation des sœurs de l'Enfant-Jésus de Soissons ;

Vu l'ordonnance du 21 septembre 1846 (2), qui a autorisé la translation à Vitteaux de la congrégation des sœurs de la Providence ;

Vu l'acte notarié, en date du 10 juillet 1845, portant donation ;

Vu le certificat de vie du donateur, en date du 9 juillet 1849 ;

Vu le procès-verbal d'expertise portant à dix-sept cent cinquante francs la valeur de l'immeuble donné ;

Vu l'avis du conseil municipal de Beaumont-sur-Vingeanne, en date du 5 novembre 1849, sur la fondation dans cette commune d'un établissement de sœurs de la Providence ;

Vu, sur le même objet, le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo* qui a eu lieu dans ladite commune, le 19 novembre 1849 ;

Vu les avis de l'évêque de Dijon et du préfet de la Côte-d'Or ;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, en date du 31 août 1849 ;

Vu l'avis du conseil de l'Université, en date du 22 mars 1850 ;

Vu les lois des 2 janvier 1817, 24 mai 1825, 18 juillet 1837 et celle du 15 mars 1850, sur l'enseignement ;

Vu les ordonnances des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831 ;

Le Conseil d'état (section d'administration) entendu,

DECRÈTE :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Providence établie à Vitteaux (Côte-d'Or), et reconnue par ordonnance du 31 mars 1835, est autorisée à fonder à Beaumont-sur-Vingeanne (même département) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge par les membres dudit établissement de se conformer exactement aux statuts approuvés, par ordonnance du 3 janvier 1827, pour la congrégation des sœurs de l'Enfant-Jésus établie à Soissons et adoptés par la congrégation des sœurs de la Providence.

2. Le maire de Beaumont-sur-Vingeanne (Côte-d'Or), tant au nom de cette commune qu'en celui des pauvres, et la supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Providence établie à Vitteaux (même département), sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, la donation d'une maison avec dépendances située à Beaumont-sur-Vingeanne, et estimée dix-sept cent cinquante francs, ladite donation faite à cette com.

(1) VIII^e série, Bull. 137, n° 4720.

(2) IX^e série, Bull. 330, n° 13,031.

mune par le sieur *Joseph-Gabriel Juillet de Saint-Pierre*, suivant acte notarié en date du 10 juillet 1845, aux clauses, charges et conditions y énoncées et notamment à la charge d'affecter l'immeuble donné au logement de deux sœurs de la Providence, dont la mission sera de distribuer des secours aux indigents, de soigner les malades et d'instruire les jeunes filles.

3. Les ministres de l'instruction publique et des cultes, et de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 2 Août 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2384. — *Décret qui autorise la fondation, à Calonne-sur-la-Lys (Pas-de-Calais), d'un Établissement de deux Sœurs hospitalières de la Providence.*

Du 2 Août 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;

Vu la demande formée par la congrégation des sœurs de la Providence existant à Rouen (Seine-Inférieure), à l'effet d'être autorisée à fonder un établissement de deux sœurs de son ordre à Calonne-sur-la-Lys (Pas-de-Calais), et à accepter, de concert avec le maire de Calonne-sur-la-Lys, la donation d'une somme de cinq mille francs faite à cette commune, par le sieur *Roussel*, sous la condition de fournir le logement et le traitement de deux sœurs de la Providence chargées d'instruire les jeunes filles de ladite commune;

Vu les délibérations du conseil municipal de Calonne-sur-la-Lys, en date des 25 octobre 1846, 8 mai 1849 et 6 février 1850, tendant à obtenir l'autorisation d'accepter la donation dont il s'agit;

Vu les délibérations des bureaux de bienfaisance de Calonne-sur-la-Lys et d'Hersin-Coupigny, en date des 23 janvier et 2 février 1850, demandant l'autorisation d'accepter le bénéfice des dispositions éventuelles faites par le même donateur en faveur des pauvres de ces deux communes;

Vu l'acte notarié du 2 octobre 1846, et l'acte confirmatif du 27 février 1849, contenant les libéralités précitées;

Vu le certificat de vie du donateur, en date du 1^{er} mai 1849;

Vu l'ordonnance du 27 juin 1842 (1), qui a autorisé la congrégation des sœurs de la Providence, à Rouen, et celle du 29 février 1816 (2), qui a approuvé les statuts de cette congrégation ;

Vu l'engagement souscrit par la supérieure de la congrégation de faire observer les statuts de la maison mère par les sœurs qui seront appelées à desservir l'établissement de Calonne-sur-la Lys ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil municipal de Calonne-sur-la-Lys à l'appui de la demande en autorisation de fonder l'établissement dont il s'agit ;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo* qui a eu lieu dans cette commune le 25 août 1845 ;

Vu les avis de l'archevêque de Rouen et de l'évêque d'Arras, en date des 23 août 1848 et 13 juin 1849, et ceux des préfets de la Seine-Inférieure et du Pas-de-Calais, en date des 6 septembre 1848, 25 juin 1849 et 2 mars 1850 ;

Vu l'avis du conseil de l'Université, du 26 octobre 1849 ;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, du 18 mars 1850 ;

Vu la loi du 24 mai 1825, et celle du 15 mars 1850, sur l'enseignement ;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831 ;

Le Conseil d'état (section d'administration) entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs hospitalières de la Providence, existant à Rouen (Seine-Inférieure), en vertu d'une ordonnance du 27 juin 1842, est autorisée à fonder un établissement de deux sœurs de son ordre à Calonne-sur-la-Lys (Pas-de-Calais), à la charge, par les religieuses, de se conformer aux statuts approuvés pour la maison mère par l'ordonnance du 29 février 1816.

2. Le maire de la commune de Calonne-sur-la-Lys et la supérieure générale des sœurs de la Providence, existant à Rouen, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, aux charges, clauses et conditions imposées, la donation faite à cette commune par le sieur *Thomas-François-Joseph Roussel*, suivant actes notariés des 2 octobre 1846 et 27 février 1849, et consistant en une somme de cinq mille francs destinée à l'entretien, dans la commune de Calonne-sur-la-Lys, de deux sœurs de la Providence. Cette somme de cinq mille francs sera employée en achat de rentes sur l'État.

(1) IX^e série, Bull. 922, n° 10,064.

(2) VII^e série, Bull. 80, n° 607.

3. Les bureaux de bienfaisance de Calonne-sur-la-Lys (Pas-de-Calais) et d'Hersin-Coupigny (même département) sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, le bénéfice des dispositions éventuelles résultant, pour les pauvres de ces deux communes, de la donation d'une somme de cinq mille francs faite, à la commune de Calonne-sur-la-Lys, par le sieur Roussel, suivant actes notariés des 2 octobre 1846 et 27 février 1849, et aux clauses et conditions y énoncées.

4. Les ministres de l'instruction publique et des cultes, et de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 2 Août 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2385. — *DÉCRET qui nomme le Vice-Président et le Secrétaire du Conseil supérieur de l'Instruction publique, pour l'année 1850-1851.*

Du 5 Août 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;

Vu les articles 1 et 2 du règlement d'administration publique, en date du 29 juillet 1850,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Sont nommés, pour l'année 1850-1851 :

Vice-président du conseil supérieur de l'instruction publique,

M. Thiers;

Secrétaire dudit conseil, M. Saint-Marc-Girardin, membre de la section permanente.

2. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 5 Août 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2386. — *DÉCRET qui modifie l'article 2 du Décret du 23 mai 1850, portant répartition des Inspecteurs d'académie entre les Départements.*

Du 5 Août 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;
Vu le décret du 23 mai 1850 (1),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 2 du décret ci-dessus visé est rapporté en ce qui concerne l'académie départementale de Maine-et-Loire.
Un inspecteur d'académie est attaché à l'académie départementale du Rhône.

2. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 5 Août 1850.

★ Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2387. — *DÉCRET concernant l'École française d'Athènes.*

Du 7 Août 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;

Vu l'ordonnance en date du 11 septembre 1846 (2), qui a créé l'école française d'Athènes;

Vu l'arrêté du ministre de l'instruction publique et des cultes, en date du 26 janvier 1850, destiné à régulariser les travaux des membres de cette école;

Vu les propositions à ce sujet, contenues dans le rapport fait à l'académie des inscriptions et belles-lettres de l'institut, le 8 mars dernier;

Considérant qu'il importe de mettre l'école française d'Athènes en harmonie avec les principes de liberté qui régissent l'instruction publique, d'en élargir les bases, d'en assurer le bon recrutement et d'en compléter l'organisation,

(1) x^e série, Bull. 277, n° 2232.

(2) ix^e série, Bull. 1333, n° 13,053.

DÉCRÈTE ce qui suit :

ART. 1^{er}. A partir de la prochaine année scolaire, l'école française d'Athènes sera formée concurremment d'agregés sortis de l'école normale supérieure et d'agregés pris en dehors de cette école.

2. Les agregés membres de l'école française d'Athènes seront nommés par le ministre de l'instruction publique et des cultes, après un examen spécial, dont le programme sera dressé par une commission de l'académie des inscriptions et belles-lettres, et devra porter sur la langue grecque ancienne et moderne, sur les éléments de la paléographie et de l'archéologie, sur la géographie et l'histoire de la Grèce.

3. Le cours d'études de l'école française d'Athènes demeure fixé à deux ans au moins et trois ans au plus, dont une année ou davantage sera employée par chaque membre à des explorations et à des recherches dans la Grèce et les autres pays classiques, soit de l'Orient, soit de l'Occident.

4.-A l'expiration de chaque année, et au plus tard avant le 1^{er} avril de l'année suivante, les membres de l'école seront tenus d'envoyer individuellement les résultats des travaux qui leur auront été prescrits en vertu du règlement général d'études préparé par l'académie des inscriptions et belles-lettres de l'institut, et arrêté par le ministre de l'instruction publique et des cultes.

5. Les résultats des travaux des membres de l'école seront transmis par le ministre à l'académie des inscriptions et belles-lettres, qui en fera l'objet d'un rapport et en rendra compte dans sa séance publique annuelle, où elle annoncera les sujets d'explorations et de recherches plus spécialement proposés pour la seconde et la troisième année d'études.

6. Le directeur de l'école sera tenu de faire, à l'expiration de chaque année scolaire, un rapport détaillé qu'il adressera au ministre sur la situation de l'école, sur les progrès réalisés et les améliorations désirables.

Fait à l'Élysée-National, le 7 Août 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

— Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2388. — *Décret qui modifie l'Ordonnance du 31 mai 1838, sur la Comptabilité publique, en ce qui concerne la durée des Exercices.*

Du 11 Août 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu les articles ci-après de l'ordonnance du 31 mai 1838 (1), portant règlement général sur la comptabilité publique, savoir :

« Art. 3. Sont seuls considérés comme appartenant à un exercice, les services faits et les droits acquis à l'État et à ses créanciers pendant l'année qui donne sa dénomination audit exercice. »

« Art. 4. La durée de la période pendant laquelle doivent se consommer tous les faits de recette et de dépense de chaque exercice peut, toutefois, se prolonger jusqu'au 1^{er} mars de la seconde année, pour achever, dans la limite des crédits ouverts, les services du matériel, dont l'exécution n'aurait pu, d'après une déclaration de l'ordonnateur énonçant les motifs de ces cas spéciaux, être terminée avant le 31 décembre. »

« Art. 50. Toutes les dépenses d'un exercice doivent être liquidées et ordonnancées dans les neuf mois qui suivent l'expiration de l'exercice. »

« Art. 91. L'époque de la clôture du paiement à faire par le trésor public, sur les ordonnances des ministres, est fixée au 31 octobre de la seconde année de l'exercice. »

« Art. 92. Faute par les créanciers de réclamer leur paiement avant le 31 octobre de la deuxième année, les ordonnances et mandats délivrés à leur profit sont annulés, sans préjudice des droits des créanciers, et sauf réordonnancement jusqu'au terme de déchéance. »

Vu l'article 102 de la loi du 15 mai 1818, portant : « Le règlement définitif des budgets fera l'objet d'une loi particulière; les comptes des ministres seront joints à la présentation de cette loi. »

Vu l'article 11 de la loi du 9 juillet 1836, portant :

« La présentation du projet de loi pour le règlement définitif du budget du dernier exercice clos et la production des comptes à l'appui ont lieu dans les deux premiers mois de l'année qui suit la clôture de cet exercice. »

Vu l'arrêté du Chef du Pouvoir exécutif du 21 novembre 1848 (2), portant :

« Art. 7. La cour des comptes délivrera, en audience solennelle, une déclaration générale pour attester l'accord des comptes minis-

(1) 1^{re} série, Bull. 579, n° 7437.

(2) 1^{re} série, Bull. 103, n° 952.

« matériels d'exercice avec les résumés généraux et les arrêts prononcés sur les comptes individuels. Cette déclaration sera adressée au ministre des finances pour être imprimée et communiquée à l'Assemblée nationale, avant qu'elle ne statue sur le projet de règlement définitif du budget de l'exercice auquel s'appliquera la déclaration. »

Vu le référé adressé par la cour des comptes au Gouvernement, le 1^{er} mai 1850, où il est dit que, pour que tous les contrôles auxquels la cour est tenue de procéder avant de rendre sa déclaration sur les comptes définitifs de chaque exercice soient régulièrement accomplis, il devient indispensable d'abrégier la durée actuelle de l'exercice ;

Considérant qu'il ne peut y avoir, en effet, que des avantages à accélérer l'apurement et la clôture des budgets, et que, pour y parvenir, il est nécessaire d'abrégier à la fois les délais accordés par les règlements ci-dessus, soit pour compléter les dépenses de l'année, soit pour ordonnancer les créances et pour acquitter les ordonnances ministérielles ;

Considérant, en outre, que cette mesure, en imprimant une marche plus rapide aux liquidations et en contribuant à l'ordre de la comptabilité, ne porte aucun préjudice aux créanciers de l'État, dont tous les droits demeurent conservés,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le délai exceptionnel accordé par l'article 4 de l'ordonnance du 31 mai 1838, pour achever les services du matériel qui n'auraient pas été terminés avant le 31 décembre, est limité au 1^{er} février de l'année suivante.

2. Les époques déterminées par les articles 90 et 91 de la même ordonnance, en ce qui concerne la clôture de l'ordonnement et du paiement, sont et demeurent fixées, savoir :

Au 31 juillet de la seconde année de l'exercice pour l'ordonnement des dépenses ;

Au 31 août suivant pour le paiement des ordonnances ministérielles.

3. Faute par les créanciers de réclamer leur paiement avant le 31 août de la deuxième année, les ordonnances et mandats délivrés à leur profit seront annulés, sans préjudice des droits de ces créanciers et sauf réordonnement jusqu'au terme de déchéance.

4. Les dispositions ci-dessus seront applicables à l'exercice 1850 et aux exercices suivants.

5. Nos ministres, chacun pour son département respectif,

sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 11 Août 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 2389. — DÉCRET qui classe les Forts de Marseille dans la seconde série des Places de guerre.

Du 11 Août 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi du 17 juillet 1819 sur les servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État;

Vu l'ordonnance du 1^{er} août 1821 (1), rendue pour l'exécution de cette loi;

Vu le tableau de classement des places, citadelles, forts, châteaux et postes militaires, annexé à ladite ordonnance, tableau sur lequel les forts de Marseille sont classés parmi les places de guerre de la première série;

Considérant que les besoins de la défense du territoire ne s'opposent pas à ce que, dans l'intérêt des habitants, les forts de Marseille ne soient plus désormais classés que parmi les places de la deuxième série;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Les forts de Marseille sont retirés de la première série des places de guerre portées sur le tableau joint à l'ordonnance du 1^{er} août 1821, pour être classés désormais dans la deuxième série.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 11 Août 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de la guerre,

Signé D'HAUTPOUL.

(1) VII^e série, Bull. 475, n° 11,195.

N° 2390. — *DÉCRET portant nouvelle organisation de l'École spéciale militaire.*

Du 11 Août 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance du 7 mai 1841 (1) et la loi des 26 janvier, 3 mai et 5 juin 1850;

Considérant que cette loi rend nécessaire une nouvelle organisation de l'école spéciale militaire;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

INSTITUTION DE L'ÉCOLE.

ART. 1^{er}. L'école spéciale militaire a pour objet d'instruire dans les différentes branches de l'art de la guerre et de mettre en état d'entrer comme officiers dans les rangs de l'armée les jeunes gens qui se destinent à la carrière militaire.

2. L'effectif des élèves de l'école spéciale militaire pourra s'élever à six cents, dont un certain nombre entretenu par le ministre de la marine pour le compte de ce département.

3. L'instruction donnée aux élèves sera dirigée vers un but uniquement militaire.

4. Nul élève ne pourra rester plus de trois ans à l'école; la faculté d'y passer une troisième année ne sera accordée que dans le cas où des circonstances graves auraient occasionné à l'élève une suspension forcée de travail.

TITRE II.

MODE D'ADMISSION DES ÉLÈVES.

5. L'admission à l'école spéciale militaire ne pourra avoir lieu que par voie de concours.

Chaque année, le mode, les conditions et l'époque des examens seront déterminés par le ministre de la guerre, qui nommera également les examinateurs.

6. Nul ne pourra être admis à concourir s'il ne justifie :

- 1° Qu'il est Français ou naturalisé Français;
- 2° Qu'il a été vacciné ou qu'il a eu la petite vérole;
- 3° Qu'il aura seize ans au moins et vingt ans au plus au 1^{er} janvier de l'année de concours.

(1) 1^{re} série, Bull. 812, n° 9300.

Les sous-officiers, les caporaux ou brigadiers et les soldats des corps de l'armée âgés de plus de vingt ans, et qui auront accompli deux ans de présence effective sous les drapeaux au moment de l'ouverture du concours, pourront être admis à concourir, pourvu qu'ils n'aient pas alors dépassé l'âge de vingt-cinq ans.

Pour obtenir l'autorisation de se présenter au concours, ces militaires devront produire des certificats des conseils d'administration des corps constatant la durée de leur service, ainsi qu'un certificat de bonne conduite.

Aucune dispense d'âge ou de temps de service ne sera accordée.

7. Les matières sur lesquelles les candidats devront être examinés seront indiquées dans un programme qui sera publié à l'avance.

8. Avant l'ouverture des examens et à l'époque qui sera fixée par les programmes, les candidats qui n'appartiennent pas à l'armée se feront inscrire à la préfecture du département dans lequel ils achèveront leurs études; les élèves du collège militaire seront seuls dispensés de cette inscription.

Les candidats militaires se feront inscrire à la préfecture du département où ils se trouveront, et subiront leur examen dans la ville assignée à ce département ou à celui que, postérieurement à leur inscription, ils viendraient à occuper par suite d'un changement de garnison.

9. Après les examens, il sera formé un jury spécial chargé de prononcer sur l'admission à l'école, des candidats examinés dans toute la France.

Ce jury se composera : d'un général de division, président; du général commandant l'école, du directeur des études et de quatre autres membres choisis parmi les examinateurs de l'année et désignés par le ministre de la guerre.

10. Le jury spécial d'admission centralisera les opérations relatives aux examens, et dressera, par ordre de mérite, une liste de tous les candidats admissibles. Le ministre de la guerre nommera élèves, en suivant l'ordre de cette liste et dans la limite des besoins, ceux de ces candidats qui rempliront les conditions voulues.

11. A leur arrivée à l'école, les élèves seront soumis à la visite des officiers de santé de cet établissement, et ne pourront être reçus s'ils se trouvent dans un des cas de réforme prévus par les ordonnances et règlements sur le recrutement de l'armée.

12. Les élèves non militaires devront contracter un engagement volontaire de sept ans avant leur entrée à l'école s'ils sont âgés de plus de dix-sept ans, ou avant la fin de l'année dès qu'ils auront accompli cet âge.

Les élèves qui, pendant leur séjour à l'école, se trouveront dans leur dernière année de service, devront, s'ils n'ont pas été engagés pour tout le temps déterminé par la loi sur le recrutement, contracter un engagement complémentaire.

13. Le prix de la pension sera de mille francs par an. Celui du trousseau sera déterminé chaque année par le ministre de la guerre.

Des bourses et des demi-bourses seront accordées aux élèves qui auront préalablement fait constater l'insuffisance des ressources de leur famille pour leur entretien à l'école.

L'insuffisance de la fortune des parents et des jeunes gens sera, au moment de l'inscription du candidat, constatée par une délibération motivée du conseil municipal, approuvée par le préfet du département.

Les bourses et demi-bourses seront accordées par le ministre de la guerre ou par le ministre de la marine, sur la proposition des conseils d'administration et d'instruction de l'école.

Les motifs pour lesquels les bourses auront été accordées seront, chaque année, insérés au Moniteur universel et dans l'un des journaux du département où l'élève boursier et ses parents auront leur domicile.

14. Il pourra être alloué, sur la proposition des conseils précités, à chaque boursier ou demi-boursier, un trousseau ou un demi-trousseau à son entrée à l'école.

Les élèves du collège militaire seront dispensés de fournir un nouveau trousseau.

TITRE III.

PERSONNEL DE L'ÉCOLE.

SECTION I^{re}.

ÉTAT-MAJOR.

15. L'état-major de l'école sera composé de,

Un officier général commandant,

Un colonel ou lieutenant-colonel commandant en second,

Un lieutenant-colonel ou chef de bataillon d'infanterie,

Un aumônier,

Et autant d'officiers du grade inférieur, de sous-officiers, caporaux et soldats de toutes armes que nécessiteront l'effectif des élèves et les besoins du service.

A défaut de sujets remplissant les conditions déterminées par l'ordonnance du 16 mars 1838 (1), il sera pourvu aux emplois vacants par la désignation d'officiers et sous-officiers qui ne seraient pas portés au tableau d'avancement.

Le commandant de l'école et le commandant en second seront nommés par le Président de la République.

16. L'autorité du commandant de l'école s'étendra sur toutes les parties de l'administration ou du service. Il sera sous les ordres directs du ministre de la guerre.

Il n'aura pas d'aide de camp.

17. Le commandant en second aura, sous les ordres du général commandant, la surveillance, la police et la discipline des élèves.

En cas d'absence ou de maladie du général commandant, le commandant en second le remplacera dans toutes ses fonctions.

SECTION II.

PERSONNEL DE L'ENSEIGNEMENT.

18. Le personnel attaché à l'enseignement sera composé de,

Un directeur des études,

Un ou deux sous-directeurs des études,

Et autant de professeurs, répétiteurs et maîtres que l'exigeront les besoins de l'enseignement.

SECTION III.

PERSONNEL ADMINISTRATIF.

19. Seront attachés à l'école,

Un trésorier,

Un économe,

Un secrétaire-archiviste bibliothécaire.

20. Le trésorier et l'économe seront tenus de fournir un cautionnement en numéraire ou en rentes sur l'État.

Le secrétaire-archiviste sera secrétaire des conseils d'instruction, de discipline et d'administration de l'école.

21. Le nombre des employés d'administration et agents su-

(1) 1^{re} série, Bull. 566, n° 7344.

balternes sera fixé, selon les besoins du service, par le ministre de la guerre, sur la proposition du conseil d'administration de l'école.

22. Les emplois indiqués aux articles 19 et 21 seront donnés, soit à des officiers, sous-officiers, caporaux ou soldats de l'armée, soit à d'anciens militaires.

SECTION IV.

SERVICE DE SANTÉ.

23. Le service de santé se composera d'un médecin ou un chirurgien-major, deux aide-majors.

24. Il sera attaché à l'infirmerie de l'école, des sœurs de la charité, dont le nombre sera déterminé par le ministre de la guerre, d'après les besoins du service.

TITRE IV.

ENSEIGNEMENT.

25. Les élèves seront répartis entre deux divisions, selon leur degré d'instruction.

Ils passeront d'une division à une autre par suite d'examen.

Les élèves de la première division subiront les examens de sortie.

26. Un conseil d'instruction aura dans ses attributions la haute direction de l'enseignement. Il réglera l'emploi du temps, provoquera les améliorations qui lui paraîtront utiles aux progrès de l'instruction, procédera aux examens de passage d'une division à une autre, et dressera la liste de mérite par suite de ces examens.

Il proposera au ministre les exceptions à accorder par application des dispositions de l'article 4 du présent décret aux élèves qui n'auraient pas terminé leurs études dans l'espace de deux ans.

27. Le conseil d'instruction sera composé ainsi qu'il suit :

Le commandant de l'école, président;

Le commandant en second;

Le lieutenant-colonel ou chef de bataillon d'infanterie;

Le directeur des études;

L'un des sous-directeurs des études à tour de rôle;

Quatre professeurs, dont un de chaque faculté et qui seront renouvelés annuellement.

TITRE V.

RÉGIME, POLICE ET DISCIPLINE.

28. L'école est soumise au régime militaire; la police et la discipline seront les mêmes que dans les corps de l'armée.

29. Les élèves formeront un seul bataillon, qui sera composé de quatre, six ou huit compagnies, selon le nombre des élèves.

Les sous-officiers et caporaux de chaque compagnie seront pris parmi les élèves.

30. Un conseil de discipline sera chargé de provoquer toutes les mesures nécessaires au maintien de l'ordre. Il sera composé ainsi qu'il suit :

Le commandant de l'école, président;

Le commandant en second;

Le lieutenant-colonel ou chef de bataillon d'infanterie;

Deux capitaines, } renouvelés tous les ans.

Deux lieutenants, }

31. Les élèves qui auraient commis une faute assez grave pour encourir le renvoi de l'école paraîtront devant le conseil de discipline. Le ministre de la guerre statuera sur les propositions de renvoi, qui devront toujours être accompagnées d'un avis motivé du conseil.

32. L'élève dont l'expulsion aura été ordonnée par le ministre sera dirigé sur un des corps de l'armée.

S'il n'était pas encore lié au service, il serait rendu à sa famille.

TITRE VI.

ADMINISTRATION ET COMPTABILITÉ.

33. Un conseil, spécialement chargé de diriger l'emploi des fonds affectés aux dépenses de l'établissement, veillera à tous les détails de l'administration intérieure; ce conseil d'administration sera composé,

1° Du commandant de l'école, président;

2° Du commandant en second;

3° Du lieutenant-colonel ou chef de bataillon d'infanterie;

4° De deux capitaines, renouvelés tous les ans.

Le trésorier et l'économe assisteront à toutes les séances du conseil; ils y auront seulement voix consultative.

34. L'intendance militaire sera chargée de la surveillance administrative de l'école; elle l'exercera d'après les règles déter-

minées par les ordonnances et règlements relatifs à l'administration des corps de troupes. Toutes les dispositions prescrites par ces ordonnances et règlements, pour la tenue des séances, les attributions et les délibérations des conseils d'administration des corps de troupes, sont applicables au conseil d'administration de l'école.

35. Le conseil d'administration établira le budget de chaque exercice, ainsi que les demandes particulières de fonds pour les dépenses de chaque trimestre.

36. Les règlements sur la comptabilité du département de la guerre devront être suivis pour la justification de toutes les dépenses de l'école à la charge du budget de ce département.

37. Une comptabilité spéciale, tant en deniers qu'en matières, sera tenue sous la surveillance et la responsabilité du conseil d'administration, pour l'emploi des fonds de trousseaux payés par les familles, et soumise, comme celle des fonds du budget, au contrôle de l'intendance militaire, et à la liquidation ministérielle.

38. Le conseil d'administration ne pourra faire aucune dépense extraordinaire, si elle n'a été préalablement autorisée par le ministre de la guerre.

Toutes les dépenses à la charge du budget seront acquittées, sans aucune exception, sur les crédits législatifs.

Le conseil d'administration ne pourra employer à les atténuer, ni les bonis qui pourraient résulter de la comptabilité des trousseaux, ni les produits accidentels provenant de loyers, cessions, échanges, etc. ces produits devant être versés au trésor public comme celui des pensions des élèves entretenus au compte de leurs familles.

39. Les traitements des officiers et militaires en activité de service, employés à l'école, à quelque titre que ce soit, seront fixés conformément aux tarifs et règlements qui régissent le service de la solde.

Les fonctionnaires et employés civils d'administration, mentionnés aux articles 15, 18, 19 et 21 qui précèdent, seront rétribués conformément au tarif annexé au présent décret.

40. Les fonctionnaires et professeurs civils qui recevront, sur les fonds de l'école, le traitement indiqué dans le tarif annexé au présent décret, seront soumis aux dispositions de l'ordonnance du 26 mai 1832, relative aux caisses de retenues et

aux produits qui doivent les alimenter. La pension de retraite à laquelle ils pourront avoir droit sera réglée conformément à la législation sur les pensions civiles.

TITRE VII.

EXAMENS DE PASSAGE D'UNE DIVISION À UNE AUTRE; EXAMENS DE SORTIE ET INSPECTION.

41. Des examens dits *de fin de cours*, subis suivant le mode que réglera le ministre de la guerre, détermineront, avec les notes de l'année, le passage des élèves en première division.

42. Un jury spécial de sortie fera les examens nécessaires pour constater l'aptitude des élèves de la première division à être promus au grade de sous-lieutenant.

Ce jury sera composé de,

Un général de division, président;

Quatre officiers généraux ou supérieurs.

Le jury chargé des examens de sortie inspectera l'école, sous le rapport des études, lorsque le ministre de la guerre le jugera utile.

Le général de division, président, passera l'inspection générale de l'établissement.

43. Aucun élève ne pourra être promu sous-lieutenant s'il n'a été reconnu par le commandant de l'école, le commandant en second et l'officier supérieur chargé de la direction des exercices, capable d'exécuter, de commander et de faire exécuter les écoles du soldat, de peloton et de bataillon.

44. Les élèves entretenus à l'école par la marine ne pourront être promus sous-lieutenants que dans les corps ressortissant à ce département.

45. Le numéro de mérite obtenu dans le classement de sortie par les élèves qui n'appartiendront pas à la marine leur donnera le droit de choisir l'arme dans laquelle ils désireront servir, savoir :

1° La cavalerie;

2° L'infanterie.

Trente élèves désignés dans l'ordre successif des numéros de mérite, parmi ceux qui en auront fait la demande, seront admis à concourir pour les places de sous-lieutenant élève à l'école d'application d'état-major.

Les élèves qui opteront pour la cavalerie ne pourront y être admis s'il est constaté que leur conformation ou la faiblesse de leur constitution ne permet pas de les employer dans cette arme.

En cas d'admission dans la cavalerie, ils seront envoyés à l'école de cette arme pour y compléter leur instruction.

46. Il pourra être alloué, sur la proposition des conseils d'administration et d'instruction de l'école, à chaque boursier ou demi-boursier nommé officier après avoir satisfait aux examens de sortie, la première mise d'équipement militaire attribuée, dans l'arme où ils doivent entrer, aux sous-officiers passant officiers.

47. Les élèves qui n'auront pu satisfaire aux examens de sortie pourront, sur la proposition du commandant de l'école, être placés dans les corps avec les grades de caporal ou brigadier, de sergent ou des maréchal de logis, s'ils ont le temps de service exigé par les lois et règlements pour être nommés à ces grades:

TITRE VIII.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

48. Le ministre de la guerre nommera à tous les emplois autres que ceux de commandant de l'école et de commandant en second.

49. Un règlement approuvé par le ministre de la guerre déterminera les cours et exercices qui seront suivis à l'école, et tout ce qui est relatif au service intérieur de l'établissement, à l'inspection et aux examens.

50. Toutes les dispositions antérieures concernant l'organisation de l'école spéciale militaire sont et demeurent abrogées.

51. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 11 Août 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de la guerre,

Signé D'HAUTPOUL.

TARIF des traitements payés sur les fonds de l'École spéciale militaire aux fonctionnaires et employés civils de cet établissement.

EMPLOIS.	TRAITEMENTS.	OBSERVATIONS.
Directeur des études.....	7,000 ^f	
Sous-directeur des études.....	5,000	
Aumônier.....	2,500	
Professeurs.....	de 1 ^{re} classe.....	4,500
	de 2 ^e classe.....	4,000
	de 3 ^e classe.....	3,500
	de 4 ^e classe.....	3,000
Trésorier.....	5,000	
Économe.....	3,500	
Secrétaire-archiviste bibliothécaire.....	3,000	
Répétiteurs.....	de 1 ^{re} classe.....	2,400
	de 2 ^e classe.....	2,200
Gardes-magasin et employés d'administration.	de 1 ^{re} classe.....	2,100
	de 2 ^e classe.....	2,000
	de 3 ^e classe.....	1,800
	de 4 ^e classe.....	1,500
Premier maître d'armes.....	1,500	
Maître d'armes.....	1,200	
Maître de gymnastique.....	1,200	

De dix en dix années,
le traitement des répétiteurs s'accroîtra de 300 fr.

N° 2391. — *DÉCRET qui accorde à la ville d'Avignon un Entrepôt réel de Douanes.*

Du 12 Août 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce;

Vu la loi du 27 février 1832;

Vu l'ordonnance du 16 septembre 1840 (1),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à la ville d'Avignon, département de Vaucluse, un entrepôt réel de douanes, sous les conditions et formalités prescrites par la loi du 27 février 1832.

2. Est et demeure rapportée l'ordonnance du 16 septembre 1840.

3. Le ministre de l'agriculture et du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 12 Août 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé DUMAS.

(1) 1^{re} série, Bull. 762, n° 8861.

N° 2392. — *DÉCRET qui ouvre un Crédit extraordinaire pour l'Emprunt grec.*

Du 15 Août 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu, 1° la loi du 14 juin 1833 relative à l'emprunt contracté par le Gouvernement grec;

2° Vu la loi du 15 mai 1850 portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1850, et l'article 10 de ladite loi;

3° Vu les articles 4 et 6 de la loi du 24 avril 1833;

4° Vu les articles 26, 27 et 28 de l'ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1850, un crédit extraordinaire de cinq cent vingt-deux mille dix-neuf francs quatre-vingt-trois centimes (522,019^f 83^c), nécessaire pour le remboursement des intérêts et de l'amortissement, exigibles au 1^{er} septembre 1850, de la partie afférente à la garantie de la France sur l'emprunt négocié en 1833 par le Gouvernement grec.

2. La régularisation de ce crédit sera proposée à l'Assemblée législative lors de sa prochaine réunion.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Lyon, le 15 Août 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Par le Président de la République : le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 2393. — *DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que la juridiction du commissaire central de police de Montpellier est étendue à toutes les communes composant les trois cantons de Montpellier. (Du 1^{er} Mai 1850.)*

N° 2394. — *DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui étend la juridiction du commissaire de police de Thouars (Deux-Sèvres) aux communes des Hameaux, de Saint-Jacques et de Saint-Jean (Du 14 Mai 1850.)*

N° 2395. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que la juridiction des commissaires de police ordinaires de la ville de Montpellier est étendue, comme celle du commissaire central, à toutes les communes des trois cantons de Montpellier. (*Du 17 Mai 1850.*)

N° 2396. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale de l'Isère n° 7, de Bourgoin aux Échelles, entre le hameau du Révol et le bourg d'Entre-deux-Guiers, suivant la direction exprimée par un tracé rouge sur le plan présenté par les ingénieurs, à la date des 12 et 20 juin 1849;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Du 30 Mai 1850.*)

N° 2397. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant,

1° Que les portions de la route nationale n° 6, de Paris à Châmbéry, délaissées par suite de la rectification de cette route, entre Auxerre et Avallon, et qui étaient empruntées par la route départementale n° 9, d'Aizy à Montargis, par Auxerre et par la route départementale n° 11, de Joigny à Avallon, par Chablis, feront, à l'avenir, partie de ces routes départementales;

2° Que la partie de la même route nationale, délaissée entre les routes départementales n° 9 et 11, sera classée au rang des routes départementales de l'Yonne sous le n° 28 et la dénomination de *route de Saint-Bris à Lucy-le-Bois*;

3° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'amélioration ou à la rectification de ces communications, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Du 30 Mai 1850.*)

N° 2398. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant :

ART. 1^{er}. Il y a utilité publique à occuper, pour l'établissement de la station de Saint-Quentin et du chemin de fer aux abords de cette station,

1° Une parcelle de terrain, d'une contenance de cinq ares cin-

quante-cinq centiares; comprise sous le n° 156, section A du plan cadastral n° 28 de la commune de Gauchy;

2° Six autres parcelles, ayant ensemble une contenance totale de trois hectares quarante-neuf ares quatre-vingt-un centiares, comprises dans la section E du plan cadastral n° 1, 1° 2, 2° 3 et 4 de la commune de Saint-Quentin;

Lesdites parcelles, tant sur la commune de Gauchy que sur celle de Saint-Quentin, étant renfermées dans l'espace compris entre les lignes roses et vertes du plan parcellaire, en date du 1^{er} octobre 1849, lequel restera annexé au décret.

2. Pour l'acquisition desdites parcelles, la compagnie concessionnaire du chemin de fer de Creil à Saint-Quentin est substituée aux droits, comme elle est soumise à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de la loi du 3 mai 1841. (*Du 11 Juin 1850.*)

N° 2399. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Les dispositions du décret du 7 janvier 1813, qui classent au rang des routes départementales de la Seine, savoir : sous le n° 6, huit chaussées adjacentes à la route nationale n° 13, dans Neuilly et aux abords, et sous le n° 34, les traverses de Neuilly, comprenant la rue de Villers, l'avenue du Château et la grande rue du Vieux-Neuilly (ou rue du Pont), sont et demeurent abrogées en ce qui concerne,

1° Le chemin de halage de la Seine, passant sous la culée du pont de Neuilly (rive gauche), les deux rampes du même pont sur la rive droite, les deux chaussées qui mettent la rue de Longchamp et la rue Basse-de-Longchamp en communication avec la route nationale n° 13 et la rue des Mauvaises-Paroles, dépendantes de la route départementale n° 6;

2° La route dite *du Pont*, depuis la rue du Château jusqu'à la rue Basse-de-Longchamp, dépendante de la route départementale n° 34. (*Du 13 Juin 1850.*)

N° 2400. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale de la Loire n° 6, de Roanne au Puy, entre la Croix-Rouge, à Crémaux, et le chemin vicinal n° 1, vers Grezollès, suivant la direction indiquée par la ligne rouge ponctuée C J sur le plan général présenté par l'ingénieur en chef, à la date du 29 septembre 1849;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du

3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Du 5 Juillet 1850.)

N° 2401. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant,

1° Que la route départementale de la Gironde n° 7, de Bordeaux à Saint-Médard, sera prolongée jusqu'à Lacanau, et prendra la dénomination de *route de Bordeaux à Lacanau*;

2° Que le chemin de grande communication n° 40, de Pauillac à Hourtins, est et demeure classé sous le n° 25 et la dénomination de *route départementale de Pauillac à Hourtins*;

3° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'ouverture, à l'amélioration ou à la rectification de ces voies de communication, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Du 6 Juillet 1850.)

N° 2402. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la côte de Romilly, route nationale n° 19, de Paris à Bâle, suivant la direction générale indiquée par une ligne de couleur orange sur le plan visé par l'ingénieur en chef, le 31 mai 1848;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Du 11 Juillet 1850.)

N° 2403. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant,

1° Que la direction de la route départementale des Deux-Sèvres n° 5, de Thouars à Chinon, dans la traverse de la ville de Thouars, est et demeure fixée, entre la porte au Prévôt, à l'entrée du village de Bourgneuf et la porte de Paris, à la jonction de la route nationale n° 138, conformément aux lignes rouges du plan visé par l'ingénieur en chef, à la date du 7 juin 1849;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette partie de route, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Du 11 Juillet 1850.)

N° 2404. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant,

1° Que la partie de la route nationale n° 6, de Paris à Chambéry, délaissée par suite de la rectification des côtes de Limonest, entre le pied de la rampe de Montluzin et le Puits-d'Or, est et demeure classée au rang des routes départementales du Rhône, sous le n° 13 et la dénomination de *route de Villefranche à Lyon, par Limonest*;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'amélioration ou à la rectification de cette voie de communication, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Du 11 Juillet 1850.*)

N° 2405. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant,

ART. 1^{er}. Il y a utilité publique à réunir, à la gare du chemin de fer de Montpellier à Cette, établie dans cette dernière ville, 1° deux parcelles de terrain, d'une contenance, l'une de quatre-vingt-seize mètres soixante et quatorze centimètres carrés, l'autre de six mètres vingt-cinq centimètres carrés, et comprises au plan cadastral de la commune de Cette sous le n° 266; 2° deux autres parcelles, d'une contenance, l'une de treize mètres soixante et seize centimètres, l'autre de cent vingt-sept mètres carrés, et inscrites toutes deux au même plan cadastral sous le n° 262, lesquelles parcelles sont désignées par des teintes jaunes aux trois plans, en date des 9, 10 et 11 juillet 1849, et qui resteront annexés au présent décret.

2. Pour l'acquisition desdites parcelles, la compagnie est substituée aux droits, comme elle est soumise aux obligations qui dérivent, pour l'administration, de la loi du 3 mai 1841. (*Du 11 Juillet 1850.*)

N° 2406. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale n° 7, d'Aix à Istres (Bouches-du-Rhône), entre la route départementale n° 8 et le village de Lafare, suivant la direction générale indiquée par un tracé bleu sur le plan présenté par les ingénieurs à la date des 7 et 12 janvier 1842;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Du 22 Juillet 1850.*)

N° 2407. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant,

1° Que le chemin vicinal de grande communication n° 18, tendant de Larressore à Ainhoa et à la frontière d'Espagne, est et demeure classé au nombre des routes départementales des Basses-Pyrénées sous le n° 20 et avec la dénomination de *route de Bayonne en Espagne, par Ustaritz, Larressore et Ainhoa* ;

2° Que la partie de route entre Ainhoa et la frontière sera rectifiée conformément au tracé indiqué par la ligne rouge n° 3 bis sur le plan d'ensemble visé par le préfet des Basses-Pyrénées le 31 mars 1849 ;

3° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'amélioration ou à la rectification de cette voie de communication, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Du 22 Juillet 1850.)

N° 2408. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant,

1° Que la route départementale du Pas-de-Calais n° 11, d'Arras à Auxe-le-Château, sera prolongée depuis cette dernière ville jusqu'à la limite du département de la Somme, vers Hiermont-Saint-Riquier, et prendra la dénomination de *route d'Arras à Abbeville, par Auxy-le-Château* ;

2° Que le chemin vicinal d'Auxe-le-Château à la route départementale de la Somme n° 17 est et demeure classé sous le n° 20 et la dénomination de *route départementale d'Auxe-le-Château à Amiens* ;

3° Qu'il sera procédé à la rectification partielle des chemins actuellement existants, suivant le tracé indiqué par des lignes rouges sur les plans produits les 17 juillet 1847 et 24 mars 1848 ;

4° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'amélioration ou à la rectification de ces voies de communication, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Du 22 Juillet 1850.)

N° 2409. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Est déclarée d'utilité publique l'exécution des travaux de construction d'un pont en charpente sur l'Aisne, à Brécy-Brières (Ardennes), et des abords et dépendances dudit pont, conformément au cahier des charges et au plan ci-annexés.

2. La mise en adjudication est autorisée aux clauses et conditions énoncées dans ledit cahier des charges.

3. Il sera pourvu aux frais de construction et d'entretien du pont, de ses abords et dépendances, au moyen, 1° d'une subvention de onze mille francs, dont cinq mille cinq cents francs imputables sur les fonds du trésor, et cinq mille cinq cents francs provenant de fonds communaux et de souscriptions volontaires; 2° d'un péage qui sera concédé par adjudication publique au soumissionnaire qui offrira le plus fort rabais sur la durée de la concession. Le maximum de cette durée, qui ne pourra excéder quatre-vingt-dix-neuf ans, sera fixé à l'avance par le préfet, dans un billet cacheté.

4. Le concessionnaire substitué aux droits de l'administration, conformément à l'article 63 de la loi du 3 mai 1841, est autorisé à acquérir, s'il y a lieu, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, les immeubles ou portions d'immeubles dont l'occupation sera reconnue nécessaire pour l'exécution des travaux.

5. L'adjudication ne sera valable et définitive qu'après avoir été approuvée par le ministre de l'intérieur.

6. A compter du jour où le passage du pont sera livré au public et jusqu'à l'expiration du terme qui sera fixé par l'adjudication, il y sera perçu un péage conformément au tarif ci-après :

1° Pour chaque personne, chargée ou non chargée, deux centimes et demi, ci.....	02° 1/2
2° Pour un cheval et son cavalier, dix centimes, ci.....	10
3° Pour un cheval ou mulet non chargé, non compris le conducteur, cinq centimes, ci.....	05
4° Pour un cheval ou mulet, non compris le conducteur, sept centimes et demi, ci.....	07 1/2
5° Pour un âne chargé ou non chargé, deux centimes et demi, ci.....	02 1/2
6° Pour un bœuf ou une vache, cinq centimes, ci.....	05
7° Pour chaque veau, mouton, brebis, bouc, chèvre, porc, paire d'oies ou de dindons, un centime, ci.....	01
8° Pour une voiture à deux roues, chargée et attelée d'un seul cheval ou mulet, y compris le conducteur, vingt centimes, ci.....	20
9° Pour une voiture à deux roues, non chargée, attelée d'un seul cheval ou mulet, conducteur compris, quinze centimes, ci.....	15
10° Pour une voiture à quatre roues, chargée, attelée de deux chevaux, conducteur compris, trente centimes, ci.....	30
11° Pour une voiture à quatre roues, non chargée, attelée de deux chevaux, conducteur compris, vingt centimes, ci.....	20
12° Pour chaque cheval attelé, excédant le nombre ci-dessus, cinq centimes, ci.....	05

Nota. Les habitants de la commune de Brécy-Brières, leurs animaux des espèces ci-dessus mentionnées, et leurs voitures, dans tous les cas de passage ayant pour objet le labour, le pâturage, la rentrée des récoltes ou le transport des engrais, ne payeront que la moitié des prix portés au tarif ci-contre; mais, en toute autre circonstance, le prix du passage sera le même pour les habitants de la commune que pour les étrangers.

7. Sont exempts des droits de péage : le préfet du département,

le sous-préfet de l'arrondissement, les ministres des différents cultes reconnus par l'État, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, les agents voyers, les employés des contributions indirectes, les agents forestiers, les préposés et agents des douanes, les employés des lignes télégraphiques, la gendarmerie, dans l'exercice de leurs fonctions; les militaires de tout grade, voyageant en corps ou séparément, à charge par eux, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les courriers du Gouvernement, les malles-postes, les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État, les élèves allant à l'école communale ainsi qu'à l'instruction religieuse, ou en revenant, les prévenus, accusés ou condamnés conduits par la force publique. (Du 1^{er} Août 1850.)

Errata. Bulletin 302, page 273, loi sur la presse dans les colonies, 2^e ligne de l'article 1^{er}, au lieu de *30 décembre 1830*, lisez *10 décembre 1837*.

Bulletin 303, page 308, loi relative à l'imputation des dépenses auxquelles donne lieu l'exécution des diverses lois électorales, avant-dernière ligne de l'article 1^{er}, au lieu de *cadres d'électeurs*, lisez *cartes d'électeurs*. Même Bulletin, loi qui crée, dans le département de Seine-et-Oise, une nouvelle commune, dont le chef-lieu est fixé à Enghien, page 324, 2^e ligne, au lieu de *qui dépendra du canton et de l'arrondissement de Pontoise*, lisez *qui dépendra du canton de Montmorency et de l'arrondissement de Pontoise*.



Certifié conforme :

Paris, le 28^e Août 1850,

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 306.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

2410. — *TABEAU du prix moyen de l'hectolitre de Froment pour servir de régulateur aux Droits d'importation et d'exportation des Grains et Farines, conformément aux Lois des 15 Avril 1832 et 26 Avril 1833, arrêté le 31 Août 1850.*

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment (1).			PRIX moyen régulateur de la section.
1 ^{re} CLASSE.						
Unique.	(Pyrénées-Or...)					14 ^f 82 ^s
	Aude.....	Toulouse.....	13 ^f 08 ^s	13 ^f 25 ^s	13 ^f 28 ^s	
	Hérault.....	Gray.....	13 08	13 08	13 20	
	Gard.....	Lyon.....	14 30	14 40	14 38	
	Bouches-du-Rh.	Marseille.....	18 77	18 64	18 40	
	Var.....					
	(Corse.....)					
2 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	(Gironde.....)					13 96
	Landes.....	Marans.....	13 50	13 64	14 31	
	B ^{se} -Pyrénées..	Bordeaux.....	14 67	14 92	14 95	
	H ^{te} -Pyrénées..	Toulouse.....	13 08	13 25	13 28	
	Ariège.....					
	(Haute-Garonne.)					
2 ^e	(Jura.....)					14 69
	Doubs.....	Gray.....	13 08	13 08	13 20	
	Ain.....	Saint-Laurent..	14 46	14 74	14 73	
	Isère.....	Le Grand-Lemps...	16 51	16 71	15 72	
	(Hautes-Alpes..)					
	(Basses-Alpes..)					

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE			PRIX moyen régulateur de la section.
			de froment.			
3° CLASSE.						
1 ^{re}	Haut-Rhin.... Bas-Rhin....	Mulhouse.... Strasbourg....	13 ^f 69 ^c 13 17	13 ^f 74 ^c 13 03	13 ^f 95 ^f 13 10	13 ^f 45 ^c
2 ^e	Nord..... Pas-de-Calais.. Somme..... Seine-Infér... Eure..... Calvados.....	Bergues..... Arras..... Roye..... Soissons..... Paris..... Rouen.....	17 41 14 23 13 33 13 70 12 65 14 20	17 51 15 00 13 02 14 18 16 49 14 52	17 52 15 73 13 74 15 43 16 25 15 18	15 00
3 ^e	Loire-Infér... Vendée..... Charente-Infér.	Saumur..... Nantes..... Marsais.....	12 50 15 73 13 50	12 80 15 20 13 64	13 20 15 42 14 31	14 03
4° CLASSE.						
1 ^{re}	Moselle..... Meuse..... Ardennes..... Aisne.....	Metz..... Verdun..... Charleville.... Soissons.....	11 91 12 10 13 45 13 70	12 03 12 04 13 33 14 18	12 31 11 97 13 56 15 43	13 00
2 ^e	Manche..... Ille-et-Vilaine. Côtes-du-Nord. Finistère..... Morbihan.....	Saint-Lô..... Paimpol..... Quimper..... Heanebon.... Nantes.....	15 57 13 25 14 15 12 28 15 73	15 67 13 11 14 34 11 89 15 20	16 69 13 56 Pas de vente. 11 89 16 42	14 20

Arrêté par nous, Ministre Secrétaire d'état au département de l'Agriculture et du Commerce.

A Paris, le 31 Août 1850.

Signé Dumas.

N° 2411. — *DÉCRET qui charge M. Rouher de l'Intérim du Ministère des Finances, pendant l'absence de M. Fould.*

Du 19 Août 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Rouher*, garde des sceaux, ministre de la justice est chargé, par intérim, des fonctions de ministre des finances, pendant l'absence de *M. A. Fould*.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Besançon, le 19 Août 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 2412. — *DÉCRET relatif aux Vacances de la Cour des comptes pour l'année 1850.*

Du 22 Août 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La cour des comptes prendra vacances en la présente année, du 1^{er} septembre au 31 octobre, avec les restrictions ci-après déterminées.

2. Il y aura, pendant ce temps, une chambre des vacations, composée d'un président de chambre et de quatre conseillers maîtres, qui tiendra ses séances au moins trois jours de chaque semaine.

3. La chambre des vacations connaîtra de toutes les affaires attribuées aux trois chambres, sauf celles qui seront exceptées par un comité composé du premier président, des trois présidents et du procureur général, et desquelles le jugement sera renvoyé à la chambre compétente.

4. La chambre des vacations se composera cette année de MM.

De Gasq (président de la première chambre), président;

De Laténa, Savalète, Bignon, Gauthier d'Hauteserve, conseillers maîtres.

M. *Gauthier d'Hauteserve*, conseiller maître, remplacera le procureur général, en cas d'absence.

M. *Pajot*, greffier de la première chambre, remplira l'office de greffier; il suppléera le greffier en chef, en cas d'absence de ce dernier, autorisée par le premier président.

5. Le premier président désignera ceux des conseillers référendaires qui pourront prendre part aux vacances sans préjudice pour le service de la cour.

Cette désignation sera combinée de telle sorte que les deux tiers au moins des conseillers référendaires soient présents à la cour pendant lesdits mois de septembre et octobre.

6. L'absence qui aura lieu en vertu des dispositions qui précèdent sera comptée comme temps d'activité.

7. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Strasbourg, le 22 Août 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAAPARTE.

Par le Président : le *Ministre de la justice, chargé, par intérim, des fonctions de Ministre des finances,*

Signé E. ROUHER.



Certifié conforme :

Paris, le 1^{er} Septembre 1850,

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 307.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
Liberté, Égalité, Fraternité.
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 213. — *Décret portant répartition du Crédit accordé, par la Loi du 29 juillet 1850, pour les dépenses du Ministère de la Justice pendant l'année 1851.*

Du 30 Août 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi de finances du 29 juillet 1850, qui a ouvert un crédit de vingt-six millions cinq cent soixante et onze mille trois cent quarante-cinq francs, pour les dépenses du ministère de la justice pendant l'exercice 1851;

Vu les articles 151 de la loi du 25 mars 1817 et 11 de la loi du 29 janvier 1831;

Vu enfin les articles 35 et 36 de l'ordonnance du 31 mai 1838;
Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice.

DÉCRÈTE ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit de vingt-six millions cinq cent soixante et onze mille trois cent quarante-cinq francs, accordé par la loi du 29 juillet 1850, pour les dépenses du ministère de la justice pendant l'année 1851, est réparti ainsi qu'il suit entre les divers articles dont se composent les chapitres spéciaux du budget de ce département, savoir :

CHAPITRE 1^{er}. — *Administration centrale. (Personnel.)*

Art. 1 ^{er} . Traitement du garde des sceaux, ministre de la justice	48,000 ^f	} 391,600 ^f
— 2. Traitements des chefs et commis des bureaux.	308,700	
— 3. Gages des gens de service	34,900	
1^{re} Série.	385	

CHAPITRE II. — Administration centrale. (Matériel.)

Art. unique. Entretien des hôtels et du mobilier; habillement des gens de service; chauffage et éclairage; frais d'impression et fournitures générales de bureau...	88,000 ^f
---	---------------------

CHAPITRE II bis. — Tribunal des conflits.

Art. unique. Traitement du secrétaire-greffier et menues dépenses du tribunal (par abonnement).....	6,000
---	-------

CHAPITRE III. — Conseil d'état. (Personnel.)

Art. 1 ^{er} . Traitements des membres du Conseil d'état	689,000 ^f	823,100
— 2. { Traitements des chefs et commis des bureaux..... 124,100 ^f }	112,100	
— 3. { Frais de secrétariat..... 8,000 }	22,000	
— 3. Gages des gens de service.....	22,000	

CHAPITRE IV. — Conseil d'état. (Matériel.)

Art. unique. Entretien du mobilier; habillement des gens de service; chauffage et éclairage; frais d'impression et fournitures générales de bureau.....	40,000
---	--------

CHAPITRE IV (bis). — Conseil d'état.

Art. 1 ^{er} . Frais extraordinaires de copies au rôle....	4,000 ^f	15,000
— 2. Frais extraordinaires d'impressions.....	11,000	

CHAPITRE V. — Cour de cassation.

Art. 1 ^{er} . Traitements des membres de la cour....	700,000 ^f	793,500
— 1. Traitements du greffier en chef, des commis, et fournitures du greffe.....	46,000	
— 3. Traitements des secrétaires du parquet et du bibliothécaire.....	14,500	
— 4. Traitements des huissiers et gages des gens de service.....	21,400	
— 5. Menues dépenses de la cour.....	12,000	

CHAPITRE VI. — Cours d'appel.

Art. 1 ^{er} . { Traitements des membres des cours..... 4,819,000 ^f }	5,208,700 ^f	5,210,000
— 1. { Traitements des greffiers et commis auxiliaires..... 259,700 }		
— 2. { Secrétariat de la première présidence de la cour d'appel de Paris..... 2,000 }		
— 2. { Secrétariat du parquet de la même cour..... 22,000 }		
— 2. { Secrétariat du parquet de la cour d'appel de Rennes. (Article 26 du décret du 30 janvier 1861.)..... 1,800 }		

CHAPITRE VII. — Cours d'assises.

Art. 1 ^{er} .	Indemnité accordée aux conseillers délégués pour pré- sider les cours d'assises autres que celles des chefs- lieux de cour d'appel	118,000 ^f	154,400 ^f
— 2.	Secrétariats de parquet des tribunaux de première instance, chefs-lieux de cour d'assises, autres que ceux où siègent les cours d'appel	36,400	

CHAPITRE VIII. — Tribunaux de première instance.

Art. 1 ^{er} .	Traitements des membres des tribunaux	6,697,620 ^f	7,666,495 ^f	7,697,298
	Traitements des greffiers et commis assermentés, ...	930,150		
	Traitements des membres des chambres temporaires	38,725		
	Secrétariat de la présidence du tribunal de première instance de Paris.	2,000 ^f		
— 2.	Secrétariat du parquet du même tribunal	28,800	30,800	

CHAPITRE IX. — Tribunaux de commerce.

Art. 1 ^{er} .	Traitements des greffiers de commerce	178,700 ^f	180,700
— 2.	Secrétariat de la présidence du tribunal de commerce de Paris	2,000	

CHAPITRE X. — Tribunaux de police.

Art. unique.	Traitements des greffiers de police	62,900
--------------	---	--------

CHAPITRE XI. — Justices de paix.

Art. 1 ^{er} .	Traitements des juges de paix.	4,602,100 ^f	6,029,800 ^f	6,047,800
	Traitements des greffiers	2,427,700		
— 2.	Frais de secrétaires alloués aux juges de paix de Paris	18,000		

CHAPITRE XII. — Service de la justice en Algérie.

Art. 1 ^{er} .	Traitements des officiers de justice	493,850 ^f	627,850
— 2.	Menues dépenses des cours et tribunaux ..	50,000	
— 3.	Frais de justice	80,000	
— 4.	Frais de transport gratuit des magistrats ..	4,000	

CHAPITRE XIII. — Frais de justice.

Art. unique.	Frais de justice criminelle et des statistiques civile, criminelle et du Conseil d'état	4,354,000
--------------	--	-----------

CHAPITRE XIV. — Dépenses diverses.

Art. 1 ^{er} .	Secours temporaires à d'anciens magistrats et employés de l'administration centrale, à leurs veuves et orpho- lins, n'ayant pas droit à pension; dépenses extraordi- naires et imprévues	40,000 ^f	58,000
— 2.	Indemnité au Journal des savants	18,000	

CHAPITRE XV. — *Dépenses des exercices clos.*

Art. unique. Dépenses des exercices clos dont le paiement pourrait être réclamé pendant l'année 1851. (*Art. 8 de la loi du 23 mai 1834.*) *Mémoire*.....

CHAPITRE XVI. — *Dépenses des exercices périmés.*

Art. unique. Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance. (*Article 8 de la loi du 10 mai 1838.*) *Mémoire*.....

TOTAL ÉGAL 26,571,345¹

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, à l'Élysée-National, le 30 Août 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2414. — DÉCRET qui ouvre un Crédit supplémentaire pour Degrèvements sur la Taxe des Biens de mainmorte.

Du 30 Août 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi du 15 mai 1850, sur le budget des dépenses de l'exercice 1850, portant, article 9, que, « pendant les prorogations de l'Assemblée législative, des crédits, soit extraordinaires, soit supplémentaires, pourront être ouverts, après délibération du Conseil des ministres et avec le contre-seing du ministre des finances, par des arrêtés du Président de la République, qui seront insérés au Bulletin des lois; »

Vu la résolution du 17 juillet 1850, par laquelle l'Assemblée nationale s'est prorogée à partir du 11 août jusqu'au 11 novembre 1850;

Sur le rapport du ministre des finances, et de l'avis du Conseil des ministres,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1849, un crédit supplémentaire de quarante mille francs (40,000^f), pour dégrèvements sur la taxe des biens de mainmorte (cinquième partie du budget, chapitre LXX, article 4.)

2. La régularisation de ce crédit sera soumise à la sanction législative dans le mois de décembre prochain.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 30 Août 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

*Le Ministre de la justice, chargé par intérim
des fonctions de Ministre des finances,*

Signé E. ROUHER.

N° 2415. — *DÉCRET qui rapporte, en ce qui concerne la Cité de Carcassonne, le Décret du 8 juillet 1850, par lequel plusieurs Places de guerre ou Postes militaires ont été rayés du Tableau de classement.*

Du 31 Août 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi du 17 juillet 1819 sur les servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État;

Vu l'ordonnance du 1^{er} août 1821 (1), qui fixe le mode d'exécution de cette loi;

Vu le tableau des places, citadelles, forts, châteaux et postes militaires annexé à ladite ordonnance, tableau sur lequel la cité de Carcassonne est portée comme place de guerre de seconde série;

Vu le décret du 8 juillet 1850 (2), qui a déclassé cette cité;

Considérant que le décret du 8 juillet 1850 avait été rendu dans l'intérêt des habitants, mais que le conseil municipal a réclamé, en leur nom, contre les fâcheuses conséquences que ce décret pourrait avoir pour la conservation des anciennes murailles de la cité;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le décret du 8 juillet 1850 est rapporté en ce qui concerne la cité de Carcassonne.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 31 Août 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de la guerre,

Signé D'HAUTPOUL.

(1) VII^e série, Bull. 475, n° 11,195.

(2) I^{re} série, Bull. 285, n° 2279.

N° 2416. — DÉCRET qui retranche la Ville de Carentan du nombre des Postes militaires.

Du 31 Août 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi du 17 juillet 1819 sur les servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État;

Vu l'ordonnance du 1^{er} août 1821 (1), qui fixe le mode d'exécution de cette loi;

Vu le tableau des places, citadelles, forts, châteaux et postes militaires annexé à ladite ordonnance, tableau sur lequel la ville de Carentan est rangée parmi les places de guerre de la deuxième série;

Vu l'ordonnance du 6 décembre 1842 (2), qui a réduit cette ville au rang de simple poste;

Considérant que les besoins de la défense du territoire ne s'opposent pas à ce que, dans l'intérêt des habitants, Carentan soit aujourd'hui retranchée même du nombre des postes militaires;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La ville de Carentan est retranchée du nombre des postes militaires.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 31 Août 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de la guerre,

Signé D'HAUTPOUL.

N° 2417. — DÉCRET qui détermine les formes suivant lesquelles la Compagnie du Chemin de fer de Marseille à Avignon sera tenue de faire, vis-à-vis de l'État, les justifications prescrites par l'article 5 de la loi du 19 novembre 1849.

Du 2 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi des 23 octobre, 10 et 19 novembre 1849, qui autorise le ministre des travaux publics à garantir, au nom de l'État, à la com-

(1) VII^e série, Bull. 475, n° 11, 195.

(2) IX^e série, Bull. 966, n° 10, 406.

païs du chemin de fer de Marseille à Avignon, l'intérêt à cinq pour cent et l'amortissement, calculé également à cinq pour cent, sur un capital qui ne pourra dépasser trente millions de francs;

Vu spécialement l'article 5 de ladite loi, ainsi conçu :

« Un règlement d'administration publique déterminera les formes suivant lesquelles la compagnie sera tenue de justifier vis-à-vis de l'État, 1° de l'exécution des conditions approuvées par le Gouvernement pour la réalisation de l'emprunt; 2° de ses frais annuels d'entretien et d'exploitation du chemin de fer, et de ses recettes; »

Le Conseil d'état entendu,

Déclare ce qui suit :

TITRE I^{er}.

DES AGENTS DE SURVEILLANCE.

ART. 1^{er}. Un commissaire, nommé par le ministre des travaux publics, est chargé, sous son autorité, de surveiller dans l'intérêt de l'État, tous les actes de la gestion financière de la compagnie du chemin de fer de Marseille à Avignon.

A cet effet, la compagnie lui communiquera, à toute époque, les registres de ses délibérations, ses livres-journaux, son grand livre, ses comptes courants, ses registres à souches, et tous autres documents ou pièces qu'il jugera nécessaires pour constater la situation active et passive de la compagnie.

Elle lui fera ouvrir, dans le même but, ses ateliers, magasins, dépôts de matières et valeurs de toute nature, y compris les deniers en caisse et les effets en portefeuille.

2. Le commissaire aura le droit d'assister à toutes les séances de l'assemblée générale de la compagnie, et il pourra requérir l'insertion de ses observations au procès-verbal.

3. Les instructions à donner au commissaire, pour l'accomplissement de sa mission, seront arrêtées de concert entre le ministre des travaux publics et le ministre des finances.

4. La gestion financière et la comptabilité de la compagnie seront soumises à la vérification des inspecteurs généraux des finances.

TITRE II.

JUSTIFICATION DES CONDITIONS DE RÉALISATION DE L'EMPRUNT.

5. La compagnie sera tenue de fournir tous les semestres,

1° Un état, visé par le commissaire du Gouvernement, indiquant le nombre des obligations émises pendant le semestre, en vertu des autorisations données par le ministre, le taux de l'émission et les sommes qu'elles ont produites;

2° Un état constatant que les fonds provenant de la négociation des obligations émises ont reçu l'emploi pour lequel l'émission a été autorisée.

En conséquence, la compagnie arrêtera ses registres et établira la situation de son compte de construction, tant en recettes qu'en dépenses, et le mettra, avec toutes les pièces justificatives, à la disposition du commissaire.

Elle y joindra un état des dépenses faites et constatées jusqu'à là, mais qui n'auraient pu être liquidées ni payées.

La forme des documents que la compagnie devra fournir sera déterminée par le ministre des travaux publics.

6. Les comptes et les pièces à l'appui seront soumis à l'examen d'une commission spéciale, nommée par le ministre des travaux publics.

7. Les coupons d'intérêt payés et les obligations remboursés avec les fonds de la compagnie seront remis par elle, tous les semestres, au ministre des finances, pour être frappés d'un timbre d'annulation.

Ils seront ensuite restitués à la compagnie, sur récépissés énonciatifs.

TITRE III.

JUSTIFICATION DES RECETTES ET DES DÉPENSES ANNUELLES D'ENTRETIEN ET D'EXPLOITATION.

8. Le montant des recettes et produits de toute nature sera justifié par des extraits des registres tenus par la compagnie, et certifiés par le directeur et l'agent comptable. Ces extraits devront être vérifiés et visés par le commissaire du Gouvernement.

9. Seront considérées comme frais annuels d'entretien et d'exploitation toutes les dépenses qui, à partir du 1^{er} janvier 1850, auront été faites dans un but d'utilité pour les réparations ordinaires et extraordinaires, l'exploitation et l'administration du chemin de fer et de ses dépendances, ainsi que les contributions de toute nature qui auront été payées par la compagnie.

10. Les dépenses d'entretien et d'exploitation seront constatées par la production de toutes les pièces justificatives que le ministre des travaux publics jugera utiles.

11. La compagnie sera tenue de dresser un budget annuel de ses dépenses d'entretien, d'exploitation et d'administration. Ce budget sera communiqué, par l'intermédiaire du commis-

saire, au ministre des travaux publics, au plus tard, le 1^{er} décembre de chaque année, pour l'année suivante.

Les modifications qu'il y aurait lieu d'apporter à ce budget, dans le cours de l'exercice, devront être également communiquées, dans le plus court délai, au ministre, par l'intermédiaire du commissaire.

12. La compagnie sera tenue de produire, dans le courant du quatrième mois de chaque semestre, un état approximatif des recettes et dépenses probables du semestre indiquant, en cas d'insuffisance du produit net, la somme nécessaire pour compléter le service de l'emprunt, et pour laquelle il y aurait lieu, selon les prévisions de la compagnie, de recourir au trésor public.

Cet état sera contrôlé et vérifié conformément aux dispositions arrêtées ci-dessus, et le ministre des finances sera verser dans la caisse de la compagnie la somme reconnue nécessaire pour parfaire le paiement du semestre; ce versement aura lieu contre la remise, pour une somme égale, de coupons d'intérêts à payer et de titres d'obligations à amortir à l'échéance du semestre, lesquels coupons et titres seront frappés d'un timbre d'annulation et restitués à la compagnie lorsqu'elle en aura remboursé le montant.

Il sera tenu compte à l'État de l'intérêt de ses avances, calculé au taux de quatre pour cent; cet intérêt sera réglé à la fin de chaque année.

Aucune avance ne pourra être faite par le trésor public, pour le paiement d'un semestre, qu'autant que les comptes antérieurs auront été vérifiés et approuvés par le ministre des travaux publics, et que les coupons d'intérêts payés et les obligations remboursées avec les fonds de la compagnie auront été transmis par elle au ministre des finances, conformément à l'article 7.

13. Le 1^{er} juin et le 1^{er} décembre de chaque année, le commissaire relèvera sur les livres de la compagnie le nombre des obligations émises conformément au titre II ci-dessus, et dont les intérêts échoient le 1^{er} juillet et le 1^{er} janvier suivants.

Le commissaire relèvera également, sur les procès-verbaux des assemblées générales, le nombre et les numéros des obligations désignées, chaque année, par un tirage au sort pour le remboursement, conformément au tableau général imprimé au verso des titres.

Il surveillera l'emploi des fonds avancés par le trésor, en exécution des dispositions de l'article 12 ci-dessus.

TITRE IV.

LIQUIDATION DES PRODUITS NETS.

14. A la fin du premier semestre de chaque année, la compagnie établira le compte général des dépenses et des recettes du semestre, tel qu'il résultera des écritures; ce compte ne sera toutefois arrêté que provisoirement et sans préjudice du règlement définitif dont il va être parlé.

A la fin de chaque année, elle établira le compte général des recettes et des dépenses de l'exercice.

15. Ces comptes, certifiés par le directeur chargé de la comptabilité de la compagnie, et vérifiés par le commissaire, seront soumis, dans les trois premiers mois de l'exercice suivant, à l'examen d'une commission nommée par le ministre des travaux publics et composée de sept membres, dont quatre seront désignés par le ministre des finances, et trois par le ministre des travaux publics.

16. La commission se transportera au siège de l'administration de la compagnie et s'y fera représenter les registres, pièces comptables et autres documents qu'elle jugera nécessaires à la vérification des comptes.

Elle adressera ensuite son rapport, avec lesdits comptes, au ministre des travaux publics.

17. Le ministre, sur ledit rapport, arrêtera le montant des recettes et des dépenses qu'il jugera devoir être admises définitivement, et il fera connaître au ministre des finances le résultat de cette liquidation.

Dans le cas où cette vérification ferait reconnaître que la compagnie a demandé au trésor une avance trop considérable, elle devra immédiatement lui rembourser l'excédant avec intérêt.

Toutes les pièces justificatives fournies par la compagnie, à l'appui dudit compte, lui seront rendues sur récépissé énonciatif.

TITRE V.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

18. Dans le cas où la compagnie se croirait lésée par les règlements arrêtés ainsi qu'il est prescrit ci-dessus, elle aura son recours au Conseil d'état par la voie contentieuse.

19. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée, le 2 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Par le Président de la République : le *Ministre des travaux publics*,
Signé BINEAU.

N° 2418. — *Arrêté qui ouvre un Crédit pour l'appropriation de diverses localités du Palais-National au service de l'Exposition de peinture et de sculpture en 1850.*

Du 2 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu l'exposé des motifs et le projet de loi tendant à ouvrir au ministre de l'intérieur un crédit de soixante et un mille neuf cent dix-sept francs, applicable aux dépenses du personnel et du matériel de l'exposition de peinture et de sculpture en 1850, présentés par M. le ministre de l'intérieur, le 1^{er} mars 1850 ;

Vu le chapitre XIII bis du budget du ministère de l'intérieur, portant allocation de ce crédit ;

Considérant que l'époque de l'ouverture de cette exposition étant fixée au 15 décembre prochain, il est urgent d'exécuter au Palais-National les travaux d'appropriation nécessaires à ce service ;

Vu l'article 9 de la loi du 15 mai 1850, portant que, pendant les prorogations de l'Assemblée, des crédits extraordinaires pourront être ouverts par arrêté du Président de la République, après délibération du Conseil des ministres ;

Vu la résolution par laquelle l'Assemblée nationale a suspendu ses séances, à partir du 11 août jusqu'au 11 novembre prochain ;

De l'avis du Conseil des ministres,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1850, un crédit de cent cinquante-neuf mille francs, pour l'appropriation de diverses localités du Palais-National au service de l'exposition de peinture et de sculpture en 1850.

2. La régularisation de cette ouverture de crédit sera proposée à l'Assemblée nationale, lors de la reprise de ses séances.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée, le 2 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre des finances, par intérim,

Le Ministre des travaux publics,

Signé E. ROUHER.

Signé BINEAU.

N° 2419. — DÉCRET qui ouvre le Bureau de douanes de Fraüenberg (Moselle) à l'entrée et au transit de la Librairie en Langues mortes et étrangères.

Du 3 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu l'article 8 de la loi du 6 mai 1841, paragraphe 3, ainsi conçu :
« Les livres venant de l'étranger, en quelque langue qu'ils soient, ne pourront être présentés à l'importation ou au transit que dans les bureaux de douanes qui seront désignés par une ordonnance du Roi ; »

Vu l'ordonnance du 13 décembre 1842 (1), qui a réglé cette disposition de la loi ;

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le bureau de Fraüenberg (Moselle) est ajouté à ceux qui sont désignés dans l'article 3 de l'ordonnance du 13 décembre 1842, pour l'entrée et le transit de la librairie en langues mortes et étrangères.

2. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, à l'Élysée-National, le 3 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé J. BAROCHÉ.

N° 2420. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant,

1° Que la juridiction du commissaire de police de Beauvais (Oise) est étendue aux communes de Saint-Just-des-Marais, de Marissel, de Notre-Dame-du-Thil et au hameau de Voisintien, commune d'Allonne ;

(1) 11^e série, Bull. 966 ; n° 10,419.

a° Que le commissariat de police de Servian (Hérault) est supprimé.
(Du 25 Mai 1850.)

N° 2421. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que le commissariat de police créé à Meudon (Seine-et-Oise) le 2 juillet 1838, et supprimé le 8 juin 1848, est rétabli. (Du 28 Mai 1850.)

N° 2422. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant,

1° Que M. *Astaix (Joseph)*, né le 9 décembre 1791 à Mauzat, arrondissement de Riom (Puy-de-Dôme), caissier à la succursale de la banque de France établie à Bordeaux (Gironde), demeurant en cette ville, est autorisé à ajouter à son nom celui d'*Ogier*, et à s'appeler, à l'avenir, *Astaix-Ogier*;

2° Que M. *Astaix* ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'état. (Du 9 Juillet 1850.)

N° 2423. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui rapporte la disposition du décret du 7 janvier 1813, par laquelle la route de Poligny à Sellières a été classée au rang des routes départementales du Jura sous le n° 20. (Du 22 Juillet 1850.)

N° 2424. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant,

1° Que M. *Hambert (Henry)*, né le 12 février 1829 à Nancy (Meurthe), étudiant en droit, résidant à Paris, domicilié à Nancy, est autorisé à ajouter à son nom celui de *Harmand*, et à s'appeler, à l'avenir, *Hambert-Harmand*;

2° Que M. *Hambert* ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'état. (Du 25 Juillet 1850.)

N° 2425. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la construction de la route départementale n° 11, de Tours à Guéret, dans la traverse d'Argenton, suivant

fonctions; les militaires de tout grade voyageant en corps ou séparément, à charge par eux, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les courriers du Gouvernement, les malles-postes, les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État; les élèves allant à l'école communale ainsi qu'à l'instruction religieuse, ou en revenant; les prévenus, accusés, ou condamnés conduits par la force publique. (Du 30 Août 1850.)



Certifié conforme :

Paris, le 12^e Septembre 1850,

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 308.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2427. — *DÉCRET relatif aux Pensions de retraite des Fonctionnaires de l'Instruction publique.*

Du 29 Août 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;

Vu les ordonnances des 19 avril 1820, 25 juin 1823, 13 novembre 1837, 17 janvier 1839 et 27 septembre 1840;

Vu également le titre LX du règlement du 16 décembre 1841, relatif aux pensions des fonctionnaires de l'instruction publique et aux retenues à exercer sur les traitements pour les caisses de retraite;

Vu les avis du conseil de l'Université et de la section permanente du conseil supérieur de l'instruction publique, en date du 24 mai et du 23 août 1850;

Considérant que quelques-unes des dispositions des décrets et ordonnances précités, notamment les articles 2 et 3 de l'ordonnance du 25 juin 1823, ont donné lieu, dans leur application, à des interprétations contradictoires qu'il est du devoir de l'administration de faire cesser en posant des règles précises et invariables;

Considérant, en outre, qu'il importe de fixer la position et les droits des fonctionnaires qui cumulent deux traitements,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Lorsqu'un principal de collège a le pensionnat à son compte, et que néanmoins il lui est attribué par le budget de l'établissement un traitement fixe, quelle que soit la quotité de ce traitement, sa contribution au fonds de retraite est fixée, conformément à l'article 3, paragraphe 1^{er}, de l'ordonnance du

25 juin 1823, au vingtième du traitement du régent le mieux rétribué, surévalué d'un quart, et la pension de retraite est liquidée d'après cette même base.

2. Lorsqu'un principal, dirigeant un collège en régie, remplit en même temps les fonctions de régent ou d'aumônier, et cumule, à ce double titre, deux traitements, la retenue est prélevée sur les deux traitements, conformément à l'article 2 de l'ordonnance précitée, et la liquidation de la pension est basée sur le traitement le plus élevé.

3. Le régent ou le maître d'études qui remplit en même temps les fonctions de sous-principal, d'aumônier ou de maître de langues vivantes, et qui, en conséquence, cumule deux traitements, est également passible de la retenue sur ces deux traitements, et sa pension est fixée d'après le traitement le plus élevé.

4. Les règles établies par les articles 2 et 3 ci-dessus sont applicables, sans exception, à tous les fonctionnaires, professeurs et employés de l'Université, susceptibles d'acquérir des droits à une pension de retraite.

5. Toutes les dispositions ayant pour objet de régler l'exécution des lois, décrets et ordonnances relatifs aux retenues et aux pensions du ministère de l'instruction publique et contraires à celles du présent décret, sont et demeurent abrogées.

Fait à Paris, le 29 Août 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2428. — *DÉCRET qui élève le Lycée de Lille à la seconde classe.*

Du 29 Août 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes:

Vu l'ordonnance du 11 juin 1845 (1), qui a érigé en collège royal (lycée) le collège communal de Lille (Nord);

Vu les délibérations des 13 mai 1846 et 1^{er} septembre 1849, par lesquelles le conseil général du département et le conseil municipal de Lille expriment le vœu que le lycée soit promu de la troisième à la deuxième classe;

(1) 1^{re} série, Bull. 1220, n° 12,090.

Vu la délibération, en date du 10 janvier 1850, par laquelle le conseil municipal de Lille a voté l'allocation nécessaire pour acquitter, pendant ladite année, le prix des bourses à entretenir dans l'établissement, aux frais de la ville, au taux fixé pour les lycées de seconde classe;

Vu la lettre du préfet du Nord, en date du 5 août 1850, par laquelle ce fonctionnaire annonce que le crédit dont il s'agit sera renouvelé au budget de 1851, et par conséquent aux budgets des exercices suivants;

Vu la délibération du 11 mai 1850, par laquelle le conseil municipal a voté une somme de douze cents francs, pour parfaire les traitements des fonctionnaires pendant le quatrième trimestre 1850;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, en date du 19 août 1850;

Vu l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement du 15 brumaire an XII [7 novembre 1803] (1);

La section permanente du conseil supérieur de l'instruction publique entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le lycée de Lille (Nord) est élevé à la seconde classe.

Cette promotion aura son effet à partir du 1^{er} octobre 1850.

A ladite époque, les traitements des fonctionnaires et le prix de la pension des élèves internes de cet établissement seront portés au taux fixé pour les lycées de seconde classe.

2. Le délai qui avait été déterminé par l'ordonnance du 11 juin 1845, pour l'entier achèvement des bâtiments destinés au lycée, et pour l'acquisition du mobilier, est prorogé jusqu'au 1^{er} septembre 1852.

3. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de l'Élysée-National, le 29 Août 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Par le Président de la République : le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2429. — DÉCRET qui modifie la dénomination des deux Chaires de Chimie instituées au Muséum d'histoire naturelle.

Du 31 Août 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes,

(1) 11^e série, Bull. 327, n° 3358.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La dénomination des deux chaires de chimie instituées au Muséum d'histoire naturelle est modifiée ainsi qu'il suit, savoir :

1^o La chaire de chimie appliquée, occupée par M. Chevreul, portera le titre de *chaire de chimie appliquée aux corps organiques*;

2^o La chaire de chimie générale, vacante par le décès de M. Gay-Lussac, portera le titre de *chaire de chimie appliquée aux corps inorganiques*.

2. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 31 Août 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N^o 2430. — DÉCRET qui déclare vacante la Chaire de M. Libri au Collège de France.

Du 1^{er} Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;
Vu l'arrêt de la cour d'assises de la Seine, en date du 22 juin 1850;
Considérant que M. Libri, professeur au collège de France et membre de l'Institut, a abandonné sa chaire dès le 28 février 1848,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chaire de mathématiques du collège de France, occupée par M. Libri, est déclarée vacante.

2. Les sommes restées disponibles jusqu'à ce jour, sur le traitement de M. Libri, feront retour au trésor public.

3. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 1^{er} Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2431. — *DÉCRET qui déclare vacant le Siège de M. Libri à l'Académie des sciences.*

Du 1^{er} Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;

Vu l'arrêt de la cour d'assises du département de la Seine, en date du 22 juin 1850;

Vu la lettre de l'académie des sciences, en date du 20 août suivant;

Considérant que M. Libri, membre de l'Institut, a quitté la France dès le 28 février 1848,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le siège occupé à l'académie des sciences, section de géométrie, par M. Libri, est déclaré vacant.

2. Les sommes restées disponibles jusqu'à ce jour, sur les indemnités de M. Libri, feront retour au trésor public.

3. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 1^{er} Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2432. — *DÉCRET qui autorise la fondation, à Pouillé (Vendée), d'un Etablissement de Filles de la Sagesse.*

Du 2 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;

Vu les délibérations du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Sagesse, à Saint-Laurent-sur-Sèvre, en date du 18 juillet 1845 et 6 septembre 1847, tendant à obtenir l'autorisation d'accepter la donation d'une maison sise à Pouillé, faite à cette congrégation par M. l'abbé Perrault, à la charge de fonder dans cette commune un établissement de sœurs de son ordre, qui devront tenir une école de filles et une salle d'asile;

Vu le décret du 27 février 1811 (1), qui a approuvé les statuts

(1) IV^e série, Bull. 356, n° 6573.

de cette congrégation, et lui a donné en même temps une existence légale;

Vu l'acte notarié, en date du 19 août 1844, portant donation;

Vu le certificat de vie du donateur, en date du 7 février 1848;

Vu le procès-verbal d'expertise, portant à huit mille neuf cent trois francs soixante-trois centimes la valeur de l'immeuble donné;

Vu les délibérations du conseil municipal de Pouillé, en date des 25 décembre 1844 et 22 octobre 1848;

Vu le procès-verbal d'enquête, qui a eu lieu dans cette commune le 10 février 1848;

Vu les avis de l'évêque de Luçon et du préfet de la Vendée, en date des 31 janvier et 3 février 1849;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, en date du 9 juin 1849;

Vu l'avis du conseil de l'Université, en date du 12 avril 1850;

Vu les lois des 2 janvier 1817, 24 mai 1825 et 18 juillet 1837;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu les ordonnances des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Le Conseil d'état (section d'administration) entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La congrégation des filles de la Sagesse, existant à Saint-Laurent-sur-Sèvre (Vendée), en vertu du décret du 27 février 1811, est autorisée à fonder, dans la commune de Pouillé (même département), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge par les membres dudit établissement de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère, par le décret précité.

2. La supérieure générale de ladite congrégation est autorisée à accepter, au nom de cet établissement, la donation d'une maison avec dépendances, située à Pouillé, et estimée huit mille neuf cent trois francs soixante-trois centimes; ladite donation faite à cette congrégation par M. *François-Marie Perrault*, suivant acte notarié du 19 août 1844, aux clauses et conditions y énoncées, et notamment à la charge de fonder, dans cette maison, un établissement de sœurs, qui y tiendront une école de filles et une salle d'asile.

3. Ne sont pas approuvées les délibérations du conseil municipal de Pouillé, en date des 25 octobre 1844 et 22 octobre 1848, portant refus d'accepter la donation mentionnée dans l'article 2 du présent décret.

En conséquence, ladite commune est autorisée à accepter le bénéfice résultant pour elle de cette donation.

4. Les ministres de l'instruction publique et des cultes, et de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 2 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2433. — *DÉCRET qui charge M. Rouher des fonctions de Ministre des Travaux publics, pendant l'absence de M. Bineau.*

Du 8 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Rouher*, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé des fonctions de ministre des travaux publics, pendant l'absence de *M. Bineau*.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Cherbourg, le 8 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2434. — *DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) portant :*

ART. 1^{er}. Le département de la Manche est autorisé à fonder, dans le collège de Cherbourg, trois bourses entières, du prix de sept cent quarante-cinq francs l'une, et susceptibles d'être divisées en trois quarts et demi-bourses, suivant la situation de fortune des candidats ou de leur famille.

2. Ces bourses ne pourront être concédées qu'à des enfants, ou parents à tout autre degré, de marins appartenant à la marine de l'État ou à la marine marchande, et domiciliés depuis cinq ans au moins dans le département.

Elles ne pourront être supprimées que par voie d'extinction.

Les candidats devront, d'ailleurs, remplir les conditions exigées par la loi, les règlements et arrêtés qui régissent les bourses dans les lycées et collèges. (Du 31 Août 1850.)



Certifié conforme :

Paris, le 17^e Septembre 1850,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la
Justice ,*

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 309.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 3435. — *DÉCRET qui ouvre un Crédit extraordinaire pour le service de la Justice en Algérie.*

Du 13 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu les articles 9 et 11 de la loi de finances du 15 mai 1850, concernant les crédits extraordinaires à ouvrir pendant les prorogations de l'Assemblée législative;

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, et après délibération du Conseil des ministres,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la justice, sur l'exercice 1850, pour le service de la justice en Algérie, un crédit extraordinaire de douze cents francs (1,200^f), destiné à pourvoir aux frais d'aménagement des justices de paix établies à Coléah et à Saint-Cloud, et dont l'installation n'a eu lieu que depuis le vote du budget de cet exercice.

Cette somme de douze cents francs sera portée en augmentation du crédit de cinquante mille francs accordé pour menues dépenses des cour et tribunaux de l'Algérie (chapitre XII, article 2, du budget).

2. La régularisation de ce crédit extraordinaire sera proposée à l'Assemblée législative lors de sa prochaine réunion.

3. Le ministre de la justice et le ministre des finances sont

4. X^e Série.

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, à l'Élysée-National, le 13 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

*Le Ministre de la justice, chargé, par
interim, des fonctions de Ministre
des finances,*

*Le Garde des sceaux, Ministre de la
justice,*

Signé E. ROUHER.

Signé E. ROUHER.

N° 2436. — *ARRÊTÉ qui accorde au Ministre des Affaires étrangères
des Crédits supplémentaires sur les exercices 1849 et 1850.*

Du 18 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi du 23 mai 1834;

Vu la loi de finances du 15 mai 1850;

Vu l'article 9, paragraphe 4, de cette dernière loi, portant :

« Pendant les prorogations de l'Assemblée législative, des crédits, soit extraordinaires, soit supplémentaires, pourront être ouverts par arrêté du Président de la République, après délibération du Conseil des ministres, et avec le contre-seing du ministre des finances; »

Vu la résolution, en date du 17 juillet dernier, par laquelle l'Assemblée nationale législative suspend la tenue de ses séances publiques, à partir du 11 août jusqu'au 11 novembre de la présente année;

Considérant que les crédits supplémentaires demandés, pour les exercices 1849 et 1850, ont pour objet,

1° De solder des dépenses liquidées ou prévues de l'exercice 1849, dont la clôture touche à son terme;

2° D'assurer, dans une juste limite, la partie des services de l'exercice 1850 dont la dotation est reconnue insuffisante;

Considérant, d'ailleurs, que les deux chapitres auxquels s'appliquent ces crédits supplémentaires sont compris dans la nomenclature des services dénommés par la loi, *services votés*;

De l'avis du Conseil des ministres, et attendu l'urgence,

ARRÊTE ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé au ministre des affaires étrangères des crédits supplémentaires jusqu'à concurrence de la somme de cinq cent soixante et quinze mille francs (575,000^f), applicables aux exercices 1849 et 1850, dans les proportions et aux chapitres ci-après indiqués :

EXERCICE 1849.

Chap. vi. Frais de voyages et de courriers 50,000

EXERCICE 1850.

Chap. v. Frais d'établissement 75,000^f
 — vi. Frais de voyages et de courriers 450,000 } 525,000

TOTAL 575,000

2. Il sera pourvu aux dépenses ordinaires autorisées par le présent arrêté, au moyen des ressources des exercices 1849 et 1850.

3. La régularisation des crédits susmentionnés sera proposée à l'Assemblée législative, dans la forme prescrite par l'article 12 de la loi du 15 mai 1850 ci-dessus visée.

4. Le présent arrêté sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 18 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé ACHILLE FOULD.

Signé Général DE LA HITTE.

N° 2437. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui fixe à quatorze le nombre des avoués près la cour d'appel de Bordeaux. (Du 14 Septembre 1850.)



Certifié conforme :

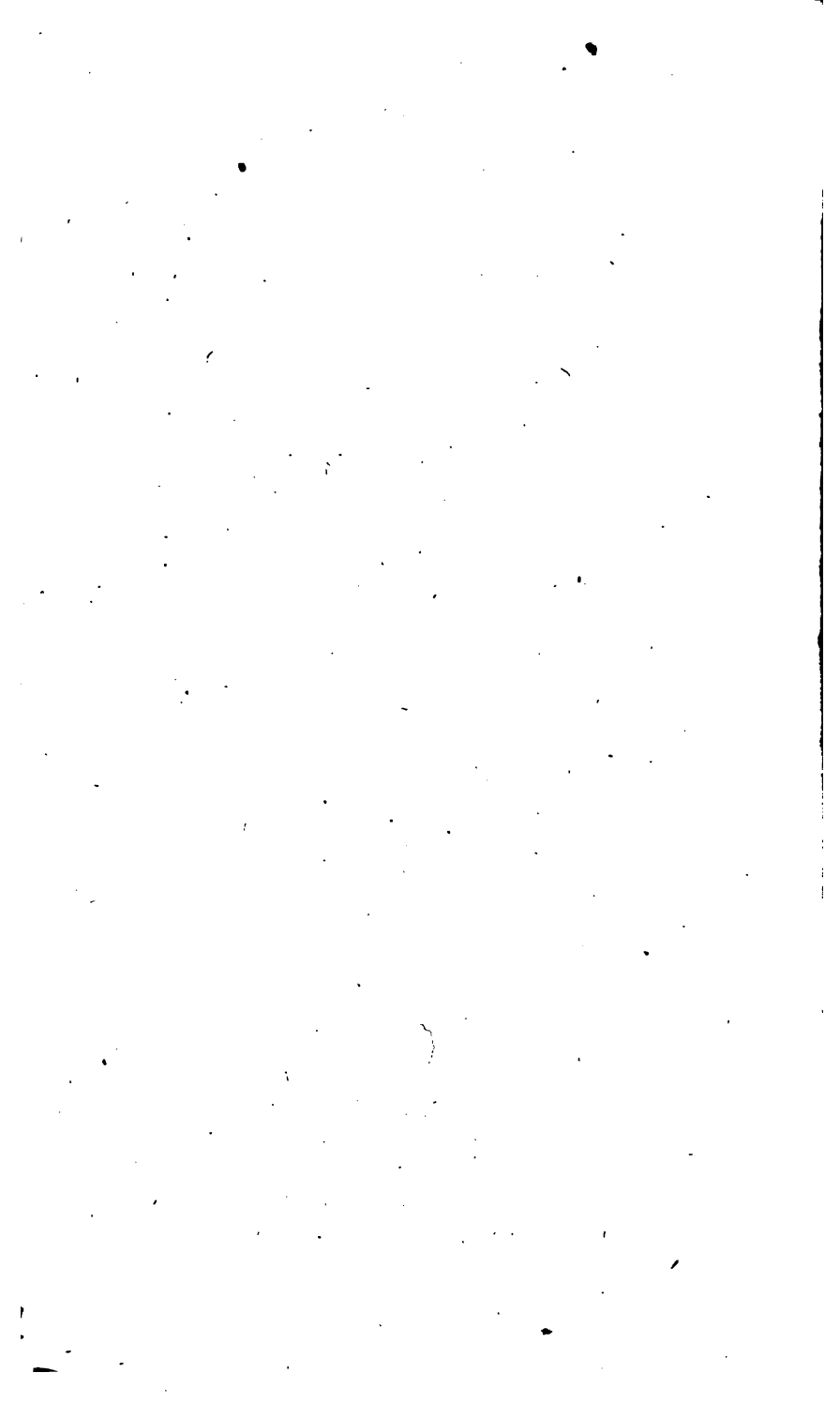
Paris, le 21^e Septembre 1850,

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la cleve de l'Imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.



BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 10.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2438. — *DÉCRET qui autorise la fondation, à Plélo (Côtes-du-Nord); d'un Établissement de Filles du Saint-Esprit.*

Du 10 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;

Vu les délibérations du conseil municipal de la commune de Plélo, en date des 2 mai 1848, 2 février 1849 et 18 mars 1850, tendant à obtenir l'autorisation, 1° d'accepter la donation faite à cette commune par le sieur *Hamon*, à la charge d'entretenir deux religieuses hospitalières et enseignantes de la congrégation des Filles du Saint-Esprit, à Saint-Brieuc, ladite donation consistant dans tous les droits appartenant au donateur sur le convenant Paradis;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des Filles du Saint-Esprit, en date du 27 janvier 1849, contenant demande en autorisation d'intervenir dans l'acceptation de la donation précitée et de fonder à Plélo un établissement de son ordre;

Vu le décret du 13 novembre 1810 (1), qui a approuvé les statuts de cette congrégation, alors établie à Plérin, et lui a donné en même temps une existence légale;

Vu l'ordonnance du 21 mars 1836 (2), qui a autorisé la translation du siège de cette congrégation à Saint-Brieuc;

Vu la délibération du conseil municipal de Plélo, en date du 19 mars 1850, tendant à obtenir l'autorisation d'acquérir des sieurs

(1) IV^e série, Bull. 338, n° 6311.

(2) IX^e série, Bull. 413, n° 6242.

Paul et Eugène Bernard de la Gatinais, moyennant six cents francs, le fonds et la rente convenanciére de vingt-deux francs soixante-sept centimes du covenant Paradis ;

Vu les actes notariés en date des 17 mars 1848 et 12 janvier 1849, constatant la donation du sieur *Hamon* ;

Vu l'acte en la même forme, du 23 février 1850, relatif à la cession ;

Vu le certificat de vie du donateur, en date du 11 février 1849 ;

Vu le procès-verbal d'expertise portant à neuf mille sept cent soixante et dix-sept francs quatre-vingt-dix-huit centimes la valeur des droits qui font l'objet de la libéralité ;

Vu les procès-verbaux des enquêtes *de commodo et incommodo* auxquelles ont donné lieu le projet de formation à Plélo d'un établissement de Filles du Saint-Esprit et l'acquisition de la rente foncière du covenant Paradis ;

Vu les avis de l'évêque de Saint-Brieuc et du préfet des Côtes-du-Nord, en date des 10 février et 27 juin 1849 ;

Vu l'avis du conseil de l'Université, en date du 28 septembre 1849 ;

Vu les avis du ministre de l'intérieur, en date des 18 décembre 1849 et 17 mai 1850 ;

Vu les lois des 2 janvier 1817, 24 mai 1825 et 18 juillet 1837 ;

Vu la loi du 15 mars 1850 sur l'enseignement ;

Vu les ordonnances des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831 ;

Le Conseil d'état (section d'administration) entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La congrégation des Filles du Saint-Esprit, existant à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) en vertu du décret du 13 novembre 1810 et de l'ordonnance du 21 mars 1836, est autorisée à former à Plélo (même département) un établissement de son ordre, à la charge par les membres dudit établissement de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par le décret précité du 13 novembre 1810.

2. La commune de Plélo (Côtes-du-Nord) est autorisée, 1^{re} à accepter la donation qui lui est faite par le sieur *François Hamon*, suivant actes notariés des 17 mars 1848 et 12 janvier 1849, de tous les droits, estimés neuf mille sept cent soixante et dix-sept francs quatre-vingt-dix-huit centimes, qui appartiennent au donateur sur le covenant Paradis, situé dans ladite commune et consistant en bâtiments et terres d'une contenance d'environ soixante ares, à la charge d'entretenir à perpétuité deux sœurs hospitalières et enseignantes de la congrégation des Filles du Saint-Esprit, à Plélo ; 2^e à rembourser, suivant le vote émis dans la délibération du conseil municipal, en date du

20 mars 1850, moyennant une somme de six cents francs, à MM. Paul et Eugène Bernard de la Gatinais, une rente foncière de vingt-deux francs soixante-sept centimes, aux clauses et conditions d'un acte public du 23 février 1850.

3. La supérieure générale de la congrégation des Filles du Saint-Esprit, à Saint-Brieuc, est autorisée à accepter le bénéfice de la disposition insérée dans les actes notariés des 17 mars 1848 et 12 janvier 1849, et par laquelle le sieur François Hamon oblige la commune de Plélo, comme condition de la donation qu'il lui a faite, à entretenir à Plélo deux sœurs de ladite congrégation, chargées d'instruire les enfants et de soigner les malades pauvres de cette commune.

4. Les ministres de l'instruction publique et des cultes, et de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Cherbourg, le 10 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE:

Le Ministre de l'intérieur, chargé, par intérim, du ministère de l'instruction publique et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

N° 2439. — DÉCRET portant que les Courtiers de marchandises, Interprètes et Conducteurs de navires, à Toulon, pourront être autorisés à exercer avec ces fonctions celles d'Agent de change.

Du 16 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce;

Vu l'arrêté consulaire du 9 thermidor an IX (1);

Vu l'article 81 du Code de commerce,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A l'avenir, les courtiers de marchandises, interprètes et conducteurs de navires, institués à Toulon (Var), pourront être autorisés à exercer avec ces fonctions celles d'agent de change.

Les titulaires qui voudront user de cette faculté seront assujettis à un supplément de cautionnement de quinze cents francs.

2. Le ministre de l'agriculture et du commerce est chargé

de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 16 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.
Le Ministre de l'agriculture et du commerce,
Signé DUMAS.

N° 2440. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant,

1° Que la juridiction du commissaire de police de Béziers (Hérault) est étendue à toutes les communes formant les deux cantons de Béziers;

2° Que la juridiction du commissaire de police de Brignoles (Var) est étendue à la commune du Val, même département. (Du 7 Juin 1850.)

N° 2441. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui étend à la commune de Saint-Nicolas la juridiction du commissaire de police de Granville (Manche). (Du 12 Juin 1850.)

N° 2442. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui étend la juridiction du commissaire de police de Cherbourg à la commune d'Equedreville (Manche). (Du 22 Juin 1850.)



Certifié conforme:

Paris, le 24^e Septembre 1850, .

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. ROUHER,

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 311.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2443. — *TABEAU du prix moyen de l'hectolitre de Froment pour servir de régulateur aux Droits d'importation et d'exportation des Grains et Farines, conformément aux Lois des 15 Avril 1832 et 26 Avril 1833, arrêté le 30 Septembre 1850.*

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment (1).			PRIX moyen régulateur de la section.
1 ^{re} CLASSE.						
Unique.	Pyrénées-Or...					15 ^f 94 ^m
	Aude.....	Toulouse.....	13 ^f 90 ^m	14 ^f 37 ^m	14 ^f 29 ^m	
	Hérault.....	Gray.....	13 50	14 17	14 15	
	Gard.....	Lyon.....	15 17	15 70	15 71	
	Bouches-du-Rh.	Marseille.....	19 77	20 28	20 31	
	Var.....					
	Corse.....					
2 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Gironde.....					14 76
	Landes.....	Marans.....	15 00	14 95	14 58	
	B ^{es} -Pyrénées..	Bordeaux.....	15 42	15 38	14 95	
	H ^{es} -Pyrénées..	Toulouse.....	13 90	14 37	14 29	
	Ariège.....					
	Haute-Garonne.					
2 ^e	Jura.....					15 45
	Doubs.....	Gray.....	13 50	14 17	14 15	
	Ain.....	Saint-Laurent..	15 01	16 42	17 78	
	Isère.....	Le Grand-Lemps...	16 00	16 01	16 01	
	Hautes-Alpes..					
	Basses-Alpes..					

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. [Article 8 de la loi du 16 juillet 1849.]

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1849.)

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment.			PRIX moyen régulateur de la section.
3° CLASSE.						
1 ^{re}	Haut-Rhin....	Mulhouse.....	15 ^f 83 ^e	18 ^f 12 ^e	15 ^f 88 ^e	16 ^f 43 ^e
	Bas-Rhin.....	Strasbourg ...	16 12	16 78	15 84	
2 ^e	Nord.....	Bergues.....	19 09	17 72	17 44	15 96
	Pas-de-Calais..	Arras.....	16 19	16 28	16 58	
	Somme.....	Roye.....	15 65	14 21	13 94	
	Seine-Infér....	Soissons.....	15 53	14 26	14 69	
	Eure.....	Paris.....	17 74	16 51	Pas de vente.	
	Calvados.....	Rouen.....	15 76	15 17	14 49	
3 ^e	Loire-Infér....	Saumur.....	14 00	14 00	13 50	14 68
	Vendée.....	Nantes.....	15 79	15 06	15 23	
	Charente-Infér.	Marans.....	15 00	14 95	14 58	
4° CLASSE.						
1 ^{re}	Moselle.....	Metz.....	13 24	13 10	12 58	14 05
	Meuse.....	Verdun.....	12 96	13 41	12 98	
	Ardennes.....	Charleville....	15 30	15 30	15 30	
	Aisne.....	Soissons.....	15 53	14 26	14 69	
2 ^e	Manche.....	Saint-Lô.....	15 46	15 73	15 86	14 23
	Ille-et-Vilaine.	Paimpol.....	13 80	13 81	13 72	
	Côtes-du-Nord.	Quimper.....	14 17	14 11	14 19	
	Finistère.....	Hennebon....	12 31	12 31	11 89	
	Morbihan.....	Nantes.....	15 79	15 06	15 23	

Arrêté par nous, Ministre Secrétaire d'état au département de l'Agriculture et du Commerce.

A Paris, le 30 Septembre 1850.

Signé DUMAS.

N° 2444. — **DÉCRET** qui modifie la composition du Conseil de Prud'hommes de Troyes.

Du 16 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce;

Vu la loi du 18 mars 1806, le décret du 7 mai 1808 (1), celui du 11 juin 1809, modifié le 20 février 1810 (2), l'ordonnance du 17 avril 1820 (3), et le décret du 27 mai 1848 (4);

Vu l'avis de la chambre de commerce de Troyes, et celui du conseil de prud'hommes de la même ville;

Vu les propositions du préfet de l'Aube;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le conseil de prud'hommes de Troyes sera désormais composé ainsi qu'il suit :

CATÉGORIES.	INDUSTRIES.	PATRONS.	OUVRIERS.
1 ^{re}	Filateurs de coton, de laine, de fil, de soie, fabricants de cardes, retordeurs.....	1	1
2 ^e	Fabricants de bonneterie, en coton, en laine, en fil de soie et en bourre de soie, fabricants de tricots au métier circulaire, blanchisseurs et apprêteurs de toile et de bonneterie, teinturiers.....	2	2
3 ^e	Fabricants de tissus de coton, de fil, de laine et de soie, passementiers, calandriers, cylindriers, gratteurs....	1	1
4 ^e	Charpentiers, scieurs de long, menuisiers, ébénistes, maçons, plâtriers, tailleurs de pierre, marbriers, fabricants de briques, tuiles et poteries, peintres, vitriers, serruriers.....	1	1
5 ^e	Imprimeurs typographes et lithographes, fabricants de papiers, de cartons, de registres, brocheurs, relieurs...	1	1
6 ^e	Tailleurs, cordonniers, bottiers, tanneurs, corroyeurs, chamoiseurs, hongroyeurs, bourrelliers, selliers, charbons, carrossiers.....	1	1
7 ^e	Armuriers, couteliers, taillandiers, maréchaux-ferrants, mécaniciens, fondeurs, fabricants de pompes, chaudronniers, ferblantiers, poêliers, fumistes, tourneurs sur bois et sur métaux, sabotiers, fabricants de chandelles et de bougies, confiseurs, horlogers, boulangers, fabricants de produits chimiques, distillateurs, fabricants de parapluies, fabricants de brosses et de peignes, cordiers, tonneliers.....	1	1

2. La composition déterminée à l'article 1^{er} ne sera appliquée qu'au fur et à mesure des renouvellements qui doivent

(1) 1^{re} série, Bull. 192, n° 3362.

(2) 1^{re} série, Bull. 272, n° 5254.

(3) VII^e série, Bull. 365, n° 8669.

(4) X^e série, Bull. 39, n° 436.

avoir lieu par tiers chaque année, mais en procédant par ordre de catégories.

3. Le ministre de l'agriculture et du commerce et le ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au Moniteur.

Fait à l'Élysée-National, le 16 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé DUMAS.

N° 2445. — *DÉCRET qui modifie la composition du Conseil de Prud'hommes de Flers (Orne).*

Du 16 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce;

Vu la loi du 18 mars 1806, le décret du 11 juin 1809, modifié le 20 février 1810 (1), celui du 3 août de la même année (2), l'ordonnance du 22 juillet 1847 (3), et le décret du 27 mai 1848 (4);

Vu la délibération du conseil de prud'hommes de Flers, en date du 7 avril 1850; celle de la chambre consultative de la même ville, en date du 29 du même mois, ainsi que les propositions du préfet de l'Orne;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le conseil de prud'hommes de Flers sera désormais composé ainsi qu'il suit :

CATÉGORIES.	INDUSTRIE.	PATRONS.	OUVRIERS.
1 ^{re}	Fabricants de tissus.....	4	4
2 ^e	Filateurs.....	2	2
3 ^e	Teinturiers et blanchisseurs.....	2	2
		16	

2. Le ministre de l'agriculture et du commerce et le ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne,

(1) IV^e série, Bull. 272, n° 5254.

(2) IV^e série, Bull. 307, n° 5843.

(3) IX^e série, Bull. 1410, n° 13,716.

(4) X^e série, Bull. 39, n° 436.

de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au Moniteur.

Fait au palais de l'Élysée, le 16 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé DUMAS.

N° 2446. — *Décret qui dissout le Conseil de Prud'hommes établi à Marseille.*

Du 16 Septembre 1850.

• LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce;

Vu le décret du 5 septembre 1810 (1), qui a établi un conseil de prud'hommes à Marseille, et l'arrêté, en date du 10 juillet 1848 (2), qui a modifié la composition de ce conseil;

Vu l'article 2 du décret du 27 mai 1848 (3), qui dispose que les conseils de prud'hommes seront composés en nombre égal de patrons et d'ouvriers, ainsi que l'article 23, qui exige la présence de quatre patrons et de quatre ouvriers pour statuer en bureau général;

Vu l'article 26 du décret du 11 juin 1809 (4), qui règle le mode de nomination et de révocation des secrétaires des conseils de prud'hommes;

Vu le rapport du préfet des Bouches-du-Rhône;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le conseil de prud'hommes établi à Marseille est dissous.

2. Le ministre de l'agriculture et du commerce et le ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, et inséré au Moniteur.

Fait au palais de l'Élysée, le 16 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé DUMAS.

(1) IV^e série, Bull. 316, n° 5962.

(2) X^e série, Bull. 54, n° 598.

(3) X^e série, Bull. 39, n° 436.

(4) IV^e série, Bull. 240, n° 4450.

N° 2447. — *DÉCRET sur l'organisation du Dépôt de la Guerre.*

Du 19 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance du 16 juillet 1845 (1), portant organisation de la direction du dépôt général de la guerre;

Vu l'arrêté du Président du Conseil chargé du Pouvoir exécutif en date du 5 juillet 1848 (2);

Vu le décret du 13 juin 1850 (3);

Sur la proposition du ministre de la guerre,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le dépôt de la guerre continuera de faire partie intégrante de l'administration centrale, et sera soumis aux dispositions réglementaires et de service intérieur qui régissent cette administration.

Il sera annexé au service des états-majors, des opérations militaires et du mouvement, qui prendra le titre de *Service des états-majors, des opérations militaires, du mouvement et du dépôt de la guerre.*

2. Le dépôt de la guerre est organisé en deux sections, dont les attributions demeurent réglées ainsi qu'il suit :

PREMIÈRE SECTION.

Première subdivision. — Géodésie, topographie, dessin et gravure.

Deuxième subdivision. — Administration, comptabilité et cartes du fond du dépôt.

DEUXIÈME SECTION.

Première subdivision. — Travaux historiques, statistique militaire.

Deuxième subdivision. — Bibliothèque, archives historiques, cartes et plans.

3. La hiérarchie et les traitements annuels des commis, dessinateurs et graveurs du dépôt sont fixés de la manière suivante :

(1) 1^{re} série, Bull. 1224, n° 12, 121.

(2) 1^{re} série, Bull. 60, n° 623.

(3) 1^{re} série, Bull. 277, n° 2235.

		TRAITEMENTS.
Commis, dessinateur et graveur, principal.....	{ de 1 ^{re} classe..	3,600 ^f
	{ de 2 ^e classe..	3,300
	{ de 3 ^e classe..	3,000
Commis, dessinateur et graveur.....	{ de 1 ^{re} classe..	2,700
	{ de 2 ^e classe..	2,400
	{ de 3 ^e classe..	2,100
	{ de 4 ^e classe..	1,800
	{ de 5 ^e classe..	1,600
Élèves. (Le nombre ne devra pas excéder deux.).....		{ Une indemnité annuelle de six cents francs pourra leur être allouée.

4. Les chefs de section sont choisis parmi les colonels ou lieutenants-colonels du corps d'état-major en activité de service, et dirigent spécialement la première subdivision de la section; un officier supérieur d'état-major en retraite peut être placé, sous leurs ordres, à la tête de la deuxième subdivision.

5. Les chefs de section et les officiers du corps d'état-major appelés à prendre part aux travaux intérieurs du dépôt reçoivent, sur les fonds de la solde, le traitement d'activité attribué à leur grade.

Le traitement des officiers en retraite placés à la tête des subdivisions est réglé par une décision spéciale du ministre.

6. Les chefs, commis, dessinateurs et graveurs recevront de nouvelles commissions indiquant leur grade et leur classe, ainsi que le traitement qui y est affecté conformément au tarif fixé par l'article 3.

7. Toutes dispositions antérieures, contraires à celles ci-dessus, sont et demeurent abrogées.

8. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de l'Élysée, le 19 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de la guerre,

Signé D'HAUTPOUL.

N° 2448. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant,

1° Que M. *François Gustave*, né le 25 août 1821 à la Pointe-à-Pitre (île de la Guadeloupe), est autorisé à prendre et porter, à l'avenir, le nom patronymique de *Lafontaine* ;

Que l'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'état. (Du 22 Octobre 1849.)



Certifié conforme :

Paris, le 1^{er} Octobre 1850,

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 312.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Egalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2449. — *DÉCRET qui approuve les Statuts de la Communauté des Religieuses franciscaines de Notre-Dame-des-Anges, établie à Tourcoing (Nord).*

Du 2 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;
La section d'administration du Conseil d'état entendue,

DÉCRÈTE ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les statuts de la communauté des religieuses franciscaines de Notre-Dame-des-Anges, établie à Tourcoing (Nord), avant le 1^{er} janvier 1825, et ayant pour fin l'instruction et l'éducation des jeunes demoiselles, l'instruction des jeunes filles pauvres et le soin des enfants dans les salles d'asile, sont approuvés. Ces statuts, dûment vérifiés et tels qu'ils sont annexés au présent décret, seront enregistrés et transcrits au Conseil d'état; mention de ladite transcription sera faite par le secrétaire général du Conseil sur la pièce enregistrée.

2. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 2 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2450. — *DÉCRET portant autorisation de la Communauté des Religieuses franciscaines de Notre-Dame-des-Anges, établis à Tourcoing (Nord).*

Du 2 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;
La section d'administration du Conseil d'état entendue,

Décrète ce qui suit :

ART. 1^{er}. La communauté des religieuses franciscaines de Notre-Dame-des-Anges, établie à Tourcoing (Nord), est autorisée, à la charge de se conformer exactement aux statuts approuvés pour elle, par décret de ce jour.

2. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 2 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2451. — *DÉCRET qui fait cesser l'Intérim du Ministère des Finances.*

Du 15 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des finances,

Décrète :

ART. 1^{er}. L'intérim du ministère des finances, confié, par décret du 19 août (1), à M. Rouher, ministre de la justice, cessera à partir d'aujourd'hui, et M. Fould reprendra l'exercice de ses fonctions.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 15 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Par le Président de la République : Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

(1) Bull. 306, N° 2411.

N° 2452. — *DÉCRET portant prorogation du Tarif des Droits de navigation perçus sur les Canaux de Berry et latéral à la Loire, de Digoin à Briare.*

Du 25 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi du 14 août 1822, relative à la construction et à l'achèvement de plusieurs canaux;

Vu le cahier des charges annexé à ladite loi;

Vu notre décret du 26 juin dernier (1), qui a maintenu jusqu'au 1^{er} octobre prochain le tarif actuel des droits de navigation sur les canaux de Berry et latéral à la Loire, de Digoin à Briare;

Vu la lettre de la Compagnie des Quatre-Canaux, en date du 24 septembre courant, portant consentement au maintien provisoire dudit tarif;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le tarif des droits de navigation qui sont actuellement perçus sur les canaux de Berry et latéral à la Loire, de Digoin à Briare, est prorogé jusqu'au 1^{er} janvier 1851.

2. Le même tarif continuera à être appliqué aux canaux de jonction ouverts à Decise et à Fourchambault, entre la Loire et le canal latéral.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 25 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE,

Par le Président de la République : le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD,

N° 2453. — *DÉCRET qui fait cesser l'Intérim du Ministère des Travaux publics.*

Du 27 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'intérim du ministère des travaux publics, cessé,

(1) Bull. 278, n° 2240.

par décret du 8 septembre (1), à M. Rouher, ministre de la justice, cessera à partir d'aujourd'hui, et M. Bineau reprendra l'exercice de ses fonctions.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 27 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé BINEAU.

N° 2454. — DÉCRET qui réunit la Communauté des religieuses Ursulines de Bressuire (Deux-Sèvres) à la Congrégation des Sœurs de la Sagesse de Saint-Laurent-sur-Sèvre (Vendée), et autorise la fondation, à Bressuire, d'un Établissement de Sœurs de la Sagesse.

Du 28 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes:

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Sagesse à Saint-Laurent-sur-Sèvre, en date du 11 janvier 1848, et la délibération capitulaire de la communauté des Ursulines, à Bressuire, en date du 13 du même mois, tendant à obtenir l'approbation de la réunion de cette communauté à l'institut des sœurs de la Sagesse;

Vu le traité passé, le 5 mai 1849, entre la ville de Bressuire et la congrégation des sœurs de la Sagesse, ayant pour but l'établissement d'une salle d'aïe dirigée par des religieuses de cet ordre;

Vu la délibération en date du 9 juin 1849, par laquelle le conseil d'administration de cette congrégation demande à fonder à Bressuire un établissement de son ordre;

Vu l'ordonnance du 23 juillet 1826 (2) qui a donné une existence légale à la communauté des Ursulines, à Bressuire;

Vu les statuts de la congrégation des sœurs de la Sagesse;

Vu le décret du 27 février 1811 (3) qui a approuvé ces statuts et autorisé cette congrégation à Saint-Laurent-sur-Sèvre;

Vu la déclaration en date du 19 juin 1849, par laquelle les religieuses de la Sagesse destinées à former le nouvel établissement de Bressuire s'engagent à se conformer exactement aux statuts approuvés pour la congrégation;

Vu les délibérations du conseil municipal de Bressuire, en date du 5 mai et 10 août 1849;

(1) x^e série, Bull. 308, n° 2433.

(2) viii^e série, Bull. 106, n° 3560.

(3) iv^e série, Bull. 356, n° 6578.

Vu le procès-verbal de l'enquête qui a eu lieu à Bressuire, le 22 août 1849, sur les avantages et les inconvénients de la fondation dudit établissement ;

Vu le budget de la commune de Bressuire et l'état de l'actif et du passif de la congrégation des sœurs de la Sagesse ;

Vu les avis des évêques de Luçon et de Poitiers et des préfets de la Vendée et des Deux-Sèvres, en date des 14 juillet, 15 septembre, 7 et 9 novembre 1849 ;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, en date du 13 juin 1850 ;

Vu l'avis du conseil de l'Université, en date du 15 mars 1850 ;

Vu les lois des 2 janvier 1817 et 24 mai 1825 ;

Vu les ordonnances des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831 ;

Le Conseil d'état (section d'administration) entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La communauté des religieuses Ursulines établie à Bressuire (Deux-Sèvres), en vertu de l'ordonnance du 23 juillet 1826, est réunie à la congrégation des sœurs de la Sagesse, existant à Saint-Laurent-sur-Sèvre (Vendée), et reconnue par décret du 27 février 1811.

En conséquence, les biens ayant appartenu à cette communauté feront partie de l'actif de la congrégation des sœurs de la Sagesse.

2. La congrégation des sœurs de la Sagesse, à Saint-Laurent-sur-Sèvre, est autorisée à fonder, à Bressuire, un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés par le décret précité du 27 février 1811, pour la maison mère.

3. Est approuvé le traité passé, le 5 mai 1849, entre la congrégation des sœurs de la Sagesse, à Saint-Laurent-sur-Sèvre (Vendée) et la ville de Bressuire (Deux-Sèvres), et ayant pour objet de régler les conditions de l'établissement d'une salle d'asile dans un local fourni par la congrégation et sous la direction de religieuses de cet ordre.

Ledit traité restera annexé au présent décret.

4. Les ministres de l'instruction publique et des cultes, et de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 28 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2455. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant,

1° Que M. *Larrieu* (*Jean-Jacques-Jules*), né le 13 juin 1829 à Montauban (Tarn-et-Garonne), négociant, demeurant à Toulouse (Haute-Garonne), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Estellé*, et à s'appeler, à l'avenir, *Larrieu-Estellé*;

2° Que M. *Larrieu* ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an xi, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'état. (Du 15 Juin 1850.)

N° 2456. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera ouvert, entre les villes de Béthune (Pas-de-Calais) et d'Armentières (Nord), une route qui, partant de la route nationale n° 43 à Béthune, aboutira à la route nationale n° 41 à Armentières, en passant par les communes d'Essars, Beuvry, Lacouture, Richebourg-l'Avoué, Neuve-Chapelle, Laventie, Fleurbaix et la chaussée pavée de la rue Marle;

2° Que cette route prendra la dénomination de route départementale de Béthune à Armentières, et portera le n° 21 dans le Pas-de-Calais, et le n° 18 dans le Nord;

3° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'établissement ou à la rectification de cette voie de communication, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Du 9 Août 1850.)

N° 2457. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, chargé par intérim des fonctions de ministre de la justice) portant,

1° Que M. *Warnier de Wailly* (*Philippe-Frédéric-Rémi*), né le 11 juillet 1823 à Sailly-le-Sec, arrondissement d'Abbeville (Somme), propriétaire, demeurant à Verchin, arrondissement de Montreuil (Pas-de-Calais), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de Wandonne*, et à s'appeler, à l'avenir, *Warnier de Wailly de Wandonne*;

2° Que M. *Warnier de Wailly* ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an xi, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'état. (Du 12 Août 1850.)

N° 2458. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la construction de la route départementale n° 11, de Perros à Lorient, entre Plouaret (Côtes-du-Nord) et la route départementale n° 9, suivant le tracé rouge prolongé par le tracé vert du plan présenté par les ingénieurs, à la date du 22 mai 1849;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Du 23 Août 1850.)

N° 2459. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant,

1° Que le chemin vicinal de grande communication n° 60, dans la partie comprise entre Auxi-le-Château et la route départementale de la Somme n° 12, est et demeure classé au nombre des routes départementales du Pas-de-Calais, sous le n° 22 et avec la dénomination de route de Doullens à Auxi-le-Château;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'amélioration ou à la rectification de cette voie de communication, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Du 23 Août 1850.)

N° 2460. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant :

ART. 1°. Sont et demeurent classés au nombre des routes départementales de l'Oise, savoir :

1° Sous le n° 29 et avec la dénomination de route de Méru à Gournay, le chemin vicinal de grande communication n° 6, de Méru à Gournay, ainsi que les parties des chemins n° 3 et 5 qu'il emprunte actuellement;

2° Sous le n° 30 et avec la dénomination de route de Compiègne à Laon, par Blérancourt, le chemin vicinal de grande communication n° 25, de Compiègne à Cutz.

2. L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'amélioration ou à la rectification de ces voies de communication, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Du 28 Août 1850.)



Certifié conforme :

Paris, le 5^e Octobre 1850.

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la
Justice,*

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice,

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 313.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2461. — *DÉCRET qui proclame des Brevets d'invention.*

Du 13 Juillet 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce ;

Vu l'article 14 de la loi du 5 juillet 1844,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont proclamés :

1° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Arondel (Pierre-François), à Paris, rue Saint-Méry, n° 4, pour un genre de lit portatif et de campement.

2° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Aurigon (Joseph-Marie), à Marseille, rue des Petits-Pères, n° 81, pour un moulin à huile d'olives portatif.

3° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bailly (Claude-René), à Paris, rue de la Muette, n° 5, faubourg Saint-Autoine, pour des perfectionnements ajoutés à la fabrication des couronnements ou devantures d'horloges Comtoises et d'Allemagne.

4° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Barrat (Philippe-Auguste) et Bodmer (Frédéric), à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 51, pour une machine à imprimer.

5° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Bandon-Porchez, à Lille, rue Esquermoise, n° 67, pour une cuisinière économique.

6° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée

X^e Série.

41

le 23 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berger-Walter (Pierre), représenté par le sieur Reynaud, à Paris, rue Bleue, n° 16, pour des procédés appliqués à la fabrication des verres d'optique.

7° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Binder frères, à Paris, rue d'Anjou-Saint-Honoré, n° 72, pour un système mécanique destiné à raccourcir les trains des voitures.

8° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Burq (Jean-Antoine-Victor), à Paris, faubourg Saint-Jacques, hôpital Cochin, pour un système d'armure propre à prévenir ou faire cesser les accidents nouveaux.

9° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Choisie-Lecocq (Charles-Louis), à Gentilly, rue Frileuse, n° 42, pour un système de bouchage de bouteilles.

10° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Courtet (Hippolyte-Simon-César) et Verdier (Arthur), à Belleville, rue de Paris, n° 52, pour un marchepied mécanique de voiture.

11° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur d'Aubréville (Léopold), chez le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17, pour des machines et appareils propres à la division et à la réduction, applicables à toute espèce de mesures.

12° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Daulé (Marie-Jeanne), à Paris, rue de la Monnaie, n° 14, pour un genre de ceinture hygiénique hypogastrique capsule modérateur.

13° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par la dame Decaen (Émile), à Grigny, pour une presse à sécher la terre céramique sans l'action du calorique.

14° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Delbosc (Antoine), à Toulouse, allée Lafayette, n° 51, pour un système de pompe à cylindre à double effet, dite pompe Delbosc.

15° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Demoret-Durozoy, à Ampuis, pour un va-et-vient pour le croisement des fils dans la filature des soies en cocons.

16° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deydier (Victor-Martin), à Vaugirard, rue de l'École, n° 90, pour un système d'étiquettes mobiles en métal.

17° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône,

par la dame Drivon, née Clotilde Sassy, à Lyon, quai d'Orléans, n° 29, pour un tissu dit *sylphide perfectionné*.

18° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Lot, par le sieur Duburguet (François-Justin), au lycée de Cahors, pour un moteur hydro-pneumatique, applicable au mouvement de toutes sortes de machines, mais plus spécialement à l'ascension des eaux.

19° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Dufour fils (César), à Lille, rue de Paris, n° 40, pour la fabrication de brosses mécaniques.

20° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dugdale (Antoine), à Paris, rue de Routhieu, n° 54, pour un genre de chaudière tubulaire à vapeur.

21° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dureuille (Jean-Baptiste), à Batignolles, boulevard extérieur, n° 4, pour une forme de pointes et clous.

22° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 19 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dunn (Arthur), représenté par le sieur Traffaut, à Paris, rue de Grammont, n° 17, pour des perfectionnements dans la manière de déterminer et d'indiquer la température et la pression des liquides dans les chaudières à vapeur et autres vases clos; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 12 octobre 1862.

23° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire par le sieur Houyau (Victor), à Angers, pour une modification apportée au manège isolé.

24° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kons (Jean), à Paris, rue Saint-Maur-Popincourt, n° 94, pour un genre de tissu métallique, mélangé avec du fil et du coton, et propre à remplacer le feutre et le cuir dans toutes leurs applications.

25° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lannay (Édouard-Isaac), à Paris, faubourg Saint-Antoine, n° 48, pour un genre de fabrication de cadres.

26° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 23 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Legras (Alexandre), à Paris, rue Joubert, n° 3, pour un procédé mécanique propre à faire des glaces.

27° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lierman (Louis-Auguste-Félix), à Paris, rue Saint-Antoine, n° 35, pour un genre de cafetière à filtre mobile.

28° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-

du-Rhône, par le sieur Michel (Benjamin), à Aix, rue de l'Ange, n° 15, pour un métier à tissage continu.

29° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rabeau (Edmond-Gustave), à Paris, rue du Chemin-de-Pantin, n° 17, pour l'application des clous de zinc à l'attache des ardoises pour toitures et autres usages industriels.

30° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rosier (Philippe), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 113, pour l'application du fer et du bois à la construction des planches.

31° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thomas (Charles-Xavier), à Paris, rue du Helder, n° 13, pour une machine à calculer dite *arithmomètre*.

32° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 24 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Van-Hecke (Englebert-Théophile), élisant domicile à Paris, rue Richelieu, n° 12, hôtel des Hautes-Alpes, pour un système de ventilation et d'aérage; invention pour laquelle il a obtenu en Belgique un brevet de quinze ans, expirant en août 1862.

33° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 25 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Vigoureux (Stanislas), à Reims, rue de Courtrai, n° 20, pour un métier encollleur-moulineur-sécheur.

34° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Violette (Jules-Henri-Michel), à Esquerdes, pour l'extraction et l'épuration des huiles volatiles, essences, etc. par l'emploi de la vapeur d'eau.

35° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, par les sieurs Andrieux-Vallée père et fils, à Morlaix, pour un procédé produisant, d'une manière continue, sur la machine à papiers elle-même, des papiers rayés, tricolores et multicolores.

36° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 28 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Asaert (Joseph-Eugène), représenté par le sieur Truffaut, à Paris, rue de Grammont, n° 17, pour des perfectionnements dans les procédés propres à obtenir la puissance motrice; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 19 octobre 1862.

37° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Banc (François), à Paris, rue de la Ferme-des-Mathurins, n° 3, pour un genre de décor en relief sur glace.

38° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Boisselot et fils, à Marseille, rue Notre-Dame-de-Mont, n° 12, pour un piano dit *piano planicorde*.

39° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

1^{er} mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par les sieurs Bordes frères (Pierre et Eugène) à Rouen, rue Moiteuse, n° 7, pour une application nouvelle à la gravure sur métaux.

40° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Chenat (Gabriel), à Lyon, rue Blancherie, n° 10, pour un genre de garnitures pour parapluies et ombrelles.

41° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par le sieur Chesnon (Charles-Georges), à Évreux, pour un appareil réfrigérant pour obtenir de la glace.

42° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Coipel (Julien-François), à Rouen, rue d'Ernemont, n° 36, pour un système de serrures.

43° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Corderant (Adolphe), à Paris, rue Sainte-Avoie, n° 12, pour un ventilateur mobile ascendant et descendant applicable à toute sorte de fenêtres.

44° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coulon (Antoine), à Paris, rue de Ménilmontant, n° 10, pour un système de construction d'escalier.

45° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Croutte (Augustin) à Saint-Nicolas-d'Aliermont, pour une pendule-borne.

46° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par la dame veuve Dupille, née Flavie-Constance Debray, à Amiens, rue Saint-Dominique, n° 3, pour un genre de sangues ventouses économiques ayant leur force aspirante dans un ressort en spirale, et, au besoin, dans un ressort plat.

47° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par les sieurs Farge (Claude), Guigne (Antoine-Frédéric) et Durioux (Émile), élisant domicile chez le premier, à Ciry, pour la composition des briques et creusets réfractaires dits *argilo-spatiques*.

48° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Nièvre, par le sieur Farthouat (Bernard), à Fourchambault, pour un appareil propre à recueillir les fumées s'échappant des cheminées de forges, et, en général, les fumées provenant de tout chauffage au charbon.

49° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Nièvre, par le sieur Farthouat (Bernard), à Fourchambault, pour un outillage propre à la fabrication des roues de wagons et de locomotives.

50° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Havard-Loyer, chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour une garde-robe destinée aux lieux publics, aux hôpitaux, casernes, etc.

81° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hess (Augustin), chez le sieur Fontaine, à Paris, rue du Petit-Carreau, pour un genre de frein dit *frein Hess*, propre à arrêter instantanément les convois sur les chemins de fer.

82° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Lecointe (Jules), à Saint-Quentin, pour un système de balance sans parallélogramme.

83° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Lecointe (Jules), à Saint-Quentin, pour un système de construction et de distribution de vapeur, applicable aux machines à enveloppes à un ou plusieurs cylindres.

84° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Legué (Paul-Henri-Louis), à Nantes, rue Santeuil, n° 11, pour une application de drap sur les chapeaux.

85° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Letestu (Jean-Marie), à Paris, rue du Temple, n° 40, pour des perfectionnements aux machines estiques.

86° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Level (Jacques), à Haguenau, pour des systèmes d'appareils ayant pour objet, l'un de prévenir les fraudes dans la vente en détail des liquides, et principalement des huiles, et l'autre de démontrer les propriétés du premier, et pouvant en même temps servir à l'enseignement des mesures légales dans les écoles primaires.

87° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 28 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lina (Samuel-Cuniff), représenté par le sieur Truffaut, à Paris, rue de Grammont, n° 17, pour des perfectionnements dans les machines propres à seracer et à peigner la laine et autres matières filamenteuses; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 19 octobre 1862.

88° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Montaigne-Lienard, à Ronchin, pour une machine à fabriquer l'huile.

89° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Morel (Adolphe-Louis), à Batignolles, boulevard Montceau, n° 86, pour un instrument qui se fixe au pupitre des pianos, et propre à faire tourner les feuilles de cahiers de musique.

90° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 20 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges.

par le sieur Piazala (Joanny), à Épinal, pour un appareil de cheminée calorifère.

61° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département d'Ille-et-Vilaine, par le sieur Popino-Rabier (François), à Rennes, Mars-du-Champ-Dolent, pour un soufflet simple à vent continu.

62° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Porquet (Charles), à Pierry, près Épernay, pour un pressoir à pression continue, avec séparation simultanée des produits aux différents degrés de pression de la matière.

63° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Roswag (Augustin) et fils, à Paris, rue Saint-Denis, n° 321, pour un genre de toile métallique double.

64° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de l'Yonne, par le sieur Santumier (Bernard), à Seignelay, pour un pressoir mécanique dit *Seignelois*.

65° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Smith (Charlotte), représentée par le sieur Taperin, à Paris, rue de Cléry, n° 9, pour un genre de chaussure dit *soccopède élastique*; invention pour laquelle elle a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 17 avril 1863.

66° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Smith (Charlotte), représentée par le sieur Taperin, à Paris, rue de Cléry, n° 9, pour un genre de corset fermant par un nouveau busc; invention pour laquelle elle a obtenu, en Angleterre, une patente de quatorze ans, expirant le 17 avril 1863.

67° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 26 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Smith (W^m) et Skinner (Georges), représentés par le sieur Hathey, à Paris, Palais-National, galerie Valois, n° 45, pour des procédés de fabrication de saxe et de porcelaine; invention pour laquelle ils ont obtenu en Belgique un brevet de dix ans, expirant le 9 décembre 1858.

68° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Videbout (François-Bernard), à Paris, rue de la Harpe, n° 19, pour un genre de fourneau économique irréversible.

69° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 3 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bachhöfner (Georges-Henri), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un système de télégraphie électrique; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 4 novembre 1862.

70° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barth (Pierre-Frédéric), à Paris, rue Moreau, n° 50, pour

divers moyens appliqués à la fabrication des culots de boudons de toutes formes et de toutes dimensions.

71° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beaumesnil (Pierre-Victor), à la Chapelle-Saint-Denis, rue des Couronnes, n° 7, pour un système de frein à traineau et de sauvetage, propre à arrêter les convois sur les chemins de fer.

72° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Belhommet frères, à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, n° 31, hôtel du Levant, pour un appareil perfectionné destiné au chauffage des plaques creuses dans les presses hydrauliques horizontales employées à la fabrication de l'acide stéarique.

73° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beltzung (François-Joseph), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 54, pour la fabrication de nouveaux bouchons avec de nouvelles matières.

74° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bonne (Jean-Henri) et Decroix (Georges-Stanislas), à Paris, rue Oblin, n° 1, pour un système de télégraphie aérien.

75° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bonne (Jean-Henri), Decroix (Georges-Stanislas) et Meilhae (Claude), à Paris, rue Censier, n° 34, pour un ciment dit *ciment hydrofuge*.

76° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Breuillé (Paul-François) et la dame Félicie-Zoé Colin, son épouse, à Paris, boulevard du Temple, n° 16, pour un système d'appareils propres à cuire le plâtre, la chaux, la brique, etc.

77° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bruet (Louis), à Paris, rue Lepelletier, n° 7, pour divers perfectionnements dans le mécanisme des montres.

78° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cartier (Jean-Louis-Thomas), élisant domicile chez le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17, pour un genre de moulin à blé.

79° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charrière (Joseph-Frédéric-Benoît), à Paris, rue de l'École-de-Médecine, n° 6, pour un genre de pompe.

80° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gagnet (Jean-Baptiste), aux Thernes, Grande-Rue, n° 8, pour un genre de chaussures.

81° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gazeud (Florentin), chez le sieur Guillot, à Paris, rue de la

Roquette, n° 41, pour une machine propre à faire le placage cylindriquement et sur surfaces planes.

82° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Handcock (Elias-Robinson)**, représenté par le sieur **Armengaud jeune**, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour divers perfectionnements dans le mécanisme destiné à activer et faciliter l'impulsion des navires sur l'eau, et leur application aux machines locomotives des chemins de fer et autres propulseurs analogues; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 12 octobre 1862.

83° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur **Ignard (Philippe)**, chez le sieur **Fremont**, à Nantes, rue de l'Échelle-Saint-Nicolas, pour une roue essieu dite *roue-essieu Ignard*.

84° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Laoi (Pierre-Marie)**, à Paris, rue Olivier-Saint-Georges, n° 14, pour un genre de fourneau dit *fourneau-coquille*.

85° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Ledoux (Paul-Charles-Marie)**, à Paris, rue des Lombards, n° 46, pour une confiture dite *marmelade écossaise*.

86° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Lejeune (Auguste)**, à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 22, impasse, n° 6, pour des perfectionnements apportés à un pas ouvert applicable aux métiers à tisser.

87° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Lo-Presty (Louis)**, chez le sieur **Gardissal**, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17, pour un système de sac de voyage imperméable et expansible.

88° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Loubon (Hippolyte-Dominique)**, à Paris, rue du Caire, n° 24, pour un procédé d'éclairage portatif en fleurs et fruits illuminés.

89° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Martel (Jacques-Michel)**, à Paris, rue Thiroux, n° 3, pour un moyen de fermeture de jalousies sans ouvrir les fenêtres, et l'application du même principe aux archivoltes.

90° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Masson (Jean-Baptiste-Prosper)**, à Paris, rue Beaubourg, n° 14, pour un genre de carcasse en bois pour coiffure.

91° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Michuy (Louis-Jean-Gilbert)**, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 99, pour des applications et perfectionnements apportés aux effets d'habillement,

92° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parry (William), représenté par le sieur Truffaut, à Paris, rue de Grammont, n° 17, pour des perfectionnements apportés dans le ferrage des chevaux et autres animaux, et dans la fabrication des fers destinés à cet usage; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 3 avril 1863.

93° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Peyrebrune (Jean), à Paris, rue de la Réforme, n° 16, pour un moyen de fabrication d'un durct des sultanes ou neige artificielle.

94° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Picard fils et compagnie, à Paris, rue de la Roquette, n° 91 bis, pour la composition et les procédés de fabrication d'un combustible factu dit *charbon Picard*.

95° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Poulain (Jacques-Henry), à Paris, place Lafayette, n° 30, pour un système de couverture de bâtiments.

96° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Richard (Sébastien), à Paris, rue Saint-Flacré, n° 1, pour un genre de levure pour la boulange propre à remplacer la levure de bière.

97° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 10 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Roque frères, à Lyon, port Saint-Clair, n° 22, pour le décapage mécanique de la chenille.

98° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du Nord, par le sieur Rotou, à Roubaix, pour une espagnolette perfectionnée.

99° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sax (Antoine-Joseph), à Paris, rue Saint-Georges, n° 50, pour les dispositions applicables aux signaux mécaniques sur les chemins de fer.

100° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sax (Antoine-Joseph), à Paris, rue Saint-Georges, n° 50, pour des dispositions applicables aux instruments à vent se rattachant particulièrement aux clairons des chasseurs d'infanterie.

101° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Soren Hjorth, représenté par le sieur Truffaut, à Paris, rue de Grammont, n° 17, pour des perfectionnements dans l'emploi et l'application de l'électromagnétique comme force motrice; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 24 octobre 1862.

102° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Troublé (Marie-Urbain) et Lebastier (Jules), à Paris, rue des

Petites-Écuries, n° 20, pour une machine propre à imprimer une ou plusieurs couleurs à la fois.

103° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Bandon-Porchez, à Lille, rue Esquermoise, pour un calorifère purificateur.

104° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère par le sieur Bérliat (Honoré-Hugues), à Grenoble, pour une machine dite *peigneuse et cardeuse hydraulique* pour les frisons de fantaisie.

105° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Bichet (Simon), à Besançon, rue du Mont-Sainte-Marie, n° 17, pour une charrue dite *Bichet à double et à simple versoir*.

106° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Braun (Wendelin), faisant domicile chez le sieur Lobstein père, à Strasbourg, pour une machine à piler le colza.

107° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par les sieurs Budan (François) et Pichard (Antoine), à Tours, pour un système de pompe à incendie.

108° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Chavin (Anthelme), à Marseille, passage Saint-Ferréol, n° 23, pour un fourneau culinaire à l'alcool.

109° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, par le sieur Colombi (Charles), dit *Colombi*, à Brest, pour un instrument dit *micromètre Lugeol*.

110° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deleuff (Louis-Joseph), à Paris, rue du Pont-de-Lodi, n° 8, pour un appareil magnéto-électrique à double courant.

111° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Deniel (Patrice), à Troyes, pour un instrument dit *tachymètre*, propre à mesurer la vitesse de rotation des axes ou de translation des véhicules.

112° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Edeline (Denis), à Saint-Denis, rue Saint-Pierre-de-Gain, n° 6, pour une machine propre au séchage du linge, des étoffes, etc.

113° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ferry (Jean-Nicolas), à Paris, rue Samson, n° 7, pour un genre de cordes de pianos et autres instruments de musique.

114° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fleury (Émile-Fleury), à Paris, rue Jean-Robert, n° 10, pour

des cuvettes ou bassins, clyso-pompes, clysonores, etc. en terres vernissées ou vitrifiées, porcelaine, faïence, etc. et toute sorte de métaux émaillés.

115° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Fritz-Sollier, à Lyon, rue des Célestins, n° 6, pour des objets en caoutchouc pressé.

116° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Fromage (Alexandre-Lucien), à Darnetal, rue des Petites-Eaux, n° 5, pour un canevas liseur, ayant pour but de remplacer les cartons du système Jacquart.

117° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fromont (Louis-Charles), chez le sieur Jean-Baptiste Fromont, à Paris, rue du Grenier-Saint-Lazare, n° 35, pour une turbine à complément multiples, solidaires ou insolidaires, à volonté.

118° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Gisin (Jean), élisant domicile chez le sieur Kitz, à Colmar, pour un système de charrue.

119° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Godin (Alexandre-Barthélemy), à Esqueherier, pour un système de confection de balances à bascules.

120° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Iart (James), représenté par le sieur Truffaut, à Paris, rue de Grammont, n° 17, pour perfectionnements dans la fabrication des briques et des tuiles, une partie du mécanisme employé étant applicable pour le moule d'autres substances; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 2 novembre 1862.

121° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Holder (Albert), à Champerret, avenue des Ars, n° 5, comme de Nouilly, pour une pompe hydraulique à soufflets agissant dans le vide.

122° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 11 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Iles (Charles), représenté par le sieur Truffaut, à Paris, rue de Grammont, n° 17, pour des perfectionnements dans la fabrication des cartes d'échantillon d'objets propres à attacher les vêtements et autres articles de toilette; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 4 novembre 1862.

123° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lefebvre (Théodore) et compagnie, élisant domicile chez le sieur Vandriassch, à Paris, rue Saint-Quentin, n° 12, pour un appareil à pulvériser la céruse, faisant disparaître toute cause d'insalubrité.

124° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 12 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Loeff (François), à Paris, hôtel de la Grande-Rue-des-Quinze-Vingts, n° 6, pour un congélateur expéditif.

125° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Molteni et compagnie, à Paris, rue Neuve-Saint-Nicolas, n° 38, pour l'application du caoutchouc vulcanisé à la fabrication du baromètre de Toricelli, ce qui le rend très-portatif et aussi exact que l'on peut le désirer.

126° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Marne, par le sieur Notaux (Charles), à Provins, pour un réveille-matin s'adaptant à toutes les montres.

127° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Payre (François), à Saint-Étienne, pour une voiture à vapeur destinée au transport des voyageurs et des marchandises sur les routes ordinaires.

128° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Picot (Charles), à Châlons, pour invention et perfectionnement d'une machine pour servir de télégraphe mobile, de sauvetage pour incendie, d'échafaudage; le même système de charpente en fer mobile pouvant également servir à construire un pont mobile, une contre-barricade et à retirer de lourds fardeaux du fond des eaux.

129° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par le sieur Poirer (Claude), à Clermont-Ferrand, pour un appareil portatif de bains de chaleur avec fumigation sèche remplaçant les eaux thermales.

130° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Poirier (Jacques-Laurent), à Paris, rue du faubourg Saint-Martin, n° 35, pour perfectionnements apportés dans la construction de divers systèmes de presses lithographiques à timbres secs ou autres.

131° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 12 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Richardson junior (William-Isaden), représenté par le sieur Truffaut, à Paris, rue de Grammont, n° 17, pour des perfectionnements dans la fabrication des tubes en airain et cuivre ou en alliage de métaux destinés à diverses usages; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans expirant le 15 juin 1862.

132° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par le sieur Roëkel (Laurent), à Metz, rue Fourniron, n° 58, pour un système Carcel à un ou plusieurs becs avec un seul mécanisme.

133° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 11 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par le sieur Sandouly (Bonnet), à Soyat, pour un semoir.

134° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Serret-Hamoir, Duquesne et compagnie, à Valenciennes, pour

l'application d'un noir plus énergique que celui du commerce, à l'effet de décolorer les liquides sucrés.

135° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thackeray (Thomas-James), à Paris, rue du Faubourg Saint-Honoré, n° 43, pour un moyen de fabriquer les tuyaux plastiques ou en tourbe propres au drainage ou dessèchement des terrains.

136° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bell (Hugh), représenté par le sieur Ourcel, à Paris, rue Saint-Honoré, n° 372, pour des perfectionnements apportés aux machines aériennes; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 23 novembre 1862.

137° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Bergue (Charles-Louis-Aimé), représenté par le sieur Gaiguen, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 26, pour un moyen de régulariser et de maintenir la lumière électrique.

138° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carou-Marlio (Louis-Victor), à Paris, rue de Cléry, n° 9, pour un tissu plissé fixe.

139° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chameroi (Edme-Augustin), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 164, pour un système de chemin de fer hélicoïde et de chariots circulaires.

140° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chamier (Fédéric), chez le sieur Truffaut à Paris, rue de Grammont, n° 17, pour des perfectionnements dans le mécanisme propre à remuer une pièce de canon pour parvenir à la pointer dans les plates-formes des mortiers et dans les guidons de ces armes.

141° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dardenne (Charles-Émile), à Paris, rue Laffitte, n° 51, pour une machine rotative continue à imprimer.

142° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dardenne (Charles-Émile), à Paris, rue Laffitte, n° 51, pour un clichage cylindrique.

143° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dardenne (Charles-Émile), à Paris, rue Laffitte, n° 51, pour une machine à couper le papier et à faire le pli.

144° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delacour (Conrad-Christophe), à Paris, rue Rochefoucauld, n° 66, pour un système d'horizon artificiel mixte.

145° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 24 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delanil (Louis-Joseph), à Paris, rue du Pont-de-Lodi, n° 8, pour une pile en charbon, propre à l'éclairage électrique.

146° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Dufour (Jean-Baptiste), à Saumur, pour un moellon calcaire, rendu asphaltique par des goudrons minéraux et de l'huile non siccatrice, destiné à remplacer l'asphalte de roche bitumineux.

147° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 28 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Hanquez (Charles-François), chez le sieur Lefort, à Lille, rue Esquemoise, pour un système de remorque des trains de bateaux sur les fleuves; invention pour laquelle il déclare avoir demandé en Belgique, le 3 mai 1849, un brevet de quinze ans.

148° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hennequin (Auguste-Alexandre), à Paris, rue Pagevin, n° 10, pour un appareil servant à développer la calorification chez les cholériques.

149° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Hugues (Pierre), à Bordeaux, cours d'Albret, n° 127, pour un système relatif à l'épuration et à la distillation des gommés ou résines molles.

150° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacob-Petit (Mardochee), à Paris, rue de Bondi, n° 26, pour une peinture sur cristaux.

151° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Léo de la Peyrouse, représenté par le sieur Manneury-Lacour, à Paris, rue Lafayette, n° 11, pour des améliorations dans la fabrication des cuirs.

152° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Liogier (Joseph-Alexandre) et Clément aîné, (Étienne-Joachim), chez Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour une gratte à l'usage de la marine et du commerce.

153° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lombard (Louis-Michel), représenté par le sieur Guersant, à Paris, rue Sainte-Anne, n° 31 bis, pour des perfectionnements apportés aux pompes.

154° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Pierre), rue Aubry-le-Boucher, n° 43, pour un système de bassin avec un appareil mécanique pour la fabrication de pâtes sucrées.

155° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Masse-Tribonillet et compagnie, et Drott (Jean-Baptiste), les

premiers, avenue de Madrid, n° 4, à Neuilly, et le second, à Paris, rue Jacob, n° 14, pour des procédés de traitement des cires végétales applicables à d'autres corps gras.

156° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par les sieurs Mourant frères, à Charleville, pour une presse à double levier marchant alternativement.

157° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Montagnac et compagnie, à Paris, rue du Paradis-Poissonnière, n° 26, pour une bluterie mécanique.

158° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nicolle (Louis), à Paris, rue des Juifs, n° 1, pour un busc droit et cintré en acier aimantin pour hommes et pour femmes.

159° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Perroncel (François), à Paris, rue Saint-Martin, n° 228, pour un genre d'épithème.

160° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Perroncel (François), à Paris, rue Saint-Martin, n° 228, pour un arcanseur à rochet.

161° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pinson (Jean-Théophile), et Maire (Jean-Louis), à Paris, rue Saint-Denis, n° 374, pour un genre de passementerie et un système de métier pour la fabriquer.

162° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Ranglet (Hippolyte) et Lorriée (Armand-Marie-Dominique), à Batignolles-Monceaux, rue du Havre, n° 5, pour un système de graissage de voitures, de wagons et de tous les organes mobiles.

163° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par les sieurs Seigneurie père et fils (Pierre et Louis-Désiré), à Mallot, pour un système de crible-tarare.

164° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Snowdon (Thomas), représenté par le sieur Truffaut, à Paris, rue de Grammont, n° 17, pour perfectionnements dans les mécanismes destinés à mouler et à presser le combustible artificiel, les briquettes et aussi les briques; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 28 décembre 1862.

165° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 26 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Taylor (Isaac), représenté par le sieur Truffaut, à Paris, rue de Grammont, n° 17, pour des perfectionnements pour la préparation et la gravure des surfaces, ainsi que dans la construction des cylindres adaptés pour graver, et aussi dans le mécanisme pour imprimer et orner les surfaces; invention pour laquelle

il a obtenu, en Angleterre, une patente de quatorze ans, expirant le 21 août 1861.

166° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wagner (Jean), à Paris, rue Montmartre, n° 118, pour des dispositions mécaniques applicables aux machines en général, et particulièrement aux horloges publiques, ayant pour but de régler un mouvement continu et uniforme, susceptible de faire marcher par le même rouage un grand nombre de cadrans, soit par des transmissions ordinaires, soit par des transmissions électriques.

167° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Alcan (Michel), Limet (Pierre-Hippolyte) et Bottieri (Sébastien), rues Bergère, n° 9, et Saint-Hyacinthe-Saint-Michel, n° 20, pour des métiers à tisser de nouvelles étoffes.

168° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Aubeux (Auguste-Jean-Baptiste), à Angers, pour un système de plafond cintré en briques.

169° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par les sieurs Bailly-Comte père et fils aîné, à Morez, pour une machine à chevilles.

170° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bain (Alexandre), représenté par le sieur Merle, à Paris, rue Vivienne, n° 18, pour un système de télégraphe électrique.

171° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 1^{er} juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baker (Henri), représenté, à Paris, par le sieur Perpigna, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 10, pour des perfectionnements apportés aux fourneaux ou foyers des chaudières à vapeur; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 22 décembre 1861.

172° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 28 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Balfour (Alexandre), représenté par le sieur Truffaut, rue de Grammont, n° 17, pour perfectionnement dans la construction des tampons destinés au service des chemins de fer; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 16 novembre 1862.

173° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de l'Yonne, par le sieur Benoist (Antoine-Agnan-Ferdinand), à Lezinnes, pour un système de rail à ajouter aux chemins de fer, afin d'empêcher le déraillement des waggons.

174° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bescher (Rigomer-François), à Paris, rue Guénégaud, n° 8, pour une machine propre à faciliter l'étude de la musique et particulièrement du piano.

175° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 26 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delalogue (Jules), à Paris, rue de Vendôme, n° 5, pour un système de navigation.

176° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dubreil (Michel-Marin), à Paris, rue Traversière-Saint-Antoine, n° 46, pour une règle cylindrique.

177° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Duchesne (René-Constant), rue Place-du-Bon-Pasteur, à Nantes, pour perfectionnement à un vase destiné à contenir les eaux minérales gazeuses, breveté à son profit, le 6 décembre 1848.

178° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Faivre (Jules), chez le sieur Armengaud, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un piano à châssis métallique et à agrafes à cheval.

179° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Gas-Veyrun, à Nîmes, pour un système régulateur d'impressions sur étoffes et papiers peints.

180° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Heuzé (Louis-Edouard), chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un procédé de fabrication du plomb en planches, sans laminoir, procédé applicable à d'autres métaux.

181° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Houtret (Bernard-Salomon), à Paris, boulevard des Capucines, n° 5, pour un cirage vernis blanc, propre à donner à toute espèce de cuir terne du luisant.

182° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Laverne (Marig-Jules), à Châlons, rue Croix-des-Teinturiers, n° 35, pour une machine à élever ou charger, dans un grenier ou sur une voiture, les sacs de farine ou tous autres objets, comme à les descendre ou les décharger.

183° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par la dame Lemasson, née Rosalie Lauzier, chez le sieur Dussat, à Nîmes, pour une machine à seier les joints ou côtés des pavés en marbre et pierres dures et tendres, et de toutes les formes rectilignes connues.

184° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Letenneur (Alexis-François), chez Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 19, pour des perfectionnements apportés dans les bluteries à farine, à groau et son, etc.

185° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pecqueur (Onésiphore), à Paris, rue Neuve-Popincourt, n° 11, pour une machine propre à fabriquer le filet de pêche.

186° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Poyer (Augustin-Thomas), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour un presseur s'adaptant aux ailettes de bancs à broches en gros, en moyen et en fin.

187° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Raguenet-Roland, à Lyon, rue des Capucines, n° 9, pour la fabrication des dents de peignes en acier fondu pour le tissage des soies.

188° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Raison (Louis-Joseph), représenté par le sieur Belin, à Grenelle, rue des Entrepreneurs, n° 73, pour des améliorations et des perfectionnements à la fabrication des mordants propres à la teinture des matières végétales et animales.

189° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Reverchon (André) et Schaub (Georges), à Saint-Étienne, pour un mécanisme dit *pas ouvert*, destiné aux métiers à la Jacquart.

190° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 30 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par les sieurs Sabin (François) et Ferrières (Jean), à Pontlieuc, avenue du Mans, pour perfectionnement d'une anille de meule de moulin, brevetée à leur profit, le 12 novembre 1845.

191° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Seyrig (Jean-Théophile), à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 20, pour un procédé de moulage, à l'aide de la force centrifuge, de toutes substances susceptibles d'être moulées.

192° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thomas (Benoît), à Paris, rue Saint-Jacques, n° 176, pour une machine à force centrifuge.

193° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par les sieurs Valdélièvre (A.) fils et Stiven (A.), à Saint-Pierre-lès-Calais, pour l'application d'une matière végétale nouvellement découverte à la filature des matières filamenteuses, telles que lin, étoupe, chanvre, etc.

194° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 30 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Viat (Henry), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 10, pour perfectionnements apportés à la propulsion des vaisseaux et autres navires; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 6 septembre 1861.

195° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Windsor (John), à Lille, rue de Bourdeau, n° 20, pour une broche-ailette.

196° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Meuse

par le sieur Zambaux (Joseph), à Genicourt-sur-Meuse, pour un appareil distillatoire et culinaire, propre à convertir l'eau de mer en eau douce et à faire cuire les aliments des équipages de marine.

197° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ackermann (Paul), à Paris, rue du Cadran, n° 26, pour un harpon inoculateur perfectionné et avec modification pour la chasse des animaux féroces.

198° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 6 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Antony (Charles-James), représenté, à Paris, par Perpigna, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 10, pour perfectionnements dans la construction des barattes pour la fabrication du beurre; invention pour laquelle il a obtenu aux États-Unis d'Amérique une patente de quatorze ans, expirant le 9 janvier 1863.

199° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par le sieur Antoine (Étienne-Joseph), à Metz, pour une machine à tir des paysans.

200° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aubert (Antoine-Paul), à Paris, rue Charlot, n° 24, pour une cheminée chauffe-assiettes et foyer à cadres formant le rideau.

201° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Balan (Jean-Aimé), à Paris, rue Mauconseil, n° 25, pour perfectionnements dans un système de murs creux en maçonnerie.

202° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Blanchard (Jean-Philibert) et Regray (Léon-Barthélemy), à Paris, le premier, rue d'Enfer, n° 33, et le second, rue Saint-Martin, n° 41, pour dictionnaires et registres panoramiques et instantanés.

203° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cadiat (Nicolas), à Paris, rue Voltaire, n° 5, pour un moyen d'utiliser le travail employé à produire le tirage dans les foyers de locomotives.

204° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Corich, née Bouvier (Péronne), autorisée de son époux, à Paris, rue de la Ferme-des-Mathurins, n° 24, pour un système de corset.

205° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Creveau (Pierre), à Paris, rue Saint-Pierre, n° 24, et rue Péti, n° 4, pour perfectionnements apportés au mécanisme des pianos.

206° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Crouzeix (Marc), élisant domicile à Paris, rue Saint-Denis, n° 247, hôtel de Rouen, pour un automate métronome propre à battre la mesure dans l'exécution de la musique.

207° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Debatiste (Pierre), à Paris, rue d'Angoulême-du-Temple, n° 25, pour une mécanique à broyer, particulièrement le chocolat.

208° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delezennes (Adolphe-Henri), à Paris, rue de Thorigny, n° 3, au Marais, pour une machine à polir les plaques daguerriennes et autres surfaces.

209° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gagnery (Jean-Auguste), à Paris, quai Saint-Michel, n° 7, pour un système pour faire tenir sur leurs jambes de nouveaux mannequins, sans l'aide d'aucun appui.

210° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Gazel (Jean), à Saint-Jean-la-Vestrie, pour un crible ou vannoir.

211° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Gillet (François), à Troyes, pour un cueillage dit *mailleuse Gillet*, applicable aux métiers circulaires pour la fabrication des tricots en tout genre, et produisant aussi un tissu particulier dit *tricot bouclé*.

212° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Giroudot (Charles-Ferdinand-Gabriel) fils, à Paris, rue du Val-de-Grâce, n° 8, pour une machine typographique à impression continue.

213° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guillier (Jules), à Paris, rue Montmartre, n° 130, pour une encre violette destinée à marquer le linge.

214° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Hacquet (Jean-François-Charles) et Javel (Étienne-Ernest), à Paris, le premier, chez le sieur Armengaud aîné, rue Saint-Sébastien, n° 19, et le second, rue de l'Échiquier, n° 15, pour un mécanisme dit *rail protecteur mobile*, appliqué aux voitures de chemin de fer.

215° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par les sieurs Heusch (Philippe) et Carré (Jean-Baptiste), à Wissembourg, pour une machine dite *hacheur de paille*.

216° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lacalm (François-Louis), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 10, pour un système de culture de l'acacia, comme *Robinia-pseudo-acacia* de Linné, et une application de ses produits.

217° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefebvre (Étienne-Edme), à Paris, rue Saint-Denis, n° 86, pour reliure et registres d'un nouveau genre.

218° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine.

par le sieur Massenot (Jean-Claude), à Paris, rue Popincourt, n° 60, pour un genre de brides s'adaptant aux sabots.

219° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mayence (Louis), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 61, pour une pendule de voyage.

220° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Moysen (Claude-Henry), à Mézières, pour un système de jaloux fonctionnant de l'intérieur de l'appartement.

221° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nuty (Louis), à Paris, rue de Mulhouse, n° 13, pour un genre de mosaïque dit *mosaïque Nuty*.

222° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pinet (François-Jean-Louis), à Paris, place du Marché-Saint-Jean, n° 3, hôtel d'Alsace, pour un métier à tisser, principalement destiné pour la fabrication de dessins de pantoufles ou chaussons de tresse d'un seul morceau et à lisière tout autour.

223° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Querry (Louis-Théodore), à Paris, rue Saint-Martin, n° 33, pour un appareil dit *dragorifère*, qui remplace la terrasse à dragées et ses *soies*.

224° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Redier (Joseph-Antoine), à Paris, place du Châtelet, n° 1, pour des appareils propres à contrôler la marche des convois sur les chemins de fer.

225° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Renard fils (Pierre-Louis), chez Calonet fils, à Paris, rue des Vosges, n° 18, pour un système de cylindres à lames amovibles, pour la fabrication des papiers.

226° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rosset (Louis), à Paris, rue Vivienne, n° 2, pour un genre de machine à faucher.

227° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Thiercelin (Augustin), à la Poissonnière, près Angers, pour un système d'extraction de pierres dans les roches dures.

228° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Torchou (Guillaume-Charles), à Paris, rue Saint-Louis, n° 21, au Marais, pour un canapé servant de lit double à développement, etc.

229° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tussaud (Félix), à Paris, rue de Lappe, n° 4, pour un système de

machine à cintrer les cercles de roues, les frettes, le fer de bâtiment, le fer des brides pour joints de tuyaux, etc.

130° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 20 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barberis (Antoine), élisant domicile chez le sieur Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 19, pour des perfectionnements dans le moulinage, le dévidage et la filature de la soie et d'autres substances filamenteuses; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 16 janvier 1863.

131° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berthet (Jean-François), à Paris, rue de Montmorency, n° 13, pour des tubes en cristal s'adaptant à tous les tuyaux de pipe et formant réservoirs, pour empêcher le jus de tabac d'entrer dans la bouche, ainsi que pour le cigare.

132° Le brevet d'invention de quatorze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par le sieur Blanc (Jean), à Lons-le-Saunier, pour un mécanisme qui s'adapte aux pianos droits, et destiné à faciliter l'étude de l'orgue.

133° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bolliet (Joseph-Marie), élisant domicile chez le sieur Toccan, à Lyon, rue des Remparts-d'Ainay, n° 3, pour une machine propre à battre et à vannier le blé.

134° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Bouasse, née Eulalie Lebel, à Paris, rue du Petit-Bourbon-Saint-Sulpice, n° 9, pour l'application de tous les métaux polis ou non polis, vernis ou non vernis, à l'imagerie, et l'emploi de la peinture à l'eau, ainsi que l'impression chromo-lithographique sur tous les métaux, le tout avec perfectionnement.

135° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourdon (Eugène), à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 74, pour un système de manomètre sans mercure, dit *manomètre métallique*, et applicable au baromètre, thermomètre, etc.

136° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aude, par le sieur Boyer (Jean-Baptiste), à Villemonstausson, pour une machine dite *régulateur de moulins à vent et à eau*.

137° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chapuis (Eustache), élisant domicile chez les sieurs Renaux frères, à Paris, quasi Pelletier, n° 28, pour une voiture à mécanique allant sur les routes nationales, départementales et autres routes ordinaires, sans que la traction s'opère par des chevaux.

138° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Claudel (Charles), chez Leblanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de machines locomotives à réservoirs d'approvisionne-

ments séparés, offrant, pour la disposition de la chaudière et des roues motrices, des avantages de sécurité et d'économie de combustible.

239° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deck aîné (Jean-Baptiste-Désiré), représenté par le sieur Armand aîné, rue Saint-Sébastien, n° 19, pour un système de nettoyage à blé complet.

240° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 22 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deck (Joseph), représenté par le sieur Chaussenet, à Paris, rue Saint-Denis, n° 371, pour des perfectionnements aux hauts-fourneaux; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 16 décembre 1862.

241° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur d'Hérissard (Nicolas-François), à Paris, rue de Ponthieu, n° 17, pour une voiture articulée sans flèche ni avant-train.

242° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dolfus (Charles) et Verdeil (François-Auguste), à Paris, le premier, rue du Sentier, n° 13, et le second, rue des Beaux-Arts, n° 5, pour des moyens de fabriquer l'albumine.

243° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gellée (Victor-Amédée), à Paris, rue Rambuteau, n° 12, pour l'application du cristal, de la porcelaine, etc. à la gainerie.

244° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Henry (Louis-Stanislas-Xavier), à Paris, rue de Laval, n° 17, pour un système de communication entre le conducteur du train et le mécanicien sur les chemins de fer.

245° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Heurteloup (Charles-Louis-Stanislas), à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 31, pour des perfectionnements dans les appareils propres à extraire les fluides du corps humain ou du corps des animaux.

246° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacquinoï (Claude dit Louis), chez le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17, pour l'application de la cémentation à certaines parties des machines.

247° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lanoa (François-Marie), à Paris, rue des Saints-Pères, n° 31, pour un robinet siphonide à soupape à ressort pour les liquides gazeux.

248° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Laudet frères (Jean-Baptiste-Georges) et Laudet (François), à Paris, boulevard Montparnasse, n° 33, pour un amadou artificiel ou carton chimique.

249° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemière (Pierre), à Paris, rue Saint-Martin, n° 42, pour un appareil injecteur à jet continu, dit *hydronore Lemière à parachute, etc.*

250° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maillard (Nicholas-Dorau), représenté par le sieur Millet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 10, pour une roue à l'usage des bâtiments et bateaux à vapeur, dite *roue à rame de Maillard.*

251° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pauwels (Antoine), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 179; pour un appareil propre à la régularisation du gaz, dit *gazo-compensateur.*

252° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Poliot (Louis-Antoine), à Paris, rue Mazarine, n° 42, pour fourneaux calorifères avec tourne-broche à godets arrosoirs.

253° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Ravot, née Marie-Catherine Lecière, autorisée de son mari, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 36, pour un busc mécanique à chaînette.

254° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ravon (Jean-Louis), à Paris, boulevard de l'Hôpital, n° 132, pour un système de fours spécialement destinés à la carbonisation du charbon dit *charbon de Paris*, et autres charbons de même composition.

255° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Renauld (Jules), à Bolbec, rue des Fontaines, pour un système d'essieu de voitures, dit *essieu Renauld.*

256° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rivier (Pierre-Jean), à Paris, rue Neuve-des-Capucines, n° 18, pour un genre de brosse à friction pour hains, dite *baigneuse Rivier.*

257° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Savard (Auguste-François), à Paris, rue de Montmorency, pour des cadres endoublés d'or et d'argent.

258° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sénéchal (Louis-Joseph), à Belleville, rue des Solitaires, n° 41, pour une machine à coudre dite *mécanique couseuse.*

259° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Septier (François-Louis-Michel), à Paris, rue des Deux-Portes-Saint-Sauveur, n° 14, pour des perfectionnements dans les appareils propres à filtrer les spiritueux et les liquides aromatisés.

260° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Trichest (Frédéric), à Paris, rue Montmartre, n° 131, pour un système de combinaison de clefs applicables aux hautbois de divers tons et autres instruments, afin de simplifier les doigtés, tout en conservant ceux en usage, en augmentant la qualité et la justesse des tons.

261° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 25 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Walker (Henry), représenté par le sieur Merle, à Paris, rue Vivienne, n° 18, pour des améliorations dans la fabrication des aiguilles; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 16 décembre 1863.

262° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Weild (William), représenté par le sieur Gonin, à Batignolles, avenue de Clichy, n° 34, pour des perfectionnements apportés dans les métiers et machines à filer le coton et autres matières fibreuses; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 2 novembre 1862.

263° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aeklin (Jean-Baptiste), à Paris, rue d'Aboukir, n° 36, pour la substitution du papier au carton dans le métier Jacquart, au moyen d'un nouvel appareil.

264° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Adant, à Wazemmes, pour une lessive dite économique.

265° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Amaud (Jean-Laurent), à Paris, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, n° 49, pour un collier de cheval en métal.

266° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Briand (René-Louis), élisant domicile chez le sieur Arnaud, à Paris, rue de Chaillot, n° 48, pour des machines et des appareils propres à aléser et polir les canons de fusil.

267° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cail (Jean-François), représenté par le sieur Cheilus fils, à Paris, quai de Billy, n° 46, pour perfectionnements dans les générateurs de vapeur.

268° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cail (Jean-François), représenté par le sieur Cheilus fils, à Paris, quai de Billy, n° 46, pour un procédé d'extraction du sucre de betterave.

269° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Cals (Jean-Pierre), à Marseille, au Château des Fleurs, pour un manège hygiénique à l'usage des enfants.

270° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Nord.

par le sieur Chappuy (Louis), à Fraix-Merais-lès-Douai, pour la fabrication de la chaux.

271° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Chevroi (Pierre), aux Brotteaux, rue Molière, n° 19, pour une pompe à double effet et à jet continu.

272° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Dumonthier fils (Joseph-Célestin), à Houdan, pour un pistolet à canon découvert.

273° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duplany (Pierre), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 56, pour un filtre mobile propre à filtrer toute espèce de liquides.

274° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par les sieurs Fondet aîné (Jean-Baptiste) et Lewal (Léon), à Saint-Germain-en-Laye, rue des Ursulines, n° 7, pour un système de propulsion à moteur direct, applicable aux bateaux à vapeur.

275° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Herbin fils aîné (Jacques-Louis), à Troyes, pour un gratteur mécanique cylindrique adapté aux métiers circulaires.

276° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 30 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Holm (Charles-Auguste), élisant domicile chez le sieur Armengaud aîné, rue Saint-Sébastien, n° 19 *quater*, pour divers perfectionnements apportés dans les impressions; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 21 décembre 1862.

277° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Houllier (Charles-Hippolyte), à Paris, rue de Cléry, n° 36, pour des perfectionnements apportés dans les armes à feu et particulièrement dans les fusils se chargeant par la culasse.

278° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département d'Ille-et-Vilaine, par le sieur Hunt (John), à Rennes, faubourg de Nantes, n° 31, pour une machine dite *caisse à laver le minerai*.

279° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Klein (Jean-Baptiste-Bruno), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 123, pour un billard de salon servant à plusieurs usages avec application de nouvelles bandes.

280° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 mars 1849, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Marne, par les sieurs Leger frères et Bernot, à Melun, pour une machine propre à battre et à nettoyer les céréales.

281° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Leroux-Dufie (Jean-Baptiste-Alphonse), à la Villette, rue Mogador, n° 15, pour un appareil propre à la raffinerie du sucre.

282° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Manche, par le sieur Lucas (Auguste-Édourd), à Cherbourg, quai ouest du bassin, pour une installation de gouvernail.

283° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 30 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (John), représenté par le sieur Truffaut, à Paris, rue de Grammont, n° 17, pour des perfectionnements apportés dans la préparation du lin, de l'étaupe et autres substances filamenteuses, dans la manière de doubler le tirage de ces mêmes substances et dans les machines convenables pour atteindre ce but; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 6 juillet 1862.

284° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur May (Hubert-Joseph), à Paris, rue Saint-Honoré, n° 217, pour un moyen de sûreté à l'usage des armes à feu.

285° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par la demoiselle Merven (Étiennette), à Nantes, pour l'emploi agricole d'une tourbe de mer.

286° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Paulican (Charles), à Paris, rue de Sèvres, n° 122, pour un appareil dit *éclaircur des chemins de fer*, propre à éviter les rencontres, les encombrements et les déraillements sur les chemins de fer.

287° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 28 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Smith (David), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 10, pour des perfectionnements dans la fabrication du plomb granulé dit *plomb de chasse*; invention pour laquelle il a obtenu aux États-Unis d'Amérique une patente de quatorze ans, expirant le 22 mai 1863.

288° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Sol (Pierre), à Aiguesmortes, pour un fusil percutant en dedans de la sous-garde dit *fusil-sol*.

289° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par les sieurs Turion (Jacques) et Rigollet (Frédéric), à Nîmes, pour un mécanisme adapté à la caisse de la griffe de la mécanique Jacquart à l'effet de supprimer les lisses.

290° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vanbalthoven et Zegelaar, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 28 bis, pour un marchepied de lit.

291° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berton (Pierre-Théophile), à la Chapelle-Saint-Denis, Grande-Rue,

n° 22, pour l'emploi de la puissance de l'air renfermé, condensé et dilaté pour le mouvement de toutes sortes de machines.

292° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Boucherie, à Cambrai, pour une machine à broyer et à adoucir le chanvre, le lin et autres matières textiles.

293° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Caron (Alphonse), à Paris, passage de l'Opéra, galerie du Baromètre, n° 20, pour un arbalète-fusil avec application du caoutchouc pour le ressort destiné à faire partir le projectile quelconque.

294° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Dordogne, par le sieur Châtelain (Juste), aux forges de Coly, canton de Monpont, pour un procédé de fabrication de la ferraille ou mitraille et sa conversion immédiate en fer marchand par une seule opération.

295° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Courvoisier (Julien), à Paris, rue de la Cité, n° 16, pour un système de montre à secondes fixes.

296° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Crique (Louis-Victor), à Paris, boulevard de l'Hôpital, n° 3, pour une machine à tringle tubulaire propre à cacher le soleil des boutiques et magasins et à en préserver les marchandises d'étalage.

297° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par les sieurs David-Labbez et compagnie, à Sains-Richaumont, arrondissement de Vervins, pour un système de graisseur hydro-extracteur et séchoir applicable à la laine peignée.

298° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dereine-Jostein, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, pour une machine à fabriquer les bouchons.

299° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Dufoutrelle (Eugène), chez le sieur Benoît, à Lyon, place de l'Ancienne-Boucherie-des-Terreux, n° 8, pour une détente à vapeur.

300° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par le sieur Dupré (Jean-Baptiste), à Sablé, Grande-Rue, pour un système mécanique destiné à régulariser le tirage du cheval et la marche de la voiture.

301° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gardissal (Charles-Durand), à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17, pour un nouveau moyen de publicité dit *enveloppes-annonces*.

302° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Goyot (Armand-Michel), à Paris, rue Michel-le-Comte, n° 21, pour des perfectionnements apportés dans les cafetières dites à pressions.

303° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Guérin aîné (Louis-Victor) et Ouin de Lacroix (Charles-Eugène), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 45, pour une galerie garde-feu s'adaptant à toutes les galeries.

304° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Lejeune (François), à Marseille, rue Basse-Perrier, n° 22, pour un système de tonneau en fer.

305° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lewandowski (Charles), à Paris, rue Mémilmontant, n° 18, pour un système de structure, d'attache et de serrage, applicable aux bottines, guêtres, robes, corsèts, tuniques, socques, gants, bandages, etc.

306° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Maechly (Frédéric-Romann), à Paris, rue du Rocher, n° 69, pour un porte-plume encrier.

307° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par les sieurs Martin (William) et Farands frères (George et Edwin), à Saint-Pierre-lès-Calais, pour un liseur applicable à tous les métiers à tisser.

308° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par les sieurs Martin (William) et Farands frères (George et Edwin), à Saint-Pierre-lès-Calais, pour un système Jacquart.

309° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Melsens (Louis-Henri-Frédéric), élisant domicile à Paris, chez le sieur Dumas, représentant du peuple, à la Sorbonne, pour un procédé pour l'extraction du sucre cristallisable de la canne, de la betterave, du maïs, etc. qui permet de l'obtenir sans perte, soit à froid, soit à chaud, par évaporation lente ou rapide, à volonté.

310° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nye (Joseph), représenté par le sieur Truffaut, à Paris, rue de Grammont, n° 17, pour des perfectionnements dans les parties de mécaniques hydrauliques, applicables aux machines à vapeur et aux mécanismes destinés à piloter.

311° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Oberhaenser (Georges), à Paris, place Dauphine, n° 12, pour une construction de microscope achromatique à miroir mobile, donnant la lumière verticale à toutes les obliquités, avec platine à mouvement circulaire fonctionnant sans déplacement de son axe optique.

312° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Pichard (Jean-Pierre), à Paris, rue de Montmorency, n° 5, pour un couteau circulaire remplaçant la scie dans la débit des bois de placage en feuilles.

313° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Pissavy frère et sœurs, à Lyon, rue Grenette, n° 55, pour une seringue à donner les remèdes.

314° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Poisson (Pierre-Louis-Modeste), à Paris, rue de Vendôme, n° 17, pour un système de machines à faire les queues d'aronde pour rapporter les dents au dos des peignes de toutes matières et pour servir à la tabletterie en général.

315° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Protte (Joseph-Adolphe), à Paris, rue de Trévise, n° 33, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des gants.

316° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Quillaot (Louis-Auguste), à Paris, rue de la Paix, n° 6, pour un système de production et d'emploi de la vapeur non saturée et surchauffée.

317° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robert (Jean-Baptiste-Adélaïde-Henry), à Paris, rue du Coq-Saint-Honoré, n° 8, pour un éclipse mécanique pour l'enseignement de la cosmographie.

318° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robert (Alexis), à Paris, rue Cadet, n° 11, pour une machine propre à la fabrication de l'huile et à la mouture de toute espèce de graines oléagineuses.

319° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Salmon (Emmanuel-Joseph), représenté par le sieur Duez, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 15, pour une machine à broyer le chanvre et le lin.

320° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Serré-Delisle (Alfred-Émile) et Tessier (Mathieu), à Paris, le premier, place de la Bourse, n° 31, et le second, rue Saint-Jacques, n° 98, pour un tissu épinglé ou frisé.

321° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Tollot (Henri-Frédéric-Lambert) et Renier-Labouré, à Paris, le premier, rue des Filles-Dieu, n° 19, et le second, représenté par le sieur Fournet, rue de la Banque, n° 13, pour un système de fourneau dit *fourneau de campagne* Tollot.

322° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine,

par le sieur Weber (Jean), à Paris, rue des Noyers, n° 25, pour la fabrication d'un bois artificiel propre à l'ébénisterie.

323° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Arrera (Noël-Guillaume), à Paris, rue de la Barillerie, n° 5, pour un système de compteur propre à mesurer les liquides avec l'application de nouveaux robinets.

324° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs de Bassano (Hugues-Joseph-Eugène) et Yelli (Jean-Baptiste-Adolphe), à Paris, le premier, avenue des Champs-Élysées, n° 24, et le second, rue de Bretagne, n° 5, pour le bouchage des liquides gazeux à point d'attache ou d'appui interne.

325° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bellangé (Jacques-François-Auguste) et Auxenfans (Félix-Joseph), à Paris, le premier, rue Montmartre, n° 163, et le second, impasse Saint-Sébastien, n° 1, pour un encrier hydraulique rotatif en tous sens.

326° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 18 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bethell (John), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Neau-Saint-Augustin, n° 10, pour des perfectionnements apportés aux procédés propres à préserver le bois de la pourriture, carie sèche, etc. invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 21 août 1862.

327° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Binet (Jean-Baptiste-Honoré), à Paris, rue Turgot, cité Turgot, pour un système d'appareils destinés à fabriquer les eaux gazeuses.

328° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Binet (Jean-Baptiste-Honoré) et Taurin (Joseph-Pascal), à Paris, rue Turgot, cité Turgot, pour des moyens de cristallisation et de pression de corps gras ou de tous autres.

329° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chevolot (Pierre-Auguste), à Montmartre, rue de la Cure, n° 14, pour une mécanique à broder sur toutes espèces d'étoffes.

330° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Christen (Henri-Jérémie), au Petit-Montrouge, rue Neuve-d'Orléans, n° 63, pour une invention de fusils se chargeant par la culasse.

331° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Dessaigue (Grégoire), à Villefranche, pour la teinture et l'impression.

332° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupont (Jean-Léon-Émile), chez le sieur Gardissal, à Paris,

boulevard Saint-Martin, n° 17, pour un appareil dit *podomètre Dupont*, propre à prendre la mesure du pied, à l'usage des cordonniers.

333° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Étienne (Auguste), à Paris, rue Sainte-Avoie, n° 33, pour un procédé de fabrication de cartes de visites, adresses, etc.

334° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gaulier (Jean-Mathurin) et Truffy (Nicolas-Auguste), à Paris, Palais-National, n° 168, pour un *facteur discret*.

335° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Girardet (Charles), élisant domicile chez le sieur Gardissal, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 17, pour un système de fabrication de cadres et fermetures de porte-monnaie, porte-cigare, etc.

336° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hachin (Georges-Édouard), à Paris, rue Caffarelli, n° 10, pour un porte-mousqueton perfectionné, en forme de gland-olive.

337° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hadrot (Napoléon-Pascal), à Paris, rue Saint-Joseph, n° 17, pour une disposition de moulin à farine, dit *nouveau moulin français*.

338° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Isoard (Mathieu-François), à Paris, rue Grange-aux-Belles, n° 20, pour un genre de moteur à vapeur applicable à toutes espèces de machines.

339° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefoullon (Alphonse-Paul), à Paris, rue Thévenot, n° 10, pour la construction de la pile de Volta avec de nouveaux éléments constitutifs.

340° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lloyd (Richard), et Gouin (Ernest-Alexandre), le premier, à Batignolles, rue de Clichy, n° 82, et le second à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 26, pour l'application directe de la vapeur à la fabrication des briques, tuiles, tuyaux, carreaux.

341° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Masse (Jacques), à Neuilly-sur-Seine, avenue de Madrid, n° 4, pour perfectionnements dans les moyens de transmettre des communications d'un endroit à un autre au moyen de l'électricité, du galvanisme et du magnétisme.

342° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maurin (Jean-Charles), à Paris, rue de Montmorency, n° 6, pour un genre de porte-cigare, porte-monnaie, etc.

343° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée,

le 17 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Merle (Joseph), à Paris, rue Vivienne, n° 18, pour une méthode perfectionnée pour la disposition des dents de scies ordinaires et autres.

344° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Meynard (Toussaint-Marius), à Valréas, pour un moyen d'emballer les cocons destinés à être importés en France.

345° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Minary (Emmanuel), à Besançon, rue Battant, n° 37, pour une machine à vapeur dite *machine à réaction*.

346° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mont (William-Crofton), représenté par le sieur Chaussonnet, à Paris, rue Saint-Denis, n° 374, pour des perfectionnements apportés aux machines fonctionnant par la vapeur, l'air ou le gaz; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 4 janvier 1863.

347° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Profitet (Eugène-Vincent-Marie-Olivier), à Paris, rue des Tournelles, n° 47, pour un genre de mosaïques.

348° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Quirin (Nicolas), élisant domicile chez le sieur Armesgaud énot, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 19, pour des perfectionnements apportés dans les machines propres à fabriquer les rivets, clous d'épingles, bécquets, etc.

349° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rousseau (Armand-Antoine), à Paris, rue des Marais-Saint-Martin, n° 40, pour l'application du principe d'imperméabilité et du compartiment aux cabas et paniers-cabas.

350° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs de Crantz de Montcourdy (Arthur-Raoul-Prosper-Christien), et Félix (Adolphe-Jean-Michel), à Paris, rue Clément, n° 12, pour un engrais dit *engrais Félix*.

351° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Taillant (René-Louis), à Paris, rue Sainte-Éve, n° 23, pour une visière de casquette, à bord renversé, sans piqure, dite *visière Taillant*.

352° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Urwin (Robert), représenté par le sieur Chaussonnet, à Paris, rue Saint-Denis, n° 374, pour des perfectionnements apportés aux machines à vapeur; invention pour laquelle il a pris en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 11 janvier 1863.

353° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la

Marne, par le sieur Vigoureux (Stanislas), à Reims, rue de Courtrai, n° 20, pour une machine à sécher et ramer à l'air libre toute espèce de filature en échées.

354° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Viollet (Jean-Baptiste), à Paris, rue de Sèvres, n° 19, pour un système et pour les détails de ce système, de principes et de moyens d'exécution propres à opérer électro-chimiquement la réduction, sous forme de dépôt, adhérent ou non-cohérent, des métaux contenus dans les dissolutions métalliques simples ou composées, dans la vue d'extraire ces métaux ou de s'en servir pour obtenir des produits galvano-plastiques, ou pour décorer des matières métalliques ou autres, simples ou composées.

355° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Zibelin (Jean-Alexandre), élisant domicile chez le sieur Gardisat, boulevard Saint-Martin, n° 17, pour une broderie sur tulles ou tissus de soie, de coton ou autres matières.

356° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aubert (Antoine-François), à Paris, rue de Poitou, n° 26, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 mars 1848, pour un procédé de coloration sur métaux.

357° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barthélemy (Nicolas-Ferdinand), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 238, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 février 1848, pour un genre de chaîne élastique, etc.

358° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berger-Walter (Pierre), représenté par le sieur Reynaud, à Paris, rue Bleue, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans délivré, le 1^{er} juin 1843, pour des procédés de liaison et de réunion du verre ou cristal fondu avec des pièces en métal.

359° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Boyer (Pierre-Joseph), élisant domicile chez le sieur Clesinger, à Besançon, rue Moncey, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans délivré, le 22 mai 1844, pour un système applicable aux montres, pendules et horloges de tout genre.

360° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Collardeau-Dubcaume (Charles-Félix), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 56, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 octobre 1846, pour un manomètre industriel à air comprimé.

361° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Couse (Claude-Julien), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 63, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 avril 1849, pour une table-console à développement, pour salons, bureaux et salles à manger, etc.

le 17 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Merle (Joseph), à Paris, rue Vivienne, n° 18, pour une méthode perfectionnée pour la disposition des dents de scies ordinaires et autres.

344° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Meynard (Foussaint-Marius), à Valréas, pour un moyen d'emballer les cocons destinés à être importés en France.

345° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Minary (Emmanuel), à Besançon, rue Battant, n° 37, pour une machine à vapeur dite machine à réaction.

346° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Meot (William-Crofton), représenté par le sieur Chaussonnet, à Paris, rue Saint-Denis, n° 374, pour des perfectionnements apportés aux machines fonctionnant par la vapeur, l'air ou le gaz; invention pour laquelle il a obtenu en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 4 janvier 1863.

347° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Profillet (Eugène-Vincent-Marie-Olivier), à Paris, rue des Tonnelles, n° 47, pour un genre de mosaïques.

348° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Qarin (Nicolas), étant domicilié chez le sieur Arrengeaud, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 19, pour des perfectionnements apportés dans les machines propres à fabriquer les rivets, clefs d'épingles, bécquets, etc.

349° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rousseau (Armand-Antoine), à Paris, rue des Marais-Saint-Martin, n° 40, pour l'application du principe d'imperméabilité et du compartiment aux cabas et paniers-cabas.

350° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs de Crantz de Montcourdy (Arthur-Raoul-Prospér-Christian), et Félix (Adolphe-Jean-Michel), à Paris, rue Clément, n° 12, pour un coque dit *engrais Félix*.

351° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Taillant (René-Louis), à Paris, rue Sainte-Avoie, n° 23, pour une visière de casquette, à bord renversé, sans piqure, dite visière *Taillant*.

352° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Urwin (Robert), représenté par le sieur Chaussonnet, à Paris, rue Saint-Denis, n° 374, pour des perfectionnements apportés aux machines à vapeur; invention pour laquelle il a pris en Angleterre une patente de quatorze ans, expirant le 11 janvier 1863.

353° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la

371° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Knowlys (Thomas-John), représenté par le sieur Truffaut, à Paris, rue de Grammont, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention, expirant le 5 avril 1862, et pris, le 14 octobre 1848, pour des perfectionnements dans la génération et l'application de la chaleur à divers usages.

372° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département d'Alger, par la dame veuve Lagalonnais (née Marie-Anne-Jollivet), à Alger, rue Jenina, passage Martinetti, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} février 1849, pour un appareil d'éclairage portatif.

373° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laisné (Jean-Baptiste), à Paris, cité Trévisé, n° 22, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 avril 1849, pour un système de siphon rotatif à force centrifuge.

374° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Oger (Louis), à Charmes, canton de la Fère, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 février 1848, pour une machine propre à adoucir et à polir les glaces sans déplacement.

375° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Painparé (Charles-Antoine-Victor), chez le sieur Leblanc, à Paris, rue Saint-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 mars 1849, pour un fourneau économique, etc.

376° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robin (Claude), à Paris, rue Saint-Maur-Popincourt, n° 28, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 avril 1845, pour un système de fabrication de bouchons; addition consistant en divers perfectionnements.

377° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roseleur (Guillaume-Alfred), à Paris, rue Saint-Jacques, n° 77, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 mars 1849, pour des procédés d'étamage sur tous métaux.

378° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée le 24 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Roth (Fidèle), à Strasbourg, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 novembre 1847, pour la fabrication d'une pâte phosphorée.

379° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schloss (Henry), à Paris, rue Chapon, n° 15, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 avril 1847, pour un système de fabrication de porte-monnaie et de porte-cigare.

380° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Sircoulon (Charles-Louis), à Audincourt, et se rattachant au brevet d'inven-

362° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure par le sieur Crouette (Augustin), à Saint-Nicolas-d'Aliermont, arrondissement de Dieppe, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 mars 1847, pour un quantième perpétuel.

363° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dramard (Azaret), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 46, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 août 1846, par le sieur Langelot, dont il est cessionnaire, pour un appareil de désinfection permanente.

364° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par le sieur Dupaigne (Edouard-François), à Caen, rue de l'Oratoire, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 octobre 1846, pour des procédés de fabrication inodore des engrais produits des matières fécales et animales.

365° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fèvre (Gabriel-Didier), à Paris, rue Saint-Honoré, n° 398, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} septembre 1846, par le sieur Gaumont, dont il est cessionnaire, pour un système de vase propre à rendre gazeux toute espèce de liquides pour boissons.

366° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Fritz-Sollier, à Lyon, rue des Célestins, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 avril 1849, pour la manipulation du caoutchouc.

367° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaillard (Charles), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 210, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 novembre 1848, pour une machine propre à la conservation des grains.

368° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gariel (Marie-Maurice), à Paris, rue de Bréda, n° 28, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 mars 1849, pour un pessaire atmosphérique.

369° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hanon Valeke (Étienne-Joseph), élisant domicile à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 36, et se rattachant au brevet d'invention, expiré le 20 novembre 1857, pris, le 26 janvier 1848, pour certaines dispositions propres à entretenir constamment froides les meules employées à la mouture.

370° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Houitte (Pierre-François), représenté par le sieur Loro, à Paris, rue et hôtel du Cadran, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 mars 1848, pour une enveloppe gomme-gélatineuse pour savons de toilette.

371° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Knowlys (Thomas-John), représenté par le sieur Truffaut, à Paris, rue de Grammont, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention, expirant le 5 avril 1862, et pris, le 14 octobre 1848, pour des perfectionnements dans la génération et l'application de la chaleur à divers usages.

372° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département d'Alger, par la dame veuve Lagalonnais (née Marie-Anne-Jollivet), à Alger, rue Jenina, passage Martinetti, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} février 1849, pour un appareil d'éclairage portatif.

373° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laisné (Jean-Baptiste), à Paris, cité Trévise, n° 22, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 avril 1849, pour un système de siphon rotatif à force centrifuge.

374° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Oger (Louis), à Charmes, canton de la Fère, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 février 1848, pour une machine propre à adoucir et à polir les glaces sans déplacement.

375° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Painparé (Charles-Antoine-Victor), chez le sieur Leblanc, à Paris, rue Saint-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 mars 1849, pour un fourneau économique, etc.

376° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robin (Claude), à Paris, rue Saint-Maur-Popincourt, n° 28, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 avril 1845, pour un système de fabrication de bouchons; addition consistant en divers perfectionnements.

377° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roseleur (Guillaume-Alfred), à Paris, rue Saint-Jacques, n° 77, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 mars 1849, pour des procédés d'étamage sur tous métaux.

378° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée le 24 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Roth (Fidèle), à Strasbourg, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 novembre 1847, pour la fabrication d'une pâte phosphorée.

379° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schloss (Henry), à Paris, rue Chapon, n° 15, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 avril 1847, pour un système de fabrication de porte-monnaie et de porte-cigare.

380° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Sircoulon (Charles-Louis), à Audincourt, et se rattachant au brevet d'inven-

tion de quinze ans pris, le 12 mars 1847, pour un mécanisme supprimant les cordes de broches dans les métiers à filer.

381° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Stirling (John-David-Morris), représenté par le sieur Truffaut, à Paris, rue de Grammont, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention, expirant le 29 juin 1860, pour des perfectionnements dans certains alliages et composés métalliques, avec une méthode de les souder ainsi que d'autres métaux.

382° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Toussaint (Stanislas) et Vernus (Antoine), à Paris, rue Folie-Méricourt, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 mars 1849, pour des perfectionnements apportés dans la construction des lampes mécaniques.

383° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 avril 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Verdu (Vincent-François-Xavier), à Quinsec, et se rattachant au brevet d'invention de cinq ans pris, le 24 novembre 1848, pour un appareil odontologique propre à faciliter la dentition des enfants.

384° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bardeau (Jacques-Nicolas), chez le sieur Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 19, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 mai 1848, pour des perfectionnements apportés dans les machines propres à battre le blé.

385° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Becker (Jean-Pierre), à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 décembre 1844, pour une composition destinée à rendre les draps, les étoffes et les tissus imperméables à l'eau et perméables à l'air.

386° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berton (Pierre-Théophile), à la Chapelle-Saint-Denis, Grande-Rue, n° 22, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 mars 1849, pour éloigner le lait du feu par le moyen de l'ébullition et de l'ascension causée par le feu.

387° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brocot (Louis-Achille), à Paris, rue Charlot, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 mars 1847, pour perfectionnements concernant l'horlogerie.

388° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clément (William-Hood), représenté par le sieur Perpigna, à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention, expirant, le 21 novembre 1862 et pris le 24 janvier 1849, pour des perfectionnements apportés à la fabrication du sucre.

389° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 mai

1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur David (Pierre-Simon), à Lyon, place des Petits-Pères, n° 9 et 11, et se rattachant au brevet d'invention de dix ans pris, le 12 février 1845, pour une mécanique à cannettes.

390° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur David (Louis-Frédéric-François), au Havre, rue des Pincettes, n° 30, et se rattachant au brevet d'invention de dix ans pris, le 11 avril 1849, pour un appareil de barre de gouvernail de navire.

391° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Dejeu (Jean), à Lyon, cours d'Harbouville, n° 9, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 mai 1847, pour une pompe à incendie dite pompe lyonnaise.

392° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupont (Jules-Michel), à Paris, rue de la Ferronnerie, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 novembre 1847, pour les moyens d'application de garnitures en métal quelconque aux boutons de portes, de meubles, etc.

393° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par le sieur Ferrouilh (François), à Lanasclang, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 janvier 1849, pour un système de machines à piston à l'usage des bateaux à vapeur.

394° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fèvre (Gabriel-Dichier), à Paris, rue Saint-Bonnet, n° 398, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} septembre 1846, par le sieur Gaumont, dont il est concessionnaire, pour un système de vase propre à gaser toute espèce de liquides.

395° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gabet (Adrien-Émile-François), à Paris, rue des Marais-du-Temple, n° 20 bis, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 octobre 1844, pour un genre de cafetière.

396° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cassier (Jean-Paul), à Paris, rue Taibout, n° 16, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 août 1847, pour un système d'horloge ou appareil chronométrique, etc.

397° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Garnier, à Paris, rue de Nivernis, n° 20, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 janvier 1845, pour un système de fermeture de croisées, de persiennes, de portes d'appartements et de portes cochères, dit système Garnier.

398° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Joanne (Dénigne), à Paris, rue Sainte-Avoie, n° 63, et se rattachant au

brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 juin 1846, pour un genre de lampe à piston.

399° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lacarrière (François), à Paris, rue de Vendôme, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 novembre 1848, pour des procédés de distillation simultanée du bois et du goudron.

400° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leconte (Jean-Jacques-Fabrics), à Paris, rue des Capucins-Saint-Jacques, n° 1, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 septembre 1847, pour perfectionnements à la presse propre à extraire le jus de la pulpe de la betterave et aux autres presses en général.

401° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Legras (Napoléon), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 54, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 janvier 1848, conjointement avec le sieur Luchaire, pour perfectionnements aux procédés relatifs à la séparation et à la désinfection des matières fécales.

402° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaigre (Lazare-Nicolas), à Paris, rue des Vierges, n° 16, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 novembre 1845, conjointement avec le sieur Luel, pour siège à renvers mobile, système Luel et Lemaigre.

403° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par les sieurs Massonneau (Louis-René) et Berendorf (Christophe), à Angers, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 janvier 1849, pour un four à chaux concentrateur et accélérateur du calorique.

404° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Montal (Claude), à Paris, rue Dauphine, n° 36, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 janvier 1848, pour diverses améliorations introduites dans les pianos à queue, pianos carrés, pianos droits, à cordes verticales, obliques et demi-obliques.

405° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Peigne aîné, à Paris, rue Rambuteau, n° 13-15, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 avril 1848, pour perfectionnements aux appareils propres à l'évaporation des liquides dits *prompts évaporateurs Peigne*.

406° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pleyel (Camille) et compagnie, représentés par le sieur Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 19, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 février 1847, par le sieur Garand, dont ils sont cessionnaires, pour une machine propre à débiter les bois et autres substances en feuilles minces, etc.

407° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les

sieurs Poizat oncle et compagne, et Knab (David-Clovis), les premiers à la Folie-Nanterre, et le second à Paris, rue Christine, n° 1, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 mars 1849, pour la distillation des matières grasses au moyen d'un appareil nouveau.

408° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Post (Théodore-Joseph), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 161, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 janvier 1849, pour des appareils séparateurs et désinfecteurs des matières fécales.

409° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Remond (Amédée-François), représenté par le sieur Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 19, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 octobre 1847, pour perfectionnement dans diverses parties des machines à vapeur.

410° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Ruolz (Henri-Catherine-Camille), à Paris, rue Saint-Louis-en-l'Île, n° 98, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 août 1848, pour un enduit spécialement propre à prévenir et à réparer les effets de l'humidité sur la pierre, le plâtre, le bois, les métaux, etc.

411° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Séguier (Armand-Pierre), à Paris, rue Garancière, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 décembre 1847, pour des poulies de marine économiques.

412° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur de Thierry des Estivaux (Thérèse-Constant), chez le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 janvier 1848, conjointement avec le sieur Hope, pour un système de fabrication de bouchons de liège.

413° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vincendon (Élie-Édouard), représenté par le sieur Armengaud jeune, à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 janvier 1849, pour des chapeaux en feutre de toute nature, à double bord, sans couture.

414° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Auger (Pierre-Fortuné), chez la dame veuve Houlèbrèque, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 130, hôtel du Chemin-de-Fer, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 juin 1847, pour une pompe à piston régulateur.

415° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Barrat (Philippe-Auguste) et Bodmer (Frédéric), à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 51, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 juin 1849, pour une machine à imprimer.

416° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 juin

1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bandon (Théodore-Ernest), à la Chapelle-Saint-Denis, rue des Couronnes, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 avril 1849, pour une mécanique propre à ouvrir les huîtres, dite *douille*.

417° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baudouin (Charles-Joseph), à Paris, rue Saint-Lazare, n° 22, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 décembre 1846, conjointement avec le sieur Quinquandon, pour un système de robinet à gaz et liquides divers.

418° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bessaguet (Bernard-Isidore), à Paris, Palais-National, galerie Montparnasse, n° 15, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 mai 1849, pour un genre de cachet dit *cachet-découpoir*.

419° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Bloch (Némi), à Dettmheim, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 septembre 1848, pour un réservoir à écoulement intermittent destiné à obtenir un niveau constant.

420° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chazot (Jean-Victor-Aimé-Constant), à Paris, rue du Cimetière-Saint-Nicolas, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 septembre, conjointement avec le sieur Chevalier, pour un genre de machines propre à fabriquer les briques, et un système de four propre à cuire ces briques et plein air.

421° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clusay (Jean-Joseph), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 65, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 janvier 1849, pour un appareil transformateur de vidange, transformant immédiatement les matières fécales en terrain.

422° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delat (Félic), représenté par le sieur Armandeau, avoué, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 19, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 septembre 1847, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des eaux gazeuses, dans les vases propres à les contenir et dans les moyens mécaniques propres à boucher les bouteilles et les vases.

423° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur d'Ingent (Myciath-Ferdinand), à Paris, rue Nouve-des-Petits-Champs, n° 27, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 avril 1849, pour la fabrication d'une étoffe légère dite *lyphide*.

424° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Geyraud, à Nîmes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 juin 1849, pour un système régulateur d'impression sur étoffes et papiers peints.

425° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guinier (Thomas), à Paris, rue de Grenelle-Saint-Honoré, n° 35, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 octobre 1844, pour un robinet à piston et à capsule hermétique dit *robinet Guinier*.

426° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Halley (Silas), à Paris, rue de l'Écharpe, n° 1, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 juin 1848, pour un genre de porte-plumes dit *porte-plumes siphonide*.

427° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hulot (Jacques), à Paris, rue Beauregard, n° 14, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 juin 1847, pour l'application nouvelle et spéciale des moyens connus pour le tissage des étoffes de chanvre, de lin, coton et soie au tissu Hulot, pour la confection des chemises.

428° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jobert (Armand-François), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 51, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 février 1848, pour un bleu dit *bleu royal*, et dans les procédés pour fabriquer ce bleu à l'état liquide et en carmin.

429° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Joly (Pierre-Nicolas-Valéry), à Paris, rue de Grenelle-Saint-Honoré, n° 51, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 novembre 1847, pour un système complet de machine propre à l'impression typographique.

430° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Launay (Édouard-Isaac), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 48, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 avril 1849, pour un genre de fabrication de cadres.

431° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lepage (Charles-François) et Philippe (Mario-Claude-Eugène), à Batignolles, rue Saint-Louis, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 avril 1849, pour un système de pipes.

432° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Masse (Jacques), et Tribouillet (Victor-Barthélemy), à Neuilly-sur-Seine, avenue de Madrid, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 février 1848, pour divers perfectionnements dans la fabrication des bougies, cierges, etc.

433° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Milhaud (Alphonse), à Nîmes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 mars 1848, pour la fabrication des velours à lanières.

434° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Pascal (Jean-Baptiste), à Lyon, quai de Bondy, n° 150, et se rattachant au brevet

d'invention de quinze ans pris, le 11 novembre 1848, pour l'emploi du gaz carbonique comme moteur.

435° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pein et Gaudet, représentés par le sieur Armengaud, aîné, rue Saint-Sébastien, n° 19, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 mai 1846, pour des procédés de forgeage du fer.

436° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Petit (Victor-François), Rompant (Gustave), Blaisot (Claude-Arsène), à Paris, rue Neuve-Bourg-Labbé, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 juin 1847, pour un système de fabrication de peignes à chignon, à papillotes et à retaper et autres.

437° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Philip (Jacob), à Paris, passage Choiseul, n° 16 et 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 mars 1849, pour un genre de bijouterie.

438° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Post (Théodore-Joseph), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 173 bis, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 janvier 1849, pour des appareils séparateurs et désinfecteurs des matières fécales.

439° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rohls (Jean-Chrétien), à Paris, rue Saint-Denis, n° 124, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans délivré, le 27 septembre, au sieur Penzoldt, dont il est cessionnaire, pour une machine à suspension propre au séchage, tant des étoffes que de toutes autres substances ou matières propres à être séchées.

440° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rohls (Jean-Chrétien), à Paris, rue Saint-Denis, n° 124, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 octobre 1848, pour des dispositions de machines typographiques continues.

441° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de Loir-et-Cher, par le sieur Rastbain (Vincent), à Blois, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 avril 1847, pour un système d'essieu de voiture.

442° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Sagnier (Louis) et compagnie, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 182, et se rattachant au brevet d'invention de dix ans délivré, le 29 mai 1844, pour un instrument de pesage.

443° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Sagnier (Louis) et compagnie, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 182, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 février 1849, pour un système de pesage fixé sur des grues à chariot.

444° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Schneider (Benjamin), à Wissembourg, et se rattachant au brevet d'invention

de quinze ans pris, le 16 novembre 1848, pour un appareil dit *cachérimètre*, destiné à remplacer les bougies dans les adjudications publiques.

445° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Villard (Claude), chez le sieur Armengaud aîné, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 19, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 octobre 1846, pour une pompe à récipient mobile.

446° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Bandon-Porchez, à Lille, rue Esquermoise, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 mai 1849, pour un calorifère purificateur.

447° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berger-Walter (Pierre), représenté par le sieur Reynaud, à Paris, rue Bleue, n° 16, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans délivré, le 1^{er} juin 1843, pour un procédé de liaison et de réunion de verre ou cristal fondu avec des pièces en métal.

448° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beston (Pierre-Théophile), à la Chapelle-Saint-Denis, Grande-Rue, n° 22, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 mars 1849, pour éloigner le lait du feu par le moyen de l'ébullition.

449° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Boussard (Franklin), à Toulouse, rue Saint-Étienne, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 août 1847, pour un remonteux perpétuel infaillible, et un arrêtagé à ressort à bride mobile pour pendule.

450° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chansay (Jean-Joseph), représenté par Leullier, à Paris, rue de Chabrol, n° 12, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 janvier 1849, pour un appareil transformateur de vidanges, transformant immédiatement les matières fécales en terreau.

451° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par le sieur Chesnon (Charles-George), à Évreux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 avril 1849, pour un appareil réfrigérant pour obtenir de la glace.

452° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dardenne (Charles-Émile), à Paris, rue Laffitte, n° 51, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 mai 1849, pour une machine rotative continue à imprimer.

453° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par le sieur Dupré (Jean-Baptiste), à Sablé, Grande-Rue, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 novembre 1848, pour un système à appliquer aux voitures suspendues, afin de les empêcher de verser.

454° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 juillet

1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duval-Pigon (Louis-Prosper-Nicolas), à Paris, rue Saint-Denis, n° 277, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 novembre 1848, pour un système de tuyaux monolytes à grande section pour la conduite des eaux, et applicable également à la conduite des gaz.

455° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Favier (Léopold-Jean-Baptiste), à Dunkerque, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1846, pour une chaise percée mécanique.

456° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Joly (Marie-Joseph-Julie), à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 novembre 1848, conjointement avec sa sœur, pour un genre de corsets.

457° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Legras (Louis-Napoléon), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 154, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans délivré, le 19 octobre 1844, pour un système de vidange mobile et inodore.

458° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Maurel (Toussaint), à Marseille, rue des Vignerons, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 mars 1849, pour un système de cloche à battant à charnière.

459° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur May (Hubert-Joseph), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 217, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 mars 1846, pour un genre de fusil dit *fusil May*.

460° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 mai 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Melzessart (Jacques-Théophile), à Paris, passage Saint-Pierre-Popincourt, n° 9, et se rattachant au brevet d'invention de dix ans délivré, le 28 novembre 1843, pour un système de fermeture de boutiques, de stores et de persiennes.

461° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par le sieur Michaud et sa sœur, à Morez, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 avril 1849, pour un procédé propre à teindre le bois, façon marquetierie.

462° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par les sieurs Nourry frères et Meynard cousins, à Valréas, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 avril 1849, pour une tavelle propre à dévider les soies grands-guindres.

463° Le certificat d'addition, dont la demande a été déposée, le 29 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par le sieur Pardoux (Jean), à Randan, et se rattachant au brevet d'invention de

quinze ans pris, le 29 juillet 1846, pour un système de charrue dite *charrue Pardon*.

464° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Picault (Gustave-François), à Paris, rue Dauphine, n° 51, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 décembre 1848, pour un instrument propre à ouvrir les huîtres.

465° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pieron (Léonard-Antoine), à Paris, rue des Enfants-Rouges, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 avril 1849, pour un garde-cendre-écran mécanique.

466° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pieron (Léonard-Antoine), à Paris, rue des Enfants-Rouges, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 avril 1849, pour un garde-cendre-écran mécanique.

467° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Poirier (Jacques-Laurent), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 35, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 mai 1849, pour perfectionnements apportés dans la construction de divers systèmes de presses lithographiques à timbres secs ou autres.

468° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Reynard-Lespinasse (Henri), à Avignon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 mars 1847, pour une scie circulaire destinée à l'extraction de la pierre tendre.

469° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Sagnier (Louis) et compagnie, élisant domicile chez le sieur Sagnier, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 182, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 janvier 1849, pour une machine propre à régler les ressorts des locomotives.

470° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sestier (Alexandre-Fabien), à Paris, rue Saint-Sauveur, n° 24 et 26, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 octobre 1848, pour un genre d'épaulettes.

471° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tarin (Bernard-Angustin-Marie), élisant domicile chez le sieur Chopin, à Paris, rue du Roule, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 septembre 1848, pour une lampe niphoidé.

472° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 juin 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Testud de Beauregard (Félix-Alexandre), à Paris, rue Saint-Quentin, n° 15, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 mars 1848, pour une machine *pneumato-sphéroïdale*, propre aux locomotives, aux machines fixes, aux bateaux à vapeur.

473° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Videbout (François-Bernard), à Paris, rue de la Harpe, n° 19, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 avril 1849, pour un genre de fourneau économique irréversible.

474° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1849, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wharton (William), élisant domicile chez le sieur Hosch, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention, expirant le 11 février 1860, qu'il a pris le 27 août 1846, pour des perfectionnement dans les courroies et bandes.

2. Le ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 13 juillet 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON-BONAPARTE.
Le Ministre de l'agriculture et du commerce,
Signé DUMAS.



Certifié conforme :
Paris, le 9^o Octobre 1850.
Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 314.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2462. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1850 la portion de l'Indemnité coloniale de six millions de francs qui n'aura pas été employée à l'époque de la clôture de l'exercice 1849.*

Du 20 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi du 30 avril 1849, relative à l'indemnité accordée aux colons par suite de l'affranchissement des esclaves, et notamment l'article 8 de cette loi, par lequel un crédit de six millions de francs a été ouvert, sur l'exercice 1849, pour le paiement de la portion de l'indemnité payable en numéraire par les soins des administrations coloniales;

Vu l'article 8 de la loi des finances du 8 août 1847, concernant les reports de crédits d'un exercice à l'autre;

Considérant que le vœu de la loi du 30 avril 1849, ci-dessus visée, a été de mettre le plus tôt possible, à la disposition des colons indemnitaires, la quote-part revenant à chacun d'eux dans le crédit de six millions de francs en numéraire relaté ci-dessus, que, malgré la célérité apportée dans les liquidations, la totalité du crédit n'aura pu être employée à la clôture de l'exercice 1849, et que cependant il est d'un intérêt pressant de prévenir toute interruption dans l'ordonnement et le paiement des sommes qui n'auront pas été liquidées ou payées le 30 septembre prochain;

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La portion du crédit de six millions de francs en numéraire ouvert au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1849, par l'article 8 de la loi du 30 avril 1849, qui

n'aura pas été employée à l'époque de la clôture dudit exercice, sera reportée à l'exercice 1850.

La portion de crédit ainsi reportée sera classée au budget de la marine pour l'exercice 1850, au chapitre vi bis, *Indemnité aux colons*.

2. La régularisation de ce report sera effectuée lors du règlement du compte de l'exercice 1849.

3. Les ministres de la marine et des colonies, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée, le 20 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de la marine et des colonies,

Signé ROMAIN-DESPOISSÉS.

N° 2463. — DÉCRET qui ouvre au Département de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1849, un Crédit extraordinaire applicable au chapitre des Hôpitaux.

Du 20 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu, 1° la loi du 19 mai 1849, portant fixation du budget général de l'exercice 1849;

2° La loi du 20 octobre 1849, allouant des crédits extraordinaires au département de la marine;

3° La loi des dépenses du 15 mai 1850, dont le quatrième paragraphe de l'article 9 est ainsi conçu :

« Toutefois, pendant les prorogations de l'Assemblée législative, des crédits, soit extraordinaires, soit supplémentaires, pourront être ouverts par le Président de la République, après délibération du Conseil des ministres et avec le contre-seing du ministre des finances. »

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, et sur l'avis du Conseil des ministres,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au département de la marine et des colonies, sur l'exercice 1849, un crédit extraordinaire de cent dix mille francs, destiné à pourvoir à l'acquittement de dépenses urgentes imputables au chapitre vi (*Hôpitaux*) du budget dudit exercice.

2. La régularisation de ce crédit sera proposée à l'Assemblée législative, lors de sa prochaine réunion.

3. Le ministre de la marine et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 20 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre des finances,

Le Ministre de la marine et des colonies,

Signé ACHILLE FOULD.

Signé ROMAIN-DESFOSSÉS.

N° 2464. — *DÉCRET relatif à la Taxe des Défrichements de bois, établie par le décret du 2 mai 1848, et supprimée par la loi du 22 juillet 1850.*

Du 29 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 2 mai 1848 sur les défrichements des bois;

La loi du 22 juillet 1850;

L'article 91 du Code forestier;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les communes et établissements publics qui ont obtenu l'autorisation de défricher leurs bois sous l'empire du décret du 2 mai 1848, avec la condition de payer au trésor la taxe de plus-value imposée par ce décret, sont dispensés du paiement de ces plus-values, en ce qui concerne les sommes restant encore à payer.

Les sommes dont le versement a été effectué dans les caisses du domaine ne pourront être restituées sous aucun prétexte.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 29 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Par le Président de la République : *le Ministre des finances,*

Signé ACHILLE FOULD.

N° 2465. — *DÉCRET qui fixe les Prix de vente des Poudres de mine et de commerce extérieur.*

Du 29 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi du 16 mars 1819, relative à la fixation du prix de vente des poudres;

X^e Série.

44.

Vu l'ordonnance du 26 décembre 1836 (1) qui a fixé le prix de vente des poudres de mine et de commerce extérieur;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les prix de vente, par l'administration des contributions indirectes, des poudres de mine et de commerce extérieur, sont fixés, à partir du 1^{er} janvier 1851, ainsi qu'il suit :

Poudre de mine prise dans les entrepôts de la régie, deux francs vingt-cinq centimes le kilogramme.

La même poudre prise chez les débitants, deux francs cinquante centimes le kilogramme.

Poudre de commerce extérieur, un franc soixante centimes le kilogramme.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Elysée-National, le 29 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Par le Président de la République : le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 2466. — DÉCRET qui fixe le Prix des Poudres de chasse que la Régie des Contributions indirectes vendra à charge d'exportation.

Du 29 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi du 13 fructidor an v ;

Vu l'ordonnance du 25 mars 1818 (2) ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 1829 (3) ;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1851, le prix des poudres de chasse fine, superfine et extrafine, que la régie des contributions indirectes vendra à charge d'exportation, sera fixé ainsi qu'il suit :

Poudre de chasse fine ou ordinaire, le kilogramme, quatre

(1) IX^e série, Bull. 473, n° 6650.

(2) VII^e série, Bull. 203, n° 3805.

(3) VIII^e série, Bull. 304, n° 11,585.

francs au lieu de neuf francs cinquante centimes, prix du tarif des ventes à l'intérieur;

Poudre de chasse superfine, le kilogramme, quatre francs cinquante centimes au lieu de douze francs;

Poudre de chasse extrafine, le kilogramme, cinq francs au lieu de quinze francs cinquante centimes.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée National, le 29 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Par le Président de la République : le *Ministre des finances*,

Signé ACHILLE FOULD.

2467. — DÉCRET qui ouvre au *Ministre des travaux publics* un *Crédit de neuf mille deux cent quarante-quatre francs*, représentant le versement fait au Trésor par la ville de Paris, pour la construction d'un Trottoir devant le Palais de l'Institut.

Du 30 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 ainsi conçu :

« Les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à l'exécution de travaux publics, seront portés en recette aux produits divers du budget; un crédit de pareille somme sera ouvert, par ordonnance royale, au ministre des travaux publics, additionnellement à ceux qui lui auront été accordés, par le budget, pour les mêmes travaux;

Vu la loi du 19 mai 1849 portant ouverture, au ministre des travaux publics, d'un crédit de trente mille francs affecté à l'établissement de trottoirs au devant de divers édifices publics;

Vu le récépissé délivré par le caissier payeur central du trésor, le 29 septembre 1850, constatant le versement fait par le trésorier de la ville de Paris, d'une somme de neuf mille deux cent quarante-quatre francs, à titre de prime pour la construction d'un trottoir devant le Palais de l'Institut,

DÉCRÈTE ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics un crédit de neuf mille deux cent quarante-quatre francs (9.244^f), additionnellement à celui de trente mille francs qui lui a été alloué par le budget de l'exercice 1849, pour l'établissement

de trottoirs au devant des édifices publics, chapitre xxi du budget de 1849.

2. La régularisation de ce crédit sera proposée à l'Assemblée législative dans les dix jours qui suivront la prorogation de ses séances.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de l'Élysée, le 30 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé ACHILLE FOULD.

Signé BINEAU.

N° 2468. — DÉCRET relatif à la Contribution spéciale à percevoir, en 1850, pour les dépenses des Chambres et Bourses de commerce d'Arras, de Boulogne, de Honfleur, du Havre, de Saint-Omer et de Toulouse.

Du 1^{er} Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce;

Vu l'article 11 de la loi du 23 juillet 1820;

Vu l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838; la loi du 25 avril 1844 et celle du 15 mai 1850,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de seize mille cent trente-sept francs (16,137^{fr}), nécessaire au paiement des dépenses des chambres et bourses de commerce d'Arras, de Boulogne, de Honfleur, du Havre, de Saint-Omer et de Toulouse, suivant les budgets approuvés d'après les propositions desdites chambres, par le ministre de l'agriculture et du commerce, plus cinq centimes par franc, pour couvrir les non-valeurs, et trois centimes aussi par franc pour subvenir aux frais de perception, sera répartie, en 1850, conformément au tableau annexé au présent décret sur les patentes désignées par l'article 33 de la loi du 25 avril 1844.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de leur gestion au ministre de l'agriculture et du commerce.

3. Le ministre de l'agriculture et du commerce et le mi-

ministres des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 1^{er} Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.
Le Ministre de l'agriculture et du commerce,
Signé DUMAS.

TABLEAU.

NOMS		CHAMBRES et bourses de commerce.	SOMMES à imposer.	DÉSIGNATION des patentes imposables.
des villes.	des départements.			
Arras.....	Pas-de-Calais...	Chambre.....	1,750 ¹	Patentes du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Idem.....	Idem.....	Bourse.....	635	Idem de la ville d'Arras.
Boulogne.....	Idem.....	Chambre.....	2,422	Idem du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Nonfleur.....	Calvados.....	Idem.....	2,059	Idem.
Le Havre.....	Seine-Inférieure.	Idem.....	2,071	Idem.
			(Budget sup- plémentaire.)	
Saint-Omer....	Pas-de-Calais...	Idem.....	2,100	Idem.
Toulouse.....	Haute-Garonne..	Idem.....	3,000	Idem de tout le départe- ment.
Idem.....	Idem.....	Bourse.....	3,100	Idem de la ville de Tou- louse.
			16,137	

Vu pour être annexé au décret du Président de la République en date de ce jour, enregistré sous le n° 1118.

Paris, le 1^{er} Octobre 1850.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,
Signé DUMAS.

N° 2469. — DÉCRET qui autorise la fondation, à la Cropte (Mayenne), d'un Établissement de Sœurs de la Charité.

Du 7 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes ;

Vu la demande formée par la congrégation des sœurs de la Charité, existant à Evron (Mayenne), à l'effet d'être autorisée à fonder un établissement de sœurs de son ordre à la Cropte (même département), et à accepter, de concert avec le maire et le bureau de bienfaisance de la Cropte, les donations faites à cette commune par la dame veuve Cheureul, et consistant, 1° en une maison avec ses dé-

pendances sise à la Crompte; 2° en une rente sur l'État de cinq cents francs, à prendre dans une plus forte rente de trois mille cinq cents francs, le tout sous la condition principale que les biens donnés serviront à la fondation et entretien d'un établissement de sœurs de la Charité d'Évron, dans la commune de la Crompte;

Vu les délibérations du conseil municipal de la Crompte, en date des 9 août 1846 et 5 août 1849;

Vu les actes notariés des 26 mars 1846 et 11 juin 1849, contenant les donations de la dame *Chevreul*;

Vu le certificat de vie de la donatrice, en date du 2 septembre 1849;

Vu le décret du 13 novembre 1810, qui autorise la congrégation des sœurs de la Charité à Évron et approuve ses statuts;

Vu l'engagement pris par la supérieure générale et les membres du conseil d'administration de faire observer les statuts de la maison mère par les sœurs qui seront appelées à diriger le nouvel établissement de la Crompte;

Vu les délibérations du conseil municipal de la Crompte relatives à la fondation de cet établissement de sœurs;

Vu le procès-verbal d'enquête *de commodo et incommodo* qui a eu lieu dans cette commune;

Vu les avis de l'évêque du Mans et du préfet de la Mayenne, des 27 février 1847, 7 et 11 janvier 1850;

Vu l'avis du conseil de l'Université, du 21 juin 1850;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, du 5 mars 1850;

Vu la loi du 24 mai 1825 et celle du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu les lois des 2 janvier 1817 et 18 juillet 1837, et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Charité, existant à Évron (Mayenne), en vertu du décret du 13 novembre 1810, est autorisée à fonder un établissement de sœurs de son ordre à la Crompte (même département), à la charge par ces religieuses de se conformer aux statuts approuvés par le même décret pour la maison mère.

2. Le maire de la Crompte (Mayenne), le bureau de bienfaisance de cette commune et la supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Charité existant à Évron, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, les donations faites à la commune de la Crompte par la dame *Renée Dubois de Beau-regard*, veuve du sieur *François-Nicolas René Chevreul*, suivant

actes notariés des 26 mars 1846 et 11 juin 1849 et consistant, 1° en une maison dite *du Prieuré*, avec dépendances, d'une superficie d'environ dix ares et d'une valeur estimative de deux mille trois cents francs; 2° en une rente sur l'État de cinq cents francs, à prendre dans une rente de trois mille cinq cents francs, inscrite au grand-livre de la dette publique sous le n° 97,226, troisième série, le tout aux clauses et conditions énoncées dans les actes précités et notamment à la charge d'employer les biens donnés à la fondation et à l'entretien d'un établissement de sœurs de la Charité d'Évron, qui devront instruire les filles pauvres et soigner les malade de la Cropte.

3. Les ministres de l'instruction publique et des cultes, et de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris le 7 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2470. — *DÉCRET qui autorise la fondation de deux Établissements de Sœurs de la Présentation de Marie, l'un à Roujan (Hérault) et l'autre à Pouzolles (même département).*

Du 7 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;

Vu les demandes formées par la congrégation des sœurs de la Présentation de Marie, existant à Bourg-Saint-Andéol (Ardèche), à l'effet d'obtenir l'autorisation de fonder un établissement de cinq sœurs de son ordre, à Roujan, et un autre établissement de trois sœurs du même institut, à Pouzolles;

Vu l'ordonnance du 5 mai 1830 (1), qui approuve les statuts de la congrégation des sœurs de la Présentation de Marie, et celle du 29 du même mois (2), qui autorise cette congrégation à Bourg-Saint-Andéol;

Vu l'engagement souscrit par la directrice des écoles de chacun des établissements, de faire observer les statuts de la maison mère;

Vu les délibérations des conseils municipaux de Roujan et de Pouzolles, favorables à la fondation de ces établissements;

(1) VIII^e série, Bull. 355, n° 14,362.

(2) VIII^e série, Bull. 358, n° 14,572.

Vu les procès-verbaux d'enquête *de commodo et incommodo* qui ont eu lieu à Roujan et à Pouzolles;

Vu les avis des évêques de Montpellier et de Viviers, des 29 août, 14 septembre et 20 novembre 1849, et ceux des préfets de l'Hérault et de l'Ardèche, des 4 novembre et 19 décembre 1849;

Vu l'avis du conseil de l'Université, du 12 avril 1850;

Vu la loi du 24 mai 1825 et celle du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Présentation de Marie, existant à Bourg-Saint-Andéol (Ardèche), en vertu d'une ordonnance du 29 mai 1830, est autorisée à fonder,

1° Un établissement de cinq sœurs de son ordre, à Roujan (Hérault);

2° Un établissement de trois sœurs du même ordre, à Pouzolles (même département), à la charge, par ces religieuses, de se conformer aux statuts approuvés par l'ordonnance du 5 mai 1830, pour la maison mère.

2. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Paris, le 7 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2471. — DÉCRET portant prorogation de la réunion du Conseil d'arrondissement de Sceaux.

Du 8 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu la loi du 22 juin 1833;

Vu le décret du 30 juillet 1850, portant convocation des conseils généraux et des conseils d'arrondissement;

Vu le décret du 1^{er} octobre, présent mois, qui a pourvu au remplacement de plusieurs membres du conseil d'arrondissement de Sceaux,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La réunion du conseil d'arrondissement de Sceaux

(Seine), pour la première partie de la session, est prorogée au 12 octobre présent mois.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, à l'Élysée-National, le 8 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé J. BAROCHÉ.

N° 2472. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Le tarif ci-annexé, pour la perception des droits au passage d'eau dit l'île Durand, commune de Nantes (Loire-Inférieure), est approuvé.

2. Sont exempts des droits de péage : les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et les divers agents, tels qu'ils sont énoncés au tarif annexé au présent décret, et qui, aux termes du cahier des charges de l'adjudication desdits droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (Du 29 Septembre 1850.)

Rivière de Loire, passage d'eau dit de l'île Durand, commune de Nantes.

ART. 1^{er}. Le tarif du passage sera établi comme suit :

Pour une personne, entre la Fosse et l'île Durand..... 05^c

Pour une personne, entre l'île Gloriette et la Fosse ou l'île Durand.. 25

Les enfants au-dessous de sept ans ne payeront pas lorsqu'on testiendra sur les genoux. Hors ce cas, les enfants payeront place comme les autres personnes. Les paquets tenus sur les genoux ne donneront lieu à aucun payement lorsqu'ils ne seront pas en saillie sur les côtés. Hors ce cas, tout paquet ou colis payera comme une personne. Le fermier pourra refuser les paquets pesant plus de cent kilogrammes.

2. Le fermier ne pourra exiger aucun droit de passage des fonctionnaires, employés ou agents ci-après désignés, dans les cas prévus par le présent article, savoir :

1° Les préfets et sous-préfets en tournée dans leur département et arrondissement, les maires, les juges d'instruction et procureurs de la République, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et les autres agents de la police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes, les agents de l'administration forestière, les receveurs des communes, les préposés d'octroi, les facteurs ruraux, les agents des lignes télégraphiques, les agents voyers, les vérificateurs des poids et mesures; mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service, et sous la condition que les employés seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions ou porteurs de leurs commissions. Les préfets, sous-préfets et

autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe auront le droit, de leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires et des domestiques attachés à leur personne;

2° Les militaires de tout grade voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et soldats voyageant isolément, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie, à la charge de représenter, soit une feuille de route, soit un ordre de service;

3° Les gardes nationaux marchant en détachements ou isolément pour service public, mais à la même condition.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Le préfet déterminera le maximum de la charge ou du nombre des personnes que les bateaux pourront recevoir.



Certifié conforme :

Paris, le 12^e Octobre 1850,

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 315.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2473. — *DÉCRET qui proclame des cessions de Brevets d'invention.*

Du 13 Juillet 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce;

Vu l'article 20 de la loi du 5 juillet 1844,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont proclamés :

1^o La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 28 mai 1845, faite au sieur John Wrigt, demeurant à Glasgow (Écosse), par le sieur Fournier, des droits de la société Fournier et compagnie au brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans délivré, le 20 juillet 1838, au sieur de Pebrer, dont elle était cessionnaire, pour un appareil calorifère économique se réglant par lui-même et dit *calorifère à manomètre*.

2^o La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, le 22 février 1847, faite au sieur Pierre-François-Alexis Bonnesseur, propriétaire, demeurant à Charleville, par le sieur Jardin, de ses droits, pour le département des Ardennes, au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 16 avril 1845, pour perfectionnement et amélioration d'un système de croisée.

3^o La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, le 22 février 1847, faite au sieur Pierre-François-Alexis Bonnesseur, propriétaire, demeurant à Charleville, par le sieur Jardin, de ses droits, pour le département des Ardennes, au brevet d'invention de dix ans qui lui a été délivré, le 21 septembre 1842, pour un appareil, nommé *croisée à système*, ayant pour but d'empêcher l'infiltration des pluies et le passage de l'air dans l'intérieur des appartements.

4^o La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 30 octobre 1847, faite au sieur Charles-François Leveillé, manufacturier, demeurant à Rouen, rue Préfontaine, n° 10, par les sieurs Perrot et Prévinaire, de leurs droits au brevet d'importation de quinze ans délivré, le

19 septembre 1844, au sieur Perrot, pour un système de machines propres au blanchiment et à la teinture des fils de coton, laine, lin, soie, etc. dévidés en écheveaux.

5° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 2 novembre 1847, faite à la société Labat et compagnie, par les sieurs Pierre Labat, mécanicien, demeurant à Paris, rue des Magasins, n° 18 bis, et Jean-Baptiste Engard, propriétaire, demeurant à Paris, même rue et même numéro, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans, que le sieur Labat a pris, le 23 janvier 1845, pour une boucle-agrafe ou agrafe à bascule.

6° L'adjudication enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 2 novembre 1847, présentée au profit du sieur Claude-Evariste-Ferdinand Chabert, propriétaire, demeurant à Paris, rue des Magasins, n° 13, du brevet d'invention de quinze ans, que le sieur Pierre Labat a pris, le 23 janvier 1845, pour une boucle-agrafe ou agrafe à bascule.

7° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, les 11 janvier et 27 février 1848, faite au sieur John Wrigt, demeurant à Glasgow (Ecosse), par le sieur Pablo de Peprat, de la partie de droits restant lui appartenir au brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans qui lui a été délivré, le 10 juillet 1838, pour un appareil calorifère économique, se réglant par lui-même et dit calorifère à manomètre.

8° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Ardèche, le 12 janvier 1848, faite au sieur Pierre Meyer, propriétaire, demeurant à Lyon, par les sieurs Soullibré et Dorel, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 9 août 1847, pour la fabrication du gaz avec le goudron.

9° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 14 janvier 1848, faite à la société Perronnei et compagnie, dont le siège est à Paris, rue de Valenciennes, n° 31, par le sieur Augustin de Maillier, de ses droits au brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans qui lui a été délivré, le 14 juillet 1838, pour des perfectionnements apportés aux lampes propres à brûler sans même les huiles volatiles.

10° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, le 21 janvier 1848, faite au sieur Barthélémy Adrieux, fabricant de produits mosaïques, demeurant à Marseille, par la société Adrieux et compagnie, de ses droits au brevet d'invention de dix ans qui lui a été délivré, le 19 avril 1844, pour un genre de parquet en terre cuite, façon mosaïque.

11° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, le 21 janvier 1848, faite à la société en commandite et par actions Adrieux et Lyon, dont le siège est à Marseille, par le sieur Adrieux, de ses droits au brevet d'invention de dix ans délivré, le 19 avril 1844, au sieur Adrieux et compagnie, dont il est cessionnaire, pour un genre de parquet en terre cuite, façon mosaïque.

12° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, le 26 janvier 1848 faite au sieur Edouard Esquié, marchand de plâtre, demeurant à Graville-Hellé, par le sieur Delassant, de ses droits, pour l'arrondissement du Havre, au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 décembre 1845, par le sieur Groult, dont il est cessionnaire, pour un appareil à cuire en grand, par le même feu, sans le contact de la

Même ni de la fumée, et dans deux chambres distinctes, la pierre à plâtre, au moyen de la houille dont on retire le coke et le noir de fumée.

13° La déclaration enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 26 janvier 1848, de laquelle il résulte que le sieur Perrot a reconnu le sieur Théodore Prévinaire, manufacturier en Hollande, comme inventeur, et, en conséquence, comme seul propriétaire dès l'origine du brevet d'importation de quinze ans délivré au nom de Perrot, le 19 septembre 1844, pour un système de machines propres au blanchiment et à la teinture des fils de coton, laine, lin, soie, etc. dévidés en écheveaux.

14° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Manche, le 4 février 1848, faite au sieur Charles-Théophile Couvreur, menuisier, demeurant à Avranches, par les sieurs Maurice Cotas frères, de partie de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 12 septembre 1846 pour un système de croisée dite *ascensionnelle*, impenétrable à l'air et à la pluie. Cette cession comprend le droit exclusif d'exploiter dans les cantons d'Avranches, de Brecey, de Ducey, de Saint-James, de Pontorson, de la Haye-Pesnel et de Saint-Hilaire-du-Harcouet, département de la Manche; elle comprend encore le droit d'exploiter dans les cantons de Ville-dieu et de Sartilly, mais concurremment avec tous autres cessionnaires.

15° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 5 février 1848, faite au sieur Édouard-Auguste-Désirée Guichard, demeurant à Paris, rue du Gros-Chenet, n° 4, par la société Baum, Meyer et Guichard, de ses droits au brevet d'invention de dix ans pris, le 26 septembre 1845, par les sieurs Baum et Meyer, dont elle est cessionnaire, pour une machine propre à distribuer à volonté, et d'un seul coup, des couleurs différentes pour l'impression des étoffes à la planche, et dite *Variants*.

16° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Nord, le 7 février 1848, faite à la société Maghe-Leville et compagnie, par le sieur Massiaux, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 12 juin 1845, pour un procédé propre à fabriquer les clous à ferer les chevaux et autres espèces de clous.

17° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 8 février 1848, faite à la société en participation, dont le sieur Gillard a fixé les conditions, par ledit sieur Gillard, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 5 décembre 1845, pour un système de chauffage.

18° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 8 février 1848, faite au sieur Napoléon-Virgile Bailly, propriétaire, demeurant à Paris, rue Saint-Germain-des-Prés, n° 3, par le sieur Payenne, des trois cent soixante-cinq millièmes des droits lui appartenant, comme cessionnaire, dans le brevet d'importation de dix ans délivré, le 15 octobre 1842, au sieur Nanteuil, pour un appareil et des procédés propres à purifier et à rendre frais et respirable l'air des lieux clos.

19° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 8 février 1848, faite au sieur Napoléon-Virgile Bailly, propriétaire, demeurant à Paris, rue Saint-Germain-des-Prés, n° 3, par le sieur Payenne, des quatre cent quinze millièmes lui appartenant dans les droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 29 août 1846, conjointement avec le sieur Bouet, pour un système de bateau sous-marin.

20° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, le 17 février 1848, faite au sieur Jean-Baptiste Jolibois, fabri-

cant de tuiles, demeurant à Deyvillers, par les sieurs Gilardoni frères, de leurs droits, pour partie des départements des Vosges et de la Meurthe, au brevet d'invention de dix ans qui leur a été délivré, le 25 mars 1841, pour un procédé de fabrication de tuiles plates imperméables, avec système d'emboîtement et canaux d'écoulement intérieur.

21° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 18 février 1848, faite au sieur Victor Baudry et Félix-Hector Rousseau, pharmaciens, demeurant à Rennes, par le sieur Savarette, de ses droits, pour le département d'Ille-et-Vilaine, au brevet d'invention de quinze ans qui lui a été délivré, le 4 mars 1842, pour un appareil propre à fabriquer les liquides gazeux, et dont le cylindre saturateur peut servir à débiter les liquides et à remplir des vases en verre, en grès ou en métal; lesquels sont munis d'un appareil de fermeture pour les remplir ou les vider sans l'usage des bouchons de liège ordinaires. Cette question ne comprend que la partie de l'inventaire relative au vase siphonide à percussion propre à recevoir, contenir et débiter les liquides gazeux.

22° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Manche, le 22 février 1848, faite au sieur Alexandre-Jacques Deseau, menuisier, demeurant à Granville, par les sieurs Maurice Colas frères, de leurs droits, pour les cantons de Granville et de Bréhal (Manche), au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 22 septembre 1846, pour un système de croisée dite *ascensionnelle*, impénétrable à l'air et à la pluie.

23° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, le 23 février 1848, faite au sieur Eugène-Morelle Jacquillon, maître menuisier, demeurant à Bazeilles, par le sieur Bonnesseur, de ses droits, pour l'arrondissement de Sedan, au brevet d'invention de dix ans délivré, le 21 septembre 1842, au sieur Jardin, dont il est cessionnaire, pour un appareil nommé *croisée à système* ayant pour but d'empêcher l'infiltration des pluies et le passage de l'air dans l'intérieur des appartements.

24° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, le 23 février 1848, faite au sieur Eugène-Morelle Jacquillon, maître menuisier, demeurant à Bazeilles, par le sieur Bonnesseur, de ses droits, pour l'arrondissement de Sedan, au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 avril 1845, par le sieur Jardin, dont il est cessionnaire, pour perfectionnement et amélioration d'un système de croisée.

25° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, le 4 mars 1848, faite au sieur Victor-Hyacinthe-Liber Guillouet, chimiste, demeurant à Condé-sur-Noireau, par le sieur Rydin, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 13 janvier 1848, pour une composition de teintures en bleu, gris, lilas et agate sans emploi d'indigo, le tout bon teint.

26° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, le 10 mars 1848, faite au sieur Gabriel Gibus, fabricant de chapeaux, demeurant à Paris, rue Beaubourg, n° 50, par le sieur Antoine Gibus, de partie de ses droits au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans, qui lui a été délivré, le 23 septembre 1840, pour additions et perfectionnements à un genre de chapeaux mécaniques.

27° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 14 mars 1848, faite au sieur Jean-Chrétien Rohlfis, ingénieur mécanicien, demeurant à Paris, cour Batave, rue Saint-Denis, n° 124, par le sieur Penzoldt, de ses droits au brevet d'invention et de perfectionnement

de quinze ans, qui lui a été délivré, le 27 septembre 1841, pour une machine à suspension propre au séchage tant des étoffes que de toutes autres substances ou matières propres à être séchées.

28° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 14 mars 1848, faite à la société en nom collectif Huguenin Ducommun et Dubied, par le sieur Rohlfis, de partie de ses droits au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans délivré, le 27 septembre 1841, pour une machine à suspension propre au séchage tant des étoffes que de toutes autres substances ou matières propres à être séchées.

29° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, le 18 mars 1848, faite au sieur Louis Guiramaud, propriétaire, demeurant à Avignon, par le sieur Déléamont, de ses droits, pour le département de Vaucluse, au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 novembre 1844, par le sieur Robelin, dont il est cessionnaire, pour un système de tuiles.

30° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 22 mars 1848, faite aux sieurs Joseph-Elzéard-Noël Sollier, statuaire, demeurant à Paris, rue du Marché-aux-Chevaux, n° 13, Joseph-Théophile Serre, négociant, et Maurice Abat fils, propriétaire, demeurant tous deux à Nantes, par les sieurs Durand de Monestrol et Sollier d'Apt, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qui leur a été délivré, le 20 janvier 1843, pour un genre de mosaïque et de machines propres à la confectionner.

31° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 24 mars 1848, faite à la société en nom collectif et en commandite Périn et compagnie, ayant son siège à Paris, passage de la Bonne-Graine, n° 16, par la demoiselle Crépin, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 29 août 1846, pour une mécanique propre au débitage des bois.

32° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département des Côtes-du-Nord, le 31 mars 1848, faite au sieur Vincent-Mathurin Coursin, menuisier, demeurant à Guingamp (Côtes-du-Nord), par les sieurs Maurice Colas frères, de leurs droits, pour partie de l'arrondissement de Guingamp, au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 22 septembre 1846, pour un système de croisée dite *ascensionnelle*, impénétrable à l'air et à la pluie.

33° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 13 avril 1848, faite à une société en commandite dont le sieur Laménade est seul gérant, par ledit sieur Laménade, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 avril 1847, par les sieurs Émile-Michel Faré et Michel Paul, pour un procédé d'application de lettres sur verre.

34° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 13 avril 1848, faite à la société Laménade et compagnie, par les sieurs Émile-Michel Farré et Michel Paul, de leurs droits à un brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 24 avril 1847, pour un procédé d'application de lettres sur verre.

35° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 13 avril 1848, faite au sieur Laménade par la société Laménade et compagnie, de ses droits à un brevet d'invention de quinze ans

pris par les sieurs Émile-Michel Farré et Michel Paul, le 14 avril 1847 pour un procédé d'application de lettres sur verre.

36° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 10 juillet 1848, faite au sieur Amédée Luchaire, par le sieur Napoléon Legras, des droits de ce dernier au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris conjointement, le 8 janvier 1848, pour des perfectionnements aux procédés propres à la séparation et à la désinfection des matières fécales.

37° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 10 juillet 1848, faite au sieur Louis-Gustave Jonnard, maître de forges, par le sieur Thomas Boxer, demeurant à Londres, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 6 mai 1845, pour fabrication d'un combustible.

38° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 19 juillet 1848, faite au sieur Frédéric Favre, dessinateur, demeurant à Lyon, par le sieur Joseph d'Antin, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 24 juillet 1845, pour un procédé mécanique à chiner, soit en pièces, soit en lottes, la soie, le cachemire et la fantaisie. Cette cession comprend la ville de Lyon et ses faubourgs, dans un rayon de deux myriamètres.

39° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, le 14 août 1848, faite au sieur Henri Dollfus, rentier, par le sieur Gustave Krause, négociant, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, par le sieur Jean-Baptiste Robelin, propriétaire, demeurant à Vyt-la-Belvoir (Doubs), le 20 novembre 1844, pour un système de tuiles, et dont ledit sieur Krause est cessionnaire. Cette cession comprend les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme, de la Seine-Inférieure, de l'Oise, de l'Aisne, des Ardennes, de la Marne, de l'Aube, de la Haute-Marne et de l'Yonne.

40° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département des Côtes-du-Nord, le 28 août 1848, faite au sieur Gustave Dufour, demeurant à Cesson, commune de Saint-Brieuc, par le sieur Constant-Benjamin Dufour père, demeurant au même lieu, de ses droits au brevet d'invention de dix ans délivré, le 28 février 1841, au sieur Rémaud, dont ledit sieur Dufour père est cessionnaire, pour des verres à quinquets.

41° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 31 août 1848, faite à la société Bousson et compagnie, par le sieur Guillaume-Joseph-Conrad-Marie de Liebhafner, ingénieur des ponts et chaussées, de ses droits au brevet d'invention que le sieur Antoine-Alphonse Courbebaisse a pris, le 14 mars 1845, pour un nouveau procédé d'extraction de rochers, et qu'il a cédé au sieur de Liebhafner pour toute la partie de la France, ses colonies et possessions situées dans le versant de la Méditerranée et de la Manche, depuis le promontoire de Barfleur jusques et y compris la mer du Nord.

42° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture de la Seine, le 31 août 1848, faite à la société Bousson et compagnie, par le sieur Guillaume-Joseph-Conrad-Marie de Liebhafner, ingénieur des ponts et chaussées, de ses droits au brevet d'invention qui a été délivré au sieur Antoine-Alphonse Courbebaisse, le 26 avril 1841, pour un procédé d'extraction de rochers, et qu'il a cédé au sieur de Liebhafner pour toute la partie de la France, ses colonies et

possessions situées dans le versant de la Méditerranée et de la Manche, depuis le promontoire de Barfleur jusqu'à et y compris la mer du Nord.

43° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 6 septembre 1848, faite à la société Banner et compagnie, fondée sous la désignation de *société pour la médification des bois*, par le sieur Robert Banner, de ses droits au brevet d'invention de dix ans délivré, le 5 octobre 1842, au sieur Tressaut, dont il est cessionnaire, pour la conservation des bois.

44° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, le 8 septembre 1848, faite au sieur Philippo-Antoine Dru, marchand plâtrier, demeurant à Neuilly, canton de Marines (Seine-et-Oise), par le sieur Pierre Sainte-Croix L'Éveillé, fabricant de plâtre, demeurant à Rouen, ile la Croix, de partie de ses droits au brevet d'invention de dix ans qui lui a été délivré, le 12 octobre 1839, pour une machine destinée à cuire au charbon de terre le plâtre en pierre, ainsi que les poussières ou menus; cette cession n'est faite que pour Neuilly, Marines et un rayon de trois myriamètres.

45° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 7 novembre 1848, faite au sieur Jean-Baptiste Engard, propriétaire, demeurant à Paris, rue Lafayette, n° 3, par le sieur Pierre Labat, ouvrier mécanicien, demeurant à Paris, rue Lafayette, n° 28, des deux tiers de ses droits au brevet d'invention qu'il a pris, le 23 janvier 1845, pour une boussole-agrafe ou agrafe à bascule.

46° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, le 7 novembre 1848, faite au sieur Joseph Challaude, propriétaire, demeurant à Troyes-Mail-de-la-Tannerie, par la dame Françoise-Alexandrine Billecart, veuve du sieur Edme-Michel Benoît, demeurant à Troyes, chaussée des Bas-Trévois, et les sieur et dame Pain, demeurant en la même ville, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qui a été délivré au sieur Savarèse fils, le 4 mars 1842, pour un nouvel appareil de fermeture des vases à fermeture à percussion dits *vases siphonides*, propres à recevoir et à contenir les liquides gazeux; cette cession ne comprend que le département de l'Aube.

47° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, le 29 décembre 1848, faite à la société Pradine et compagnie, établie à Châlons-sur-Marne, par la société Henriot frères, sœurs et compagnie, de ses droits à un brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 12 février 1848, pour perfectionnement d'une machine peigneuse.

48° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 30 décembre 1848, faite à la société Rivat et Marinier, par le sieur Jules Rivat, teneur de livres, de ses droits à un brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 10 août 1846, pour un aspirateur inodore propre au curage des fosses d'aisances.

49° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture de la Seine, le 19 janvier 1849, faite au sieur Gabriel-Didier Fèvre, négociant, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, n° 398, par le sieur Napoléon-Joseph Gaumont, inspecteur au chemin de fer de Paris à Versailles (rive gauche), demeurant à Paris, rue de Cléry, n° 86, de ses droits à un brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 1^{er} septembre 1846, pour un système de vases propres à garder toute espèce de liquides pour boissons.

50° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture de la Seine, le 30 janvier 1849, faite à la société J. Massé, veuve Tribouillet et compagnie, par le sieur Auguste-Pierre Dubrunfaut, manufacturier, demeurant à Bercy, près Paris, rue Brèche-aux-Loups, n° 10, de ses droits à un brevet d'invention

de quinze ans qui lui a été délivré, le 28 août 1841, pour des procédés et appareils propres à dépurér divers corps gras d'origine végétale et animale, et particulièrement les huiles de poisson, de grains et de palme.

51° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, le 26 février 1849, faite au sieur Hubert-Alphonse Pichon, propriétaire, demeurant à Metz, rue des Jardins, n° 2, par le sieur Jean-Nicolas-Hyacinthe Camus-Fournier, ancien entrepreneur du travail dans les prisons de Metz, demeurant à Moulins-les-Metz, de ses droits à un brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 14 octobre 1847, pour une méthode de préparation des soies de porc, de manière à pouvoir les mélanger au crin pour garnir les meubles et les matelas.

52° La cession enregistrée à la préfecture du département de la Seine, le 7 mars 1849, faite au sieur Eugène-Léger-Benoist Pihet, ancien mécanicien, demeurant à Paris, rue Ménilmontant, n° 11 bis, par le sieur Phébert-Paulin Henry, ancien négociant, demeurant à Paris, rue Poissonnière, n° 13, de ses droits à un brevet d'invention de quinze ans qui lui a été délivré, le 27 décembre 1841, pour un lit en fer plein, se ployant à charnières, et portant son fond sanglé au moyen d'agrafes de forme particulière aussi en fer.

53° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 27 mars 1849, faite au sieur Jean-Claude-Jules Bouilla, maître de forges, demeurant à Limoges (Haute-Vienne), boulevard de la Cité, par le sieur Pierre-Adolphe Lapostol, ancien négociant, demeurant à Paris, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qui a été délivré à messieurs de Villeneuve et Minich, le 28 novembre 1843, dont il est cessionnaire, pour une machine propre à la fabrication des agrafes et portes.

54° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 4 avril 1849, faite à la société Krantz et compagnie par le sieur Jean-Baptiste Krantz, mécanicien, demeurant à Paris, rue de Mote, n° 36, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 14 février 1845, pour une presse à chariots propre à graver sur les métaux en général, et notamment applicable à la bijouterie, à l'horlogerie et à l'orfèvrerie.

55° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, le 12 avril 1849, faite au sieur Étienne-François Genissier, syndic gérant de la compagnie des fonderies et forges de la Loire et de l'Ar-dèche, demeurant à Lyon, par les sieurs Jean-Baptiste Verpillieux aîné, mécanicien, et Jean-Claude Verpillieux jeune, mécanicien, demeurant à Rivede-Gier, de la moitié des droits au brevet d'invention qui leur a été délivré, le 25 juin 1840, pour un nouveau système de bateau à vapeur, spécialement employé à la remonte des voyageurs et des marchandises sur les fleuves, rivières et canaux, et de tous leurs droits à ce brevet pour exploiter seulement à l'étranger.

56° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, le 26 avril 1849, faite au sieur Louis-Alexis de Gentil fils, propriétaire, demeurant à Versailles, rue Saint-Antoine, n° 25, par le sieur Louis-Dominique Girard, ingénieur hydraulicien, demeurant à Paris, rue d'Enghien, n° 32, de la moitié de ses droits au brevet d'invention qu'il a pris, le 17 juillet 1847, pour un système hydraulique dit *moteur-pompe*; la garniture de l'organe mobile s'appliquant indistinctement aux machines soufflantes et aux pompes en général.

57° L'adjudication enregistrée au secrétariat de la préfecture de la Seine, le 12 mai 1849, prononcée au profit du sieur Amédée-Balthazard Bérard, ingénieur civil des mines, le 14 décembre 1842, aux sieurs Fénéon, Damotte et Chevolot, pour une machine propre à tailler et guillocher la pierre, le bois et les métaux; 2° d'un brevet d'addition et de perfectionnement délivré le 29 août 1843; et 3° de deux certificats d'addition des 3 novembre 1846 et 6 mars 1847; lesdits brevets et certificats ayant fait partie de l'actif de la société en commandite ayant existé sous la dénomination de *marbrerie mécanique* et sous la raison Plattard et compagnie, cessionnaires des sieurs Fénéon, Damotte et Chevolot.

58° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 14 mai 1849, faite à la société en liquidation Camille Pleyel et compagnie par le sieur Florentin Garand, ancien négociant, de ses droits à un brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 15 février 1847, pour une machine propre à débiter le bois et autres substances, en feuilles minces et continues sur de grandes largeurs.

59° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture de la Seine, le 14 mai 1849, faite à la société en liquidation Camille Pleyel et compagnie, par le sieur Florentin Garand, ancien négociant, de ses droits à un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qui lui a été délivré, le 2 septembre 1844, sous le titre de machines propres à trancher le bois de placage cylindrique.

60° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 24 mai 1849, faite à la société Théophile Bernes, dont le siège est à Paris, rue de Provence, n° 61, par les sieurs Armand-Pierre-Henri Gaugain, chimiste, demeurant à Paris, rue des Amandiers-Popincourt, n° 12, et Louis-Auguste Bisson, chimiste, demeurant à Paris, place Saint-Germain-l'Auxerrois, n° 29, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 29 janvier 1847, pour le laitonnage et le bronzage de la fonte de fer, du fer et de l'acier.

61° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 15 juin 1849, faite au sieur François Perroncel, fabricant, demeurant à Paris, rue Saint-Martin, n° 228, par le sieur Alexandre Parkes, négociant, demeurant à Birmingham (Angleterre), de ses droits au brevet d'invention qu'il a pris, le 1^{er} octobre 1846, pour des perfectionnements dans la préparation de certaines substances végétales et certaines combinaisons des mêmes substances seules ou combinées avec d'autres.

2. Le ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée National, le 13 Juillet 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé DUMAS.

**N° 2474. — Décret portant nouvelle Organisation du Corps
de l'Intendance militaire,**

Du 7 Octobre 1864.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu les ordonnances du 29 juillet 1817 (1), du 10 juin 1835 (2),
et l'arrêté du 4 mai 1848 (3), portant organisation du corps de l'in-
tendance militaire;

Vu la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

Vu l'ordonnance du 3 mai 1832, sur le service des armées en cam-
pagnes;

Vu la loi du 19 mai 1834, sur l'état des officiers;

Vu l'ordonnance du 16 mars 1838 (4), sur l'avancement dans
l'armée;

Considérant qu'il importe de donner plus d'énergie à l'action et
au contrôle de l'intendance militaire, et de rendre plus efficace le
concours que ce corps doit au commandement, pour tout ce qui tient
au bien-être du soldat comme à la bonne et prompte exécution des
opérations militaires;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

DE LA COMPOSITION DU CORPS DE L'INTENDANCE MILITAIRE.

Art. 1^{er}. Le corps de l'intendance militaire comprend deux
sections distinctes, et il est composé comme il suit :

I^{re} SECTION.

Inspecteurs généraux des services administratifs..... 16

II^e SECTION.

Intendants militaires de 1 ^{re} classe.....	50	} 210
Intendants militaires de 2 ^e classe.....	50	
Sous-intendants militaires de 1 ^{re} classe.....	40	
Sous-intendants militaires de 2 ^e classe.....	50	

TOTAL..... 216

TITRE II.

DE L'AVANCEMENT DANS LE CORPS DE L'INTENDANCE MILITAIRE;

MODE DE RECRUTEMENT.

2. Les inspecteurs généraux des services administratifs sont

(1) 1^{re} série, Bull. 175, n° 2822.

(2) 12^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 365, n° 5799.

(3) 1^{re} série, Bull. 36, n° 419.

(4) 12^e série, Bull. 566, n° 7344.

choisis parmi les intendants de première classe ayant servi au moins trois ans dans ce grade.

3. Les intendants de première classe sont choisis parmi les intendants de deuxième classe ayant au moins deux ans de service dans ce grade.

4. Les intendants de deuxième classe sont choisis parmi les sous-intendants de première classe ayant servi au moins trois ans dans ce grade.

5. Les sous-intendants de première classe sont choisis parmi les sous-intendants de deuxième classe ayant deux ans au moins d'exercice dans ce grade.

6. Les sous-intendants de deuxième classe sont pris exclusivement parmi les capitaines de toutes les armes âgés de moins de trente-cinq ans (sans conditions d'ancienneté ni de classe) portés, par suite de la dernière revue d'inspection générale, sur l'état spécial de propositions pour être admis dans l'intendance militaire, et qui auront justifié de leur aptitude devant une commission nommée par le ministre de la guerre.

7. Tous les emplois dans le corps de l'intendance militaire sont donnés au choix.

TITRE III.

DES ATTRIBUTIONS DE L'INTENDANCE.

8. Les inspecteurs généraux des services administratifs sont exclusivement chargés de vérifier et d'arrêter, sur pièces et sur place, la comptabilité annuelle, en deniers et en matières, de tous les corps de l'armée, des établissements administratifs, des écoles militaires, des directions d'artillerie et du génie. Ils inspectent les magasins de l'État, et s'assurent que la gestion est partout régulière, économe et intelligente. Ils proposent au ministre les améliorations dont les diverses branches de services administratifs de la guerre leur paraissent susceptibles.

Un règlement général, arrêté par le ministre de la guerre, déterminera d'ailleurs, en détail, les diverses attributions de l'intendance militaire.

9. En temps de guerre, il pourra être créé des emplois d'intendant en chef, dont les titulaires seront pris dans le cadre des inspecteurs généraux des services administratifs et dans lequel ils rentreront à l'expiration de leurs fonctions administratives.

10. Il est placé dans chaque département un intendant mili-

taire, chef de tous les services administratifs, ayant sous ses ordres, selon les besoins, un certain nombre de sous-intendants militaires chargés chacun d'un service propre de surveillance administrative.

11. En attendant le règlement général à intervenir, les attributions des intendants et sous-intendants restent les mêmes que celles actuellement confiées aux sous-intendants et adjoints.

12. Les fonctions de l'intendance militaire, étant uniquement administratives, ne confèrent aucun grade dans l'armée.

Toutes les assimilations précédemment établies sont abrogées.

Néanmoins, le mode d'admission et d'avancement dans l'ordre de la Légion d'honneur continuera d'être, pour les fonctionnaires de l'intendance, le même que pour les officiers de l'armée.

13. Les fonctionnaires de l'intendance militaire prennent rang, comme corps, dans les réunions et dans les cérémonies publiques, immédiatement après l'état-major général de l'armée, de la division ou de la subdivision.

TITRE IV.

DU TRAITEMENT DES FONCTIONNAIRES DE CE CORPS.

14. La solde proprement dite des inspecteurs généraux, intendants et sous-intendants en activité de service, sur le pied de paix, est fixée ainsi qu'il suit, savoir :

Inspecteurs généraux des services administratifs.....	10,000'
(Solde actuelle des intendants.)	
Intendants militaires de première classe.....	6,350
(Solde actuelle des sous-intendants de première classe.)	
Intendants militaires de deuxième classe.....	5,300
(Solde actuelle des sous-intendants de deuxième classe.)	
Sous-intendants militaires de première classe.....	4,500
(Solde actuelle des adjoints de première classe.)	
Sous-intendants militaires de deuxième classe.....	3,800
(Solde actuelle des adjoints de deuxième classe.)	

Quant aux indemnités de toute nature,

Les inspecteurs généraux reçoivent celles actuellement allouées aux intendants militaires;

Les intendants de première classe reçoivent celles actuellement allouées aux sous-intendants de première classe;

Les intendants de deuxième classe reçoivent celles actuellement allouées aux sous-intendants de deuxième classe;

Les sous-intendants de première classe reçoivent celles actuellement allouées aux adjoints de première classe;

Les sous-intendants de deuxième classe reçoivent celles actuellement allouées aux adjoints de deuxième classe.

TITRE V.

DE L'UNIFORME.

15. L'uniforme des inspecteurs généraux des services administratifs sera distinct de celui des intendants et sous-intendants militaires, conformément au modèle qui sera arrêté par le ministre de la guerre.

TITRE VI.

DE LA PENSION DE RETRAITE.

16. La pension de retraite des fonctionnaires de l'intendance demeure fixée conformément aux lois et règlements en vigueur; ainsi, la pension attribuée aux inspecteurs généraux des services administratifs sera la même que celle des intendants militaires actuels.

La pension des intendants militaires de première et de deuxième classe sera la même que celle des sous-intendants militaires actuels.

La pension des sous-intendants militaires de première et de deuxième classe sera la même que celle des adjoints actuels à l'intendance militaire.

TITRE VII.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

17. Les fonctionnaires de l'intendance militaire actuellement en activité concourront à la formation du nouveau corps, d'après les assimilations indiquées en l'article 14 ci-dessus.

18. Toutes les dispositions contraires à celles qui précèdent sont et demeurent abrogées.

Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 7 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de la guerre,

Signé D'HAUTPOUL.

N° 2475. — *Décret portant convocation des Collèges électoraux du département du Nord.*

Du 8 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu les articles 23, 24, 25, 26 et 30 de la Constitution;

Vu la loi électorale du 15 mars 1849, et notamment l'article 94;

Vu la loi du 31 mai 1850, et notamment l'article 14;

Vu la notification du président de l'Assemblée nationale, annonçant qu'il y a lieu de procéder à l'élection d'un représentant dans le département du Nord, par suite de la démission de M. Vallo,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Les collèges électoraux du département du Nord sont convoqués pour le 3 novembre prochain, à l'effet de procéder à l'élection d'un représentant du peuple.

2. Les maires des communes où, conformément au troisième paragraphe de l'article 23 de la loi du 15 mars 1849, il y aura lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée en septembre dernier, publieront, cinq jours avant celui de la réunion des électeurs, un tableau de rectification comprenant lesdites modifications.

3. Les électeurs militaires et marins, en activité de service, seront convoqués selon le mode prescrit par l'article 12 de la loi du 31 mai, de telle sorte que les paquets cachetés contenant leurs bulletins puissent parvenir le 4 novembre, au plus tard, au préfet du Nord.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, à l'Élysée-National, le 8 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé J. BAROCHÉ.

N° 2476. — DÉCRET qui réduit le Droit établi à la sortie des Ouvrages en fonte.

Du 9 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce,

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le droit de vingt-cinq centimes par cent kilogrammes établi à la sortie des ouvrages en fonte est réduit à un centime :

2. Le ministre de l'agriculture et du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 9 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé DUMAS.

N° 2477. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

1° Est approuvé le tarif ci-annexé, pour la perception des droits de péage au bac de Montey-Notre-Dame (Ardennes), en ce qui concerne les piétons habitant cette commune;

2° L'abaissement de taxe de deux centimes au lieu de cinq centimes qui en résulte pour ces piétons est la seule modification approuvée au tarif homologué sous la date du 23 avril 1849 (1); lequel continuera à être appliqué, dans toutes les autres dispositions, au bac de ladite commune. (Du 29 Septembre 1850.)

Tarif des droits à percevoir au bac de Montey-Notre-Dame (Ardennes), pour les piétons habitant cette commune.

Pour le passage d'une personne non chargée ou chargée au-dessous de cinq myriagrammes..... 0,025

(1) Bull. 1849, n° 1347.



Certifié conforme :

Paris, le 13 * Octobre 1850,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la
Justice,*

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 316.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2478. — *DÉCRET portant répartition des Crédits accordés au Département de la Marine et des Colonies pour le service de l'exercice 1850.*

Du 20 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi de finances du 15 mai 1850, allouant au département de la marine et des colonies, sur l'exercice 1850, un crédit de cent quatre millions huit cent quarante-deux mille quatre cent dix-sept francs pour le service ordinaire, et un crédit de quatre millions soixante et quinze mille francs pour les travaux extraordinaires;

Vu la loi du 15 novembre 1849, qui alloue un crédit de cent cinquante-trois mille quatre-vingts francs, pour faire face aux dépenses de liquidation de l'indemnité allouée aux colons;

Vu la loi du 3 juin 1850, ouvrant un crédit extraordinaire de cent mille francs pour des dépenses de travaux publics à l'île de la Réunion;

Vu la loi du 3 juillet 1850, qui reporte de l'exercice 1848 à l'exercice 1850 un crédit de trente-trois mille cinq cent cinquante-cinq francs vingt-cinq centimes, accordé à l'établissement de pêche de Saint-Pierre et Miquelon, et alloue un crédit de deux cent vingt mille francs pour secours aux colons de la Martinique et de la Guadeloupe;

Vu la loi du 30 juillet 1850, portant allocation d'un crédit additionnel de cinquante-quatre mille deux cents francs, pour couvrir les dépenses faites avant les réductions prononcées par la loi de finances du 15 mai 1850;

Vu la loi du 7 août 1850, qui ouvre un crédit extraordinaire de soixante et dix-neuf mille trois cent trente francs pour la réparation des dégâts causés à l'île de la Réunion par l'ouragan des 28 séries 1850 et jours suivants, et pour des secours alimentaires;

Vu la loi du même jour, accordant un crédit extraordinaire de dix mille quatre-vingt-neuf francs trente-huit centimes, pour l'acquittement de créances d'exercices périmés non frappées de déchéance;

Vu la loi du même jour, qui reporté à l'exercice 1850 un crédit de six cent cinquante-cinq mille francs non employé en 1849, pour les travaux du fort Boyard et le curage de la petite rade de Toulon;

Vu la loi de finances du 25 mars 1817, article 151;

Vu l'ordonnance du 14 septembre 1822, article 2;

Vu l'ordonnance du 31 mai 1838, article 35;

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies,

DÉCRÈTE ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits accordés au département de la marine et des colonies, par la loi du 15 mai 1850 et par celles du 15 novembre 1849, 3 juin, 3, 30 juillet et 7 août 1850, pour le service de l'exercice 1850, lesquels crédits s'élèvent à cent dix millions deux cent deux mille six cent soixante et une francs soixante-trois centimes, sont et demeurent répartis conformément au tableau ci-après :

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS alloués.
1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.		
SERVICE MARINE.		
SERVICE CENTRAL.		
CHAPITRE I^{er}.		
ADMINISTRATION CENTRALE. (Personnel.)		
1	Traitement du ministre.....	48,000 ⁰⁰
2	Traitement du secrétaire général.....	"
3	Appointements des directeurs, chefs et sous-chefs de bureau, commis principaux et ordinaires.....	630,700 ⁰⁰
4	Gages des gens de service et indemnités diverses.....	60,300 ⁰⁰
	TOTAL du Chapitre I^{er}.....	738,300⁰⁰
CHAPITRE II.		
ADMINISTRATION CENTRALE. (Matériel.)		
1	Frais de bureau.....	113,000 ⁰⁰
2	Entretien des édifices dépendants du ministère.....	20,000 ⁰⁰
	TOTAL du Chapitre II.....	133,000⁰⁰

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS alloués.
SERVICE GÉNÉRAL.		
CHAPITRE III.		
OFFICIERS MILITAIRES ET CIVILS.		
1	Conseil d'amirauté.....	19,050 ⁰⁰
2	Préfectures maritimes.....	116,100 ⁰⁰
3	Officiers de la marine.....	2,161,690 ⁰⁰
4	Inspection du matériel de l'artillerie, direction des ports, usines de l'artillerie et école de pyrotechnie.....	186,946 ⁰⁰
5	Inspection générale des troupes d'infanterie de marine.....	18,965 ⁰⁰
6	Génie maritime.....	420,300 ⁰⁰
7	Commissariat de la marine.....	1,638,257 ⁰⁰
8	Contrôle de la marine.....	282,108 ⁰⁰
9	Comptables du matériel.....	981,004 ⁰⁰
10	Personnel administratif des directions de travaux dans les ports et des établissements de la marine hors des ports.....	714,160 ⁰⁰
11	Agens de manutention des subsistances.....	31,270 ⁰⁰
12	Ingénieurs des ponts et chaussées.....	176,460 ⁰⁰
13	Conseil des travaux de la marine.....	12,100 ⁰⁰
14	Aumôniers.....	55,800 ⁰⁰
15	Officiers de santé.....	577,608 ⁰⁰
16	Établissement d'Indret.....	13,260 ⁰⁰
17	Forges de la Chaussade.....	20,360 ⁰⁰
18	Usines de l'artillerie. (Suppléments et appointements divers).....	19,820 ⁰⁰
19	Possessions françaises du nord de l'Afrique.....	51,875 ⁰⁰
20	Agent comptable des traites de la marine.....	8,000 ⁰⁰
TOTAL du Chapitre III.....		7,505,129⁰⁰
CHAPITRE IV.		
MAISTRANCE, GARDIENNAGE ET SURVEILLANCE.		
1	Maîtres entretenus de toutes professions.....	406,500 ⁰⁰
2	Divers agents.....	96,878 ⁰⁰
3	Escouades de gabiers de port.....	206,448 ⁰⁰
4	Escouades de gardiennage des vaisseaux.....	258,150 ⁰⁰
5	Gardiens de magasins et de bureaux, portiers, rondiers et ca- notiers.....	633,776 ⁰⁰
6	Compagnies de pompiers.....	236,749 ⁰⁰
TOTAL du Chapitre IV.....		1,838,499⁰⁰
CHAPITRE V.		
SOLDE ET HABILLEMENT DES ÉQUIPAGES ET DES TROUPES.		
1	Équipages.....	14,507,627 ⁰⁰
2	Infanterie de marine.....	4,409,910 ⁰⁰
3	Artillerie de marine.....	1,446,214 ⁰⁰
4	Gendarmerie maritime.....	268,977 ⁰⁰
5	Compagnie de discipline.....	57,955 ⁰⁰
6	Sous-officiers et gardes-chiourmes.....	378,875 ⁰⁰
7	Habillement des équipages.....	2,603,183 ⁰⁰
8	Habillement des troupes.....	741,177 ⁰⁰
9	Objets divers concernant les troupes.....	127,659 ⁰⁰
10	Frais de casernement.....	276,550 ⁰⁰
11	Allocations spéciales.....	64,560 ⁰⁰
TOTAL du Chapitre V.....		24,881,687⁰⁰

Nombres des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS alloués.
CHAPITRE VI.		
HÔPITAUX.		
1	Appointements et frais divers.....	150,000 ⁰⁰
2	Achats généraux de denrées, de médicaments et d'objets relatifs au service des hôpitaux maritimes et des bâtiments de la flotte.....	821,430 ⁰⁰
3	Diverses dépenses relatives au matériel.....	96,000 ⁰⁰
4	Traitement des malades hors des établissements de la marine..	387,700 ⁰⁰
5	Frais de quarantaine et patentes de santé.....	13,000 ⁰⁰
	TOTAL du Chapitre VI.....	1,468,130⁰⁰
CHAPITRE VII.		
VIVRES.		
1	Appointements et frais divers, (Agents non entretenus.)....	35,850 ⁰⁰
2	Achats spéciaux de denrées et d'objets relatifs à la composition et à la distribution des rations.....	10,185,173 ⁰⁰
3	Dépenses accessoires.....	1,061,300 ⁰⁰
	TOTAL du Chapitre VII.....	11,284,323⁰⁰
CHAPITRE VIII.		
JUSTICE MARITIME.		
1	Tribunaux maritimes.....	32,910 ⁰⁰
2	Frais de capture et de justice militaire.....	33,800 ⁰⁰
3	Habillement et effets de couchage.....	21,000 ⁰⁰
4	Frais de procédures civiles.....	4,000 ⁰⁰
	TOTAL du Chapitre VIII.....	91,710⁰⁰
CHAPITRE IX.		
SALAIRES D'OUVRIERS.		
1	Contre-maitres, ouvriers, etc. à la tâche et à la journée.....	20,551,000 ⁰⁰
2	Dépenses accessoires. (Frais de charrois dans l'intérieur des ports et des établissements de la marine; façons d'ouvrages hors des ports, etc.).....	350,000 ⁰⁰
	TOTAL du Chapitre IX.....	10,901,000⁰⁰
CHAPITRE X.		
APPROVISIONNEMENT GÉNÉRAUX DE LA FLOTTE.		
1	Achats de matières et d'objets confectionnés. (Ustensiles et ou- tile, matériel naval, matériel d'artillerie, culte.).....	21,287,000 ⁰⁰
2	Constructions et réparations de bâtiments exécutées par voie de marchés.....	1,000,000 ⁰⁰
3	Dépenses accessoires. (Sauvetage, droits de douane, etc. transports, etc.).....	150,000 ⁰⁰
	TOTAL du Chapitre X.....	22,437,000⁰⁰
CHAPITRE XI.		
TRAVAUX HYDRAULIQUES ET BÂTIMENTS CIVILS.		
1^{re} SECTION. — Salaires d'ouvriers.		
1	Contre-maitres, ouvriers, etc. à la tâche et à la journée.....	245,000 ⁰⁰
2	Frais de charrois, façons d'ouvrages, etc.....	50,000 ⁰⁰
	TOTAL de la 1^{re} Section.....	295,000⁰⁰

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS alloués.
2^e SECTION. — Achats de matières.		
1	Achats de matières et préparations diverses. (Bois, métaux, pierres, briques, résineux, matières grasses, etc.).....	244,000 ⁰⁰
2	Machines et outils. (Machines à vapeur, machines, outils, appareils divers de curage et de dragage, etc.).....	35,000 00
3	Objets d'ameublement. (Meubles en bois, draperies confectionnées, cheminées, poêles, etc. porcelaines et cristaux, objets en toile, renouvellement et entretien du mobilier des hôtels.).....	60,000 00
4	Travaux à l'entreprise. (Travaux hydrauliques et constructions civiles à l'entreprise, matières et main-d'œuvre comprises.)	925,000 00
5	Achats et loyers de maisons et terrains.....	120,000 00
6	Éclairage. (Éclairage à l'entreprise des ports et des phares, illuminations à l'entreprise.).....	50,000 00
7	Dépenses accessoires. (Sauvetage, frais de transports dans l'intérieur de la France, droits de douane, etc.).....	2,000 00
TOTAL de la 2 ^e Section.....		1,436,000 00
TOTAL du Chapitre XI.....		1,731,000 00
CHAPITRE XII.		
FOURMÉS.		
1	Artillerie. (Ports.).....	214,921 00
2	Artillerie. (Fonderies.).....	21,000 00
3	Travaux hydrauliques.....	11,280 00
4	Services militaires aux colonies.....	64,400 00
TOTAL du Chapitre XII.....		311,581 00
CHAPITRE XIII.		
ÉCOLE NAVALE EN RADR DE BREST.		
Unique.	Nourriture, blanchissage, etc. des élèves. — Achats de livres et d'instruments nécessaires à l'école. — Modérations et dégrèvements des pensions. — Gratifications aux maîtres attachés à l'école.....	100,400 00
CHAPITRE XIV.		
AFFRÈTEMENTS ET TRANSPORTS PAR MER.		
Unique.	Affrètements et surestaries pour transport d'hommes et de munitions par bâtiments du commerce..... 300,000 ⁰⁰ Loyers de bateaux et de gabares pour le service intérieur des ports et des rades..... 40,000 00	340,000 00
TOTAL du Chapitre XIV.....		340,000 00
CHAPITRE XV.		
CHOUQUES.		
1	Frais de captures, salaires, etc.....	45,000 00.
2	Habilleinent, couchage et dépenses accessoires des forçats dans les bagnes.....	283,000 00
TOTAL du Chapitre XV.....		328,000 00.
CHAPITRE XVI.		
FRAIS GÉNÉRAUX D'IMPRESSIONS.		
Unique.	Frais généraux d'impressions et de reliures. (Budgets, comptes en deniers, comptes en matières, annuaires, nomenclatures, états de développement des dépenses, règlements, tarifs, circulaires, etc.) — Emballage et transport d'imprimés.....	328,000 00

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS alloués.
CHAPITRE XVII.		
FRAIS DE VOYAGE, VACATIONS ET DÉPENSES DIVERSES.		
1	Frais de voyage, conduites et vacations.....	449,600 ⁰⁰
2	Frais de passage et de rapatriement.....	410,000 ⁰⁰
3	Frais de pilotage.....	70,000 ⁰⁰
4	Chauffage, déblaiage et fournitures diverses en nature.....	123,784 ⁰⁰
5	Secours à la classe ouvrière, précédemment supportés par les caisses de fonds libres, supprimés.....	42,000 ⁰⁰
6	Objets divers. — Indemnités et gratifications diverses. (Service général.) Frais d'estafettes, subventions aux écoles de mousses, récompenses pour faits de sauvetage, abonnement au <i>Moniteur</i> et à divers journaux français et étrangers pour les ports et les stations, frais d'insertion d'annonces dans les journaux, etc. etc.....	166,600 ⁰⁰
TOTAL du Chapitre XVII.....		1,271,984 ⁰⁰
CHAPITRE XVIII.		
DÉPENSES TEMPORAIRES.		
Unique.	Soldes de réforme et de non-activité aux différents corps de la marine..... 83,800 ⁰⁰	138,000 ⁰⁰
	Traitements temporaires par suite de suppression d'emploi..... 44,200 ⁰⁰	
TOTAL du Chapitre XVIII.....		138,000 ⁰⁰
SERVICE SCIENTIFIQUE.		
CHAPITRE XIX.		
SCIENCES ET ARTS MARITIMES. (Personnel.)		
1	Dépôt des cartes et plans.....	148,600 ⁰⁰
2	Examinateurs et professeurs d'hydrographie.....	154,450 ⁰⁰
3	Ecoles de maistrance et écoles élémentaires des apprentis.....	18,200 ⁰⁰
4	Bibliothèques.....	16,700 ⁰⁰
5	Examinateur chargé des examens de classement et de sortie de l'école navale. — Indemnité aux examinateurs d'admission à l'école navale.....	12,000 ⁰⁰
6	Boursiers de la marine aux collèges communaux de Cherbourg, de Lorient, de Rochefort, de Toulon et au lycée de Brest.....	60,000 ⁰⁰
7	Reconnaisances hydrographiques (conduites, vacations, suppléments, etc. aux ingénieurs hydrographes; — observations de marées).....	23,000 ⁰⁰
8	Indemnité viagère à l'inventeur d'un procédé de fabrication de caisses à eau.....	2,400 ⁰⁰
TOTAL du Chapitre XIX.....		433,350 ⁰⁰
CHAPITRE XX.		
SCIENCES ET ARTS MARITIMES. (Matériel.)		
1	Reconnaisances hydrographiques (loyers de bateaux, transport d'instruments, etc.).....	5,000 ⁰⁰
2	Musée naval.....	3,000 ⁰⁰
3	Objets d'art et d'instruction relatifs à la navigation; — gravures, impressions et reliures de cartes; — achat et entretien de montres marines et instruments nautiques; — achat et impression d'ouvrages; — frais de transport d'instruments, cartes, etc. publications de voyages.....	271,400 ⁰⁰

NUMÉROS des articles.	DETAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS alloués.
4	Frais d'expériences et essais divers; — matériel des écoles de navigation	17,000 ⁰⁰
5	Bibliothèques de bord; — achats de livres pour les bibliothèques des ports et des établissements de la marine.....	30,000 00
TOTAL du Chapitre XX.....		266,400 00
CHAPITRE XXI.		
DÉPENSES DES EXERCICES CLOS. (Pour mémoire.)		
CHAPITRE XXII.		
DÉPENSES DES EXERCICES PÉRIMÉS NON FRAPPÉS DE DÉCHÉANCE.		
Unique.	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance....	26,647 38
SERVICE COLONIAL.		
CHAPITRE I ^{er} .		
DÉPENSES DES SERVICES MILITAIRES AUX COLONIES. (Personnel.)		
1	Solde.....	1,683,300 00
2	Accessoires de la solde.....	145,200 00
3	Hôpitaux.....	1,379,190 00
4	Vivres.....	2,363,810 00
TOTAL du Chapitre I ^{er}		5,571,500 00
CHAPITRE II.		
DÉPENSES DES SERVICES MILITAIRES AUX COLONIES. (Matériel.)		
1	Casernement.....	27,000 00
2	Artillerie et génie.....	848,000 00
3	Dépenses diverses.....	25,000 00
TOTAL du Chapitre II.....		920,000 00
CHAPITRE III.		
DÉPENSES DES COLONIES DE LA MARTINIQUE, DE LA GUADELOUPE, DE LA GUYANE FRANÇAISE ET DE LA RÉUNION. (Services généraux.)		
Personnel.		
1	Gouvernement des colonies.....	199,610 00
2	Commissariat de la marine. (Revenues, comptabilité, subsistances et contrôle colonial.).....	559,170 00
3	Service des ports.....	120,676 00
4	Directions de l'intérieur.....	191,230 00
5	Administrations financières (enregistrement, douanes, trésoriers, etc.).....	928,180 00
6	Culte.....	521,400 00
7	Justice.....	1,115,035 00
8	Instruction publique.....	664,520 00
9	Dépenses assimilées à la solde.....	154,614 00
10	Traitement aux hôpitaux des agents attachés au service général	84,000 00
TOTAL du Personnel.....		4,525,436 00

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS alloués.
<i>Matériel.</i>		
11	Travaux. (Achèvement et ameublement de chapelles.).....	75,000 ⁰⁰
12	Loyers et ameublements.....	487,513 ⁰⁰
13	Approvisionnements divers. (Matériel des douanes, frais d'impressions, etc.).....	100,722 ⁰⁰
14	Frais de justice.....	192,000 ⁰⁰
15	Restitution de droits de douane indûment perçus.....	5,000 ⁰⁰
16	Introduction de travailleurs aux colonies.....	100,000 ⁰⁰
17	Dépenses d'intérêt commun à toutes les colonies. (Séminaire du Saint-Esprit; — frais d'impressions et de traductions, etc.).	91,600 ⁰⁰
	TOTAL du Matériel.....	1,051,835 ⁰⁰
	TOTAL du Chapitre III.....	5,580,170 ⁰⁰
CHAPITRE III bis.		
APPROVISIONNEMENTS DES COLONIES.		
Unique.	Approvisionnement des îles Saint-Pierre et Miquelon.....	33,555 ⁵⁴
CHAPITRE IV.		
DÉPENSES DES COLONIES DE LA MARTINIQUE, DE LA GUADELOUPE, DE LA GUYANE FRANÇAISE ET DE LA RÉUNION. (Service local.)		
<i>Personnel.</i>		
1	Solde et accessoires de la solde.....	988,051 ⁵⁰
2	Hôpitaux.....	165,098
3	Vivres.....	123,068
	1,276,218 ⁰⁰	
<i>Matériel.</i>		
4	Travaux et approvisionnements.....	1,578,906
5	Dépenses diverses.....	1,730,192
	3,309,098 ⁰⁰	
	TOTAL du Chapitre IV.....	4,585,309 ⁰⁰
CHAPITRE IV bis.		
TRAVAUX ET SECOURS EXTRAORDINAIRES À LA RÉUNION.		
Unique.	Travaux et secours extraordinaires à la Réunion... (Travaux (bâtiments civils, routes et ponts)..... 139,330 ⁵⁰ Secours extraordinaires aux infirmes, aux vieillards, etc..... 40,000)	179,330 ⁰⁰
CHAPITRE IV ter.		
SECOURS EXTRAORDINAIRES AUX COLONS DE LA MARTINIQUE ET DE LA GUADELOUPE.		
Unique.	Secours extraordinaires aux colons de la Martinique et de la Guadeloupe... (Martinique..... 100,000 ⁰⁰ Guadeloupe..... 100,000)	200,000 ⁰⁰
CHAPITRE V.		
SUBVENTION À DIVERS ÉTABLISSEMENTS COLONIAUX.		
1	Allocation à l'établissement du Sénégal et dépendances.....	343,018 ⁰⁰
2	Allocation aux comptoirs fortifiés de la côte occidentale d'Afrique.....	208,000 ⁰⁰
3	Allocation à l'établissement de pêche de Saint-Pierre et Miquelon.....	235,500 ⁰⁰
4	Allocation à l'établissement de Mayotte et dépendances.....	286,900 ⁰⁰
	TOTAL du Chapitre V.....	1,075,418 ⁰⁰

NOMBRES des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS alloués.
CHAPITRE VI.		
DÉPENSES GÉNÉRALES DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCÉANIE.		
<i>Personnel.</i>		
1	Solde et accessoires de la solde.....	146,000 ^f
2	Hôpitaux.....	31,200
3	Vivres.....	161,200
<i>Matériel.</i>		
1	Travaux et approvisionnements.....	128,600
2	Dépenses diverses.....	101,000
TOTAL du Chapitre VI.....		568,000 00
CHAPITRE VI bis.		
INDENNITÉ AUX COLONS.		
La que.	Dépenses relatives à la liquidation de l'indemnité aux colons..	153,080 00
CHAPITRE VII.		
DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.		
(Pour mémoire.)		
CHAPITRE VIII.		
DÉPENSES DES EXERCICES PÉRIMÉS NON FRAPPÉS DE DÉCHÉANCE.		
Unique.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance....	1,470 00
2^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.		
LOI DU 25 JUIN 1841.		
CHAPITRE I^{er}.		
FORT BOYARD.		
1^{re} SECTION. — Salaires d'ouvriers.		
1	Contre-maitres, ouvriers, etc. à la journée ou à l'entreprise...	40,000 00
2	Frais de charrois, façons d'ouvrages, etc.....	5,000 00
TOTAL de la 1^{re} Section.....		45,000 00
2^e SECTION. — Achats de matières.		
1	Achats de matières. (Bois, métaux, pierres, etc.).....	66,000 00
2	Travaux à l'entreprise. (Matières et main-d'œuvre comprises.)..	"
3	Dépenses accessoires.....	4,000 00
TOTAL de la 2^e Section.....		70,000 00
TOTAL du Chapitre I^{er}.....		115,000 00
CHAPITRE II.		
GAUCHES DANS LES FORTS DE BREST, ROCHEFORT ET Toulon.		
(Pour mémoire.)		

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS alloués.
CHAPITRE III.		
ÉTABLISSEMENTS À ORÈRE À CASTINHAU.		
1^{re} SECTION. — Salaires d'ouvriers.		
1	Contre-maitres, ouvriers, etc. à la journée ou à l'entreprise...	34,800 ⁰⁰
2	Frais de charrois, façons d'ouvrages, etc.....	100 00
	TOTAL de la 1 ^{re} Section	35,000 00
2^e SECTION. — Achats de matières.		
1	Achats de matières. (Bois, métaux, pierres, etc.).....	90,000 00
2	Dépenses accessoires.....	70,000 00
	TOTAL de la 2 ^e Section	165,000 00
	TOTAL du Chapitre III.....	200,000 00
CHAPITRE IV.		
DIGUE ET ARSENAL DE CHERBOURG.		
DIGUE.		
1^{re} SECTION. — Salaires d'ouvriers.		
1	Contre-maitres, ouvriers, etc. à la journée ou à la tâche.....	400,000 ⁰⁰
2	Frais de charrois, façons d'ouvrages, etc.....	250,000 00
	TOTAL de la 1 ^{re} Section	650,000 00
2^e SECTION. — Achats de matières.		
1	Achats de matières (bois, métaux, pierres, etc.)..	740,000 00
2	Éclairage de la digue pour les travaux de nuit.....	1,000 00
3	Dépenses accessoires.....	9,000 00
	TOTAL de la Digue.....	1,400,000 00
ARSENAL.		
1^{re} SECTION. — Salaires d'ouvriers.		
1	Contre-maitres, ouvriers, etc. à la journée ou à la tâche.....	375,000 ⁰⁰
2	Frais de charrois, façons d'ouvrages, etc.....	175,000 00
	TOTAL de la 1 ^{re} Section	550,000 00
2^e SECTION. — Achats de matières.		
1	Achats de matières (bois, métaux, pierres, etc.)..	200,000 00
2	Éclairage de l'arsenal.....	18,200 00
3	Travaux à l'entreprise (matières et main-d'œuvre comprises).....	456,800 00
4	Achats et loyers de maisons et terrains.....	0 00
5	Dépenses accessoires.....	6,000 00
	TOTAL de l'Arsenal.....	1,175,000 00
	TOTAL du Chapitre IV.....	2,575,000 00

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS alloués.
LOI DU 19 JUILLET 1845. CHAPITRE V. COURAGE ET DÉFENSE DE LA PETITE RADE DE TOULON. Unique. Travaux à l'entreprise..... CHAPITRE VI. AMÉLIORATION DE PORT-VENDRES. Unique. Travaux à l'entreprise..... CHAPITRE VII. DÉPENSES DES EXERCICES CLOS. (Pour mémoire.) CHAPITRE VIII. DÉPENSES DES EXERCICES PÉRIÉS NON FRAPPÉS DE DÉCHÉANCE. (Pour mémoire.)		
		1,840,000 ⁰⁰
		300,000 00
NUMÉROS des chapitres.	CHAPITRES LÉGISLATIFS.	CRÉDITS alloués.
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE. 1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE. SERVICE MARINE. SERVICE CENTRAL. I. Administration centrale. (Personnel.)..... II. Administration centrale (Matériel.)..... SERVICE GÉNÉRAL. III. Officiers militaires et civils..... IV. Maistrance, gardiennage et surveillance..... V. Solde et habillement des équipages et des troupes..... VI. Hôpitaux..... VII. Vivres..... VIII. Justice maritime..... IX. Salaires d'ouvriers..... X. Approvisionnements généraux de la flotte..... XI. Travaux hydrauliques et bâtiments civils..... XII. Poudres..... XIII. École navale en rade de Brest..... XIV. Affrètements et transports par mer..... XV. Châtiments..... XVI. Frais généraux d'impressions..... XVII. Frais de voyage, vacations et dépenses diverses..... XVIII. Dépenses temporaires.....		
I.	Administration centrale. (Personnel.).....	728,900 ⁰⁰
II.	Administration centrale (Matériel.).....	153,000 00
III.	Officiers militaires et civils.....	7,505,129 00
IV.	Maistrance, gardiennage et surveillance.....	1,838,499 00
V.	Solde et habillement des équipages et des troupes.....	64,881,687 00
VI.	Hôpitaux.....	1,468,130 00
VII.	Vivres.....	11,284,322 00
VIII.	Justice maritime.....	91,710 00
IX.	Salaires d'ouvriers.....	10,901,000 00
X.	Approvisionnements généraux de la flotte.....	22,437,000 00
XI.	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	1,751,000 00
XII.	Poudres.....	311,581 00
XIII.	École navale en rade de Brest.....	100,400 00
XIV.	Affrètements et transports par mer.....	340,000 00
XV.	Châtiments.....	328,000 00
XVI.	Frais généraux d'impressions.....	328,000 00
XVII.	Frais de voyage, vacations et dépenses diverses.....	1,271,984 00
XVIII.	Dépenses temporaires.....	128,000 00

NUMÉROS des chapitres.	CHAPITRES LÉGISLATIFS.	CRÉDITS alloués.
SERVICE SCIENTIFIQUE.		
XIX.	Sciences et arts maritimes. (Personnel.)	433,350 ⁰⁰
XX.	Sciences et arts maritimes. (Matériel.)	826,400 ⁰⁰
XXI.	Dépenses des exercices clos. (Pour mémoire.)	"
XXII.	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance....	18,647 ³⁵
TOTAL du Service marine		86,584,739 ³⁵
SERVICE COLONIAL.		
I.	Dépenses des services militaires aux colonies. (Personnel.)	5,591,500 ⁰⁰
II.	Dépenses des services militaires aux colonies. (Matériel.)	920,000 ⁰⁰
III.	Dépenses des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane française et de la Réunion. (Service général.) ...	5,580,270 ⁰⁰
III bis.	Approvisionnements des colonies.....	35,555 ²⁵
IV.	Dépenses des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane française et de la Réunion. (Service local.)	4,585,309 ⁰⁰
IV bis.	Travaux et secours extraordinaires à la Réunion	179,530 ⁰⁰
IV ter.	Secours extraordinaires aux colons de la Martinique et de la Guadeloupe.	200,000 ⁰⁰
V.	Subvention à divers établissements coloniaux.....	1,075,418 ⁰⁰
VI.	Dépenses générales des établissements français de l'Océanie...	568,000 ⁰⁰
VI bis.	Indemnité aux colons.....	153,080 ⁰⁰
VII.	Dépenses des exercices clos. (Pour mémoire.)	"
VIII.	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance....	1,470 ⁰⁰
TOTAL du Service colonial.....		18,887,932 ²⁵
REPORT du Service marine.....		86,584,739 ³⁵
TOTAL de la 1 ^{re} Section		105,472,671 ⁶³
2^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.		
LOI DU 25 JUIN 1841.		
I.	Fort Boyard.....	115,000 ⁰⁰
II.	Casernes dans les ports de Brest, Rochefort et Toulon. (Pour mémoire.)	"
III.	Établissements à créer à Castineau.....	200,000 ⁰⁰
IV.	Digue et arsenal de Cherbourg.....	2,575,000 ⁰⁰
TOTAL de la 1 ^{re} Section		2,890,000 ⁰⁰
LOI DU 19 JUILLET 1845.		
V.	Curage et défense de la petite rade de Toulon....	1,540,000 ⁰⁰
VI.	Amélioration de Port-Vendres.....	300,000 ⁰⁰
TOTAL de la 2 ^e Section		1,840,000 ⁰⁰
VII.	Dépenses des exercices clos. (Pour mémoire.)	"
VIII.	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.. (Pour mémoire.)	"
TOTAL de la 2 ^e Section		4,730,000 ⁰⁰
RÉSUMÉ.		
1 ^{re} SECTION. — Service ordinaire		105,472,671 ⁶³
2 ^e SECTION. — Travaux extraordinaires.....		4,730,000 ⁰⁰
TOTAL général des Crédits.....		110,202,671 ⁶³

2. Les ministres de la marine et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, à l'Élysée-National, le 20 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de la marine et des colonies,

Signé ROMAIN-DESFOSSÉS.

N° 2479. — DÉCRET portant répartition des Crédits accordés au Département de la Marine et des Colonies pour le service de l'exercice 1851.

Du 20 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi de finances du 29 juillet 1850, allouant au département de la marine et des colonies, sur l'exercice 1851, un crédit de cent six millions quatre cent quarante-neuf mille quatre cent treize francs, pour les services ordinaire et extraordinaire;

Vu la loi de finances du 25 mars 1817, article 151;

Vu l'ordonnance du 14 septembre 1822, article 2;

Vu l'ordonnance du 31 mai 1838, article 35;

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

DÉCRÈTE ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits accordés au département de la marine et des colonies par la loi du budget des dépenses du 29 juillet 1850, lesquels crédits s'élèvent à cent six millions quatre cent quarante-neuf mille quatre cent treize francs, sont et demeurent répartis conformément au tableau inséré ci-après :

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS alloués.
1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.		
SERVICE MARINE.		
SERVICE CENTRAL.		
CHAPITRE 1^{er}.		
ADMINISTRATION CENTRALE. (Personnel.)		
1	Traitement du ministre.....	48,000 ^{fr} 00 ^c
2	Appointements des directeurs, chefs et sous-chefs de bureau, commis principaux et ordinaires.....	630,700 00
3	Gages des gens de service et indemnités diverses.....	80,200 00
TOTAL du Chapitre 1^{er}		758,900 00

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS alloués.
CHAPITRE II.		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE. (Matériel.)		
1	Frais de bureau.....	119,600 ⁰⁰
2	Entretien des édifices dépendants du ministère.....	30,000 ⁰⁰
TOTAL du Chapitre II.....		139,600⁰⁰
SERVICE GÉNÉRAL.		
CHAPITRE III.		
OFFICIERS MILITAIRES ET CIVILS.		
1	Conseil d'amirauté.....	21,550 ⁰⁰
2	Préfectures maritimes.....	116,100 ⁰⁰
3	Officiers de la marine.....	3,430,230 ⁰⁰
4	Inspection du matériel de l'artillerie. — Direction des ports, — Usines de l'artillerie. — École de pyrotechnie.....	218,426 ⁰⁰
5	Inspection générale des troupes d'infanterie de marine.....	12,365 ⁰⁰
6	Génie maritime.....	418,500 ⁰⁰
6 bis.	Dépôt des cartes et plans..... 135,000 ⁰⁰	303,650 ⁰⁰
	Section historique..... 13,600 ⁰⁰	
Examinateurs et professeurs d'hydrographie..... 154,450 ⁰⁰		1,610,078 ⁰⁰
7	Commissariat de la marine.....	
8	Contrôle de la marine.....	282,108 ⁰⁰
9	Comptables du matériel.....	979,500 ⁰⁰
10	Personnel administratif des directions de travaux dans les ports et des établissements de la marine hors des ports.....	714,160 ⁰⁰
11	Agents de manutention des subsistances.....	31,270 ⁰⁰
12	Ingénieurs des ponts et chaussées.....	195,560 ⁰⁰
13	Conseils des travaux de la marine.....	11,500 ⁰⁰
14	Aumôniers.....	55,800 ⁰⁰
15	Officiers de santé.....	620,208 ⁰⁰
16	Établissement d'Indret.....	13,260 ⁰⁰
17	Forges de la Chaux-de-Vie.....	19,560 ⁰⁰
18	Usines de l'artillerie. (Suppléments et appointements divers.).....	16,700 ⁰⁰
18 bis.	Bibliothèques. (Personnel.).....	11,600 ⁰⁰
19	Possessions françaises du nord de l'Afrique.....	52,885 ⁰⁰
20	Agent comptable des traites de la marine.....	8,000 ⁰⁰
TOTAL du Chapitre III.....		8,128,608⁰⁰
CHAPITRE IV.		
MAÎSTRANCE, GARDIENNAGE ET SURVEILLANCE.		
1	Maîtres entretenus de toutes professions.....	406,500 ⁰⁰
1 bis.	Écoles de maistrance et écoles élémentaires des apprentis.....	18,100 ⁰⁰
2	Divers agents.....	96,876 ⁰⁰
3	Escouades de gabiers de port.....	206,448 ⁰⁰
4	Escouades de gardiennage des vaisseaux.....	258,150 ⁰⁰
5	Gardiens de magasins et de bureaux, portiers, rondiers et canotiers.....	633,776 ⁰⁰
6	Compagnies de pompiers.....	238,123 ⁰⁰
TOTAL du Chapitre IV.....		1,835,973⁰⁰
CHAPITRE V.		
SOLDE ET ÉQUIPEMENT DES ÉQUIPAGES ET DES TROUPES.		
1	Équipages.....	13,741,310 ⁰⁰
2	Infanterie de marine.....	4,349,910 ⁰⁰

NOMBRES des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS alloués.
3	Artillerie de marine	1,442,861 ⁰⁰
4	Gendarmerie maritime	268,977 00
5	Compagnies de discipline	37,955 00
6	Sous-officiers et gens de-chambre	378,875 00
7	Habillement des équipages	2,208,325 00
8	Habillement des troupes	741,177 00
9	Objets divers concernant les troupes	127,659 00
10	Frais de casernement	275,610 00
11	Allocations spéciales	64,560 00
TOTAL du Chapitre V		23,707,249 00
CHAPITRE VI. HÔPITALS.		
1	Appointements et frais divers	150,000 00
2	Achats généraux de denrées, de médicaments et d'objets relatifs au service des hôpitaux maritimes et des bâtiments de la flotte	811,000 00
3	Diverses dépenses relatives au matériel	46,009 00
4	Traitement des malades hors des établissements de la marine ..	317,700 00
5	Frais de quarantaine et passages de santé	15,000 00
TOTAL du Chapitre VI		1,417,700 00
CHAPITRE VII. VIVRES.		
1	Appointements et frais divers. (Agents non entretenus)	35,850 00
2	Achats généraux de denrées et d'objets relatifs à la composition et à la distribution des rations	9,645,658 00
3	Dépenses accessoires	971,000 00
TOTAL du Chapitre VII		10,672,508 00
CHAPITRE VIII. JUSTICE MARITIME.		
1	Tribunaux maritimes	32,910 00
2	Frais de capture et de justice militaire	33,800 00
3	Habillement et effets de couchage	11,000 00
4	Frais de procédures civiles	4,000 00
TOTAL du Chapitre VIII		81,710 00
CHAPITRE IX. SALAIRES D'OUVRIERS.		
1	Contre-maitres, ouvriers, etc. à la tâche et à la journée	10,120,000 00
2	Dépenses accessoires. (Frais de charrois, façons d'ouvrages, etc.) ..	340,000 00
TOTAL du Chapitre IX		10,510,000 00
CHAPITRE X. APPROVISIONNEMENTS GÉNÉRAUX DE LA FLOTTE.		
1	Achats de matières et d'objets confectionnés. (Ustensiles et outils; matériel naval; matériel d'artillerie; culte)	21,247,000 00
2	Constructions et réparations de bâtiments exécutés par voie de marchés	1,000,000 00
3	Dépenses accessoires. (Sauvetage; droits d'octroi; trans- ports, etc.)	150,000 00
TOTAL du Chapitre X		22,437,000 00

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS alloués.
CHAPITRE XI.		
TRAVAUX HYDRAULIQUES ET BÂTIMENTS CIVILS.		
1^{re} SECTION. — Salaires d'ouvriers.		
1	Contre-maitres, ouvriers, etc. à la tâche et à la journée.....	265,000 ⁰⁰
2	Frais de charroi, façons d'ouvrages, etc.....	50,000 ⁰⁰
	TOTAL de la 1^{re} Section.....	295,000⁰⁰
2^e SECTION. — Achats de matières.		
1	Achat de matières et préparations diverses. (Bois, métaux, pierres, briques, résineux, matières grasses, etc.).....	244,000 ⁰⁰
2	Machines et outils. (Machines à vapeur, machines, outils, appareils divers de curage et de dragage, etc.).....	35,000 ⁰⁰
3	Objets d'ameublement. (Meubles en bois, draperies confectionnées, cheminées, poêles, etc. porcelaines et cristaux, objets en toile, renouvellement et entretien du mobilier des hôtels).....	60,000 ⁰⁰
4	Travaux à l'entreprise. (Travaux hydrauliques et constructions civiles à l'entreprise, matières et main-d'œuvre).....	925,000 ⁰⁰
5	Achats et loyers de maisons et terrains.....	120,000 ⁰⁰
6	Éclairage. (Éclairage à l'entreprise des ports et des phares; illuminations à l'entreprise.).....	50,000 ⁰⁰
7	Dépenses accessoires. (Sauvetage; frais de transports dans l'intérieur de la France; droits de douane, etc.).....	1,000 ⁰⁰
	TOTAL de la 2^e Section.....	1,436,000⁰⁰
	TOTAL du Chapitre XI.....	1,731,000⁰⁰
CHAPITRE XII.		
POUDRES.		
1	Artillerie. (Ports.).....	235,781 ⁰⁰
2	Artillerie. (Fonderies.).....	7,000 ⁰⁰
3	Travaux hydrauliques.....	11,500 ⁰⁰
4	Services militaires aux colonies.....	64,400 ⁰⁰
	TOTAL du Chapitre XII.....	318,681⁰⁰
CHAPITRE XIII.		
ÉCOLE NAVALE EN RADE DE BREST.		
Unique.	Nourriture, blanchissage, etc. des élèves. — Achats de livres et d'instruments nécessaires à l'école. — Modérations et dégrèvements des pensions.....	74,000 ⁰⁰
CHAPITRE XIV.		
AFFRÈTEMENTS ET TRANSPORTS PAR MER.		
Unique.	Affrètements et surestaries pour transport d'hommes et de munitions par bâtiments du commerce..... 270,000 ⁰⁰ Loyers de bateaux et de gabares pour le service intérieur de ports et des rades..... 30,000 ⁰⁰	300,000 ⁰⁰
	TOTAL du Chapitre XIV.....	300,000⁰⁰
CHAPITRE XV.		
CRIOUVES.		
1	Frais de capture, salaires, etc.....	45,000 ⁰⁰
2	Habilleinent, couchage et dépenses accessoires des forçats dans les bagnes.....	283,000 ⁰⁰
	TOTAL du Chapitre XV.....	328,000⁰⁰

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS alloués.
CHAPITRE XVI.		
FRAIS GÉNÉRAUX D'IMPRESSIONS ET ACHATS DE LIVRES.		
1	Frais généraux d'impressions.....	328,000 ^f 00 ^c
2	Abonnements au <i>Moniteur</i> et à divers journaux.....	20,000 00
3	Achats de livres.....	20,000 00
TOTAL du Chapitre XVI.....		378,000 00
CHAPITRE XVII.		
FRAIS DE VOYAGE, VACATIONS ET DÉPENSES DIVERSES.		
1	Frais de voyage, conduites et vacations.....	449,600 00
2	Frais de passage et de rapatriement.....	420,000 00
5	Frais de pilotage.....	70,000 00
4	Chauffage, éclairage et fournitures diverses en nature.....	123,784 00
5	Secours à la classe ouvrière, précédemment supportés par les caisses de fonds libres, supprimés.....	42,000 00
6	Objets divers. (Indemnités et gratifications diverses (service général); subventions aux écoles de mousses; récompenses pour faits de sauvetage; pertes sur les monnaies étrangères; frais divers dans les consulats et autres dépenses imprévues.....	143,700 00
TOTAL du Chapitre XVII.....		1,249,084 00
CHAPITRE XVIII.		
DÉPENSES TEMPORAIRES.		
Unique.	Soldes de réforme et de non-activité aux différents corps de la marine.....	80,000 ^f
	Traitements temporaires par suite de suppression d'emploi.....	40,000 00
TOTAL du Chapitre XVIII.....		120,000 00
SERVICE SCIENTIFIQUE.		
CHAPITRE XIX.		
SCIENCES ET ARTS MARITIMES. (Personnel.)		
1	Bibliothèques.....	16,700 00
2	Examinateur chargé des examens de classement et de sortie de l'école navale. — Indemnité aux examinateurs d'admission à l'école navale.....	12,000 00
3	Boursiers de la marine aux collèges communaux de Cherbourg, de Lorient, de Rochefort, de Toulon et au lycée de Brest..	60,000 00
4	Reconnaissance hydrographiques (conduites, vacations, suppléments, etc. aux ingénieurs-hydrographes; — observations de marées).....	23,000 00
5	Indemnité viagère à l'inventeur d'un procédé de fabrication de caisses à eau.....	2,400 00
TOTAL du Chapitre XIX.....		114,100 00
CHAPITRE XX.		
SCIENCES ET ARTS MARITIMES. (Matériel.)		
1	Reconnaissances hydrographiques (loyers de bateaux, transport d'instruments, etc.).....	5,00 00
2	Musée naval.....	2,000 00
3	Objets d'art et d'instruction relatifs à la navigation; — gravures, impressions et reliures de cartes; achat et entretien de montres marines; publications de voyages.....	265,000 00
4	Frais d'expériences et essais divers; — matériel des écoles de navigation.....	17,000 00
TOTAL du Chapitre XX.....		290,000 00

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS alloués.
CHAPITRE XXI.		
DÉPENSES DES EXERCICES CLOS. (Pour mémoire.)		
CHAPITRE XXII.		
DÉPENSES DES EXERCICES PRÉCÉDÉS NON FRAPPÉS DE DÉCRÉANCE.		
(Pour mémoire.)		
SERVICE COLONIAL.		
CHAPITRE I^{er}.		
DÉPENSES DES SERVICES MILITAIRES AUX COLONIES.		
(Personnel.)		
1	Solde.....	1,683,500 ⁰⁰
2	Accessoires de la solde.....	165,200 ⁰⁰
3	Hôpitaux.....	1,478,980 ⁰⁰
4	Vivres.....	2,280,840 ⁰⁰
	TOTAL du Chapitre I^{er}.....	5,598,500⁰⁰
CHAPITRE II.		
DÉPENSES DES SERVICES MILITAIRES AUX COLONIES.		
(Matériel.)		
1	Casernement.....	97,000 ⁰⁰
2	Artillerie et génie.....	781,000 ⁰⁰
3	Dépenses diverses.....	95,000 ⁰⁰
	TOTAL du Chapitre II.....	873,000⁰⁰
CHAPITRE III.		
DÉPENSES DES COLONIES DE LA MARTINIQUE, DE LA GUADELOUPE,		
DE LA RÉUNION ET DE LA GUYANE FRANÇAISE. (Service		
général.)		
Personnel.		
1	Gouvernement des colonies.....	199,619 ⁰⁰
2	Commissariat de la marine (revues, comptabilité, subsistances et contrôle colonial).....	525,290 ⁰⁰
3	Service des ports.....	114,308 ⁰⁰
4	Direction de l'intérieur.....	191,210 ⁰⁰
5	Administrations financières (enregistrement, douanes, trésoriers, etc.).....	918,180 ⁰⁰
6	Culte.....	581,400 ⁰⁰
7	Justice.....	1,105,035 ⁰⁰
8	Instruction publique.....	606,130 ⁰⁰
9	Dépenses assimilées à la solde.....	104,127 ⁰⁰
10	Traitement aux hôpitaux des fonctionnaires et agents du service général.....	84,200 ⁰⁰
	TOTAL du Personnel.....	4,516,500⁰⁰
Matériel.		
11	Loyers et ameublements.....	309,300 ⁰⁰
12	Approvisionnements divers, etc.....	100,700 ⁰⁰
13	Frais de justice.....	193,000 ⁰⁰
14	Restitution de droits de douane indûment perçus.....	5,000 ⁰⁰
15	Introduction de travailleurs aux colonies.....	100,000 ⁰⁰
16	Dépenses d'intérêt commun à toutes les colonies.....	91,600 ⁰⁰
	TOTAL du Matériel.....	689,600⁰⁰
	TOTAL du Chapitre III.....	5,206,100⁰⁰

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS alloués.
CHAPITRE IV.		
DÉPENSES DES COLONIES DE LA MARTINIQUE, DE LA GUADELOUPE, DE LA RÉUNION ET DE LA GUYANE FRANÇAISE. (Service local.)		
<i>Personnel.</i>		
1	Solde et accessoires de la solde.....	981,000 ⁰⁰
2	Hôpitaux.....	145,100 00
3	Vivres.....	180,000 00
	TOTAL du Personnel.....	1,236,100 00
<i>Matériel.</i>		
4	Travaux et approvisionnements.....	1,591,876 00
5	Dépenses diverses.....	1,571,124 00
	TOTAL du Matériel.....	3,162,800 00
	TOTAL du Chapitre IV.....	4,398,900 00
CHAPITRE V.		
SUBVENTION À DIVERS ÉTABLISSEMENTS COLONIAUX.		
1	Allocation à l'établissement du Sénégal et dépendances.....	435,000 00
2	Allocation aux comptoirs fortifiés de la côte occidentale d'Afrique.....	178,000 00
3	Allocation à l'établissement de pêche de Saint-Pierre et Miquelon.....	235,500 00
4	Allocation à l'établissement de Mayotte et dépendances.....	296,600 00
	TOTAL du Chapitre V.....	1,125,100 00
CHAPITRE VI.		
DÉPENSES GÉNÉRALES DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie.		
<i>Personnel.</i>		
1	Solde et accessoires de la solde.....	146,000 00
2	Hôpitaux.....	81,200 00
3	Vivres.....	161,200 00
	TOTAL du Personnel.....	388,400 00
<i>Matériel.</i>		
4	Travaux et approvisionnements.....	128,600 00
5	Dépenses diverses.....	103,000 00
	TOTAL du Matériel.....	231,600 00
	TOTAL du Chapitre VI.....	570,000 00
CHAPITRE VII.		
DÉPENSES DES EXERCICES CLOS. (Pour Mémoire.)		
CHAPITRE VIII.		
DÉPENSES DES EXERCICES PÉRIMÉS NON FRAPPÉS DE DÉCHÉANCE. (Pour mémoire.)		

NUMÉROS des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS alloués.
2^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.		
LOI DU 25 JUIN 1841.		
CHAPITRE I^{er}.		
FORT ROYAL.		
(Pour mémoire.)		
CHAPITRE II.		
CASernes DANS LES PORTS DE BREST, ROCHEFORT ET TOULON.		
(Pour mémoire.)		
CHAPITRE III.		
ÉTABLISSEMENTS À CRÉER À CASTINEAU.		
1^{re} SECTION. — Salaires d'ouvriers.		
1	Contre-maîtres, ouvriers, etc. à la journée ou à la tâche.....	15,800 ^f
2	Frais de charrois, façons d'ouvrages, etc.....	200
2^e SECTION. — Achats de matières.		
1	Achats de matières (bois, métaux, pierres, etc.)...	40,000
2	Dépenses accessoires.....	24,000
TOTAL du Chapitre III.....		80,000 00
CHAPITRE IV.		
DIGUE ET ARSENAL DE CHERBOURG.		
DIGUE.		
1^{re} SECTION. — Salaires d'ouvriers.		
1	Contre-maîtres, ouvriers, etc. à la journée ou à la tâche.....	400,000 ^f
2	Frais de charrois, façons d'ouvrages, etc.....	250,000
2^e SECTION. — Achats de matières.		
1	Achats de matières (bois, métaux, pierres, etc.)...	740,000
2	Éclairage de la digue pour les travaux de nuit....	1,000
3	Dépenses accessoires.....	9,000
TOTAL.....		1,400,000 00
ARSENAL.		
1^{re} SECTION. — Salaires d'ouvriers.		
1	Contre-maîtres, ouvriers, etc. à la journée ou à la tâche.....	375,000 ^f
2	Frais de charrois, façons d'ouvrages, etc.....	125,000
2^e SECTION. — Achats de matières.		
1	Achats de matières (bois, métaux, pierres, etc.)...	200,000
2	Éclairage de l'arsenal.....	12,200
3	Travaux à l'entreprise (matières et main-d'œuvre comprises).....	456,800
4	Achats et loyers de maisons et terrains.....	"
5	Dépenses accessoires.....	6,000
TOTAL.....		1,175,000 00

numéros des articles.	DÉTAIL DES ARTICLES.	CRÉDITS alloués.
	RÉCAPITULATION DU CHAPITRE IV. DIGUE ET ARSENAL DE CHERBOURG. Digue..... 1,400,000 00 Arsenal..... 1,175,000 00 Total du Chapitre IV..... 2,575,000 00 LOI DU 19 JUILLET 1845. CHAPITRE V. CURAGE ET DÉFENSE DE LA PETITE RADE DE TOULON. Travaux à l'entreprise..... 1,000,000 00 CHAPITRE VI. AMÉLIORATION DE PORT-VENDRES. Travaux à l'entreprise..... 300,000 00 LOI DU 3 JUILLET 1846. CHAPITRE VII. SALAIRES D'OUVRIERS. CHAPITRE VIII. APPROVISIONNEMENTS GÉNÉRAUX DE LA FLOTTE. CHAPITRE IX. APPROVISIONNEMENTS DE PANTOUFLE. (Pour mémoire.) CHAPITRE X. DÉPENSES DES EXERCICES CLOS. (Pour mémoire.) CHAPITRE XI. DÉPENSES DES EXERCICES PÉRIÉS NON FRAPPÉS DE DÉCHÉANCE. (Pour mémoire.)	
numéros des chapitres.	CHAPITRES LÉGISLATIFS.	CRÉDITS alloués.
	RÉCAPITULATION GÉNÉRALE. 1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE. SERVICE MARINE. SERVICE CENTRAL. 1. Administration centrale. (Personnel.)..... 738,900 00 II. Administration centrale. (Matériel.)..... 139,600 00	

NUMÉROS des chapitres.	CHAPITRES LÉGISLATIFS.	CRÉDITS alloués.
SERVICE GÉNÉRAL.		
III.	Officiers militaires et civils.....	8,128,608 ⁰⁰
IV.	Maistrance, gardiennage et surveillance.....	1,855,973 ⁰⁰
V.	Solde et habillement des équipages et des troupes.....	23,707,249 ⁰⁰
VI.	Hôpitaux.....	1,417,700 ⁰⁰
VII.	Vivres.....	10,672,501 ⁰⁰
VIII.	Justice maritime.....	91,710 ⁰⁰
IX.	Salaires d'ouvriers.....	10,510,000 ⁰⁰
X.	Approvisionnement généraux de la flotte.....	22,437,000 ⁰⁰
XI.	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	1,731,000 ⁰⁰
XII.	Poudres.....	318,381 ⁰⁰
XIII.	École navale en rade de Brest.....	74,000 ⁰⁰
XIV.	Affrètements et transports par mer.....	300,000 ⁰⁰
XV.	Chicourmes.....	328,000 ⁰⁰
XVI.	Frais généraux d'impressions et achats de livres.....	378,000 ⁰⁰
XVII.	Frais de voyage, vacations et dépenses diverses.....	1,249,081 ⁰⁰
XVIII.	Dépenses temporaires.....	120,000 ⁰⁰
SERVICE SCIENTIFIQUE.		
XIX.	Sciences et arts maritimes. (Personnel.).....	115,100 ⁰⁰
XX.	Sciences et arts maritimes. (Matériel.).....	290,000 ⁰⁰
XII.	Dépenses des exercices clos. (Pour mémoire.).....	"
XIII.	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance. (Pour mémoire.).....	"
TOTAL du Service marine.....		81,591,813 ⁰⁰
SERVICE COLONIAL.		
I.	Dépenses des services militaires aux colonies. (Personnel.)....	5,360,500 ⁰⁰
II.	Dépenses des services militaires aux colonies. (Matériel.)....	834,000 ⁰⁰
III.	Dépenses des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane française. (Service général.)....	5,415,100 ⁰⁰
IV.	Dépenses des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane française. (Service local.)....	4,398,900 ⁰⁰
V.	Subvention à divers établissements coloniaux.....	1,155,100 ⁰⁰
VI.	Dépenses générales des établissements français de l'Océanie....	570,000 ⁰⁰
VII.	Dépenses des exercices clos. (Pour mémoire.).....	"
VIII.	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance. (Pour mémoire.).....	"
TOTAL du Service colonial....		17,902,600 ⁰⁰
REPORT du Service marine....		81,591,813 ⁰⁰
TOTAL de la 1 ^{re} Section.....		102,494,413 ⁰⁰
2^e SECTION. — TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.		
LOI DU 25 JUIN 1841.		
I.	Fort Boyard.....	} Mémoire.
II.	Casernes dans les ports de Brest, Rochefort et Toulou.....	
III.	Établissements à créer à Castineau.....	
IV.	Digue et arsenal de Cherbourg.....	2,635,000 ⁰⁰

NUMÉROS des chapitres.	CHAPITRES LÉGISLATIFS.	CRÉDITS alloués.
	LOI DU 19 JUILLET 1845.	
V.	Curage et défense de la petite rade de Toulon....	1,000,000 ^f
VI.	Amélioration de Port-Vendres.....	300,000 ^f
		1,300,000 ^f 00 ^c
	LOI DU 3 JUILLET 1846.	
VII.	Salaires d'ouvriers.....	} Mémoire.
VIII.	Approvisionnements généraux de la flotte.....	
IX.	Approvisionnements de prévoyance.....	
X.	Dépenses des exercices clos.....	} Mémoire.
XI.	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	
	TOTAL de la 2 ^e Section	3,955,000 00
	RÉSUMÉ.	
	1 ^{re} SECTION. — Service ordinaire.....	102,494,413 00
	2 ^e SECTION. — Travaux extraordinaires.....	3,955,000 00
	TOTAL général des Crédits.....	106,449,413 00

2. Les ministres de la marine et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, à l'Élysée-National, le 20 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de la marine et des colonies,

Signé ROMAIN-DESFOSSÉS.

N° 2480. — *DÉCRET qui supprime la Taxe établie sur le Thé, à l'Octroi de Paris, par le Décret du 31 Décembre 1849.*

Du 30 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814, et les dispositions des lois des 28 avril 1816 et 24 juin 1824, relatives aux octrois;

Vu la loi du 12 décembre 1830 et le tarif y annexé, pour la perception du droit d'entrée sur les boissons;

Vu la loi du 24 mai 1834;

Vu la loi du 11 juin 1842;

Vu la loi du 10 mai 1846;

Vu la délibération de la commission municipale de Paris, en date

du 9 août 1850, tendante à la suppression de la taxe d'octroi établie sur le thé par le décret du 31 décembre 1849 (1);

Vu l'avis du préfet du département de la Seine, en date du 28 du même mois d'août;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Le Conseil d'état (section des sections) entend,

Décrète :

ART. 1^{er}. La taxe de un franc imposée par kilogramme de thé, à l'octroi de la commune de Paris, département de la Seine, par le décret précité du 31 décembre 1849, cesse d'être perçue à partir du 1^{er} octobre 1850.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 30 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

(1) Bull. 225, n° 1860.



Certifié conforme :

Paris, le 16^o Octobre 1850,

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 5 francs par an, à la direction de l'imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 317.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2481. — *DÉCRET qui accorde un Crédit extraordinaire pour le
Payement, pendant le second semestre de 1850, du Subside consenti en
faveur du Gouvernement oriental.*

Du 15 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi du 15 mai 1850;

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères, et de l'avis du
Conseil des ministres,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1850, un crédit extraordinaire de six cent mille francs (600,000^f), destiné à assurer le payement, pendant le deuxième semestre de 1850, du subside mensuel consenti, à titre d'avance, en faveur du Gouvernement oriental, par la convention du 12 juin 1848, jusqu'à concurrence de cette somme.

Le crédit extraordinaire ci-dessus sera porté au chapitre spécial ouvert, au budget du ministère des affaires étrangères, sous le titre de *Subside au Gouvernement oriental*.

2. Il sera pourvu aux dépenses extraordinaires autorisées par le présent décret, au moyen des ressources de l'exercice 1850.

3. La réalisation du crédit extraordinaire susmentionné sera proposée à l'Assemblée législative, dans la forme et dans les

délais prescrits par l'article 10 de la loi du 15 mai 1850 ci-dessus visée.

4. Le présent décret sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 15 Octobre 1850.

Le Ministre des finances,
Signé ACHILLE FOULD.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE
Le Ministre des affaires étrangères,
Signé GÉNÉRAL DE LA HITTE.

N° 2482. — *DÉCRET portant que la Cour d'assises de la Seine sera divisée en quatre sections pendant les mois de novembre et de décembre 1850.*

Du 16 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu la lettre adressée, le 11 octobre 1850, au garde des sceaux, ministre de la justice, par le procureur général près la cour d'appel de Paris ; ladite lettre exposant que la cour d'assises de la Seine, divisée en deux sections, conformément à l'ordonnance du 30 juillet 1828 (1), ne pourrait expédier, dans le cours du quatrième trimestre de 1850, la totalité des procès renvoyés devant elle ;

Voulant prévenir les retards préjudiciables à la bonne administration de la justice ;

Vu la disposition du Code d'instruction criminelle concernant le service des cours d'assises, et l'article 5 de la loi du 20 avril 1810 ;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Pendant les mois de novembre et de décembre prochains, la cour d'assises de la Seine sera divisée en quatre sections, qui auront chacune une session par mois, et qui siégeront, la troisième en même temps que la première, et la quatrième en même temps que la deuxième. Il sera, en conséquence, délégué, conformément à la loi, un nombre suffisant de conseillers à la cour d'appel pour la formation de ces quatre sections.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, à l'Élysée-National, le 16 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Signé E. ROUEN.

(1) VIII^e série, Bull. 245, n° 8817.

N° 2483. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant qu'un adjoint spécial, en sus du nombre déterminé par la loi du 21 mars 1831, est créé dans la section de Mialanes, commune de Malzieu-Forain, arrondissement de Marvejols, département de la Lozère, et qu'il remplira les fonctions d'officier de l'état civil, en se conformant aux prescriptions de la loi du 8 mai 1802. (Du 10 Octobre 1850.)



Certifié conforme :

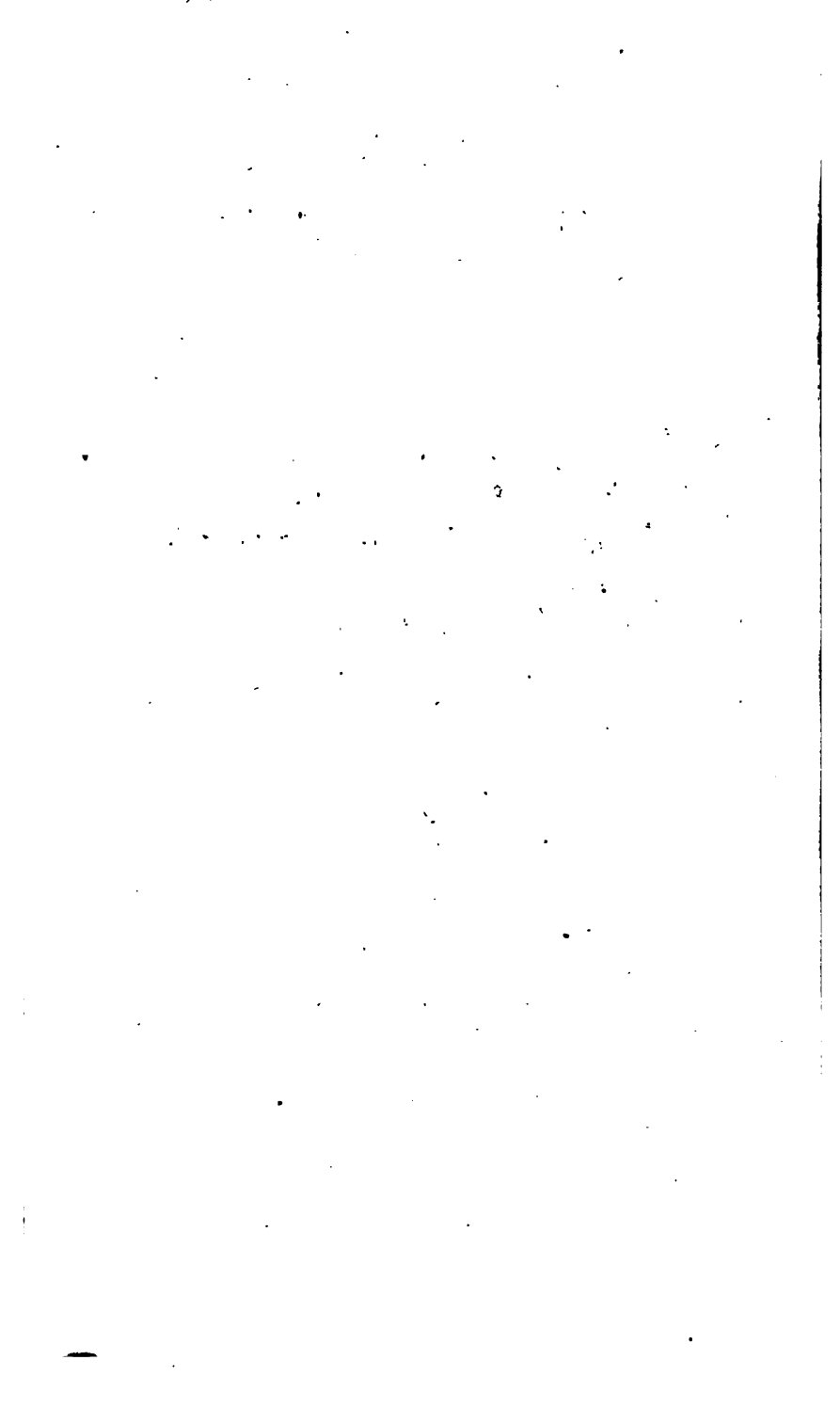
Paris, le 17^e Octobre 1850.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. ROUIER.

Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Directeurs des postes des départements.



BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 318.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2484. — *DÉCRET qui ouvre un Crédit extraordinaire pour l'acquisition de Tableaux et Dessins faisant partie de la collection du feu Roi de Hollande, et destinés au Musée du Louvre.*

Du 7 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, et de l'avis du Conseil des ministres,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1850, un crédit extraordinaire de cent trois mille francs (103,000^f), pour acquitter les dépenses relatives à l'acquisition des tableaux et dessins faisant partie de la collection du feu roi de Hollande, et destinés au musée du Louvre.

2. La régularisation du présent décret sera proposée à l'Assemblée législative.

3. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, à l'Élysée-National, le 7 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé J. BAROCHE.

N° 2485. — *DÉCRET qui fixe les Heures d'ouverture et de fermeture de plusieurs Bureaux de Douane.*

Du 16 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce;

2. X^e Série.

Vu l'article 5, titre XIII de la loi du 21 août 1791;

Vu la loi du 14 juin 1850;

Vu les demandes des chambres de commerce de Bordeaux, Lorient, Metz et Lyon; de la chambre consultative des arts et manufactures de Charleville, et du tribunal de commerce de l'arrondissement de Brest;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de douane ci-après désignés sont fixées ainsi qu'il suit:

Bureaux de douane de Bordeaux, Lorient, Port-Louis et de Metz, de huit heures du matin à quatre heures de l'après-midi, depuis le 1^{er} avril jusqu'au 30 septembre, et de neuf heures du matin à quatre heures du soir, depuis le 1^{er} octobre jusqu'au 31 mars.

Bureaux de douane de Lyon, à neuf heures du matin en été, à dix heures du matin en hiver, jusqu'à cinq heures du soir en toute saison.

Bureau de Charleville, de huit heures du matin à quatre heures du soir en toute saison.

Bureaux de Brest et de Recouvrance, de neuf heures du matin à cinq heures du soir, depuis le 1^{er} avril jusqu'au 30 septembre, et de neuf heures du matin également à quatre heures du soir, depuis le 1^{er} octobre jusqu'au 31 mars.

2. Le ministre de l'agriculture et du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 16 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé DUMAS.

N° 2486. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à l'élargissement de la route départementale n° 10, de Fontainebleau à Provins, dans la traverse de la rue de la Coudre, à Fontainebleau (Seine-et-Marne), conformément aux lignes rouges figurées sur le plan présenté par les ingénieurs, à la date des 3 et 8 octobre 1849;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cet établissement, en

se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Du 26 Septembre 1850.)

N° 2487. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à l'élargissement du pont de Gasquet, sur l'Hérault, et à la rectification de la route départementale n° 16, du pont d'Hérault à la Séreyrède, aux abords de cet ouvrage, conformément au tracé rouge indiqué sur le plan présenté par les ingénieurs, à la date des 12 et 15 avril 1850;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Du 7 Octobre 1850.)

N° 2488. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui fixe à dix-sept le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Bar-sur-Seine, département de l'Aube. (Du 15 Octobre 1850.)



Certifié conforme :

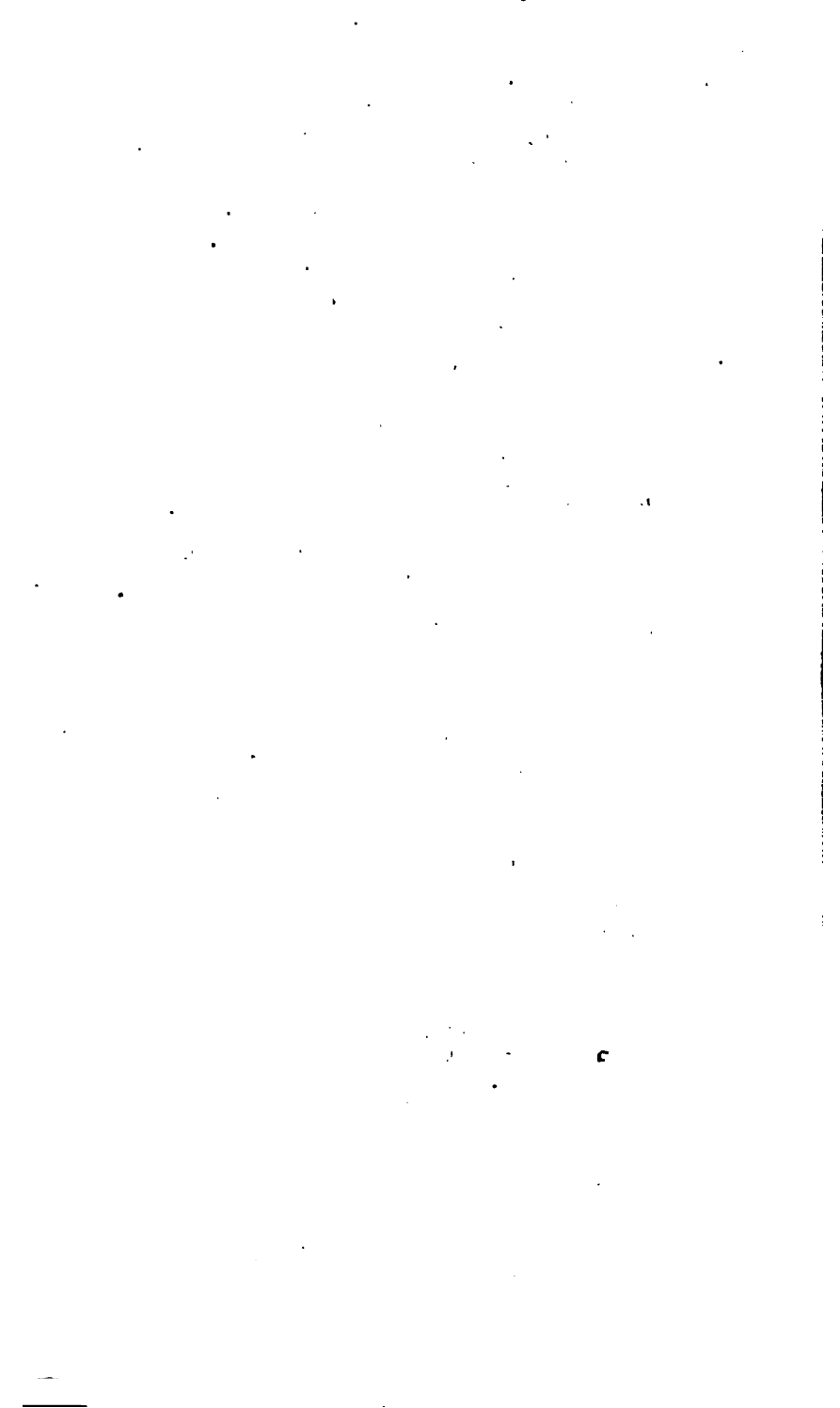
Paris, le 19^e Octobre 1850,

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.



BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 319.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2489. — DÉCRET qui autorise la fondation, à Marvejols (Lozère), d'un Établissement de Sœurs de Saint-Joseph, dites du Bon-Pasteur.

Du 8 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes ;

Vu la demande formée par la congrégation des sœurs de Saint-Joseph, dites du Bon-Pasteur, existant à Clermont (Puy-de-Dôme), à l'effet d'être autorisée à fonder un établissement de son ordre à Marvejols (Lozère), et à accepter, de concert avec le maire de Marvejols, le legs d'une somme de quatre mille francs, fait à ladite commune par la demoiselle Marie Avignon, pour être employée, jusqu'à concurrence de moitié, à l'entretien de l'établissement de sœurs du Bon-Pasteur fondé à Marvejols ;

Vu la délibération du conseil municipal de Marvejols, du 14 avril 1844, tendant à obtenir l'autorisation d'accepter, en ce qui le concerne, le legs de quatre mille francs ;

Vu la délibération du 5 décembre 1846, par laquelle la commission administrative de l'hospice de Marvejols demande l'autorisation de répudier le legs de trois mille francs fait au profit de cet établissement par la même testatrice ;

Vu le testament du 28 décembre 1840, qui contient les libéralités précitées, et, en outre, un legs de deux mille francs en faveur de l'établissement de la Miséricorde de Marvejols, établissement sans existence légale ;

Vu l'acte de décès de la testatrice, du 9 septembre 1843 ;

Vu le consentement donné, le 22 septembre 1845, par le légataire

mauvais de la testatrice, à l'exécution de la disposition concernant la commune et les sœurs de Marvejols ;

Vu le décret du 9 avril 1811 (1), qui a autorisé la congrégation des sœurs de Saint-Joseph, dites du *Bon-Pasteur*, à Clermont et approuvé les statuts de cette congrégation ;

Vu l'engagement souscrit par les sœurs appelées à desservir l'établissement de Marvejols, de se conformer exactement aux statuts de la maison mère ;

Vu l'avis favorable émis, à l'unanimité, par le conseil municipal de Marvejols, à l'appui de la demande en autorisation de fonder l'établissement dont il s'agit ;

Vu le procès-verbal d'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Marvejols ;

Vu les avis des évêques de Mende et de Clermont, des 30 novembre 1846 et 22 janvier 1847, et ceux des préfets de la Lozère et du Puy-de-Dôme, des 29 mai 1844, 11 mai 1846 et 27 janvier 1847 ;

Vu l'avis du conseil de l'Université, du 23 novembre 1849 ;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, du 24 mai 1850 ;

Vu la loi du 24 mai 1825 et celle du 15 mars 1850, sur l'enseignement ;

Vu les lois des 2 janvier 1817 et 18 juillet 1837, et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831 ;

Le Conseil d'état (section d'administration) entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Saint-Joseph, dites du *Bon-Pasteur*, existant à Clermont (Puy-de-Dôme) en vertu d'un décret du 9 avril 1811, est autorisée à fonder un établissement de sœurs de son ordre à Marvejols (Lozère), à la charge par ces religieuses de se conformer aux statuts approuvés pour la maison mère par le décret précité.

2. Le maire de la commune de Marvejols (Lozère) et la supérieure générale de la congrégation des sœurs de Saint-Joseph, dites du *Bon-Pasteur*, existant à Clermont, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, aux charges, clauses et conditions imposées, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux lois, le legs fait à la commune de Marvejols, dans l'intérêt de l'instruction primaire, par la demoiselle Marie Avignon, suivant son testament public du 28 décembre 1840, et consistant en une somme de quatre mille francs, dont moitié devra être employée à l'entretien de l'établissement de sœurs de Saint-Joseph autorisé par l'article 1^{er} du présent décret.

(1) 1^{re} série, Bull. 364, n° 6682.

3. Est approuvée la délibération de la commission administrative de l'hospice de Marvejols (Lozère), du 2 mars 1850, portant refus d'accepter le legs de trois mille francs fait à cet établissement par la demoiselle *Marie Avignon*, suivant son testament notarié du 28 décembre 1840.

4. Les ministres de l'instruction publique et des cultes, et de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 8 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2490. — *DÉCRET qui ouvre le Bureau de Bailleul (Nord) à l'importation et à l'exportation des Grains et Farines.*

Du 13 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce;

Vu la loi du 2 décembre 1814, qui attribue au Gouvernement la désignation des ports et bureaux de douane par lesquels il est permis d'importer ou d'exporter les grains et farines;

L'ordonnance du 17 janvier 1830 (1) et celle du 23 août de la même année (2), relatives au même objet;

L'avis du ministre des finances, en date du 6 août dernier,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le bureau de Bailleul, département du Nord, est ouvert à l'importation et à l'exportation des grains et farines.

2. Le ministre de l'agriculture et du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 13 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé DUMAS.

(1) VIII^e série, Bull. 339, n° 13,387.

(2) IX^e série, 1^{re} partie, Bull. 6, n° 97.

N° 2491. — *Décret qui ouvre un Crédit supplémentaire pour les Frais d'établissement, de bulles et d'informations des Cardinaux, Archevêques et Evêques.*

Du 14 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi du 15 mai 1830, sur le budget des dépenses de l'exercice 1850, portant, article 9, que pendant les prorogations de l'Assemblée législative des crédits, soit extraordinaires, soit supplémentaires, pourront être ouverts, par arrêté du Président de la République, après délibération du Conseil des ministres, et avec le contre-seing du ministre des finances;

Vu l'article 13 de la même loi, contenant la nomenclature des dépenses qui peuvent donner ouverture à des crédits supplémentaires pour insuffisance d'allocations dûment justifiée;

Vu les articles 20, 21, 22 et 23 de l'ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes, et de l'avis du Conseil des ministres,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des cultes (service des cultes), sur l'exercice 1850, un crédit supplémentaire de cent neuf mille trois cents francs, applicable aux dépenses ci-après : Frais d'établissement, de bulles et d'informations des cardinaux, archevêques et évêques (chapitre IV du budget des cultes).

2. La régularisation de ce crédit sera proposée à l'Assemblée législative lors de sa prochaine réunion.

3. Les ministres de l'instruction publique et des cultes, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 14 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre des finances,

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé ACHILLE FOULQ.

Signé E. DE PARIBY.

N° 2492. — *Décret qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Cultes (service des Cultes) un Crédit supplémentaire pour des Créances constatées sur des exercices clos.*

Du 14 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu l'article 9 de la loi du 15 mai 1850, sur le budget de l'ex-

ce courant, portant que, pendant les prorogations de l'Assemblée législative, des crédits, soit extraordinaires, soit supplémentaires, pourront être ouverts par arrêtés du Président de la République, après délibération du Conseil des ministres, et avec le contre-seing du ministre des finances;

Vu la résolution par laquelle l'Assemblée nationale a suspendu ses séances, à partir du 11 août jusqu'au 11 novembre 1850;

Vu l'état des créances liquidées, pour les services des cultes, additionnellement aux restes à payer constatés par la loi de règlement du compte de l'exercice 1847, et par le compte définitif de l'exercice 1848;

Considérant que, aux termes de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et de l'article 108 de l'ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général pour la comptabilité publique, ces créances peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices 1847 et 1848, et que le montant est inférieur aux restants de crédits dont l'annulation est prononcée, sur ces services, par les lois de règlement des comptes desdits exercices;

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes, et de l'avis du Conseil des ministres,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des cultes (service des cultes), en augmentation des restes à payer constatés par les lois de règlement des exercices 1847 et 1848, un crédit supplémentaire de trente-six mille quatre-vingt-deux francs quatre-vingt-trois centimes, montant des nouvelles créances constatées à la charge de ces exercices, suivant le tableau ci-annexé, et dont les états nominatifs seront adressés, en double expédition, au ministre des finances, conformément à l'article 106 de l'ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique, savoir :

Exercice.....	1847.....	13,133' 77°	} 36,082' 83°
	1848.....	22,949 06	

2. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est, en conséquence, autorisé à ordonner ces créances sur le chapitre spécial ouvert, pour les dépenses des exercices clos, aux budgets des exercices courants, conformément à l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. La régularisation de ce crédit sera proposée à l'Assemblée législative lors de sa prochaine réunion.

4. Les ministres de l'instruction publique et des cultes, et

des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 14 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre des finances,
Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre de l'instruction publique
et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

Tableau des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer, arrêtés par la loi de règlement de l'exercice clos de 1847 et par le compte définitif de l'exercice 1848, et qui sont à ordonnancer sur les budgets des exercices courants.

NOMBRES DES CHAPITRES.	TITRES DES CHAPITRES.	NOMBRES DES CRÉANCES.	MONTANT DES CRÉANCES		OBSERVATIONS.
			par chapitre.	par exercice.	
			fr. c.	fr. c.	
	EXERCICE 1847.				
V.	Traitements et indemnités des membres des chapitres du clergé paroissial.....	1	63 78		La portion de crédit sans emploi sur le chapitre v de l'exercice 1847, annulée par la loi de règlement du compte de cet exercice, s'élevait à..... 33,236 ⁰⁰ La loi du 4 février 1850 a admis de nouvelles créances pour..... 66 66
X.	Acquisitions, constructions et entretien des édifices diocésains....	4	13,070 99	13,133 77	RESTE LIBRE... 33,169 37
	EXERCICE 1848.				
V.	Traitements et indemnités des membres des chapitres du clergé paroissial.....	3	321 66		La portion de crédit sans emploi sur le chapitre v de l'exercice 1847, annulée par la même loi de règlement, s'élevait à..... 50,350 ⁵⁷ La loi du 4 février 1850 a admis de nouvelles créances pour..... 34,670 38
X.	Acquisitions, constructions et entretien des édifices diocésains....	13	22,627 40	22,949 06	RESTE LIBRE... 15,680 19
	TOTAL.....			36,082 83	La portion de crédit sans emploi sur le chapitre v de l'exercice 1848, dont l'annulation est proposée au compte définitif de cet exercice, est de 99,030 ¹³ La portion de crédit sans emploi sur le chapitre x de l'exercice 1848, dont l'annulation est proposée au compte définitif de cet exercice, est de 57,213 ⁶¹

Approuvé pour être annexé au décret du Président de la République, en date de ce jour.

Paris, le 14 Octobre 1850.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,
Signé E. DE PARIEU.

N° 2493. — DÉCRET sur l'Avancement dans le Corps du Génie.

Du 16 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi du 14 avril 1832 et l'ordonnance du 16 mars 1838 (1),
sur l'avancement dans l'armée;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Tous les officiers du corps du génie, sans exception, concourront ensemble pour l'avancement, tant à l'ancienneté qu'au choix.

2. A l'avenir, les nominations aux emplois de lieutenant en second qui viendront à vaquer sur la totalité du corps du génie seront dévolues aux sous-officiers des troupes de l'arme et aux sous-lieutenants élèves provenant de l'école d'application, savoir :

Aux premiers, dans la proportion de la moitié du nombre des officiers de tous grades composant les cadres constitutifs des troupes du génie;

Aux seconds, dans la proportion de l'autre moitié, augmentée du nombre total des officiers formant les cadres de l'état-major du corps.

3. Les officiers du génie seront appelés, quelle que soit leur origine, aux divers services du corps, selon leur aptitude à ces services reconnue d'après le rapport des inspecteurs généraux.

4. Toutes les dispositions contraires à celles qui précèdent sont et demeurent abrogées.

Fait à l'Élysée, le 16 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE:

Le Ministre de la guerre,

Signé D'HAUTPOUL.

N° 2494. — DÉCRET portant prorogation de la Chambre temporaire de la Cour d'appel de Paris.

Du 21 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu le rapport adressé, le 15 septembre 1850, par le procureur général près la cour d'appel de Paris, à l'effet d'obtenir la prorogation

(1) IX^e série, Bull. 566, n° 7344.

de la chambre temporaire établie en ladite cour par l'ordonnance du 4 octobre 1846, et prorogée par ordonnance du 6 août 1847 et par décrets des 27 août 1848 et 29 septembre 1849;

Vu l'avis du premier président de la cour d'appel de Paris;

Vu l'état du rôle général de ladite cour; au 1^{er} septembre 1850;

Vu l'article 5 de la loi du 20 avril 1810 et l'article 10 du décret du 6 juillet suivant;

Considérant qu'il existe encore un grand nombre d'affaires civiles arriérées en la cour d'appel de Paris;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre temporaire formée en la cour d'appel de Paris, pour l'expédition des affaires civiles, par ordonnance du 4 octobre 1846, et prorogée par une autre ordonnance du 6 août 1847, et par deux décrets des 27 août 1848 et 29 septembre 1849, est de nouveau prorogée pour une année.

A l'expiration de ce temps, elle cessera de droit, s'il n'en est autrement ordonné.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, à l'Élysée-National, le 21 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.



Certifié conforme :

Paris, le 25^o Octobre 1850,

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. ROUHER.

Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 320.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2495. — DÉCRET relatif à l'admission aux fonctions d'Instituteurs publics des Élèves des Écoles normales primaires et des Maisons de noviciat régulièrement autorisées qui n'auraient pas encore atteint leur vingt et unième année.

Du 1^{er} Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;

Considérant que la loi du 28 juin 1833 avait fixé à dix-huit ans l'âge auquel les jeunes gens pourvus d'un brevet de capacité pouvaient être nommés instituteurs primaires communaux;

Qu'en exécution de cette disposition de la loi, un grand nombre d'élèves des écoles normales primaires, âgés de dix-huit ans et pourvus d'un brevet de capacité, ont contracté l'engagement de se vouer pendant dix ans au service de l'instruction publique; que cet engagement doit avoir pour effet de leur assurer le bénéfice de la dispense du service militaire;

Que cette dispense ne pourra, toutefois, être accordée qu'à ceux qui, au moment du tirage au sort, exerceront, soit comme instituteurs communaux, soit comme instituteurs adjoints;

Considérant que la loi du 15 mars 1850 a reporté à vingt et un ans l'âge avant lequel nul ne pourra être nommé instituteur communal;

Que ceux des élèves qui, en sortant des écoles normales primaires au mois d'août dernier, n'ont pu être nommés instituteurs communaux avant le 1^{er} septembre courant, et qui ne peuvent être placés, en ce moment, comme instituteurs adjoints, seraient dans l'impossibilité absolue de remplir leur engagement envers le département de l'instruction publique, et que, si cet engagement leur était remis, les départements et l'État, qui ont fait, en totalité ou en partie, les frais de leur éducation, se seraient inutilement imposé des sacrifices considérables pour former de bons instituteurs;

Considérant, en outre, qu'une inaction qui serait imputée aux élèves pendant plusieurs années pourrait être préjudiciable à leur instruction, leur moralité et leur avenir :

Qu'il y a lieu, dès lors, de prendre des mesures transitoires pour assurer, sans dommage pour l'enseignement, l'exécution de la loi du 15 mars,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Les conseils académiques sont autorisés à porter pendant trois ans, à partir du 1^{er} septembre dernier, sur la liste d'admissibilité aux fonctions d'instituteurs publics, les élèves des écoles normales primaires et des maisons de noviciat régulièrement autorisées qui justifieront d'un engagement contracté antérieurement au 15 mars 1850, et qui, pourvus d'un brevet de capacité, n'auraient pas encore atteint leur vingt et unième année.

2. Ces jeunes gens pourront être chargés provisoirement par les conseils municipaux de la direction de leur école; ils ne recevront une nomination définitive et l'institution ministérielle, s'il y a lieu, que lorsqu'ils auront atteint leur vingt et unième année.

3. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de l'Élysée, le 1^{er} Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2496. — *DÉCRET pour l'exécution de la loi du 15 mars 1850, en ce qui concerne l'Enseignement primaire.*

Du 7 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi du 15 mars 1850 sur l'enseignement, et spécialement le titre II;

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes,
DÉCRÈTE :

CHAPITRE I^{er}.

DE L'ENSEIGNEMENT LIBRE.

Art. 1^{er}. Il est ouvert, dans chaque mairie, un registre spécial destiné à recevoir les déclarations des instituteurs qui veulent établir des écoles libres, conformément à l'article 27 de la loi organique du 15 mars 1850.

Indépendamment des indications exigées par cet article, chaque déclaration doit être accompagnée,

1° De l'acte de naissance de l'instituteur;

2° De son brevet de capacité ou du titre reconnu équivalent au brevet de capacité par le deuxième paragraphe de l'article 25 de la loi organique.

Cette déclaration est signée, sur le registre, par l'instituteur et par le maire.

Une copie en est immédiatement affichée à la porte de la mairie et y demeure pendant un mois.

2. Dans les trois jours qui suivent cette déclaration, le maire adresse au recteur les pièces jointes à ladite déclaration et le certificat d'affiche.

Dans le même délai, le maire, après avoir visité ou fait visiter le local destiné à l'école, est tenu de délivrer gratuitement à l'instituteur, en triple expédition, une copie légalisée de sa déclaration.

S'il refuse d'approuver le local, il doit faire mention de cette opposition et des motifs sur lesquels elle est fondée, au bas des copies légalisées qu'il délivre à l'instituteur.

Une de ces copies est remise par l'instituteur au procureur de la République, et une autre au sous-préfet, lesquels en délivrent récépissé. La troisième copie est remise au recteur de l'Académie par l'instituteur, avec les récépissés du procureur de la République et du sous-préfet.

3. A l'expiration du délai fixé par le dernier paragraphe de l'article 27 de la loi organique, le maire transmet au recteur les observations auxquelles la déclaration affichée peut avoir donné lieu, ou l'informe qu'il n'en a pas été reçu à la mairie.

4. Si le recteur croit devoir faire opposition à l'ouverture de l'école, par application de l'article 28 de la loi organique, il signifie son opposition à la partie par un arrêté motivé.

Trois jours au moins avant la séance fixée pour le jugement de l'opposition, la partie est citée à comparaître devant le conseil académique.

Cette opposition est jugée par le conseil académique, suivant les formes prescrites au chapitre II du règlement d'administration publique du 29 juillet 1850.

Copie de la décision du conseil académique est transmise, par le recteur, au maire de la commune, qui fait transcrire cette décision en marge de la déclaration de l'instituteur sur le registre spécial.

5. Lorsqu'un instituteur libre a été suspendu de l'exercice de ses fonctions, il peut être admis, par le conseil académique à présenter un suppléant pour la direction de son école.

6. Lorsque, par application des articles 29, 30 et 53 de la loi organique, un pensionnat primaire se trouve dans le cas d'être fermé, le recteur et le procureur de la République doivent se concerter pour que les parents ou tuteurs des élèves soient avertis, et pour que les élèves pensionnaires, dont les parents ne résident pas dans la localité, soient recueillis dans une maison convenable.

S'il se présente une personne digne de confiance qui offre de se charger des élèves pensionnaires ou externes, le recteur peut l'y autoriser provisoirement.

Cette autorisation n'est valable que pour trois mois au plus.

CHAPITRE II.

DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC.

SECTION I^{re}.

DES ÉCOLES PRIMAIRES PUBLIQUES.

7. Le local que la commune est tenue de fournir, en exécution de l'article 37 de la loi organique, doit être visité, avant l'ouverture de l'école, par le délégué cantonal, qui fait connaître au conseil académique si ce local convient pour l'usage auquel il est destiné.

8. Lorsque les communes demandent à se réunir pour l'entretien d'une école, le local destiné à la tenue de cette école doit être visité par l'inspecteur de l'arrondissement, qui transmet son rapport au conseil académique.

À défaut de conventions contraires, les dépenses auxquelles l'entretien des écoles donne lieu sont réparties entre les communes réunies, proportionnellement au montant des quatre contributions directes. Cette répartition est faite par le préfet.

9. Lorsqu'il est reconnu que le local fourni par une commune, en exécution de l'article 37 de la loi organique, ne convient pas pour l'usage auquel il est destiné, le préfet, après s'être concerté avec le recteur, et avoir pris l'avis du conseil municipal, décide s'il y a lieu, en raison des circonstances, de faire exécuter des travaux pour approprier le local à sa destination, ou bien d'en prononcer l'interdiction.

S'il s'agit de travaux à exécuter, il met la commune en demeure de pourvoir à la dépense nécessaire pour leur exécution.

dans un délai déterminé. A défaut d'exécution dans ce délai, il peut y pourvoir d'office.

Si l'interdiction du local a été prononcée, le préfet et le recteur pourvoient à la tenue de l'école soit par la location d'un autre local, soit par les autres moyens prévus par l'article 36 de la loi organique.

Les dépenses occasionnées par cette mesure seront à la charge de la commune, dans les limites déterminées par la loi.

10. Chaque année, à l'époque fixée par le recteur, la liste des enfants admis gratuitement dans les écoles publiques est dressée conformément à ce qui est prescrit par l'article 45 de la loi organique; les modifications apportées à cette liste dans le cours de l'année sont soumises aux mêmes formalités.

11. Dans les écoles où les enfants de divers cultes sont réunis, chaque ministre procède séparément à l'examen des élèves de son culte, en ce qui concerne l'enseignement religieux.

12. Lorsque, dans une école spécialement affectée aux enfants d'un culte, sont admis les enfants d'un autre culte, il est tenu par l'instituteur un registre sur lequel est inscrite la déclaration du père, ou, à son défaut, de la mère ou du tuteur, attestant que leur enfant ou pupille a été admis dans l'école sur leur demande.

Ladite déclaration est signée par les père, mère ou tuteur; s'ils ne savent signer, l'instituteur fait mention de cette circonstance et certifie leur déclaration.

Ce registre doit être représenté à toute personne préposée à la surveillance de l'école.

SECTION II.

DES INSTITUTEURS PUBLICS.

13. Tous les ans, à l'époque déterminée par le recteur, le conseil académique, dans chaque département, dresse :

1° Une liste de tous les candidats qui se sont fait inscrire pour être appelés aux fonctions d'instituteur communal, et qu'ils jugent dignes d'être nommés;

2° La liste des instituteurs communaux du département qui, à raison de leurs services, sont jugés dignes d'avancement.

Cette dernière liste doit faire connaître le traitement dont jouissent les instituteurs qui y sont portés.

Ces deux listes peuvent être modifiées pendant toute l'année.

Elles doivent être insérées au Bulletin des actes administratifs de la préfecture, et communiquées, par le recteur, aux con-

seils municipaux des communes dans lesquelles il y a lieu de pourvoir à la nomination d'un instituteur communal.

14. Aussitôt que le conseil municipal a nommé un instituteur, le maire envoie une copie de la nomination au recteur de l'Académie, qui délivre, s'il y a lieu, à l'instituteur, une autorisation provisoire, et qui propose au ministre d'accorder ou de refuser l'institution.

L'institution doit être donnée ou refusée dans le délai de six mois.

Si l'institution est refusée, le recteur met immédiatement le conseil municipal en demeure de pourvoir au choix d'un autre instituteur.

15. Lorsque les fonctions d'instituteur communal viennent à vaquer par suite de décès, de démission ou autrement, le recteur pourvoit à la direction de l'école, en attendant le remplacement de l'instituteur.

16. Le recteur pourvoit également à la direction de l'école, lorsque l'instituteur se trouve frappé de suspension par application de l'article 33 de la loi organique, ou lorsque, en attendant une instruction plus complète sur une demande en révocation, l'instituteur a été suspendu provisoirement de ses fonctions.

Dans ce cas, le recteur fixe la portion de traitement qui peut être laissée au titulaire, et celle qui est attribuée à son suppléant; et il décide si le suppléant doit jouir en totalité ou en partie du logement affecté à l'instituteur communal.

17. Lorsqu'un maire croit devoir suspendre, en cas d'urgence, un instituteur communal, il en informe immédiatement l'inspecteur de l'instruction primaire, sans préjudice du compte qu'il doit rendre, dans les deux jours, au recteur.

18. Chaque année, trois jours avant la session de février des conseils municipaux, le receveur municipal remet au maire de la commune le rôle de la rétribution scolaire de l'année précédente.

19. Les conseils municipaux délibèrent, chaque année, dans leur session du mois de février, pour l'année suivante,

Sur le taux de la rétribution scolaire;

Sur le traitement de l'instituteur;

Sur les centimes spéciaux qu'ils doivent voter, à défaut de leurs revenus ordinaires, 1° pour assurer le traitement fixe de l'instituteur au minimum de deux cents francs; 2° pour élever au minimum de six cents francs le revenu de l'instituteur, quand

son traitement fixe, joint au produit de la rétribution scolaire, n'atteint pas cette somme.

Les délibérations des conseils municipaux relatives aux écoles sont envoyées, avant le 1^{er} mai, pour l'arrondissement chef-lieu, au préfet, et pour les autres arrondissements, aux sous-préfets, qui les transmettent dans les dix jours au préfet, avec leur propre avis, celui des délégués cantonaux et celui de l'inspecteur primaire.

20. Le préfet soumet au conseil académique les délibérations des conseils municipaux relatives au taux de la rétribution scolaire dans leur commune.

Le conseil académique fixe définitivement le taux de cette rétribution scolaire, et en informe le préfet, qui présente les résultats de ces diverses délibérations au conseil général, dans sa session ordinaire, à l'appui de la proposition des crédits à allouer pour les dépenses de l'instruction publique primaire dans le budget départemental.

21. La rétribution scolaire est due par tous les élèves externes et pensionnaires qui suivent les classes de l'école, et qui ne sont pas portés sur la liste dressée en exécution de l'article 45 de la loi organique.

22. Le rôle de la rétribution scolaire est annuel.

Dans le courant de janvier l'instituteur communal dresse et remet au maire, 1° le rôle des enfants présents dans son école au commencement du mois, avec l'indication du nom des redevables qui doivent acquitter la rétribution, et du montant de la rétribution due par chacun d'eux; 2° des extraits individuels dudit rôle, pour être ultérieurement remis aux redevables à titre d'avertissement.

Il n'est ouvert dans le rôle qu'un seul article au père, à la mère ou au tuteur qui a plusieurs enfants à l'école.

Le maire vise le rôle, après s'être assuré qu'il ne comprend pas d'enfants dispensés du paiement de la rétribution; qu'il contient tous ceux qui y sont soumis; en outre, que la cotisation est établie d'après le taux fixé par le conseil académique.

Il l'adresse ensuite au sous-préfet, qui le communique à l'inspecteur, pour qu'il puisse fournir ses observations.

Le préfet, ou le sous-préfet par délégation, rend le rôle exécutoire et le transmet au receveur des finances, qui le fait parvenir au receveur municipal.

23. La rétribution scolaire est payée par douzièmes.

24. Un rôle supplémentaire est établi, à la fin de chaque trimestre, pour les enfants admis à l'école dans le courant du trimestre. Dans ce cas, la rétribution est due à partir du premier jour du mois dans lequel l'enfant a été admis.

25. Lorsque plusieurs communes sont réunies pour l'entretien d'une même école, l'instituteur dresse un rôle spécial pour chaque commune.

26. Tout enfant qui vient à quitter l'école postérieurement à l'émission du rôle est affranchi de la rétribution à partir du premier jour du mois suivant; avis de son départ est immédiatement donné, par l'instituteur et par les parents, au maire, qui, après avoir vérifié le fait, en informe le receveur municipal.

27. En fin d'année, il est procédé à un décompte à l'effet de constater si l'instituteur communal a reçu le minimum de traitement qui lui est garanti par l'article 37, de la loi organique.

Ce décompte est établi d'après le nombre des élèves portés, soit au rôle général, soit aux rôles supplémentaires. Sur le montant des rôles, il est fait déduction des non-valeurs résultant soit des sorties d'élèves dans le cours de l'année, soit des dégrèvements prononcés.

28. Les remises des receveurs municipaux sont calculées, conformément à l'article 5 de la loi du 20 juillet 1837, sur le total des sommes portées aux rôles généraux et supplémentaires de la rétribution scolaire.

29. Les remises dues au percepteur et les cotes qui deviendraient irreconvenables sont déclarées charges communales, et, comme telles, placées au nombre des dépenses obligatoires des communes.

30. Les réclamations auxquelles la confection des rôles peut donner lieu sont rédigées sur papier libre et déposées au secrétariat de la sous-préfecture.

Lorsqu'il s'agit de décharges ou réductions, il est statué par le conseil de préfecture, sur l'avis du maire, du délégué cantonal et du sous-préfet.

Il est prononcé sur les demandes en remise par le préfet, après avis du conseil municipal et du sous-préfet.

31. Lorsque le conseil académique autorise un instituteur à percevoir lui-même le montant de la rétribution scolaire, en exécution du deuxième paragraphe de l'article 41 de la loi organique, le recteur en informe immédiatement le receveur

particulier de l'arrondissement, qui en donne avis au receveur municipal.

Dans ce cas, le rôle de la rétribution est dressé et arrêté ainsi qu'il a été dit à l'article 22 du présent règlement.

32. Le ministre de l'instruction publique et des cultes, et le ministre des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIET.

N° 2497. — DÉCRET qui approuve la Convention passée, le 16 octobre 1850, entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie du Chemin de fer de Tours à Nantes.

Du 18 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 6 août 1850, qui autorise le ministre des travaux publics à modifier les clauses et conditions de la concession des chemins de fer de Tours à Nantes et d'Orléans à Bordeaux;

Vu notamment l'article 7 de ladite loi, ledit article ainsi conçu :

« Les conventions à passer entre le ministre des travaux publics et les compagnies, pour l'exécution de la présente loi, ne seront valables et définitives qu'après avoir été approuvées par un décret du Président de la République; »

Vu l'extrait dûment certifié de la délibération, en date du 17 septembre 1850, de l'assemblée générale des actionnaires du chemin de fer de Tours à Nantes, par laquelle les pouvoirs les plus étendus sont donnés aux administrateurs de la compagnie, à l'effet d'apporter, de concert avec le Gouvernement, au cahier des charges annexé à la loi du 19 juillet 1845 et aux statuts de la société, toutes les modifications résultant de la loi du 6 août 1850; ensemble la délégation donnée, par le conseil d'administration de la compagnie, le 1^{er} octobre 1850, à MM. Cuillard (Jean-Edouard), Dufeu (Gustave-Eugène), de Grandeffe (Raoul-Louis-André), Lacroix-Saint-Pierre (Pierre-Henri-Albert) et Monternault (François-Victor), à l'effet de traiter avec le ministre des travaux publics;

Vu la convention provisoire passée, le 16 octobre 1850, entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État, et MM. Cuillard, Dufeu, de Grandeffe, Lacroix-Saint-Pierre et Monternault, comme il a été dit ci-dessus.

Décrets :

ART. 1^{er}. La convention provisoire passée, le 16 octobre 1850, entre le ministre des travaux publics et la compagnie de chemin de fer de Tours à Nantes, représentée ainsi qu'il est dit ci-dessus, est et demeure approuvée.

En conséquence, toutes les clauses et conditions stipulées dans ladite convention, tant à la charge de l'État qu'à la charge de la compagnie, recevront leur pleine et entière exécution.

2. La convention, la délibération de l'assemblée générale des actionnaires et la délégation donnée à MM. *Caillard*, *Dufa*, *de Grandeffe*, *Lacroix-Saint-Pierre* et *Monternault*, restent annexées au présent décret.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 18 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Par le Président de la République : le *Ministre des travaux publics*,

Signé BINEAU.

Convention entre le Ministre des Travaux publics, au nom de l'État, et la Compagnie du Chemin de fer de Tours à Nantes, pour l'exécution de la loi du 6 Août 1850.

L'an mil huit cent cinquante, et le seize du mois d'octobre,

Entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par la loi du 6 août 1850, d'une part ;
Et messieurs

Caillard (Jean-Édouard), administrateur des messageries générales, demeurant à Paris, rue de Lille, n° 105 ;

De Grandeffe (Raoul-Louis-André), propriétaire, demeurant à Paris, boulevard Montmartre, n° 3 ;

Dufa (Gustave-Eugène), banquier, demeurant à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 6 ;

Lacroix-Saint-Pierre (Pierre-Henri-Albert), administrateur des messageries nationales de France, demeurant à Paris, rue de l'Arcade, n° 16 ;

Monternault (François-Victor), ancien magistrat, demeurant à Paris, rue de l'Échelle, n° 11,

Membres du conseil d'administration de la compagnie du chemin de fer de Tours à Nantes, agissant dans les termes de la décision prise le 17 septembre 1850, par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de ladite compagnie, décision dont une ampliation est annexée aux présentes, et en vertu des pouvoirs spéciaux qui leur ont été délégués à cet effet par délibération du conseil d'administration, en date du 1^{er} octobre, présent mois, délibération dont une ampliation est aussi annexée aux présentes,

Faisant élection de domicile au siège de la société, boulevard Montmartre, n° 10, à Paris, d'autre part ;

Il a été dit et convenu ce qui suit :

Les clauses et conditions de la concession du chemin de fer de Tours à Nantes sont modifiées de la manière suivante :

« Art. 1^{er}. La durée de la concession, fixée, par ordonnance du 27 novembre 1845, à trente-quatre ans quinze jours, est portée à cinquante ans (50 ans).

« Cette durée commencera à dater du terme fixé à la compagnie, pour la pose de la première voie sur la totalité du chemin, par l'article 6 ci-dessous.

« 2. La compagnie est exonérée de l'obligation, qui lui était imposée par le paragraphe premier de l'article 7 du cahier des charges annexé à la loi du 19 juillet 1845, de rembourser à l'État le prix des terrains et bâtiments acquis pour l'établissement du chemin de fer.

« Toutefois, le partage des bénéfices avec l'État aura lieu après six pour cent (6 p. o/o) jusqu'à ce que l'État en ait retiré la somme de sept millions cinq cent mille francs (7,500,000^f).

« Lorsque l'État en aura retiré cette somme, le partage des bénéfices aura lieu après huit pour cent (8 p. o/o), conformément à la loi du 10 juillet 1845.

« 3. La compagnie aura la faculté d'exploiter provisoirement sur une seule voie la section d'Angers à Nantes. La seconde voie devra être posée dans le délai de deux années, à partir de l'ouverture de l'exploitation.

« 4. MM. Caillard, de Grandeffe, Dufeu, Lacroix-Saint-Pierre et Monternault, en la qualité ci-dessus indiquée, s'engagent à exécuter aux frais de la compagnie tous les travaux restant à faire et non encore adjugés, pour l'établissement et l'achèvement des gares, stations et ateliers.

« Les travaux seront exécutés d'après des plans dressés par la compagnie et arrêtés par l'administration supérieure; pour les achever, la compagnie aura un délai de dix années, à partir du 6 août 1850, date de la loi qui a admis les présentes modifications.

« Jusqu'à leur achèvement, elle devra y suppléer par des bâtiments provisoires, exécutés à ses frais, et dont les dispositions et l'étendues seront également soumises à l'approbation de l'administration.

« La compagnie reprendra les matériaux déjà approvisionnés pour la construction de la gare de Nantes, et en payera la valeur à dire d'experts.

« 5. Les projets de ces stations provisoires seront remis à l'administration dans le délai de deux mois, à dater du jour de la livraison des travaux à la charge de l'État, et les constructions devront être terminées dans le délai fixé pour l'ouverture de l'exploitation de la section à laquelle elles appartiendront.

« Les projets de la station provisoire à établir à Angers, en remplacement des hangars actuels, seront soumis à l'administration dans le délai d'un mois à partir de la présente convention, et leur exécution devra être terminée avant le 1^{er} juin 1851. Cette station provisoire sera établie sur le côté nord du chemin, dans l'emplacement destiné à la station définitive.

« 6. Le délai de deux années accordé à la compagnie, à dater de la livraison, pour poser la voie et exploiter, est réduit à une année.

« Toutefois, l'exploitation de la section d'Ancenis à Nantes ne sera obligatoire pour elle que le jour où elle devra exploiter la section d'Angers à Ancenis.

« 7. MM. Caillard, de Grandeffe, Dufeu, Lacroix-Saint-Pierre et Monternault renoncent, au nom de la compagnie, à réclamer de l'État aucune indemnité à raison du retard qu'il a ou aura apporté dans la livraison des travaux qui sont à sa charge.

« 8. Pour assurer la prompte et complète exécution du chemin de fer objet de la présente convention, MM. Caillard, de Grandeffe, Dufeu, Lacroix-Saint-Pierre et Monternault s'engagent, au nom de la compagnie, à verser au trésor la somme de six millions de francs (6,000,000^f), savoir :

« Deux millions fin de janvier 1851 ; deux millions fin de juin 1851, deux millions fin d'octobre 1851.

« Les intérêts du compte courant seront réglés tous les six mois, au taux moyen de l'intérêt des bons du trésor.

« Les fonds versés au trésor seront toujours à la disposition de la compagnie pour l'exécution des travaux.

« La compagnie aura la faculté de s'affranchir de ces versements, à la condition de justifier, sous le contrôle des ingénieurs de l'État, qu'aux époques ci-dessus fixées elle a, pour une somme égale, exécuté des travaux sur la section d'Angers à Nantes, ou effectué des approvisionnements de rails, coussinets, traverses et matériel roulant, destinés au service de cette section.

« Dans le cas où la compagnie n'aurait pas effectué les versements aux époques fixées ci-dessus, elle encourrait, par le seul fait de l'inexécution de cette obligation, la déchéance prévue par l'article 16 de son cahier des charges.

« 9. La compagnie sera tenue de transporter les troupes de toutes armes, voyageant en corps, au prix de revient.

« Les militaires et marins voyageant isolément, continueront de jouir du bénéfice du tarif actuel.

« 10. Sans dérogation aux dispositions de l'article 29 du cahier des charges annexé à la loi du 19 juillet 1845, un train régulier et journalier sera mis, à l'aller et au retour, à la disposition du ministre des finances pour le transport des dépêches sur toute l'étendue de la ligne.

« La marche et le stationnement des convois, ainsi que les heures de départ et d'arrivée, soit de jour, soit de nuit, seront, sauf l'observation des règlements de police, réglés par le ministre des finances et le ministre des travaux publics, après avoir entendu la compagnie.

« Le transport des dépêches par ces trains aura lieu dans les voitures de la compagnie et sera gratuit.

« 11. Les voitures de troisième classe seront couvertes et fermées à vitres.

« Un délai de quarante-cinq jours est accordé à la compagnie pour modifier les voitures actuelles. En conséquence, la circulation des voitures de troisième classe à rideaux sera interdite à partir du 1^{er} décembre 1850.

« 12. La présente convention ne sera valable et définitive qu'après avoir été approuvée par un décret du Président de la République. »

Fait à Paris, lesdits jour, mois et an que dessus.

Approuvé l'écriture :
Signé *Gustave Dufrenoy*.

Approuvé l'écriture :
Signé *Monternault*.

Approuvé l'écriture :
Signé *E. de Grandeffe*.

Approuvé l'écriture :
Signé *A. Lacroix-Saint-Pierre*.

Approuvé l'écriture :
Signé *Ed. Caillard*.

Approuvé l'écriture ci-dessus :
Le Ministre des travaux publics,
Signé *BINEAU*.

Enregistré à Paris, le 23 octobre 1850, folio 107, verso, cases 1, 2 et 3.
Reçu deux francs vingt centimes, décime compris. Signé *Valléran*.

Assemblée générale extraordinaire du 17 septembre 1850. (Extrait du procès-verbal.)

L'an mil huit cent cinquante, le dix-sept septembre, à quatre heures de

relevées, MM. les actionnaires de la compagnie anonyme du chemin de fer de Tours à Nantes se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, dans le local désigné à cet effet, par convocation du 15 août 1850, salle Herz, rue de la Victoire, n° 38, à Paris.

M. de la Pinsonnière, président du conseil d'administration, appelé à la présidence de l'Assemblée, en vertu de l'article 44 des statuts, déclare, à quatre heures un quart, la séance ouverte.

Il constate d'abord, 1° que l'assemblée a été régulièrement convoquée, en conformité de l'article 42 des statuts de la compagnie, par avis inséré, le 15 août 1850, dans les journaux désignés par les articles 42 et 11 desdits statuts, savoir :

A Paris, dans la Gazette des Tribunaux, le Droit et les Petites-Affiches, journaux d'annonces légales;

A Londres, dans le Times et le Morning-Chronicle, journaux désignés, à cet effet, par le conseil d'administration; 2° que cet avis a indiqué l'objet des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire, conformément au dernier paragraphe de l'article 42 précité.

M. le président, après avoir rappelé que, aux termes de l'article 49 des statuts précités, les décisions relatives à la modification desdits statuts ou à la prorogation de la société ne peuvent être prises que par une assemblée générale réunissant le cinquième du fonds social et à la majorité des deux tiers des voix des membres présents, au nombre de trente au moins, constate la présence de deux cent cinquante-deux actionnaires, réunissant, par eux-mêmes ou par mandats réguliers, le nombre de vingt mille trois cent trente actions.

Il déclare, en conséquence, l'assemblée générale extraordinaire valablement constituée pour délibérer sur l'objet de sa convocation, aux termes de l'article 49 des statuts.

M. le président annonce que l'assemblée va être appelée à voter séparément sur les deux propositions soumises à sa délibération.

En conséquence, il déclare la discussion ouverte sur la première proposition, dont il donne lecture, et qui est ainsi conçue :

« L'assemblée donne les pouvoirs les plus étendus au conseil d'administration, à l'effet d'apporter, de concert avec le Gouvernement, au cahier des charges annexé à la loi du 19 juillet 1845, et aux statuts de la société, toutes les modifications résultant de la loi du 6 août 1850. »

Personne ne demandant la parole sur cette proposition, M. le président la met aux voix : elle est adoptée à l'unanimité.

Ont signé au procès-verbal :

Les membres composant le bureau,
Le président, signé de la Pinsonnière ;
Les scrutateurs, de la Baume,
Michalet ;
Le secrétaire, Voisin.

Pour extrait certifié conforme :

Le président du conseil,
 Signé DE LA PINSONNIÈRE.

Extrait de la délibération du Conseil d'administration en date du 1^{er} Octobre 1850.

Le conseil d'administration,

Vu la loi du 6 août 1850, qui modifie les clauses et conditions de la concession du chemin de fer de Tours à Nantes;

Vu la décision prise à l'unanimité par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la compagnie du 17 septembre 1850, tenue en vertu de l'article 49 des statuts, décision ainsi formulée :

« L'assemblée donne les pouvoirs les plus étendus au conseil d'administration, à l'effet d'apporter, de concert avec le Gouvernement, au cahier des charges annexé à la loi du 19 juillet 1845, et aux statuts de la société, toutes les modifications résultant de la loi du 6 août 1850;

Vu l'article 33 desdits statuts de la compagnie autorisant le conseil d'administration à déléguer tout ou partie de ses pouvoirs par un mandat spécial pour une ou plusieurs affaires déterminées;

Délègue à MM. Caillard (Jean-Édouard),
Dufeu (Gustave-Eugène),
de Grandeffe (Raoul-Louis André),
Lacroix-Saint-Pierre (Pierre-Henri-Albert),
et Monternault (François-Victor),

Membres du conseil d'administration, pouvant agir soit ensemble, soit à nombre de trois, tous les pouvoirs conférés au conseil d'administration par l'assemblée générale extraordinaire du 17 septembre 1850, dans sa décision précitée, à l'effet d'apporter, de concert avec le Gouvernement, au cahier des charges annexé à la loi du 19 juillet 1845 et aux statuts de la société, toutes les modifications résultant de la loi du 6 août 1850.

Étaient présents à la délibération du conseil,

MM. de la Pinsonnière, président;	de Freulleville,
Barry,	de Grandeffe,
Bernard,	Lacroix,
Chamier,	Monternault,
Caillard,	de Preigne,
Dufeu,	et Séguin.

Pour extrait conforme :

Le Président du conseil d'administration,

Signé DE LA PINSONNIÈRE.

N° 2498. — *DÉCRET qui approuve la Convention passée, le 16 Octobre 1850, entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie du Chemin de fer d'Orléans à Bordeaux.*

Du 18 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 6 août 1850, qui autorise le ministre des travaux publics à modifier les clauses et conditions de la concession des chemins de fer de Tours à Nantes et d'Orléans à Bordeaux;

Vu notamment l'article 7 de ladite loi, ledit article ainsi conçu :

« Les conventions à passer entre le ministre des travaux publics et les compagnies, pour l'exécution de la présente loi, ne seront valables et définitives qu'après avoir été approuvées par un décret du Président de la République; »

Vu l'extrait dûment certifié de la délibération, en date du 12 septembre 1850, de l'assemblée générale des actionnaires du chemin de fer d'Orléans à Bordeaux, par laquelle les pouvoirs spéciaux ou généraux les plus étendus sont donnés au conseil d'administration de la compagnie pour consentir avec le Gouvernement tous les changements ou modifications que ce conseil jugerait utile de faire introduire soit dans les statuts de la société, soit dans le cahier des charges annexé à la loi du 26 juillet 1844; ensemble la délégation donnée par le conseil d'administration de la compagnie, le 14 octobre 1850, à MM. *Bourlon, Barry, Benat et Paul de Richemont*, à l'effet de traiter avec le ministre des travaux publics;

Vu la convention provisoire passée, le 16 octobre 1850, entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État, et MM. *Bourlon, Barry, Benat et Paul de Richemont*, comme il a été dit ci-dessus,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La convention provisoire passée, le 16 octobre 1850, entre le ministre des travaux publics et la compagnie du chemin de fer d'Orléans à Bordeaux, représentée ainsi qu'il est dit ci-dessus, est et demeure approuvée.

En conséquence, toutes les clauses et conditions stipulées dans ladite convention tant à la charge de l'État qu'à la charge de la compagnie, recevront leur pleine et entière exécution.

2. La convention, la délibération de l'assemblée générale des actionnaires et la délégation donnée à MM. *Bourlon, Barry, Benat et Paul de Richemont*, resteront annexées au présent décret.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 18 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Par le Président de la République : le *Ministre des travaux publics*,
Signé *BENEAU*.

Convention entre le Ministre des Travaux publics, au nom de l'État, et la Compagnie du Chemin de fer d'Orléans à Bordeaux, pour l'exécution de la loi du 6 août 1850.

L'an mil huit cent cinquante, et le 16 du mois d'octobre,

Entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par la loi du 6 août 1850, d'une part;

Et messieurs

Pierre-Henri-Dieudonné Bourlon, John-David Barry, Antoine-Gustave Benat et Paul Desbassayns de Richemont, membres du conseil d'administration et du comité de direction de la compagnie du chemin de fer d'Orléans à Bordeaux,

Agissant en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés par le conseil d'administration de ladite compagnie par sa délibération du lundi 14 du présent mois d'octobre, délibération dont une ampliation est annexée aux présentes, et encore en vertu des pouvoirs généraux et spéciaux donnés au conseil d'administration par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de ladite compagnie, tenue le 12 septembre 1850, ainsi qu'il résulte d'un extrait du procès-verbal de ladite assemblée dûment certifié et ci-annexé;

Lesquels font élection de domicile au siège de la société, rue des Trois-Frères, n° 5, à Paris, d'autre part;

Il a été dit et convenu ce qui suit :

Les clauses et conditions de la concession du chemin de fer d'Orléans à Bordeaux sont modifiées de la manière suivante :

« ART. 1^{er}. La durée de la concession, fixée, par ordonnance du 24 octobre 1844, à vingt-sept ans deux cent soixante et dix-huit jours, est portée à cinquante ans (50 ans).

« Cette durée commencera à dater du terme fixé à la compagnie, pour la pose de la première voie sur la totalité du chemin, par l'article 5 ci-dessous.

« 2. La compagnie aura la faculté d'exploiter provisoirement, sur une seule voie, les sections comprises entre Tours et Bordeaux.

« La seconde voie devra être posée dans un délai de trois années à dater de l'ouverture de l'exploitation de chaque section, avec faculté pour la compagnie de déterminer l'ordre des sections dans lequel elle devra commencer à poser cette seconde voie, de telle sorte que si, pour une section, la compagnie devanco le terme de trois ans pour la pose de la deuxième voie, elle pourra retarder d'autant la pose de la deuxième voie sur une autre section de même longueur.

« 3. MM. *Bourlon, Barry, Benat et Desbassayns de Richemont*, en la qualité ci-dessus indiquée, s'engagent à exécuter, aux frais de la compagnie, tous les travaux restant à faire et non encore adjugés pour l'établissement et l'achèvement des gares, stations et ateliers.

« Ces travaux seront exécutés d'après des plans dressés par la compagnie et arrêtés par l'administration supérieure. Pour les achever, la compagnie aura un délai de dix ans, à dater du 6 août 1850, date de la loi qui a admis les présentes modifications.

« Jusqu'à leur achèvement, elle devra y suppléer par des bâtiments provisoires exécutés à ses frais, et dont les dispositions et l'étendue seront également soumises à l'approbation de l'administration supérieure.

« La compagnie reprendra les matériaux déjà approvisionnés pour les constructions, et en payera la valeur à dire d'experts.

« 4. Les projets des stations provisoires seront remis à l'administration dans le délai de trois mois, à dater de l'homologation de la présente convention, pour les parties déjà livrées à la compagnie, et à dater du jour de la livraison des travaux à la charge de l'État pour les autres sections. Les constructions devront être terminées avant l'ouverture de l'exploitation de la section à laquelle elles appartiendront.

« 5. Le délai de deux années accordé à la compagnie, à dater de la livraison, pour poser la voie et exploiter, est réduit à une année.

« La section de Tours à Châteaillerauld, dont la livraison a eu lieu antérieu-

rement à la loi du 6 août 1850, devra être en exploitation le 6 août 1851 au plus tard.

« La section de Châtellerault à Poitiers devra être en exploitation à la même date, pourvu que sa livraison ait lieu avant le 15 novembre 1850.

« L'exploitation de la section d'Angoulême à Libourne ne sera obligatoire pour la compagnie que le jour où elle devra exploiter la section de Libourne à Bordeaux.

« 6. MM. *Bourlon, Barry, Benat et Desbassayns de Richemont* renoncent, au nom de la compagnie, à réclamer de l'État aucune indemnité à raison du retard qu'il aura apporté dans la livraison des travaux à sa charge.

« 7. Pour assurer la prompte et complète exécution du chemin de fer objet de la présente convention, MM. *Boarlon, Barry, Benat et Desbassayns de Richemont* prennent, au nom de la compagnie, l'engagement de verser au trésor en compte courant la somme de douze millions de francs (12,000,000'), savoir :

« Trois millions fin janvier 1851,

« Trois millions fin juin 1851,

« Trois millions fin janvier 1852,

« Trois millions fin juin 1852.

« Les intérêts du compte courant seront réglés tous les six mois, au taux moyen de l'intérêt des bons du trésor.

« Les fonds versés au trésor seront toujours à la disposition de la compagnie pour l'exécution des travaux.

« La compagnie aura la faculté de s'affranchir de ses versements à la condition de justifier, sous le contrôle des ingénieurs de l'État, qu'aux époques ci-dessus fixées elle a, pour une somme égale, exécuté des travaux sur les sections de Tours à Poitiers et d'Angoulême à Bordeaux, ou effectué des approvisionnements de rails, coussinets, traverses et matériel roulant, destinés au service des sections ci-dessus désignées.

« Dans le cas où la compagnie n'aurait pas effectué les versements aux époques ci-dessus fixées, elle encourrait, par le seul fait de l'inexécution de cette obligation, la déchéance de sa concession prévue par l'article 16 de son cahier des charges.

« 8. La compagnie sera tenue de transporter les troupes de toutes armes, voyageant en corps, au prix de revient.

« Les militaires et marins voyageant isolément continueront de jouir du bénéfice du tarif actuel.

« 9. Sans dérogation aux autres dispositions de l'article 31 du cahier des charges annexé à la loi du 26 juillet 1844, un train régulier et journalier sera mis, à l'aller et au retour, à la disposition du ministre des finances pour le transport des dépêches sur toute l'étendue de la ligne.

« La marche et le stationnement de ce train, ainsi que les heures de départ et d'arrivée, soit de jour, soit de nuit, seront, sauf l'observation des règlements de police, réglés par le ministre des finances et le ministre des travaux publics, après avoir entendu la compagnie.

« Le transport des dépêches par ces trains aura lieu dans les voitures de la compagnie et sera gratuit.

« 10. Les voitures de troisième classe seront convertes et fermées à vitres.

« Un délai de quarante-cinq jours est accordé à la compagnie pour modifier ses voitures actuelles. En conséquence, la circulation des voitures de troisième classe fermées par des rideaux sera interdite à partir du premier décembre mil huit cent cinquante (1^{er} décembre 1850).

« 11. La présente convention ne sera valable et définitive qu'après avoir été
« approuvée par un décret du Président de la République. »

Fait à Paris, lesdits jour, mois et an que dessus.

Approuvé l'écriture ci-dessus et
d'autre part.

Signé *Paul de Richemont.*

Approuvé l'écriture ci-dessus et
d'autre part.

Signé *Benat.*

Approuvé l'écriture ci-dessus et
d'autre part.

Signé *J. D. Barry.*

Approuvé l'écriture ci-dessus et
d'autre part.

Signé *Bourlon.*

Approuvé l'écriture ci-dessus.

Le Ministre des travaux publics,

Signé *Bineau.*

Enregistré à Paris, le 23 octobre 1850, folio 107, recto, cases 5, 6, 7. Reçu
deux francs vingt centimes, dixième compris.

Signé *Valléran.*

Du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle et extraordinaire des
actionnaires de la compagnie de Bordeaux, tenue le jeudi 12 septembre 1850
dans la salle Herz, rue de la Victoire, n° 38,

A été extrait littéralement ce qui suit :

M. le président propose, et l'assemblée, à l'unanimité et sans observations,
décide que la séance commencera par l'affaire relative à la loi du 6 août
1850.

M. le président fait observer que, pour être constitué en réunion extraor-
dinaire dans les conditions de l'article 50 des statuts, les actionnaires présents
doivent représenter le quart du capital social, soit trente-deux mille cinq cents
actions. Les actions représentées s'élèvent au chiffre de cinquante-deux mille
sept cent douze; donc l'assemblée générale extraordinaire est régulièrement
constituée.

M. le président donne la parole à M. *Benat*, administrateur chargé de la
rédaction et de la présentation du rapport sur la loi du 6 août 1850.

M. *Benat* donne, au nom du conseil d'administration, lecture du rapport.

Lorsque cette lecture est terminée, M. le président dit : « L'assemblée vient
d'entendre la lecture du rapport; si quelqu'un demande la parole pour pré-
senter des observations, elle lui sera donnée. Le conseil d'administration vous
propose l'adoption pure et simple de la loi du 6 août 1850. Cette adoption
doit emporter avec elle les pouvoirs les plus étendus pour le conseil d'admini-
stration de passer avec M. le ministre des travaux publics un contrat qui
aura pour conséquence d'apporter des modifications graves dans les statuts
sociaux et dans le cahier des charges. »

Personne ne demande la parole.

M. le président fait remarquer que, pour le vote des modifications à intro-
duire dans les statuts, l'article 50 de l'acte de société exige une majorité des
deux tiers des voix des membres présents; mais il n'indique point le mode sui-
vant lequel cette majorité sera constatée. Néanmoins, le conseil d'administra-
tion a pensé que, pour la déterminer d'une manière précise et incontestable,
il y avait lieu de procéder par la voie du scrutin, et M. le président annonce
que toutes les mesures sont préparées pour que l'assemblée puisse procéder à
cette opération.

Plusieurs actionnaires font immédiatement remarquer que le vote au scr-

tin, long de sa nature, n'est pas indispensable, et que l'on pourrait essayer d'abord du vote par assis et levé et par acclamation.

Sur cette observation, M. le président demande à l'assemblée si elle consent à voter par assis et levé. La question mise aux voix, l'assemblée presque entière se lève pour l'affirmative. A la contre-épreuve, quatre membres seulement se lèvent contre la proposition. M. le président demande à ceux-ci le nombre d'actions dont ils sont porteurs ou qu'ils représentent. De leur réponse, il résulte que les actions dont ces quatre membres sont porteurs ne leur donnent droit qu'à huit voix sur douze cent trente-trois voix présentes ou représentées.

En conséquence de ce vote, M. le président annonce qu'il va mettre aux voix, par assis et levé, la proposition faite par le conseil d'administration d'accepter la loi du 6 août 1850. M. le président rappelle que la conséquence de cette acceptation sera de donner au conseil d'administration les pouvoirs les plus larges et les plus étendus pour consentir, avec le Gouvernement, toutes les modifications à introduire soit dans le cahier des charges, soit dans les statuts sociaux de la compagnie.

La proposition du conseil d'administration étant mise aux voix, l'assemblée se lève, pour l'acceptation de la loi du 6 août 1850, à l'unanimité moins un seul membre, que la contre-épreuve permet de constater pour l'opinion contraire.

M. le président, proclamant le résultat du vote, dit que l'assemblée générale extraordinaire accepte la loi du 6 août 1850, et qu'en conséquence les pouvoirs spéciaux ou généraux les plus étendus sont donnés au conseil d'administration de la compagnie, pour consentir, avec le Gouvernement, tous les changements ou modifications que ce conseil jugera utile de faire introduire, soit dans les statuts de la société, soit dans le cahier des charges annexé à la loi du 26 juillet 1844.

Aucune réclamation ne s'élève contre le résultat du vote ainsi exprimé par le président.

Pour extrait conforme.

Paris, le 15 octobre 1850.

*L'Administrateur Directeur, Secrétaire du Conseil d'administration,
Signé Benat.*

Extrait du registre des délibérations du conseil d'administration.

Séance du lundi 14 octobre 1850.

Le conseil d'administration,

Vu les pouvoirs généraux et spéciaux qui lui ont été donnés par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la compagnie, tenue le 12 septembre dernier, délègue à M.M. *Bourlon, Barry, Benat, Paul de Richemont*, membres du conseil d'administration et du comité de direction, tous les pouvoirs nécessaires pour consentir et signer avec M. le ministre des travaux publics la convention qui doit régler l'exécution de la loi du 6 août 1850, en ce qui concerne la compagnie d'Orléans à Bordeaux.

Pour extrait conforme.

Le 15 octobre 1850.

*L'Administrateur Directeur, Secrétaire du Conseil d'administration,
Signé Benat.*

N° 2499. — *DÉCRET qui charge M. Baroche de l'Intérim du Ministère de l'Instruction publique et des Cultes, pendant l'absence de M. de Parieu.*

Du 2 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Baroche*, ministre de l'intérieur, est chargé, par intérim, des fonctions de ministre de l'instruction publique et des cultes pendant l'absence de *M. de Parieu*.

2. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 2 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Par le Président de la République : le *Ministre de l'Instruction publique et des cultes*,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2500. — *DÉCRET qui fait cesser l'Intérim du Ministère de l'Instruction publique et des Cultes.*

Du 20 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'intérim du ministère de l'instruction publique et des cultes, confié à *M. Baroche*, ministre de l'intérieur, cessera à dater du 21 septembre, par suite du retour du ministre titulaire.

2. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée National, le 20 Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Par le Président de la République : le *Ministre de l'Instruction publique et des cultes*,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2501. — *DÉCRET qui nomme M. le Général de Schramm Ministre de la Guerre.*

Du 22 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

DÉCRÈTE :

Le général de division de Schramm (Jean-Paul-Adam), président du comité de l'infanterie, est nommé ministre de la guerre en remplacement du général de division d'Hautpoul, dont la démission est acceptée.

Au palais de l'Élysée-National, le 22 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

N° 2502. — *DÉCRET sur l'élection du Président du Conseil de discipline de l'Ordre des Avocats au Conseil d'état et à la Cour de cassation.*

Du 28 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 8 de l'ordonnance du 10 septembre 1817 (1) est modifié ainsi qu'il suit :

« Le président du conseil de discipline de l'ordre des avocats au Conseil d'état et à la Cour de cassation sera désormais élu directement, et à la majorité absolue des suffrages, par l'assemblée générale de l'ordre. »

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 28 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER,

(1) VII^e série, Bull. 175, n° 2823.

N° 2503. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Est approuvé le tarif ci-annexé pour la perception des droits au passage d'eau de Flandre, établi sur l'Oise, dans la commune de Saint-Léger-aux-Bois, département de l'Oise.

2. Sont exempts des droits de péage, les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et les divers agents, tels qu'ils sont énumérés au tarif annexé au présent décret, et qui, aux termes du cahier des charges de l'adjudication de droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (Du 29 Septembre 1850.)

Tarif des droits à percevoir au passage d'eau de Flandre, établi sur l'Oise, dans la commune de Saint-Léger-aux-Bois.

Passage d'une personne non chargée, ou chargée d'un poids au-dessous de cinq myriagrammes, cinq centimes, ci. 05

Le batelier ne pourra être contraint à passer, sauf le cas prévu par l'article 35 du cahier des charges, que lorsque les passagers lui assureront une recette au moins égale à celle qui est due pour six personnes à pied. Il emploiera le bac ou le batelet.

Pour denrées ou marchandises non chargées sur voitures, cheval ou mulet, mais embarquées à bras d'hommes et d'un poids de cinq myriagrammes, cinq centimes. 05

Pour chaque myriagramme excédant, deux centimes, ci. 01

Le chargeur déclarera le poids, qui pourra être vérifié par le passeur.

Passage d'un cheval ou mulet avec son cavalier, valise comprise, dix centimes, ci. 10

Idem, d'un cheval ou mulet chargés, six centimes, ci. 06

Idem, d'un cheval ou mulet non chargés, cinq centimes, ci. 05

Idem, d'un âne ou d'une ânesse chargés, cinq centimes, ci. 05

Idem, d'un âne ou d'une ânesse non chargés, quatre centimes, ci. 04

Par cheval, mulet, bœuf, vache, âne ou ânesse, employés au labour ou allant au pâturage, deux centimes, ci. 01

Si les chevaux, mulets, etc. sont attelés à une charrue, il ne sera rien payé pour la charrue.

Par bœuf ou vache appartenant à des marchands et destinés à la vente, six centimes, ci. 06

Par veau ou porc, deux centimes, ci. 01

Par mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, et chaque paire d'oies et de dindons, un centime, ci. 01

Lorsque tous les animaux ci-dessus et les paires d'oies et de dindons seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart.

Lorsque ces mêmes animaux iront au pâturage, le droit sera diminué de moitié.

Les conducteurs de chevaux, mulets, bœufs, ânes et autres animaux sus-indiqués, payeront chacun quatre centimes, ci. 01

S'il n'existe pas de passe-chalet, le batelier ne pourra être contraint à passer isolément dans le bac, sauf le cas prévu par l'article 35 du cahier des charges, les chevaux, mulets et autres animaux sus-indi-

qués, que lorsque les conducteurs lui assureront une recette d'au moins quarante centimes.

Passage d'une voiture suspendue à deux roues avec cheval ou mulet, plus le conducteur, quinze centimes, ci. 15°

Idem, d'une voiture à quatre roues, vingt centimes, ci. 20

Idem, d'une voiture à quatre roues avec deux chevaux ou mulets, plus le conducteur, vingt-cinq centimes, ci. 25

Les voyageurs payeront séparément par tête le droit dû pour une personne à pied.

Passage d'une charrette chargée, attelée d'un cheval ou mulet, plus le conducteur, quinze centimes, ci. 15

Idem, de deux chevaux ou mulets, plus le conducteur, vingt centimes, ci. 20

Idem, de trois chevaux ou mulets, plus le conducteur, trente centimes, ci. 30

Pour une charrette à vide, cheval et conducteur compris, dix centimes, ci. 10

Pour une charrette chargée ou non, attelée d'un âne ou d'une ânesse, conducteur compris, huit centimes, ci. 08

Pour tous les moyens de transport ci-dessus employés au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes, le drit sera diminué de moitié.

Passage d'un chariot de roulage à quatre roues, chargé, un cheval ou mulet et le conducteur, vingt centimes, ci. 20

Idem, de deux chevaux ou mulets et le conducteur, trente centimes, ci. 30

Idem, de trois chevaux ou mulets et le conducteur, quarante-cinq centimes, ci. 45

Idem, à vide, un cheval et le conducteur, douze centimes, ci. 12

Il sera payé en sus, par cheval, mulet, âne ou ânesse excédant les nombres indiqués pour tous les attelages indiqués, comme pour le même animal non chargé.

Les instruments aratoires ne seront soumis à aucun droit.

Le ~~boâlier ne pourra être contraint à~~ passer un attelage quelconque se présentant isolément, sauf le cas prévu à l'article 35 du cahier des charges, à moins que le conducteur ne lui assure une recette d'au moins cinquante centimes.

Dans le temps des hautes eaux, le payement du droit sera double. Les eaux seront réputées hautes lorsque la rivière atteindra le niveau des berges.

Le préfet déterminera le maximum de la charge ou du nombre des personnes que les bacs et bateaux pourront recevoir.

Le fermier ne pourra exiger aucun droit de passage des fonctionnaires, employés ou agents ci-après désignés, savoir :

1° Le préfet en tournée dans le département, les sous-préfets dans leurs arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs de la République, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et les autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées et de la navigation, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes; les agents de l'administration forestière, les employés des lignes télégraphiques, les agents voyers, les receveurs des communes, les préposés d'octroi, les agents du service des poids et mesures et les facteurs ruraux; mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre

pour cause de service, et sous la condition que les employés seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions ou porteurs de leurs commissions. Les préfets et sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leurs personnes, et de leurs voitures et conducteurs ;

2° Les malles-postes, les courriers et les estafettes du Gouvernement, ainsi que les voitures cellulaires employées au transport des condamnés, chevaux et conducteurs compris ;

3° Les trains d'artillerie, c'est-à-dire les bouches à feu et caissons militaires chargés de munitions de guerre, ainsi que les militaires ou conducteurs qui les accompagnent ; les bouviers, bœufs, chevaux et voitures, requis pour le transport des vivres de l'armée, des équipages, des troupes et des militaires malades ;

4° Les militaires de tout grade voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et soldats voyageant isolément, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie, et les voitures et chevaux servant à les transporter, à la charge de représenter soit une feuille de route, soit un ordre de service.

Les gardes nationaux marchant en détachement ou isolément pour le service public, mais à la même condition.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.



Certifié conforme :

Paris, le 29^e Octobre 1850,

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 321.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2504. — *TABEAU du prix moyen de l'hectolitre de Froment pour servir de régulateur aux Droits d'importation et d'exportation des Grains et Farines, conformément aux Lois des 15 Avril 1832 et 26 Avril 1833, arrêté le 31 Octobre 1850.*

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment (1).			PRIX moyen régulateur de la section.
1 ^{re} CLASSE.						
Unique.	Pyrénées-Or...					15 ^f 82 ^c
	Aude.....	Toulouse.....	14 ^f 16 ^c	14 ^f 22 ^c	14 ^f 15 ^c	
	Hérault.....	Gray.....	14 08	14 08	13 99	
	Gard.....	Lyon.....	15 58	15 57	15 53	
	Bouches-du-Rh.	Marseille.....	19 74	19 81	18 97	
	Var.....					
Corse.....						
2 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Gironde.....					14 67
	Landes.....					
	B ^{as} -Pyrénées..	Marans.....	14 58	14 58	14 58	
	H ^{aut} -Pyrénées..	Bordeaux.....	15 37	15 27	15 15	
	Ariège.....	Toulouse.....	14 16	14 22	14 15	
	Haute-Garonne.)					
2 ^e	Jura.....					15 22
	Doubs.....					
	Ain.....	Gray.....	14 08	14 08	13 99	
	Isère.....	Saint-Laurent..	16 14	15 81	15 77	
	Hautes-Alpes..	Le Grand-Lemps...	16 03	15 53	15 53	
	Basses-Alpes...					
(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)						

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment.			PRIX moyen régulation de la section.
3 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Haut-Rhin....	Mulhouse.....	15' 83	15' 52	15' 45	15' 86
	Bas-Rhin....	Strasbourg....	16 08	16 19	16 09	
2 ^e	Nord.....	Bérgues.....	17 56	17 31	16 14	15 57
	Pas-de-Calais..	Arras.....	15 91	15 55	15 13	
	Somme.....	Roye.....	14 49	14 57	14 16	
	Seine-Infér....	Soissons.....	14 30	13 40	13 84	
	Eure.....	Paris.....	15 95	15 55	21 28	
	Calvados.....	Rouen.....	14 94	15 03	15 14	
3 ^e	Loire-Infér....	Saumur.....	13 00	12 80	13 20	14 36
	Vendée.....	Nantes.....	15 32	15 36	15 32	
	Charente-Infér.	Marans.....	14 58	14 58	14 58	
4 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Moselle.....	Metz.....	12 51	12 70	12 41	13 50
	Meuse.....	Verdun.....	12 89	13 10	12 57	
	Ardenne.....	Charleville....	15 30	15 30	13 65	
	Aisne.....	Soissons.....	14 30	13 40	13 84	
2 ^e	Manche.....	Saint-Lô.....	15 74	15 68	15 58	14 46
	Ille-et-Vilaine..	Paimpol.....	13 67	13 44	13 38	
	Côtes-du-Nord..	Quimper.....	14 25	14 18	14 22	
	Finistère.....	Hennebon....	12 73	14 02	14 05	
	Morbihan.....	Nantes.....	15 32	15 36	15 32	

Arrêté par nous, Ministre Secrétaire d'état au département de l'Agriculture et du Commerce.

À Paris, le 31 Octobre 1850.

Signé Dumas.

N° 2505. — DÉCRET qui ouvre un Crédit supplémentaire pour les Traitements éventuels des Professeurs des Facultés des sciences et des lettres.

Du 7 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes ;

Vu les articles 9 et 13 de la loi du 15 mai 1850, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1850 ;

Le Conseil des ministres entendu ,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des cultes un crédit supplémentaire, savoir :

1° De quinze mille francs (chapitre x, article 1^{er}, exercice 1850), pour acquitter les traitements éventuels des professeurs des facultés des sciences ;

2° De soixante mille francs (chapitre xi, article 1^{er}, exercice 1850), pour acquitter les traitements éventuels des professeurs des facultés des lettres.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources accordées par la loi de finances pour les besoins du service de l'exercice 1850.

3. Les ministres de l'instruction publique et des cultes, et le ministre des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 7 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre des finances,
Signé ACHILLE FOULD.

Par le Président : le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2506. — DÉCRET portant distribution partielle de la seconde réserve faite sur la répartition du Fonds commun affecté aux dépenses ordinaires des Départements, pendant l'exercice 1850.

Du 11 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ,

Vu la loi du 10 mai 1838, articles 13 et 17 ;

Vu la loi du 4 août 1849, relative aux dépenses départementales pour l'exercice 1850 ;

Vu le décret du 10 août 1849 (1), portant répartition du premier fonds commun de sept centimes additionnels aux contributions foncière, personnelle et mobilière de 1850, affecté aux dépenses ordinaires des départements pendant cet exercice ;

Vu le décret du 3 avril 1850 (2), portant distribution partielle de la réserve faite sur la première répartition ;

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La seconde réserve de soixante-deux mille cinq cents francs (62,500^f), faite sur la répartition du premier fonds commun de 1850, est distribuée, jusqu'à concurrence de quarante-six mille cinq cents francs (46,500^f), conformément à l'état ci-annexé.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, à l'Élysée-National, le 11 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé J. BAROCHE.

État de répartition de quarante-six mille cinq cents francs sur la deuxième réserve du premier fonds commun de 1850, applicable aux dépenses ordinaires des départements pendant cet exercice.

DÉPARTEMENTS.	SOMMES supplémentaires allouées.
Dordogne.....	5,000 ^f
Haute-Garonne.....	15,000
Loir-et-Cher.....	5,500
Lot-et-Garonne.....	5,000
Haute-Marne.....	4,000
Yonne.....	12,000
TOTAL.....	46,500
MONTANT de la deuxième réserve.....	62,500
Reste disponible pour frais d'impression.....	16,000

Approuvé pour être annexé au décret en date de ce jour.

Fait à Paris, à l'Élysée-National, le 11 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé J. BAROCHE.

(1) Bull. 193, n° 1580.

(2) Bull. 251, n° 2063.

N° 2507. — *DÉCRET portant distribution de la réserve faite sur la répartition du Fonds commun affecté aux Travaux de construction des Édifices départementaux d'intérêt général, et aux Ouvrages d'art sur les Routes départementales, pendant l'exercice 1850.*

Du 11 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi du 10 mai 1838, article 17 ;

Vu la loi du 4 août 1849, relative aux dépenses départementales pour l'exercice 1850 ;

Vu le décret du 10 décembre 1849 (1), portant répartition du second fonds commun en secours destinés au complément de la dépense des travaux de construction des édifices départementaux d'intérêt général et des ouvrages d'art dépendants des routes départementales, pour l'exercice 1850,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La réserve de quarante-neuf mille francs (49,000^f), faite sur la répartition du deuxième fonds commun de 1850, est distribuée conformément à l'état ci-annexé.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, à l'Élysée-National, le 11 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé J. BAROCHÉ.

(1) Bull. 220, n° 1828.

État de répartition de la réserve de quarante-neuf mille francs faite sur le deuxième fonds commun de 1850, applicable aux travaux de construction des édifices départementaux d'intérêt général, ainsi qu'aux ouvrages d'art sur les routes départementales.

DÉPARTEMENTS.	SOMMES allouées.	NATURE DES TRAVAUX.
Aveyron.....	1,400 ^f	Travaux du palais de justice de Rodez.
Alpes (Basses-).....	3,000	Travaux d'art sur les routes départementales.
Alpes (Hautes-).....	3,000	<i>Idem.</i>
Corse.....	3,600	<i>Idem.</i>
Landes.....	5,000	<i>Idem.</i>
Lozère.....	3,000	<i>Idem.</i>
Mayenne.....	5,000	Construction d'un palais de justice.
Orne.....	5,000	Travaux à l'asile d'aliénés.
Seine.....	20,000	Travaux du palais de justice de Paris.
MONTANT de la réserve.	49,000	
	49,000	

Approuvé pour être annexé au décret en date de ce jour.

Fait à Paris, à l'Élysée-National, le 11 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé J. BAROCHE.

N° 2508. — DÉCRET portant répartition du Crédit accordé, par la loi du 29 juillet 1850, pour les Dépenses du Ministère de la Guerre en 1851.

Du 18 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu les articles 35 et 36 de l'ordonnance du 31 mai 1833, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 29 juillet 1850, qui ouvrent au département de la guerre, pour l'exercice 1851, un crédit de trois cent sept millions cinq cent vingt-quatre mille six cent vingt-huit francs;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE ce qui suit:

ART. 1^{er}. La somme de trois cent sept millions cinq cent vingt-quatre mille six cent vingt-huit francs (307,524,628^f), accordée par la loi ci-dessus visée du 29 juillet 1850 pour les dépenses du ministère de la guerre en 1851, est et demeure répartie comme il suit, entre les articles et paragraphes spé-

ciaux dont se composent les divers chapitres du budget de ce département, savoir :

1^{re} SECTION.

SERVICE ORDINAIRE.

CHAPITRE I^{er}.

ADMINISTRATION CENTRALE. (Personnel.)

ART. 1 ^{er} . Traitement du ministre.....	48,000'
— 2. Appointements des chefs et commis.....	1,485,400
— 3. Gages des gens de service.....	122,000

TOTAL du chapitre 1^{er}..... 1,655,400

CHAPITRE II.

ADMINISTRATION CENTRALE. (Matériel.)

ART. 1 ^{er} . Fournitures générales.....	214,000
— 2. Entretien des bâtiments et hôtels.....	71,000

TOTAL du chapitre II..... 285,000

CHAPITRE III.

ART. UNIQUE. Frais généraux d'impression.....	<u>248,000</u>
---	----------------

CHAPITRE IV.

ÉTATS-MAJORS.

ART. 1 ^{er} . Traitement des maréchaux de France, officiers généraux, supérieurs et autres d'état-major.....	5,137,116
— 2. Traitement de l'intendance militaire.....	2,456,908
— 3. Traitement de l'état-major des places.....	1,471,500
— 4. Traitement de l'état-major particulier de l'artillerie..	2,409,763
— 5. Traitement de l'état-major particulier du génie....	2,829,845

TOTAL du chapitre IV..... 14,395,132

CHAPITRE V.

GENDARMERIE.

ART. UNIQUE.....	<u>24,921,655</u>
------------------	-------------------

CHAPITRE VI.

GARDE RÉPUBLICAINE.

ART. UNIQUE.....	<u>2,502,789</u>
------------------	------------------

CHAPITRE VII.

RECRUTEMENT ET RÉSERVE.

ART. UNIQUE.....	<u>470,000</u>
------------------	----------------

CHAPITRE VIII.

JUSTICE MILITAIRE.

ART. 1 ^{er} . Frais généraux de justice militaire	368,008 ^f
— 2. Ateliers de militaires condamnés au boulet ou aux travaux publics	201,725
— 3. Pénitenciers militaires	167,109
— 4. Frais de gîte et geblage	200,316
TOTAL du chapitre VIII	937,158

CHAPITRE IX.

SOLDE ET ENTRETIEN DES TROUPES.

1^{re} PARTIE.

SOLDE ET ARRENTS PAYABLES COMME LA SOLDE.

ART. 1 ^{er} . Solde de l'infanterie	69,626,537
— 2. Solde de la cavalerie	21,957,595
— 3. Solde de l'artillerie	12,607,017
— 4. Solde du génie	3,030,010
— 5. Solde des équipages militaires	2,369,126
— 6. Solde des vétérans de l'armée	651,261
TOTAL de la 1^{re} partie	110,241,575

2^e PARTIE.

VIVRES ET CHAUFFAGE.

ART. 1 ^{er} . Personnel	798,793
— 2. Vivres	24,553,345
— 3. Chauffage et éclairage	2,594,307
TOTAL de la 2^e partie	27,946,645

3^e PARTIE.

HÔPITAUX.

ART. 1 ^{er} . Personnel	\$ 1^{er}. Aumôniers, officiers de santé, infirmiers..... 3,260,598^f \$ 2. Agents d'administration..... 701,741	3,962,339
— 2. Traitement des malades dans les établissements....		9,598,183
TOTAL de la 3^e partie		13,560,527

4^e PARTIE.

SERVICE DE MARCHÉ.

ART. 1 ^{er} . Convois militaires	719,255
— 2. Indemnité de { Indemnité de route... 1,994,719 ^f }	2,665,628
route.... { Frais de traversée.... 670,909 }	
TOTAL de la 4 ^e partie.....	3,384,883
TOTAL du chapitre IX.....	155,133,634

CHAPITRE X.

HABILLEMENT ET CAMPMENT.

ART. 1 ^{er} . Personnel	192,267 ¹
— 2. Matériel.....	13,807,010
TOTAL du chapitre X.....	13,799,277

CHAPITRE XI.

LITS MILITAIRES.

ART. 1 ^{er} . Dépenses de location et de conservation	5,067,527
— 2. Dépenses accessoires.....	707,302
TOTAL du chapitre XI.....	5,774,829

CHAPITRE XII.

TRANSPORTS GÉNÉRAUX.

ART. 1 ^{er} . Transports directs.....	1,337,009
— 2. Equipages militaires.....	226,065
— 3. Frais de poste et courriers, et missions extraordinaires	180,000
TOTAL du chapitre XII.....	1,743,074

CHAPITRE XIII.

REMONTE GÉNÉRALE.

ART. 1 ^{er} . Achat de chevaux de troupe.....	4,082,900
— 2. Achat de chevaux d'officiers.....	628,400
— 3. Dépenses accessoires.....	126,000
TOTAL du chapitre XIII.....	4,837,300

CHAPITRE XIV.

HARNACHEMENT.

ART. 1 ^{er} . Harnachement des chevaux de la cavalerie	435,350
— 2. Harnachement des chevaux de l'artillerie.....	73,325
— 3. Harnachement des chevaux du génie.....	5,500
— 4. Harnachement des chevaux des équipages militaires.....	68,000
TOTAL du chapitre XIV.....	582,175

CHAPITRE XV.

FOURRAGES.

ART. UNIQUE	26,665,568
-------------------	------------

CHAPITRE XVI.

SOLDE DE NON-ACTIVITÉ ET SOLDE DE RÉFORME.

ART. 1 ^{er} . Solde de non-activité.....	403,510
— 2. Solde de réforme.....	75,000
TOTAL du chapitre XVI.....	478,510

CHAPITRE XVII.

SECOURS.

ART. UNIQUE.....	1,217,000
------------------	-----------

CHAPITRE XVIII.

DÉPENSES TEMPORAIRES.

ART. 1 ^{er} . Solde de congé.....	56,000
— 2. Traitement de réforme.....	245,000
— 3. Indemnité de réforme.....	1,600

TOTAL du chapitre XVIII.....	302,600
------------------------------	---------

CHAPITRE XIX.

SUBVENTION AU FOND DE RETRAITES DES EMPLOYÉS.

ART. UNIQUE.....	781,791
------------------	---------

CHAPITRE XX.

DÉPÔT DE LA GUERRE.

ART. 1 ^{er} . Dépôt de la guerre.....	38,500
— 2. Nouvelle carte de France.....	93,000

TOTAL du chapitre XX.....	131,500
---------------------------	---------

CHAPITRE XXI.

MATÉRIEL DE L'ARTILLERIE.

ART. 1 ^{er} . Arsenaux, directions, écoles et dépôt central de l'artillerie.....	1,597,595
— 2. Armes portatives.....	2,986,180
— 3. Fonderies.....	210,300
— 4. Forges.....	194,000
— 5. Poudres.....	560,600

TOTAL du chapitre XXI.....	5,548,675
----------------------------	-----------

CHAPITRE XXII.

MATÉRIEL DE L'ARTILLERIE. (Algérie.)

ART. 1 ^{er} . Arsenaux et directions.....	148,300
— 2. Armes portatives.....	153,000
— 3. Forges.....	15,000

TOTAL du chapitre XXII.....	316,300
-----------------------------	---------

CHAPITRE XXIII.

POUDRES ET SALPÊTRES. (Personnel.)

ART. UNIQUE.....	545,883
------------------	---------

CHAPITRE XXIV.

POUDRES ET SALTÊTES. (Matériel.)

ART. 1 ^{re} . Poudreries et raffineries	3,227,103 ¹
— 2. Capsulerie de guerre.....	281,520
TOTAL du chapitre XXIV.....	3,508,623

CHAPITRE XXV.

MATÉRIEL DU GÉNIE. (Intérieur.)

ART. 1 ^{re} . Fortifications	2,849,800
— 2. Bâtiments militaires	4,525,000
— 3. Établissements du service du génie et dépenses accessoires.....	285,200
TOTAL du chapitre XXV.....	7,660,000

CHAPITRE XXVI.

MATÉRIEL DU GÉNIE. (Algérie.)

ART. 1 ^{re} . Fortifications.....	800,000
— 2. Bâtiments militaires.....	2,200,000
— 3. Dépenses accessoires.....	100,000
TOTAL du chapitre XXVI.....	3,100,000

CHAPITRE XXVII.

ÉCOLES MILITAIRES.

ART. 1 ^{re} . École polytechnique	509,973
— 2. École spéciale militaire.....	671,622
— 3. Collège militaire.....	339,500
— 4. École de cavalerie.....	183,000
— 5. École d'application d'état-major.....	50,700
— 6. École d'application de l'artillerie et du génie.....	90,000
— 7. Gymnases militaires et écoles de tir. } Gymnases... 33,770	
— 7. Gymnases militaires et écoles de tir. } Écoles de tir. 9,000	
— 8. Écoles régimentaires.....	135,000
TOTAL du chapitre XXVII.....	2,022,565

CHAPITRE XXVIII.

INVALIDES DE LA GUERRE.

ART. 1 ^{re} . Frais d'administration.....	324,631
— 2. Solde et entretien.....	2,214,074
— 3. Bâtiments et mobilier.....	123,000
TOTAL du chapitre XXVIII.....	2,661,705

CHAPITRE XXIX.

GOVERNEMENT ET ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'ALGÉRIE.

ART. 1 ^{er} . Gouvernement	100,000
— 2. Administration générale.....	215,300
— 3. Service télégraphique.....	418,861
TOTAL du chapitre XXIX.....	734,161

CHAPITRE XXX.

SERVICES INDIGÈNES EN ALGÉRIE.

ANT. 1 ^{er} . Commandement et administration des populations arabes	1,459,600
— 2. Corps des interprètes de l'armée.....	249,900
— 3. Troupes indigènes. { Solde et abonnements, etc.....	4,575,000
{ Subsistances militaires, vivres, chauffage, etc.....	1,175,065
TOTAL du chapitre xxx	7,459,565

CHAPITRE XXVI.

SERVICE MARITIME EN ALGÉRIE.

ART. 1 ^{er} . Service intérieur des ports.....	322,000
— 2. Service sanitaire.....	72,000
— 3. Surveillance de la pêche du corail.....	45,000
— 4. Subvention pour le service des bateaux à vapeur....	93,000
TOTAL du chapitre xxxi.....	532,000

CHAPITRE XXXII.

ADMINISTRATION PROVINCIALE DE L'ALGÉRIE.

ART. 1 ^{er} . Personnel.....	518,800
— 2. Matériel.....	176,500
TOTAL du chapitre XXXII.....	695,300

CHAPITRE XXXIII.

SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.

ART. 1 ^{er} . Personnel.....	748,680
— 2. Matériel.....	505,165
TOTAL du chapitre XXXIII.....	1,253,845

CHAPITRE XXXIV.

EXPROPRIATIONS EN ALGÉRIE.

ART. UNIQUE 400,000

CHAPITRE XXXV.

COLONISATION EN ALGÉRIE.

ART. 1 ^{er} . Personnel.....	105,000 ^l
— 2. Matériel.....	1,510,000
TOTAL du chapitre XXXV.....	<u>1,715,000</u>

CHAPITRE XXXVI.

COLONIES AGRICOLES EN ALGÉRIE.

ART. UNIQUE.....	<u>2,450,000</u>
------------------	------------------

CHAPITRE XXXVI bis.

ÉTABLISSEMENT DISCIPLINAIRE EN ALGÉRIE.

ART. 1 ^{er} . Dépenses d'administration et d'entretien.....	300,000
— 2. Travaux relatifs à l'établissement disciplinaire.....	400,000
TOTAL du chapitre XXXVI bis..	<u>700,000</u>

CHAPITRE XXXVII.

TRAVAUX CIVILS EN ALGÉRIE.

ART. 1 ^{er} . Personnel.....	333,660
— 2. Travaux ordinaires.....	525,000
ART. 3. Travaux extraordinaires.	
S 1 ^{er} . Dessèchements et irrigations.....	250,000 ^f
S 2. Routes et ponts.....	1,400,000
S 3. Aqueducs, canaux, fontaines et travaux de grande voirie.....	250,000
S 4. Port d'Alger.....	1,800,000
S 5. Ports secondaires, phares et fa- naux.....	400,000
S 6. Bâtiments civils.....	420,000
S 7. Travaux sur le territoire mixte et sur le territoire arabe.....	150,000
TOTAL du chapitre XXXVII....	<u>5,528,660</u>

CHAPITRE XXXVIII.

DÉPENSES SECRÈTES EN ALGÉRIE.

ART. UNIQUE.....	150,000
TOTAL de la I ^{re} section.....	<u>303,814,628</u>

II^e SECTION.

TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.

CHAPITRE I^{er}.

MATÉRIEL DE L'ARTILLERIE.

ART. 1 ^{er} . Constructions pour le service de l'artillerie.....	400,000.
— 2. Constructions aux établissements des poudres et sal- pêtres.....	300,000
— 3. Armement des fortifications de Paris.....	"
TOTAL du chapitre I ^{er}	<u>700,000</u>

CHAPITRE II.

MATÉRIEL DU GÉNIE.

ART. 1 ^{er} . Fortifications de Paris.....	—
— 2. Fortifications des places autres que Paris.....	580,000'
— 3. Travaux pour les bâtiments militaires.....	1,730,000
— 4. Travaux de fortifications du Havre.....	100,000
— 5. Travaux extraordinaires de fortification et de défense des ports militaires.....	600,000
TOTAL du chapitre II.....	3,010,000
TOTAL de la II ^e section.....	3,710,000

RÉCAPITULATION.

I ^{re} SECTION. Service ordinaire.....	303,814,618
II ^e SECTION. Travaux extraordinaires.....	3,710,000
TOTAL GÉNÉRAL.....	307,524,618

2. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 18 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de la guerre,

Signé d'HAUTPOUL.

N° 2509. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'Intérieur) portant,

1° Qu'un adjoint au maire, en sus du nombre déterminé par l'article 2 de la loi du 21 mars 1831, sera nommé dans la commune de Lachapelle-Basse-Mer, arrondissement de Nantes, département de la Loire-Inférieure;

2° Que cet adjoint sera choisi parmi les conseillers municipaux domiciliés dans la section de Barbechat, et remplira, dans cette section, les fonctions d'officier de l'état civil, en se conformant à ce qui est prescrit par les articles 2, 3 et 4 de la loi du 8 mai 1802 [18 floréal an X];

3° Que les limites de ladite section seront celles de la circonscription ecclésiastique. (Du 16 Octobre 1850.)



Certifié conforme :

Paris, le 1^{er} Novembre 1850,
*Le Garde des Sceaux, Ministre de la
Justice,*

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.



BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 322.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2510. — *DÉCRET qui reporte aux exercices 1850 et 1851 des portions du Crédit ouvert, par la loi du 15 novembre 1849, sur les exercices 1849 et 1850, pour les dépenses de la liquidation de l'Indemnité accordée aux Colons.*

Du 30 Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi du 15 novembre 1849, qui a ouvert au département de la marine un crédit de deux cent trois mille quatre-vingts francs, pour les dépenses de la liquidation de l'indemnité accordée aux colons, par suite de l'affranchissement des esclaves, et qui l'a réparti ainsi qu'il suit, savoir :

Sur l'exercice 1849.....	50,000 ^f
1850.....	153,080
	203,080

Considérant que, à raison de l'époque avancée de l'année 1849 à laquelle on était arrivé lorsque la loi ci-dessus visée a été rendue, le travail de la liquidation de l'indemnité a éprouvé des retards, et que, en conséquence, la majeure partie des dépenses que le crédit de cinquante mille francs portant sur l'exercice 1849 devait couvrir n'a pu être faite avant la fin de ladite année, et qu'il est resté, non employée sur ce crédit, une somme de quarante-sept mille francs;

Considérant que les dépenses qui n'ont pas été payées sur l'exercice 1849 sont retombées à la charge de l'exercice 1850, et ont rendu insuffisant le crédit de cent cinquante-trois mille quatre-vingts francs alloué sur cet exercice;

Considérant qu'une conséquence du retard inévitable apporté dans le travail de liquidation de l'indemnité est de prolonger ce travail jusqu'en 1851, mais qu'il n'a encore été ouvert sur cet exercice aucun crédit pour subvenir aux nouvelles dépenses qui en résulteront;

Attendu qu'il est indispensable et urgent de pourvoir à la continuation du travail de la liquidation de l'indemnité;

Vu les dispositions de l'article 8 de la loi des finances du 8 août 1847, relatives au report des crédits limités à un seul exercice, ou aux dernières allocations de crédits reportées sur plusieurs années;

Vu les articles 9 et suivants de la loi du 15 mai 1850, en ce qui concerne les crédits extraordinaires et supplémentaires à ouvrir pendant les prorogations de l'Assemblée législative;

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une somme de quarante-sept mille francs (47,000^f), restant sans emploi sur le crédit de cinquante mille francs affecté à l'exercice 1849, dans le crédit total de deux cent trois mille quatre-vingts francs ouvert par la loi du 15 novembre 1849, pour les dépenses de la liquidation de l'indemnité accordée aux colons anciens possesseurs d'esclaves (chapitre *vi bis* du budget de la marine), est reportée aux exercices 1850 et 1851 dans la proportion suivante, savoir :

A l'exercice 1850.....	17,000 ^f
————— 1851.....	30,000
SOMME ÉGALE.....	47,000

Le crédit de cent cinquante-trois mille quatre-vingts francs alloué, sur l'exercice 1850, par ladite loi (chapitre *vi bis* du budget de la marine), sera, en conséquence, porté à cent soixante et dix mille quatre-vingts francs. La portion de crédit, montant à trente mille francs, qui est reportée à l'exercice 1851, sera classée au budget de la marine pour ledit exercice, à un nouveau chapitre, sous le numéro *vi bis*, intitulé : *Indemnité aux colons*.

2. La régularisation des reports autorisés par l'article 1^{er} ci-dessus sera effectuée lors du règlement des comptes des exercices 1849 et 1850.

3. Les ministres de la marine et des colonies, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera enregistré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 30 Septembre 1850.

Le Ministre des finances,
Signé ACHILLE FOULD.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.
Le Ministre de la marine et des colonies,
Signé ROMAIN DESFOSNÉS.

N° 2511. — DÉCRET portant convocation des Collèges électoraux du département du Cher.

Du 28 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ;

Vu les articles 23, 24, 25, 26 et 30 de la Constitution ;

Vu la loi électorale du 15 mars 1849, et notamment l'article 94 ;

Vu la loi du 31 mai 1850, et notamment l'article 14 ;

Vu les notifications du Président de l'Assemblée nationale annonçant qu'il y a lieu de procéder à l'élection de deux représentants du peuple dans le département du Cher, par suite de la démission de M. *Louriou* et du décès de M. *Poisle-Desgranges*,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les collèges électoraux du département du Cher sont convoqués pour le 24 novembre prochain, à l'effet de procéder à l'élection de deux représentants du peuple.

2. Les maires des communes où, conformément au troisième paragraphe de l'article 23 de la loi du 15 mars 1849, il y aura lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée en septembre dernier, publieront, cinq jours avant celui de la réunion des électeurs, un tableau de rectification comprenant les dites modifications.

3. Les électeurs militaires et marins en activité de service seront convoqués selon le mode prescrit par l'article 12 de la loi du 31 mai, de telle sorte que les paquets cachetés contenant leurs bulletins puissent parvenir, le 25 novembre au plus tard, au préfet du Cher.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, à l'Élysée-National, le 28 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé J. BAROCHE.

N° 2512. — DÉCRET qui fixe les Heures d'ouverture et de fermeture de quatre Bureaux de Douane.

Du 28 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce ;

Vu l'article 5, titre XIII de la loi du 22 août 1791 ;

Vu la loi du 14 juin 1850;

Vu les demandes des chambres de commerce de Boulogne et de Rochefort, du président du tribunal de commerce et du maire de Blaye;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de douane ci-après désignés sont fixées ainsi qu'il suit :

Bureau de douane de Boulogne, de neuf heures du matin toute saison, jusqu'à cinq heures, pendant les mois de mai à octobre inclusivement, et jusqu'à quatre heures pendant les mois de novembre, décembre, janvier et février.

Bureau de douane de Rochefort, de huit heures à cinq heures du soir en été, et de neuf heures à quatre heures en hiver.

Bureaux de douane de Bourg et de Blaye (arrondissement de Blaye), de huit heures du matin en été, et de neuf heures en hiver, jusqu'à quatre heures du soir en toute saison.

2. Le ministre de l'agriculture et du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 28 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé DUMAS.



Certifié conforme :

Paris, le 3^e Novembre 1850.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

Service spécial des tabacs.

Régisseurs de manufactures.....	12,000 ^f
Contrôleurs de fabrication et de comptabilité.....	4,000
Sous-contrôleurs.....	3,000
Gardes-magasins de manufactures.....	1 ^{re} classe..... 4,000
	2 ^e classe..... 3,000
Gardes-magasins des magasins en feuilles.....	1 ^{re} classe..... 5,000
	2 ^e classe..... 4,000
Contrôleurs des magasins en feuilles.....	1 ^{re} classe..... 4,000
	2 ^e classe..... 3,000

Administration des douanes et sels.

Receveurs principaux de 1 ^{re} classe au traitement de six mille francs.	Maximum..... 110,000	Minimum..... 25,000
Receveurs principaux de 2 ^e classe au traitement de cinq mille francs.	Maximum..... 35,000	Minimum..... 10,000
Receveurs principaux de 3 ^e classe au traitement de quatre mille cinq cents francs.	Maximum..... 25,000	Minimum..... 10,000
Receveurs principaux de 4 ^e classe au traitement de quatre mille francs.	Maximum..... 20,000	Minimum..... 8,000
Receveurs principaux de 5 ^e classe au traitement de trois mille cinq cents francs.	Maximum..... 15,000	Minimum..... 6,000
Receveurs principaux de 6 ^e classe au traitement de trois mille francs.	Maximum..... 6,000	Minimum..... 4,000
Receveurs principaux de 7 ^e classe au traitement de deux mille cinq cents francs.	Maximum..... 5,000	Minimum..... 3,000

Recettes particulières d'après le traitement.

A deux mille quatre cents francs de traitement.....	Maximum..... 4,000	Minimum..... 1,500
A deux mille deux cents francs de traitement.....	Maximum..... 5,000	Minimum..... 1,500
A deux mille francs de traitement.....	Maximum..... 4,000	Minimum..... 1,500
A dix-huit cents francs de traitement.....	Maximum..... 4,000	Minimum..... 1,500
A seize cents francs de traitement.....	Maximum..... 1,500	Minimum..... 1,000
A quatorze cents francs de traitement.....	Maximum..... 1,500	Minimum..... 600
A douze cents francs de traitement.....	Maximum..... 600	Minimum..... 300
A mille francs de traitement.....	Maximum..... 500	Minimum..... 300
Agents non comptables.....	Directeurs..... 10,000	Inspecteurs..... 5,000
	Sous-inspecteurs..... 2,500	

Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.

Garde-magasin des papiers timbrés à Paris.....	7,500
--	-------

NOTA. Tous les autres cautionnements des employés de cette administration sont déterminés par des lois.

Administration des postes.

Les cautionnements des comptables en deniers seront établis en raison de la totalité des recettes qui auront été effectuées dans chaque bureau pendant l'année qui aura précédé la nomination.

Ces cautionnements seront fixés d'après les proportions suivantes :

Dix pour cent jusqu'à cent mille francs.

Cinq pour cent pour l'excédant.

Les comptables de Paris auront un cautionnement égal à la recette réalisée dans leur bureau pendant trois jours.

Aucun cautionnement ne sera inférieur à 500^f

Agent comptable du département de la Seine, à Paris..... 60,000

Administration des monnaies

Directeurs de fabrication.....	à Paris.....	300,000
	à Bordeaux.....	60,000
	à Lille.....	60,000
	à Lyon.....	60,000
	à Marseille.....	60,000
	à Rouen.....	60,000
	à Strasbourg.....	60,000

Administration des contributions indirectes et des tabacs.

Receveurs principaux sans entrepôts (trois pour cent des produits recouvrés annuellement) :		
Pour le département de la Seine.....	Maximum spécial..	21,000
Dans les autres départements.....	1 ^{re} classe.....	Maximum..... 14,000
		Minimum..... 14,000
	2 ^e et 3 ^e classe.....	Maximum..... 14,000
		Minimum..... 11,000
Receveurs principaux entreposeurs (trois pour cent des produits recouvrés annuellement) :		
1 ^{re} classe.....	Maximum.....	18,000
	Minimum.....	14,000
2 ^e et 3 ^e classe.....	Maximum.....	14,000
	Minimum.....	12,000
Receveurs particuliers entreposeurs (trois pour cent des produits recouvrés annuellement) :		
1 ^{re} et 2 ^e classe.....	Maximum.....	14,000
	Minimum.....	12,000
3 ^e et 4 ^e classe.....	Maximum.....	10,000
	Minimum.....	9,000
Entreposeurs (trois pour cent des produits annuels) :		
Pour la Seine.....	Maximum spécial..	50,000
Dans les autres départements.....	1 ^{re} classe.....	30,000
	2 ^e classe.....	30,000
Recaveurs particuliers sédentaires, y compris les receveurs près les salines.		
1 ^o Pour les emplois dont le traitement est au-dessus de deux mille cent francs (trois pour cent des produits recouvrés annuellement) :		
1 ^{re} et 2 ^e classe.....	Maximum.....	14,000
	Minimum.....	12,000
3 ^e et 4 ^e classe.....	Maximum.....	10,000
	Minimum.....	9,000
5 ^e et 6 ^e classe.....	Maximum.....	8,000
	Minimum.....	7,000
2 ^o Pour les emplois à deux mille cent francs d'appointements et au-dessous, fixation uniforme, comme pour les recettes ambulantes, au chiffre de.....		
		3,000
Receveurs de la garantie (trois pour cent des produits recouvrés annuellement; mêmes fixations, quant au maximum et au minimum, que pour les receveurs particuliers sédentaires).		
Receveurs de la navigation et des canaux.		
1 ^o Emplois dont le traitement est supérieur à deux mille cent francs (trois pour cent des produits recouvrés annuellement) :		
1 ^{re} classe.....	Maximum.....	14,000
	Minimum.....	12,000
2 ^e et 3 ^e classe.....	Maximum.....	10,000
	Minimum.....	9,000
4 ^e et 5 ^e classe.....	Maximum.....	8,000
	Minimum.....	7,000
2 ^o Emplois à deux mille cent francs d'appointements et au-dessous, fixation uniforme, comme pour les recettes ambulantes, au chiffre de.....		
		3,000
Receveurs particuliers ambulants, cautionnements fixe et uniforme de.....		
		3,000
Agents non comptables.....	Directeurs.....	1 ^{re} classe..... 14,000
		2 ^e classe..... 12,000
		3 ^e classe..... 10,500
	Inspecteurs.....	1 ^{re} classe..... 6,000
		2 ^e classe..... 5,000
		3 ^e classe..... 4,000
	Contrôleurs principaux.....	
	Contrôleurs ambulants.....	
	Contrôleurs de ville.....	
	Commis adjoints ambulants.....	

BULLETIN DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 324*.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2544. — Décret relatif à l'Administration centrale du Ministère de l'Agriculture et du Commerce.

Du 1^{er} Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. L'administration centrale du ministère de l'agriculture et du commerce comprend les services suivants :

Cabinet du Ministre.

	Bureau central,
Secrétariat général.....	Bureau de la statistique générale de France,
	Bureau des ordonnancements,
	Bureau des opérations et écritures centrales,
	Bureau de l'enseignement agricole et vétérinaire,
Division de l'agriculture.	Bureau des encouragements à l'agriculture et des secours,
	Bureau des subsistances.
Service central des haras.	Bureau des haras.
Division du commerce	Bureau du commerce,
intérieur.....	Bureau de l'industrie,
	Bureau de la police sanitaire et industrielle.
	Bureau de la législation et des tarifs de douanes en France,
Division du commerce	Bureau de la législation et des tarifs de douanes à l'étranger,
extérieur.....	Bureau du mouvement général du commerce et de la navigation.

* Voyez un Errata à la fin de ce Numéro.

Les comptables en matières seront assujettis à un cautionnement fixe, savoir :

Agent comptable, garde-magasin du service des paquebots-postes de la Méditerranée, à Marseille.....	30,000 ^f
Agents comptables des paquebots de la Méditerranée :	
A Malte.....	8,000
A Constantinople.....	8,000
A Alexandrie.....	8,000
A Smyrne.....	4,000
A Athènes.....	4,000
A Ajaccio.....	4,000
A Bastia.....	4,000
Agent comptable des paquebots-postes de la Manche, à Calais.....	5,000

2. Le ministre des finances est chargé^d de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, à l'Élysée-National, le 31 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOUAD.



Certifié conforme :

Paris, le 7^e Novembre 1850,

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 324*.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2544. — *Décret relatif à l'Administration centrale du Ministère de l'Agriculture et du Commerce.*

Du 1^{er} Septembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce.

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. L'administration centrale du ministère de l'agriculture et du commerce comprend les services suivants :

Cabinet du Ministre.

	Bureau central,
Secrétariat général.....	Bureau de la statistique générale de France,
	Bureau des ordonnancements,
	Bureau des opérations et écritures centrales.
Division de l'agriculture.	Bureau de l'enseignement agricole et vétérinaire,
	Bureau des encouragements à l'agriculture et des secours,
	Bureau des subsistances.
Service central des haras.	Bureau des haras.
Division du commerce	Bureau du commerce,
intérieur.....	Bureau de l'industrie,
	Bureau de la police sanitaire et industrielle.
	Bureau de la législation et des tarifs de douanes en France,
Division du commerce	Bureau de la législation et des tarifs de douanes à
extérieur.....	l'étranger,
	Bureau du mouvement général du commerce et de la navigation.

* Voyez un Errata à la fin de ce Numéro.

2. X^e Série.

54

2. Le cadre de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du commerce comprend :

- 14 chefs de bureau,
- 17 sous-chefs,
- 59 rédacteurs ou commis d'ordre,
- 34 expéditionnaires.

Les fonctionnaires et employés ci-après désignés ne font pas partie du cadre :

- 1 chef du cabinet,
- 1 secrétaire général,
- 3 chefs de division,
- 1 inspecteur général des haras, chargé du service central;
- 1 agent spécial, caissier;
- 1 chef du service du matériel,
- 1 chargé du départ.

3. La hiérarchie des bureaux et les traitements sont fixés comme ci-après :

Chefs de bureau	4 de 1 ^{re} classe, à	6,000
	4 de 2 ^e classe, à	5,500
	3 de 3 ^e classe, à	5,000
	3 de 4 ^e classe, à	4,500
Sous-chefs	4 de 1 ^{re} classe, à	4,000
	7 de 2 ^e classe, à	3,600
	6 de 3 ^e classe, à	3,200
	5 de 1 ^{re} classe, à	3,000
Rédacteurs ou commis d'ordre	8 de 2 ^e classe, à	2,600
	16 de 3 ^e classe, à	2,300
	30 de 4 ^e classe, à	2,000
	6 de 1 ^{re} classe, à	2,000
Expéditionnaires	8 de 2 ^e classe, à	1,800
	9 de 3 ^e classe, à	1,500
	11 de 4 ^e classe, à	1,200

4. Le présent décret recevra son exécution, en ce qui concerne les traitements, dans la mesure des ressources disponibles, en commençant l'application par les chefs de bureau, et suivant l'ordre hiérarchique.

5. Le ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 1^{er} Septembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.
Le Ministre de l'agriculture et du commerce,
Signé DUMAS.

1° 2515. — DÉCRET qui ouvre au Budget de la Légion d'honneur un Crédit supplémentaire sur l'exercice 1849.

Du 14 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu l'article 17 de la loi du 9 juillet 1836;

Vu l'article 9 de la loi de finances du 15 mai 1850, portant que, pendant les prorogations de l'Assemblée législative, des crédits, soit extraordinaires, soit supplémentaires, pourront être ouverts par arrêté du Président de la République, après délibération du Conseil des ministres, et avec le contre-seing du ministre des finances;

Vu la résolution du 17 juillet dernier, par laquelle l'Assemblée législative a suspendu ses séances depuis le 11 août 1850 jusqu'au 11 novembre suivant;

Vu la loi du 19 mai 1849, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1849;

Sur la proposition du grand chancelier de l'ordre de la Légion d'honneur,

DÉCRÈTE ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget de la grande chancellerie de l'ordre de la Légion d'honneur, sur l'exercice 1849, un crédit supplémentaire de vingt-cinq mille deux cent dix francs seize centimes (25,210^f 16^c) applicable, savoir :

Au chapitre xii. Décorations pour les membres de l'ordre, pour.	9,308 ^f 25 ^c
Au chapitre xiv. Dépenses diverses et imprévues, pour servir au paiement des intérêts dus à la caisse des dépôts et consignations, en raison de son service pour la Légion d'honneur...	15,901 91

TOTAL.....	25,210 16
------------	-----------

2. La régularisation de ce crédit supplémentaire sera soumise à la sanction législative dans le mois de décembre prochain.

3. Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le grand chancelier de l'ordre de la Légion d'honneur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, à l'Élysée-National, le 14 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre des finances,
Signé ACHILLE FOULD.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Signé E. ROUHER.

N° 2518. — DÉCRET, qui ouvre, sur l'exercice 1850, un Crédit supplémentaire pour les frais d'expédition des Eaux minérales.

Du 30 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce;

Vu le paragraphe 4 de l'article 9 de la loi de finances du 15 mai 1850, portant fixation du budget des dépenses pour l'exercice 1850, et statuant que, pendant les prorogations de l'Assemblée législative, des crédits, soit extraordinaires, soit supplémentaires, pourront être ouverts par arrêté du Président de la République, après délibération du Conseil des ministres, et avec le contre-seing du ministre des finances;

Vu l'article 10 de la même loi, qui fixe les délais dans lesquels les crédits ouverts par arrêtés du Président de la République doivent être soumis à l'approbation législative;

Vu l'article 12, relatif aux services votés pour lesquels des appropriations insuffisantes de dépenses donneraient lieu à des crédits supplémentaires;

Vu l'article 13, qui met au nombre de ces services, pour l'année 1850, les frais relatifs à la mise en vente des eaux minérales;

Vu le budget des dépenses du ministère de l'agriculture et du commerce pour l'exercice 1850, dont les développements ont évalué à quatre-vingt-quinze mille francs les frais à faire pour l'expédition des eaux de Vichy;

Vu le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce, établissant que cette évaluation est déjà à peine suffisante pour couvrir les frais d'expédition connus jusqu'à ce jour, et qu'il reste à pourvoir aux dépenses de même nature pour les deux derniers mois de l'année courante;

Sur la proposition du ministre de l'agriculture et du commerce,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Un crédit supplémentaire de quinze mille francs, exclusivement applicable au paiement des frais d'expédition des eaux minérales, est ouvert au chapitre xv du budget du ministère de l'agriculture et du commerce, exercice 1850.

2. Ce crédit sera régularisé par une loi, qui sera présentée à la sanction législative dans le cours de décembre prochain.

3. Le ministre de l'agriculture et du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne,

l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 30 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre des finances,
Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,
Signé DUMAS.

n° 2517. — DÉCRET qui autorise la fondation, à Ballée (Mayenne), d'un Établissement de Sœurs de la Charité.

Du 31 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;

Vu la demande formée par la congrégation des sœurs de la Charité existant à Évron (Mayenne), à l'effet d'être autorisée à fonder un établissement de sœurs de son ordre à Ballée (même département), et accepter la donation d'une rente annuelle et perpétuelle de quatre cents francs, au capital de seize mille francs, faite à ladite congrégation, par la demoiselle Noyer-Gennetrix, pour l'entretien, à Ballée, de six ou trois religieuses, chargées d'instruire les jeunes filles de la commune, et de visiter, quand elles le pourront, les pauvres malades;

Vu les délibérations du conseil municipal de Ballée, des 20 février 1848 et 7 octobre 1849, tendant à obtenir l'autorisation d'accepter la donation faite à cette commune par ladite demoiselle Noyer-Gennetrix, et consistant en une maison, sise au bourg de Ballée, à la charge de l'affecter au logement des sœurs qui desserviront l'établissement sus-mencé;

Vu le certificat de vie de la donatrice, du 5 février 1849;

Vu le décret du 13 novembre 1810, qui a autorisé la congrégation des sœurs de la Charité, à Évron, et approuvé ses statuts;

Vu l'engagement souscrit par les trois sœurs appelées à diriger le nouvel établissement de Ballée, de se conformer exactement aux statuts de la maison mère;

Vu la délibération du conseil municipal de Ballée, du 7 octobre 1849, relative à la fondation de l'établissement projeté;

Vu le procès-verbal d'enquête de commodo et incommodo, qui a eu lieu à Ballée, le 11 octobre 1849;

Vu les avis de l'évêque du Mans et du préfet de la Mayenne, des 15 mai et 23 octobre 1849;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, du 5 septembre 1849;

Vu l'avis du conseil de l'Université, du 12 avril 1850;

Vu la loi du 24 mai 1825 et celle du 15 mars 1850, sur l'enseignement.

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires du 2 avril 1817, et 14 janvier 1831;

Le Conseil d'état (section des vacances) entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Charité existant à Évron (Mayenne), en vertu d'un décret du 13 novembre 1810, est autorisée à fonder un établissement de trois sœurs de son ordre, à Ballée (même département), à la charge, par ces religieuses, de se conformer aux statuts approuvés par le décret précité, pour la maison mère.

2. Sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, aux charges, clauses et conditions imposées, savoir :

1° Le maire de la commune de Ballée (Mayenne), la donation d'une maison avec ses dépendances, sise dans cette commune et estimée huit mille francs, pour être affectée au logement des sœurs dont l'établissement a été autorisé par la disposition qui précède;

2° La supérieure générale de la congrégation des sœurs de la Charité d'Évron, la donation d'une rente annuelle et perpétuelle de quatre cents francs, au capital de seize mille francs, pour l'entretien des sœurs qui desserviront l'établissement de Ballée.

Lesdites libéralités faites à la commune et à la congrégation par la demoiselle *Marie-Françoise Noyer-Gennetrix*, suivant acte notarié du 29 octobre 1847.

En cas de remboursement de la rente de quatre cents francs donnée à la congrégation, le capital en provenant sera employé en achat de rentes sur l'État.

3. Les ministres de l'instruction publique et des cultes, et de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 31 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

à l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 30 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre des finances,

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé ACHILLE FOULD.

Signé DUMAS.

1° 2517. — *DÉCRET qui autorise la fondation, à Ballée (Mayenne), d'un Etablissement de Sœurs de la Charité.*

Du 31 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;

Vu la demande formée par la congrégation des sœurs de la Charité existant à Évron (Mayenne), à l'effet d'être autorisée à fonder un établissement de sœurs de son ordre à Ballée (même département), et accepter la donation d'une rente annuelle et perpétuelle de quatre cents francs, au capital de seize mille francs, faite à ladite congrégation, par la demoiselle *Noyer-Gennetrix*, pour l'entretien, à Ballée, de deux ou trois religieuses, chargées d'instruire les jeunes filles de la commune, et de visiter, quand elles le pourront, les pauvres malades;

Vu les délibérations du conseil municipal de Ballée, des 20 février 1848 et 7 octobre 1849, tendant à obtenir l'autorisation d'accepter la donation faite à cette commune par ladite demoiselle *Noyer-Gennetrix*, et consistant en une maison, sise au bourg de Ballée, à la charge de l'affecter au logement des sœurs qui desserviront l'établissement sus-noncé;

Vu le certificat de vie de la donatrice, du 5 février 1849;

Vu le décret du 13 novembre 1810, qui a autorisé la congrégation des sœurs de la Charité, à Évron, et approuvé ses statuts;

Vu l'engagement souscrit par les trois sœurs appelées à diriger le nouvel établissement de Ballée, de se conformer exactement aux statuts de la maison mère;

Vu la délibération du conseil municipal de Ballée, du 7 octobre 1849, relative à la fondation de l'établissement projeté;

Vu le procès-verbal d'enquête de *commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Ballée, le 11 octobre 1849;

Vu les avis de l'évêque du Mans et du préfet de la Mayenne, des 25 mai et 23 octobre 1849;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, du 5 septembre 1849;

Vu l'avis du conseil de l'Université, du 12 avril 1850;

rains et bâtimens nécessaires à l'exécution de cette rectification, et se conformant aux dispositions des titres II et suivans de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Du 14 Octobre 1850.)

N° 2520. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant,

1° Que M. *Querieux-Prigny* (*Jules-Mathieu*), né le 22 janvier 1814 à Paris, enseigne de vaisseau, demeurant à Bordeaux (Gironde), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de Linois*, et à s'appeler, à l'avenir, *Querieux-Prigny de Linois*;

2° Que M. *Querieux-Prigny* ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'état. (Du 25 Octobre 1850.)

Errata. Bulletin 319, page 576, décret du 14 octobre 1850, qui ouvre un crédit supplémentaire pour les frais d'établissement, de bulles et d'inscriptions des cardinaux, archevêques et évêques, 6^e ligne, au lieu de *Vu la loi du 15 mai 1830*, lisez *Vu la loi du 15 mai 1850*.



Certifié conforme :

Paris, le 14^e Novembre 1850.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale, ou chez les Directeurs des postes des départemens.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 325.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2521. — *Loi qui ouvre un Crédit extraordinaire pour secours aux Établissements de bienfaisance.*

Du 13 Novembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Un crédit extraordinaire de quatre cent mille francs (400,000^f) est ouvert au budget du ministère de l'intérieur, sur l'exercice 1850, pour secours aux établissements de bienfaisance de toute nature.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 13 Novembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, CHAPOT,
BÉRARD, DE HERCKEREN, PEUPIN,

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2522. — *Loi qui ouvre un Crédit extraordinaire applicable aux dépenses nécessaires à l'exécution de la loi du 18 juin 1850, sur la Caisse de retraites ou rentes viagères pour la vieillesse.*

Du 13 Novembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Un crédit extraordinaire de trente mille francs

X^e Série.

(30,000'), sur l'exercice 1850, est ouvert au ministre de l'agriculture et du commerce, pour subvenir aux dépenses nécessaires à l'exécution de la loi du 18 juin dernier, qui crée, sous la garantie de l'État, une caisse de retraites ou rentes viagères pour la vieillesse.

2. Ce crédit sera imputé sur les ressources affectées aux besoins de l'exercice 1850.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 13 Novembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, CHAPOT,
BÉRARD, DE HEECKEREN, PEUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2523. — DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1850, un Crédit extraordinaire pour les dépenses relatives à l'exécution des Lois du 5 juin et 16 juillet 1850, sur le Timbre,

Du 31 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi du 15 mai 1850, sur le budget des dépenses de l'exercice 1850, portant, article 9, que, pendant la prorogation de l'Assemblée législative, des crédits, soit extraordinaires, soit supplémentaires, pourront être ouverts, après délibération du Conseil des ministres, et avec le contre-seing du ministre des finances, par des arrêtés du Président de la République, qui seront insérés au Bulletin des lois;

Vu la résolution du 17 juillet 1850, par laquelle l'Assemblée nationale s'est prorogée à partir du 11 août jusqu'au 11 novembre de l'année 1850;

Vu les lois des 5 juin et 16 juillet 1850, sur le timbre des effets de commerce et autres valeurs, et sur celui des journaux et écrits périodiques ou non périodiques; lesquelles lois ont créé, pour l'exercice courant, de nouvelles dépenses, auxquelles il est urgent de pourvoir, et qui n'avaient pu être prévues ni réglées dans le budget de l'exercice;

Sur le rapport du ministre des finances, et de l'avis du Conseil des ministres,

DÉCRÈTE:

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministère des finances, sur l'exercice

1850, un crédit extraordinaire de la somme de soixante mille quarante francs (60,040^f), pour les dépenses relatives à l'exécution des lois des 5 juin et 16 juillet 1850, sur le timbre, savoir :

Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus.

ENREGISTREMENT ET DOMAINES.

CHAP. XLIII. Matériel (Frais d'impression)..... 5,000^f

TIMBRE.

— XLV. Personnel (Atelier général du timbre) :		
Traitement de nouveaux agents.....	6,800 ^f	} 10,400
Indemnités de travaux extraordinaires.	4,100	
— XLVI. Matériel et dépenses diverses :		
Frais de bureau, d'entretien et de fabrication à l'atelier général, et frais divers.	36,640	} 44,640
Menues dépenses du timbre dans les départements	8,000	
TOTAL.....	60,040	

2. La régularisation de ce crédit sera soumise à la sanction législative dans les dix jours qui suivront l'expiration de la prorogation de l'Assemblée.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Elysée-National, le 31 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 2524. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des Finances un Crédit supplémentaire sur l'exercice 1850.*

Du 31 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi du 15 mai 1850, sur le budget des dépenses de l'exercice 1850, portant, article 9, que, pendant les prorogations de l'Assemblée législative, des crédits, soit extraordinaires, soit supplémentaires, pourront être ouverts, après délibération du Conseil des ministres, et avec le contre-seing du ministre des finances, par des arrêtés du Président de la République, qui seront insérés au Bulletin des lois;

Vu la résolution du 17 juillet 1850, par laquelle l'Assemblée na-

tionale s'est prorogée à partir du 11 août jusqu'au 11 novembre 1850;

Vu, article 13 de la loi précitée du budget des dépenses de 1850, la nomenclature des services votés qui peuvent donner ouverture, en 1850, à des crédits supplémentaires pour insuffisance d'allocation dûment justifiée;

Sur le rapport du ministre des finances, et de l'avis du Conseil des ministres,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1850, un crédit supplémentaire de sept millions quatre cent cinquante-cinq mille francs, applicable aux dépenses ci-après :

Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus.

ENREGISTREMENT ET DOMAINES.

CHAP. XLIV. Dépenses diverses. (Frais d'estimation, d'affiches et de vente de mobilier et de domaines.)..... 55,000'

REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS.

— LXX.	Remboursements sur produits indirects et divers. (Enregistrement et domaines.).....	200,000
— LXXII.	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers. (Douanes.).....	200,000
— LXXIII.	Primes à l'exportation de marchandises.....	7,000,000
TOTAL.....		7,455,000

2. La régularisation de ce crédit sera soumise à la sanction législative dans le mois de décembre prochain.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 31 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 2525. — DÉCRET relatif aux Dégrèvements prononcés pour les cotés irrécouvrables comprises aux rôles des Contributions directes.

Du 31 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 11 août dernier (1), qui abrège de deux mois le

(1) 1^{re} série, Bull. 305, n° 2388.

urée des exercices, à partir de 1850, et qui fixe au 31 juillet de la seconde année de l'exercice la clôture de l'ordonnancement des dépenses, et au 31 août la clôture des paiements;

Vu l'article 94 de l'ordonnance réglementaire du 31 mai 1838 (1), et les lois de règlement définitif des budgets, en vertu desquels la portion des crédits pour non-valeurs sur les contributions directes qui n'a pas été employée à la clôture d'un exercice, est reportée à l'exercice suivant;

Considérant que les délais exigés pour la formation des états de cotes irrécouvrables de chaque exercice, et pour les différents degrés de vérification auxquels lesdits états doivent être soumis, ne permettent pas aux préfets de délivrer les ordonnances de décharges qui en règlent l'imputation sur les rôles assez tôt pour que ces ordonnances puissent être admises en dépense avant l'époque de la clôture de l'exercice;

Considérant qu'il y a, dès lors, nécessité d'imputer les dégrèvements dont il s'agit sur les crédits de l'exercice suivant;

Considérant, en outre, que cette règle étant appliquée à partir de l'exercice 1850, la portion du fonds de non-valeurs de cet exercice qui eût été affectée aux cotes irrécouvrables comprises dans les rôles de l'année 1850 restera définitivement sans emploi, et qu'il n'y a pas lieu de la transporter à l'exercice 1851, puisque les cotes irrécouvrables de ce dernier exercice seront imputées sur le fonds de non-valeurs de 1852, et ainsi de suite pour les exercices subséquents,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A partir de l'exercice 1850, les dégrèvements prononcés pour les cotes irrécouvrables comprises aux rôles des contributions directes de chaque exercice seront imputés sur les fonds de non-valeurs de l'exercice suivant.

2. La portion du crédit pour non-valeurs de l'exercice 1850 qui restera libre par suite de l'imputation des cotes irrécouvrables de cet exercice, sur le fonds de l'exercice 1851, sera annulée au profit du budget dudit exercice 1850.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 31 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Par le Président de la République : le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

(1) 1^{re} série, Bull. 579, n° 7437.

N° 2526. — *DÉCRET qui ajoute le Bureau de Douanes de Saint-Blaise (Ain) à ceux qui ont été précédemment désignés pour constater la sortie des Ouvrages d'or et d'argent.*

Du 31 Octobre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des finances ;

Vu la loi du 19 brumaire an vi et l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le bureau des douanes de Saint-Blaise (département de l'Ain) est ajouté à ceux qui ont été précédemment désignés pour constater la sortie des ouvrages d'or et d'argent expédiés à l'étranger dans les cas prévus par la loi du 19 brumaire an vi.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 31 Octobre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Par le Président de la République : le *Ministre des finances*,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 2527. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1850 une portion de l'Ordonnement, sur l'exercice 1849, pour les dépenses des Colonies agricoles en Algérie.*

Du 6 Novembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu l'article 6 de la loi du 20 juillet 1850, portant que « les sommes restant sans emploi, à l'expiration de l'exercice, sur les crédits accordés par ladite loi pour les colonies agricoles de l'Algérie, seront reportées sur l'exercice suivant ; »

Vu le paragraphe 4 de la loi du 15 mai 1850, portant que « pendant les prorogations de l'Assemblée législative, des crédits pourront être ouverts par arrêté du Président de la République, après délibération du Conseil des ministres, et avec le contre-seing du ministre des finances ; »

Vu l'article 21 de l'ordonnance du 31 mai 1838, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Sur le rapport du ministre de la guerre, et de l'avis du Conseil des ministres,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La somme de treize cent vingt-sept mille quatre cent cinquante et un francs cinq centimes (1,327,451^f 05^c), non employée sur le crédit de trois millions cinq cent mille francs ouvert, au titre de l'exercice 1849, par la loi du 20 juillet 1850, pour les dépenses des colonies agricoles en Algérie, est reportée à l'exercice 1850.

2. La régularisation de ce report de crédit sera présentée à l'Assemblée législative après sa prorogation.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de l'Élysée, le 6 Novembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE

Le Ministre des finances,

Le Ministre de la guerre,

Signé ACHILLE FOULD.

Signé DE SCHRAMM.

N° 2528. — DÉCRET qui appelle à l'activité les quinze cents jeunes Soldats de la Classe de 1849 affectés à l'Armée de mer.

Du 10 Novembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi du 21 mars 1832, sur le recrutement de l'armée;

Vu la loi du 26 décembre 1849, qui a fixé à quatre-vingt mille hommes le contingent de la classe de 1849, pour le recrutement des troupes de terre et de mer;

Vu le décret du 16 avril 1850 (1), d'après lequel les listes du contingent de ladite classe ont été closes le 6 juillet suivant;

Sur le rapport du ministre de la guerre, et la demande du ministre de la marine,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Sur le contingent de la classe de 1849, les quinze

(1) Bull. 253, n° 2094.

cents jeunes soldats affectés à l'armée de mer sont appelés à l'activité.

Il sera ultérieurement statué sur l'appel à l'activité des jeunes soldats destinés à l'armée de terre.

2. L'époque du départ de ces quinze cents jeunes soldats sera déterminée par le ministre de la guerre, de concert avec le ministre de la marine.

3. Les ministres de la guerre et de la marine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 Novembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de la guerre,

Signé DE SCHRAMM.

N° 2529. — *DÉCRET qui autorise la fondation, à Château-Thierry, d'un Établissement de Sœurs de Notre-Dame-de-Bon-Secours.*

Du 12 Novembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes.

Vu la délibération du 10 juin 1847, par laquelle le conseil d'administration de la congrégation des sœurs de Notre-Dame-de-Bon-Secours, à Charly, demande la reconnaissance d'un établissement du même ordre, existant de fait à Château-Thierry, et l'approbation de l'acquisition faite, en 1846, d'une maison destinée au logement des sœurs de cet établissement;

Vu l'ordonnance du 3 janvier 1827 (1), qui a approuvé les statuts de la congrégation des sœurs de Notre-Dame, à Charly, et celle du 17 du même mois (2), qui a donné à cette congrégation une existence légale;

Vu lesdits statuts;

Vu le procès-verbal d'adjudication des 4 et 5 décembre 1846, portant que l'immeuble précité appartenant aux hospices de Château-Thierry, dûment autorisés aux fins de la vente, a été adjugé, moyennant dix-huit mille cent francs, au sieur *Boquet*, agissant au nom et pour le compte de la congrégation;

(1) VIII^e série, Bull. 137, n° 4720.

(2) VIII^e série, Bull. 138, n° 4730.

Vu l'avis du conseil municipal de Château-Thierry, du 21 octobre 1847, sur la reconnaissance légale de l'établissement religieux ;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, relative à cet objet qu'à l'acquisition immobilière ;

Vu l'état de l'actif et du passif de la congrégation des sœurs de Notre-Dame-de-Bon-Secours ;

Vu les avis de l'évêque de Soissons et du préfet de l'Aisne, des 8 août et 10 septembre 1848 ;

Vu l'avis du conseil de l'Université, du 12 juillet 1850 ;

Vu les lois des 2 janvier 1817 et 24 mai 1825 ;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement ;

Vu les ordonnances des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831 ;

Le Conseil d'état (section d'administration) entendu ,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Notre-Dame-de-Bon-Secours, établie à Charly (Aisne), en vertu de l'ordonnance du 7 janvier 1827, est autorisée à fonder, à Château-Thierry même département), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés, pour la maison mère, par ordonnance du 3 janvier 1827.

2. Est approuvée l'acquisition d'une maison et dépendances située à Château-Thierry, appartenant aux hospices de cette ville, dûment autorisés aux fins de la vente ; ladite acquisition faite, moyennant dix-huit mille cent francs, par la congrégation des sœurs de Notre-Dame-de-Bon-Secours, à Charly, suivant procès-verbal d'adjudication des 4 et 5 décembre 1846.

Cette maison sera affectée au logement des sœurs composant l'établissement du même ordre, autorisé à Château-Thierry par l'article 1^{er} du présent décret.

3. Les ministres de l'instruction publique et des cultes, et de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 12 Novembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2530. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant suppression du commissariat de police établi à Saint-Bonnet-le-Château (Loire). (Du 8 Juillet 1850.)

N° 2531. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant ,

1° Création d'un dix-neuvième commissariat de police dans la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône);

2° Extension de la juridiction des deux commissaires de police d'Elbeuf (Seine-Inférieure) aux communes de Crestot, Saint-Germain-de-Pasquier, Bosc-Royer, Saint-Ouen-de-la-Londe, Saint-Didier, Surville, Quatremaire, Tourville, Béchthomas, Fouqueville, Bosnormand, Saint-Martin-la-Corneille, Thuit-Auger et Thuit-Signol, situés dans le département de l'Eure. (Du 13 Juillet 1850.)

N° 2532. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant création d'un commissariat de police dans la commune d'Essoyes (Aube). (Du 22 Juillet 1850.)

N° 2533. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant suppression du commissariat de police occupé, à la Grand'Combe (Gard), par M. Reyrols. (Du 29 Juillet 1850.)

N° 2534. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant ce qui suit :

La juridiction du commissaire de police d'Uzès (Gard) est étendue à toutes les communes du canton d'Uzès.

La juridiction du commissaire de police de la Grand'Combe (Gard) est étendue aux communes de Laval, Salles-du-Gardon, Blannaves, Portes et Sainte-Cécile (même département).

La juridiction du commissaire de police de Saint-Ambroix (Gard) est étendue aux communes de Robiac, Castillon, Meyrannes et Saint-Bès.

La juridiction du commissaire de police de Sauve (Gard) est étendue à la commune de Quissac.

La juridiction du commissaire de police de Villeneuve-lès-Avignon (Gard) est étendue à la commune de Pujant.

La juridiction du commissaire central de police de Nantes (Loire-Inférieure) est étendue aux communes d'Indre, de Saint-Herblain,

Saint-Jean-de-Boiseau, de Treillères, de la Chapelle-sur-Erdre, de Quefou et de Vertou.

Un troisième commissariat de police est créé à Besançon. (Du 11 Juillet 1850.)

2535. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant création de deux commissariats de police, l'un à Bourgneuf (Creuse), l'autre à Charlieu (Loire). (Du 29 Juillet 1850.)

2536. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant création d'un commissariat central de police à Tours (Indre-et-Loire). (Du 29 Juillet 1850.)

2537. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant création, à Paris, de six emplois de commissaires de police chargés d'assister, dans leur exercice journalier, les contrôleurs de la garantie des matières d'or et d'argent. (Du 31 Juillet 1850.)

2538. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui étend la juridiction du commissaire de police de Belleville (Seine) aux communes des Prés-Saint-Gervais, de Romainville et de Bagnolet. (Du 2 Août 1850.)

2539. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui étend la juridiction des commissaires de police des cantons de Lodève et de Clermont-l'Hérault (Hérault) à toutes les communes de ces deux cantons. (Du 2 Août 1850.)

2540. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui étend la juridiction du commissaire de police de Chalon-sur-Saône aux communes de Saint-Marcel et de Saint-Jean-des-Vignes (Saône-et-Loire). (Du 11 Août 1850.)

2541. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui étend la juridiction du commissaire central de police de Caen (Calvados) à toutes les communes de l'arrondissement de Caen. (Du 11 Août 1850.)



Certifié conforme :

Paris, le 21 * Novembre 1850,
*Le Garde des Sceaux, Ministre de la
Justice,*

E. ROUIER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 326.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2542. — *Loi qui autorise la prorogation de la Convention conclue, le 1^{er} mai 1850, entre la France et la Sardaigne.*

Du 18 Novembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ D'URGENCE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le Gouvernement est autorisé à proroger, jusqu'au 31 mars 1851, les effets de la convention spéciale conclue, le 1^{er} mai 1850 (1), entre la France et la Sardaigne, pour étendre la durée du traité de commerce et de navigation signé à Turin le 28 août 1843 (2).

Délibéré en séance publique, à Paris, le 18 Novembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, CHAPOT,
BÉRAUD, DE HEECKENEN, PEUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

(1) 1^{re} série, Bull. 258, n° 2125.

(2) 1^{re} série, Bull. 1046, n° 10,924.

N° 2543. — Loi qui ouvre un Crédit pour frais de réparations, d'installation et d'ameublement des galeries publiques du Conservatoire des arts et métiers.

Du 18 Novembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il est ouvert au ministre de l'agriculture et du commerce un crédit de soixante et quatorze mille deux cent soixante-trois francs (74,263^f), pour frais de réparations, d'installation et d'ameublement des galeries publiques du Conservatoire national des arts et métiers.

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées à l'exercice 1850.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 18 Novembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, CHAPU,
BÉCARD, DE HEECKEREN, PEUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLEON BONAPARTE

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2544. — DÉCRET relatif aux Dépêches non contre-signées, adressées à des Fonctionnaires, qui auront été refusées à cause de la Taxe, et dont les Destinataires n'auront pas requis l'ouverture.

Du 11 Novembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu, 1° la loi du 25 frimaire an VIII (16 décembre 1799);

2° L'ordonnance du 17 novembre 1844 (1);

3° L'ordonnance du 27 novembre 1845 (2);

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Toute dépêche non contre-signée, adressée à un fonctionnaire dénommé dans les tableaux annexés à l'ordonnance du 17 novembre 1844, sur les franchises, en sa qualité

(1) IX^e série, Bull. 1154, n° 11,656.

(2) IX^e série, Bull. 1262, n° 12,471.

de fonctionnaire seulement, qui aura été refusée à cause de la **taxe**, et dont le destinataire n'aura pas requis l'ouverture, par application de l'ordonnance du 27 novembre 1845, sera renvoyée, vingt-quatre heures après sa présentation, à l'administration générale des postes, pour y être ouverte.

2. Si la vérification donne lieu de reconnaître que la dépêche est, en tout ou en partie, étrangère au service de l'État, les pièces relatives au service seront seules immédiatement renvoyées en franchise; les autres seront transmises à l'expéditeur, sous charge de la taxe ordinaire.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 11 Novembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Par le Président de la République : le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 2545. — *DÉCRET qui appelle à l'activité quarante mille jeunes Soldats de la Classe de 1849.*

Du 16 Novembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi du 21 mars 1832, sur le recrutement de l'armée;

Vu la loi du 26 décembre 1849, qui a fixé à quatre-vingt mille hommes le contingent de la classe de 1849 pour le recrutement des troupes de terre et de mer;

Vu le décret du 16 avril 1850 (1), d'après lequel les listes du contingent de ladite classe ont été closes le 6 juillet suivant;

Vu le décret du 10 novembre 1850 (2), qui appelle à l'activité les quinze cents jeunes soldats affectés à l'armée de mer sur ce contingent;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sur les soixante et dix-huit mille cinq cents jeunes soldats encore disponibles sur le contingent de la classe de 1849, quarante mille sont appelés à l'activité pour l'armée de terre.

2. La répartition de ces quarante mille jeunes soldats entre

(1) Bull. 253, n° 2094.

(2) Bull. 325, n° 2528.

les corps, ainsi que leur départ, seront déterminés par le ministre de la guerre.

3. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 16 Novembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de la guerre,

Signé DE SCHRAMM.

N° 2546. — *DÉCRET portant que les premier et deuxième Escadrons de Guides seront fondus en un seul.*

Du 16 Novembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu l'arrêté du ministre de la guerre du 4 avril 1848 (1), portant création de huit escadrons de guides; ledit arrêté rendu en vertu du décret du Gouvernement provisoire, en date du 2 mars précédent (2), et portant que les affaires d'administration centrale qui pouvaient être réglées qu'au moyen d'ordonnances royales seraient valablement décidées par le ministre provisoire du département auquel ces affaires ressortissaient;

Vu la loi du 29 juillet 1850, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1851;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE ;

ART. 1^{er}. Les premier et deuxième escadrons de guides seront fondus en un seul; qui sera formé d'après les bases déterminées par l'arrêté du 4 avril 1848, et qui prendra le numéro 1.

2. Les officiers des deux escadrons concourront ensemble à la formation de l'escadron conservé, et les emplois y seront donnés dans chaque grade par ordre d'ancienneté.

3. Les officiers que leur rang d'ancienneté n'aura pas appelés à être maintenus dans cette formation ou qui auront demandé une autre destination, seront mis en non-activité par suppression d'emploi et pourvus immédiatement de vacances dans des régiments de cavalerie.

Les sous-officiers, brigadiers et guides qui se trouveront en

(1) Bull. 35, n° 366.

(2) Bull. 4, n° 53.

édant du complet réglementaire seront versés dans d'autres
rs.

4. Le troisième escadron prendra le numéro 2.

5. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 16 Novembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de la guerre,

Signé DE SCHRAMM.

2547. — DÉCRET qui fixe les Heures d'ouverture et de fermeture
de quatre Bureaux de Douane.

Du 20 Novembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du Ministre de l'agriculture et du commerce;

Vu l'article 5, titre XIII, de la loi du 22 août 1791;

Vu la loi du 14 juin 1850;

Vu les demandes de la chambre de commerce de Bayonne;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les heures d'ouverture et de fermeture des bureaux
de douane ci-après désignées sont fixées ainsi qu'il suit :

Bureau de douane de Bayonne, de neuf heures du matin,
en toute saison, jusqu'à cinq heures du soir, en été, et jusqu'à
quatre heures en hiver.

Bureaux de douane d'Oléron et d'Ainhoa, de huit heures du
matin, en été, et de neuf heures du matin, en hiver, jusqu'à
quatre heures du soir en toute saison.

Bureau de douane de Briscous, de huit heures du matin, en
toute saison, jusqu'à quatre heures du soir, en été, et jusqu'à
trois heures en hiver.

2. Le ministre de l'agriculture et du commerce et le mi-
nistre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne,
de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 20 Novembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé DUMAS.

N° 2548. — DÉCRET qui modifie le Tarif des Graines oléagineuses à l'importation.

Du 20 Novembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce;

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le tarif des graines oléagineuses, à l'importation, est modifié et établi ainsi qu'il suit :

Graines oléagineuses.	Sésame	De l'Inde française. . . .	1 ⁰⁰	} les 100 kil.
		Des colonies françaises. .	2 00	
	OEillette et colza	De l'Inde française. . . .	0 50	
		Des colonies françaises. .	1 00	
	Linen non dé- nommées. . . .	De l'Inde française. . . .	25	
		Des colonies françaises. .	0 50	
Arachides et noix de Touloucouna, de l'Inde et des colonies françaises.				} Même droit pour les im- portations de l'In- dienne.

2. Le ministre de l'agriculture et du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 20 Novembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé DUMAS.

N° 2549. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Est approuvé le tarif ci-annexé pour la perception des droits de péage au bac ou pont volant établi sur le territoire de la commune de Rhinau (Bas-Rhin).

2. Sont exempts des droits de péage les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics, et les divers agents, tels qu'ils sont énumérés au tarif annexé au présent décret. (Du 29 Octobre 1850.)

Tarif des droits à percevoir au bac ou pont volant établi sur le Rhin, en face de la ville de Rhinau (Bas-Rhin).

Une personne chargée ou non, de quelque manière que son fardeau soit porté ou trainé. 10'

Entrées ou marchandises non chargées sur voiture, mais déposées sur le bac, pour chaque poids de cinq myriagrammes.....	10°
(Le chargeur déclarera le poids, qui pourra être vérifié par le passeur.)	
Un cheval, mulet, taureau, bœuf ou vache.....	40
Un âne, un poulain non ferré ou une génisse.....	20
Un veau ou un porc.....	10
Chaque mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, paire d'oies ou de dindons.....	05
(Le cavalier ou conducteur payera le droit dû pour une personne.)	
Voiture suspendue à un cheval, le conducteur compris.....	80
Chaque cheval en sus.....	80
(Chaque voyageur payera le droit dû pour une personne.)	
Voiture chargée à un cheval, le conducteur compris.....	70
Chaque cheval en sus.....	70
Voiture vide à un cheval, le conducteur compris.....	50
Chaque cheval en sus.....	50

Les ânes attelés ne payeront que la moitié du prix fixé pour les chevaux.

Les animaux conduits au pâturage, ainsi que les voitures et animaux employés à l'agriculture ne payeront que moitié du prix fixé au tarif ci-dessus.

Aussi longtemps que le passage sera exploité par la ville de Rhinau, les habitants de cette commune seront affranchis de tout droit de passage, tant pour leur personne que pour les animaux qu'ils emploieront à l'agriculture. Cette franchise cessera en même temps que la concession accordée à la ville.

Seront exempts de tous droits de passage :

1° Les préfets et sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs de la République, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et les autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, l'inspecteur de la navigation du Rhin, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes; les agents de l'administration forestière, les receveurs des communes, les préposés d'octroi et les facteurs ruraux, les agents des lignes télégraphiques et les agents du service des poids et mesures; mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service, et sous la condition que les employés seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions ou porteurs de leurs commissions.

2° Les fonctionnaires badois ci-après, dans les mêmes cas que les fonctionnaires français :

Le directeur du cercle du moyen Rhin, le procureur du Gouvernement, le bailli, le bourgmestre de Rappel, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, le directeur et les employés de la douane, les agents de l'administration forestière et les employés chargés de la surveillance de la démarcation de la frontière.

Les préfets, sous-préfets, et autres fonctionnaires désignés dans les deux paragraphes ci-dessus, auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leur personne, et de leurs voitures et conducteurs.

3° Les malles-postes, les courriers et les estafettes des gouvernements français et badois.

4° La gendarmerie de l'un et de l'autre des deux états, dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par elle et les voitures et chevaux servant à les transporter.

5° Les trains d'artillerie, c'est-à-dire les bouches à feu et caissons militaires chargés de munitions de guerre, ainsi que les militaires ou conducteurs qui les accompagnent, les bouvier, bœufs, chevaux et voitures, requis pour le transport des vivres de l'armée, des équipages, des troupes et des militaires malades; les militaires de tout grade voyageant avec leur corps, les sous-officiers et soldats voyageant isolément, à la charge de représenter, soit un feuillet de route, soit un ordre de service.

Les gardes nationaux marchant en détachements ou isolément pour le service public, mais à la même condition.

Chaque personne qui se présentera devra être passée immédiatement.

Les juges de paix, maires adjoints ou officiers de police, et la gendarmerie, auront seuls le droit de passer avant le lever et après le coucher du soleil. Dans ce cas, le passage ne s'effectuera pas au moyen du bac ou pont volant, mais seulement au moyen du bac à rames et des batelets.



Certifié conforme :

Paris, le 13^e Novembre 1850,
Le Garde des Sceaux, Ministre de la
Justice,

E. ROUIER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 327.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2550. — *Loi relative aux Comptes rendus des Travaux des Mines, des Ponts et Chaussées et des Bâtiments civils.*

Des 15 Mars, 14 Juin et 25 Novembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le compte rendu des travaux exécutés, dirigés et surveillés par les ingénieurs des mines sera publié tous les trois ans, pendant la première année de chaque nouvelle Assemblée législative.

Le premier paraîtra en 1852, et comprendra l'analyse des travaux faits depuis le dernier compte rendu publié en 1847, jusques et y compris 1851.

2. Le compte rendu des travaux ordinaires et extraordinaires des ponts et chaussées et des bâtiments civils sera publié tous les trois ans, dans les trois premiers mois de chaque nouvelle législature, sans préjudice des tableaux annexés tous les ans au budget.

Ce compte rendu comprendra notamment l'analyse succincte de chaque espèce de travail depuis le commencement de l'entreprise, le total des crédits votés, les sommes dépensées, les travaux faits, ceux qui restent à faire, les sommes présumées qu'ils exigeront, les causes qui auraient entraîné un excédant de dépenses; les résultats obtenus par l'industrie et par l'État des parties de ces travaux terminées et livrées au public.

3. Chaque année, dans les trois premiers mois, le ministre des travaux publics présentera des travaux analytiques rendant compte des crédits alloués dans l'exercice précédent, des tra-

vaux faits, des résultats obtenus, et de tout ce qui a pu modifier les plans et devis primitifs.

Un tableau spécial présentera, pour chaque département, le résumé de chaque espèce de travail exécuté, et des sommes qui y ont été consacrées.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 15 Mars, 14 Juin et 25 Novembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé Général BEDEAU, vice-président; ARNAUD (de l'Ariège).
CHAPOT, BÉRARD, DE HEECKEREN, PEUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

- Signé E. ROUHER.

N° 2551. — *Loi qui ouvre un Crédit supplémentaire pour le service des Postes.*

Du 25 Novembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit:

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1849, un crédit supplémentaire de seize mille deux cents francs (16,200^f), applicable aux frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus, savoir :

SERVICE DES POSTES. Chapitre LXVIII. *Dépenses diverses.* (Transport des dépêches.)

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi du budget de l'exercice 1849.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 Novembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé Général BEDEAU, vice-président; ARNAUD (de l'Ariège).
CHAPOT, BÉRARD, DE HEECKEREN, PEUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

2552. — *Décret qui ouvre un Crédit extraordinaire pour les Frais relatifs à l'institution d'Évêchés dans les Colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.*

Du 6 Novembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi du 15 mai 1850, portant fixation du budget des dépenses l'exercice 1850;

Vu notamment l'article 9 de ladite loi, dont le quatrième paragraphe ainsi conçu :

« Toutefois, pendant les prorogations de l'Assemblée législative, des crédits, soit extraordinaires, soit supplémentaires, pourront être ouverts par un arrêté du Président de la République, après délibération du Conseil des ministres, et avec le contre-seing du ministre des finances; »

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir par urgence aux frais extraordinaires relatifs à l'institution d'évêchés dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion;

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, et sur avis du Conseil des ministres,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au département de la marine et des colonies, sur l'exercice 1850, un crédit extraordinaire de quatre-vingt-treize mille francs, destiné à pourvoir à l'acquittement des dépenses urgentes rendues nécessaires par l'installation prochaine des évêques désignés pour les colonies.

Ce crédit sera classé dans le budget du département de la marine (*Service colonial*), chapitre III (*Service général des colonies*).

2. La régularisation de ce crédit sera proposée à l'Assemblée législative lors de sa prochaine réunion.

3. Le ministre de la marine et des colonies, et le ministre des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.
Paris, le 6 Novembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre des finances,

Le Ministre de la marine et des colonies;

Signé ACHILLE FOULD.

Signé ROMAIN DESFOSSÉS.

N° 2553. — *DÉCRET qui autorise l'établissement d'une Ligne télégraphique électrique entre Nantes, Paimbœuf, Saint-Nazaire et le Croisic, pour la transmission des Dépêches exclusivement relatives au Commerce maritime.*

Du 12 Novembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ;

Vu la loi du 2 mai 1837 ;

Vu la demande formée par les sieurs *Aristide et Adrien Dumont et Montgolfier-Bodin* ;

Vu les avis du préfet de la Loire-Inférieure, de la chambre de commerce de Nantes et du conseil d'administration des lignes télégraphiques ;

Vu aussi le procès-verbal dressé, le 2 novembre 1850, entre l'administrateur en chef des lignes télégraphiques et les sieurs *Dumont et Montgolfier-Bodin*,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les sieurs *Aristide Dumont, Adrien Dumont et Montgolfier-Bodin*, sont autorisés à établir, à leurs frais, une ligne télégraphique électrique entre Nantes, Paimbœuf, Saint-Nazaire et le Croisic, pour la transmission des dépêches exclusivement relatives au commerce maritime, aux charges et conditions du cahier des charges arrêté par le ministre de l'intérieur et annexé au présent décret.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, à l'Élysée-National, le 12 Novembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE

Le Ministre de l'intérieur,

Signé J. BAROCHÉ.

PROCÈS-VERBAL.

Le 2 novembre 1850, se sont présentés, dans le cabinet de M. *Alphonse Foy*, administrateur en chef des lignes télégraphiques, MM. *Aristide Dumont, Adrien Dumont et Montgolfier-Bodin*, demandeurs d'une concession pour l'établissement et l'exploitation d'une ligne télégraphique électrique entre Nantes, Paimbœuf, Saint-Nazaire et le Croisic, lesquels ont déclaré avoir pris une pleine et entière connaissance du cahier des charges dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les sieurs *Aristide Dumont, Adrien Dumont et Montgolfier-Bodin* s'engagent à établir, dans le délai d'une année, à partir de la date du décret de concession, une ligne télégraphique électrique entre Nantes, Paimbœuf, Saint-Nazaire et le Croisic.

Si, dans le délai ci-dessus fixé, la ligne n'avait pas été construite, l'autorisation accordée par ledit décret serait nulle et regardée comme non avenue.

2. Cette ligne sera, à la volonté des concessionnaires, soit souterraine, soit découvert et sur poteaux.

Si la ligne est souterraine, le fil sera en cuivre, aura deux millimètres au moins de diamètre, et sera recouvert d'une matière parfaitement isolante.

Si la ligne est placée au-dessus du sol, les poteaux destinés à la supporter, plantés de cinquante mètres en cinquante mètres, et enfoncés de un mètre cinquante centimètres dans le sol, auront six mètres au moins de longueur totale, douze centimètres au moins de diamètre à un mètre de la base, et huit centimètres à l'extrémité supérieure. Aux passages à niveau, il sera planté des poteaux ayant neuf mètres cinquante centimètres au moins de hauteur, vingt centimètres de diamètre à un mètre de la base; ils seront enfoncés de deux mètres dans le sol. Toutefois, dans certaines parties du parcours, et eu égard à la disposition naturelle du terrain, il sera permis aux concessionnaires de dépasser, pour l'espacement des poteaux, la limite de cinquante mètres; mais alors ils seront tenus de leur donner toute la force nécessaire pour assurer la permanence du service de la ligne. Tous les poteaux seront en bois de brin injectés de matières conservatrices.

Les fils de fer, d'un diamètre de trois millimètres au moins, seront isolés et recouverts d'une peinture conservatrice. Les concessionnaires s'engagent, au reste, à l'expiration de la concession, à remettre au Gouvernement la ligne en bon état, et, par suite, à remplacer, soit en totalité, soit en partie, les fils qui se trouveraient oxydés.

La traversée de la Loire se fera au point, et par les moyens que choisiront les concessionnaires, après avoir obtenu les autorisations nécessaires de M. le ministre des travaux publics.

Les concessionnaires seront tenus d'entretenir la ligne en bon état, pendant toute la durée de la concession.

3. Les concessionnaires seront substitués aux droits et soumis aux obligations qui dérivent, pour l'administration, des lois sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4. Les concessionnaires ne pourront faire transmettre que des dépêches relatives au commerce maritime de Nantes.

La transmission de nouvelles politiques est interdite, sous peine de déchéance.

5. Les employés préposés au service du télégraphe, à Nantes, et dans l'un des postes intermédiaires de Paimbœuf, de Saint-Nazaire et du Croisic, seront payés par les concessionnaires, et, néanmoins, nommés et révoqués par l'administrateur en chef des lignes télégraphiques. Il est réservé aux concessionnaires de demander le remplacement de ces employés, s'ils ne faisaient pas un bon service. L'administration des lignes télégraphiques désignera celui des deux postes de Saint-Nazaire ou de Paimbœuf, où sera établi le poste surveillant intermédiaire.

Le nombre des employés sera proportionné aux besoins des transmissions; il sera au moins de deux pour chaque poste, si le service a lieu le jour et la nuit.

Les employés des postes du Croisic et de Saint-Nazaire ou Paimbœuf recevront un traitement de douze cents francs par an, lequel sera élevé à quinze cents francs pour les agents faisant le service de nuit. Les appointements des employés de Nantes seront, dans tous les cas, de quinze cents francs.

Les concessionnaires sont autorisés à établir, s'ils le jugent convenable, des

postes au Pont-Rousseau, à Indret, au Pellerin, au Migron, à la Pointe-de-Chemoulin et à la tour de Batz.

6. Toutes les dépêches transmises seront transcrites sur des registres avec des numéros d'ordre et par date; ces registres seront toujours soumis à la surveillance des agents de l'administration, qui pourront les examiner et les contrôler.

En outre, les bulletins des dépêches transmises seront envoyés tous les six jours, et *franco*, par le poste surveillant intermédiaire et par celui du Croisic, au directeur du télégraphe, à Nantes, à qui le procès-verbal du poste de Nantes sera, en outre, remis chaque jour.

7. Aucune dépêche ne pourra être reçue, si elle n'est signée d'une personne dont l'identité devra être constatée, et qui demeurera responsable de son contenu.

Les dépêches seront transmises, selon leur ordre de présentation, constaté par un numéro.

Le secret de la correspondance télégraphique sera religieusement gardé.

8. Les concessionnaires choisiront les appareils destinés à la transmission des dépêches; ils devront, toutefois, soumettre ces appareils à l'acceptation de l'administration des lignes télégraphiques.

9. Pour indemniser les concessionnaires des travaux et dépenses qu'ils s'engagent à faire par le présent cahier des charges, et sous la réserve expresse qu'ils en rempliront exactement toutes les conditions, le Gouvernement leur concède, pour le laps de trente années, à dater de la mise en activité de la ligne, l'autorisation de percevoir les droits de transmission ci-après fixés.

Il sera perçu une somme de vingt-cinq francs pour l'annonce de l'arrivée d'un navire au long cours de grande navigation ou de grande pêche, et une somme de dix francs pour l'annonce de l'arrivée d'un navire de grand ou de petit cabotage.

Les dépêches autres que celles concernant l'annonce de l'arrivée d'un navire seront soumises à la taxe qui sera fixée par la loi sur la télégraphie privée, et, dans le cas où le vote de cette loi n'aurait lieu qu'après la mise en activité de la ligne actuellement concédée, le tarif serait provisoirement celui marqué à l'article 6 du projet de loi du Gouvernement; seraient également applicables les dispositions contenues dans les articles 7, 8 et 9 du même projet.

10. La transmission de toutes les dépêches relatives au service du Gouvernement se fera gratuitement, et ces dépêches auront la priorité.

11. Il y aura lieu à la révision du tarif au bout de chaque période de dix années.

12. En cas de trouble, le préfet de la Loire-Inférieure pourra prendre un arrêté pour suspendre temporairement le service de la ligne concédée, ou en restreindre l'usage, le tout sans indemnité.

13. Au bout de dix années, le Gouvernement aura le droit de racheter la ligne, en payant aux concessionnaires, pendant le restant de la durée de la concession, une annuité égale au bénéfice net des cinq dernières années; ou, si les concessionnaires le préfèrent, en leur payant un capital fixé à dire d'experts, et représentant la valeur matérielle de la ligne; ce capital ne pourra dépasser quatre cents francs par kilomètre.

14. A l'expiration de la présente concession, et par le seul fait de cette expiration, le Gouvernement sera subrogé à tous les droits des concession-

aires, et entrera immédiatement en jouissance de la ligne et de ses produits, et cela sans aucune indemnité.

15. Dans le cas de déchéance, les concessionnaires seront forcés de cesser le service et d'enlever le matériel, si mieux n'aime l'État le racheter à dire d'experts.

16. Dans le cas où le Gouvernement ordonnerait ou autoriserait la construction de routes nationales, départementales ou vicinales, de canaux ou chemins de fer, les concessionnaires ne pourront mettre obstacle à ces travaux; mais toutes dispositions seront prises pour qu'il n'en résulte aucun inconvénient permanent pour la construction ou le service de la ligne électrique, ni aucuns frais pour les concessionnaires.

17. Toute exécution par l'État, ou toute autorisation ultérieure de lignes électriques, ne pourra donner ouverture à aucune demande en indemnité de la part des concessionnaires.

18. Les concessionnaires ne pourront céder les droits qu'ils tiennent du présent cahier des charges, qu'en demeurant solidairement responsables de l'exécution des conditions.

Ils déposeront, dans le délai de trois mois, à partir du décret de concession, un cautionnement de quatre mille francs, qui leur sera remis aussitôt après la réception des travaux par les agents de l'administration télégraphique, et qui fera retour au trésor, dans le cas d'inexécution, dans le délai marqué à l'article 1^{er} du présent cahier des charges.

La présente concession serait nulle, de plein droit, si le dépôt du cautionnement n'était pas fait dans le délai de trois mois.

Les concessionnaires seront tenus solidairement entre eux de toutes les obligations portées au présent cahier des charges.

19. Le traitement des agents de l'administration télégraphique, payés par les concessionnaires, sera versé dans la caisse du receveur général de la Loire-Inférieure.

20. Les contestations qui s'élèveraient entre les concessionnaires et l'administration, au sujet de l'exécution ou de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture, sauf recours au Conseil d'état.

Après nouvelle lecture de ce document, M. l'administrateur en chef a demandé à MM. *Aristide Dumont, Adrien Dumont et Montgolfier-Bodin*, s'ils donnaient leur adhésion pure et simple aux clauses, charges et conditions contenues au cahier des charges ci-dessus transcrit; les trois demandeurs en concession susnommés ont déclaré, alors, qu'ils acceptaient entièrement et sans réserve toutes les clauses, charges et conditions qui y étaient inscrites, et ont dit qu'ils entendaient se soumettre à toutes les obligations qui leur étaient imposées par cet acte. En foi de quoi ils ont signé le présent procès-verbal.

Signé *A. Dumont, C. Montgolfier-Bodin, Adrien Dumont, Alphonse Foy.*

Vu pour être annexé au décret du 12 novembre 1850, enregistré sous le n° 5695.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé *J. BAROCHÉ.*

N° 2554. — *DÉCRET qui autorise la fondation, à Saint-Fraigne (Charente), d'un Etablissement de Sœurs de Sainte-Anne dites de la Providence.*

Du 12 Novembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;
Vu la délibération prise, le 7 mai 1846, par le conseil d'administration de la congrégation des sœurs hospitalières de Sainte-Anne, dites de la Providence, à Saumur, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'accepter la donation d'une maison qui lui est faite par la demoiselle D'Hust de la Broue de Vareilles, à la charge de fonder, à Saint-Fraigne, un établissement de deux sœurs de son ordre;

Vu la déclaration de la supérieure générale de ladite congrégation portant qu'elle fera observer exactement, par les sœurs qui seront placées à Saint-Fraigne, les statuts de la maison mère, et l'engagement contracté par ces religieuses de s'y conformer;

Vu lesdits statuts;

Vu le décret du 14 décembre 1810 (1) qui les a approuvés, et qui a donné en même temps, à la congrégation, une existence légale;

Vu l'acte notarié, en date du 30 mai 1846, portant donation;

Vu le certificat de vie de la donatrice, en date du 17 juillet 1844;

Vu le procès-verbal d'expertise portant à cinq mille francs la valeur de l'immeuble donné;

Vu l'état de l'actif et du passif de la congrégation des sœurs de Sainte-Anne, à Saumur, vérifié et certifié par le préfet de Maine-et-Loire;

Vu l'avis du conseil municipal de Saint-Fraigne, en date du 27 juin 1847, contraire à la formation, dans cette commune, d'un établissement de sœurs de Sainte-Anne;

Vu le procès-verbal de l'enquête de *commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Saint-Fraigne, le 6 février 1848, sur le même objet.

Vu les avis des évêques d'Angers et d'Angoulême, et des préfets de Maine-et-Loire et de la Charente, en date des 30 janvier, 2 et 23 novembre 1847, et 13 octobre 1849;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, en date du 28 février 1850;

Vu l'avis du conseil de l'Université, du 14 juin 1850;

Vu les lois des 2 janvier 1817, 24 mai 1825 et 18 juillet 1837;

Et celle du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu les ordonnances des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Le Conseil d'état (section d'administration) entendu,

(1) 17^e série, Bull. 339, n° 6342.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Sainte-Anne, dites *la Providence*, existant à Saumur (Maine-et-Loire), en vertu du décret du 14 décembre 1810, est autorisée à former, à Saint-Fraigne (Charente), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés, pour la maison mère, par le décret précité.

2. N'est point approuvée la délibération du conseil municipal de Saint-Fraigne (Charente), en date du 27 juin 1847, portant refus d'accepter, en ce qui concerne cette commune, la donation faite par la demoiselle *Mathilde d'Hust de la Broue de Vareilles*, suivant acte public du 30 mai 1846, à la congrégation des sœurs de Sainte-Anne, dites *de la Providence*, à Saumur, d'une maison avec dépendances située à Saint-Fraigne et estimée cinq mille francs, à la charge d'y placer des religieuses qui tiendront un asile-école pour les enfants pauvres, et soigneront les malades indigents.

3. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de Sainte-Anne, dites *de la Providence*, établie à Saumur (Maine-et-Loire), et le maire de Saint-Fraigne, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, aux charges clauses et conditions imposées, la donation faite, à cette congrégation, par ladite demoiselle *d'Hust de la Broue de Vareilles*, suivant acte public du 30 mai 1846, et déjà énoncée dans l'article précédent.

4. Les ministres de l'instruction publique et des cultes, et de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 12 Novembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.
Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,
Signé E. DE PARIEU.

N° 2555. — DÉCRET qui autorise la fondation, à Lavenay (Sarthe), d'un Établissement de Sœurs de la Charité.

Du 12 Novembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes ;

Vu la demande formée par la congrégation des sœurs de la Charité existant à Évron (Mayenne), à l'effet d'être autorisée, 1° à fonder un

établissement de son ordre à Lavenay (Sarthe); 2° à accepter, de concert avec le bureau de bienfaisance de cette commune, jusqu'à concurrence de l'offre faite par les héritiers, le legs universel fait conjointement, à ces établissements, par le sieur *Bourgoin*;

Vu la délibération du conseil municipal et du bureau de bienfaisance de Lavenay réunis, en date du 7 novembre 1847, demandant l'autorisation d'accepter, en ce qui concerne les pauvres, le legs universel précité;

Vu les demande et délibérations du desservant de la succursale de Lavenay, du conseil de fabrique de cette église et du bureau d'administration du séminaire du Mans, tendant à obtenir respectivement l'autorisation d'accepter les legs faits à leur profit et consistant : pour le desservant, en divers objets mobiliers évalués à deux cent cinquante francs; pour la fabrique, en objets servant à l'exercice du culte, d'une valeur de soixante et dix francs; et, pour le séminaire, en livres estimés cent six francs vingt-cinq centimes;

Vu le testament du sieur *Bourgoin*, en date du 23 juillet 1845;

Vu l'acte de décès du testateur, en date du 17 février 1847;

Vu l'acte notarié du 16 septembre 1848, constatant le consentement des héritiers du testateur à la délivrance des legs particuliers, et l'offre d'une somme de deux cents francs nette, pour tenir lieu du legs universel fait aux pauvres et aux sœurs de Lavenay;

Vu les décrets du 13 novembre 1810, qui ont autorisé la congrégation des sœurs de la Charité à Evron et approuvé ses statuts;

Vu l'engagement pris par la supérieure générale de la congrégation, de faire observer les statuts de la maison mère par les sœurs qui seront appelées à desservir l'établissement de Lavenay;

Vu l'avis du conseil municipal de Lavenay, favorable à l'autorisation de l'établissement dont il s'agit;

Vu le procès-verbal d'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu dans cette commune le 23 septembre 1849;

Vu les avis de l'évêque du Mans et des préfets de la Sarthe et de la Mayenne, en date des 4 septembre 1847, 17 janvier, 10 juin, 26 août 1848, 12 juin et 12 octobre 1849, et 3 avril 1850;

Vu l'avis du conseil de l'Université, en date du 8 février 1850;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, en date du 15 septembre 1848;

Vu la loi du 24 mai 1825, et celle du 15 mars 1850 sur l'enseignement;

Vu la loi du 2 janvier 1817 et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Le Conseil d'état (section d'administration) entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Charité existant à Evron (Mayenne), en vertu d'un décret du 13 novembre

1810, est autorisée à fonder un établissement de sœurs de son ordre à Lavenay (Sarthe), à la charge, par ces religieuses, de se conformer aux statuts approuvés, pour la maison mère, par le décret précité.

2. Sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, aux charges, clauses et conditions imposées, savoir :

L'évêque du Mans (Sarthe), au nom du séminaire de son diocèse, le legs de divers livres évalués à la somme de cent six francs vingt-cinq centimes;

Le desservant de la succursale de Lavenay (même département), le legs d'objets mobiliers évalués à deux cent cinq francs;

Et le trésorier de la fabrique de l'église succursale de Lavenay, le legs de divers autres objets servant à l'exercice du culte, évalués en totalité à la somme de soixante et dix francs;

Lesdits legs résultant du testament olographe du sieur *Augustin Bourgoin*, en date du 23 juillet 1845.

3. Le bureau de bienfaisance de Lavenay (Sarthe) est autorisé à accepter, mais jusqu'à concurrence seulement d'une somme de deux cents francs, offerte par les héritiers du testateur, suivant acte notarié du 16 septembre 1847, le legs universel fait conjointement aux pauvres et à l'établissement de sœurs de cette commune, par le sieur *Augustin Bourgoin*, aux termes de son testament olographe du 23 juillet 1845, aux clauses et conditions y énoncées.

4. N'est pas autorisée l'acceptation du legs universel fait par le sieur *Augustin Bourgoin*, suivant son testament olographe du 23 juillet 1845, en tant qu'il intéresse l'établissement de sœurs de la Charité d'Évron, fondée à Lavenay et reconnue par l'article 1^{er} du présent décret.

5. Les ministres de l'instruction publique et des cultes, et de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 12 Novembre 1850.

Signé **LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.**

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé **E. DE PARIEU.**

N° 2556. — **DÉCRET** qui autorise la fondation, dans la Commune du Bignon (Mayenne), d'un Établissement de Sœurs de la Charité.

Du 12 Novembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;

Vu l'acte notarié en date du 2 juin 1849, par lequel les sieur et dame *Datreil* et le sieur *Couanier de Launay* font donation à la commune du Bignon, pour l'établissement de deux sœurs de la Charité dépendant d'une congrégation approuvée par l'évêque du Mans, d'une maison située dans cette commune et d'une route de cinq cents francs;

Vu les certificats de vie des trois donateurs;

Vu la délibération du conseil municipal du Bignon, en date du 11 octobre 1849, tendant à obtenir l'approbation de cette donation;

Vu le procès-verbal d'expertise portant à quatre mille francs la valeur de l'immeuble donné;

Vu la délibération prise, le 6 décembre 1849, par le conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Charité à Évron, à l'effet d'obtenir l'autorisation de fonder, au Bignon, un établissement de sœurs de son ordre;

Vu le décret du 13 novembre 1810, qui a approuvé les statuts de cette congrégation, et lui a donné en même temps une existence légale;

Vu lesdits statuts;

Vu le procès-verbal de l'enquête à laquelle il a été procédé, le 4 novembre 1849, au Bignon;

Vu la délibération précitée du conseil municipal de cette commune, favorable à la formation d'un établissement de sœurs de la Charité d'Évron;

Vu les avis de l'évêque du Mans et du préfet de la Mayenne, en date des 7 et 11 février 1850;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, en date du 5 mars 1850;

Vu l'avis du conseil de l'Université, du 24 mai 1850;

Vu les lois des 2 janvier 1817, 24 mai 1825 et 18 juillet 1837;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu les ordonnances des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Le Conseil d'état (section d'administration) entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Charité existant à Évron (Mayenne), en vertu du décret du 13 novembre 1810, est autorisée à former, dans la commune du Bignon (même département), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres de cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés, pour la maison mère, par le même décret.

2. La commune du Bignon (Mayenne) est autorisée à accepter les donations à elle faites par les époux *Datreil* et le sieur *Couanier de Launay*,

1^o D'une maison avec dépendances estimée quatre mille francs;

2° D'une rente annuelle et perpétuelle de cinq cents francs, Pour servir à la formation et à l'entretien d'une école de filles dans ladite commune.

Le tout aux clauses et conditions d'un acte public du 2 juin 1849.

3. Les ministres de l'instruction publique et des cultes, et de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 12 Novembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2557. — DÉCRET qui lève le Séquestre mis sur le Chemin de fer de Paris à Sceaux.

Du 14 Novembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu notre arrêté en date du 29 décembre 1848 (1), qui place sous le séquestre le chemin de fer de Paris à Sceaux, et nomme M. l'ingénieur en chef *Baude* administrateur du séquestre;

Vu la loi du 6 avril 1850, qui autorise le prélèvement sur les fonds affectés aux travaux des chemins de fer, et jusqu'à concurrence de quarante mille francs, des sommes nécessaires pour assurer le service du chemin de fer de Paris à Sceaux, depuis le 1^{er} janvier jusqu'au 1^{er} novembre 1850;

Vu le rapport de l'administrateur du séquestre, en date du 5 octobre 1850, établissant quelle est la somme nécessaire pour assurer le service de l'exploitation jusqu'au 1^{er} janvier 1852;

Vu la lettre en date du 13 du présent mois, par laquelle le syndic de la liquidation judiciaire de la compagnie anonyme du chemin de fer de Paris à Sceaux, dûment autorisé à cet effet, demande à reprendre l'exploitation du chemin de fer, pour compte de la liquidation, et les pièces justificatives établissant qu'il dispose du fonds de roulement nécessaire pour assurer le service de l'exploitation jusqu'au 1^{er} janvier 1852;

Considérant que les motifs, qui avaient déterminé la mise du chemin de fer de Sceaux sous le séquestre n'existent plus,

(1) Bull. 129, n° 1112.

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Le séquestre mis sur le chemin de fer de Paris à Sceaux est levé.

En conséquence, le syndic de la liquidation judiciaire de la compagnie du chemin de Sceaux prendra l'administration de ce chemin.

2. La partie du fonds de quarante mille francs, mis à la disposition de l'administrateur du séquestre, qui n'a pas été employée avant le 1^{er} novembre courant au service de l'exploitation, fera retour au trésor.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 14 Novembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Par le Président de la République: le *Ministre des travaux publics*,

Signé BINEAU.

N° 2558. — *DÉCRET qui autorise la fondation, à Préveranges (Cher), d'un Établissement de Sœurs de la Charité.*

Du 20 Novembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Charité, à Bourges, tendant à obtenir l'autorisation de former un établissement de son ordre, à Préveranges, et d'accepter la donation de divers immeubles situés dans cette commune et d'un capital de vingt-quatre mille francs, qui lui a été faite dans ce but par la dame *Lepescheux*, veuve *Aufrère de la Preugne*, suivant acte notarié du 26 août 1841, modifié par un autre acte, en la même forme, du 26 octobre 1843;

Vu le décret du 16 février 1811 (1), qui a approuvé les statuts de la congrégation des sœurs de la Charité, à Bourges, et donné à cette congrégation une existence légale;

Vu les actes de donation précités;

Vu le certificat de vie de la donatrice, du 1^{er} août 1849;

Vu le procès-verbal d'expertise, portant à sept mille francs la valeur des immeubles donnés;

Vu les renseignements fournis par l'instruction sur la fortune de la donatrice, et sur celle de ses héritiers présomptifs;

Vu l'état de l'actif et du passif de la congrégation donataire, vérifié et certifié par le préfet du Cher;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Préveranges, du 2 au 9 octobre 1842;

Vu la délibération du conseil municipal de cette commune, du 28 mai 1849;

Vu les avis de l'archevêque de Bourges et du préfet du Cher, des 30 avril et 2 mai 1844, et 9 juillet 1849;

Et l'avis du ministre de l'intérieur, du 2 septembre 1845;

Vu l'avis du conseil supérieur de l'instruction publique, du 26 juillet 1850;

Vu les lois des 2 janvier 1817, 24 mai 1825 et 18 juillet 1837;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu les ordonnances des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Le Conseil d'état (section d'administration) entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Charité existant à Bourges (Cher), en vertu d'un décret du 16 février 1811, est autorisée à fonder, à Préveranges (même département), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge, par les membres dudit établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés, pour la maison mère, par le décret précité.

2. La supérieure générale des sœurs de la Charité établies à Bourges (Cher), et le maire de Préveranges (même département), sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, la donation, 1^o d'une maison et dépendances, d'un jardin et d'une ouche, contenant ensemble quarante-cinq ares cinquante-sept centiares, le tout situé à Préveranges et estimé sept mille francs; 2^o d'une somme de vingt-quatre mille francs; ladite donation faite à la congrégation par la dame *Jeanne-Antoinette Lepescheux*, veuve du sieur *Jean-Baptiste Aufrère de la Preagne*, suivant acte notarié du 26 août 1841, modifié, en ce qui touche les conditions et les charges, par un acte en la même forme, du 26 octobre 1843, sous l'obligation, notamment, de placer et d'entretenir, dans la maison précitée, trois sœurs du même ordre, dont la mission sera d'instruire gratuitement les filles et de soigner les malades indigents de la commune de Préveranges.

Ladite somme de vingt-quatre mille francs sera placée en rentes sur l'État.

3. Les ministres de l'instruction publique et des cultes, et de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de

(672)

l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 20 Novembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.



Certifié conforme :

Paris, le 29 * Novembre 1850,

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

IMPRIMERIE NATIONALE. — 29 Novembre 1850.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 328.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2559. — *TABEAU du prix moyen de l'hectolitre de Froment pour servir de régulateur aux Droits d'importation et d'exportation des Grains et Farines, conformément aux Lois des 15 Avril 1832 et 26 Avril 1833, arrêté le 30 Novembre 1850.*

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment (1).			PRIX moyen régulateur de la section.
1 ^{re} CLASSE.						
Unique.	Pyrénées-Or...					15 ^f 39 ^c
	Aude.....	Toulouse.....	13 ^f 85 ^c	13 ^f 65 ^c	13 ^f 62 ^c	
	Hérault.....	Gray.....	13 12	12 87	12 58	
	Gard.....	Lyon.....	15 32	15 40	15 36	
	Bouches-du-Rh.	Marseille.....	19 25	19 61	20 00	
	Var.....					
	Corse.....					
2 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Garonde.....					14 28
	Landes.....	Marans.....	14 30	13 83	13 83	
	B ^{tes} Pyrénées..	Bordeaux.....	15 17	15 13	15 12	
	H ^{tes} Pyrénées..	Toulouse.....	13 85	13 65	13 62	
	Ariège.....					
	Haute-Garonne.					
2 ^e	Jura.....					14 49
	Doubs.....	Gray.....	13 12	12 87	12 58	
	Ain.....	Saint-Laurent..	15 04	15 28	15 10	
	Isère.....	Le Grand-Lemps...	15 52	15 44	15 44	
	Hautes-Alpes..					
	Basses-Alpes...					
(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)						

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)

SECTION.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PREX DE L'HECTOLITRE			PREX
			de froment.			moyen régulier de la section.
3 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Haut-Rhin.....	Mulhouse.....	15' 62	15' 10	15' 39	15' 46
	Bas-Rhin.....	Strasbourg....	15 82	15 34	15 51	
2 ^e	Nord.....	Bergues.....	15 42	15 68	15 47	15 17
	Pas-de-Calais..	Arras.....	14 89	15 24	15 48	
	Somme.....	Roye.....	13 99	13 74	13 68	
	Seine-Infér....	Soissons.....	13 68	13 47	13 38	
	Eure.....	Paris.....	19 87	16 60	19 96	
	Calvados.....	Rouen.....	14 48	14 40	13 80	
3 ^e	Loire-Infér....	Saumur.....	13 00	13 00	12 40	13 72
	Vendée.....	Nantes.....	14 27	14 38	14 49	
	Charente-Infér.)	Marans.....	14 30	13 83	13 83	
4 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Moselle.....	Metz.....	11 91	11 67	11 47	12 50
	Meuse.....	Verdun.....	12 14	11 95	11 60	
	Ardennes.....	Charleville....	13 65	12 56	12 56	
	Aisne.....	Soissons.....	13 66	13 47	13 38	
2 ^e	Manche.....	Saint-Lô.....	13 30	15 09	15 45	13 89
	Ille-et-Vilaine.	Paimpol.....	12 72	12 64	12 82	
	Côtes-du-Nord.	Quimper.....	14 18	14 24	14 06	
	Finistère.....	Hennebon....	13 68	13 17	11 89	
	Morbihan.....	Nantes.....	14 27	14 38	14 49	

Arrêté par nous, Ministre Secrétaire d'état au département de l'Agriculture et du Commerce.

A Paris, le 30 Novembre 1850.

Signé Dumas.

N° 2560. — DÉCRET portant prorogation de la Chambre temporaire du Tribunal de première instance de Besançon.

Du 27 Novembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu l'ordonnance du 13 août 1841, portant création d'une chambre temporaire au tribunal de première instance de Besançon (Doubs) ;

Vu les ordonnances des 2 novembre 1842, 7 novembre 1843, 9 novembre 1844, 23 octobre 1845, 26 octobre 1846, 19 octobre 1847, l'arrêté du président du Conseil, chargé du pouvoir exécutif, en date du 11 novembre 1848, et le décret du 26 novembre 1849, qui ont successivement prorogé ladite chambre ;

Vu le rapport du procureur général près la cour d'appel de Besançon, en date du 5 octobre 1850, ensemble les documents joints audit rapport ;

Vu l'article 39 de la loi du 20 avril 1810 ;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre temporaire créée, par ordonnance du 13 août 1841, au tribunal de première instance de Besançon, et successivement prorogée jusqu'à ce jour, continuera à remplir ses fonctions pendant une année ; à l'expiration de ce temps, elle cessera de droit, s'il n'en a été autrement ordonné.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, à l'Elysée-National, le 27 Novembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

Certifié conforme :

Paris, le 1^{er} * Décembre 1850,

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. ROUHER.



* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

BULLETIN DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 329.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2561. — *Loi relative à la Convention d'Extradition conclue,
le 28 avril 1850, entre la France et la Saxe.*

Des 13, 21 et 27 Novembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le Président de la République est autorisé à ratifier, et, s'il y a lieu, à faire exécuter la Convention signée à Dresde, le 28 avril 1850, pour assurer l'extradition réciproque des malfaiteurs entre la France et la Saxe, et dont une copie authentique demeure annexée à la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 13, 21 et 27 Novembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), CHAPOT, BÉRENGER,
DE HECKEREN, PEUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

Convention d'extradition conclue, le 28 avril 1850, entre la République française et le Royaume de Saxe.

Le Président de la République française et Sa Majesté le Roi de Saxe, ayant jugé utile de régler par une Convention l'extradition réciproque des accusés ou condamnés réfugiés de l'un des deux États dans l'autre, ont, à cet effet, muni de leurs pleins pouvoirs spéciaux, savoir :

Le Président de la République française, M. Jean-Marie-Armand d'André, officier de l'ordre national de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre de François I^{er} de Naples, chevalier des ordres des saints Maurice et Lazare de Sardaigne, et de

Léopold de Belgique, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République près Sa Majesté le Roi de Saxe,

Et Sa Majesté le Roi de Saxe, M. le baron *Frédéric-Ferdinand de Beust*, grand'croix de l'ordre du Mérite, commandeur de première classe de l'ordre ducal des maisons de la branche Ernestine de Saxe, chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Prusse, son ministre d'état pour les affaires étrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Les Gouvernements français et saxon s'engagent par la présente Convention à se livrer réciproquement chacun, à l'exception de ses nationaux, les individus réfugiés de France en Saxe ou de Saxe en France, poursuivis ou condamnés par les tribunaux compétents pour l'un des crimes ci-après énumérés :

L'extradition aura lieu sur la demande que l'un des deux Gouvernements adressera à l'autre par voie diplomatique.

2. Les crimes à raison desquels cette extradition sera accordée sont :

1° Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, homicide volontaire, viol, attentat à la pudeur, consommé ou tenté avec violence;

2° Incendie;

3° Faux en écriture authentique, en écriture de commerce et en écriture privée, y compris la contrefaçon des billets de banque et effets publics, si les circonstances du fait imputé sont telles que, s'il était commis en France, il serait puni d'une peine afflictive et infamante;

4° Fabrication ou émission de fausse monnaie, contrefaçon ou altération de papier-monnaie, ou émission de papier-monnaie contrefait ou altéré;

5° Contrefaçon des poinçons de l'État servant à marquer les matières d'or et d'argent;

6° Faux témoignage dans les cas où, suivant la législation française, il entraîne peine afflictive et infamante;

7° Subornation de témoins;

8° Vol, lorsqu'il a été accompagné de circonstances qui lui impriment le caractère de crime d'après la législation française; abus de confiance domestique;

9° Soustractions commises par les dépositaires publics, mais seulement dans les cas où, suivant la législation française, elles sont punies de peines afflictives et infamantes;

9° Banqueroute frauduleuse.

3. Tous les objets saisis en la possession d'un prévenu, lors de son arrestation, seront livrés au moment où s'effectuera l'extradition, et cette remise ne se bornera pas seulement aux objets volés, mais comprendra tous ceux qui pourraient servir la preuve du crime.

4. Si l'individu réclamé est poursuivi ou se trouve détenu pour un crime ou délit qu'il a commis dans le pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait subi sa peine.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays, à raison d'obligations par lui contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sauf à la partie lésée poursuivre ses droits devant l'autorité compétente.

5. L'extradition ne sera accordée que sur la production soit d'un arrêt de condamnation, soit d'un mandat d'arrêt décerné contre l'accusé et expédié dans les formes prescrites par la législation du Gouvernement qui demande l'extradition, ou tout autre acte ayant au moins la même force que ce mandat, et indiquant également la nature et la gravité des faits poursuivis, ainsi que la disposition pénale applicable à ces faits. Il sera toujours ajouté foi entière au contenu des documents judiciaires qui seront produits conformément au présent article.

6. Chacun des deux Gouvernements contractants pourra, sur la production du mandat d'arrêt, demander à l'autre l'arrestation immédiate et provisoire de l'accusé ou du condamné dont il réclamera l'extradition. Cette arrestation ne sera accordée et n'aura lieu que suivant les règles prescrites par la législation du pays auquel elle sera demandée.

7. Si le prévenu ou le condamné n'est pas sujet de celui des deux États contractants qui le réclame, il ne pourra être livré qu'après que son Gouvernement aura été consulté et mis en demeure de faire connaître les motifs qu'il pourrait avoir de s'opposer à l'extradition.

Dans tous les cas, le Gouvernement saisi de la demande d'extradition restera libre de donner à cette demande la suite qui lui paraîtra convenable, et de livrer le prévenu pour être jugé, soit à son pays natal, soit au pays où le crime aura été commis.

8. L'extradition ne pourra avoir lieu que pour la poursuite et la punition des crimes communs. Il est expressément stipulé que le prévenu ou le condamné dont l'extradition aura été

accordée ne pourra être, dans aucun cas, poursuivi ou puni pour aucun crime ou délit politique antérieur à l'extradition ou pour aucun fait connexe à un semblable délit ou crime.

Dans le cas où le prévenu aurait commis un délit, outre le crime à raison duquel l'extradition sera accordée, l'État auquel il sera livré prendra l'engagement de ne pas le poursuivre pour ce délit, mais seulement pour le crime motivant l'extradition.

9. L'extradition ne pourra avoir lieu si, depuis les faits imputés, la poursuite ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié.

10. Les frais occasionnés par l'arrestation, la détention et le transport des extradés au lieu où la remise s'effectuera seront supportés par celui des deux États sur le territoire duquel les extradés auront été saisis.

11. La présente Convention ne sera exécutoire que dix jours après sa publication, dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

12. La présente Convention continuera à être en vigueur pendant dix années à compter de ce jour, et, passé ce délai, jusqu'à l'expiration de six mois après la déclaration contraire de la part de l'un des deux Gouvernements.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai de trois mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Dresde, en double original, le vingt-huitième jour du mois d'Avril de l'an de grâce mil huit cent cinquante.

(L. S.) Signé d'ANDRÉ.

(L. S.) Signé F. DE BEUST.

Pour copie conforme : *Le Ministre des affaires étrangères,*
Signé Général DE LARITTE.

Le Président et les Secrétaires de l'Assemblée nationale,
Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), CHAPOT, BÉRAUD,
DE HEECKEREN, PEUPIN.

N° 2562. — *Loi qui approuve un Échange d'immeubles conclu entre l'État et les Communes de la vallée de Barèges.*

Des 13, 21 et 27 Novembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit:
ARTICLE UNIQUE. L'échange, sans soule ni retour, conclu entre l'État et les communes de la vallée de Barèges, de deux pavillons dits *des Officiers*, contre l'hôtel Vergez, est approuvé.

sous les conditions insérées au contrat qui a été passé le 21 novembre 1849.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 13, 21 et 27 Novembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,
Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), CHAPOT, BÉRARD,
DE HEECKEREN, PRUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,
Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Signé E. ROUHER.

N° 2563. — *Loi qui approuve un Échange d'immeubles conclu entre l'État et l'Hospice civil de Grenoble.*

Des 13, 21 et 27 Novembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. L'échange de dix-neuf parcelles de pâturages, d'une contenance de cent cinquante-quatre hectares quatre-vingt-dix-sept ares, appartenant à l'hospice civil de Grenoble, et enclavés dans la forêt domaniale de la Grande-Chartreuse, contre treize parcelles de terrain contenant deux cent vingt-huit hectares quatre-vingt-dix ares, à prendre dans cette forêt, est approuvé sous les conditions stipulées dans l'acte intervenu, le 18 avril 1850, entre le préfet de l'Isère et la commission administrative de l'hospice.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 13, 21 et 27 Novembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,
Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), CHAPOT, BÉRARD,
DE HEECKEREN, PRUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,
Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Signé E. ROUHER.

N° 2564. — *Loi qui approuve un Échange d'immeubles conclu entre l'État et les Hospices de Douai.*

Des 13, 21 et 27 Novembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. L'échange d'un terrain d'une contenance de huit cent trente-neuf mètres trente-trois centimètres faisant

partie du domaine militaire et longeant les bâtiments de l'hôpital général de Douai, du côté du rempart, contre une portion de terrain contenant mille cinq cent soixante et dix-huit mètres à prendre dans une pièce de terre sise à Douai, en dehors de la porte de Valenciennes, et appartenant aux hospices de la même ville, est approuvé sans soulte ni retour, et sous les conditions énoncées dans l'acte administratif du 13 décembre 1849.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 13, 21 et 27 Novembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), CHAPOT, BÉRARD,
DE HEECKEREN, PEUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Signé E. ROUHER.

N° 2565. — *Loi qui autorise le département d'Eure-et-Loir à s'imposer extraordinairement.*

Du 28 Novembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit:

ARTICLE UNIQUE. Le département d'Eure-et-Loir est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, dans sa session de 1850, à s'imposer extraordinairement, en 1851, deux centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté à des subventions aux communes, pour des travaux extraordinaires sur les chemins vicinaux, et pour secours extraordinaires aux bureaux de bienfaisance.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Novembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), CHAPOT, BÉRARD,
DE HEECKEREN, PEUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Signé E. ROUHER.

N° 2566. — Lois relatives à des changements de Circonscriptions territoriales.

Du 28 Novembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LES LOIS dont la teneur suit :

PREMIÈRE LOI. (Corse.)

ART. 1^{er}. La limite entre les communes d'Altiani et de Focicchia, canton de Piedicorte, arrondissement de Corte, département de la Corse, est fixée suivant la rivière du Tavignano, le ruisseau de Simone et le liséré rouge carmin tracé sur le plan annexé à la présente loi, et aboutissant au sommet de Punta-Cerio.

En conséquence, les terrains teints en jaune audit plan sont attribués, savoir : les terrains au nord-est de la rivière de Tavignano, à la commune de Focicchia, et les terrains au sud-ouest de cette rivière, à la commune d'Altiani.

2. Les dispositions qui précèdent auropt lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions des réunions prononcées seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret du Président de la République.

DEUXIÈME LOI. (Finistère.)

ART. 1^{er}. La limite entre les communes de Plouzané et de Saint-Renan, canton de Saint-Renan, arrondissement de Brest, département du Finistère, est fixée dans la direction indiquée au plan annexé à la présente loi par les lignes A, B, C, D.

En conséquence, le territoire compris entre ces lignes et l'ancienne limite est distrait de la commune de Plouzané et réuni à celle de Saint-Renan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret du Président de la République.

TROISIÈME LOI. (Haute-Loire.)

ART. 1^{er}. La commune de Bas, chef-lieu de canton, arrondissement d'Yssingeaux, département de la Haute-Loire, est divisée en trois communes distinctes, dont les chefs-lieux sont

fixés à Bas, Malvallette et Valprivas, et qui en prendront le nom.

En conséquence, le territoire de la commune de Bas comprendra tous les terrains en blanc; le territoire de la commune de Malvallette, tous les terrains lavés en jaune, et le territoire de la commune de Valprivas, tous les terrains lavés en laque sur le plan annexé à la présente loi.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction ordonnée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret du Président de la République.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Novembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), CHAPOT, BLAN-
DE HEECKEREN, PEUPIN.

Les présentes lois seront promulguées et scellées du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.



Certifié conforme :

Paris, le 5^e Décembre 1850,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la
Justice,*

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 330.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2567. — *Loi sur la Correspondance télégraphique privée.*

Des 3 Juillet, 18 et 29 Novembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est permis à toutes personnes dont l'identité est établie, de correspondre, au moyen du télégraphe électrique de l'État, par l'entremise des fonctionnaires de l'administration télégraphique.

La transmission de la correspondance télégraphique privée est toujours subordonnée aux besoins du service télégraphique de l'État.

2. Les dépêches, écrites lisiblement, en langage ordinaire et intelligible, datées et signées des personnes qui les envoient, sont remises par elles ou par leurs mandataires au directeur du télégraphe, et transcrites dans leur entier, avec l'adresse de l'expéditeur, sur un registre à souche. Cette copie est signée par l'expéditeur ou par son mandataire, et par l'agent de l'administration télégraphique.

Sont exemptés de la transcription sur le registre à souche les articles destinés aux journaux et les dépêches relatives au service des chemins de fer.

3. Le directeur du télégraphe peut, dans l'intérêt de l'ordre public et des bonnes mœurs, refuser de transmettre les dépêches. En cas de réclamation, il en est référé, à Paris, au ministre de l'intérieur, et, dans les départements, au préfet ou au sous-préfet,

ou à tout autre agent délégué par le ministre de l'intérieur. Cet agent, sur le vu de la dépêche, statue d'urgence.

Si, à l'arrivée au lieu de destination, le directeur estime que la communication d'une dépêche peut compromettre la tranquillité publique, il en réfère à l'autorité administrative, qui a le droit de retarder ou d'interdire la remise de la dépêche.

4. La correspondance télégraphique privée peut être suspendue par le Gouvernement, soit sur une ou plusieurs lignes séparément, soit sur toutes les lignes à la fois.

5. Tout fonctionnaire public qui viole le secret de la correspondance télégraphique est puni des peines portées en l'article 187 du Code pénal.

6. L'État n'est soumis à aucune responsabilité à raison du service de la correspondance privée par la voie télégraphique.

7. Les dépêches télégraphiques privées sont soumises à la taxe suivante, qui est perçue au départ :

Pour une dépêche de un à vingt mots, il est perçu un droit fixe de trois francs, plus douze centimes par myriamètre.

Au-dessus de vingt mots, la taxe précédente est augmentée d'un quart pour chaque dizaine de mots ou fraction de dizaine excédant.

Sont comptées dans l'évaluation des mots l'adresse, la date et la signature.

Les chiffres sont comptés comme s'ils étaient écrits en toutes lettres.

Toute fraction de myriamètre est comptée comme un myriamètre.

Lorsqu'il sera établi un service de nuit, la taxe sera augmentée de moitié pour les dépêches transmises la nuit.

Le ministre de l'intérieur est autorisé à concéder des abonnements à prix réduit, pour la transmission des nouvelles qui se rapportent au service des chemins de fer.

8. En payant double taxe, les particuliers ont la faculté de recommander leurs dépêches. Toute dépêche recommandée est vérifiée par une répétition de la dépêche faite par le directeur destinataire.

9. Indépendamment des taxes ci-dessus spécifiées, il est perçu, pour le port de la dépêche, soit au domicile du destinataire, s'il réside au lieu de l'arrivée, soit au bureau de la poste aux lettres, un droit de cinquante centimes dans les départements, et de un franc pour Paris.

Si le destinataire ne réside pas au lieu d'arrivée, la dépêche sera transmise, sur la demande et aux frais de l'expéditeur, par exprès ou estafette. Les conditions de ce service seront fixées par le règlement à intervenir en vertu de l'article 11 de la présente loi.

10. Les dépêches sont transmises selon l'ordre d'inscription pour chaque destination.

L'ordre des transmissions, entre les diverses destinations, est réglé de manière à les servir utilement et également.

Toutefois, la transmission des dépêches dont le texte dépasserait cent mots peut être retardée pour céder la priorité à des dépêches plus brèves, quoique inscrites postérieurement.

Les dépêches relatives au service des chemins de fer, qui intéresseraient la sécurité des voyageurs, pourront, dans tous les cas, obtenir la priorité sur les autres dépêches.

11. La présente loi recevra son exécution à partir du 1^{er} mars 1851.

Le service de la correspondance télégraphique privée, les conditions nécessaires pour constater l'identité des personnes, et les dispositions réglementaires de la comptabilité seront réglés par un arrêté concerté entre le ministre de l'intérieur et le ministre des finances. Cet arrêté sera converti en un règlement d'administration publique dans l'année qui suivra la promulgation de la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 3 Juillet, 18 et 29 Novembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,
Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), CHAPOT, BÉRAUD;
DE HEECKEREN, PRUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,
Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Signé E. ROUHER.

N° 2568. — *Loi qui apporte des modifications au mode de Recrutement du Corps des Ingénieurs des Ponts et Chaussées.*

Des 2 Juillet et 30 Novembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A l'avenir, le corps des ingénieurs des ponts et chaus-

sées se recrutera en partie parmi les conducteurs embrigadés des ponts et chaussées.

2. L'admission des conducteurs dans le corps des ingénieurs a lieu à la suite de concours et d'examens publics. Nul n'est admis à concourir s'il n'a dix ans de service effectif à partir de sa nomination au grade de conducteur auxiliaire.

3. Le sixième des sujets nouveaux à admettre, chaque année, au grade d'ingénieur, sera pris parmi les conducteurs embrigadés ayant satisfait aux conditions du concours.

A défaut de conducteurs reconnus admissibles, les vacances seront attribuées aux élèves de l'école des ponts et chaussées.

4. La liste des conducteurs admis à concourir sera arrêtée, chaque année, par une commission composée des inspecteurs divisionnaires, d'après la comparaison des titres des candidats, et le résultat d'un examen préparatoire subi par eux au chef-lieu du département dans lequel ils résident.

5. Le concours a lieu à Paris devant une commission désignée par le ministre.

Le classement des candidats admissibles sera fait, par ordre de mérite, d'après le résultat des épreuves qu'ils auront subies.

6. La composition des commissions et les matières de l'examen et du concours seront déterminées par un règlement d'administration publique.

7. Sont abrogées toutes les dispositions des lois, décrets et ordonnances antérieurs, en ce qu'elles auraient de contraire à la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 2 Juillet, 20 et 30 Novembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé Général BÉDEAU, vice-président; ARNAUD (de l'Ariège), CHAPOT, BÉRNARD, DE HEECKEREN, PEUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2569. — Loi relative à un changement de Circonscription territoriale.

Du 30 Novembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire circonscrit par un liséré vert au plan annexé à la présente loi est distrait de la commune de Chazé-Henry, canton de Pouancé, arrondissement de Segré, département de Maine-et-Loire, et réuni à la commune de la Chapelle-Hullin, même canton.

En conséquence, la limite entre ces deux communes est fixée conformément au tracé indiqué audit plan par le liséré vert A, B, C.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret du Président de la République.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 30 Novembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé Général BEDEAU, vice-président; ARNAUD (de l'Ariège),
CHAPOT, BÉRAARD, DE HEECKEREN, PEUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2570. — Loi qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1850, des Crédits extraordinaires montant à la somme de douze millions trois cent soixante et douze mille huit cent quarante francs.

Du 2 Décembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre de l'exercice 1850, des crédits extraordinaires montant à la somme de douze millions trois cent soixante et douze mille huit cent

quarante francs (12,372,840^f), pour dépenses non prévues au budget.

Ces crédits sont répartis entre les divers chapitres du budget indiqués ci-après, savoir :

CHAP.	IV. — États majors.....	168,000 ^f
—	VIII. — Justice militaire.....	9,000
—	IX. — Solde et entretien des troupes.....	8,031,170
—	X. — Habillement et campement.....	681,470
—	XI. — Lits militaires.....	572,500
—	XII. — Transports généraux.....	59,710
—	XV. — Fourrages.....	2,824,550
—	XVI. — Matériel de l'artillerie (intérieur)...	26,340
—	XIV. — Matériel du génie (intérieur).....	,
TOTAL.....		12,372,840

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article ci-dessus, au moyen des ressources accordées par la loi de finances du 15 mai 1850.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 Décembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN ; ARNAUD (de l'Ariège), CHAPOT,
BÉRAUD, DE HEECKEREN, PEUPIR.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2571. — *DÉCRET qui autorise la fondation, à Quincieux (Rhône), d'un Établissement de Sœurs de Saint-Charles.*

Du 20 Novembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes :
Vu les délibérations, en date des 27 avril et 22 mai 1845, par lesquelles le conseil municipal de la commune de Quincieux et le conseil d'administration de la congrégation des sœurs de Saint-Charles, à Lyon, demandent l'autorisation d'accepter, savoir : 1° conjointement, le legs d'une maison avec jardin, fait par la dame veuve Tissot, à la commune de Quincieux, à la charge d'y établir des religieuses

enseignantes, qui seront prises de préférence dans la congrégation des sœurs de Saint-Charles; 2° la congrégation seule, le legs d'objets mobiliers, fait par la même testatrice aux religieuses tenant l'école le Quincieux;

Vu la délibération du conseil d'administration de la congrégation des sœurs de Saint-Charles, en date du 24 mai 1845, tendant à obtenir la reconnaissance légale de l'établissement de cet ordre, existant le fait à Quincieux;

Vu le décret du 22 octobre 1810 (1), qui a approuvé les statuts de cette congrégation, et celui du 12 janvier 1813 (2), qui lui a donné une existence légale;

Vu le testament notarié de la dame veuve *Tissut*, en date du 11 mai 1844, et son codicille olographe, en date du 30 décembre suivant;

Vu l'acte de décès de la testatrice, en date du 10 février 1845;

Vu l'acte notarié, en date du 9 mai 1845, par lequel les héritiers de la testatrice consentent à la délivrance des legs précités;

Vu les procès-verbaux d'expertise portant à trois mille cinq cents francs la valeur des immeubles légués à la commune, et à trente-quatre francs celle des objets mobiliers laissés aux sœurs;

Vu les états de l'actif et du passif de la congrégation des sœurs de Saint-Charles, à Lyon, et de l'établissement du même ordre, existant de fait à Quincieux; lesdits états vérifiés et certifiés par le préfet du Rhône;

Vu l'avis, en date du 19 octobre 1845, du conseil municipal de Quincieux, sur la demande en autorisation de cet établissement;

Vu, sur le même objet, le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo* à laquelle il a été procédé à Quincieux;

Vu les avis de l'archevêque de Lyon et du préfet du Rhône, en date des 7 mai et 24 juillet 1846;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, en date du 4 décembre 1846;

Vu l'avis du conseil supérieur de l'instruction publique, en date du 29 juillet 1850;

Vu les lois des 2 janvier 1817, 24 mai 1825 et 18 juillet 1837;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu les ordonnances des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Le Conseil d'état (section d'administration) entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de Saint-Charles, existant à Lyon (Rhône), en vertu du décret du 12 janvier 1813, est autorisée à fonder à Quincieux (même département) un

(1) 1^{re} série, Bull. 329, n° 6140.

(2) 1^{re} série, Bull. 475, n° 8691.

ment aux statuts approuvés, pour la maison mère, par ordonnance du 3 janvier 1827.

2. Le maire de la commune de Trosly-Loire (Aisne) et la supérieure générale de la congrégation des sœurs de l'Enfant-Jésus à Soissons (même département) sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, aux charges, clauses et conditions imposées, la donation faite à ladite commune par la dame *Aimée-Sophie-Caroline Benoist de Montdescourt*, veuve du sieur *Joachim-Auguste Collet*, suivant acte notarié du 20 mars 1849, et consistant, 1° en une maison avec plusieurs bâtiments, un jardin et autres dépendances, située à Trosly-Loire, contenant huit ares trente-deux centiares, et estimée quatre mille cent dix-sept francs, qui sera affectée à une école pour les jeunes filles, sous la direction des sœurs de la congrégation précitée; 2° dans le mobilier existant dans cette maison, et évalué six cents francs; 3° en une rente de six cent vingt francs, destinée, jusqu'à concurrence de six cents francs, au traitement des sœurs institutrices.

En cas de remboursement de ladite rente, le capital en provenant sera employé en achat de rentes sur l'État.

3. Les ministres de l'instruction publique et des cultes, et de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 23 Novembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2573. — DÉCRET qui autorise la fondation, à Montberon (Haute-Garonne), d'un Établissement de Filles de la Croix, dites Sœurs de Saint-André.

Du 23 Novembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes:

Vu la demande de l'archevêque de Toulouse, et la délibération du conseil d'administration de la congrégation des Filles de la Croix, dites sœurs de Saint-André, en date des 10 janvier 1848 et 4 septembre 1849, tendant à obtenir l'autorisation d'accepter la donation d'une maison avec jardin et dépendances, du mobilier qu'elle ren-

ferme et d'une rente de neuf cents francs faite, par M. Bibent, à la congrégation précitée et à l'archevêque de Toulouse, à la charge, par la congrégation, de fonder, à Montberon, un établissement de son ordre; la délibération tendant, en outre, à faire autoriser la fondation de cet établissement;

Vu les statuts de cette congrégation, et l'ordonnance du 30 avril 1826 (1), qui les a approuvés;

Vu l'ordonnance du 28 mai 1826 (2), qui a autorisé la congrégation des Filles de la Croix à la Puye (Vienne);

Vu l'acte notarié, en date du 20 janvier 1848, constatant la donation de M. Bibent;

Vu le certificat de vie du donateur, en date du 21 décembre 1847;

Vu l'acte notarié, en date du 10 décembre 1849, contenant l'état descriptif et estimatif des meubles compris dans la donation, et dont la valeur s'élève à huit cent quatre-vingt-cinq francs vingt-cinq centimes;

Vu le procès-verbal d'expertise portant à cinq mille francs la valeur des immeubles donnés;

Vu l'état de l'actif et du passif de la congrégation donataire, vérifié et certifié par le préfet de la Vienne;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Montberon le 18 juin 1848;

Vu l'avis du conseil municipal de cette commune, en date du 21 juin 1848;

Vu les avis de l'archevêque de Toulouse, de l'évêque de Poitiers et des préfets de la Haute-Garonne et de la Vienne;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur;

Vu l'avis du conseil supérieur de l'instruction publique;

Vu les lois des 2 janvier 1817, 24 mai 1825 et 18 juillet 1837;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu les ordonnances des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Le Conseil d'état (section d'administration) entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La congrégation des filles de la Croix, dites *sœurs de Saint-André*, existant à la Puye (Vienne), en vertu de l'ordonnance du 28 mai 1826, est autorisée à fonder, à Montberon (Haute-Garonne), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge par les membres dudit établissement de se conformer exactement aux statuts approuvés, pour la maison mère, par ordonnance du 30 avril 1826.

2. La supérieure générale de la congrégation des filles de la

(1) VIII^e série, Bull. 89, n° 2991.

(2) VIII^e série, Bull. 95, n° 3139.

Croix, dites *sœurs de Saint-André*, à la Puye (Vienne), l'archevêque de Toulouse (Haute-Garonne), tant en son nom qu'en celui de ses successeurs, et le maire de la commune de Montberon (même département), sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, aux charges, clauses et conditions imposées, la donation, 1° d'une maison avec jardin et dépendances, située à Montberon et estimée cinq mille francs; 2° du mobilier existant dans cette maison, décrit et évalué, dans un acte notarié du 10 décembre 1849, à huit cent quatre-vingt-cinq francs vingt-cinq centimes; 3° d'une rente annuelle de neuf cents francs au capital de vingt-quatre mille francs; ladite donation faite à la congrégation précitée et à l'archevêque de Toulouse par le sieur *Jacques-Auguste Bibent*, suivant acte notarié en date du 20 décembre 1847, aux clauses et conditions y énoncées, et notamment à la charge par la congrégation de placer et d'entretenir à Montberon trois sœurs de son ordre qui instruiront chrétiennement et gratuitement les jeunes filles pauvres de la paroisse de Montberon et des communes environnantes, visiteront et soigneront les malades de la commune de Montberon.

En cas de remboursement de la rente de neuf cents francs, le capital en provenant sera employé en achat de rentes sur l'État.

3. Les ministres de l'instruction publique et des cultes, et de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 23 Novembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIET.

N° 2574. — DÉCRET qui établit un Conseil de Prud'hommes à Toulouse.

Du 25 Novembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce;

Vu la loi du 18 mars 1806, le décret du 11 juin 1809, modifié le 20 février 1810 (1), et celui du 27 mai 1848 (2);

(1) IV^e série, Bull. 272, n° 5254.

(2) X^e série, Bull. 39, n° 436.

ferme et d'une rente de neuf cents francs faite, par M. Bibent, à la congrégation précitée et à l'archevêque de Toulouse, à la charge, par la congrégation, de fonder, à Montberon, un établissement de son ordre; la délibération tendant, en outre, à faire autoriser la fondation de cet établissement;

Vu les statuts de cette congrégation, et l'ordonnance du 30 avril 1826 (1), qui les a approuvés;

Vu l'ordonnance du 28 mai 1826 (2), qui a autorisé la congrégation des Filles de la Croix à la Puye (Vienne);

Vu l'acte notarié, en date du 20 janvier 1848, constatant la donation de M. Bibent;

Vu le certificat de vie du donateur, en date du 21 décembre 1847;

Vu l'acte notarié, en date du 10 décembre 1849, contenant l'état descriptif et estimatif des meubles compris dans la donation, et dont la valeur s'élève à huit cent quatre-vingt-cinq francs vingt-cinq centimes;

Vu le procès-verbal d'expertise portant à cinq mille francs la valeur des immeubles donnés;

Vu l'état de l'actif et du passif de la congrégation donataire, vérifié et certifié par le préfet de la Vienne;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, qui a eu lieu à Montberon le 18 juin 1848;

Vu l'avis du conseil municipal de cette commune, en date du 21 juin 1848;

Vu les avis de l'archevêque de Toulouse, de l'évêque de Poitiers et des préfets de la Haute-Garonne et de la Vienne;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur;

Vu l'avis du conseil supérieur de l'instruction publique;

Vu les lois des 2 janvier 1817, 24 mai 1825 et 18 juillet 1837;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu les ordonnances des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Le Conseil d'état (section d'administration) entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La congrégation des filles de la Croix, dites *sœurs de Saint-André*, existant à la Puye (Vienne), en vertu de l'ordonnance du 28 mai 1826, est autorisée à fonder, à Montberon (Haute-Garonne), un établissement de sœurs de son ordre, à la charge par les membres dudit établissement de se conformer exactement aux statuts approuvés, pour la maison mère, par ordonnance du 30 avril 1826.

2. La supérieure générale de la congrégation des filles de la

(1) VIII^e série, Bull. 89, n° 2991.

(2) VIII^e série, Bull. 95, n° 3139.

2. La juridiction du conseil de prud'hommes de Toulouse s'étendra à toutes les industries désignées dans l'article précédent, et dont le siège sera situé dans les quatre cantons de Toulouse.

Seront, en conséquence, justiciables de ce conseil tous les fabricants, chefs d'atelier, contre-maîtres, ouvriers et apprentis appartenant auxdites industries, quel que soit, d'ailleurs, le lieu de leur domicile ou de leur résidence.

3. Le ministre de l'agriculture et du commerce et le ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au Moniteur.

Fait à l'Élysée-National, le 25 Novembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé DUMAS.



Certifié conforme :

Paris, le 8^e Décembre 1850,

Le Garde des Sceaux Ministre de la Justice,

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.





BULLETIN DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 331.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2575. — *Loi portant approbation du décret du 15 octobre 1850, qui a ouvert un Crédit extraordinaire pour le payement du Subside consenti en faveur du Gouvernement oriental.*

Du 4 Décembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Est approuvé le décret, en date du 15 octobre 1850 (1), par lequel il a été ouvert au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1850, un crédit extraordinaire de six cent mille francs (600,000^f), destiné à assurer le payement, pendant le deuxième semestre de 1850, du subside mensuel consenti, à titre d'avances, en faveur du Gouvernement oriental, par la convention du 12 juin 1848.

Le crédit extraordinaire ci-dessus sera porté au chapitre spécial ouvert au budget du ministère des affaires étrangères sous le titre de *Subside au Gouvernement oriental*.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources accordées par la loi du budget de 1850.

• Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 Décembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé L. FAUCHER, vice-président; ARNAUD (de l'Ariège),
CHAPOT, BÉRARD, DE HEECKEREN, PEUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République, — — —

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

(1) Bull. 317, n° 2481.

N° 2576. — *Loi portant allocation d'un Crédit extraordinaire de 8,460,000 francs, pour dépenses non prévues aux Budgets de 1850 et 1851 (Ministère de la Guerre).*

Du 5 Décembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA RÉOLUTION ET LA LOI suivantes :

RÉSOLUTION.

L'Assemblée nationale, convaincue que, dans les questions qui divisent en ce moment l'Allemagne, la politique de neutralité, telle qu'elle est exprimée et définie dans le Message du Président de la République, en date du 12 novembre dernier, est la seule qui convienne à la France, passe à la discussion des articles.

LOI.

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, pour dépenses non prévues au budget, un crédit extraordinaire de huit millions quatre cent soixante mille francs (8,460,000^f);

Savoir :

Au titre de 1850, un million six cent vingt mille francs (1,620,000^f); au titre de 1851, six millions huit cent quarante mille francs (6,840,000^f).

2. Ces crédits sont répartis entre les divers chapitres du budget indiqués ci-après, savoir :

EXERCICE 1850.

CHAP. IX.	Solde et entretien des troupes.....	1,364,100 ^f
— X.	Habillement et campement.....	120,000
— XI.	Lits militaires.....	58,300
— XII.	Transports généraux.....	72,160
— XXI.	Matériel de l'artillerie. (Intérieur.).....	5,340
TOTAL.....		<u>1,620,000</u>

EXERCICE 1851.

CHAP. IX.	Solde et entretien des troupes.....	5,665,100
— X.	Habillement et campement.....	720,000
— XI.	Lits militaires.....	349,800
— XII.	Transports généraux.....	72,960
— XXI.	Matériel de l'artillerie. (Intérieur.).....	32,040
TOTAL.....		<u>6,840,000</u>

3. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article ci-dessus au moyen des ressources accordées par la loi de finances

du 19 mai 1850, pour l'exercice 1850, et par celle du 7 août 1850, pour l'exercice 1851.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 5 Décembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), CHAPOT, BÉRARD,
DE HEECKEREN, PEUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2577. — *DÉCRET qui modifie la composition du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.*

Du 2 Décembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce;

Vu la loi du 18 mars 1806, le décret du 11 juin 1809, modifié le 20 février 1810 (1), l'ordonnance du 4 juillet 1821 (2), et le décret du 27 mai 1848 (3);

Vu l'avis de la chambre de commerce de Lille, ainsi que les propositions du préfet du Nord;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le conseil de prud'hommes de Tourcoing sera désormais composé ainsi qu'il suit :

CATÉGORIES.	INDUSTRIES.	PATRONS.	OUVRIERS.
1 ^{re}	Filature du lin et du coton.....	2	2
2 ^e	Peignage de la laine, filature de la laine peignée, filature de la laine cardée.....	2	2
3 ^e	Tissage et teinture.....	2	2
4 ^e	Constructions mécaniques, tanneries, savonneries, raffineries, sucreries, fabriques de produits chimiques, huileries, brasseries, briquetiers, serruriers, poêliers, couteliers, maréchaux ferrants, chaudronniers, plombiers, charpentiers, menuisiers, maçons, tailleurs de pierre, plafonneurs, vitriers, peintres, tapissiers, ébénistes, charrons, carrossiers, tonneliers, imprimeurs, boulangers, cordonniers, tailleurs d'habits.....	2	2
		16	

(1) 1^{re} série, Bull. 272, n° 5254.

(2) VII^e série, Bull. 468, n° 11,061.

(3) X^e série, Bull. 39, n° 436.

2. Le ministre de l'agriculture et du commerce et le ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Moniteur et inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 2 Décembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,
Signé DUMAS.

N° 2578. — DÉCRET qui modifie la composition du Conseil de Prud'hommes d'Évreux.

Du 2 Décembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce;

Vu l'ordonnance du 2 février 1836 (1), qui a établi un conseil de prud'hommes à Évreux;

Vu la loi du 18 mars 1806, le décret du 11 juin 1809, modifié le 20 février 1810 (2), et le décret du 27 mai 1848 (3);

Vu la délibération de la chambre consultative d'arts et manufactures d'Évreux, ainsi que les propositions du préfet de l'Eure;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le conseil de prud'hommes établi à Évreux sera désormais composé ainsi qu'il suit :

CATÉGORIES.	INDUSTRIES.	PATRONA.	OUVRIERS.
1 ^{re}	Entrepreneurs de travaux publics et de bâtiments, briquetiers, tailleurs de pierres, chauxfourniers, marchands de plâtre, maçons, charpentiers, scieurs de long et à la mécanique, couvreurs, serruriers, menuisiers, peintres, mécaniciens, tourneurs sur métaux, forgerons, maréchaux, taillandiers, charrons et carrossiers, ferblantiers et lampistes, chaudronniers et poêliers.....	2	1
2 ^e	Horlogers et orfèvres, ébénistes, couteliers, armuriers, fabricants de quincaillerie, imprimeurs, lithographes, relieurs, cartonniers, fabricants de chaises, tourneurs en bois, tonneliers, brasseurs, meuniers, boulangers, bouchers, charcutiers, pâtisseries, tailleurs, chapeliers, bottiers et cordonniers, bonnetiers.....	2	1
3 ^e	Filateurs, retordeurs, blanchisseurs, teinturiers, fabricants de couteils, fabricants de bonneterie, fabricants de laines à tisser et de rots, foulonniers, meuniers à tan, toiliers, tanneurs, chamoiseurs, corroyeurs, mégissiers.....	3	3
14			

(1) ix^e série, Bull. 405, n° 6163.

(2) iv^e série, Bull. 272, n° 5254.

(3) x^e série, Bull. 39, n° 436.

2. Le ministre de l'agriculture et du commerce et le ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Moniteur* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à l'Élysée-National, le 2 Décembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé DUMAS.

N° 2579. — DÉCRET qui modifie la composition du Conseil de Prud'hommes de Villefranche (Rhône).

Du 2 Décembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce,

Vu la loi du 18 mars 1806, le décret du 11 juin 1809, modifié le 20 février 1810 (1), le décret du 3 août 1810 (2) et celui du 27 mai 1848 (3), l'ordonnance du 1^{er} mars 1832 (4);

Vu la délibération du conseil municipal de Villefranche, en date du 9 février 1850, l'avis de la chambre de commerce de Lyon, et les propositions du préfet du Rhône;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le conseil de prud'hommes institué à Villefranche (Rhône) sera composé ainsi qu'il suit :

CATÉGORIES.	INDUSTRIES.	PATRONS.	OUVRIERS.
1 ^{re}	Filature et tissage.....	2	3
2 ^e	Teinture et apprêt, impression sur étoffes et gravures pour impression sur étoffes.....	2	2
3 ^e	Tanneurs, corroyeurs, chamoiseurs.....	1	1
10			

(1) 14^e série, Bull. 272, n° 5254.

(2) 14^e série, Bull. 307, n° 5843.

(3) x^e série, Bull. 39, n° 436.

(4) 14^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 145, n° 4084.

2. La juridiction du conseil de prud'hommes de Villefranche s'étendra sur les fabricants, chefs d'atelier, contre-maitres, ouvriers et apprentis travaillant pour les établissements du canton dans lesquels s'exercent les industries mentionnées à l'article premier.

3. Le ministre de l'agriculture et du commerce et le ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au Moniteur.

Fait à l'Élysée-National, le 2 Décembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé DUMAS.

N° 2580. — *DÉCRET qui modifie la composition du Conseil de Prud'hommes de Saint-Quentin.*

Du 2 Décembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce;

Vu la loi du 18 mars 1806, le décret du 21 décembre 1808 (1), celui du 11 juin 1809, modifié le 20 février 1810 (2), l'ordonnance du 10 décembre 1845 (3) et le décret du 27 mai 1848 (4);

Vu l'avis du conseil de prud'hommes de Saint-Quentin, celui de la chambre consultative d'arts et manufactures de la même ville, ainsi que les propositions du préfet de l'Aisne;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le conseil de prud'hommes de Saint-Quentin sera désormais composé ainsi qu'il suit :

(1) IV^e série, Bull. 220, n° 4031.

(2) IV^e série, Bull. 272, n° 5254.

(3) IX^e série, Bull. 1263, n° 12,481.

(4) X^e série, Bull. 39, n° 436.

CATÉGORIES.	INDUSTRIES.	PATRONS.	OUVRIERS.
1 ^{re}	Fabricants de fils et tissus de tous genres, tulles, broderies, bandes festonnées, effileurs de tulles, épeutisseurs, rotiers, mouliniers, metteurs en cartes, piqueurs de dessins, dessinateurs, apprêteurs, blanchisseurs, grilleurs, découpeurs, teinturiers, imprimeurs sur étoffes, fabricants de bas.	4	4
2 ^e	Fabricants d'huile, de savon, d'amidon, de gaz, de sucre, de chendelles, raffineurs, distillateurs, brasseurs, meuniers, tanneurs, corroyeurs.....	1	1
3 ^e	Fonderies, scieries mécaniques, constructeurs-mécaniciens, tourneurs en bois et en métaux, modelers, chaudronniers, ferblantiers, serruriers, poêliers, plombiers, armuriers, couteliers, maréchaux ferrants.....	1	1
4 ^e	Entrepreneurs de bâtiments, maçons, charpentiers, menuisiers, couvreur, marbriers, tailleurs de pierres, peintres, vitriers, plafonneurs, briquetiers, chauffourniers, paveurs..	1	1
5 ^e	Tapisiers, ébénistes, tonneliers, tailleurs d'habits, chapeliers, cordonniers, brossiers, vanniers, selliers, carrossiers, bourrelliers, charrons, cordiers, imprimeurs typographes, imprimeurs lithographes, fabricants de registres....	1	1
		16	

2. Le ministre de l'agriculture et du commerce et le ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Moniteur et inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 2 Décembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé DUMAS.

N° 2581. — *DÉCRET qui établit, à Montereau-Faut-Yonne (Seine-et-Marne), une Chambre consultative des arts et manufactures.*

Du 5 Décembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce;

Vu la loi du 22 germinal et l'arrêté du 10 thermidor an XI (1), l'ordonnance du 16 juin 1832 (2), l'arrêté du 19 juin 1848 (3) et la délibération du conseil municipal de Montereau, en date du 19 mai 1850,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est établi une chambre consultative des arts et

(1) III^e série, Bull. 300, n° 3016.

(2) IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 167, n° 4256.

(3) X^e série, Bull. 67, n° 660.

manufactures dans la ville de Montereau-Faut-Yonne (Seine-et-Marne).

2. La circonscription électorale de cette chambre comprendra l'arrondissement de Fontainebleau.

3. Le ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 5 Décembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé DUMAS.



Certifié conforme :

Paris, le 12^e Décembre 1850,

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 332*.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Egalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

* 2582. — *DÉCRET portant répartition du Crédit accordé, sur l'exercice 1851, par la Loi du 29 juillet 1850, pour les dépenses classées au Budget du Département des Finances.*

Du 3 Décembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi de finances du 29 juillet 1850 (état A), qui affecte un crédit de six cent cinquante-six millions huit cent quatre-vingt-onze mille trois cent vingt francs aux dépenses des divers services du ministère des finances pendant l'année 1851 ;

Vu les articles 35 et 38 du règlement général du 31 mai 1838, sur la comptabilité publique ;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le crédit de six cent cinquante-six millions huit cent quatre-vingt-onze mille trois cent vingt francs (656,891,320^f), accordé sur l'exercice 1851, par la loi du 29 juillet 1850, pour les dépenses classées au budget du département des finances, demeure réparti conformément à l'état ci-annexé.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Elysée-National, le 3 Décembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Par le Président de la République : le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

* Voyez un Errata à la fin de ce Numéro.

X^e Série.

*Répartition des Crédits ouverts au Ministre des finances, par la loi du 29 Juillet 1850
(Etat A), pour les Dépenses de l'exercice 1851.*

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.	MONTANT DES CRÉDITS	
	par chapitre.	par service.
	fr.	l.
1^{re} PARTIE.		
DETTE PUBLIQUE.		
I^{re} SECTION. — Dette consolidée et amortissement.		
CHAPITRE I ^{er} . — Rentes 5 p. 0/0.		
Art. unique. Arrérages annuels.....	187,188,592	
CHAPITRE II. — Rentes 4 1/2 p. 0/0.		
Art. unique. Arrérages annuels.....	895,302	
CHAPITRE III. — Rentes 4 p. 0/0.		
Art. unique. Arrérages annuels.....	2,372,911	
CHAPITRE IV. — Rentes 3 p. 0/0.		
Art. unique. Arrérages annuels.....	52,554,830	
CHAPITRE V. — Fonds d'amortissement.		
Art. unique. Dotation annuelle.....	243,010,635	307,329,160
	64,818,825	
II^{re} SECTION. — Emprunts spéciaux pour canaux et travaux divers.		
CHAPITRE VI. — Intérêts et primes des emprunts à rembourser par le trésor.		
Art. 1 ^{er} . Divers canaux et rivière d'Oise. (Loi du 5 août 1824.)..	1,355,447	
— 2. Divers canaux et navigation du Tarn. (Loi du 14 août 1822.).....	4,043,172	5,398,619
CHAPITRE VII. — Amortissement des emprunts à rembourser par le trésor.		
Art. 1 ^{er} . Divers canaux et rivière d'Oise. (Loi du 5 août 1827.)..	919,553	
— 2. Divers canaux et navigation du Tarn. (Loi du 14 août 1822.).....	2,742,128	3,661,681
III^{re} SECTION. — Intérêts de capitaux remboursables à divers titres.		
CHAPITRE VIII. — Intérêts de capitaux de cautionnements.		
Art. unique. Intérêts annuels.....	7,000,000	
CHAPITRE IX. — Intérêts de la dette flottante du trésor.		
Art. unique. Intérêts annuels.....	22,000,000	25,000,000
IV^{re} SECTION. — Dette viagère.		
CHAPITRE X. — Donaire de S ^{te} la Duchesse d'Orléans.		
Art. unique. Donaire annuel.....	300,000	
CHAPITRE XI. — Rentes viagères.		
Art. unique. Arrérages annuels.....	1,800,000	
A REPORTER.....		
	2,100,000	365,729,160

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.	MONTANT DES CRÉDITS	
	par chapitre.	par service.
	fr.	fr.
REPORT.....	2,100,000	345,789,760
CHAPITRE XII. — <i>Pensions de l'ancienne pairie.</i>		
t. unique. Arrérages annuels.....	365,000	
CHAPITRE XIII. — <i>Pensions civiles. (Décret du 13 septembre 1806.)</i>		
t. unique. Arrérages annuels.....	1,400,000	
CHAPITRE XIV. — <i>Pensions à titre de récompense nationale.</i>		
t. unique. Arrérages annuels.....	303,000	
CHAPITRE XV. — <i>Pensions militaires.</i>		
t. unique. Arrérages annuels.....	88,000,000	
CHAPITRE XVI. — <i>Pensions ecclésiastiques.</i>		
t. unique. Arrérages annuels.....	288,000	45,365,000
CHAPITRE XVII. — <i>Pensions de donateurs déposés.</i>		
t. unique. Arrérages annuels.....	1,171,000	
CHAPITRE XVIII. — <i>Pensions accordées sur la caisse de veuvages de l'ancienne liste civile.</i>		
t. unique. — Subvention.....	600,000	
CHAPITRE XIX. — <i>Pensions et indemnités accordées à des employés réformés de divers ministères.</i>		
rt. 1 ^{re} . (Loi du 1 ^{er} mai 1822.).....	436,000	
rt. 2. (Décret du 5 mai 1848.).....	347,000	783,000
CHAPITRE XX. — <i>Subvention à la caisse des retraites des employés de l'ancienne Chambre des pairs.</i>		
rt. unique. Subvention.....	50,000	
CHAPITRE XXI. — <i>Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile.</i>		
rt. unique. Secours annuels.....	300,000	
TOTAL de la I ^{re} Partie.....		391,154,760
II ^e PARTIE.		
DOTATIONS.		
CHAPITRE XXII. — <i>Assemblée nationale.</i>		
rt. unique. Indemnités aux représentants et dépenses administratives.....	7,744,620	7,744,620
CHAPITRE XXIII. — <i>Pouvoir exécutif.</i>		
rt. 1 ^{re} . Traitement du Président de la République.....	600,000	
— 2. Frais de représentation du Président de la République. .	600,000	
— 3. Traitement du vice-président de la République.	48,000	1,248,000
CHAPITRE XXIV.		
(Pour mémoire.)		
TOTAL de la II ^e Partie.....		8,992,620

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.		MONTANT DES CRÉDITS	
		par chapitre.	par service.
III^e PARTIE.		fr.	k.
SERVICE GÉNÉRAL.			
COUR DES COMPTES.			
CHAPITRE XXV. — Personnel.			
Art. 1 ^{er} . Traitements des magistrats.....	447,000 ^f	956,100	1,011,700
— 2. Préciput et récompenses des conseillers référendaires.....	375,000		
— 3. Traitements des employés.....	134,100		
CHAPITRE XXVI. — Matériel.			
Art. 1 ^{er} . Fournitures de bureau, impressions, etc.....	11,200	59,600	
— 2. Chauffage et éclairage.....	28,000		
— 3. Habillement des gens de service.....	3,900		
— 4. Entretien et achat de mobilier et réparations intérieures..	10,800		
— 5. Menues dépenses et dépenses accidentelles, frais divers et secours.....	5,700		
ADMINISTRATION CENTRALE DES FINANCES.			
CHAPITRE XXVII. — Personnel.			
Art. 1 ^{er} . Traitement du ministre.....	48,000	5,036,800	5,927,100
Art. 2. (Ministère..... 2,101,300 ^f			
Traitements (Enregistrement et domaines..... 481,100			
des (Forêts..... 217,400			
bureaux. (Douanes..... 341,500	4,365,300		
(Contributions indirectes et tabacs.... 550,500			
(Postes..... 571,200			
(Monnaies et médailles..... 103,300			
Art. 3. Salaires des agents attachés au service intérieur du ministère.....	171,000		
Art. 4. (Ministère des finances..... 60,000			
Indemnités diverses. (Administration des postes..... 5,000	68,500		
des douanes..... 3,500			
Art. 5. Traitements de l'inspection générale des finances.....	374,000		
CHAPITRE XXVIII. — Matériel.			
Art. 1 ^{er} . Fournitures de bureau.....	50,000	613,000	
— 2. Impressions et lithographies.....	250,000		
— 3. Chauffage.....	90,000		
— 4. Éclairage.....	55,000		
— 5. Entretien et renouvellement du mobilier.....	35,000		
— 6. Entretien et réparation des bâtiments.....	75,000		
— 7. Habillement des gens de service.....	25,000		
— 8. Menues dépenses et dépenses accidentelles et imprévues...	33,000		
CHAPITRE XXIX. — Dépenses diverses.			
Art. 1 ^{er} . Frais de tournées des agents de l'inspection générale des finances.....	176,000	287,660	
— 2. Frais judiciaires et condamnations.....	20,000		
— 3. Secours aux veuves et orphelins d'employés décédés sans avoir droit à pension, et secours accidentels à divers..	25,000		
— 4. Frais de bureau de la commission de la caisse de vétérance et des secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile.....	16,400		
— 5. Indemnités spéciales de réforme à des agents qui n'avaient pas droit à pension au moment de la suppression de leur emploi.....	50,260		
À REPORTER.....			6,944,160

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.		MONTANT DES CRÉDITS.	
		par chapitre.	par service.
		fr.	fr.
RAPPORT.....			6,943,160
CHAPITRE XXIX bis. — Subvention aux caisses de retraites de l'administration des finances.			
1. unique. Subvention annuelle.....		11,455,000	11,455,000
MONNAIES ET MÉDAILLES.			
(Service des établissements monétaires.)			
CHAPITRE XXX. — Personnel.			
1. unique. Traitements des fonctionnaires et agents attachés aux établissements monétaires.....		78,200	
CHAPITRE XXXI. — Matériel.			
Art. 1 ^{er} . Service central.	Entretien du mobilier.....	1,000	30,800
	Chauffage et éclairage.....	1,000	
	Achat et réparation de divers objets pour le laboratoire des essais.....	3,000	
	Reproduction des poinçons et coins des médailles, entretien et frais accessoires.....	20,000	
	Entretien des poids et balances.....	4,000	
Art. 2. Établissements monétaires et médailles.	Frais d'impressions.....	1,800	87,900
	Fournitures de bureau et entretien du mobilier.....	4,000	
	Habillement des gens de service.....	1,800	
	Chauffage et éclairage.....	8,000	
	Entretien et réparation des bâtiments.	20,000	
Art. 3. Établissements monétaires et médailles.	Frais de transport de caisses et de ballots.....	300	57,100
	Dépenses accidentelles et imprévues..	4,000	
	Achat d'une presse pour la monnaie de Strasbourg.....	19,000	
CHAPITRE XXXII. — Dépenses diverses.			
Art. 1 ^{er} . Services de la garantie.	Frais de tournées de l'inspecteur...	1,000	32,600
	Supplément de traitement aux essayeurs de la garantie.....	30,000	
	Frais de bureau des essayeurs.....	600	
Art. 2. Établissements monétaires. (Frais divers.).....		1,300	33,900
SERVICE DE TRÉSORERIE.			
CHAPITRE XXXIII. — Frais de trésorerie.			
Art. 1 ^{er} . Frais de réalisation de fonds; frais d'emballage et de transport; commissions, courtage et frais divers.....		2,760,000	3,376,000
— 2. Frais de trésorerie et des postes en Algérie.....		616,000	
CHAPITRE XXXIV. — Traitements et frais de service des receveurs généraux et particuliers des finances.			1
Art. 1 ^{er} . Traitements fixes et frais divers.....		1,203,000	4,761,000
— 2. Bonifications d'intérêts sur le recouvrement des contributions directes.....		1,300,000	
— 3. Taxations pour la centralisation du produit de l'impôt direct.....		1,250,000	
— 4. Taxations pour la centralisation du produit des impôts et revenus indirects.....		868,000	
— 5. Remises sur les produits des coupes de bois et les produits divers.....		140,000	
A REPORTER.....		8,137,000	18,598,160

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.		MONTANT DES CRÉDITS	
		par chapitre.	par service.
REPORT.		fr.	fr.
CHAPITRE XXXV. — <i>Traitements et frais de service des payeurs dans les départements.</i>		8,137,000	18,541,000
Art. 1 ^{er} . Traitements.....	638,000		9,157,000
— 2. Frais de service.....	437,000	1,060,000	
SERVICES EXTRAORDINAIRES.			
CHAPITRE XXXVI.			
Dépenses des exercices clos, (Loi du 23 mai 1834, art. 8 et 9.).....		Mémoire.	
CHAPITRE XXXVII.			
Dépenses des exercices périmés, non frappées de déchéance.....		255,000	255,000
TOTAL de la III^e Partie.			28,000,000
IV^e PARTIE.			
FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.			
CONTRIBUTIONS DIRECTES, TAXES PERÇUES EN VERTU DE RÔLES ET CADASTRE.			
<i>Service administratif des contributions directes et autres taxes dans les départements.</i>			
CHAPITRE XXXVIII. — Personnel.			
Art. 1 ^{er} . Traitements des agents de tout grade.....	2,406,000		
— 2. Indemnités aux surannés qui remplissent par intérim les fonctions de contrôleurs.....	16,700	2,422,700	
CHAPITRE XXXIX. — Dépenses diverses.			
Art. 1 ^{er} . Frais de tournées des inspecteurs et des contrôleurs....	468,200		
— 2. Frais de bureau des directeurs.....	447,580		
— 3. Frais d'impression et de confection des rôles et avertissements des contributions directes, établis pour le compte de l'État.....	664,396	1,664,958	
— 4. Frais d'avertissements pour les impositions départementales et communales.....	10,368		
— 5. Frais relatifs aux taxes spéciales.....	49,424		
— 6. Secours et dépenses imprévues.....	25,000		
Cadastre.			
CHAPITRE XL. — Frais d'arpentage et d'expertise.			
Art. 1 ^{er} . Dépenses à la charge du fonds commun.....	50,900		
— 2. Dépenses imputables sur le produit des centimes facultatifs.....	309,900	350,000	
CHAPITRE XLI. — Mutations cadastrales.			
Art. unique. Frais de mutations.....		700,000	
<i>Frais de perception des contributions directes et autres taxes.</i>			
CHAPITRE XLII. — Remises aux percepteurs, frais de distribution du premier avertissement, frais judiciaires et secours.			
Art. 1 ^{er} . Remises aux percepteurs.....	10,770,000		
— 2. Frais de distribution du premier avertissement.....	329,972		
— 3. Frais judiciaires et condamnations.....	4,000	11,163,972	
— 4. Secours aux agents de la perception, à leurs veuves et orphelins.....	60,000		
A REPORTER			16,300,000

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.

MONTANT DES CRÉDITS

DESTINATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.		par chapitre.	par service.
		fr.	fr.
REPORT.....			16,301,630
ENREGISTREMENT, DOMAINES ET TIMBRE.			
(Service administratif, de perception et d'exploitation dans les départements.)			
Enregistrement et Domaines.			
CHAPITRE XLIII. — Personnel.			
Art. 1 ^{er} .	Traitements des agents de tout grade.....	2,751,500 ^f	9,052,500
— 2.	Remises des receveurs.....	6,300,000	
CHAPITRE XLIV. — Matériel.			
Art. 1 ^{er} .	Achats de papier pour passe-ports et permis de chasse.....	10,000	210,000
— 2.	Frais d'impressions.....	185,000	
— 3.	Frais d'emballage et de transport d'impressions....	17,000	
— 4.	Entretien et réparations des bâtiments et domaines de l'État, etc.....	28,000	
CHAPITRE XLV. — Dépenses diverses.			
Art. 1 ^{er} .	Taxations.....	60,000	11,320,150
— 2.	Frais de bureau des directeurs.....	348,300	
— 3.	Frais de tournées des inspecteurs et vérificateurs....	152,900	
— 4.	Contributions des bâtiments et domaines de l'État, etc.	82,000	
— 5.	Frais d'estimation, d'affiches et de vente de mobilier et de domaines.....	85,000	
— 6.	Dépenses relatives aux épaves, déshérences et biens vacants.....	82,000	
— 7.	Dépenses concernant les biens de l'ancienne dotation de la couronne.....	50,000	
— 8.	Frais judiciaires.....	176,700	
— 9.	Secours aux veuves et orphelins d'employés.....	8,000	
— 10.	Dépenses diverses et accidentelles.....	20,000	
Timbre.			
CHAPITRE XLVI. — Personnel.			
Art. 1 ^{er} .	Atelier général du timbre.	Traitements des agents de tout grade et indemnités excep- tionnelles.....	231,850 ^f
Art. 2.		Service des départements, traitements des agents de tout grade.....	203,400
CHAPITRE XLVII. — Matériel et dépenses diverses.			
Art. 1 ^{er} .	Matériel.	Achats de papier à timbrer pour la débite. 450,600 ^f	500,600
		Frais d'emballage et de transport de pa- piers timbrés.....	
Art. 2.	Dépenses diverses.	Frais de bureau, d'entretien et de fabrication à l'ate- lier général et frais divers.....	558,000
		Moindres dépenses du timbre dans les dé- partements.....	57,400
FORÊTS.			
(Service administratif et de surveillance dans les départements.)			
CHAPITRE XLVIII. — Personnel.			
Art. 1 ^{er} .	Traitements des agents de tout grade dans les arrondissements forestiers.....		3,764,800 ^f
— 2.	École forestière. (Traitements des agents de tout grade.).....		34,800
À REPORTER.....		3,799,400	27,621,780

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.		MONTANT DES CRÉDITS	
		par chapitre.	par service.
		fr.	l.
REPORT.....		3,799,400	27,621,400
CHAPITRE XLIX. — <i>Matériel.</i>			
Art. 1 ^{er} .	Frais d'impressions.....	67,000 ^f	
— 2.	Fourniture et entretien des marteaux, pinces, etc..	18,000	
— 3.	Frais d'abatage et de façonnage des coupes et bois exploités par économie. (Frais reconvenables.)....	500,000	1,797,000
— 4.	Travaux d'entretien et d'amélioration des forêts....	1,200,000	
— 5.	Dépenses du matériel de l'école forestière.....	12,000	6,165,400
CHAPITRE L. — <i>Dépenses diverses.</i>			
Art. 1 ^{er} .	Rachat de droits de pâturage, panage et glandée, et frais de cantonnement des usagers.....	13,000 ^f	
— 2.	Portion contributive de l'État dans la réparation des chemins vicinaux.....	200,000	
— 3.	Frais de bureau des conservateurs.....	20,000	
— 4.	Frais de tournées et de missions.....	54,500	
— 5.	Indemnités aux gardes blessés et secours aux veuves et orphelins.....	12,000	669,500
— 6.	Indemnités de premier établissement aux sous-officiers nommés à des emplois de gardes.....	10,000	
— 7.	(Frais d'adjudications diverses..... 170,000 ^f)		
Avances reconvenables.	(Frais de pourvues et d'instances, et condamnations en matière correctionnelle. 120,000)	360,000	
	(Frais d'instances et condamnations en matière civile..... 70,000)		
DOUANES.			
(Service administratif et de perception dans les départements.)			
CHAPITRE LI. — <i>Personnel.</i>			
Art. 1 ^{er} .	Traitements des agents du service administratif et de perception.....	4,792,900 ^f	
— 2.	Traitements des agents du service actif.....	18,010,500	23,153,400
— 3.	Indemnités et gratifications.....	350,000	
CHAPITRE LII. — <i>Matériel.</i>			
Art. 1 ^{er} .	Constructions et entretien des bureaux, corps de garde et embarcations.....	275,300 ^f	
— 2.	Frais d'impressions.....	120,000	
— 3.	Achat et entretien de poids, balances et ustensiles de bureau.....	50,000	519,900
— 4.	Frais de transport de fonds, paquets, ballots et échantillons.....	28,000	
— 5.	Dépenses diverses et imprévues.....	46,600	
CHAPITRE LIII. — <i>Dépenses diverses.</i>			
Art. 1 ^{er} .	Dépenses fixes résultant de baux ou d'abonnements.		
	(Frais de loyers, de chauffage et d'éclairage des bureaux et corps de garde..... 880,950 ^f)		
Art. 2.	Indemnités de tournées et de déplacement des inspecteurs et sous-inspecteurs divisionnaires.....	125,000	
A REPORTER.....		975,950	23,673,300
			23,673,300

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.		MONTANT DES CRÉDITS		
		par chapitre.	par service.	
		fr.	fr.	
REPORT.....		975,950 ^f	23,673,300	33,227,680
CHAPITRE LIII. — <i>Dépenses diverses. (Suite.)</i>				
2. 8.	Frais de fourrages des brigades de cavalerie.....	26,000		
— 4.	Indemnités de résidence aux agents inférieurs des brigades placés dans de grandes villes.....	364,650		
— 5.	Indemnités de premier établissement aux sous-officiers admis dans le service actif.....	2,000	1,456,000	
— 6.	Indemnités aux femmes chargées de concourir au service des visites à la frontière.....	37,400		25,856,800
— 7.	Indemnités aux employés blessés.....	8,000		
— 8.	Secours aux veuves et orphelins.....	6,000		
— 9.	Condamnations et frais judiciaires à la charge de l'Etat; primes pour arrestations de fraudeurs et frais de saisies non recouvrables.....	36,000		
CHAPITRE LIV. — <i>Dépenses du service des douanes en Algérie.</i>				
Art. 1 ^{er} .	Personnel.....	550,000	727,000	
— 2.	Matériel.....	177,000		
CONTRIBUTIONS INDIRECTES, POUDRES À FEU ET TABACS. (service administratif, de perception et d'exploitation dans les départements.)				
Contributions indirectes.				
CHAPITRE LV. — <i>Personnel.</i>				
Art. 1 ^{er} .	Traitements des agents et préposés de tout grade, autres que les receveurs.....	13,050,400 ^f	17,129,700	
— 2.	Traitements des receveurs.....	2,062,700		
— 3.	Indemnités à divers receveurs pour insuffisance de remises et pour la perception des taxes de remplacement.	80,000		
— 4.	Traitements des agents du service de répression de la fraude.....	286,600		
— 5.	Remises aux receveurs ruralistes et à divers préposés aux recettes.....	1,700,000		
CHAPITRE LVI. — <i>Matériel.</i>				
Art. 1 ^{er} .	Fourniture et entretien des poinçons et ustensiles; frais divers du service de la garantie.....	20,000	449,300	
— 2.	Frais de loyer; entretien des ustensiles, et frais de main-d'œuvre des argues nationales.....	16,000		
— 3.	Fournitures de papiers et d'impressions; frais de reliure et frais du service intérieur du magasin du matériel.....	295,200 ^f		
Service général.	Achats d'instruments et d'ustensiles, et remboursement de leur valeur censu- gée.....	70,100		
— 4.	Frais d'emballage et de transport, et frais de correspondance extraordinaire.....	30,000		
Art. 4.	Loyer, entretien, chauffage et éclairage du magasin du matériel.....	18,000		
CHAPITRE LVII. — <i>Dépenses diverses.</i>				
Art. 1 ^{er} .	Frais de loyer et de chauffage, et frais divers alloués aux directeurs et receveurs.....	1,000,600 ^f	17,579,000	59,743,980
— 2.	Indemnités pour frais de recensement, d'inventaires, et pour services extraordinaires.....	112,000		
A REPORTER.....		1,112,600		

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.		MONTANT DES CHAPITRES	
		par chapitre.	par service.
		fr.	fr.
REPORT.....	1,112,600 ^f	17,579,000	59,711,600
CHAPITRE LVII. — <i>Dépenses diverses. (Suite.)</i>			
Art. 3. Indemnités pour frais de tournées et pour entretien d'un cheval.....	1,209,200		
— 4. Indemnités aux surnuméraires chargés de remplir des interims.....	35,000		
— 5. Dépenses accidentelles.....	56,000		
— 6. Primes d'apurement de comptes ou frais de non-va- leurs.....	160,000	2,950,300	
— 7. Abonnement pour le loyer des magasins des entrepo- seurs de tabac et menas frais.....	140,000		
— 8. Vacances des commissaires de police pour le service de la garantie.....	30,000		
— 9. Frais judiciaires.....	86,000		
— 10. Contribution foncière. (Caneau.).....	111,600		
— 11. Abonnements pour frais de loyer, de bureau, etc. aux receveurs des droits sur les canaux soumissionnés....	20,000		
CHAPITRE LVIII. — <i>Avances récupérables.</i>			
Art. 1 ^{er} . Cortes à jouer. — Achat de papier égrené, frais de moulage, d'emballage et de transport.....	170,000 ^f		
— 2. {Frais d'impressions, d'emballage et de transport pour le compte des communes..... 135,000 ^f }		950,000	
Octrois. {Frais de perception des octrois gérés par l'administration..... 645,000 }	785,000		
<i>Poudres à feu.</i>			
CHAPITRE LIX. — <i>Personnel.</i>			
Art. 1 ^{er} . Traitements des préposés aux ventes et expéditions de pou- dres.....	6,200 ^f		
— 2. Indemnités spéciales au service des poudres.....	18,800	31,000	
— 3. Remises aux entrepreneurs pour la vente des poudres en Corse et dans le pays de Gex.....	6,000		
CHAPITRE LX. — <i>Matériel et dépenses diverses.</i>			
Art. 1 ^{er} . Remboursement du prix de revient des poudres livrées aux entre- pôts.....	3,036,259 ^f		
— 2. Loyers des magasins des entrepreneurs de poudres....	26,000		
— 3. Constructions et réparations des magasins de poudres....	26,000		
— 4. Frais de transport de poudres et frais accessoires....	200,000	3,297,259	
— 5. Achat de poudres reprises des débitants, ou proven- ant de saisies, et primes pour arrestations de col- porteurs.....	1,000		
TABACS.			
CHAPITRE LXI. — <i>Personnel.</i>			
Art. 1 ^{er} . Traitements de l'ingénieur et des experts.....	29,000 ^f		
— 2. Traitements des agents des manufactures.....	395,400		
— 3. Traitements des agents des magasins de feuilles....	201,600	902,300	
— 4. Traitements des agents du service de surveillance de la culture.....	276,300		
A REPORTER.....		25,719,859	59,711,600

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.

MONTANT DES CRÉDITS

			fr.	fr.
REPORT.....			25,719,859	59,743,980
CHAPITRE LXII. — <i>Matériel.</i>				
Art. 1 ^{er} . Magasins de feuilles.	Loyers et contributions.....	200,000 ^f	855,000 ^f	
	Entretien et réparation des ustensiles, du mobilier, et menus frais.....	60,000		
	Gages.....	117,200		
	Salaires.....	317,800		
	Fournitures diverses.....	160,000		
Art. 2. Manufac- tures.	Loyers et contributions.....	60,000	5,122,000	6,437,000
	Entretien, réparations et achats des machines, des appareils, des uten- siles, du mobilier des bureaux et menus frais.....	370,000		
	Gages.....	238,000		
	Salaires.....	3,000,000		
	Fournitures diverses.....	1,454,000		
Art. 3. Magasins et manufac- tures.	Entretien et réparations ordinaires des bâtiments.....	200,000	420,000	
	Constructions nouvelles et grosses ré- parations.....	220,000		
Art. 4.	Impressions, registres, emballage et transport.....		40,000	
CHAPITRE LXIII. — <i>Achats et transports de tabacs.</i>				
Art. 1 ^{er} . Achats.	Achats de tabacs indigènes.....	8,000,000 ^f	24,300,000	26,000,000
	Achats de tabacs exotiques.....	12,000,000		
	Achats de cigares.....	3,700,000		
	Achats d'échantillons, de tabacs.....	300,000		
	Achats de tabacs provenant de saisies ou repris des débiteurs, et primes pour saisies et arrestations de colporteurs.....	300,000		
Art. 2.	Frais de transports de tabacs, frais accessoires et primes d'assurances.....	1,700,000		
CHAPITRE LXIV. — <i>Dépenses diverses.</i>				
Art. 1 ^{er} .	Frais inhérents au paiement du prix des tabacs....	10,000		
— 2.	Indemnités et secours voyageurs à des ouvriers blessés ou devenus infirmes.....	24,000		
— 3.	Indemnités aux préposés temporaires, frais de vérifi- cation de culture, frais de tournées et dépenses imprévues.....	96,000		230,000
— 4.	Frais recouvrables. — Indemnités aux experts char- gés du classement des tabacs indigènes, frais d'in- dication et autres frais à la charge des planteurs.....	100,000		
POSTES.				
(Service administratif, de perception et d'exploitation dans les départements.)				
<i>Administration et perception.</i>				
CHAPITRE LXV. — <i>Personnel.</i>				
Art. 1 ^{er} . Service de Paris.	Traitements des agents des bureaux établis à l'hôtel des postes.....	1,084,500 ^f	1,828,050 ^f	
	Traitements des agents du service dans Paris.....	717,300		
	Indemnités pour travaux extraordi- naires et de nuit.....	26,250		
A REPORTER.....			1,828,050	118,120,839

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.			MONTANT DES CRÉDITS	
			par chapitre.	par service.
			fr.	fr.
RAPPORT.....			1,823,050 ^f	118,126,15
CHAPITRE LXV. — Personnel. (Suite.)				
Art. 1. Service commun à Paris et aux départements.	Traitements des agents des bureaux ambulants sur les chemins de fer.....	143,000	12,975,850	
Art. 3. Service des départements.	Traitements des agents de l'inspection . 477,900 ^f Traitements des agents comptables... 2,898,400 Traitements des employés de tout grade non comptables..... 1,744,500 Traitements des distributeurs..... 304,000 Salaires des facteurs locaux et ruraux. 5,680,000	11,004,800		
CHAPITRE LXVI. — Matériel.				
Art. 1 ^{er} . Service de Paris.	Entretien et renouvellement du mobilier, réparations des bâtiments..... 105,000 ^f Chauffage et éclairage..... 93,000 Fournitures de bureau..... 240,000 Habillage des facteurs et des gardiens de bureau, chargeurs et cochers /des facteurs; entretien et renouvellement des boîtes et sacs des facteurs..... 82,500 Frais divers du service de Paris..... 36,750	557,250		
Art. 2. Service commun à Paris et aux départements.	Impressions..... 485,500 ^f Timbres et cachets..... 18,670 Frais de confection de timbres-postes..... 40,000	544,170	1,116,420	
Art. 3. Service des départements.	Entretien des bâtiments à Bordeaux et à Versailles, et entretien des boîtes rurales.....	15,000		
CHAPITRE LXVII. — Dépenses diverses.				
Art. 1 ^{er} . Service de Paris.	Loyers et contributions des bureaux de poste dans Paris, et indemnités aux boitiers... 90,000 ^f Frais de régie aux directeurs..... 21,500 Pertes et menus frais de caisse des comptables, frais d'échange de cuivre aux facteurs..... 18,800 Honoraires de trois médecins attachés à l'administration..... 3,000 Frais de remplacement d'employés et de facteurs; secours à ces agents, à leurs veuves et orphelins..... 100,000 ^f Frais de tournées et de voyages extraordinaires..... 91,000 Indemnités aux agents des bureaux ambulants sur les chemins de fer..... 64,000 Frais judiciaires et condamnations... 3,000 Achat de lettres venant de l'étranger.. 62,000 Achat de lettres venant des pays d'outremer..... 80,000 Dépenses accidentelles..... 10,000	133,300 410,000		
Art. 2. Service commun à Paris et aux départements.				
A REPORTER.....			543,300	14,092,270
				118,126,15

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.			MONTANT DES CRÉDITS	
			par chapitre.	par service.
			fr.	fr.
	REPORT	543,300 ^f	14,092,270	118,130,839
	CHAPITRE LXVII. — <i>Dépenses diverses.</i> (Suite.)			
	Frais de bureau des inspecteurs et frais d'aide à quarante et un d'entre eux.	40,000 ^f		
	Frais de régie et de loyer de maison des bureaux à traitements fixes (bureaux composés et bureaux simples)	975,000	2,035,300	
Art. 3. Service des épar-temens.	Frais fixes des bureaux simples et des bureaux de distribution. (Services de nuit et frais d'aides.)	340,000		
	Frais extraordinaires pour les foires de Beaucaire et de Guibray, et autres frais.	2,000	1,492,000	
	Indemnités aux facteurs ruraux pour passage de bacs et ponts	8,000		
	Indemnités aux gardiens d'entrepôts de dépêches et aux bœliers, et indemnités aux portiers des villes de guerre.	130,000		
	<i>Transport des dépêches.</i>			
	CHAPITRE LXVIII. — <i>Personnel.</i>			
Art. 1 ^{er} . Transport par terre.	Gages des maîtres de poste	295,000 ^f		
	Salaires des courriers	708,109	1,003,109	
	Traitements des agents administratifs.	11,800		
Art. 2. Transport par mer.	Traitements des officiers des paquebots.	18,600		
	Solde des équipages	47,860	85,210	1,088,319
	Supplément de solde pour service à la mer, fonctions temporaires, etc....	6,950		
	CHAPITRE LXIX. — <i>Matériel.</i>			
	Frais de chevaux et guides	3,837,607		
	Supplément de prix de conduite ou chevaux de renfort, etc.	589,301		
Art. 1 ^{er} . Transport par terre.	Construction et entretien des malles et fourgons et des voitures des facteurs dans Paris	379,565	5,035,414	
	Frais extraordinaires du transport des dépêches, et indemnités pour cause d'accidents	228,941		
	Construction et entretien des bureaux ambulants et des allées	61,500		
Art. 2. Transport par chemins de fer.	Frais de régie des bureaux ambulants.	47,436		
	Frais de transport des dépêches et des bureaux ambulants	1,667,946	2,127,249	7,363,698
	Frais extraordinaires du transport des dépêches	350,367		
	Entretien, réparations et approvisionnements de toute nature des paquebots	100,000		
Art. 3. Transport par mer.	Achat de combustible et frais de transport à bord des paquebots	73,000		
	Loyers des bureaux et magasins pour le service des paquebots	3,250	201,035	
	Vivres. — Frais de table des officiers et rations aux hommes d'équipage	23,285		
	Frais d'habillement et frais d'impressions	2,500		
	A REPORTER		24,579,587	118,130,839

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.		MONTANT DES CRÉDITS	
		par chapitre.	par section.
	REPORT.....	fr. 24,579,587	E. 118,130,25
CHAPITRE LXX. — <i>Dépenses diverses.</i>			
	Frais de missions relatives aux relais.. 10,000 ^f		
	Indemnités aux maîtres de poste pour localités difficiles et pertes de chevaux. 200,000		
	Subvention aux maîtres de poste..... 300,000		
Art. 1 ^{er} .	Secours aux postillons, à leurs veuves et orphelins..... 12,000	6,259,874 ^f	30,351,25
Transport par terre.	Transport { en voiture. 3,609,000 ^f { à cheval.. 1,573,874 } 5,182,874 { entreprise, à pied... 530,000 }		
	Frais extraordinaires des services par entreprise..... 25,000	6,371,674	
Art. 2.	Transports par entreprise..... 60,000		
Transport par chemins de fer.			
Art. 3.	Frais divers du service des paquebots. 19,800		
Transport par mer.	Transports par entreprise..... 32,000	51,800	
TOTAL de la IV ^e Partie.....			24,579,587
V ^e PARTIE.			
REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS, PRIMES ET ESCOMPTE.			
CHAPITRE LXXI. — <i>Restitutions et non-valeurs sur les contributions directes et sur les taxes perçues en vertu de rôles.</i>			
Art. 1 ^{er} .	Contributions directes..... 52,820,680 ^f		
— 2.	Dégrèvements pour démolitions et constructions nouvelles..... 125,000	52,817,680	82,817,680
— 3.	Taxes spéciales..... 62,000		
CHAPITRE LXXII. — <i>Remboursements sur produits indirects et divers.</i>			
Art. 1 ^{er} .	Enregistrement et domaines..... 1,700,000		
— 2.	Forêts..... 150,000		
— 3.	Douanes..... 120,000	2,216,000	2,316,000
— 4.	Contributions indirectes..... 110,000		
— 5.	Postes..... 85,000		
— 6.	Produits divers..... 200,000		
CHAPITRE LXXIII. — <i>Répartitions des produits de plombage, d'estampillage, etc. en matière de douanes.</i>			
Art. unique.	Douanes.....	1,250,000	1,250,000
CHAPITRE LXXIV. — <i>Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers.</i>			
Art. 1 ^{er} .	Enregistrement et domaines..... 1,900,000 ^f		
— 2.	Forêts..... 200,000		
— 3.	Douanes..... 900,000	4,360,000	4,360,000
— 4.	Contributions indirectes..... 1,350,000		
— 5.	Postes..... 12,000		
CHAPITRE LXXV. — <i>Primes à l'exportation de marchandises.</i>			
Art. unique.	Douanes.....	17,200,000	17,200,000
A REPORTER.....			77,945,25

DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES.		MONTANT DES CRÉDITS	
		par chapitre.	par service.
		fr.	fr.
REPORT.....			77,945,680
CHAPITRE LXXVI. — <i>Escomptes sur divers droits.</i>			
1 ^{re} .	Escompte sur le droit de consommation des sels. Données..... 400,000^f Contributions indirectes. 87,000	487,000 ^f	
2.	Escompte sur les droits de douanes.....	1,000,000	
3.	Escompte sur le droit de fabrication du sucre indigène.....	1,666,000	1,666,000
4.	Escompte sur le droit de fabrication des bières.....	29,000	
TOTAL de la V ^e Partie.....			79,611,680
RÉCAPITULATION.			
Partie.	Dette publique.....	391,154,760 ^f	
—	Dotations.....	8,992,620	
—	Service général.....	28,050,160	
—	Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.....	149,082,100	
—	Remboursements et restitutions, non-valeurs, primes et escomptes.....	79,611,680	
		656,891,320	

Approuvé :

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Errata. Dans les premiers exemplaires du Bulletin 330, page 687, 3^e ligne du n° 2568 (loi qui apporte des modifications au mode de recrutement du corps des ingénieurs des ponts et chaussées), au lieu de *Des 2 juillet et 30 novembre 1850*, lisez *Des 2 juillet, 20 et 30 novembre 1850*.



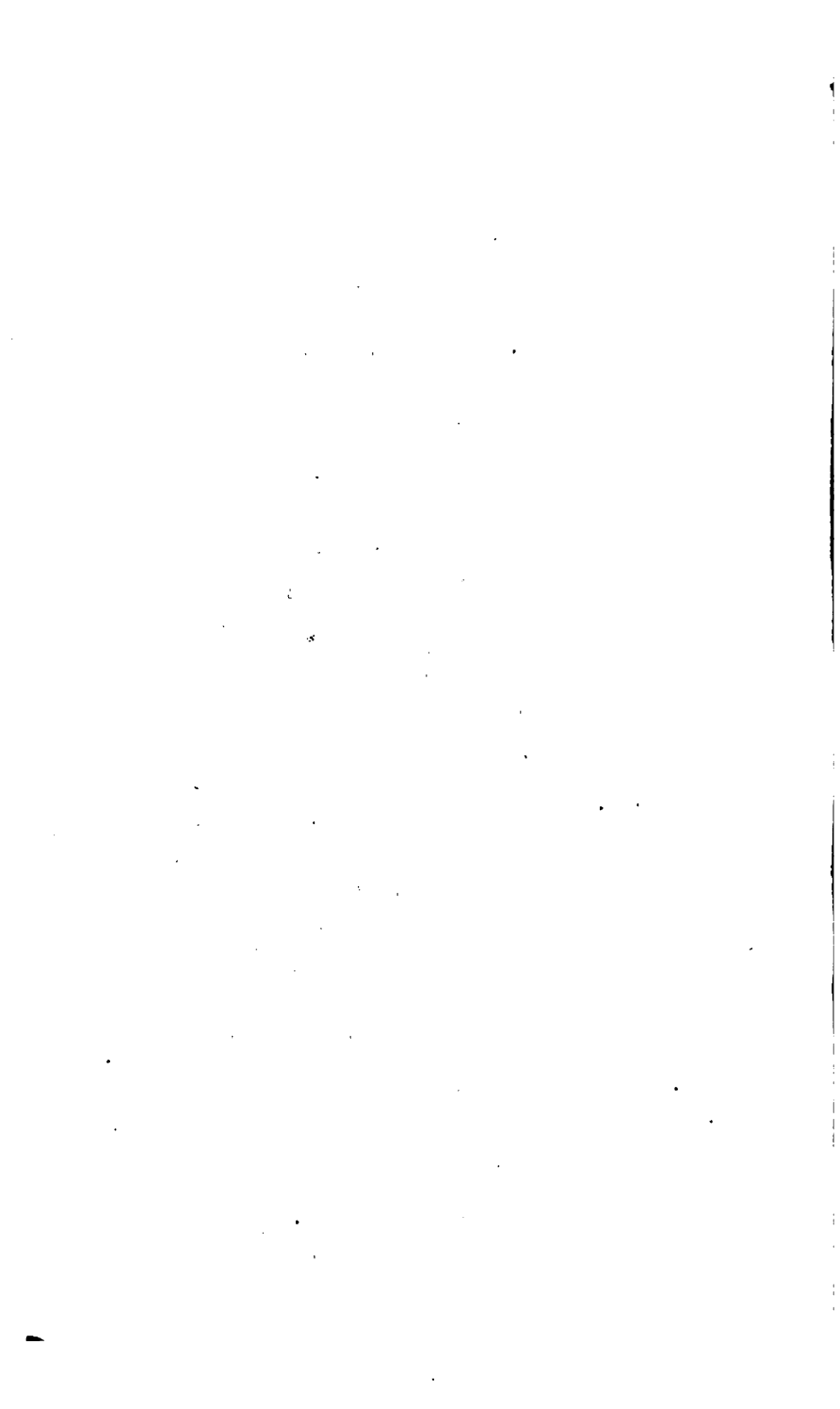
Certifié conforme :

Paris, le 13^e Décembre 1850,

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.



BULLETIN DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 333.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2583. — *Loi relative au Désaveu de Paternité en cas de Séparation de corps.*

Des 15, 22 Novembre et 6 Décembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il sera ajouté à l'article 313 du Code civil un paragraphe ainsi conçu :

« En cas de séparation de corps prononcée, ou même demandée, le mari pourra désavouer l'enfant qui sera né trois cents jours après l'ordonnance du président, rendue aux termes de l'article 878 du Code de procédure civile, et moins de cent quatre-vingts jours depuis le rejet définitif de la demande, ou depuis la réconciliation. L'action en désaveu ne sera pas admise s'il y a eu réunion de fait entre les époux. »

Délibéré en séance publique, à Paris, les 15, 22 Novembre et 6 Décembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DARU, vice-président; ARNAUD (de l'Ariège), CHAPOT,
BÉRAUD, DE FLECKEBEN, PEUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2584. — Loi concernant les Registres tenus aux Colonies par les Curés et Desservants, pour constater les Naissances, Mariages et Décès des personnes non libres, antérieurement au décret d'abolition de l'Esclavage.

Des 18, 27 Novembre et 6 Décembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les registres tenus aux colonies par les curés et desservants, pour constater les naissances, mariages et décès des personnes non libres antérieurement au décret d'abolition de l'esclavage, seront déposés au greffe de chaque municipalité.

Les extraits qui en seront délivrés auront la même foi que ceux des autres registres de l'état civil.

2. Les instances en constatation ou rectification des actes de l'état civil des personnes mentionnées au précédent article seront exemptes de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 18, 27 Novembre et 6 Décembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DARU, vice-président; ARBAUD (de l'Ariège), CHAPOT, BÉRAND, DE HAECKENEN, PEUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROCHER.

N° 2585. — Loi sur la Procédure relative au Partage des Terres vaines et vagues, dans les cinq départements composant l'ancienne province de Bretagne.

Des 15, 27 Novembre et 6 Décembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

CHAPITRE I^{er}.

DE LA PROCÉDURE EN PREMIÈRE INSTANCE.

ART. 1^{er}. Dans les cinq départements composant l'ancienne province de Bretagne, la procédure, pour parvenir au partage des terres vaines et vagues dont la propriété, reconnue par l'article 10 de la loi du 28 août 1792, est restée indivise jusqu'à ce jour, sera suivie conformément aux dispositions ci-après.

2. La demande en partage sera notifiée par voie d'affiches et publications.

Elle contiendra la mention expresse qu'elle vaut ajournement à l'égard de tous les prétendants droit, et la désignation des terres à partager.

3. Une copie de la demande sera signifiée à chacun des maires des communes de la situation des terres à partager.

Une autre copie sera affichée à la porte de la mairie.

Une dernière copie sera adressée au préfet; elle tiendra lieu, à l'égard des communes intéressées, du mémoire exigé par l'article 51 de la loi du 18 juillet 1837.

La demande sera en outre publiée, à l'issue de la messe paroissiale, les deux dimanches qui suivront l'apposition de l'affiche.

L'accomplissement de cette dernière formalité sera constaté, sans frais, par un certificat du maire.

4. L'avoué du demandeur fera insérer dans l'un des journaux qui s'impriment dans le lieu où siège le tribunal devant lequel la demande est portée, et, s'il n'y en a pas, dans l'un de ceux publiés dans le département, un extrait de la demande signé de lui et contenant : 1° la date de la demande; 2° les nom, profession et domicile de l'un des demandeurs; 3° les nom et domicile de l'avoué constitué pour les demandeurs; 4° l'objet de la demande; 5° le tribunal qui doit connaître de la demande et le délai pour comparaître; 6° la désignation des terres à partager.

Il sera justifié de cette insertion de la manière prescrite en l'article 698 du Code de procédure civile.

5. Semblable extrait sera imprimé et affiché en forme de placard, 1° à la porte de la principale église de chacune des communes où sont situées les terres à partager; 2° au lieu où se tient le principal marché de chacune de ces communes; et, s'il n'y en a pas, au marché le plus voisin; 3° à la porte de l'auditoire du juge de paix de chacun des cantons de la situation desdites terres; 4° à la porte extérieure du tribunal devant lequel le partage est poursuivi.

Ces appositions seront constatées par un procès-verbal d'huissier, rédigé et visé conformément à l'article 699 du Code de procédure civile.

6. Un mois après la dernière des publications, insertions et

affiches ci-dessus prescrites, l'audience sera poursuivie par un simple acte d'avoué à avoué, soit par le demandeur, soit, à son défaut, par les défendeurs qui auront constitué avoué.

Avant de statuer, soit sur les exceptions, soit sur le fond, le tribunal vérifiera si toutes les formalités prescrites par la présente loi ont été remplies.

Si l'une ou plusieurs de ces formalités n'ont pas été remplies, le tribunal ordonnera, même d'office, qu'il y soit procédé dans le plus bref délai, et condamnera l'officier ministériel qui serait en faute aux frais causés par sa négligence.

7. Les exceptions seront proposées par un simple acte. Les avoués des parties qui voudront contester seront seuls admis à conclure.

8. Les jugements rendus sur les exceptions autres que celles d'incompétence seront en dernier ressort.

9. L'exception prévue par l'article 174 du Code de procédure civile ne pourra être invoquée; la défense à l'action en partage n'emportera pas attribution de qualité.

10. Le décès ou le changement d'état de l'un des défendeurs ne donnera lieu à aucun délai pour reprise de l'instance.

En cas de décès ou de changement d'état de l'un des demandeurs, l'instance devra être reprise par ceux qui le représentent dans les huit jours qui suivront la notification du décès ou du changement d'état, sans qu'il soit besoin d'assignation à cette fin.

En cas de décès, démission, interdiction ou destitution de l'un des avoués de la cause, les parties pour lesquelles il occu-
pait seront tenues, dans les quinze jours, de constituer un nouvel avoué.

Après l'expiration de ces délais, l'instance suivra son cours, à la requête de la partie la plus diligente.

11. Si aucune exception n'est proposée, ou après le jugement des exceptions, chaque avoué sera tenu de conclure.

Les conclusions signifiées ne pourront excéder six rôles. Il ne sera admis aucune requête en réponse.

Un mois après le premier appel de la cause, le tribunal rendra son jugement; ce jugement ne sera susceptible d'opposition ni de la part des parties qui n'auront pas constitué avoué, ni de la part de celles qui, ayant constitué avoué, n'auront pas déposé leurs conclusions. Le tribunal ordonnera, s'il y a lieu, le

partage demandé; il nommera d'office un ou plusieurs experts, et déterminera les bases de leurs opérations; les experts prêteront serment devant le président du tribunal ou devant un juge de paix commis par lui, à la requête et en présence de l'avoué du demandeur.

Le tribunal pourra ne commettre qu'un seul expert, lors même que des mineurs ou autres incapables seraient intéressés au partage.

Le jugement qui aura ordonné le partage ne conférera aux parties en cause aucun droit sur le terrain à partager.

12. La partie assignée ou intervenante qui revendiquera, à tout autre titre que l'attribution contenue dans la loi du 28 août 1792, la propriété, en tout ou en partie, du terrain qui fait l'objet de la demande en partage, proposera ses moyens par des conclusions motivées, notifiées à tous les avoués en cause.

Les avoués dont les parties voudront contester seront seuls admis à conclure.

Les conclusions, tant en demande qu'en défense, ne pourront excéder douze rôles.

13. Les parties qui auront constitué avoué seront prévenues, par de simples lettres des experts, qu'elles doivent leur remettre, dans le délai de quinze jours au plus tard, leurs titres de propriété et l'indication des immeubles à raison desquels elles demandent à être admises au partage.

Les experts feront, en outre, afficher, 1° à la porte de la mairie et à celle de la principale église des communes où sont situés les biens à partager; 2° aux autres endroits mentionnés aux n°s 2, 3 et 4 de l'article 5, un avis portant qu'ils recevront les titres et demandes de tous les intéressés, même de ceux qui ne sont pas dans l'instance.

Cet avis sera, en outre, publié, à l'issue de la messe paroissiale des communes de la situation, le dimanche qui suivra l'apposition de ces affiches.

Il sera, de plus, inséré dans le journal dans lequel aura été publié l'extrait de la demande, conformément à l'article 4 qui précède.

Les experts feront mention, dans leur rapport, de l'accomplissement de ces formalités.

14. Les experts donneront leur avis, tant sur les demandes ou prétentions des parties en cause, que sur les droits des inté-

ressés qui ne seraient pas dans l'instance et qu'ils croiraient devoir être admis d'office au partage. Conformément à cet avis et aux bases déterminées par le tribunal, ils dresseront le projet de partage.

Leur rapport sera terminé dans les quatre mois de la sommation faite en exécution de l'article 307 du Code de procédure civile, à moins que le jugement qui les a commis n'ait fixé un délai plus long; ce délai expiré, ils seront passibles de dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Le rapport sera déposé au greffe, où toute personne pourra en prendre communication; il ne sera ni expédié, ni signifié.

15. L'avoué du demandeur dénoncera le dépôt du rapport par acte d'avoué à avoué, avec sommation de contredire dans le mois.

Avis du dépôt, avec semblable sommation à tous les intéressés de contredire dans le même délai, sera, par les soins du demandeur, affiché, publié et inséré comme il est dit en l'article 13.

Cet avis ne contiendra point le nom des parties.

Il sera justifié de cette insertion et de ces affiches dans les formes tracées aux articles 698 et 699 du Code de procédure civile.

16. Les contredits seront inscrits sommairement par l'avoué à la suite du rapport, dans le délai susénoncé, à peine de surseigneurie.

Le demandeur, ceux qui auront contredit, et les parties dont les droits seraient contestés, seront seuls en cause.

Les conclusions ne pourront excéder six rôles.

La cause sera portée à l'audience sur un simple acte.

17. Après le jugement des contestations, ou s'il n'a été fait dans le mois aucun contredit, les experts procéderont immédiatement au partage.

Le partage aura lieu par attribution de lots.

18. Le rapport définitif des experts sera déposé au greffe; il ne sera ni expédié, ni signifié; toutefois, les intéressés pourront s'en faire délivrer, à leurs frais, soit une expédition, soit des extraits.

Les avoués seront sommés de prendre communication et de contredire, s'il y a lieu.

Les contredits devront être inscrits à la suite du rapport, de la manière et dans le délai prescrits par l'article 16.

Il sera statué sur ces ~~contredits~~ conformément au même article.

19. Le jugement qui statue sur les contredits prononce définitivement sur le partage. Il ne pourra être signifié qu'aux avoués des parties qui auront pris part au débat sur les contredits. Le jugement sera en outre signifié dans l'intérêt de tous les ayants droit par le demandeur, ou, à son défaut, par la partie la plus diligente, au maire de la commune de la situation des terres à partager et au préfet du département.

S'il n'est fourni dans le mois aucun contredit, le partage demeure définitivement arrêté, conformément aux propositions des experts. Leur rapport sera rendu exécutoire par une ordonnance du président du tribunal. Cette ordonnance ne sera susceptible ni d'opposition, ni d'appel.

20. Après le jugement ou l'arrêt qui statue sur les contredits, ou, à défaut de contredits, après l'expiration du délai fixé par l'article précédent, les partages opérés conformément à la présente loi ne pourront être l'objet d'aucun recours de la part des intéressés, mineurs, interdits ou autres incapables qui prétendraient avoir des droits sur les terres partagées, en vertu de l'article 10 de la loi du 28 août 1792, et qui n'auraient pas élevé de contredit sur le rapport définitif des experts.

Les réclamations élevées à tout autre titre ne pourront donner lieu qu'à une indemnité contre les copartageants.

CHAPITRE II.

DE LA PROCÉDURE EN APPEL.

21. L'appel des jugements rendus dans l'instance en partage de terres vaines et vagues devra être interjeté dans le mois de la signification du jugement.

Ne pourront être intimées sur l'appel que les parties qui auront conclu, devant les premiers juges, sur les chefs qui donnent lieu à l'appel.

L'acte d'appel sera notifié au domicile de l'avoué; il ne lui sera laissé qu'une seule copie, quel que soit le nombre des parties qu'il représente.

22. L'affaire sera instruite et jugée, en cause d'appel, dans les formes et suivant la procédure tracée par les articles précédents pour les tribunaux de première instance.

CHAPITRE III.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

23. Le ministère public sera toujours entendu dans les instances réglées par la présente loi.

24. Dans la quinzaine de la demande en partage, le conseil municipal délibérera sur les droits de la commune à la propriété de tout ou partie des terres à partager. Sa délibération sera soumise au préfet dans la huitaine.

A défaut, par la commune, de faire valoir les droits qu'elle pourrait avoir, le préfet pourra les exercer devant le tribunal de première instance, de l'avis de trois jurisconsultes désignés conformément à l'article 420 du Code civil.

Le préfet ne pourra interjeter appel, ou se pourvoir en cassation, qu'après un nouvel avis obtenu dans la même forme.

Le délai de l'appel et du pourvoi, en ce qui concerne les communes, continuera à être de trois mois.

25. Dans aucun cas, les jugements ou arrêts contradictoirement rendus ne pourront être signifiés à partie.

La signification à avoué produira tous les effets attachés par la loi à la signification à partie.

Il ne sera signifié à chaque avoué qu'une seule copie des jugements et arrêts, quel que soit le nombre des parties qu'il représente.

26. Toute partie intéressée pourra intervenir à tous les moments de l'instance en partage; néanmoins, les personnes qui n'auraient pas remis aux experts leurs titres et leurs demandes dans le délai fixé par l'article 14, supporteront tous les frais de supplément d'expertise ou autres auxquels leur intervention tardive donnerait lieu.

27. Les parties intéressées pourront se faire délivrer, à leurs frais, soit des expéditions, soit des extraits, en ce qui les concerne, tant des rapports définitifs rendus exécutoires par ordonnance du président du tribunal, que des jugements et arrêts intervenus sur les contredits auxquels ces rapports auraient donné lieu.

CHAPITRE IV.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

28. Dans les instances en partage actuellement pendantes

devant les tribunaux, si aucun jugement n'a encore été rendu, la demande sera notifiée par voie d'affiches et de publications, conformément aux articles 3, 4 et 5 ; l'instance sera suspendue jusqu'à ce qu'il ait été justifié de l'accomplissement de ces formalités.

Si le jugement qui ordonne le partage a été rendu, il sera procédé, conformément aux mêmes articles, à l'affiche et à la publication dudit jugement : un mois après cette publication et affiche, la procédure suivra son cours conformément aux articles 13 et suivants.

29. Toute partie intéressée dans un acte ou jugement de partage accompli avant la promulgation de la présente loi est autorisée à en faire la publication et l'affiche dans les formes déterminées par les articles 4 et 5.

Ces formalités profiteront à toutes les parties intéressées au partage.

Les réclamations fondées sur l'article 10 de la loi du 28 août 1792 ne seront pas recevables après le délai de deux ans depuis ces publication et affiche.

Lorsque, par suite de réclamations produites dans ce délai, il y aura lieu à un nouveau partage, il y sera procédé conformément à la présente loi.

Après le délai ci-dessus indiqué, les demandes formées à tout autre titre ne pourront donner droit qu'à une indemnité contre les copartageants.

30. La présente loi n'aura d'effet que pendant vingt années, à dater de sa promulgation.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 15, 27 Novembre et 6 Décembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DARU, vice-président; ARNAUD (de l'Ariège), CHAPOT,
BÉRARD, DE HEECKEREN, PEUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2586. — DÉCRET portant convocation du Conseil général du département de la Sarthe.

Du 28 Novembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu les lois des 22 juin 1833 et 10 mai 1838, et le décret du 3 juillet 1848,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le conseil général du département de la Sarthe est convoqué extraordinairement pour le 9 décembre prochain, à l'effet de délibérer sur la prorogation de la garantie accordée au comptoir national d'escompte de la ville du Mans, et sur les autres affaires que le préfet croirait devoir lui soumettre.

Cette session ne pourra durer plus de trois jours.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, à l'Élysée-National, le 28 Novembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé J. BAROCH.

N° 2587. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1850 une portion du Crédit ouvert, sur l'exercice 1849, pour l'achèvement des bâtiments de la Cour d'appel de Lyon.

Du 4 Décembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1845, qui ouvre au ministère de l'intérieur, sur l'exercice 1845, un crédit de six cent vingt-sept mille huit cent trois francs, applicable aux travaux d'achèvement des bâtiments de la cour d'appel de Lyon;

L'article 4 de la même loi, portant que les fonds non consommés sur cet exercice pourront être reportés, par ordonnance, sur les exercices suivants;

Les divers ordonnances et arrêtés qui ont successivement reporté, de 1845 à 1849, les reliquats du crédit primitif à la clôture de chaque exercice;

Le décompte de situation des dépenses faites pendant l'exercice 1849;

La loi de finances du 8 août 1847, portant, article 8, que la faculté

accordée par des lois spéciales, de reporter, par ordonnance, d'un exercice à l'autre, les crédits non consommés, cessera d'exister à partir du 31 décembre 1848, excepté dans le cas où il s'agirait, soit d'un crédit limité à un seul exercice, soit de la dernière allocation d'un crédit réparti sur plusieurs années;

Considérant que la somme précitée de six cent vingt-sept mille huit cent trois francs représente la dernière allocation d'un crédit destiné au solde des dépenses d'achèvement des travaux de la cour d'appel de Lyon, d'où il suit que l'exception consacrée par le dernier paragraphe de l'article 8 de la loi du 8 août 1847 est applicable dans l'espèce :

Considérant qu'il n'a été employé, sur le crédit de cent quatre-vingt-dix-neuf mille sept cent cinquante-huit francs quarante-deux centimes, reporté à l'exercice 1849, que la somme de vingt mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf francs treize centimes, et qu'il convient de prendre des mesures pour assurer le payement des travaux faits ou à faire pendant l'exercice 1850,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget du ministère de l'intérieur, pour l'exercice 1850, avec affectation aux travaux d'achèvement des bâtiments de la cour d'appel de Lyon, un crédit extraordinaire de cent soixante et dix-huit mille sept cent cinquante-neuf francs vingt-neuf centimes (178,759^f 29^c), représentant la portion non employée du crédit de cent quatre-vingt-dix-neuf mille sept cent cinquante-huit francs quarante-deux centimes (199,758^f 42^c) ouvert à l'exercice 1849 par un décret en date du 5 décembre 1849 (1).

En conséquence, le crédit alloué au budget de l'exercice 1849 est réduit d'une somme de cent soixante et dix-huit mille sept cent cinquante-neuf francs vingt-neuf centimes.

2. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, à l'Élysée-National, le 4 Décembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé J. BAROCHÉ.



Certifié conforme :

Paris, le 15^e Décembre 1850.
*Le Garde des Sceaux, Ministre de la
Justice,*

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la notice de l'Imprimerie
nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 334.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Egalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2588. — *Loi relative à la promulgation du Code de commerce dans les Colonies.*

Des 21, 29 Novembre et 7 Décembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le Code de commerce sera promulgué à la Martinique, et y sera exécutoire trois mois après sa promulgation.

2. Le Code de commerce, avec les changements et modifications qu'il a reçus jusqu'à ce jour, sera également promulgué dans les autres colonies où ces modifications et changements n'ont pas encore été introduits.

3. Les tribunaux civils continueront de connaître des affaires commerciales, tant que le Pouvoir exécutif n'aura pas, en vertu de l'article 615 du Code de commerce, établi des tribunaux spéciaux pour les affaires commerciales.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 21, 29 Novembre et 7 Décembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé Général BEDEAU, vice-président; ARNAUD (de l'Ariège),
CHAPOT, BÉRARD, DE HEECKEREN, PRUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2589. — Loi portant approbation du Décret du 13 septembre 1850, qui a ouvert un Crédit extraordinaire pour le service de la Justice en Algérie.

Du 9 Décembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est approuvé le décret, en date du 13 septembre 1850 (1), par lequel il a été ouvert au département de la justice, sur l'exercice 1850, pour le service de la justice en Algérie, un crédit extraordinaire de douze cents francs (1,200^f), destiné à pourvoir aux frais d'ameublement des justices de paix établies à Coléah et à Saint-Cloud, et dont l'installation n'a eu lieu que depuis le vote du budget de cet exercice.

Cette somme de douze cents francs (1,200^f) sera portée en augmentation du crédit de cinquante mille francs (50,000^f) accordé pour menues dépenses des cours et tribunaux de l'Algérie (Chapitre XII, article 2, du budget).

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent, au moyen des ressources accordées par la loi du budget de 1850.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 9 Décembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé Général BÉDEAU, vice-président; ARNAUD (de l'Ariège),
CHAPOT, BÉHARD, DE HECKEREN, PEUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROÜHER.

N° 2590. — Loi portant approbation du Décret du 31 octobre 1850, qui a ouvert un Crédit extraordinaire pour les dépenses relatives à l'extinction des lois des 5 juin et 16 juillet 1850, sur le Timbre.

Du 9 Décembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est approuvé le décret du 31 octobre 1850 (2), par lequel il a été ouvert au ministre des finances, sur l'exercice

(1) Bull. 309, n° 2435.

(2) Bull. 325, n° 2523.

1850, un crédit extraordinaire de soixante mille quarante francs (60,040^f), pour les dépenses relatives à l'exécution des lois des 1^{er} juin et 16 juillet 1850 sur le timbre, savoir :

Frais de régle, de perception et d'exploitation des impôts et revenus.

Enregistrement et Domaines.

CHAPITRE XLIII.

Matériel (Frais d'impressions)..... 5,000^f

Timbre.

CHAPITRE XLV.

Personnel. (Atelier général du timbre.)

Traitements de nouveaux agents.....	6,300	} 10,400
Indemnités de travaux extraordinaires.....	4,100	

CHAPITRE XLVI.

Matériel et dépenses diverses.

Frais de bureaux, d'entretien et de fabrication à l'atelier général, et frais divers.....	36,640	} 44,640
Menues dépenses du timbre dans les départe- ments.....	8,000	

TOTAL..... 60,040

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent, au moyen des ressources accordées par la loi du budget é 1850.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 9 Décembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé Général BEDEAU, vice-président; ARNAUD (de l'Ariège),

CHAPOT, BÉRARD, DE HERCKEMAN, PRUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

• 2591. — *Loi portant approbation du Décret du 15 août 1850, qui a ouvert un Crédit extraordinaire pour l'Emprunt grec.*

Du 9 Décembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est approuvé le décret du 15 août 1850 (1), par

(1) Bull. 305, n° 2392.

lequel il a été ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1850, un crédit extraordinaire de cinq cent vingt-deux mille dix-neuf francs quatre-vingt-trois centimes (522,019^f 83^c), à l'effet de pourvoir, au défaut du Gouvernement grec, au paiement du semestre échu le 1^{er} septembre 1850, des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt négocié, le 12 janvier 1833, par ce Gouvernement, jusqu'à concurrence de la portion garantie par le trésor de France, en exécution de la loi du 14 juin 1833 et de l'ordonnance royale du 9 juillet suivant (1).

2. Les paiements qui seront faits en vertu de l'autorisation donnée par l'article précédent auront lieu à titre d'avances à recouvrer sur le Gouvernement grec.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 9 Décembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé Général BEDEAU, vice-président; ARNAUD (de l'Ariège),
CHAPOT, BÉRARD, DE HEECKEREN, PEUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2592. — *Loi ayant pour objet de faciliter le Mariage des Indigents, la Légitimation de leurs Enfants naturels et le retrait de ces Enfants déposés dans les Hospices.*

Des 18, 27 Novembre et 10 Décembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les pièces nécessaires au mariage des indigents, à la légitimation de leurs enfants naturels et au retrait de ces enfants déposés dans les hospices, seront réclamées et réunies par les soins de l'officier de l'état civil de la commune dans laquelle les parties auront déclaré vouloir se marier.

Les expéditions de ces pièces pourront, sur la demande du maire, être réclamées et transmises par les procureurs de la République.

2. Les procureurs de la République pourront, dans les mêmes cas, agir d'office et procéder à tous actes d'instruction préalables à la célébration du mariage.

(1) 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 339, n° 4890.

3. Tous jugements de rectification ou d'inscription des actes de l'état civil, toutes homologations d'actes de notoriété, et généralement tous actes judiciaires ou procédures nécessaires au mariage des indigents seront poursuivis et exécutés d'office par le ministère public.

4. Les extraits des registres de l'état civil, les actes de notoriété, de consentement, de publications; les délibérations de conseil de famille, les certificats de libération du service militaire, les dispenses pour cause de parenté, d'alliance ou d'âge, les actes de reconnaissance des enfants naturels, les actes de procédure, les jugements et arrêts dont la production sera nécessaire dans les cas prévus par l'article 1^{er}, seront visés pour timbre et enregistrés gratis, lorsqu'il y aura lieu à enregistrement. Il ne sera perçu aucun droit de greffe ni aucun droit de sceau au profit du trésor sur les minutes et originaux, ainsi que sur les copies ou expéditions qui en seraient passibles.

L'obligation du visa pour timbre n'est pas applicable aux publications civiles ni au certificat constatant la célébration civile du mariage.

5. La taxe des expéditions des actes de l'état civil requises pour le mariage des indigents, est réduite quels que soient les détenteurs de ces pièces, à trente centimes lorsqu'il n'y aura pas lieu à légalisation, à cinquante centimes lorsque cette dernière formalité devra être accomplie.

Le droit de recherche alloué aux greffiers par l'article 14 de la loi du 21 ventôse an VII, les droits de légalisation perçus au ministère des affaires étrangères ou dans les chancelleries de France à l'étranger, sont supprimés en ce qui concerne l'application de la présente loi.

6. Seront admises au bénéfice de la loi les personnes qui justifieront d'un certificat d'indigence, à elles délivré par le commissaire de police, ou par le maire dans les communes où il n'existe pas de commissaire de police, sur le vu d'un extrait du rôle des contributions constatant que les parties intéressées payent moins de dix francs, ou d'un certificat du percepteur de leur commune portant qu'elles ne sont pas imposées.

Le certificat d'indigence sera visé et approuvé par le juge de paix du canton. Il sera fait mention dans le visa de l'extrait des rôles ou du certificat négatif du percepteur.

7. Les actes, extraits, copies ou expéditions ainsi délivrés, mentionneront expressément qu'ils sont destinés à servir à la

célébration d'un mariage entre indigents, à la légitimation ou au retrait de leurs enfants naturels déposés dans les hospices.

Ils ne pourront servir à autres fins sous peine de vingt-cinq francs d'amende, outre le paiement des droits, contre ceux qui en auront fait usage, ou qui les auront indûment délivrés ou reçus.

Le recouvrement des droits et des amendes de contravention sera poursuivi par voie de contrainte, comme en matière d'enregistrement.

8. Le certificat prescrit par l'article 6 sera délivré en plusieurs originaux, lorsqu'il devra être produit à divers bureaux d'enregistrement. Il sera remis au bureau de l'enregistrement, où les actes, extraits, copies ou expéditions devront être visés pour timbre et enregistrés gratis. Le receveur en fera mention dans le visa pour timbre et dans la relation de l'enregistrement.

Néanmoins, les réquisitions des procureurs de la République tiendront lieu des originaux ci-dessus prescrits, pourvu qu'ils mentionnent le dépôt du certificat d'indigence à leur parquet.

L'extrait du rôle ou le certificat négatif du percepteur sera annexé aux pièces déposées pour la célébration du mariage.

9. La présente loi est applicable au mariage entre Français et étrangers.

Elle sera exécutoire aux colonies.

10. L'article 8 de la loi du 3 juillet 1846, l'ordonnance du 30 décembre 1846 (1), et toutes dispositions contraires à la présente loi, sont abrogés.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 18, 27 Novembre et 10 Décembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), CHAPOT, BÉCARD,
DE HERCKEREN, PRUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

(1) 1^{re} série, Bull. 1354, n° 13,378.

N° 2593. — DÉCRET relatif au Comité consultatif d'hygiène publique.

Du 2 Décembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce;

Vu l'arrêté du Chef du Pouvoir exécutif, en date du 10 août 1848 (1), qui établit un comité consultatif d'hygiène publique près le ministère de l'agriculture et du commerce;

Vu le décret du 1^{er} février 1850 (2), qui modifie l'organisation de ce comité,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Pourront assister, avec voix délibérative, aux séances du comité consultatif d'hygiène publique :Le secrétaire perpétuel de l'académie nationale de médecine,
L'architecte des écoles nationales d'arts et métiers.

2. Le ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 2 Décembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé DUMAS.

N° 2594. — DÉCRET qui autorise la fondation, à Villematier, commune de Villemur (Haute-Garonne), d'un Etablissement de Filles de la Croix dites Sœurs de Saint-André.

Du 5 Décembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;

Vu la délibération du 15 février 1849, par laquelle le conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Croix, dites de Saint-André, à la Puye, demande l'autorisation de fonder un établissement de son ordre à Villematier, commune de Villemur, et d'accepter les legs qui lui sont faits dans ce but, par le sieur Coutet, et qui consistent en une créance de dix mille francs, une rente de trois hectolitres de blé, deux maisons et quatre pièces de terre;

Vu les statuts de ladite congrégation;

(1) Bull. 63, n° 636.

(2) Bull. 238, n° 1958.

Vu l'ordonnance du 30 avril 1826 (1), qui les a approuvés, et celle du 28 mai suivant (2), qui a donné à cette congrégation une existence légale;

Vu les délibérations des 6 et 7 mai 1848, et 25 mars 1849, par lesquelles le conseil de fabrique de Villematier, commune de Villemur, le bureau de bienfaisance et le conseil municipal de cette commune, demandent l'autorisation d'accepter, chacun en ce qui le concerne, les legs résultant des testaments de l'abbé *Coutet*, et consistant : pour la fabrique, en une pièce de terre et divers objets mobiliers, et pour la commune et les pauvres, dans le bénéfice des conditions attachées aux legs faits aux sœurs de la Croix;

Vu les testaments olographes de l'abbé *Coutet*, des 5 novembre 1841, 20 octobre et 24 novembre 1847;

Vu l'acte de décès du testateur, du 25 mai 1848;

Vu la réclamation présentée, le 8 janvier 1849, par les héritiers naturels du testateur, dans le but de faire réduire de mille sept cents francs les legs faits aux sœurs de la Croix;

Vu les états de l'actif et du passif de la fabrique de Villematier et de la congrégation des sœurs de la Croix, vérifiés et certifiés par les préfets de la Haute-Garonne et de la Vienne;

Vu les procès-verbaux d'expertise, portant à cinq mille quatre cents francs la valeur des immeubles légués à la congrégation, à mille francs la valeur de la pièce de terre attribuée à la fabrique, et à deux cents francs celle des objets mobiliers laissés à cette fabrique;

Vu le procès-verbal de l'enquête qui a eu lieu relativement à la formation à Villematier d'un établissement de sœurs de la Croix;

Vu, sur le même objet, la délibération du conseil municipal de Villemur, du 7 mai 1848;

Vu les avis de l'archevêque de Toulouse, de l'évêque de Poitiers et des préfets de la Haute-Garonne et de la Vienne, en date des 12 et 19 mars, 16 avril et 29 juin 1849;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, du 24 juin 1850;

Vu celui du conseil de l'Université, du 11 janvier 1850;

Vu les lois des 2 janvier 1817, 24 mai 1825 et 18 juillet 1837;

Vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement;

Vu les ordonnances des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831;

Le Conseil d'état (section d'administration) entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La congrégation des Filles de la Croix, dites *sœurs de Saint-André*, existant à la Puye (Vienne) en vertu de l'ordonnance du 28 mai 1826, est autorisée à fonder à Villematier,

(1) VIII^e série, Bull. n° 89, n° 2991.

(2) VIII^e série, Bull. 95, n° 3139.

2. La supérieure générale de la congrégation des Filles de la Croix, dites *de Saint-André*, établie à la Puye (Vienne), la commune et le bureau de bienfaisance de Villemur (Haute-Garonne), sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, les legs, 1° d'une créance de dix mille francs; 2° d'une rente de trois hectolitres de blé; 3° de deux maisons avec dépendances et de quatre pièces de terre, contenant ensemble deux hectares quarante-deux ares trente-cinq centiares, le tout situé à Villematier, commune de Villemur, et estimé cinq mille quatre cents francs; lesdits legs faits à cette congrégation par le sieur *François Coutet*, suivant son testament olographe du 20 octobre 1847, modifié par un codicille du 24 novembre 1847, aux clauses et conditions y énoncées, et notamment à la charge d'établir et d'entretenir à Villematier deux ou trois sœurs de son ordre, qui seront tenues d'instruire gratuitement les filles pauvres des deux succursales de Villematier et de la Magdeleine, commune de Villemur, et de soigner les malades seulement de la succursale de Villematier.

3. Le trésorier de la fabrique de l'église succursale de Villematier, commune de Villemur (Haute-Garonne), est autorisé à accepter les legs faits, à titre gratuit, à cet établissement par le sieur *François Coulet*, suivant son testament olographe du 5 novembre 1841, et consistant en objets mobiliers évalués à deux cents francs, et en une pièce de terre de soixante et onze ares douze centiares, située à Villematier, et estimée mille francs.

Paris, le 5 Décembre 1850.

Signé E. DE PARIEU.

N° 2595. — DÉCRET portant convocation du Conseil général
du département des Ardennes.

Du 10 Décembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu les lois des 22 juin 1833 et 10 mai 1838, et le décret du
3 juillet 1848;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le conseil général du département des Ardennes
est convoqué pour le 26 décembre, présent mois, à l'effet de
délibérer, 1° sur les modifications à apporter dans le service des
étalons départementaux; 2° sur les mesures à prendre pour
assurer le logement de l'administration académique; 3° sur les
autres affaires urgentes que le préfet croira devoir lui sou-
mettre.

Cette session extraordinaire ne pourra durer plus de trois
jours.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du
présent décret.

Fait à Paris, à l'Élysée National, le 10 Décembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé J. BAROCHÉ.

N° 2596. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé
par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Est approuvé le tarif ci-annexé pour la perception des
droits au passage d'eau de Vieux-Port, situé dans la commune de ce
nom, sur la Seine, département de l'Eure.

2. Sont exempts des droits de passage, les administrateurs, magis-
trats, fonctionnaires publics et les divers agents tels qu'ils sont énu-
mérés au tarif annexé au présent décret, et qui, aux termes du cahier
des charges de l'adjudication desdits droits, sont affranchis de toute
obligation à cet égard. (Du 26 Novembre 1850.)

*Tarif des droits à percevoir au passage d'eau de Vieux-Port, commune de ce nom,
département de l'Eure.*

ART. 1^{er}. Pour le passage d'une personne non chargée, ou chargée
d'un poids de cinquante kilogrammes et au-dessous, ci..... 0^f 20^c

Nota. Le batelier ne pourra être contraint à passer que lors-
que les passagers lui assureront une recette au moins égale à ce

qui est dû, d'après le tarif, pour cinq personnes à pied, et, dans ce cas, il emploiera le bac ou un batelet à sa volonté.

Pour denrées ou marchandises non chargées sur une voiture, sur un cheval ou un mulet, mais embarquées à bras d'hommes et d'un poids de cinquante kilogrammes et au-dessous..... 0^f 15^c

Pour chaque cinquante kilogrammes excédant..... 0 05

NOTA. Le chargeur déclarera le poids, qui pourra être vérifié par le passeur.

Pour le passage d'un cheval ou d'un mulet et son cavalier, valise comprise.....	0 50
D'un cheval ou d'un mulet chargé.....	0 30
D'un cheval ou d'un mulet non chargé.....	0 25
D'un âne chargé.....	0 20
D'un âne non chargé.....	0 15
D'un cheval, mulet, bœuf, vache ou âne employés au labour ou allant au pâturage.....	0 30
D'un bœuf ou d'une vache appartenant à des marchands et destinés à la vente.....	0 30
D'un veau ou d'un porc.....	0 20
De moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, par tête, et d'oies ou de dindons, par paire.....	0 05

NOTA. Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, paires d'oies ou de dindons seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart.

Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, paires d'oies ou de dindons iront au pâturage, le droit sera diminué de moitié.

Les conducteurs des chevaux, mulets, ânes et bœufs, etc. payeront..... 0 10

Pour le passage d'une voiture suspendue ou non suspendue, à deux roues et à un cheval, cheval et conducteur compris..... 2 00

Le préfet déterminera le maximum de la charge ou du nombre des personnes que les bacs ou bateaux pourront recevoir.

2. Le fermier ne pourra exiger aucun droit de passage des fonctionnaires, employés ou agents ci-après désignés, savoir :

1° Les préfets et sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs de la République, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et les autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les directeurs et les employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes; les agents de l'administration forestière, les receveurs des communes, les préposés d'octroi et les facteurs ruraux, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires ou employés seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions ou porteurs de leurs commissions; seront aussi exempts, et aux mêmes conditions que les autres fonctionnaires désignés ci-dessus, les inspecteurs et stationnaires attachés aux lignes télégraphiques, les agents voyers, les vérificateurs des poids et mesures, les voitures cellulaires, conducteurs et chevaux compris.

Les préfets, sous-préfets, et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe, auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en

franchise de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leur personne, et de leurs voitures et conducteurs.

2° Les malles-postes, les courriers et les estafettes du Gouvernement.

3° Les trains d'artillerie, c'est-à-dire les bouches à feu et caissons militaires chargés de munitions de guerre, ainsi que les militaires ou conducteurs qui les accompagneront; les bouviers, bœufs, chevaux et voitures, requis pour le transport des vivres de l'armée, des équipages, des troupes et des militaires malades.

4° Les militaires de tout grade voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et soldats voyageant isolément, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie, et les voitures et chevaux servant à les transporter, à la charge de représenter soit une feuille de route, soit un ordre de service.

Les gardes nationaux marchant en détachement ou isolément pour le service public, mais à la même condition.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.



Certifié conforme :

Paris, le 18 * Décembre 1850,

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 0 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 335.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2597. — *Loi qui approuve un Échange d'Immeubles entre l'État et M. et M^{me} de Ségur.*

Des 2, 9 et 16 Décembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. L'échange de vingt-six hectares quarante-deux ares deux centiares, faisant partie de la forêt domaniale de Fontainebleau, contre le domaine du Petit-Barbeau, contenant, en terres et bois, quarante-trois hectares soixante et douze ares douze centiares, situés commune de Samois, dont M. et M^{me} de Ségur sont propriétaires, est approuvé sans soule ni retour, et sous les conditions énoncées dans les contrats passés devant le préfet du département de Seine-et-Marne, les 1^{er} mai et 11 novembre 1850.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 2, 9 et 16 Décembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), CHAPOT, BÉRARD,
DE HECCKEREN, PEUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2598. — *Loi portant approbation du Décret du 6 novembre 1850, qui a ouvert un Crédit extraordinaire pour les dépenses relatives à l'institution d'Evêchés dans les Colonies.*

Du 16 Décembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est approuvé le décret du 6 novembre 1850 (1), par lequel il a été ouvert au département de la marine et des colonies, sur l'exercice 1850, un crédit extraordinaire de quatre vingt-treize mille francs (93,000^f), destiné à pourvoir à l'acquittement des dépenses urgentes rendues nécessaires par la prochaine installation des évêques destinés pour les colonies.

Ce crédit sera classé dans le budget du département de la marine, *Service colonial*, chapitre III, *service général des colonies*. Il sera transporté sur l'exercice 1851.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent, au moyen des ressources accordées par la loi du budget de 1851.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 Décembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), CHAPOT, BÉRAUD,
DE HEECKEREN, PEUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2599. — *DÉCRET portant nomination de Membres de la Commission chargée de l'examen de toutes les questions relatives à la Caisse des Retraites ou Rentes viagères pour la vieillesse.*

Du 6 Décembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce ;

Vu l'article 13 de la loi du 18 juin 1850 portant qu'il sera formé,

(1) Bull. 327, n° 2552.

auprès et sous la présidence du ministre de l'agriculture et du commerce, une commission chargée de l'examen de toutes les questions relatives à la caisse des retraites et dont neuf membres doivent être nommés par le Gouvernement,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Sont nommés membres de la commission chargée de l'examen de toutes les questions relatives à la caisse des retraites ou rentes viagères pour la vieillesse, créée, sous la garantie de l'État, par la loi du 18 juin 1850,

MM. Moreau, curé de Saint-Médard;

Haumet, curé de Sainte-Marguerite;

Dubois, docteur en médecine et secrétaire perpétuel de l'académie de médecine;

Bérard, docteur en médecine et doyen de la faculté de médecine de Paris;

Durenne, membre du conseil des prud'hommes;

Fauler, membre du conseil des prud'hommes;

De Bertrand de Beaumont, agriculteur;

Odiot, industriel;

Devinck, commerçant, président du tribunal de commerce de Paris.

2. Le ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois et inséré au Moniteur.

Fait à l'Élysée-National, le 6 Décembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé DUMAS.

N° 2600. — *DÉCRET qui autorise le Ministre des Finances à procéder à la vente de Rentes provenant des Caisses d'épargne et du Chemin de fer de Lyon.*

Du 7 Décembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu l'article 27 de la loi du 18 mai 1850, portant fixation du budget des recettes de cet exercice;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le ministre des finances est autorisé à procéder à la vente, avec concurrence et publicité, et sur soumissions cachetées, de quinze cent quarante-trois mille cinq cent quarante-sept francs (1,543,547^f) de rente cinq pour cent, jouissance du 22 septembre 1850, et de quatre cent quatre-vingt-treize mille deux cent dix-sept francs (493,217^f) de rente trois pour cent, jouissance du 22 décembre 1850, provenant des caisses d'épargne et du chemin de fer de Lyon.

La vente sera faite à la compagnie qui offrira, pour chaque espèce de rente, le prix le plus élevé, sauf la réserve du minimum établi par le ministre des finances.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret;

Fait à l'Élysée-National, le 7 Décembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 2601. — *DÉCRET portant prorogation du Tarif des Droits de navigation perçus sur les Canaux de Berry et latéral à la Loire, de Digoïn à Briare.*

Du 13 Décembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi du 14 août 1822, relative à la construction et à l'achèvement de plusieurs canaux;

Vu le cahier des charges annexé à ladite loi;

Vu notre décret du 25 septembre dernier (1), qui a maintenu jusqu'au 1^{er} janvier prochain le tarif actuel des droits de navigation sur les canaux de Berry et latéral à la Loire, de Digoïn à Briare;

Vu la lettre de la Compagnie des Quatre-Canaux, en date du 3 décembre courant, portant consentement au maintien provisoire dudit tarif;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le tarif des droits de navigation qui sont actuelle-

(1) Bull. 312. n° 2452.

ment perçus sur les canaux de Berry et latéral à la Loire, de Digoïn à Briare, est prorogé jusqu'au 1^{er} avril 1851.

2. Le même tarif continuera à être appliqué aux canaux de jonction ouverts à Decize et à Fourchambault, entre la Loire et le canal latéral.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 13 Décembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Par le Président de la République : le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 1602. — *Décret portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. Regnier pour l'Archêvêché de Cambrai.*

Du 17 Décembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;

Vu les articles 1^{er} et 18 de la loi du 8 avril 1802 [18 germinal an x];

Vu le tableau de la circonscription des métropoles et diocèses de France, annexé à l'ordonnance du 31 octobre 1822 (1);

Vu le décret du 16 mai 1850, qui nomme M. Regnier, évêque d'Angoulême, au siège archiépiscopal de Cambrai;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté Pie IX audit archevêque nommé;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, la veille des calendes d'octobre [30 septembre 1850], portant institution canonique de M. Regnier (René-François), pour le siège archiépiscopal de Cambrai, est reçue et sera publiée dans la République en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme, et qui pourraient être contraires à la Constitution, aux lois de la République, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres du Conseil d'état; mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du Conseil.

4. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 17 Décembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIET.

N° 2603. — DÉCRET portant prorogation de la Chambre temporaire du Tribunal de première instance de Bagnères.

Du 18 Décembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'ordonnance du 14 juin 1837, portant création d'une chambre temporaire au tribunal de première instance de Bagnères (Hautes-Pyrénées);

Vu les ordonnances des 9 novembre 1838, 29 octobre 1839, 2 novembre 1840, 4 novembre 1841, 2 novembre 1842, 16 novembre 1843, 20 novembre 1844, 24 octobre 1845, 24 novembre 1846, 15 novembre 1847, ainsi que l'arrêté du 4 novembre 1848, et le décret du 2 janvier 1850, qui ont successivement prorogé ladite chambre temporaire;

Vu le rapport adressé, le 13 novembre 1850, au ministre de la justice, par le procureur général près la cour d'appel de Pau, ensemble les documents joints à l'appui;

Vu l'article 39 de la loi du 20 avril 1810;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre temporaire, créée par ordonnance du 14 juin 1837, au tribunal de première instance de Bagnères (Hautes-Pyrénées), et successivement prorogée jusqu'à ce jour, continuera à remplir ses fonctions pendant une année.

A l'expiration de ce temps, elle cessera de plein droit, si n'en a été autrement ordonné.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé

De l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, à l'Élysée-National, le 18 Décembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Signé E. ROUHER.

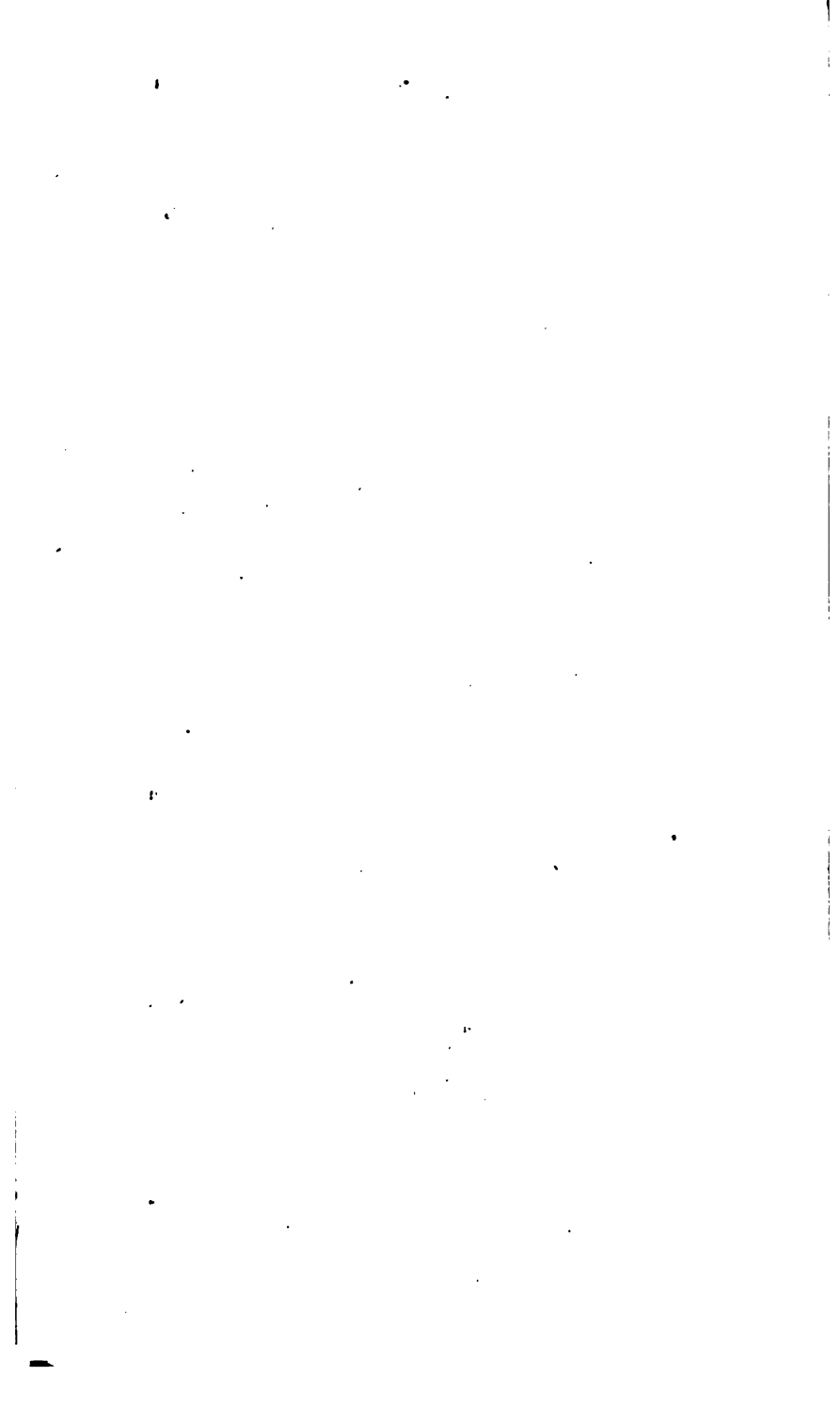


Certifié conforme :
Paris, le 20^e Décembre 1850,
Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.



BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 336.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2604. — *Loi relative au Délit d'Usure.*

Des 15 Juin, 1^{er} Juillet et 19 Décembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

Les articles 3 et 4 de la loi du 3 septembre 1807 sont modifiés ainsi qu'il suit :

ART. 1^{er}. Lorsque dans une instance civile ou commerciale il sera prouvé que le prêt conventionnel a été fait à un taux supérieur à celui fixé par la loi, les perceptions excessives seront imputées de plein droit, aux époques où elles auront eu lieu, sur les intérêts légaux alors échus, et subsidiairement sur le capital de la créance.

Si la créance est éteinte en capital et intérêts, le prêteur sera condamné à la restitution des sommes indûment perçues, avec intérêt du jour où elles lui auront été payées.

Tout jugement civil ou commercial constatant un fait de cette nature sera transmis par le greffier au ministère public dans le délai d'un mois, sous peine d'une amende qui ne pourra être moindre de seize francs ni excéder cent francs.

2. Le délit d'habitude d'usure sera puni d'une amende qui pourra s'élever à la moitié des capitaux prêtés à usure, et d'un emprisonnement de six jours à six mois.

3. En cas de nouveau délit d'usure, le coupable sera condamné au maximum des peines prononcées par l'article précédent, et elles pourront être élevées jusqu'au double, sans préjudice des cas généraux de récidive prévus par les articles 57 et 58 du Code pénal.

Après une première condamnation pour habitude d'usage, le nouveau délit résultera d'un fait postérieur, même unique, s'il s'est accompli dans les cinq ans à partir du jugement ou de l'arrêt de condamnation.

4. ~~Si l'auteur de la contravention~~ ~~de la part du préteur~~, il sera passible des peines prononcées par l'article 405 du Code pénal, sauf l'amende, qui demeurera réglée par l'article 2 de la présente loi.

5. Dans tous les cas, et suivant la gravité des circonstances, les tribunaux pourront ordonner, aux frais du délinquant, l'affiche du jugement et son insertion par extrait dans un ou plusieurs journaux du département.

6. Ils pourront également appliquer, dans tous les cas, l'article 463 du Code pénal.

7. L'amende prévue par le dernier paragraphe de l'article premier sera prononcée, à la requête du ministère public, par le tribunal civil.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 15 Juin, 1^{er} Juillet et 19 Décembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé BENOIST-LAZAR, vice-président; ARNAUD (de l'Ariège),
GARNOT, DÉMARÉ, DE HERVILLE, PÉDIEU.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Gardes des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUGER.

N^o 2605. — Décret qui convertit en une Chaire de botanique et d'histoire naturelle médicale la Chaire de botanique de la Faculté de médecine de Montpellier.

Du 25 Novembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes:

Vu les lois, décrets, ordonnances et règlements relatifs à l'enseignement et à l'exercice de la médecine, et notamment l'ordonnance

22 décembre 1824 (1), portant organisation de la faculté de médecine de Montpellier ;

le conseil supérieur de l'instruction publique entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chaire de botanique de la faculté de médecine de Montpellier est convertie en une chaire de botanique et d'histoire naturelle médicale.

Il sera pourvu, par la voie du concours, à la nouvelle chaire de botanique et d'histoire naturelle médicale.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 25 Novembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

1806. — **DÉCRET** sur les Conditions auxquelles les Étrangers peuvent être admis à enseigner en France.

Du 5 Décembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes ;

Vu l'article 78 de la loi du 15 mars 1850 ;

Le Conseil supérieur de l'instruction publique entendu,

DÉCRÈTE :

1^{re}. Des étrangers dans les établissements libres d'instruction primaire et secondaire.

ART. 1^{er}. Pour ouvrir et diriger une école primaire ou secondaire libre, tout étranger admis à jouir des droits civils en France est soumis aux mêmes obligations que les nationaux. Il devra, en outre, avoir préalablement obtenu et produire une autorisation spéciale du ministre de l'instruction publique, après avis du conseil supérieur.

Cette dernière condition est imposée à tout étranger appelé à remplir dans un établissement d'instruction primaire ou secondaire libre une fonction de surveillance ou d'enseignement. L'autorisation accordée par le ministre, après avis du conseil supérieur, pourra toujours être retirée dans les mêmes formes.

(1) viii^e série, Bull. 14, n° 344.

2. Dans le cas particulier d'écoles primaires ou d'établissements secondaires, spécialement autorisés, conformément à l'article précédent, et uniquement destinés à des enfants étrangers résidant en France, des dispenses de brevets de capacité ou de grade pourront être accordées par le ministre de l'instruction publique, après avis du conseil supérieur.

3. Le ministre de l'instruction publique pourra, après avis du conseil supérieur, déclarer équivalents aux brevets ou diplômes nationaux exigés par la loi tous brevets et grades obtenus par l'étranger des autorités scolaires de son pays.

4. Pourront être également accordées par le ministre, en conseil supérieur, des dispenses de brevets et de grades aux étrangers qui se seraient fait connaître par des ouvrages dont le mérite aura été reconnu par le conseil de l'instruction publique.

5. Les chefs ou directeurs étrangers d'établissements d'instruction secondaire ou primaire libres, régulièrement autorisés avant le 1^{er} septembre 1850, continueront d'exercer leur profession sans être soumis aux prescriptions de l'article 1^{er} du présent décret.

§ 2. Cours publics.

6. L'autorisation et les dispenses laissées à la discrétion des conseils académiques par l'article 77 de la loi du 15 mars 1850 ne pourront, quand il s'agira d'étrangers admis à jouir des droits civils, être accordées que par le ministre de l'instruction publique, en conseil supérieur; lesdites autorisations et dispenses sont toujours révocables dans les mêmes formes.

§ 3. Des étrangers dans les écoles et établissements publics.

7. Nul étranger ne pourra être nommé instituteur communal ou instituteur adjoint dans une école publique, inspecteur primaire, directeur ou maître-adjoint d'une école normale primaire, s'il n'a préalablement obtenu des lettres de naturalisation.

Il en sera de même pour toute fonction à titre définitif dans les établissements publics d'instruction secondaire.

8. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de l'Élysée, le 5 Décembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

• 2607. — *DÉCRET sur les Distinctions honorifiques spécialement attribuées aux Membres de l'Enseignement.*

Du 9 Décembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes ;
Vu la loi du 15 mars 1850 ;

Vu le décret du 17 mars 1808 (1) ;

Vu les ordonnances du 14 novembre 1844 (2), du 9 septembre 1845 et du 1^{er} novembre 1846 (3) ;

Le conseil supérieur de l'instruction publique entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les distinctions honorifiques spécialement attribuées aux membres de l'enseignement public et de l'enseignement libre sont au nombre de deux :

Celle d'officier d'académie ;

Celle d'officier de l'instruction publique.

La palme sera brodée en soie bleue et blanche pour les officiers d'académie.

Elle sera brodée en argent pour les officiers de l'instruction publique.

2. Peuvent être nommés officiers d'académie : les membres de l'enseignement primaire après quinze ans de services, et les membres de l'enseignement secondaire et supérieur, ainsi que les fonctionnaires de l'administration et de l'inspection, après cinq ans de services.

Peuvent être nommés officiers de l'instruction publique les officiers d'académie pourvus de ce titre depuis cinq ans au moins.

3. Les distinctions honorifiques attribuées aux membres de l'enseignement public et de l'enseignement libre sont conférées, par le ministre de l'instruction publique, sur la proposition des recteurs et l'avis des conseils académiques.

4. Les officiers d'académie pourvus de ce titre par une nomination spéciale, ou qui l'étaient de droit en vertu de leurs fonctions, restent, de droit, officiers d'académie.

1) IV^e série, Bull. 185, n° 3179.

2) IX^e série, Bull. 1163, n° 11,703.

3) IX^e série, Bull. 1361, n° 13,338.

Les officiers de l'Université, pourvus de ce titre par une nomination spéciale ou qui l'étaient de droit en vertu de leurs fonctions, sont, de droit, officiers de l'instruction publique.

5. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 9 Décembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2608. — DÉCRET portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. Cousseau pour l'Évêché d'Angoulême.

Du 18 Décembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;

Vu les articles 1^{er} et 18 de la loi du 8 avril 1802 [18 germinal an x];

Vu le tableau de la circonscription des métropoles et diocèses de France, annexé à l'ordonnance royale du 31 octobre 1822 (1);

Vu le décret du 17 juin 1850, qui nomme M. Cousseau, supérieur du séminaire diocésain de Poitiers, à l'évêché d'Angoulême;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté Pie IX audit évêque nommé;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome la veille des calendes d'octobre (30 septembre 1850), portant institution canonique de M. Cousseau (Antoine), pour le siège épiscopal d'Angoulême, est reçue et sera publiée dans la République en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme, et qui sont ou pourraient être contraires à la Constitution, aux lois de la République, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les

(1) VII^e série, Bull. 570, n° 13,866.

registres du Conseil d'état; mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du Conseil.

4. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 18 Décembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARISEY,

N° 2609. — DÉCRET portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. Chalandon, comme Coadjuteur de l'Évêque de Belley, avec future succession, et sous le titre d'Évêque in partibus de Thaumacum.

Du 18 Décembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;

Vu les articles 1^{er} et 18 de la loi du 8 avril 1802 [18 germinal an x];

Vu le tableau de la circonscription des métropoles et diocèses de France annexé à l'ordonnance du 31 octobre 1822 (1);

Vu le décret du 31 mai 1850, qui nomme M. Chalandon, chanoine de l'église cathédrale de Metz, coadjuteur de M. l'évêque de Belley, avec future succession;

Vu la lettre de l'évêque de Belley, en date du 8 juin 1850, qui constate le consentement de ce prélat à la nomination de son coadjuteur;

Vu le décret du 7 janvier 1808 (2) portant qu'en exécution de l'article 17 du Code civil, nul ecclésiastique français ne pourra poursuivre et accepter, sans l'autorisation du Gouvernement, la collation d'un évêché in partibus;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté Pie IX, audit coadjuteur, sous le titre d'évêque in partibus de Thaumacum;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 5 des nones d'octobre (3 octobre) 1850, portant institution canonique de M. Chalandon

(1) 1^{re} série, Bull. 570, n° 13,866.

(2) 1^{re} série, Bull. 178, n° 2913.

don (Claude-Louis-Pie), comme coadjuteur de M. l'évêque de Belley, avec future succession, et sous le titre d'évêque *in partibus* de *Thaumacum*, est reçue et sera publiée dans la République en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme, et qui sont ou pourraient être contraires à la Constitution, aux lois de la République, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres du Conseil d'état; mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du Conseil.

4. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Paris, le 18 Décembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

N° 2610. — *DÉCRET qui autorise l'établissement d'un Télégraphe électrique sous-marin entre les côtes de France et d'Angleterre.*

Du 19 Décembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu la loi du 2 mai 1837;

Vu le décret du 10 août 1849;

Vu la délibération du conseil d'administration des lignes télégraphiques, en date des 30 août, 2, 17 et 18 septembre, 14 et 30 novembre 1850;

Vu la convention passée, le 30 novembre 1850, entre l'administrateur en chef des lignes télégraphiques et M. *Jacob Brett*, approuvée par le ministre de l'intérieur,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. *Jacob Brett* est autorisé à établir un télégraphe électrique sous-marin entre les côtes de France et d'Angleterre, et pouvant aboutir aux villes de Calais et de Boulogne.

2. L'exploitation de cette entreprise, à l'exclusion de toute autre du même genre, est concédée à M. *Jacob Brett* pour dix

années, à partir du 1^{er} octobre 1851, et sous les clauses et conditions contenues dans l'acte passé, le 30 novembre 1850, entre l'administrateur en chef des lignes télégraphiques et M. Jacob Brett.

3. Le décret du 10 août 1849 est rapporté en ce qu'il a de contraire au présent décret.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 19 Décembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé J. BAROCHÉ.

N° 2611. — *DÉCRET qui autorise la fondation, à Saint-Denis-le-Ferment (Eure), d'un Établissement d'une Sœur de la Providence.*

Du 20 Décembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;

Vu les délibérations, en date du 22 avril 1844, 30 mai 1844, 4 mai 1845 et 24 février 1850, par lesquelles le conseil de fabrique et le conseil municipal de Saint-Denis-le-Ferment, ainsi que le conseil d'administration de la congrégation des sœurs de la Providence, à Évreux, demandent l'autorisation d'accepter, chacun en ce qui le concerne, les legs faits par la dame *Dumoutier*, veuve *Bove*, auxdites fabrique et congrégation, et consistant, pour la fabrique, en six pièces de terre, et pour la congrégation en une rente de cinquante francs et en sept pièces de terre;

Vu la délibération, en date du 6 juillet 1850, par laquelle le conseil d'administration de la congrégation précitée demande l'autorisation d'établir à Saint-Denis-le-Ferment, en exécution des conditions des legs faits en sa faveur, une sœur de son ordre;

Vu les statuts de ladite congrégation;

Vu le décret du 2 novembre 1810 (1), qui les a approuvés, et qui a donné en même temps à cette congrégation une existence légale;

Vu le consentement donné, suivant acte notarié du 26 mars 1844, par le légataire universel de la testatrice, à la délivrance des legs précités;

Vu la réclamation formée, le 14 avril 1845, par le sieur *Cheron* et

(1) 1^{re} série, Bull. 338, n° 6308.

autres, en qualité d'héritiers naturels de la testatrice, contre l'acceptation des legs ;

Vu les procès-verbaux d'expertise, portant à deux mille cinq cent trente-six francs la valeur des biens légués à la fabrique, et à huit mille quatre-vingt-dix francs la valeur de ceux laissés à la congrégation ;

Vu les états de l'actif et du passif de la fabrique de Saint-Denis-le-Ferment, et de la congrégation des sœurs de la Providence, à Evreux, vérifiés et certifiés par le préfet de l'Eure ;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo*, à laquelle il a été procédé, le 12 janvier 1850, dans la commune de Saint-Denis-le-Ferment, en ce qui touche l'établissement d'une sœur de la Providence ;

Vu, sur le même objet, l'avis émis par le conseil municipal de cette commune dans sa délibération précitée du 24 février 1850 ;

Vu les avis de l'évêque d'Evreux et du préfet de l'Eure, en date des 1^{er} et 17 août 1844, 15 et 18 mai 1850 ;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, en date du 9 février 1849 ;

Vu l'avis du conseil supérieur de l'instruction publique, en date du 19 septembre 1850 ;

Vu les lois des 2 janvier 1817, 24 mai 1825 et 18 juillet 1837 ;

Vu la loi du 15 mars 1850 sur l'enseignement ;

Et les ordonnances réglementaires des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831 ;

Le Conseil d'état (section d'administration) entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Providence, à Evreux (Eure), reconnue par décret du 2 novembre 1810, est autorisée à former à Saint-Denis-le-Ferment (même département), un établissement de son ordre, à la charge, par la religieuse qui dirigera cet établissement, de se conformer exactement aux statuts approuvés, pour la maison mère, par le décret précité.

2. La supérieure générale de la même congrégation et le maire de la commune de Saint-Denis-le-Ferment (Eure) sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, aux charges clauses et conditions imposées, les legs d'une rente annuelle de cinquante francs et de sept pièces de terre situées à Saint-Denis-le-Ferment, contenant ensemble quatre hectares quatre-vingt-treize ares soixante-cinq centiares et estimées huit mille quatre-

et dix francs ; ledit legs fait à cette congrégation par la dame *Marguerite Dumoutier*, veuve du sieur *Jean-Louis Bove*, suivant testament notarié du 8 mai 1841, aux clauses et conditions énoncées, et notamment à la charge de fournir et d'entretenir la commune de Saint-Denis-le-Ferment une sœur tenue de veiller gratuitement les enfants pauvres et de soigner les malades de cette commune,

En cas de remboursement de la rente de cinquante francs, le capital en provenant sera employé en achat de rentes sur l'État.

Le trésorier de la fabrique de l'église succursale de Saint-Denis-le-Ferment (Eure) est autorisé à accepter, aux charges, clauses et conditions imposées, le legs fait à cet établissement par la dame *Marguerite Dumoutier*, veuve du sieur *Jean-Louis Bove*, par son testament notarié du 8 mai 1841, et consistant en pièces de terre situées dans les communes de Saint-Denis-le-Ferment et d'Hébécourt, contenant ensemble un hectare cinquante-trois ares soixante-huit centiares, et estimées deux mille cent trente-six francs.

Les ministres de l'instruction publique et des cultes, et de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des

Paris, le 20 Décembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

1612. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) portant :

ART. 1^{er}. Le conseil général de la Corse est autorisé à fonder, dans la ville de Bastia, deux bourses entières, divisibles en quatre demi-bourses du prix de trois cents francs l'une, et affectées chacune aux indigènes d'Ajaccio, de Corte, de Calvi et de Sartène.

Une allocation de douze cents francs sera portée chaque année au budget des dépenses départementales pour l'entretien de cette allocation.

La ville de Bastia est autorisée à disposer, sur son contingent de dix bourses entières, en faveur d'enfants nés dans le département,

de deux bourses entières également divisibles en quatre demi-bourses, affectées chacune aux quatre arrondissements du département de la Corse. (*Du 7 Novembre 1850.*)

N° 2613. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession des terrains non bâtis à occuper pour les travaux du chemin de fer de Paris à Strasbourg, dans la traversée des communes de Remennecourt, Contrisson, Neuville, Bussy-la-Côte, Varney, Fains et Bar-le-Duc (Meuse). (*Du 8 Novembre 1850.*)

N° 2614. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour les travaux du chemin de fer de Paris à Strasbourg, de six parcelles de terrains non bâtis, d'une contenance de vingt-cinq ares trente-six centiares, sises au territoire de Blesmes, département de la Marne, lieux dits *le Château-Percé et les Vigneux*, mentionnées au plan cadastral, section C, sous les n° 104, 103, 101, 100, 98 et 821, et au plan parcellaire sous les n° 51, 52, 53, 54, 56 et 83. (*Du 8 Novembre 1850.*)

N° 2615. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) portant, 1° que la ville d'Auch est autorisée à distraire, sur la totalité du prix des bourses d'internat qu'elle entretient dans son lycée, une somme de trois cents francs, représentant une demi-bourse; 2° que cette somme sera affectée à la création de six bourses d'externat, qui seront concédées dans les formes prescrites par la loi du 27 novembre 1848, le règlement du 25 juillet 1849 et l'arrêté du 28 du même mois. (*Du 11 Novembre 1850.*)

N° 2616. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant,

1° Que le chemin vicinal de grande communication n° 2, de Perpignan à Thuir, demeure classé au rang des routes départementales des Pyrénées-Orientales;

2° Que cette route se reliera à celle déjà classée de Thuir à Céret, et ne formera avec elle qu'une seule et même communication, qui

prendra, sous le n° 8, la dénomination de *route de Perpignan à Cérét, par Thuir*;

3° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'amélioration ou à la rectification de cette voie de communication, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Du 12 Novembre 1850.*)

N° 2617. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale n° 1, de Joyeuse à Saint-Ambroix, entre le village de la Blachère (Ardèche) et la borne kilométrique n° 5 après le ruisseau du Mézillon, conformément à la direction générale indiquée en rouge sur le plan présenté par les ingénieurs, à la date des 30 novembre 1849 et 6 avril 1850;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Du 27 Novembre 1850.*)

N° 2618. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant,

1° Qu'il sera procédé à la rectification de la route départementale n° 8, de Cusset à Villefranche, entre la croix Tachon et les barraques de Mulsant, à l'entrée de Roanne (Loire), suivant la direction générale exprimée en bleu sur le plan présenté par les ingénieurs, à la date des 21 et 27 février 1850;

2° Que l'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Du 27 Novembre 1850.*)

N° 2619. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant que les trente routes départementales classées dans le département du Gard par le décret du 7 janvier 1813 et les ordonnances des 28 novembre 1821, 8 août 1827, 30 septembre 1829, 18 septembre 1832, 18 août 1835, 28 octobre 1836, 21 mai, 19 juin et 29 août 1837, 9 août 1839 et 6 décembre 1842, sont réduites à vingt-six et prendront désormais les numéros et les dénominations qui suivent :

Route départementale, n° 1, de Nîmes à Aubenas, par Uzès et Barjac;

Route départementale, n° 2, de Beaucaire à Monde, par le pont du Gard et Uzès;

Route départementale, n° 3, d'Alais au Vigan, par Anduze, Dourfort et Saint-Hippolyte;

Route départementale, n° 4, de Nîmes à Aigues-Mortes, par Limargue et Saint-Laurent;

Route départementale, n° 5, de Sommières à Anduze, par Quissac;

Route départementale, n° 6, du Pont de Lunel à Arles, par Vauvert et Saint-Gilles;

Route départementale, n° 7, d'Uzès au Vans, par Saint-Ambroix;

Route départementale, n° 8, de Beaucaire à Saint-Gilles, par Bellegarde;

Route départementale, n° 9, de Saint-Hippolyte à Baire, par Laille et Saint-Roman;

Route départementale, n° 10, de Nîmes à Sommières, par Calvisson;

Route départementale, n° 11, de Nîmes à Arles, par Bellegarde;

Route départementale, n° 12, de Nîmes à Saint-Gilles et au Rhône;

Route départementale, n° 13, de Barjac à Avignon, par Bagnols et Roquemaure;

Route départementale, n° 14, du pont de Nizon à Villeneuve, par Saint-Laurent-les-Arbres;

Route départementale, n° 15, de Quissac à Montpellier, par Corconne;

Route départementale, n° 16, du Vigan à Meyrueis, par Valleranges;

Route départementale, n° 17, d'Anduze à Lasalle, par le pont de Salindres;

Route départementale, n° 18, de Lodève à Meyrueis, par le Vigan;

Route départementale, n° 19, de Nîmes à Orange, par Rochefort, Tavel et Roquemaure;

Route départementale, n° 20, d'Alais à Saint-André de Valborgne, par Saint-Sébastien, Milliet, Saint-Jean-du-Gard et Saint-Martin-de-Corconac;

Route départementale, n° 21, de Barjac à Villefort, par Saint-Ambroix;

Route départementale, n° 22, de Portes à Monde;

Route départementale, n° 23, de Bagnols à Anduze, par Uzès;

Route départementale, n° 24, d'Aigues-Mortes à Alais, par Saint-Laurent-d'Aigouze et Lunel;

Route départementale, n° 25, de Saint-Jean-du-Bruel à Florac, par Trèves et Meyrueis;

Route départementale, n° 26, de Nîmes à Vauvert et au port de Gallician, par Vestrie et Candriac. (Du 27 Novembre 1850.)



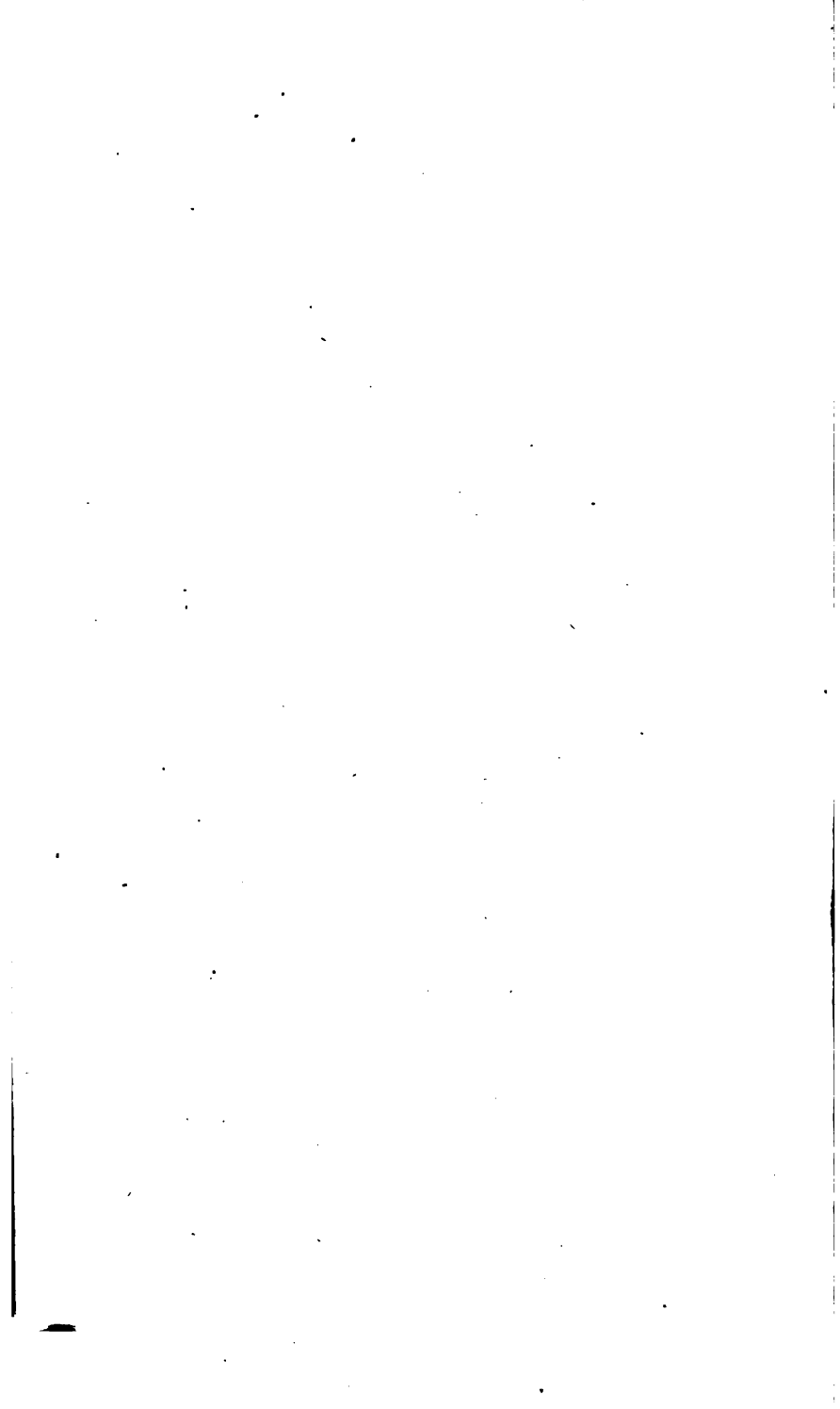
Certifié conforme :

Paris, le 27 * Décembre 1850,
*Le Garde des Sceaux, Ministre de la
Justice,*

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.



BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE:

N° 337.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 3620. — *Loi qui ouvre un Crédit sur l'exercice 1851, pour les dépenses du service des Paquebots-postes de la Méditerranée.*

Du 24 Décembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1851, un crédit de neuf cent quarante et un mille cent quinze francs (941,115'), pour les dépenses du service des paquebots-postes de la Méditerranée pendant les trois premiers mois de l'année.

Ce crédit est réparti ainsi qu'il suit, par chapitre :

Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus.

POSTES. — *Transport des dépêches.*

(Paquebots de la Méditerranée.)

CHAP. LXVIII bis.	Personnel	209,010'
— LXIX bis.	Matériel.....	707,555'
— LXX bis.	Dépenses diverses.....	24,550
TOTAL.....		941,115

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi du budget des recettes de 1851.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 24 Décembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, CHAPOT, BÉARD,
DE HERCKEREN, PEUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2621. — *Loi relative à l'achèvement du Palais de justice
de Montpellier.*

Du 24 Décembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Une somme de cent quatre-vingt-dix-huit mille trois cent quarante-deux francs soixante et dix-sept centimes (198,342^f 77^c) est affectée aux travaux d'achèvement du palais de justice de Montpellier (Hérault).

2. Sur cette somme, il est ouvert au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1851, un crédit de cent cinquante mille francs (150,000^f).

Délibéré en séance publique, à Paris, le 24 Décembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, CHAPOT,
BÉARD, DE HERCKEREN, PEUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2622. — *Loi qui autorise la ville de Tours à contracter un Emprunt*

Du 24 Décembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Tours (Indre-et-Loire) est autorisée à emprunter, à un intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de cent quarante-sept mille francs

147,000'), nécessaire pour couvrir le déficit de son budget de 1850.

Cet emprunt sera remboursé en sept années, à partir de 1851, au moyen des recettes tant ordinaires qu'extraordinaires de la ville.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 24 Décembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, CHAPOT.
BÉRARD, DE HECKEREN, PEUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2623. — *Loi relative à un changement de Circonscription territoriale.*

Du 24 Décembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. L'enclave circonscrite par un liséré rouge sur le plan annexé à la présente loi est distraite de la commune de Saint-Laurent, canton de Saint-Laurent, arrondissement de Corte, département de la Corse, et réunie à la commune de Piedigriggio, canton d'Omessa, même arrondissement.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret du Président de la République.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 24 Décembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, CHAPOT, BÉRARD,
DE HECKEREN, PEUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

N° 2624. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui fixe à onze le nombre des avoués près la cour d'appel de Douai. (Du 19 Décembre 1850.)



Certifié conforme :

Paris, le 29 * Décembre 1850,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la
Justice,*

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 338.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2625. — *TABLEAU du prix moyen de l'hectolitre de Froment pour servir de régulateur aux Droits d'importation et d'exportation des Grains et Farines, conformément aux Lois des 15 Avril 1832 et 26 Avril 1833, arrêté le 31 Décembre 1850.*

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment (1).			PRIX moyen régulateur de la section.
1 ^{re} CLASSE.						
Unique.	(Pyrénées-Or...)					15 ^f 17 ^c
	Aude.....	Toulouse.....	13 ^f 55 ^c	13 ^f 64 ^c	13 ^f 59 ^c	
	Hérault.....	Gray.....	12 50	12 44	12 05	
	Gard.....	Lyon.....	15 02	15 15	15 26	
	Bouches-du-Rh.	Marseille.....	20 00	19 42	19 43	
	Var.....					
	(Corse.....)					
2 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	(Gironde.....)					14 13
	Landes.....	Marans.....	13 75	13 83	13 83	
	B ^{se} -Pyrénées..	Bordeaux.....	15 00	15 00	14 97	
	H ^{se} -Pyrénées..	Toulouse.....	13 55	13 64	13 59	
	Ariège.....					
	(Haute-Garonne.)					
2 ^e	(Jura.....)					14 21
	Doubs.....	Gray.....	12 50	12 44	12 05	
	Ain.....	Saint-Laurent..	14 82	14 75	14 81	
	Isère.....	Le Grand-Lemps...	15 46	15 52	15 54	
	Hautes-Alpes..					
	(Basses-Alpes...)					

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1849.)

(1) Les trois prix de chaque marché sont ceux de la dernière semaine du mois précédent, de la première et de la deuxième semaine du mois courant. (Article 8 de la loi du 16 juillet 1819.)

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX DE L'HECTOLITRE de froment.			PRIX moyen régulateur de la section.
3 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Haut-Rhin....	Mulhouse....	14 ^f 76 ^a	14 ^f 89 ^a	15 ^f 23 ^a	15 ^f 21 ^a
	Bas-Rhin....	Strasbourg....	15 56	15 55	15 26	
2 ^e	Nord.....	Bergues.....	15 64	15 68	15 54	14 34
	Pas-de-Calais..	Arras.....	14 66	14 35	14 44	
	Somme.....	Roye.....	13 48	13 01	13 00	
	Seine-Infér....	Soissons.....	13 22	13 27	13 40	
	Eure.....	Paris.....	18 65	13 65	14 26	
	Calvados.....	Rouen.....	13 70	14 01	14 11	
3 ^e	Loire-Infér....	Saumur.....	12 80	12 40	13 20	13 74
	Vendée.....	Nantes.....	15 09	14 38	14 36	
	Charente-Infér.	Marans.....	13 75	13 83	13 83	
4 ^e CLASSE.						
1 ^{re}	Moselle.....	Metz.....	11 59	11 62	11 79	12 23
	Meuse.....	Verdun.....	11 42	11 35	11 40	
	Ardennes.....	Charleville....	12 56	12 56	12 56	
	Aisne.....	Soissons.....	13 22	13 27	13 40	
2 ^e	Manche.....	Saint-Lô.....	15 18	15 09	14 84	13 80
	Ile-et-Vilaine.	Paimpol.....	12 65	12 62	12 68	
	Côtes-du-Nord.	Quimper.....	14 27	14 07	14 00	
	Finistère.....	Hennebon....	12 73	12 73	12 33	
	Morbihan.....	Nantes.....	15 09	14 38	14 36	

Arrêté par nous, Ministre Secrétaire d'état au département de l'Agriculture
et du Commerce.

A Paris, le 31 Décembre 1850.

Signé DUMAS.



Certifié conforme :

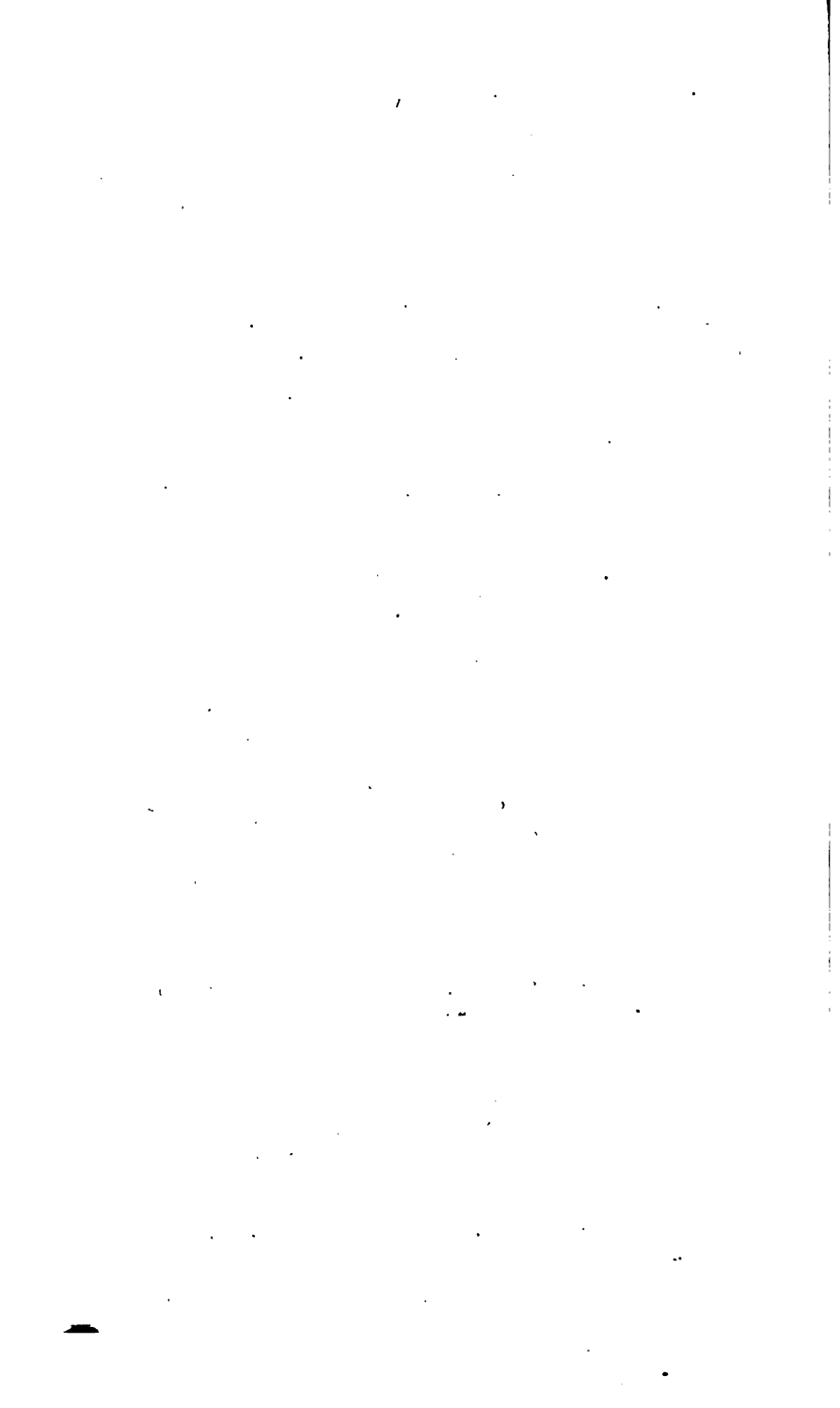
Paris, le 1^{er} Janvier 1851.

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la
Justice,*

E. ROUHER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la salle de l'imprimerie
nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.



BULLETIN DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 339.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

N° 2626. — *Loi relative au Traité de commerce et de navigation conclu, le 5 novembre 1850, entre la France et la Sardaigne.*

Du 30 Décembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ D'URGENCE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le Président de la République est autorisé à ratifier, et, s'il y a lieu, à faire exécuter, le traité de commerce et de navigation conclu, entre la France et la Sardaigne, le 5 novembre 1850, et dont une copie authentique demeure annexée à la présente loi.

2. Le Gouvernement de la République est, en outre, autorisé, moyennant les compensations énoncées dans les déclarations internationales du 27 avril 1844, à étendre aux fruits frais de table, provenant de la principauté de Monaco, les dégrèvements douaniers stipulés au profit des produits similaires sardes par le premier alinéa du paragraphe 5 de l'article 12 du traité mentionné dans l'article 1^{er} de la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 30 Décembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,
Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, CHAPOT,
BÉRAUD, DE HECKEREN, PEUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,
Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Signé E. ROUHER.

Traité de commerce et de navigation entre la France et la Sardaigne.

Le Président de la République française et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, désirant faciliter et étendre, d'une manière réciproquement avantageuse, les relations commerciales et maritimes entre les deux pays, d'une part, en plaçant les pavillons respectifs sur un pied de parfaite égalité, en ce qui concerne les taxes de navigation; d'autre part, en réduisant mutuellement les taxes de douanes sur un certain nombre de produits naturels ou autres expédiés d'un pays dans l'autre, sont convenus d'ouvrir dans ce but une négociation, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, M. *Ferdinand Barrot*, représentant du peuple, chevalier de la Légion d'honneur, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France près la cour de Turin;

Et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, M. le chevalier *Louigi Cibrato*, sénateur du royaume, chevalier des ordres des saints Maurice et Lazare et du Mérite civil de Savoie, commandeur et chevalier de plusieurs autres ordres étrangers;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les habitants des deux pays; ils ne payeront point pour exercer leur commerce ou leur industrie, dans les ports, villes ou lieux quelconques des deux États, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement ou ne fassent que les traverser à titre de commis-marchands ou commis voyageurs, de patentes, taxes ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui se percevront sur les nationaux; et les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouissent, pour l'exploitation du commerce ou de l'industrie, les citoyens de l'un des deux États, seront communs à ceux de l'autre.

Il est, toutefois, entendu que cette disposition ne s'appliquera pas aux taxes différentielles de douane que chacun des deux États jugerait utile de maintenir à l'importation des marchandises par un pavillon autre que le pavillon national.

2. Les navires français venant directement des ports de France avec chargement, et sans chargement de tout port quelconque, ne payeront, dans les ports de Sardaigne, soit à l'entrée,

soit à la sortie, soit durant leur séjour, d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de pilotage, de balisage, de quaiage, de quarantaine, de port, de phare, de courtage, d'expédition et d'autres charges qui pèsent sur la coque du navire, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, de particuliers ou établissements quelconques, que ceux dont sont ou seront passibles en Sardaigne les navires sardes venant des mêmes lieux, ou ayant la même destination.

Par réciprocité, les navires sardes venant directement des ports de Sardaigne avec chargement, et sans chargement de tout port quelconque, dans les ports de France, seront assimilés, soit à l'entrée, soit à la sortie, soit durant leur séjour aux navires français pour tous les droits ou charges quelconques portant sur la coque du navire.

3. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement, pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux, dans l'un des deux États, aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soient également aux navires de l'autre puissance; la volonté des hautes parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, les bâtiments français et les bâtiments sardes soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

4. Seront respectivement considérés comme navires français ou sardes, ceux qui, naviguant sous le pavillon de l'un des deux États, seront possédés et enregistrés selon les lois du pays, munis de titre et patente régulièrement délivrés par les autorités compétentes; à la condition, toutefois, que le capitaine sera national, c'est-à-dire citoyen du pays dont il porte le pavillon, et que les deux tiers de l'équipage seront nationaux d'origine et de domicile, ou, s'ils sont étrangers d'origine, qu'ils aient résidé pendant dix ans au moins dans les pays respectifs.

5. Tous les produits et autres objets de commerce dont l'importation ou l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les États de l'une des hautes parties contractantes par navires nationaux pourront également y être importés, sauf paiement des surtaxes différentielles de douane à l'entrée, ou en être exportés librement par des navires de l'autre puissance.

Les marchandises importées dans les ports de France ou de Sardaigne par les navires de l'une ou de l'autre puissance pourront y être livrées à la consommation, au transit, ou à la réexportation, ou enfin être mises en entrepôt au gré des propriétaires ou de leurs ayants cause; le tout sans être assujetties à des droits de magasinage, de vérification, de surveillance ou autres charges de même nature plus forts que ceux auxquels seront soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

6. Les marchandises de toute nature qui seront exportées de Sardaigne par navires français, ou de France par navires sardes, pour quelque destination que ce soit, ne seront pas assujetties à d'autres droits ni formalités de sortie que si elles étaient exportées par navires nationaux, et elles jouiront, sous l'un et l'autre pavillon, de toutes primes et restitutions de droits ou autres faveurs qui sont ou seront accordées dans chacun des deux pays à la navigation nationale.

7. Les navires français entrant dans un port de Sardaigne, et, réciproquement, les navires sardes entrant dans un port de France, et qui n'y viendraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des États respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront naturellement être perçus qu'aux taux fixés pour la navigation nationale.

8. Les capitaines et patrons des bâtiments français et sardes seront réciproquement exempts de toute obligation de recourir, dans les ports respectifs des deux États, aux expéditionnaires officiels; et ils pourront, en conséquence, librement se servir soit de leurs consuls, soit des expéditionnaires qui seraient désignés par ceux-ci, sauf à se conformer, dans les cas prévus par le Code de commerce français et par le Code de commerce sarde, aux dispositions desquels la présente clause n'apporte aucune dérogation.

9. Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition, dans les ports respectifs,

1° Les navires qui, rentrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest;

2° Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux États dans un ou plusieurs ports du même État, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits;

3° Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait opération de commerce.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce, le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages, et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

10. Les paquebots à vapeur français affectés à un service régulier et périodique, qui feront escale dans le port de Gênes, continueront à être assimilés au pavillon sarde.

Les paquebots à vapeur sardes affectés à un service régulier et périodique, qui feront escale dans les ports de Marseille et de Port-Vendres (ou de Cette), seront assimilés au pavillon national.

11. Malgré les dispositions des articles précédents, la navigation de côte ou de cabotage demeure réservée au pavillon national dans les États respectifs.

12. Voulant se donner des gages de leur désir mutuel de favoriser les relations commerciales entre les deux pays, les hautes parties contractantes sont convenues, dans ce but, des dispositions suivantes :

Le Président de la République française consent,

1° A maintenir le régime exceptionnel et de faveur fait par la loi de douanes du 9 juin 1845, aux bestiaux sardes entrant en France par la frontière de terre, et à augmenter le nombre des bureaux de douane ouverts à l'importation dans la zone comprise entre le Pont-de-Beauvoisin et la Méditerranée.

2° A étendre le même régime de droits aux bestiaux sardes importés par le littoral de la Méditerranée;

3° A abaisser d'un quart le taux actuel des droits sur l'introduction des riz par la frontière de terre;

4° A étendre l'application de ce droit réduit aux importations des riz effectuées par mer, tant en France qu'en Algérie;

5° A réduire d'un sixième le droit d'entrée actuel sur les fruits frais; et à maintenir les droits actuels sur la céruse, en conformité de la loi du 9 juin 1845;

6° A réduire à six francs par tête le droit d'entrée sur les mules et mulets;

7° A supprimer le droit de deux francs par tête pour les mêmes animaux exportés à destination de la Sardaigne;

8° A supprimer le droit d'entrée des petites peaux brutes;

9° A réduire d'un cinquième le droit d'entrée du corail taillé mais non monté;

10° A réduire quatorze pour cent sur le taux des droits d'entrée actuellement acquittés par les gazes de soie pure de la fabrique des États sardes, importées en France par la frontière de terre des deux États;

11° A réduire à cent francs par cent kilogrammes pour le pavillon sarde, et à quatre-vingt-treize francs pour le pavillon français, le droit d'entrée pour les poissons marins.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne s'engage, de son côté,

A. A réduire les différents droits actuellement établis sur les eaux-de-vie françaises importées, soit par mer, soit par les frontières de terre, savoir : pour celle de vingt-deux degrés et au-dessus, à trente francs l'hectolitre; pour celle de qualité inférieure, à dix-huit francs.

B. A abaisser le taux des droits sur les vins de France de toutes qualités qui entreront dans les États sardes, soit par mer sous pavillon national ou français, soit par la frontière du Var, du Rhône et des Alpes, dans la proportion suivante, savoir : pour les vins d'une valeur supérieure à vingt francs, au seul droit fixe de quatorze francs l'hectolitre; pour les vins en bouteille, à trente centimes par bouteille; et pour les vins de qualité inférieure, à dix francs par hectolitre.

C. A réduire le droit d'entrée sur les objets de mode de vingt francs à quinze francs par kilogramme, poids net, outre le huit pour cent de la valeur.

D. A réduire le droit sur la porcelaine en couleur ou dorée de cinquante à trente francs; et sur la porcelaine blanche, à vingt-cinq francs.

E. A établir un droit d'entrée spécifique uniforme de six francs par tête pour les mules et mulets, et à supprimer, à l'égard de ces animaux, tout droit de sortie.

F. A réduire les droits actuellement perçus à l'exportation

des petites peaux brutes, savoir : à quinze francs par cent kilogrammes pour les peaux d'agneau, et à trente francs pour les peaux de chevreau.

G. A abaisser d'un tiers le taux actuel des droits à l'entrée des cuirs et peaux préparés, et de moitié pour les peaux chamoisées, et à réduire à un franc et cinquante centimes le droit d'exportation des soies gréges.

H. A abaisser le droit sur le papier sans fin pour tenture à trente francs; pour les verres ouvrés, à quinze francs; et à réduire de moitié le droit pour les bouteilles noires de litre et de demi-litre.

I. A réduire de vingt à quinze francs le droit d'entrée sur la passementerie en soie pure.

K. A supprimer le droit d'entrée par terre sur l'élixir de la grande Chartreuse.

13. Afin de compléter et d'équilibrer d'une manière aussi exacte que possible les concessions douanières et maritimes stipulées dans les articles ci-dessus énoncés, il est en outre convenu,

1° Que les navires français faisant l'intercours entre les ports sardes et l'Algérie seront en tout, en Sardaigne, placés sur la même ligne que les bâtiments français se livrant à l'intercours direct entre les ports français et les ports sardes;

2° Que le droit de tonnage de deux francs par tonneau, actuellement perçu dans les ports de l'Algérie sur les navires sardes employés à l'intercours direct de la Sardaigne avec les possessions françaises dans le nord de l'Afrique, ne sera pas exhaussé pendant toute la durée du présent traité; et que ce droit, une fois payé dans un port de l'Algérie, ne sera plus exigé dans les autres ports dans lesquels le navire pourrait entrer pour compléter son déchargement ou son chargement;

3° Que pendant la même période, le bois à construire et à brûler, les merrains, les feuillards, le charbon de bois et les matériaux à bâtir, importés directement de Sardaigne en Algérie, sous pavillon national ou sarde, conserveront la franchise dont ils ont joui jusqu'ici.

14. En tout ce qui concerne les droits de douane et de navigation, les deux hautes parties contractantes se promettent réciproquement de n'accorder aucun privilège, faveur ou immunité à un autre état, qu'il ne le soit aussi et à l'instant même étendu à leurs sujets respectifs, gratuitement, si la concession

en faveur de l'autre État est gratuite, et en donnant la même compensation ou l'équivalent si la concession a été conditionnelle.

15. Les hautes parties contractantes prennent l'engagement mutuel de ne pas augmenter, pendant toute la durée du présent traité, les droits applicables tant aux produits énumérés dans ledit traité, qu'aux produits du sol ou de l'industrie des deux États qui peuvent être légalement importés en droiture de l'un des deux pays dans l'autre, sous le pavillon de l'une et l'autre nation. Il est également convenu que, pendant la même période, aucun droit de navigation ne pourra être augmenté ou établi de nouveau dans l'un des deux pays au préjudice de l'autre.

16. Les consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des hautes parties contractantes, résidant dans les États de l'autre, recevront des autorités locales toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation des marins et autres individus faisant partie de l'équipage des navires de guerre ou de commerce de leurs pays respectifs, qu'ils soient ou non inculpés des crimes, délits ou contraventions commis à bord desdits bâtiments.

A cet effet, ils s'adresseront, par écrit, aux tribunaux, juges ou fonctionnaires compétents, et justifieront, par l'exhibition des registres du bâtiment, rôle d'équipage ou autres documents officiels, ou bien, si le navire était parti, par la copie desdites pièces dûment certifiée par eux, que les hommes qu'ils réclament ont réellement fait partie dudit équipage; sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée.

Lesdits déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition des consuls, vice-consuls et agents consulaires, et pourront même être détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des agents précités, jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les renvoyer dans les pays desdits agents sur un navire de la même ou de toute autre nation.

Si pourtant cette occasion ne se présentait point dans le délai de trois mois, à compter du jour de l'arrestation, ou si les frais de leur emprisonnement n'étaient pas régulièrement acquittés par la partie à la requête de laquelle l'arrestation a été opérée,

lesdits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Néanmoins, si le déserteur avait commis en outre quelque délit à terre, son extradition pourra être différée par les autorités locales, jusqu'à ce que le tribunal compétent ait dûment statué sur le dernier délit, et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, sujets du pays où la désertion a lieu, sont exceptés des stipulations du présent article.

17. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires français naufragés ou échoués sur les côtes de Sardaigne sont dirigées par les consuls ou vice-consuls de France, et réciproquement les consuls et vice-consuls sardes dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés ou échoués sur les côtes de France.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu dans les deux pays pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls ou vice-consuls, les autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est, de plus, convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

18. En ce qui concerne les autres attributions, privilèges et immunités des consuls respectifs, les deux hautes parties contractantes s'engagent à en faire, dans le plus bref délai possible, l'objet d'une convention spéciale, et, en attendant, il est convenu que lesdits consuls, vice-consuls et chanceliers jouiront respectivement, dans les deux pays, des avantages de toute sorte accordés ou qui pourront être accordés à ceux de la nation la plus favorisée; le tout, bien entendu, sous condition de réciprocité.

19. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Turin, dans le délai de deux mois, ou plus tôt, si faire se peut. Il aura force et valeur pendant quatre années, à dater du jour dont les hautes parties contractantes conviendront pour son exécution simultanée; dès que la pro-

mulgation en sera faite d'après les lois particulières à chacun des deux États.

Si, à l'expiration des quatre années, le présent traité n'est pas dénoncé six mois à l'avance, il continuera à être obligatoire d'année en année, jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Turin, le cinquième jour du mois de Novembre de l'an mil huit cent cinquante.

(L. S.) Signé FERDINAND BARROT.

(L. S.) Signé CIBBARIO.

Pour copie certifiée conforme à l'original déposé aux archives du département des affaires étrangères :

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé GÉNÉRAL DE LA HITTE.

Le Président et les Secrétaires de l'Assemblée nationale,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, CHAPOT,
BÉRARD, DE HEECKEREN, PEUPIN.

N° 2627. — *Loi relative à la Convention littéraire conclue, le 5 novembre 1850, entre la France et la Sardaigne.*

Du 30 Décembre 1850.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ D'URGENCE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le Président de la République est autorisé à ratifier, et, s'il y a lieu, à faire exécuter la convention littéraire conclue entre la France et la Sardaigne, le 5 novembre 1850, et dont une copie authentique demeure annexée à la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 30 Décembre 1850.

Le Président et les Secrétaires,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), LACAZE, CHAPOT,
BÉRARD, DE HEECKEREN, PEUPIN.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé E. ROUHER.

Convention littéraire conclue, le 5 novembre 1850, entre la France et la Sardaigne.

Le Président de la République française et Sa Majesté le Roi de Sardaigne ayant reconnu que des circonstances indépendantes de la volonté des hautes parties contractantes ont jusqu'ici empêché que les conventions spéciales signées à Turin le 28 août 1843 et le 22 avril 1846, pour la garantie réciproque, en France et en Sardaigne, de la propriété des œuvres d'art et d'esprit, produisissent les résultats avantageux qui en avaient inspiré la conclusion, et voulant régler d'un commun accord les difficultés pratiques que l'expérience a fait ressortir; d'un autre côté, Sa Majesté le Roi de Sardaigne ayant consenti à faciliter l'entrée dans ses États des livres, gravures, lithographies et ouvrages de musique publiés en France, en abaissant les droits actuellement perçus d'après la loi pour l'importation desdits articles; le Président de la République française et Sa Majesté le Roi de Sardaigne ont jugé convenable de conclure, dans ce but, une convention spéciale, et ont nommé pour plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, *M. Ferdinand Barrot*, représentant du peuple, chevalier de la Légion d'honneur, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France près la cour de Turin ;

Et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, *M. le chevalier Louis Cibrario*, sénateur du royaume, chevalier des ordres des saints Maurice et Lazare, et du Mérite civil de Savoie, commandeur et chevalier de plusieurs autres ordres étrangers ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les deux hautes parties contractantes, voulant assurer la stricte exécution des dispositions de l'article 6 de la convention du 28 août 1843, qui prononcent la prohibition à l'entrée, dans chacun des deux États, de tous ouvrages ou objets de contrefaçon définis par les articles 1, 2 et 3 de ladite convention, s'obligent à tenir la main à ce que toute tentative faite pour introduire en fraude de semblables ouvrages ou objets de contrefaçon par les frontières des deux pays soit repoussée d'une manière absolue.

2. Afin de faciliter l'exacte exécution de l'engagement stipulé.

dans l'article 1^{er} précédent, il est, en outre, expressément convenu,

1° Que tout envoi fait d'un des deux pays dans l'autre d'ouvrages d'esprit ou d'art devra être accompagné d'un certificat délivré en France par les préfets ou sous-préfets établis dans la ville la plus voisine du lieu d'expédition, et en Sardaigne, par les intendants généraux et intendants de province.

Ce certificat, dont le coût ne pourra respectivement dépasser cinquante centimes, quel que soit le nombre d'ouvrages composant chaque envoi, devra, d'une part, énoncer la liste complète, le titre, le nombre d'exemplaires des ouvrages auxquels il s'applique, et, de l'autre, constater que ces mêmes ouvrages sont tous édition non contrefaite et propriété française ou sarde, selon le pays d'où l'exportation s'effectue, ou qu'ils y ont été nationalisés par le paiement des droits d'entrée.

2° Que tous ouvrages expédiés à destination de l'un des deux États d'ailleurs que de l'autre État, devront, lorsqu'ils seront rédigés dans la langue de ce dernier État, être accompagnés de certificats délivrés par les autorités compétentes du pays de provenance, libellés dans la forme indiquée ci-dessus, et constatant que lesdits ouvrages sont tous publication non contrefaite d'ouvrages français ou piémontais.

3. La reconnaissance et la vérification de la nationalité des envois d'ouvrages d'art ou d'esprit se fera dans les bureaux de douane respectifs spécialement ouverts à cet effet, et avec le concours des agents chargés, dans les deux pays, de l'examen des livres arrivant de l'étranger.

4. Tout ouvrage d'esprit ou d'art, dans les cas prévus par le précédent article, qui ne sera point accompagné de certificat en due forme, sera retenu à la douane; procès-verbal en sera dressé, et une expédition dûment légalisée sera envoyée, dans le plus bref délai possible, aux agents diplomatiques ou consulaires respectifs, ainsi qu'aux parties intéressées, à la diligence de l'administration des douanes où la retenue a été opérée.

Les parties auront cinquante jours pour se pourvoir, soit devant l'autorité judiciaire, soit devant l'autorité administrative, afin de faire valoir leurs droits. Ce délai expiré sans qu'aucune réclamation ait été signifiée à l'administration des douanes, les livres retenus pourront être introduits, sauf aux parties à faire valoir ultérieurement leurs droits, conformément aux lois sur les contrefaçons.

5. Au moment de la mise à exécution de la présente convention, les hautes parties contractantes se communiqueront réciproquement la liste exacte des bureaux de douane maritimes et terrestres auxquels sera limitée, de part et d'autre, la faculté de recevoir et de reconnaître les envois d'ouvrages d'esprit ou d'art,

6. Pendant la durée de la présente convention, les droits actuellement établis à l'importation licite, dans le royaume de Sardaigne, des livres, gravures, dessins ou ouvrages de musique publiés dans toute l'étendue du territoire de la République française, demeureront réduits et fixés au taux ci-après établi :

Livres	{	blancs veillés, à 65 francs par cent kilogrammes.
		imprimés reliés, à 60 francs par cent kilogrammes.
		imprimés brochés, à 30 francs par cent kilogrammes.
Musique	{	manuscrite, à 50 francs par 100 kilogrammes.
		gravée, à 60 francs par 100 kilogrammes.
Papier	{	sur cuivre et lithographié, à 100 francs
		imprimé avec images, par 100 kilogrammes.
		figures et points de vue sur bois, à 60 francs par 100 kilogrammes.

Il est entendu que le taux des droits ci-dessus spécifiés ne sera pas augmenté pendant la durée de la présente convention, et que si, avant l'expiration de celle-ci, ce taux était réduit en faveur des livres, gravures, dessins ou ouvrages de musique publiés dans tout autre pays étranger, cette réduction s'étendra en même temps aux objets similaires publiés en France.

7. La présente convention, considérée comme supplémentaire à celles des 28 août 1843 et 22 avril 1846, dont la durée est prorogée pour le même laps de temps, restera en vigueur pendant six années, à partir du jour où les hautes parties contractantes seront convenues de la mettre à exécution, et après qu'elle aura été promulguée conformément aux règlements de chaque pays. Dans le cas où aucune des deux parties ne signifierait, six mois avant l'expiration des six années susindiquées, son intention d'en faire cesser les effets, la présente convention et celles des 28 août 1843 et 22 avril 1846, continueront à rester en vigueur encore une année, et ainsi d'année en année, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties les auront simultanément dénoncées.

Les hautes parties contractantes se réservent cependant la faculté d'apporter, d'un commun accord, à la présente convention, toute modification dont l'expérience viendrait à démontrer l'opportunité.

8. Les hautes parties contractantes, voulant assurer des garanties analogues à la propriété des marques et dessins de fabrique, sont convenues d'en faire l'objet d'un accord spécial, dès que la législation sur cette matière aura reçu dans les deux pays son complément nécessaire.

9. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Turin dans le délai de deux mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Turin, le 5 du mois de Novembre, l'an 1850.

(L. S.) Signé FERDINAND BARROT.

(L. S.) Signé CIBRARIO.

Pour copie conforme :

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé GÉNÉRAL DE LA HITTE.

Le Président et les Secrétaires de l'Assemblée nationale,

Signé DUPIN; ARNAUD (de l'Ariège), CHAPOT, BÉRAM,
DE HEECKEREEN PEUPIN.

N° 2628. — *DÉCRET portant nomination des Membres de la Commission chargée de l'examen des Comptes à rendre par les Ministres pour l'année 1850.*

Du 17 Décembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur la proposition du ministre des finances,

Vu les articles 164, 165, 166 et 167 de l'ordonnance du 31 mai 1838 (1), portant règlement général sur la comptabilité publique, aux termes duquel une commission doit être chargée chaque année, d'une part, d'arrêter le Journal général et le Grand-Livre de l'administration des finances, au 31 décembre, ainsi que les livres et registres, tenus au trésor pour l'inscription des rentes, pensions et cautionnements; et, d'autre part, de constater dans le procès-verbal de ses travaux, la concordance des comptes rendus par les ministres des divers départements avec les écritures qui ont servi à les établir,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont nommés membres de la commission chargée

(1) 11^e série, Bull. 579. n° 7437.

de l'examen des comptes à rendre par les ministres pour l'année 1850.

MM. *Mortimer-Ternaux*, représentant du peuple, président;
Ducos, représentant du peuple;
Larrabure, représentant du peuple;
Marchand, conseiller d'état;
Vuitry, maître des requêtes;
Picard, conseiller maître des comptes;
Lebas de Courmont, conseiller référendaire de première classe;
Grandet, conseiller référendaire de première classe;
Reynaud de Barbarin, conseiller référendaire de deuxième classe.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 17 Décembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Par le Président de la République : le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 2629.— *DÉCRET qui fixe les Taxes à percevoir en France, en Algérie et dans les parages de la Méditerranée où la France entretient des Bureaux de poste, pour les Lettres et les Journaux originaires ou à destination de la Californie.*

Du 27 Décembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la convention de poste conclue le 3 avril 1843 (1) entre la France et la Grande-Bretagne;

Vu les lois des 14 floréal an'x [4 mai 1802], 30 mai 1838 et 18 mai 1850;

Vu les arrêtés du 4 juillet 1849 (2) qui fixent les taxes à percevoir en France, en Algérie et dans les parages de la Méditerranée où la France entretient des bureaux de poste, pour les lettres originaires ou à destination de divers pays étrangers;

Sur le rapport du ministre des finances;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A dater du 1^{er} janvier 1851, les lettres et les jour-

(1) IX^e série, Bull. 1000, n° 10,629.

(2) X^e série, Bull. 177, n° 1432 et 1433.

aux originaux de la France, de l'Algérie et des parages de la Méditerranée où la France entretient des bureaux de poste à destination de la Californie, pourront être dirigés par la voie de l'Angleterre et de l'isthme de Panama.

Les lettres et les journaux que les envoyeurs voudront faire diriger par cette voie devront porter en tête de l'adresse les mots *par Panama*, et être affranchis jusqu'à San-Francisco.

2. Toute lettre simple expédiée de la France et de l'Algérie pour la Californie, par la voie de l'Angleterre et de l'isthme de Panama, supportera une taxe uniforme de deux francs quatre-vingts centimes.

3. Toute lettre simple expédiée des parages de la Méditerranée où la France entretient des bureaux de poste pour la Californie, par la voie de l'Angleterre et de l'isthme de Panama, supportera une taxe uniforme de trois francs trente centimes.

4. Seront considérées comme lettres simples celles dont le poids n'excédera pas sept grammes et demi.

5. Les lettres dont le poids excédera sept grammes et demi seront soumises à la progression fixée par l'article 2 de l'arrêté du 4 juillet 1849, concernant la taxe des lettres expédiées de France et de l'Algérie pour les pays étrangers.

6. La taxe à payer par les destinataires des lettres qui seront expédiées de la Californie pour la France et l'Algérie par la voie de Panama et de l'Angleterre, sera perçue conformément aux articles 2, 4 et 5 précédents.

7. La taxe à payer par les destinataires des lettres qui seront expédiées de la Californie pour les parages de la Méditerranée où la France entretient des bureaux de poste, par la voie de Panama et de l'Angleterre, sera perçue conformément aux articles 3, 4 et 5 précédents.

8. Les journaux à destination de la Californie que les envoyeurs voudront faire diriger par la voie de l'Angleterre et de Panama, et, réciproquement, les journaux originaux de la Californie qui auront été transmis par la voie de Panama et de l'Angleterre, supporteront en France et en Algérie une taxe de vingt-cinq centimes par journal.

Toutefois, les journaux imprimés en France qui auront payé les droits de timbre voulus par les articles 12 et 13 de la loi du 10 juillet 1850, et qui seront remis à la poste par les éditeurs dans les délais fixés par l'article 17 de ladite loi, n'auront à payer que le supplément de prix nécessaire pour combler la

différence existant entre le montant de ces droits et le montant de la taxe d'affranchissement exigible en vertu du premier alinéa du présent article.

9. La taxe à percevoir par les bureaux français établis à Alexandrie, Beyrouth, Constantinople, les Dardanelles et Smyrne, sur les journaux à destination ou provenant de la Californie transmis par la voie de l'Angleterre et de Panama et reçus ou distribués par lesdits bureaux, sera de trente centimes par journal.

10. Pour jouir des modérations de port accordées par les articles 8 et 9 précédents, les journaux devront être mis sous bandes et ne contenir aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main. Les journaux qui ne réuniraient pas ces conditions seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

11. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Elysée-National, le 27 Décembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

1° 2630. — *DÉCRET qui proroge la perception du second Décime extraordinaire établi à l'Octroi de Paris par l'Arrêté du 17 juin 1848.*

Du 27 Décembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814 et les dispositions des lois des 28 avril 1816 et 24 juin 1824, relatives aux octrois;

Vu la loi du 12 décembre 1830 et le tarif y annexé pour la perception du droit d'entrée sur les boissons;

Vu la loi du 24 mai 1834;

Vu la loi du 11 juin 1842;

Vu la loi du 10 mai 1846;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Paris, date du 9 août 1850, tendant à la prorogation, jusqu'au 1^{er} janvier 1852, du second décime additionnel à l'octroi de ladite commune;

Vu l'avis du préfet de département de la Seine, du 27 août de la même année;

Vu les observations du ministre de l'intérieur ;
Le Conseil d'état, section d'administration, entendu,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. La perception du second décime extraordinaire établi à l'octroi de la commune de Paris, département de la Seine, par l'arrêté de la commission du Pouvoir exécutif, en date du 17 juin 1848 (1), et prorogée, jusqu'au 1^{er} janvier 1851, par le décret du 31 décembre 1849 (2), sur toutes les taxes, tant anciennes que nouvelles, du tarif dudit octroi, à l'exception de celles imposées aux vins en cercles, aux cidres, aux bières fabriquées dans l'intérieur de Paris et à la viande, est de nouveau prorogée jusqu'au 1^{er} janvier 1852.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 27 Décembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 2631. — DÉCRET portant prorogation du Tarif des Droits de navigation actuellement perçus sur le Canal d'Arles à Bouc.

Du 31 Décembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi du 14 août 1822, relative à l'achèvement du canal d'Arles à Bouc;

Vu le cahier des charges et le tarif annexés à ladite loi;

Vu l'ordonnance du 19 novembre 1845 (3);

Vu la lettre en date du 21 décembre 1850, par laquelle la compagnie du canal d'Arles à Bouc donne son adhésion à la prorogation, pendant un an, du tarif en vigueur sur ledit canal;

Sur le rapport du ministre des finances,

(1) 1^{re} série, Bull. 46, n° 497.

(2) 1^{re} série, Bull. 225, n° 1860, et Bull. 230, page 60 (Errata).

(3) 1^{re} série, Bull. 1257, n° 22,411.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le tarif des droits de navigation actuellement perçus sur le canal d'Arles à Bouc est prorogé jusqu'au 1^{er} janvier 1852.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 31 Décembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Par le Président de la République : le *Ministre des finances*,

Signé ACHILLE FOULD.

2632. — DÉCRET portant prorogation du Tarif des Droits de navigation actuellement perçus sur le Canal des Ardennes.

Du 31 Décembre 1850.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi du 5 août 1821, relative à la construction et à l'achèvement de plusieurs canaux;

Vu le tarif des droits de navigation et le cahier des charges annexés à ladite loi;

Vu l'arrêté du Président du Conseil chargé du pouvoir exécutif, date du 7 décembre 1848 (1), concernant le canal des Ardennes;

Vu la lettre en date du 17 décembre 1850, par laquelle le conseil d'administration de la compagnie des Trois-Canaux consent à la prorogation du tarif en vigueur sur ledit canal;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le tarif des droits de navigation actuellement perçus sur le canal des Ardennes est prorogé jusqu'au 25 septembre 1852.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Élysée-National, le 31 Décembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Par le Président de la République : le *Ministre des finances*,

Signé ACHILLE FOULD.



Certifié conforme :

Paris, le 4^r Janvier 1851.

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la
Justice,*

E. ROUIER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

Contenues dans le Bulletin des Lois.

X^e SÉRIE.

LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.

TOME VI.

(N^o 283 à 339.)

Deuxième semestre de l'année 1850.

NOTA. Les actes analysés qui ne sont point accompagnés des mots (*loi du....., avec la date*), sont des décrets du Président de la République.

Les nombres précédés de n^o indiquent la série des actes; ceux précédés de la lettre p indiquent la page.

A

ACADÉMIES. Modifications de l'article 2 du décret du 23 mai 1850, portant répartition des inspecteurs d'académie entre les départements, n^o 2386, p. 390. — Le siège occupé à l'académie des sciences, section de géométrie, par M. Libri, est déclaré vacant, n^o 2431, p. 437.

ADJOINTS. Création d'un adjoint spécial dans la section de Mialanes, commune de Malzieu-Forain, arrondissement de Marvejols (Lozère), n^o 2484, p. 567; — d'un adjoint en plus au maire dans la commune de la Chapelle-Basse-Mer, arrondissement de Nantes (Loire-Inférieure), n^o 2509, p. 618.

AGENTS comptables. Voyez *Cautionnements*.

AGENTS de change. Voyez *Courtiers*.

ALGÉRIE. Établissement d'une justice de paix à Saint-Cloud, ressortissant au tribunal d'Oran, n^o 2276, p. 22. — La justice de paix établie à Guelma est du ressort du tribunal de Bône, n^o 2277, p. 23. — Répartition et emploi du crédit de cinq millions ouvert par la loi du 19 mai 1849 pour les colonies agricoles de l'Algérie (*loi des 17 juin, 5 et 20 juillet 1850*), n^o 2309, p. 173. Voyez *Ministère de la guerre, Ministère de la justice, Postes*.

ALIÉNATION de majorat. Voyez *Majorat*.

ANIMAUX domestiques. Peines pour mauvais traitements exercés envers les animaux domestiques (*loi des 13 mars, 13 juin et 2 juillet 1850*), n^o 2261, p. 1.

2. X^e Série. — Lois, décrets et arrêtés. — Tome VI. 70

- ARCHEVÊQUES.** Voyez *Bulles, Ministère de l'instruction publique et des cultes.*
ARMÉE de terre et de mer. Appel à l'activité des quinze cents jeunes soldats de la classe de 1849 affectés à l'armée de mer, n° 2528, p. 643; — de quarante mille jeunes soldats de la classe de 1849, n° 2545, p. 651.
ARTS. Voyez *Chambres consultatives.*
ASSOCIATIONS. Voyez *Sociétés.*
ATHÈNES. Voyez *École française.*
AVOCATS. Voyez *Conseil de discipline.*
AVOUÉS. Voyez *Cours et Tribunaux.*

B

- BACS.** Approbation du tarif pour la perception des droits au passage d'eau dit *de l'île Durand*, commune de Nantes (Loire-Inférieure), n° 2472, p. 523; — au bac de Montey-Notre-Dame (Ardennes), en ce qui concerne les piétons habitant cette commune, n° 2477, p. 539; — au passage d'eau de Flandre, établi sur l'Oise, dans la commune de Saint-Léger-aux-Bois (Oise), n° 2503, p. 602; — au bac ou pont volant établi sur le territoire de la commune de Rhinau (Bas-Rhin), n° 2549, p. 654; — au passage d'eau de Vieux-Port, commune de Vieux-Port, sur la Seine (département de l'Eure), n° 2596, p. 744.
BANQUE DE FRANCE. M. *Anatole de Mieulle* est nommé directeur du comptoir de la banque de France à Angers, n° 2270, p. 16. — La banque de France est autorisée à établir une succursale à Rennes, n° 2311, p. 177. — M. *Louis Petit* est nommé directeur du comptoir d'escompte de la banque de France à Rennes, n° 2316, p. 183. — Cessation du cours forcé des billets de la banque de France (*loi du 6 août 1850*), n° 2350, p. 265.
BÂTIMENTS civils. Voyez *Comptes rendus, Ministère de l'intérieur.*
BIENS de mainmorte. Voyez *Ministère des finances.*
BILLETS de banque: Voyez *Banque de France.*
BLÉ. Voyez *Grains.*
BOIS. Dispositions relatives aux défrichements de bois (*loi du 22 juillet 1850*), n° 2304, p. 149. — Dispositions sur la taxe des défrichements de bois, établie par le décret du 2 mai 1848, et supprimée par la loi du 22 juillet 1850, n° 2464, p. 515. Voyez *Badget.*
BOIS destinés à l'approvisionnement de Paris. — Fixation de la cotisation à percevoir, pendant l'exercice 1850, sur les coupons, parts ou écluses de bois de charpente, sciage et charonnage flottés, n° 2312, p. 178; — de la cotisation à percevoir, pendant l'exercice 1850, sur les trains de bois flotté, n° 2313, p. 180.
BONS du trésor. Consolidation des bons du trésor délivrés à la caisse d'amortissement, du 2 janvier au 30 juin 1850, n° 2305, p. 149.
BOTANIQUE. Voyez *Chaires.*
BOURSES dans les lycées et collèges. Le département de la Manche est autorisé à fonder, dans le collège de Cherbourg, trois bourses entières, divisibles en trois quarts et demi-bourses, suivant la situation de fortune des candidats ou de leur famille, n° 2424, p. 439. — Le conseil général de la Corse est autorisé à fonder, dans le lycée de Bastia, deux bourses entières, divisibles en quatre demi-bourses, affectées chacune aux arrondissements d'Ajaccio, de Corte, de Calvi et de Sartène, n° 2612, p. 765. — Distraction, sur la totalité du prix des bourses d'externat du lycée d'Auch, d'une somme de trois cents francs pour être affectée à la création de six bourses d'externat, à concéder dans les formes prescrites par la loi du 27 novembre

1848, le règlement du 25 juillet 1849 et l'arrêté du 28 du même mois, n° 2615, p. 766.

BOURSES de commerce. Voyez *Chambres de commerce*.

BRETAGNE (*Ancienne province de*). Voyez *Procédure*.

BREVETS d'invention. Proclamation de deux cent vingt-deux brevets d'invention et de cent sept certificats d'addition, n° 2286, p. 35; — de trois cent vingt-huit brevets d'invention et de cent certificats d'addition, n° 2375, p. 325; — de trois cent cinquante-cinq brevets d'invention et de cent dix-neuf certificats d'addition, n° 2461, p. 465; — de soixante et une cessions de brevets d'invention, n° 2473, p. 525.

BUDGET. Allocation de crédits additionnels au budget de 1850 pour couvrir les dépenses faites avant les réductions prononcées par la loi de finances du 15 mai 1850 (*loi du 30 juillet 1850*), n° 2327, p. 201. — Fixation du budget des dépenses de l'exercice 1851. Transport des dépêches par entreprise; transfert de la maison d'éducation des filles de la Légion d'honneur, rue Barbette, à Paris, au château d'Écouen; vente des bâtiments et dépendances de l'établissement de la rue Barbette (*loi du 29 juillet 1850*), n° 2340, p. 217. — Fixation du budget des recettes de l'exercice 1851. Suppression des dix-sept centimes généraux, sans affectation spéciale, afférents à la contribution foncière; mode de perception et tableau des contributions directes en principal et en centimes additionnels; fixation du maximum des centimes facultatifs pour les dépenses d'utilité départementale; fixation du contingent de chaque département dans les contributions foncière, personnelle et mobilière, et des portes et fenêtres; évaluation nouvelle à faire des revenus territoriaux; élévation jusqu'à vingt du nombre des centimes additionnels, s'il y a lieu, lorsqu'il s'agit de l'acquit de dettes résultant de condamnations judiciaires; en cas d'insuffisance des revenus ordinaires pour l'établissement des écoles primaires communales élémentaires ou supérieures, il ne pourra être voté, en centimes additionnels aux quatre contributions directes, plus de trois centimes par les conseils municipaux, et plus de deux centimes par les conseils généraux; en cas d'insuffisance des centimes facultatifs ordinaires pour concourir, par des subventions, aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication, et, dans des cas extraordinaires, aux dépenses des autres chemins vicinaux, les conseils généraux sont autorisés à voter cinq centimes additionnels aux quatre contributions directes; continuation de la perception au profit de l'État, des communes, etc., de divers droits, produits et revenus; frais, à la charge des communes, de la révision et du renouvellement du cadastre, dans toute commune cadastrée depuis au moins trente ans, sauf décision ministérielle, sur la demande des conseils généraux, si les évaluations cadastrales ont été revisées avec des fonds départementaux; avis à émettre par les conseils généraux sur la meilleure solution à donner à la disposition prescrite par l'article 2 de la loi du 4 août 1849; réduction à un demi pour cent du droit sur les actes ou écrits tarifiés à un pour cent par l'article 69, paragraphe 3, n° 3 de la loi du 22 frimaire an VII; réduction à vingt-cinq centimes pour cent francs du droit des actes ou écrits portant libération de sommes et valeurs mobilières désignées au n° 11 du paragraphe 2 du même article de la loi précitée; modification des prix de la poudre de chasse fine, superfine et extra-fine; élévation à 25 centimes du droit sur chaque jeu de cartes; aliénation de bois de l'État; adhésion des conseils généraux à la vente et à la faculté de défricher; le produit des ventes de bois sera versé au trésor, en atténuation de ses avances pour le compte de la dette flottante; retour au domaine de l'État des propriétés immobilières et revenus fonciers appartenant à l'Université;

annulation et radiation du grand-livre d'une rente cinq pour cent, inscrite au nom de l'Université; exceptions à ces prescriptions; taxe à vingt centimes des lettres adressées aux sous-officiers, soldats ou marins, lorsqu'elles ne dépasseront pas le poids de sept grammes et demi; perception au profit de l'État, pour l'autorisation d'établir son domicile en France, des mêmes droits que pour la naturalisation (*loi du 7 août 1850*), n° 2357, p. 277. Voyez *Ministères*.

BULLE d'institution canonique. Réception et publication de la bulle d'institution canonique de M. *Rénier*, archevêque de Cambrai, n° 2602, p. 751; de M. *Cousseau*, pour l'évêché d'Angoulême, n° 2608, p. 760; de M. *Chalandon* comme coadjuteur de l'évêque de Belley, avec future succession, et sous le titre d'évêque *in partibus* de Thaumacum, n° 2609, p. 761. Voyez *Ministère de l'instruction publique et des cultes*.

C

CAISSE d'amortissement. Voyez *Bons du Trésor*.

CAISSE d'épargne. Voyez *Ministère des finances*.

CAISSE des retraites. Nomination de membres de la commission chargée de l'examen de toutes les questions relatives à la caisse des retraites ou rentes viagères pour la vieillesse, n° 2599, p. 748. Voyez *Ministère de l'agriculture et du commerce*.

CALIFORNIE. Voyez *Postes*.

CANAUX. Prorogation du tarif des droits de navigation perçus sur les canaux de Berry et latéral à la Loire, de Digoïn à Briare, n° 2601, p. 750; — sur le canal d'Arles à Bouc, n° 2631, p. 796; — sur le canal des Ardennes, n° 2632, p. 797. Voyez *Ministère des travaux publics, Navigation*.

CARDINAUX. Voyez *Ministère de l'instruction publique et des cultes*.

CARTES à jouer. Voyez *Budget*.

CAUTIONNEMENTS. Cautionnements de divers agents comptables et non comptables ressortissant au ministère des finances, n° 2513, p. 625. Voyez *Journaux*.

CESSIONS de brevets d'invention. Voyez *Brevets d'invention*.

CHAIRES. Conversion en une chaire de botanique et d'histoire naturelle médicale de la chaire de botanique de la faculté de médecine de Montpellier, n° 2605, p. 756. Voyez *Collège de France, Muséum d'histoire naturelle*.

CHAMBRES consultatives. Établissement d'une chambre consultative des arts et manufactures à Montereau-Faut-Yonne (Seine-et-Marne), n° 2581, p. 705.

CHAMBRES de commerce. Contribution spéciale à percevoir en 1850 pour les dépenses des chambres et bourses de commerce d'Arras, de Boulogne, de Honfleur, du Havre, de Saint-Omer et de Toulouse, n° 2468, p. 518.

CHAMBRES temporaires. Voyez *Cours et tribunaux*.

CHEMINS de fer. Modification des clauses et conditions de la concession des chemins de fer de Tours à Nantes et d'Orléans à Bordeaux (*loi du 6 août 1850*), n° 2351, p. 266. — Il y a utilité publique à occuper, pour l'établissement de la station de Saint-Quentin et du chemin de fer, aux abords de cette station, 1° une parcelle de terrain de la commune de Gauchy et six autres parcelles de la commune de Saint-Quentin; pour l'acquisition desdites parcelles, la compagnie concessionnaire du chemin de fer de Creil à Saint-Quentin est substituée aux droits, comme elle est soumise à toutes les obligations, qui dérivent, pour l'administration, de la loi du 3 mai 1841, n° 2398, p. 406. — Réunion, pour cause d'utilité publique.

à la gare du chemin de fer de Montpellier à Cette, établie dans cette dernière ville, 1° de deux parcelles de terrain comprises au plan cadastral de la commune de Cette sous le n° 266; 2° de deux autres parcelles inscrites au même plan sous le n° 262, n° 2405, p. 409. — Formes suivant lesquelles la compagnie du chemin de fer de Marseille à Avignon sera tenue de faire, vis-à-vis de l'État, les justifications prescrites par l'article 5 de la loi du 19 novembre 1849, n° 2417, p. 422. — Approbation de la convention passée, le 16 octobre 1850, entre le ministre des travaux publics et la compagnie du chemin de fer de Tours à Nantes, n° 2497, p. 589; — de la convention passée, le 16 octobre 1850, entre le ministre des travaux publics et la compagnie du chemin de fer d'Orléans à Bordeaux, n° 2498, p. 594. — Levée du séquestre mis sur le chemin de fer de Paris à Sceaux, n° 2557, p. 669. — Urgence de prise de possession des terrains non bâtis à occuper pour les travaux du chemin de fer de Paris à Strasbourg dans sept communes du département de la Meuse, n° 2613, p. 766, et de six parcelles de terrains non bâtis, sises au territoire de Blesmes (Marne), n° 2614, p. 766. Voyez *Impositions extraordinaires, Ministère des finances*.

CHIMIE. Voyez *Muséum d'histoire naturelle*.

CHOLÉRA. Voyez *Quarantaine*.

CITADELLES. Voyez *Places de guerre*.

CODE de commerce. Voyez *Colonies*.

COLLÈGE de France. La chaire de mathématiques de ce collège, occupée par M. Libri, est déclarée vacante, n° 2430, p. 436.

COLLÈGES. Voyez *Bourses, Lycées*.

COLLÈGES électoraux. Convocation des collèges électoraux du département du Nord, n° 2475, p. 538; — du département du Cher, n° 2511, p. 623.

COLONIES. Mise en état de siège de la Guadeloupe (*loi du 11 juillet 1850*), n° 2278, p. 25. — Dispositions relatives aux registres tenus dans les colonies par les curés et desservants pour constater les naissances, mariages et décès des personnes non libres, antérieurement au décret d'abolition de l'esclavage (*loi des 18, 27 novembre et 6 décembre 1850*), n° 2584, p. 724. — Promulgation du Code de commerce dans les colonies (*loi des 21, 29 novembre et 7 décembre 1850*), n° 2588, p. 735. Voyez *Ministère de la marine*.

COLONIES agricoles d'Algérie. Voyez *Algérie, Ministère des finances, Ministère de la guerre*.

COMITÉ consultatif d'hygiène publique. Dispositions relatives à ce comité, n° 2593, p. 741.

COMMERCE. Voyez *Effets de commerce, Navigation*.

COMMISSAIRES et Commissariats de police. La juridiction du commissaire central de police de Montpellier est étendue à toutes les communes composant les trois cantons de Montpellier, n° 2393, p. 405; — celle du commissaire de police de Thouars (Deux-Sèvres), aux communes des hameaux de Saint-Jacques et de Saint-Jean, n° 2394, p. 405; — celle des commissaires de police ordinaires de Montpellier, à toutes les communes des trois cantons, comme celle du commissaire central, n° 2395, p. 406; — celle du commissaire de police de Beauvais (Oise), aux communes de Saint-Just-des-Marais, de Marissel, de Notre-Dame-du-Thil et au hameau de Voisintien, commune d'Allonne, n° 2420, p. 428. — Suppression du commissariat de police de Servian (Hérault), *ibid.* p. 429. — Rétablissement du commissariat de police à Meudon (Seine-et-Oise), n° 2421, p. 429. — La juridiction du commissaire de police de Béziers (Hérault) est étendue à toutes les communes formant les deux cantons de Béziers; — celle du commissaire de police de Brignoles (Var) à la commune du Val, n° 2440, p. 448; — celle du com-

missaire de police de Granville (Manche), à la commune de Saint-Nicolas, n° 2441, p. 448; — celle du commissaire de police de Cherbourg, à la commune d'Équeurdreville (Manche), n° 2442, p. 448. — Suppression du commissariat de police établi à Saint-Bonnet-le-Château (Loire), n° 2530, p. 646. — Création d'un dix-neuvième commissariat de police dans la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône), et extension de la juridiction des deux commissaires de police d'Elbeuf (Seine-Inférieure) aux communes de Crestot, Saint-Germain-de-Pasquier, Bosc-Royer, Saint-Ouen-de-la-Londe, Saint-Didier, Surville, Quatremare, Tourville, Becthomas, Fouqueville, Bosnormand, Saint-Martin-la-Corneille, Thuit-Auger et Thuit-Sigaul du département de l'Eure, n° 2531, p. 646. — Création d'un commissariat de police dans la commune d'Essoyes (Aube), n° 2532, p. 646. — Suppression du commissariat de police occupé à la Grand'Combe (Gard) par M. Reyrols, n° 2533, p. 646. — Extension de la juridiction des commissaires de police d'Uzès (Gard) à toutes les communes du canton d'Uzès; — de la Grand'Combe (Gard), aux communes de Laval, Salles-du-Gardon, Blannaves, Portes-et-Sainte-Cécile; — de Saint-Ambroix (Gard), aux communes de Robiac, Castillon, Meyrannes et Saint-Brès; — de Sauve (Gard), à la commune de Quissac; — de Villeneuve-lès-Avignon (Gard), à la commune de Pujaut, n° 2534, p. 646. — La juridiction du commissaire central de police de Nantes (Loire-Inférieure) est étendue aux communes d'Indre, de Saint-Herblain, de Saint-Jean-de-Boiseau, de Treillères, de la Chapelle-sur-Erdre, de Carquefou et de Vertou, *ibid.* — Création d'un troisième commissariat à Besançon (Doubs), *ibid.* p. 647. — Création de deux commissariats de police, l'un à Bourgneuf (Eureuse), l'autre à Charlieu (Loire), n° 2535, p. 647; — d'un commissariat central de police à Tours (Indre-et-Loire), n° 2536, p. 647; — à Paris, de six emplois de commissaires de police chargés d'assister, dans leur exercice journalier, les contrôleurs de la garantie des matières d'or et d'argent, n° 2537, p. 647. — Extension de la juridiction du commissaire de police de Belleville (Seine) aux communes des Prés-Saint-Gervais, de Romainville et de Bagnolet, n° 2538, p. 647; — de la juridiction des commissaires de police des cantons de Lodève et de Clermont-l'Hérault (Hérault) à toutes les communes de ces deux cantons, n° 2539, p. 647; — du commissaire de police de Chalon-sur-Saône aux communes de Saint-Marcel et de Saint-Jean-des-Vignes (Saône-et-Loire), n° 2540, p. 647; — du commissaire central de police de Caen (Calvados) à toutes les communes de l'arrondissement de Caen, n° 2541, p. 647.

COMMISSION des comptes. Nomination des membres de la commission chargée de l'examen des comptes à rendre par les ministres pour l'année 1850, n° 2628, p. 792.

COMMISSIONS. Voyez *Caisse des retraites*.

COMMUNAUTÉS religieuses. Approbation des statuts de la communauté des religieuses franciscaines de Notre-Dame-des-Anges établie à Tourcoing (Nord), n° 2449, p. 457. — Autorisation de ladite communauté, n° 2450, p. 458. — Réunion de la communauté des religieuses Ursulines de Bressaire (Deux-Sèvres) à la congrégation des sœurs de la Sagesse de Saint-Laurent-sur-Sèvre (Vendée), et autorisation de la fondation, à Bressuire, d'un établissement de sœurs de la Sagesse, n° 2454, p. 460.

COMMUNES. Des parties de terrain sont distraites des communes de Châteauneuf-d'Isère, d'Alisan, de Valence, du Bourg-de-Valence (Drôme), et érigées en une commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à Saint-Marcel (loi du 1^{er} juillet 1850), n° 2262, p. 2. — La section de Saint-Joseph-des-Bancs est distraite de la commune de Genestelle (Ardèche), et érigée en commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à Saint-Joseph-des-Bancs; —

la commune de Saint-Suliac (Ille-et-Vilaine) est divisée en deux communes distinctes, dont les chefs-lieux sont fixés à la Ville-ès-Nonais et à Saint-Suliac; — des sections et portions de sections sont distraites de la commune de Rieux (Morbihan), et érigées en une commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à 'la Poterie et qui portera le nom de Saint-Jean-la-Poterie (*lois du 20 juillet 1850*), n° 2310, p. 175. — Diverses portions de terrain sont distraites de la commune de Rueil (Seine-et-Oise) et de la commune de Nanterre (Seine), et sont réunies à la commune de Suresnes, canton de Courbevoie (Seine) (*loi du 29 juillet 1850*), n° 2330, p. 207. — Réunion d'un terrain de la commune d'Asquins (Yonne) à la commune de Saint-Père, même canton de Vezelay (*loi du 1^{er} août 1850*), n° 2333, p. 210. — Changement de délimitation entre la commune de Leyme et celle d'Ainac (Lot) (*loi du 2 août 1850*), n° 2346, p. 255. — Diverses sections de terrain sont distraites de la commune de Salvagnac-Cajarc, et érigées en une commune distincte, dont le chef-lieu est fixé à Saujac (Aveyron) (*loi du 5 août 1850*), n° 2347, p. 256. — La commune de Saint-Pierre-de-Surgères (Charente-Inférieure) est supprimée; — les hameaux dont elle se compose sont réunis, partie à la commune de Surgères, chef-lieu de canton, partie à Saint-Germain-de-Marencennes (*loi du 6 août 1850*), n° 2348, p. 256. — La section, dite d'Étel (Morbihan), est distraite de la commune d'Erdeven et érigée en une commune distincte. — Des terrains sont distraits des communes de Saint-Gratien, de Soisy, de Deuil (Seine-et-Oise) et de la commune d'Épinay (Seine), pour former ensemble une commune, dont le chef-lieu est fixé à Enghien, et qui dépendra du canton et de l'arrondissement de Pontoise (Seine-et-Oise) (*lois du 7 août 1850*), n° 2374, p. 323. — Changement de délimitation entre les communes d'Altiani et de Focicchia, canton de Piedicorte (Corse); — entre les communes de Plouzané et de Saint-Renan, canton de Saint-Renan (Finistère); — Division de la commune de Bas, chef-lieu de canton (Haute-Loire), en trois communes distinctes dont les chefs-lieux sont fixés à Bas, Malvalette et Valprivas, et qui en prendront le nom (*lois du 28 novembre 1850*), n° 2566, p. 683. — Une portion de territoire est distraite de la commune de Chazé-Henry, canton de Pouancé (Maine-et-Loire), et réuni à la commune de la Chapelle-Hullin, même canton (*loi du 30 novembre 1850*), n° 2569, p. 689. — Une portion de terrain est distraite de la commune de Saint-Laurent (Corse), et réunie à la commune de Piedigriggio (*loi du 24 décembre 1850*), n° 2623, p. 773.

COMPTABILITÉ. Règlement sur la comptabilité des matières et du matériel appartenant au département de l'agriculture et du commerce, n° 2298, p. 102.

— Modification de l'ordonnance du 31 mai 1838, sur la comptabilité publique, en ce qui concerne la durée des exercices, n° 2388, p. 392.

COMPTES rendus. Dispositions relatives aux comptes rendus des travaux des mines, des ponts et chaussées et des bâtiments civils (*loi des 15 mars, 14 juin et 25 novembre 1850*), n° 2550, p. 657.

CONDAMNÉS à la peine de la détention et à la déportation. La citadelle de Belle-Ile-en-Mer est affectée aux condamnés à la peine de la détention et aux condamnés à la déportation pour crimes commis antérieurement à la promulgation de la loi du 8 juin 1850, n° 2315, p. 182.

CONGRÉGATIONS. Voyez *Communautés religieuses*.

CONSCRIPTION. Voyez *Armée de terre et de mer*.

CONSEIL de discipline de l'ordre des avocats. Dispositions relatives à l'érection du président du conseil de discipline de l'ordre des avocats au Conseil d'état et à la Cour de cassation, n° 2502, p. 601.

- CONSEIL d'état. Règlement sur les vacations du Conseil d'état, n° 2287, p. 69. Voyez *Ministère de la justice*.
- CONSEIL général de l'agriculture et du commerce. Voyez *Ministère de l'agriculture et du commerce*.
- CONSEIL supérieur de l'instruction publique. Nomination de huit membres du conseil supérieur de l'instruction publique, n° 2381, p. 384. — Nomination de trois membres du même conseil, n° 2382, p. 385. — Nomination du vice-président et du secrétaire du même conseil, n° 2385, p. 389.
- CONSEILS de prud'hommes. Établissement d'un conseil de prud'hommes à Cette (Hérault), n° 2264, p. 7; — à Yvetot (Seine-Inférieure), n° 2265, p. 8. — Timbre et enregistrement des actes concernant les conseils de prud'hommes (loi des 14 juin, 2 juillet et 7 août 1850), n° 2358, p. 307. — Modification de la composition du conseil de prud'hommes de Troyes, n° 2444, p. 451. — Modification de la composition de celui de Flers (Orne), n° 2445, p. 452. — Dissolution de celui établi à Marseille, n° 2446, p. 453. — Établissement d'un conseil de prud'hommes à Toulouse, n° 2574, p. 696. — Modification de la composition du conseil de prud'hommes de Tourcoing, n° 2577, p. 701; — du conseil de prud'hommes d'Évreux, n° 2578, p. 702; — du conseil de prud'hommes de Villefranche (Rhône), n° 2579, p. 703; — du conseil de prud'hommes de Saint-Quentin, n° 2580, p. 704.
- CONSEILS généraux et Conseils d'arrondissement. Convocation des conseils généraux et des conseils d'arrondissement, n° 2336, p. 212. — Prorogation de la réunion du conseil d'arrondissement de Sceaux, n° 2471, p. 522. — Convocation du conseil général du département de la Sarthe, n° 2586, p. 732; — du département des Ardennes, n° 2595, p. 744.
- CONSERVATOIRE des arts et métiers. Voyez *Ministère de l'agriculture et du commerce*, *Ministère des travaux publics*.
- CONTRATS de mariage. Dispositions relatives à la publicité des contrats de mariage, à ajouter aux articles 75, 76, 1391 et 1394 du Code civil (loi des 17 juin, 2 et 10 juillet 1850), n° 2288, p. 71.
- CONTRIBUTIONS. Voyez *Budget*, *Chambre de commerce*, *Dégrèvements*.
- CONVENTION littéraire. Autorisation pour la rectification et l'exécution de la convention littéraire conclue, le 5 novembre 1850, entre la France et la Sardaigne (loi du 30 décembre 1850), n° 2627, p. 788.
- CONVENTIONS. Voyez *Extradition*, *Navigation*.
- CONVOCATION. Voyez *Conseils généraux et d'arrondissement*.
- CORPS du génie. Voyez *Génie*.
- CORRESPONDANCE télégraphique. Dispositions relatives à la correspondance télégraphique privée (loi des 3 juillet, 18 et 29 novembre 1850), n° 2567, p. 685.
- CORSE. Voyez *Transport*.
- COTISATIONS à percevoir sur les bois. Voyez *Bois destinés à l'approvisionnement de Paris*.
- COUR d'assises de la Seine. Voyez *Cours et tribunaux*.
- COUR des comptes. Vacances de la cour des comptes pour l'année 1850, n° 2412, p. 415.
- COURS forcé des billets de banque. Voyez *Banque de France*.
- COURS et Tribunaux. Division de la cour d'assises de la Seine en quatre sections, pendant les mois de novembre et décembre 1850, n° 2482, p. 566. — Fixation à dix-sept du nombre des huissiers du tribunal de première instance de Bar-sur-Seine (Aube), n° 2488, p. 571. — Prorogation de la chambre temporaire de la cour d'appel de Paris, n° 2494, p. 579; — de la chambre temporaire du tribunal de première instance de Besançon, n° 2560, p. 675; — de la chambre temporaire du tribunal de première ins-

tance de Bagnères, n° 2603, p. 752. — Fixation à onze du nombre des avoués près la cour d'appel de Douai, n° 2624, p. 774.

COURTIERS de marchandises, interprètes et conducteurs de navires. — Création de deux places de courtier de marchandises, interprète et conducteur de navires à Bastia (Corse), n° 2266, p. 9. — Les courtiers de marchandises, interprètes et conducteurs de navires peuvent être autorisés à exercer avec ces fonctions celles d'agent de change, n° 2439, p. 447.

CRÉDITS. Voyez *Algérie, Budget, Légion d'honneur, Ministères, Transport des dépêches entre Marseille et la Corse.*

D

DÉCÈS. Voyez *Colonies.*

DÉFRICHEMENT. Voyez *Bois.*

DÉGREVEMENTS. Dispositions relatives aux dégrèvements prononcés pour les cotes irrécouvrables comprises aux rôles des contributions directes, n° 2525, p. 640.

DÉPENSES. Les dépenses auxquelles donne lieu l'exécution des diverses lois électorales sont à la charge, partie des communes, partie du département (loi du 7 août 1850), n° 2359, p. 308. Voyez *Budget.*

DÉPORTATION. Voyez *Condamnés.*

DÉPÔT de la guerre. Organisation du dépôt de la guerre, n° 2447, p. 454.

DÉTENTION. Voyez *Condamnés.*

DÉTENUS (Jeunes). Sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus (loi des 13 juin, 3 juillet et 5 août 1850), n° 2342, p. 249.

DISTINCTIONS honorifiques. Voyez *Enseignement.*

DOMAINES. Approbation d'un échange d'immeubles entre l'État et M. Pinta père, dans le département du Pas-de-Calais (loi des 3, 17 et 26 juillet 1850), n° 2318, p. 186; — entre l'État et M. Montier, dans le département de l'Eure (loi des 17, 26 juillet et 5 août 1850), n° 2344, p. 253; — entre l'État et les communes de la vallée de Baréges (loi des 13, 21 et 27 novembre 1850), n° 2562, p. 680; — entre l'État et l'hospice civil de Grenoble (loi des 13, 21 et 27 novembre 1850), n° 2563, p. 681; — entre l'État et les hospices de Douai (loi des 13, 21 et 27 novembre 1850), n° 2564, p. 681; — entre l'État et M. et M^{me} de Ségur (loi des 2, 9 et 16 décembre 1850), n° 2597, p. 747.

DOMICILE en France. Voyez *Budget.*

DOUANES. Il est accordé à la ville d'Avignon (Vaucluse) un entrepôt réel de douanes, n° 2391, p. 404. — Ouverture du bureau de douane de Fraüenberg (Moselle), à l'entrée et au transit de la librairie en langues mortes et étrangères, n° 2419, p. 428. — Réduction du droit établi à la sortie des ouvrages en fonte, n° 2476, p. 539. — Fixation des heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de douane de Bordeaux, Lorient, Port-Louis, Metz, Lyon, Charleville, Brest et Recouvrance, n° 2485, p. 569. — Ouverture du bureau de Bailleul (Nord), à l'importation et à l'exportation des grains et farines, n° 2490, p. 575. — Fixation des heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de douane de Boulogne, Rochefort, Bourg et Blaye, n° 2512, p. 623. — Adjonction du bureau de douane de Saint-Blaise (Ain) à ceux qui ont été précédemment désignés pour constater la sortie des ouvrages d'or et d'argent, n° 2526, p. 642. — Fixation des heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de douane de Bayonne, d'Oleron, d'Ainboa et de Briscous, n° 2547, p. 653. Voyez *Exportation, Importation, Ministère des finances, Sels.*

DROITS. Voyez *Bacs, Cunaux, Ponts.*

E

Eaux minérales. Voyez *Ministère de l'agriculture et du commerce.*

Échanges d'immeubles. Voyez *Domaines.*

École française d'Athènes. Dispositions concernant l'école française d'Athènes, n° 2387, p. 390.

École spéciale militaire. Nouvelle organisation de cette école, n° 2390, p. 395.

Écoles. Dispositions relatives à l'admission aux fonctions d'instituteurs publics des élèves des écoles normales primaires et des maisons de noviciat régulièrement organisées qui n'auraient pas atteint leur vingt et unième année, n° 2495, p. 581.

Écrits périodiques et non périodiques. Voyez *Journaux.*

Éducation. Voyez *Détenu (Jeunes).*

Effets de commerce. Dispositions relatives à l'exécution de la loi du 5 juin 1850 sur le timbre des effets de commerce et autres, n° 2322, p. 191.

Élèves. Voyez *Écoles.*

Emplois dans les services publics. Réserve d'une portion déterminée de fonctions, emplois et gestions aux anciens militaires des armées de terre et de mer, aux marins et ouvriers des arsenaux. — Règlements pour déterminer les emplois auxquels pourront être appelés les fonctionnaires et employés réformés par suppression d'emploi, les employés et agents des anciennes listes civiles. — Règlement devant déterminer les conditions d'admission et d'avancement dans tous les services publics (*loi des 5 octobre 1849, 27 juin et 5 juillet 1850*), n° 2273, p. 19.

Emprunt grec. Voyez *Ministère des finances.*

Emprunts. Sont autorisés à contracter un emprunt : la ville de Besançon (Doubs), pour travaux de construction d'égouts, de conduite et de distribution des eaux de la source d'Arcier (*loi du 5 juillet 1850*), n° 2274, p. 20; — la ville de Bayonne (Basses-Pyrénées), pour paiement des dépenses de construction d'une école primaire et d'une salle d'asile (*loi du 30 juillet 1850*), n° 2331, p. 208; — la ville de Lorient (Morbihan), pour paiement des frais de construction d'une église à Kentrech (*loi du 1^{er} août 1850*), n° 2332, p. 209; — la commune de Batignolles (Seine), pour payer l'excédant des dépenses municipales des exercices 1849 et 1850; — la ville de Fontenay (Vendée), pour payer son contingent dans la dépense d'acquisition des terrains enclavés entre les anciennes et les nouvelles constructions du dépôt de remonte (*lois du 6 août 1850*), n° 2354, p. 271; — le département du Lot, pour être affecté à l'entretien de routes départementales; — la ville de Nancy (Meurthe), pour divers travaux et notamment pour la construction d'un marché couvert (*lois du 7 août 1850*), n° 2373, p. 322; — la ville de Tours, pour couvrir le déficit de son budget de 1850 (*loi du 24 décembre 1850*), n° 2622, p. 772. Voyez *Impositions extraordinaires.*

Enfants naturels ou déposés dans les hospices. Voyez *Mariage des indigents.*

Enregistrement. Voyez *Conseils des prud'hommes.*

Enseignement. Règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 15 mars 1850 sur l'enseignement, n° 2380, p. 373. — Dispositions pour l'exécution de ladite loi en ce qui concerne l'enseignement primaire, n° 2496, p. 582. — Conditions auxquelles les étrangers peuvent être admis à enseigner en France, n° 2606, p. 757. — Distinctions honorifiques spécialement attribuées aux membres de l'enseignement, n° 2607, p. 759.

ENTREPÔTS. Voyez *Douanes*.

ENTREPRISE de transport de dépêches. Voyez *Transport*.

ERRATA. Bulletin n° 281, qui contient le décret portant convocation des conseils d'arrondissement, p. 749, lignes 9° et 20°; au lieu de *29 juin 1850*, lisez *28 juin 1850*, p. 33. — Bulletin n° 285, contenant, p. 25, la loi relative à la mise en état de siège de la Guadeloupe, lignes 3° et 4° de l'article unique de cette loi, au lieu de *sera appliquée aux autres établissements*, lisez *aux autres arrondissements*, p. 33. — Bulletin n° 288, contenant la loi relative à la publicité des contrats de mariage, p. 71, article 76 du Code civil, paragraphe 10, lignes 3° et 4°, au lieu de *et, autant que possible, de la date du contrat*, lisez *et, autant que possible, la date du contrat*, p. 148. — Dans les premiers exemplaires du Bulletin n° 297, p. 196, décret du 29 juillet 1850, relatif aux tourteaux de graines oléagineuses, lignes 1^{re} et 8°, au lieu de *importation*, lisez *exportation*, p. 198. — Bulletin n° 302, p. 273, loi sur la presse dans les colonies, 2^e ligne de l'article 1^{er}, au lieu de *30 décembre 1830*, lisez *10 décembre 1830*. — Bulletin n° 303, p. 308, loi relative à l'imputation des dépenses auxquelles donne lieu l'exécution des diverses lois électorales, avant-dernière ligne de l'article 1^{er}, au lieu de *cadres d'électeurs*, lisez *cartes d'électeurs*. — Même Bulletin, loi qui crée dans le département de Seine-et-Oise une nouvelle commune, dont le chef-lieu est fixé à Enghien, p. 324, 2^e ligne, au lieu de *qui dépendra du canton et de l'arrondissement de Pontoise*, lisez *qui dépendra du canton de Montmorency et de l'arrondissement de Pontoise*, p. 412. — Bulletin 319, p. 576, décret du 14 octobre 1850, crédit supplémentaire pour frais d'établissement des bulles et informations des cardinaux, etc. 6^e ligne, au lieu de *vu la loi du 15 mai 1830*, lisez *vu la loi du 15 mai 1850*, p. 636. — Dans les premiers exemplaires du Bulletin n° 330, p. 687, 3^e ligne du n° 2568, dates de la loi, au lieu de *des 2 juillet et 30 novembre 1850*, lisez *des 2 juillet, 20 et 30 novembre 1850*, p. 721.

ÉTABLISSEMENTS de charité et autres. Voyez *Communautés religieuses, Ministère de l'intérieur, Sœurs*.

ÉTAT de siège. Voyez *Colonies*.

ÉTRANGERS. Voyez *Enseignement*.

ÉVÊQUES. Voyez *Bulle, Ministère des travaux publics et des cultes, Ministère de la marine*.

EXERCICES. Voyez *Comptabilité*.

EXPORTATION. Modification des droits à l'exportation des tourteaux de graines oléagineuses, n° 2324, p. 196. Voyez *Douanes, Poudres*.

EXPOSITION de Londres. Voyez *Ministère de l'agriculture et du commerce*.

EXPOSITION de peinture et de sculpture. Voyez *Ministère des travaux publics*.

EXTRADITION. Convention d'extradition conclue, le 28 avril 1850, entre la France et la Saxe (loi des 13, 21 et 27 novembre 1850), n° 2561, p. 677.

F

FACULTÉ des sciences et des lettres. Voyez *Ministère de l'instruction publique et des cultes*.

FARINE. Voyez *Douanes, Grains*.

FIÈVRE jaune. Voyez *Quarantaine*.

FILLES d'établissements religieux. Voyez *Sœurs*.

FONCTIONNAIRES. Voyez *Emplois, Pensions de retraite*.

FONDS communs affectés aux dépenses des départements. Voyez *Ministère de l'intérieur*.

FORÊTS. Voyez *Bois*.

FORTS. Voyez *Places de guerre*.

FROMENT. Voyez *Grains*.

G

GÉNIE. Dispositions sur l'avancement dans le corps du génie, n° 2493, p. 579.

GRAINES oléagineuses. Voyez *Exportation, Importation*.

GRAINS. Tableau du prix moyen de l'hectolitre de froment pour servir de régulateur aux droits d'importation et d'exportation des grains et farines, arrêté le 31 juillet 1850, n° 2321, p. 189. — Même tableau, arrêté le 31 août 1850, n° 2410, p. 413. — Même tableau, arrêté le 30 septembre 1850, n° 2443, p. 449. — Même tableau, arrêté le 31 octobre 1850, n° 2504, p. 605. — Même tableau, arrêté le 30 novembre 1850, n° 2559, p. 673. — Même tableau, arrêté le 31 décembre 1850, n° 2625, p. 775. Voyez *Douanes*.

GOUVERNEMENT oriental. Voyez *Ministère des affaires étrangères*.

GUIDES. Suppression de deux escadrons des guides, n° 2314, p. 182. — Les premier et deuxième escadrons des guides sont fondus en un seul, n° 2546, p. 652.

H

HARAS. Ouverture d'un crédit extraordinaire, sur l'exercice 1850, pour l'entretien du haras de Saint-Cloud (*loi du 25 juillet 1850*), n° 2317, p. 185.

HISTOIRE naturelle médicale. Voyez *Chaire*.

HUISSIERS. Voyez *Cours et Tribunaux*.

HYGIÈNE publique. Voyez *Comités consultatifs*.

I

IMMEUBLES. Voyez *Domaines*.

IMPORTATION. Modification du tarif des graines oléagineuses à l'importation, n° 2548, p. 654. Voyez *Douanes*.

IMPOSITIONS extraordinaires. Sont autorisés à s'imposer extraordinairement: le département du Gard pour travaux d'achèvement et de grosses réparations des routes départementales (*loi du 5 juillet 1850*), n° 2274, p. 20; — à contracter un emprunt pour équilibrer le budget de 1850 et à s'imposer extraordinairement pour l'amortissement de cet emprunt, la ville d'Orléans, département du Loiret (*loi du 6 juillet 1850*), n° 2282, p. 30; — à contracter un emprunt pour l'établissement de fontaines publiques et à s'imposer extraordinairement pour l'amortissement de cet emprunt, la ville de Beaune, département de la Côte-d'Or (*loi du 8 juillet 1850*), n° 2284, p. 31. — Modification des lois du 9 août 1847 et 23 mai 1848, qui ont autorisé le département de la Gironde à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement (*loi du 9 juillet 1850*), n° 2285, p. 32. — Sont autorisés à s'imposer extraordinairement le département de la Mayenne, pour travaux d'achèvement et d'amélioration des chemins vicinaux de grande communi-

cation (*loi du 10 juillet 1850*), n° 2291, p. 74; — le département d'Indre-et-Loire, à ne commencer qu'en 1855 le remboursement des sommes empruntées à la caisse des dépôts et consignations en vertu de la loi du 4 avril 1838, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de l'emprunt ci-dessus, et, s'il y a lieu, pour travaux aux routes départementales; — le département du Morbihan, à contracter un emprunt pour achèvement et amélioration des routes départementales, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt, et, s'il y a lieu, pour travaux aux routes départementales (*lois du 11 juillet 1850*), n° 2292, p. 75; — le département de la Charente, à s'imposer extraordinairement pour le service de l'instruction primaire; — la ville de Calais (Pas-de-Calais), à contracter un emprunt pour couvrir le déficit des exercices 1848 et 1849, et pour subvenir au paiement des dépenses énoncées dans la délibération municipale du 29 décembre 1848, et à s'imposer extraordinairement pour aider à l'amortissement de cet emprunt (*lois du 26 juillet 1850*), n° 2320, p. 187; — à s'imposer extraordinairement, le département des Ardennes pour dépenses du service de l'instruction primaire; le même département, pour travaux neufs et d'amélioration des routes départementales; — le département de la Manche, à contracter un emprunt pour travaux des chemins vicinaux de grande communication classés, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement et le service des intérêts de cet emprunt, et, le surplus, pour les travaux des mêmes chemins; — le même département, à contracter un emprunt pour le paiement de dettes départementales, et à s'imposer extraordinairement pour le remboursement dudit emprunt; — le département de la Haute-Marne, à appliquer aux travaux neufs et d'entretien de ses routes départementales actuellement classées les fonds restés sans emploi sur le produit des impositions extraordinaires recouvrées en vertu des lois des 9 août 1847 et 23 mai 1848; — le département des Deux-Sèvres, à s'imposer extraordinairement pour la construction des chemins vicinaux de grande communication, et, le surplus, pour dépenses départementales (*lois du 27 juillet 1850*), n° 2328, p. 204; — le département de l'Aube, à s'imposer extraordinairement pour travaux neufs et grosses réparations de divers bâtiments départementaux, et à appliquer aux travaux de ces mêmes édifices le produit de l'imposition extraordinaire perçue en vertu de la loi du 31 octobre 1848; — le département de l'Oise, à s'imposer extraordinairement pour travaux d'achèvement des routes départementales classées, et, le surplus, pour travaux des chemins vicinaux de grande communication; — la ville de Beaune, à contracter un emprunt destiné à couvrir le déficit du budget de 1849, et à s'imposer extraordinairement pour concourir, avec ses ressources ordinaires, à l'amortissement de cet emprunt (*lois du 29 juillet 1850*), n° 2329, p. 206; — à s'imposer extraordinairement, le département des Pyrénées-Orientales, pour travaux des routes départementales actuellement classées; — le département de la Seine, pour le remboursement de la somme avancée sur les fonds du palais de justice et pour travaux d'amélioration des routes départementales (*lois du 30 juillet 1850*), n° 2331, p. 209; — à s'imposer extraordinairement, le département de l'Aube, pour paiement de la garantie d'un minimum d'intérêt de quatre pour cent en faveur des actionnaires du chemin de fer de Montereau à Troyes; — le département du Pas-de-Calais, pour la dépense de construction de quatre nouvelles routes départementales et pour travaux aux routes actuellement classées (*lois du 2 août 1850*), n° 2345, p. 254; — la ville d'Albi, à contracter un emprunt pour concourir avec d'autres ressources au paiement des travaux supplémentaires, nécessaires à l'achèvement de l'église de la Madeleine, et à s'imposer extraor-

dinairement pour rembourser cet emprunt; — la ville de Fontenay (Vendée), à contracter un emprunt pour la construction d'un quai sur la rivière de la Vendée et pour l'établissement de voies publiques, et à s'imposer extraordinairement pour subvenir, concurremment avec ses revenus ordinaires, au remboursement dudit emprunt; — la commune de Neuilly (Seine), à contracter un emprunt pour couvrir le déficit du budget de 1849, et à s'imposer extraordinairement pour, avec d'autres ressources, amortir ledit emprunt (*loi du 6 août 1850*), n° 2354, p. 271. — Le département d'Eure-et-Loir, à s'imposer extraordinairement pour des travaux extraordinaires aux chemins vicinaux et pour secours extraordinaires aux bureaux de bienfaisance (*loi du 28 novembre 1850*), n° 2565, p. 682.

IMPRIMERIE nationale. Voyez *Ministère de la justice*.

INDEMNITÉ coloniale. Modification du deuxième paragraphe de l'article 9 de la loi du 30 avril 1849, relative à l'indemnité coloniale (*loi du 30 juillet 1850*), n° 2326, p. 198. Voyez *Ministère de la marine et des colonies*.

INDEMNITÉ de suspension de péage sur un pont. Voyez *Ministère des finances*.

INGÉNIEURS. Voyez *Ponts et chaussées*.

INSPECTEURS d'académie. Voyez *Académie*.

INSTITUTEURS. Voyez *Écoles*.

INSTRUCTION publique. Voyez *Conseil supérieur, École française, Pensions de retraite*.

INTENDANCE militaire. Nouvelle organisation du corps de l'intendance militaire, n° 2474, p. 534.

INTÉRIM. M. Baroche, ministre de l'intérieur, est chargé de l'intérim du ministère de la justice pendant l'absence de M. Rouher, n° 2339, p. 216. — M. Rouher, garde des sceaux, est chargé du ministère des finances pendant l'absence de M. Fould, n° 2411, p. 415. — M. Rouher est chargé du ministère des travaux publics pendant l'absence de M. Bineau, n° 2433, p. 439. — Cessation de l'intérim du ministère des finances, n° 2451, p. 458. — Cessation de l'intérim du ministère des travaux publics, n° 2453, p. 459. — M. Baroche, ministre de l'intérieur, est chargé par intérim du ministère de l'instruction publique et des cultes pendant l'absence de M. Perier, n° 2499, p. 600. — Cessation dudit intérim, n° 2500, p. 600.

J

JOURNAUX, Écrits périodiques et non périodiques. Cautionnement des journaux, droit de timbre des écrits périodiques et non périodiques (*loi du 16 juillet 1850*), n° 2294, p. 79. — Rectification de ladite loi du 16 juillet 1850 (*loi du 16 juillet 1850*), n° 2301, p. 125. — Dispositions pour l'exécution du titre II de la même loi, n° 2323, p. 193. Voyez *Postes*.

JUSTICES de paix. Voyez *Algérie*.

L

LAZARETS. Transfert du lazaret et de l'intendance de Marseille aux îles du Frioul, n° 2334, p. 211.

LÉGION d'honneur. Crédit extraordinaire pour le paiement des traitements des membres de l'ordre se rapportant à des exercices périmés (*loi du 7 août 1850*), n° 2362, p. 310. — Crédit supplémentaire sur l'exercice 1850, n° 2515, p. 631. Voyez *Budget*.

LÉGITIMATION. Voyez *Mariages des indigents*.

LETTRES. Voyez *Postes*.

LIBRAIRIE en langues mortes et étrangères. Voyez *Douanes*.

LIGNES télégraphiques. Établissement d'une ligne télégraphique électrique entre Nantes, Paimbœuf, Saint-Nazaire et le Croisic, pour la transmission des dépêches exclusivement relatives au commerce maritime, n° 2553, p. 660. Voyez *Correspondance télégraphique*.

LISTE civile (ancienne). Voyez *Emplois*.

LOIS électorales. Voyez *Dépenses*.

LONDRES. Voyez *Ministère de l'agriculture et du commerce*.

LYCÉES. Le lycée de Lille est élevé à la seconde classe à partir du 1^{er} octobre 1850, n° 2428, p. 434.

M

MAJORATS. M. de Rovigo est autorisé à aliéner une partie d'une rente 5 pour cent faisant partie du majorat constitué en faveur de M. le général de Rovigo, son père (loi des 3, 17 et 26 juillet 1850), n° 2319, p. 186.

MANUFACTURES de Sèvres, des Gobelins et de Beauvais. Dispositions relatives à la concession des produits de ces manufactures (loi des 18 juin, 2 et 10 juillet 1850), n° 2289, p. 72. Voyez *Chambre consultative, Ministère de l'agriculture et du commerce*.

MARIAGES. Voyez *Colonies, Contrats*.

MARIAGES des indigents. Facilites pour le mariage des indigents, pour la légitimation de leurs enfants naturels et le retrait de ces enfants déposés dans les hospices (loi des 18, 27 novembre et 10 décembre 1850), n° 2592, p. 738.

MARSEILLE. Voyez *Transport des dépêches*.

MINES. Voyez *Comptes rendus*.

MINISTÈRE des affaires étrangères. Ouverture, au budget de 1850, d'un crédit extraordinaire pour le paiement du subside consenti en faveur du Gouvernement oriental (loi du 6 juillet 1850), n° 2281, p. 29. — Crédits supplémentaires applicables, sur 1849, aux frais de voyage et de courriers, et, sur 1850, applicables aux frais d'établissement et aux frais de voyages et de courriers, n° 2436, p. 442. — Crédit extraordinaire sur l'exercice 1850 pour le paiement, pendant le second semestre de 1850, du subside consenti en faveur du Gouvernement oriental, n° 2481, p. 565. — Approbation du décret ci-dessus (loi du 4 décembre 1850), n° 2575, p. 699.

MINISTÈRE de l'agriculture et du commerce. Annulation de crédits et ouverture d'un crédit extraordinaire au titre de 1850 pour l'installation de l'institut agronomique (loi du 3 juillet 1850), n° 2272, p. 18. — Ouverture d'un crédit extraordinaire sur l'exercice 1850 pour dépenses relatives à l'exposition de Londres (loi du 8 juillet 1850), n° 2283, p. 31. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1850, pour les dépenses qu'a entraînées la tenue du conseil général de l'agriculture, du commerce et des manufactures (loi du 6 août 1850), n° 2352, p. 269. — Crédit extraordinaire, au titre de l'exercice 1850, pour les travaux d'usine de la manufacture nationale de Sèvres (loi du 7 août 1850), n° 2365, p. 314. — Dispositions relatives à l'administration centrale du ministère, n° 2514, p. 629. — Crédit supplémentaire, sur l'exercice 1850, pour les frais d'expédition des eaux minérales, n° 2516, p. 632. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1850, applicable aux dépenses nécessaires à l'exécution de la loi du 18 juin 1850, sur la caisse des retraites ou rentes viagères pour la vieillesse (loi du 13 novembre 1850), n° 2522, p. 637. — Crédit pour frais de réparations, d'installation et d'ameublement des galeries publiques du Conservatoire des arts

et métiers (*loi du 18 novembre 1850*), n° 2543, p. 650. Voyez *Comptabilité, Douanes, Haras*.

MINISTÈRE des finances. Répartition du crédit accordé par la loi du 15 mai 1850 pour les dépenses classées au budget du département des finances, exercice 1850, n° 2307, p. 153. — Crédit supplémentaire, sur l'exercice 1849, pour paiement des primes de douanes à l'exportation des marchandises. — Application d'une partie du crédit supplémentaire ouvert sur l'exercice 1849, par la loi du 4 février 1850, aux dégrèvements et non-valeurs des contributions directes de 1849 (*loi du 7 août 1850*), n° 2369, p. 319. — Crédit supplémentaire, sur l'exercice 1850, applicable aux dépenses du personnel et des dépenses diverses (*loi du 7 août 1850*), n° 2370, p. 320. — Crédit, sur l'exercice 1850, pour les dépenses des paquebots-postes de la Méditerranée, sur les lignes du Levant et des côtes de l'Italie, pendant les trois derniers mois de l'année (*loi du 7 août 1850*), n° 2371, p. 320. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1850, pour indemnité de suspension de péage sur le pont de la Roche-de-Glun (Drôme) (*loi du 7 août 1850*), n° 2372, p. 321. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1850, pour le remboursement des intérêts et de l'amortissement, exigibles au 1^{er} septembre 1850, de la partie afférente à la garantie de la France sur l'emprunt négocié en 1833 par le Gouvernement grec, n° 2392, p. 405. — Crédit supplémentaire, sur l'exercice 1849, pour dégrèvements sur la taxe des biens de mainmorte, n° 2424, p. 420. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1850, pour les dépenses relatives à l'exécution des lois des 5 juin et 16 juillet 1850 sur le timbre, n° 2523, p. 638. — Crédit supplémentaire sur l'exercice 1850 applicable à des dépenses diverses de l'enregistrement et des domaines et aux remboursements et restitutions, n° 2524, p. 639. — Crédit supplémentaire, sur l'exercice 1849, pour le service des postes (*loi du 25 novembre 1850*), n° 2551, p. 658. — Répartition du crédit accordé, sur l'exercice 1851, par la loi du 29 juillet 1850, pour les dépenses classées au budget du département des finances, n° 2582, p. 707. — Approbation du décret du 31 octobre 1850, qui a ouvert un crédit extraordinaire pour les dépenses relatives à l'exécution des lois des 5 juin et 16 juillet 1850 sur le timbre (*loi du 9 décembre 1850*), n° 2590, p. 736. — Approbation du décret du 15 août 1850, qui a ouvert un crédit extraordinaire pour l'emprunt grec (*loi du 9 décembre 1850*), n° 2591, p. 737. — Autorisation de procéder à la vente de rentes provenant des caisses d'épargne et du chemin de fer de Lyon, n° 2600, p. 749. — Crédit sur l'exercice 1851 pour le service des paquebots-postes de la Méditerranée (*loi du 24 décembre 1850*), n° 2620, p. 771. Voyez *Intérieur, Transport des dépêches*.

MINISTÈRE de la guerre. Répartition des crédits ouverts par la loi du 15 mai 1850 pour les dépenses du ministère de la guerre, exercice 1850, n° 2349, p. 257. — M. le général de Schramm est nommé ministre de la guerre en remplacement de M. le général d'Hautpoul, n° 2501, p. 601. — Répartition du crédit accordé par la loi du 29 juillet 1850 pour les dépenses du ministère de la guerre en 1851, n° 2508, p. 610. — Le produit de la vente des dépouilles de chevaux morts ou abattus est au profit de la masse d'entretien, du harnachement et ferrage, n° 2518, p. 635. — Report à l'exercice 1850 d'une portion du crédit ouvert, sur l'exercice 1849, pour les dépenses des colonies agricoles en Algérie, n° 2527, p. 642. — Crédits extraordinaires, sur l'exercice 1850, pour dépenses non prévues au budget (*loi du 2 décembre 1850*), n° 2570, p. 689. — Crédit extraordinaire pour dépenses non prévues aux budgets de 1850 et de 1851 (*loi*

du 5 décembre 1850), n° 2576, p. 700. Voyez *Dépôt de la guerre, École spéciale militaire, Génie, Guides, Intendance militaire*.

MINISTÈRE de l'instruction publique et des cultes. Crédits extraordinaires, au titre de l'exercice 1849, pour des dépenses du matériel de l'administration centrale, et, sur l'exercice 1850, pour frais d'impression (*loi du 6 août 1850*), n° 2353, p. 270. — Crédit supplémentaire, sur l'exercice 1850, pour les frais d'établissement de bulles et d'informations des cardinaux, archevêques et évêques, n° 2491, p. 576. — Crédit supplémentaire pour des créances constatées sur les exercices clos 1847 et 1848, n° 2492, p. 576. — Crédit supplémentaire sur l'exercice 1850 pour les traitements éventuels des professeurs des facultés des sciences et des lettres, n° 2505, p. 607. Voyez *Académie, Bourses, Collège de France, Intérim, Lycées, Muséum d'histoire naturelle*.

MINISTÈRE de l'intérieur. Répartition du fonds commun affecté aux dépenses ordinaires des départements pendant l'exercice 1851, n° 2379, p. 370. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1850, pour l'acquisition de tableaux et dessins faisant partie de la collection du feu roi de Hollande et destinés au Musée du Louvre, n° 2484, p. 569. — Distribution partielle de la seconde réserve faite sur la répartition du fonds commun affecté aux dépenses ordinaires des départements pendant l'exercice 1850, n° 2596, p. 607. — Distribution de la réserve faite sur la répartition du fonds commun affecté aux travaux de construction des édifices départementaux d'intérêt général et aux ouvrages d'art sur les routes départementales, pendant l'exercice 1850, n° 2507, p. 609. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1850, pour secours aux établissements de bienfaisance (*loi du 13 novembre 1850*), n° 2521, p. 637. — Report à l'exercice 1850 d'une portion du crédit ouvert, sur l'exercice 1849, pour l'achèvement des bâtiments de la cour d'appel de Lyon, n° 2587, p. 732. — Crédit sur l'exercice 1851, imputable sur la somme allouée pour les travaux d'achèvement du palais de justice de Montpellier (*loi du 24 décembre 1850*), n° 2621, p. 772.

MINISTÈRE de la justice. Crédits supplémentaires, sur l'exercice 1850, pour le service du Conseil d'état et pour le service de la justice de paix de l'Algérie (*loi du 7 août 1850*), n° 2361, p. 310. — Crédit supplémentaire sur l'exercice 1850, en augmentation des restes à payer de l'exercice 1848, pour le service de l'imprimerie nationale (*loi du 7 août 1850*), n° 2362, p. 311. — Répartition du crédit accordé, par la loi du 29 juillet 1850, pour les dépenses du ministère de la justice pendant l'année 1851, n° 2413, p. 417. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1850, pour le service de la justice de paix en Algérie, n° 2435, p. 441. — Approbation du décret du 13 septembre 1830, qui a ouvert un crédit extraordinaire pour le service de la justice en Algérie (*loi du 9 décembre 1850*), p. 736. Voyez *Cours et tribunaux, Nominations*.

MINISTÈRE de la marine et des colonies. Report de l'exercice 1848 à l'exercice 1850 du restant de crédit attribué à l'établissement de pêche de Saint-Pierre et Miquelon, et allocation d'un crédit extraordinaire sur 1850 pour secours aux colons de la Martinique et de la Guadeloupe (*loi du 3 juillet 1850*), n° 2271, p. 17. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1850, pour la réparation des dégâts causés à l'île de la Réunion par l'ouragan du 28 février 1850 et jours suivants, et pour secours alimentaires (*loi du 7 août 1850*), n° 2366, p. 314. — Report à l'exercice 1850 des crédits non employés en 1849 pour les travaux du fort Boyard et le curage de la petite rade de Toulon (*loi du 7 août 1850*), n° 2367, p. 315. — Crédits pour des créances appartenant à des exercices clos et à des exercices périmés (*lois*

du 7 août 1850), n° 2368, p. 316 et 318. — Report à l'exercice 1850 de la portion de l'indemnité coloniale de six millions qui n'aura pas été employée à l'époque de la clôture de l'exercice 1849, n° 2462, p. 513. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1849, applicable au service des hôpitaux, n° 2463, p. 514. — Répartition des crédits accordés au département de la marine et des colonies pour le service de l'exercice 1850, n° 2478, p. 541. — Répartition des crédits accordés audit département pour le service de l'exercice 1851, n° 2479, p. 553. — Report aux exercices 1850 et 1851 des portions du crédit ouvert, par la loi du 15 novembre 1849, sur les exercices 1849 et 1850, pour les dépenses de la liquidation de l'indemnité accordée aux colons, n° 2510, p. 621. — Crédit extraordinaire, sur l'exercice 1850, pour les frais relatifs à l'institution d'évêchés dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, n° 2551, p. 659. — Approbation du décret du 6 novembre 1850, qui a ouvert un crédit extraordinaire pour les dépenses relatives à l'institution d'évêchés dans les colonies (loi du 16 décembre 1850), n° 2598, p. 748.

MINISTÈRE des travaux publics. Rétablissement, au budget de ce ministère, exercice 1850, des portions de crédits restées sans emploi sur les exercices antérieurs (loi du 19 juillet 1850), n° 2308, p. 169. — Ouverture d'un crédit, sur l'exercice 1850, pour les indemnités de terrain dues à raison de l'exécution des canaux latéraux à la Marne et à la haute Seine (loi du 5 août 1850), n° 2343, p. 253. — Crédits, sur 1850 et sur 1851, pour les dépenses relatives à la conservation du mobilier national (loi du 7 août 1850), n° 2363, p. 311. — Allocation supplémentaire et crédit en augmentation, sur 1850, pour les travaux de restauration et d'agrandissement des bâtiments du Conservatoire des arts et métiers (loi du 7 août 1850), n° 2364, p. 313. — Crédit, sur l'exercice 1850, pour l'appropriation de diverses localités du Palais-National au service de l'exposition de peinture et de sculpture en 1850, n° 2418, p. 427. — Crédit représentant le versement au Trésor fait, par la ville de Paris, pour la construction d'un trottoir devant le palais de l'Institut, n° 2467, p. 517. Voyez *Chemins de fer, Intérim*.

MOBILIER national. Voyez *Ministère des travaux publics*.

MONNAIE. Détermination de la tolérance du poids des pièces de 20 centimes, n° 2376, p. 367.

MUSÉE du Louvre. Voyez *Ministère de l'intérieur*.

MUSÉUM d'histoire naturelle. Modification de la dénomination des deux chaires de chimie instituées au Muséum d'histoire naturelle, n° 2429, p. 435.

N

NAISSANCES. Voyez *Colonies*.

NAVIGATION. Disposition pour l'exécution du traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu, le 8 mars 1848, entre la France et la République de Guatemala, n° 2302, p. 133. — Prorogation, jusqu'au 1^{er} janvier 1851, du tarif des droits de navigation perçus sur les canaux de Berry, et latéral à la Loire, de Digoïn à Briare, n° 2452, p. 459. — Autorisation pour proroger les effets de la convention spéciale conclue, le 1^{er} mai 1850, entre la France et la Sardaigne (loi du 18 novembre 1850), n° 2542, p. 649. — Autorisation pour la ratification et l'exécution du traité de commerce et de navigation conclu, le 5 novembre 1850, entre la France et la Sardaigne (loi du 30 décembre 1850), n° 2626, p. 779. Voyez *Canaux*.

NOMINATIONS. Voyez *Banque de France, Caisse de retraites, Commission des comptes, Conseil supérieur de l'instruction publique, Intérim, Ministère de la guerre*.

Noms. Sont autorisés : *M. Rat (Louis)*, à substituer à son nom celui de *Le-compte*, n° 2306, p. 151; — *M. Astaix (Joseph)*, à ajouter à son nom celui d'*Ogier*, et à s'appeler à l'avenir *Astaix-Ogier*, n° 2422, p. 429; — *M. Humbert (Henri)*, à ajouter à son nom celui de *Harmand*, et à s'appeler à l'avenir *Humbert-Harmand*, n° 2424, p. 429; — *M. François-Gustave*, à prendre et porter à l'avenir le nom patronymique de *Lafontaine*, n° 2448, p. 455; — *M. Larrieu (Jean-Jacques-Jules)*, à ajouter à son nom patronymique celui de *Estellé*, et à s'appeler à l'avenir *Larrieu-Estellé*, n° 2455, p. 462; — *M. Warnier de Wailly (Philippe-Frédéric-Félix)*, à ajouter à son nom patronymique celui de *de Wandonne*, et à s'appeler à l'avenir *Warnier de Wailly de Wandonne*, n° 2457, p. 462; — *M. Quériex-Prigny (Jules-Mathieu)*, à ajouter à son nom patronymique celui de *de Linois*, et à s'appeler à l'avenir *Quériex-Prigny de Linois*, n° 2520, p. 636.

NOVICIAT (Maisons de). Voyez *Écoles*.

O

OCTROI. Suppression de la taxe établie sur le thé, à l'octroi de Paris, par le décret du 31 décembre 1849, n° 2480, p. 563. — Prorogation de la perception du second décime extraordinaire établi, à l'octroi de Paris, par l'arrêté du 17 juin 1848, n° 2630, p. 795.

OURAGAN à l'île de la Réunion. Voyez *Ministère de la marine et des colonies*.

OUVRAGES d'or et d'argent. Voyez *Douanes*.

P

PAQUEBOTS-POSTES de la Méditerranée. Voyez *Ministère des finances*.

PARTAGE de terres vaines et vagues. Voyez *Procédure*.

PASSAGES d'eau. Voyez *Bacs*.

PATERNITÉ. Désaveu de paternité en cas de séparation de corps (*loi des 15, 22 novembre et 6 décembre 1850*), n° 2583, p. 723.

PATRONAGE. Voyez *Détenus (Jeunes)*.

PÊCHE. Modification, en ce qui concerne le Laran (département des Basses-Pyrénées), du tableau joint à l'ordonnance du 10 juillet 1835 relative à la pêche fluviale, n° 2303, p. 147. — Prorogation des lois des 25 juin 1841 et 24 août 1848, qui accordent des primes d'encouragement pour la pêche de la morue, de la baleine et du cachalot (*loi du 7 août 1850*), n° 2360, p. 309.

PENSIONS de retraite. Dispositions relatives aux pensions de retraite des fonctionnaires de l'instruction publique, n° 2427, p. 433.

PIÈCES de 20 centimes. Voyez *Monnaies*.

PLACES de guerre. Radiation de onze places de guerre ou postes militaires du tableau de classement, n° 2279, p. 25. — La citadelle du Pont-Saint-Esprit est classée comme place de guerre de la seconde série, n° 2356, p. 275. — Classement des forts de Marseille dans la seconde série des places de guerre, n° 2389, p. 394. — Le décret du 2 juillet 1850 est rapporté en ce qui concerne la cité de Carcassonne, n° 2415, p. 421. — La ville de Carentan est retranchée du nombre des postes militaires, n° 2416, p. 422.

POIDS des pièces de 20 centimes. Voyez *Monnaies*.

POLICE. Voyez *Théâtres*.

PONTS. Sont déclarées d'utilité publique : la construction d'un pont suspendu sur la Vézère, à Vernéjou, et de ses abords et dépendances; subvention pour

cés travaux; tarif des droits de péage sur ledit pont, n° 2280, p. 26; — la construction d'un pont en charpente sur l'Aisne, à Brécy-Brières (Ardennes), et des abords et dépendances dudit pont; subvention pour ces travaux et tarif des droits de péage sur ledit pont, n° 2409, p. 410; — la construction d'un pont suspendu sur l'Oise, à Clairvoix, en remplacement du bac dit *Bac-à-l'Aumône* (Oise); subvention pour ces travaux et tarif des droits de péage sur ce pont, n° 2426, p. 430. Voyez *Ministère des finances, Routes*.

PONTS et chaussées. Modifications au mode de recrutement du corps des ingénieurs des ponts et chaussées (*loi des 2 juillet, 20 et 30 novembre 1850*), n° 2568, p. 687. Voyez *Comptes rendus*.

POSTES. Taxe postale des journaux et autres imprimés échangés entre la France et l'étranger, n° 2337, p. 213. — Dispositions relatives aux dépêches non contre-signées, adressées à des fonctionnaires, qui auront été refusées à cause de la taxe et dont les destinataires n'auront pas requis l'ouverture, n° 2544, p. 650. — Fixation des taxes à percevoir en France et en Algérie, et dans les parages de la Méditerranée où la France entretient des bureaux de poste, pour les lettres et journaux originaires ou à destination de la Californie, n° 2629, p. 793. Voyez *Ministère des finances, Transport des dépêches*.

POSTES militaires. Voyez *Places de guerre*.

POUDRES. Fixation des prix de vente des poudres de mines et de commerce intérieur, n° 2465, p. 515. — Du prix des poudres de chasse que la régie des contributions indirectes vendra à charge d'exportation, n° 2466, p. 516. Voyez *Budget*.

PRESSE. Sur la presse dans les colonies (*loi du 7 août 1850*), n° 2355, p. 273.

PRIMES d'encouragement. Voyez *Pêche*.

PROCÉDURE. Procédure relative au partage des terres vaines et vagues dans les cinq départements composant l'ancienne province de Bretagne (*loi des 15, 27 novembre et 6 décembre 1850*), n° 2585, p. 724.

PROFESSEURS des facultés des sciences et des lettres. Voyez *Ministère de l'instruction publique et des cultes*.

PRUD'HOMMES. Voyez *Conseils de prud'hommes*.

Q

QUARANTAINE. Peuvent être soumises, dans les ports de la Méditerranée, les provenances des pays où règne le choléra, à une quarantaine d'observation de trois à cinq jours, n° 2335, p. 211; — les provenances des pays où règne la fièvre jaune, à une quarantaine de trois jours au moins et de dix jours au plus, n° 2378, p. 370.

R

RECRUTEMENT. Voyez *Armée de terre et de mer*.

RENTES. Voyez *Ministère des finances*.

RENTES viagères pour la vieillesse. Voyez *Caisse des retraites, Ministère de l'agriculture et du commerce*.

RÈGLEMENTS d'administration publique. Voyez *Enseignement*.

RETRAITES pour la vieillesse. Voyez *Caisse des retraites, Ministère de l'agriculture et du commerce*.

RÉUNION (Ile de la). Voyez *Ministère de la marine et des colonies*.

ROUTES. Rectification de la route départementale de l'Isère n° 7, de Bourgoin aux Échelles, entre le bameau du Révol et le Bourg d'Entre-deux-Guiers, n° 2396, p. 406. — Les portions de la route nationale n° 6, de Paris à Chambéry, délaissées par suite de la rectification de cette route, entre Auxerre et Avallon, et qui étaient empruntées par la route départementale n° 9, d'Aixy à Montargis, et la route départementale de Joigny à Avallon, feront à l'avenir partie de ces routes départementales; la partie de la même route nationale, délaissée entre les routes 9 et 11, est classée au rang des routes départementales sous le n° 28 et la dénomination de route de Saint-Brès à Lucy-le-Bois, n° 2397, p. 406. — Abrogation des dispositions du décret du 7 janvier 1813, qui classent au rang des routes départementales de la Seine, sous le n° 6, huit chaussées adjacentes à la route nationale n° 13, et, sous le n° 34, des traverses de Neuilly, en ce qui concerne, 1° le chemin de halage de la Seine, passant sous la culée du pont de Neuilly, rive gauche; les deux rampes du pont, rive droite; les deux chaussées qui mettent la rue de Longchamp et la rue Basse-de-Longchamp en communication avec la route nationale n° 13 et la rue des Mauvaises-Paroles, dépendantes de la route départementale n° 6; 2° la route dite *du Pont*, depuis la route du Château jusqu'à la rue Basse-de-Longchamp, dépendante de la route départementale n° 34, n° 2399, p. 407. — Rectification de la route départementale de la Loire n° 6, de Roanne au Puy, entre la Croix-Rouge, à Crémaux, et le chemin vicinal n° 1, vers Grezolles, n° 2400, p. 407. — Prolongation de la route départementale de la Gironde n° 7, de Bordeaux à Saint-Médard jusqu'à Lacanau, sous la dénomination de route de Bordeaux à Lacanau; classement, sous le n° 25, du chemin de grande communication n° 40, de Pauillac à Hourtins, et sous la dénomination de route départementale de Pauillac à Hourtins, n° 2401, p. 408. — Rectification de la côte de Romilly, route nationale n° 19, de Paris à Bâle, n° 2402, p. 408. — La direction de la route départementale des Deux-Sèvres n° 5, de Thouars à Chinon, est et demeure fixée, entre la porte au Prévôt, à l'entrée du village de Bourgneuf, et la porte de Paris, à la jonction de la route nationale n° 138, n° 2403, p. 408. — La partie de la route nationale n° 6, de Paris à Chambéry, délaissée par suite de la rectification des côtes de Limonest, entre le pied de la rampe de Montluzin et le Puits-d'Or, est et demeure classée au rang des routes départementales du Rhône, sous le n° 13 et la dénomination de route de Villefranche à Lyon, par Limonest, n° 2404, p. 409. — Rectification de la route départementale n° 7, d'Aix à Istres (Bouches-du-Rhône), entre la route départementale n° 8 et le village de Lafare, n° 2406, p. 409. — Classement au nombre des routes départementales des Basses-Pyrénées, sous le n° 20 et la dénomination de route de Bayonne en Espagne, par Ustaritz, Laressore et Ainhoa, du chemin vicinal de grande communication n° 18, tendant de Larressore à Ainhoa et à la frontière d'Espagne; rectification de la partie de route entre Ainhoa et la frontière, n° 2407, p. 410. — Prolongation de la route départementale du Pas-de-Calais n° 11, d'Arras à Auxy-le-Château, depuis cette dernière ville jusqu'à la limite du département de la Somme, vers Hiermont-Saint-Riquier, sous la dénomination de route d'Arras à Abbeville, par Auxy-le-Château; le chemin vicinal d'Auxy-le-Château à la route départementale de la Somme n° 17 est et demeure classé sous le n° 20 et la dénomination de route départementale d'Auxy-le-Château à Amiens; rectification partielle des chemins actuellement existants, n° 2408, p. 410. — La disposition du

décret du 7 janvier 1813, qui classe la route de Poligny à Sellières au rang des routes départementales du Jura sous le n° 20, est rapportée, n° 2423, p. 429. — Construction de la route départementale n° 11, de Tours à Guéret, dans la traverse d'Argenton, n° 2425, p. 429. — Ouverture d'une route qui, partant de la route nationale n° 43, à Béthune, aboutira à la route nationale n° 42, à Armentières, et prendra la dénomination de *route départementale de Béthune à Armentières*, sous le n° 21 dans le Pas-de-Calais, et le n° 18 dans le Nord, n° 2456, p. 462. — Construction de la route départementale n° 11, de Perros à Lorient, entre Plouaret (Côtes-du-Nord) et la route départementale n° 9, n° 2458, p. 463. — Classement au nombre des routes départementales du Pas-de-Calais, sous le n° 22, et avec la dénomination de *route de Doullens à Auxy-le-Château*, du chemin vicinal de grande communication n° 60, dans la partie comprise entre Auxy-le-Château et la route départementale de la Somme n° 12, n° 2459, p. 463. — Classement au nombre des routes départementales de l'Oise, 1° sous le n° 29, et avec la dénomination de *route de Méru à Gournay*, du chemin vicinal de grande communication n° 6, de Méru à Gournay, ainsi que les parties des chemins n° 3 et 5, qu'il emprunte actuellement; 2° du chemin vicinal de grande communication n° 25, de Compiègne à Cutz, sous le n° 30, et avec la dénomination de *route de Compiègne à Laon, par Blérancourt*, n° 2460, p. 463. — Élargissement de la route départementale n° 10, de Fontainebleau à Provins, dans la traverse de la rue de la Coudre à Fontainebleau (Seine-et-Marne), n° 2486, p. 570. — Élargissement du pont de Gasquet, sur l'Hérault, et rectification de la route départementale n° 16, du Pont-d'Hérault à la Séreyrède, n° 2487, p. 571. — Rectification de la route nationale n° 182, de Mantes à Rouen, aux abords du nouveau pont de Vaudreuil (Eure), n° 2519. — Classement au rang des routes départementales des Pyrénées-Orientales du chemin vicinal de grande communication n° 2, de Perpignan à Thuir, qui ne formera, avec la route de Thuir à Céret, qu'une seule et même communication, sous le n° 8 et la dénomination de *route de Perpignan à Céret, par Thuir*, n° 2616, p. 766. — Rectification de la route départementale n° 1, de Joyeuse à Saint-Ambroix, entre le village de la Blachère (Ardèche) et la borne kilométrique n° 5, n° 2617, p. 767, de la route départementale n° 8, de Cusset à Villefranche, entre la croix Tachon et les barraques de Mulsant, à l'entrée de Roanne (Loire), n° 2618, p. 767. — Réduction à vingt-six des trente routes départementales classées dans le département du Gard; numéros et dénominations de ces vingt-six routes, n° 2619, p. 767.

S

SALINES. Voyez *Sels*.

SECOURS. Voyez *Ministère de l'intérieur, Ministère de la marine et des colonies*.

SECOURS mutuels. Voyez *Sociétés*.

SELS. Exploitation des petites salines des côtes de la Manche. — Allocations et franchises sur le sel dit de *troque*. — Admission en France des sels étrangers et tarif des droits (*loi des 14 juin, 1^{re} et 10 juillet 1850*). n° 2290, p. 74.

SÉPARATION de corps. Voyez *Paternité*.

SERVICES publics. Voyez *Emplois*.

SOCIÉTÉS de secours mutuels. Dispositions relatives aux sociétés de secours mutuels (*loi des 8 mars, 5 et 15 juillet 1850*), n° 2297, p. 99.

SŒURS. Fondation d'un établissement de sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, à Troyes (Aube), n° 2263, p. 2; — de sœurs de la Providence dans chacune des communes de Perrogney et de Courcelles-en-Montagne (Haute-Marne), n° 2267, p. 10; — de sœurs de la Charité de Saint-Louis, à Paimpont (Ille-et-Vilaine), n° 2268, p. 12; — de sœurs de la Providence, à Rivière-le-Bois (Haute-Marne), n° 2269, p. 14; — de sœurs de la Nativité-de-la-Sainte-Vierge, à Pont-le-Voy (Loir-et-Cher), n° 2275, p. 21; — de sœurs de la Charité, à Marigné (Maine-et-Loire), n° 2295, p. 85; — de sœurs de Sainte-Chrétienne, à Warnecourt (Ardenne), n° 2299, p. 121; — de sœurs de la Charité, à Saint-Cyr-le-Gravelais (Mayenne), n° 2300, p. 123; — de sœurs de la Providence à Montigny-le-Gannelon (Eure-et-Loir), n° 2338, p. 213; — de sœurs de la Providence, à Ruillé-le-Gravelais (Mayenne), n° 2341, p. 247; — de sœurs de la Providence, à Lanty (Haute-Marne), n° 2377, p. 368; — de sœurs de la Providence, à Beaumont-sur-Vingeanne (Côte-d'Or), n° 2383, p. 385; — de deux sœurs hospitalières de la Providence, à Calonne-sur-la-Lys (Pas-de-Calais), n° 2384, p. 387; — de Filles de la Sagesse, à Pouillé (Vendée), n° 2432, p. 437; — de Filles du Saint-Esprit, à Plélo (Côtes-du-Nord), n° 2438, p. 445; — de sœurs de la Charité, à la Crompte (Mayenne), n° 2469, p. 519; — de sœurs de la Présentation de Marie, à Roujan (Hérault), et à Pouzolles, même département, n° 2470, p. 521; — de sœurs de Saint-Joseph, dites *du Bon-Pasteur*, à Marvejols (Lozère), n° 2489, p. 573; — de sœurs de la Charité, à Ballée (Mayenne), n° 2517, p. 633; — de sœurs de Notre-Dame-de-Bon-Secours, à Château-Thierry (Aisne), n° 2529, p. 644; — de sœurs de Sainte-Anne, dites *de la Providence*, à Saint-Fraigne (Charente), n° 2554, p. 664; — de sœurs de la Charité, à Lavenay (Sarthe), n° 2555, p. 665; — de sœurs de la Charité dans la commune du Bignon (Mayenne), n° 2556, p. 667; — de sœurs de la Charité, à Préveranges (Cher), n° 2558, p. 670; — de sœurs de Saint-Charles à Quincieux (Rhône), n° 2571, p. 690; — de sœurs de l'Enfant-Jésus, à Trosly-Loire (Aisne), n° 2572, p. 692; — de Filles de la Croix, dites *sœurs de Saint-André*, à Montberon (Haute-Garonne), n° 2573, p. 694; — de Filles de la Croix, dites *sœurs de Saint-André*, à Villematier, commune de Villemur (Haute-Garonne), n° 2594, p. 741; — d'une sœur de la Providence, à Saint-Denis-le-Ferment (Eure), n° 2611, p. 763. Voyez *Communautés religieuses*.

SUBSTANCES VÉNÉNEUSES. Dispositions relatives à la vente des substances vénéneuses, et tableau de ces substances, n° 2293, p. 76.

T

TARIFS. Voyez *Bacs, Canaux*.

TAXES. Voyez *Bois, Ministère des finances, Octroi, Postes*.

TÉLÉGRAPHE. Établissement d'un télégraphe électrique sous-marin entre les côtes de France et d'Angleterre, n° 2610, p. 762. Voyez *Correspondance télégraphique, Lignes télégraphiques*.

TERRES vaines et vagues. Voyez *Procédure*.

THÉÂTRES. Police des théâtres (*loi du 30 juillet 1850*), n° 2325, p. 197.

TIMBRE. Voyez *Conseils de prud'hommes, Effets de commerce, Journaux, Ministère des finances*.

TIRAGE au sort. Voyez *Armées de terre et de mer*.

TRANSPORT des dépêches entre Marseille et la Corse. Dispositions relatives à la concession de l'entreprise du transport des dépêches entre Marseille et

la Corse, du transport des passagers et des marchandises (*loi des 17 juin, 1^{re} et 10 juillet 1850*), n° 2296, p. 87.

TRAVAUX. Voyez *Ministère de l'intérieur*.

TRIBUNAUX. Voyez *Cours et tribunaux*.

TROTTOIRS. Voyez *Ministère des travaux publics*.

U

UNIVERSITÉ. Voyez *Budget*.

USURE. Dispositions relatives au délit d'usure (*loi des 15 juin, 1^{re} juillet et 19 décembre 1850*), n° 2604, p. 755.

UTILITÉ publique. Voyez *Chemins de fer, Ponts*.

E

VACANCES. Voyez *Cour des comptes*.

VACATIONS. Voyez *Conseil d'état*.

VENTE de déponilles de chevaux. Voyez *Ministère de la guerre*.

VENTE de rentes. Voyez *Ministère des finances*.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS
DU TOME VI.



To avoid fine, this book should be returned on
or before the date last stamped below

100-3-40





3 6105 06 154 118 6

349.44

F81

10th. se

v. 6

1850

594733

